ESSAI HISTORIQUE

SUR LES RÉVOLUTIONS ET L'INDÉPENDANCE

DE LA SERBIE

DEPUIS 1804 JUSQU'A 1850.

TOME SECOND

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES RÉVOLUTIONS ET L'INDÉPENDANCE

DE LA SERBIE

DEPUIS 1804 JUSQU'A 1850

PAR LE DOCTEUR

BARTHÉLEMY-SYLVESTRE CUNIBERT

ANCIEN MÉDECIN EN CHEF AU SERVICE DU GOUVERNEMENT SERBE,
DÉCORÉ DE L'ORDRE OTTOMAN DU MERITE.

Rien n'est plus interessant à observer que le mouvement progressif de ce petit État (la Serbie), naguère soumis aux lois musulmanes, sous l'influence des libertés nées de la conquête de son indépendance.

Rapport sur l'état des populations de la Turquie d'Europe, par M. Blanqui, membre de l'Institut.

TOME SECOND

LEIPZIG

F. A. BROCKHAUS

1855

ESSAI HISTORIQUE

SUR LES RÉVOLUTIONS ET L'INDÉPENDANCE

DE LA SERBIE

DEPUIS 1804 JUSQU'A NOS JOURS.

LIVRE SIXIÈME.

I.

Le hatichérif adressé au pacha et au mollah de Belgrade devait être lu en public, enregistré dans les actes du Mékhémé, et remis ensuite au prince serbe.

Ce dernier voulut que cette lecture se fît avec la plus grande solennité possible, et fût une fête nationale. Quoique les envoyés serbes fussent de retour de Constantinople depuis le 25 de septembre, la fête fût renvoyée au 30 novembre, anniversaire de la prise de Belgrade par Cara-Georges en 1806, et jour de Saint-André protecteur de la Serbie sous ses anciens rois. Les employés et les députés de chaque commune furent mandés pour ce jour à Belgrade, et le gouvernement y pourvut les logements et les vivres nécessaires à tant de monde.

Depuis dix ans le prince n'avait plus paru dans cette ville; la veille du jour préfix, il y fit son entrée accompagné d'un nombreux et splendide cortége, aux acclamations d'une foule immense de peuple accouru de toutes parts et rangé sur son passage.

Aux portes de Varoch et de Sava des soldats serbes avaient pris la place des Turcs qui les avaient gardées jusqu'alors; l'entrée des quartiers chrétiens fut interdite aux musulmans, et de nombreuses sentinelles furent placées aux carrefours qui y aboutissent.

Le kiaïa-beg entouré des officiers de la suite du pacha était allé à la rencontre du knias sur le Vratchiar à une heure de Belgrade, et après l'avoir com plimenté de la part de son maître, l'accompagna jusqu'au palais où le fils du vizir l'attendait et lui tint l'étrier. Le clergé en habits sacerdotaux le suivit dans l'église, où il entrait toujours à la fin d'un jour de voyage pour y faire une courte prière.

Ces distinctions que les Turcs accordent rarement aux Chrétiens, et surtout à un rajah, donnent une idée du prestige qui accompagnait le nom et la puissance de Milosch et de son influence sur l'esprit des Turcs.

Le matin du 30 novembre une foule immense accourue de toute la Serbie, entourait le vaste pavillon élevé hors des portes de Belgrade, où l'on devait faire lecture des actes qui allaient fixer l'avenir du pays.

Milosch escorté de troupes serbes et environné des hauts fonctionnaires y précéda Husseïn-Pacha qui arriva un moment après, suivi du mollah, des notabilités turques de Belgrade, et d'une suite nombreuse et brillante.

Le divan-effendi (secrétaire d'état) lut en turc le hatichérif et le bérat au milieu du plus profond silence. Pendant cette lecture on pouvait lire l'étonnement, et la consternation peinte sur le visage des Turcs, et surtout des spahis, qui n'avaient pu croire jusqu'alors qu'on les dépouillât au profit des Serbes, de leurs fiefs qu'ils regardaient comme leur propriété sacrée.

Davidovitch, premier secrétaire d'état du prince, lut ensuite les deux pièces traduites en serbe. Cette lecture fut suivie de bruyantes et joyeuses acclamations des Serbes au sultan, et au prince.

Husseïn-Pacha, chargé par le sultan de le représenter en cette occasion, revêtit Milosch d'un harvani (manteau) richement brodé en or avec une superbe agrafe en brillants, comme signe d'investiture de la dignité de knias (prince) de la Serbie.

Voici la traduction littérale de ces deux pièces importantes.

HATICHÉRIF.

Sultan Mahamoud Kan fils du sultan Abdul-Amid Kan toujours victorieux.

Que le contenu soit exécuté[1].

Le traité conclu à Andrinople entre ma Sublime Porte,

[1] Ce peu de mots écrits de la propre main du sultan constituent ce qu'on appelle *Hatichérif*, c'est-à-dire signature sacrée ou bienheureuse, qui, à cause de cela, est jugé devoir être irrévocable, quoiqu'il ne manque pas de nombreux exemples de leur violation durant le régne même du Grand Seigneur qui les a expédiés. Les autres actes portants le monogramme *(Stourah)* du sultan, mais sans autographe, s'appellent *Ferman*; ils émanent de la S. P., c'est-à-dire du Grand-Vizir au nom de l'empereur, et peuvent être révoqués.

et la Russie portant l'exécution des clauses de la convention d'Akermann laquelle stipule: que la Porte s'entendra avec la députation serbe à Constantinople pour s'occuper des intérêts de la Serbie, lui accorder la liberté du culte et de l'administration intérieure; l'incorporation des districts détachés, la fixation des impôts, l'administration des propriétés et des fiefs appartenant aux musulmans: la permission de voyager avec leurs propres passe-ports; la faculté de fonder des hôpitaux, des écoles, des typographies, la défense aux musulmans d'habiter la Serbie, les garnisons des forteresses exceptées, et enfin leur accorder la permission d'avoir une espèce de représentation à Constantinople de manière pourtant qu'elle ne porte atteinte à la qualité de sujet.

Vu que la nation serbe qui a donné des preuves de sa fidélité à ma S. P. est l'objet de mon impériale bienveillance, et que je veux faire droit à ses requêtes d'une manière juste et convenable, afin d'augmenter les moyens de sûreté intérieure,

En conséquence, après en avoir convenu avec les députés serbes à Constantinople, fut arrêté ce qui suit.

1. Ladite nation aura l'entière liberté de culte dans les églises qui lui appartiennent.

2. Le knias Milosch Obrénovitch ci-présent en vertu du diplôme impérial dont il est porteur et en récompense de sa fidélité à ma S. P. est confirmé dans la dignité de bass-knès. (premier knès) de la nation serbe, et cette dignité restera héréditaire dans sa famille.

3. Il continuera au nom de ma S. P. à administrer les affaires intérieures du pays d'accord avec *l'assemblée des notables serbes.*

4. Pour ce qui regarde les *six* districts qui doivent être réunis à la Serbie on s'est accordé de se conformer aux rapports qui seront faits à ce propos par les commissaires nommés par la Russie et par ma S. P., et chargés de prendre à cet égard les plus exactes informations.

5. Le *Haratch* et les autres impôts seront fixés d'une manière précise. L'administration des spahiliks (fiefs militaires) maintenant possédés par les *Zaïms* et *Timariotes,* ceux de Nicha exceptés, sera confiée aux Serbes, et leurs revenus, comme ceux des districts qui doivent être réunis à la Serbie entreront dans la somme, à fixer pour les impôts et seront versés dans le trésor de Belgrade.

6. Les fonctionnaires et employés de ma S. P. n'auront aucunement à se mêler à l'avenir ni dans l'administration du pays, ni dans les différends des Serbes, et ne pourront exiger d'eux un para (denier) de plus de la somme fixée pour les impôts.

7. Mon désir étant surtout que ladite nation jouisse des avantages du commerce à l'ombre de ma protection impériale, tout Serbe qui voudra s'y adonner, après le visa du passe-port que son knès lui aura délivré, obtiendra le *teskéré* (laisser-passer) nécessaire des autorités de ma S. P. pour voyager dans toutes les provinces de mon vaste empire, et y faire le commerce comme les autres sujets de ma S.P., sans qu'on puisse lui demander un aspre pour frais de teskéré, ma vo-

lonté étant au contraire qu'il soit partout protégé et aidé; et à l'exception des droits de douane, personne ne pourra exiger de lui *Avaïd,* ou *Zévaïd* ni rien de ce qui est contraire aux réglements de l'état, ou se gardera bien d'exercer à son égard des actes condamnables de cette nature.

8. Pour ce qui regarde les marchandises présentées à la douane de Belgrade pour être expédiées à Constantinople, elles seront munies des teskérés serbes, et payeront ici les droits de douane auxquels elles sont sujettes.

9. Les droits de douane pour les marchandises qui partiront de la douane de Belgrade pour d'autres endroits, seront perçus par les Serbes qui payeront pour cela la somme dont on conviendra et qui sera réunie à la somme totale des impôts à payer au trésor de Belgrade. Le prince Milosch réglera les mesures à prendre pour percevoir ces droits. Tous les sept ans on examinera la différence des prix proportionnels des marchandises pour augmenter ou diminuer en proportion la somme fixée à cet égard.

10. Pour prévenir les troubles et les désordres, et pour la police du pays, le knias entretiendra la force armée nécessaire à cet objet.

11. Les Serbes pourront fonder des hôpitaux, des imprimeries et des écoles pour l'instruction publique de la jeunesse.

12. Les voïvodas et les musselims turcs n'existeront plus que dans les places fortes, la jurisdiction du pays étant désormais confiée au susdit knias.

13. Les Turcs qui possèdent des immeubles en Ser-

bie, et qui ne voudront plus avoir de relations avec le pays, auront une année de temps pour les vendre à des prix équitables aux Serbes d'après l'estimation faite par les commissaires.

14. Le produit des maisons, des vignes, des jardins, des terres et autres biens appartenant aux musulmans qui ne voudraient pas les vendre, sera versé en même temps que le tribut dans le trésor de Belgrade, pour être transmis aux propriétaires respectifs.

15. Défense est faite aux musulmans qui n'appartiennent pas aux garnisons des forteresses d'habiter la Serbie.

16. La nation serbe fournira audit knias une somme nécessaire à son entretien, et proportionnée à son rang, sans toutefois qu'elle pèse trop sur le peuple,

17. Lorsque le poste de knias deviendra vacant, le successeur payera, en recevant le brevet d'investiture, la somme de cent mille piastres au trésor impérial, et cela de sa cassette particulière.

18. Le métropolitain et les évêques élus par la nation devront prendre leur investiture du patriarche grec de Constantinople, sans pourtant être obligés de venir dans cette capitale.

19. Les membres *du sénat* tant qu'ils ne se seront pas rendus coupables de quelque grave attentat contre ma S. P., ou les lois du pays, ne pourront être destitués et privés de leur emploi.

20. Si ladite nation jugeait à propos dans son intérêt particulier d'établir une poste aux lettres, les autorités de ma S. P. n'y mettront pas obstacle.

21. Lorsqu'un Serbe se refusera de servir de sa

pleine et entière volonté un musulman, il ne pourra y être forcé d'aucune manière.

22. Hormis les forteresses impériales qui existaient *ab antiquo* dans le pays, toutes les autres places et postes forts construits depuis peu de temps seront démolis.

23. La Serbie faisant partie de mes états bien gardés, on ne pourra pas mettre obstacle ni retard à ce que ma S. P. puisse s'y procurer, argent comptant, des bestiaux, des vivres et autres denrées de tout genre dont elle pourrait avoir besoin, et lorsqu'elle le jugerait à propos.

24. Enfin il y aura à Constantinople des agents serbes chargés de traiter avec ma S. P. des affaires concernant leur pays.

Ce sont les points sur lesquels on a été d'accord et qui ont été arrêtés. A ces causes j'ai daigné accorder le présent très-gracieux hatichérif qui sera promulgué et lu avec solennité au peuple serbe.

Toi mon vizir Husseïn-Pacha, et toi mollah de Belgrade, après avoir pris connaissance des notables dispositions du présent très-gracieux hatichérif, vous ferez comprendre à la nation serbe que tant qu'elle se montrera reconnaissante comme elle doit l'être à tous ces témoignages de ma haute faveur, et de ma sollicitude impériales à son égard, elle sera toujours l'objet de ma bienveillance et jouira d'une parfaite sûreté à l'ombre de ma puissance impériale tant qu'elle restera dans les limites de la fidélité et de la soumission.

Vous, vizir et mollah, tâcherez d'inculquer aux Ser-

bes la nécessité de remplir avec exactitude leurs devoirs de sujets, et de se bien garder de ce qui pourrait être contraire à ces devoirs.

Vous agirez comme je vous l'ordonne; et après avoir publié ce noble firman et l'avoir enregistré dans les actes du Mékémé de Belgrade, vous le remettrez au knias Milosch Obrénovitch qui doit le garder. Fait à Constantinople le septième jour de la lune rébutévél l'année de l'égire 1246 (29 août 1830).

Bérat (Diplôme) de l'investiture du prince Milosch à bass-Knès héréditaire de la Serbie.

L'arbitre suprême des empires, le seul incomparable bienfaiteur qui se dans son éternelle sagesse, et bonté infinie daigna, faire de Notre personne le plus noble des sultans, et de Notre S. P. l'asile des monarques et des princes, des malheureux et des persécutés, voulut nous imposer, entre les autres devoirs de Souverain, celui de veiller à ce que tous les sujets qui se montrent reconnaissants à nos bénéfices impériaux, soient-ils puissants, ou faibles et malheureux, pour peu qu'ils se montrent fidèles et dévoués à ma S. P., doivent jouir d'une parfaite sûreté à l'ombre de Notre impériale puissance et miséricorde.

En conséquence c'est notre devoir et notre droit d'installer d'après les lois de Notre Sublime Empire, tous les gouverneurs, chefs et autres fonctionnaires capables de gouverner et administrer le pays; de faire manière que l'intrigue, la tyrannie et les troubles soient contenus, et que la justice et l'ordre règnent toujours à leur place, répandant partout leur influence bienfaisante. C'est notre volonté impériale

que la nation serbe, sujette de notre Sublime Empire, jouisse du bénéfice d'un ordre parfait, et de la plus entière sûreté. A ces causes nous avons choisi l'homme le plus digne et le plus capable pour administrer les affaires de ce pays.

Le prince actuel de ladite nation, possesseur de ce diplôme impérial, vrai modèle des nobles Chrétiens, Milosch Obrénovitch (puisse sa fin être heureuse) jouit de père en fils de la faveur de notre trône impérial. Sa capacité dans le gouvernement de ladite nation, et surtout sa probité, son dévouement à notre Auguste Personne sont connus de tout le monde, et d'après les témoignages de notre vizir Husseïn-Pacha gouverneur de Belgrade nous espérons, et avons confiance qu'il ne s'écartera jamais de la conduite loyale et noble qu'il a suivie jusqu'à ce moment, et qu'il continuera ses fidèles services sous notre haute protection. Et comme il convient à notre éminente dignité d'accorder nos faveurs impériales à tous ceux qui ont donné des preuves positives de leur fidélité, notre bienveillance impériale a dû se manifester envers le susdit prince; en conséquence, et suivant la lettre de notre gracieux hatichérif du 25 de la lune rébut-évél de cette année 1246, la dignité de prince de la nation serbienne reste assurée à perpétuité au titulaire possesseur du présent diplôme impérial. Après sa mort la dignité de prince passera à son fils aîné, après lui à son petit-fils; ainsi elle restera toujours fixée dans sa famille. En cas de vacance à cette dignité, un nouveau bérat impérial de notre S. P. sera expédié au successeur. Cette principauté, par notre faveur

spéciale, est ainsi à jamais accordée audit prince et à sa famille.

En foi de quoi nous avons promulgué ce diplôme Impérial ordonnant :

Que le susdit bass-knès Milosch Obrénovitch gouverne la principauté de Serbie suivant les conditions convenues; qu'il remplisse exactement en toutes les circonstances les devoirs de la justice et de la fidélité; qu'il porte surtout toute son attention, et sa sollicitude à l'administration du pays, à en défendre et protéger les sujets, à régler les affaires de manière qu'il mérite d'être considéré comme prince élu de Notre S. P. par tous les fonctionnaires et tous les sujets du pays.

Quant à lui, suivant avec fermeté la voie de l'obéissance, de la soumission, de la probité et de la fidélité envers Ma S. P., et faisant tous les efforts pour l'accomplissement de ses devoirs conformément à notre volonté impériale, il ne manquera pas de mettre aux pieds de Notre trône impérial les affaires qui pourraient donner lieu à de nouvelles mesures administratives. Enfin il se servira dans son gouvernement et dans son administration des moyens de force et de pouvoir dont il est investi. Personne, quoique ce soit autre que lui n'aura le droit de se mêler dans l'administration des affaires de la principauté. Que ce soit manifeste à tous, et qu'on prête foi au présent signe noble et sacré.

Sans ce que nous avons dit sur l'espèce de complot entre Davidovitch, Simitch, Théodorovitch et autres fonctionnaires pour borner l'autorité du prince, on pourrait difficilement s'expliquer les contradictions pa-

tentes de certains articles du hatichérif, et quelques expressions du bérat. En effet comment concilier les articles 3 et 19 du premier avec quelques points du second, et surtout avec le dernier période de sa clôture qui porte *aucun autre qui que ce soit, hormis le knias, n'aura le droit de se mêler dans l'administration des affaires de la principauté?* Reste maintenant à savoir l'interprétation que les intéressés comptaient donner aux dits deux articles du hatichérif. Ce n'était pas sans doute la *Scoupstina* que l'on voulait entendre par *l'assemblée des notables* ni le *veleki-soud* sous la dénomination de *sénat.* On convoquait la première seulement pour lui présenter le budget. Rarement on y parlait d'autre chose. Le second n'était qu'une cour d'appel et ne s'occupait que de l'administration de la justice. Si quelquefois le prince lui soumettait des questions politiques, ou administratives c'était simplement en voie consultative.

Nous avons déjà dit quels étaient les projets de Davidovitch à cet égard; quant à ses autres associés, ils différaient d'opinion entre eux; les uns voulaient entendre sous la dénomination d'*assemblée des notables* tous les employés de quelque importance, et appliquer les bénéfices des articles 3 et 19 à tous les fonctionnaires en général. D'autres croyaient, comme il a été dit, que le prince serait obligé de créer un haut conseil d'état inamovible dont eux-mêmes auraient fait partie, et qui aurait avec le knias la haute administration du pays, et même partagerait avec lui le pouvoir législatif, et exécutif. Pour ce qui regarde la Porte, il est très-probable qu'elle ne fit pas alors attention à

ce qu'on lui faisait insérer dans le hatichérif; mais elle sut par la suite, à l'instigation de quelque légation étrangère, en profiter habilement pour se mêler dans les affaires intérieures de la Serbie. Je dois toutefois le dire, à la justification de Davidovitch, que quelles que fussent ses vues particulières en cette occasion, il était pourtant trop bon patriote pour ne pas les sacrifier, s'il avait pu prévoir les funestes conséquences qui devaient en résulter pour sa patrie.

II.

Husseïn-Pacha après la cérémonie rentra dans la ville par la porte de Constantinople (Stabol-Capi) suivi de son cortége et des notables turcs de Belgrade qui, quoique très-consternés de ce qu'ils venaient d'entendre par la lecture du hatichérif, se montraient pourtant, en vrais musulmans, résignés à leur sort et décidés à quitter un pays qu'ils n'avaient pas jusqu'alors perdu l'espoir d'exploiter, comme l'avaient fait leurs ancêtres, ainsi qu'une ferme de leur propriété.

Le prince Milosch au milieu des plus bruyantes et joyeuses acclamations, et au son des cloches, se rendit par la porte de Varoch, à l'église de la ville, où il était attendu par le métropolitain entouré d'un nombreux clergé afin de le sacrer prince régnant, suivant le rituel de l'église grecque. Après cette cérémonie, le knias debout près de sa stalle princière reçut l'hommage des fonctionnaires, des kmets et députés

des communes; hommages alors très-sincères et qui étaient l'expression de la reconnaissance et de l'admiration publique pour les heureux résultats qu'il venait d'obtenir par son habileté et sa persévérance.

III.

La possession entière de la ville de Belgrade était un des vœux les plus ardents des Serbes. Dans leurs mains cette ville devenait un des plus importants entrepôts de la Roumélie. On avait ébauché de beaux et vastes plans à cet égard, que l'on espérait maintenant réaliser. On ne doutait nullement, d'après la lettre du hatichérif, que les Turcs ne l'évacuassent de suite. Comme je viens de le dire, ces derniers étaient résignés à s'en éloigner et à vendre leurs biens, même avant l'époque fixée; aussi le jour même de la promulgation du firman, plusieurs contrats de vente s'étaient-ils conclus entre quelques-uns des principaux propriétaires turcs, et des fonctionnaires chrétiens. Le lendemain, poussés par l'exemple des musulmans les plus influents, presque tous les Turcs cherchaient à vendre leurs maisons. Des enfants étaient placés par leurs parents aux portes de ces maisons pour inviter les Serbes à les visiter. Dans cette prévision, beaucoup d'employés et de députés à la *Scoupstina* qui comptaient s'établir à Belgrade, avaient apporté avec eux des sommes d'argent. A la fin du troisième jour, presque toutes les maisons de la ville ainsi que les biens turcs des environs avaient été vendus aux Chré-

tiens. Les contrats de vente se firent au *Mikémé* de Belgrade, ainsi qu'au tribunal serbe pour leur donner le plus de légalité possible. Tout portait à croire que dans deux ou trois semaines les Turcs auraient quitté la ville. Malheureusement les choses tournèrent d'une autre manière, et, je dois le dire, ce fut la faute de Milosch qui au lieu de profiter des bonnes dispositions des Turcs, et de les faire partir sur-le-champ leur fournissant, s'il était nécessaire, des moyens de transport, des secours en argent, leur permit par un sentiment de commisération mal entendue, en vue de la mauvaise saison et de l'état pitoyable des routes de rester jusqu'au printemps. On conçoit difficilement comment Milosch qui connaissait si bien les Turcs, ait pu commettre une telle faute, qui pourtant ne fut pas la seule et la principale qu'on eût à déplorer dans cette circonstance.

On a pu juger de quelle utilité avait été la médiation, quoique intéressée, d'Husseïn-Pacha près des membres du divan, et du Grand Seigneur lui-même pour la prompte solution des affaires serbes. Pendant les négociations, ce dignitaire demandait à tout moment de l'argent, et il avait déjà touché des sommes assez considérables. Après la promulgation du hatichérif et du bérat, le prince espérait ne plus avoir besoin de sa coopération et d'être désormais délivré de cette espèce de tribut qui commencait à lui devenir très-pesant. Mais à tort ou à raison Husseïn réclamait encore une somme de 250 mille piastres (90 mille francs environ) pour les services qu'il avait rendus, et Milosch se refusa de les payer.

Frustré dans sa demande juste ou non, le vizir de Belgrade voulut faire voir au prince serbe qu'il n'était pas encore au bout de ses désirs, et depuis ce moment il intrigua de tous ses moyens pour empêcher la mise à exécution des concessions que lui-même avait obtenues à la Serbie.

Profitant d'abord du répit que la condescendance de Milosch avait donné aux Turcs il leur conseilla secrètement de se refuser à quitter le pays, parce que la ville de Belgrade étant fortifiée, ils pouvaient se considérer comme faisant partie de la garnison d'une forteresse, et par conséquent ne pas être compris dans le nombre de ceux qui devaient quitter la Serbie. D'après ces conseils, une requête lui fut présentée avec prière d'appuyer leurs réclamations auprès du sultan; et comme après la perte de leurs fiefs, et dans l'état actuel des choses beaucoup d'entre eux préféraient de partir, il leur laissa entrevoir la possibilité que la Porte, en s'opposant à leur départ, reviendrait peut-être aussi sur la cession des spahiliks et augmenterait certainement en même temps *l'Aïlik* (semestre) des yerlis.

J'ai su de bonne source que l'Autriche ne fut pas étrangère à cette intrigue, et que sa légation à Constantinople eut ordre d'appuyer la réclamation des Turcs de Belgrade. Je ne puis donner des preuves de ce que j'avance, mais si l'on considère la conduite si souvent équivoque de cette puissance vis-à-vis des Serbes, sa partialité prononcée pour les Turcs, et surtout le grand intérêt qu'elle a sous le rapport politique et commercial, à ce que les Serbes ne soient pas trop

les maîtres chez eux et dans Belgrade surtout, on ne sera pas trop éloigné de le croire très-probable.

La ville de Belgrade n'est pas fortifiée, comme le prétendaient les Turcs pour avoir le droit d'y rester. Dans le traité de Belgrade entre l'Autriche et la Turquie en 1739 il avait été stipulé que les fortifications de cette ville seraient, entièrement rasées, sous pouvoir être relévées par la suite. Dans la guerre de 1788; ainsi que lors de la première révolte serbe sous Cara-George, on l'avait entourée d'un fossé, de palissades et d'ouvrages en terre. En 1816, si je ne me trompe, Maraschli-Ali-Pacha avait fait renouveler les palissades, et creuser de nouveau le fossé qui était comblé, mais à l'époque où nous sommes ces ouvrages n'existaient presque plus; d'ailleurs eussent-ils existé, il fallait les détruire en vertu de la clause du hatichérif qui portait que toutes les fortifications qui n'existaient pas avant la guerre de l'indépendance serbe devaient être démolies: ainsi furent détruits par les Serbes les ouvrages qui entouraient *le gros bourg de Kupri*, et les Turcs qui l'habitaient allèrent s'établir ailleurs sans faire aucune réclamation.

La Porte qui, suivant son ancienne habitude cherche toujours à éluder les engagements pris avec des chrétiens, saisit avidement le prétexte que les Turcs de Belgrade lui suggéraient pour débouter les Serbes de leurs droits sur la ville de Belgrade; et, après maintes réclamations de la part des chargés d'affaires serbes à Constantinople, de longs et inutiles débats s'ensuivirent sur cette question jusqu'à ce que le divan proposât de s'en remettre à l'arbitrage de l'empereur Nico-

las, ce que Milosch n'osa refuser, quoique presque certain que dans les circonstances actuelles, l'Empereur se prononcerait contre lui.

Il convenait à la Russie, comme l'avait dit un de ses agents, qu'il restât toujours aux Serbes quelque chose à désirer, quelque vœu à former, afin qu'ils ne pussent se passer de sa protection, et s'émanciper de sa tutelle; Belgrade continuant à être habitée par les Turcs et les chrétiens, devenait un foyer permanent de discorde, qui motiverait souvent son intervention et lui fournirait des prétextes pour chercher querelle à la Turquie. Le cabinet russe d'ailleurs à cette époque caressait la Porte afin de l'amener à la conclusion du *traité de Balta-Liman;* enfin il était piqué contre la Serbie, parce que sans lui et malgré lui, elle avait négocié et obtenu l'important point de l'hérédité.

Tous ces motifs réunis ne devaient pas donner aux Serbes gain de cause dans la question de Belgrade. Le czar, comme Milosch le pressentait, se prononça en faveur des Turcs qui continuèrent comme par le passé à rester dans la ville.

Ainsi Milosch, par un sentiment de pitié hors de propos, et une économie mal entendue perdit l'occasion de se mettre en possession d'une ville qui, sous le rapport politique et commercial, était pour les Serbes d'une importance capitale.

D'après les instructions qu'il venait de recevoir de Constantinople, le pacha défendit bientôt sévèrement aux Turcs de livrer aux Serbes les maisons qu'ils leur avaient vendues, les contrats devaient être annullés, les prix de vente et les arrhes restitués. Ces ordres

ne pouvaient pourtant être exécutés dans leur entier; beaucoup de Turcs avaient déjà entamé les sommes reçues, et les chrétiens de leur côté en général refusaient de les reprendre, et préféraient retenir en nantissement les *tapis* (documents constatant le droit de propriété) qui leur avaient été remis, espérant que l'occasion viendrait un jour de faire valoir leurs droits.

Milosch poussé par les conseils et les instigations de son entourage, fut tenté un moment d'en appeler à la force, de la mauvaise foi de la Porte et du jugement partial du czar russe. La nation en général n'aurait pas désapprouvé cet acte d'énergie, mais l'attitude menaçante des Turcs, et l'idée des conséquences funestes d'une collision sanglante dont toute la responsabilité serait tombée sur lui, vinrent heureusement le détourner d'un tel projet.

Cependant les Turcs soupçonnant les intentions hostiles des chrétiens ne prirent pas moins leurs précautions. Ils retirèrent dans la forteresse leurs familles et leurs effets, établirent de nombreux corps de garde dans leurs quartiers, décidés à les défendre jusqu'aux dernières extrémités, et d'y mettre le feu avant que de les céder. Le pacha fit braquer les canons de la citadelle sur la partie de la ville habitée par les chrétiens, et les canonniers veillaient jour et nuit, mèche allumée, à leurs pièces.

Ce fut en vain que le prince serbe protesta au pacha de sa soumission à la Sublime Porte, et que, pour montrer qu'il était loin des projets qu'on lui attribuait, il quitta incessamment Belgrade après avoir remis aux Turcs la garde des portes de Varoch et de la Save.

Tout cela ne suffit pas pour rassurer les musulmans qui restèrent encore plusieurs mois sur le qui vive, veillant sous les armes dans les corps de garde, défendant aux chrétiens l'entrée dans leurs quartiers à la nuit tombante, et obligeant leurs familles à vivre entassées dans la citadelle où les transes d'esprit jointes aux privations et au défaut d'air et d'espace engendrèrent des maladies dangereuses qui firent bien des victimes. Cet état des choses se serait indéfiniment prolongé, et quelque terrible épidémie en aurait été la conséquence, si quelques familles de considération rentrant en ville n'avaient pas attiré par leur exemple les autres, et rétabli sur l'ancien pied leurs rapports avec les chrétiens.

Mais peu de temps après, sur de faux bruits d'une prochaine attaque, répandus par la malveillance, et que de mauvais plaisants grossissaient à dessein, les Turcs firent encore rentrer à la hâte leurs familles dans la forteresse, et reprirent leur attitude hostile et menaçante vis-à-vis des Serbes.

Tant que Husseïn-Pacha resta à Belgrade, ces scènes, devenues enfin ridicules, se renouvelèrent souvent, et le surcroît de dépenses que nécessitaient de si fréquents déménagements et la vie qu'ils menaient sous les armes, les empêchant de se livrer au travail ou à l'industrie, au moyen desquels ils se soutenaient auparavant eux et leurs familles, finirent par épuiser leurs ressources et les obligèrent à consommer l'argent qu'ils avaient reçu pour arrhes ou pour prix de la vente de leurs biens.

La perte de Belgrade fut pour le prince serbe une

utile leçon pour l'avenir; il se convainquit de plus en plus qu'en politique, et avec les Turcs surtout, il n'y a que le fait accompli sur lequel on ne revient que plus difficilement; et que contre la mauvaise foi et la mauvaise volonté, le droit et les engagements les plus solennels sont peu de chose. Comme on était revenu sur la concession faite par l'article 15 du hatichérif, on pouvait également revenir sur les articles 4, regardant les districts à réunir à la Serbie, 5, en ce qui se rapportait aux Spahiliks, et 8, sur la cession de la douane. Il se décida en conséquence à recourir à tous les moyens, même à la force ouverte, pour forcer la Porte à une prompte exécution des concessions stipulées.

Il commença par signifier aux spahis qu'ils pouvaient s'épargner la peine de sortir dans les villages pour y percevoir les dîmes et autres droits féodaux qu'ils avaient perdu en vertu du dernier hatichérif, et déclara en même temps au pacha qu'il ne lui payerait plus un sou de contribution tant que la somme totale du tribut ne serait pas fixée, et l'administration de la douane remise en ses mains.

Cédant par la suite aux solicitations importunes du pacha, et pour ne pas rompre entièrement avec lui et pousser à bout un homme qui avait fait du bien au pays, et qui pouvait encore lui faire du mal, il revint peu à peu sur cette déclaration, et finit par lui verser de fortes sommes qui équivalaient à peu près à la masse des contributions que l'on payait avant le dernier firman. Sur le rapport pourtant des Spahiliks il fut inébranlable, et ce furent les kmets qui recueilli-

rent cette année la dîme et les autres droits féodaux dans leurs villages respectifs; les spahis perdirent ainsi les revenus qui les avaient jusqu'alors fait vivre avec leurs familles.

Les yerlis (milice du pays) se trouvaient dans la même condition que les spahis: depuis deux ou trois semestres ils n'avaient pas reçu leur paye qui était pour eux une grande ressource [1]. Husseïn-Pacha, comme presque tous ses confrères, prodiguait l'argent pour soutenir le faste et l'éclat oriental dont il croyait devoir s'environner, mais lorsqu'il s'agissait de payer ses dettes ou de satisfaire aux charges attachées à son emploi, il cherchait mille ruses, il trouvait mille prétextes pour s'y soustraire.

Sur les impôts que les Serbes versaient dans le trésor de Belgrade, mille bourses par an (cinq cent mille piastres) ou à peu près étaient affectées à la paye des yerlis. Le pacha tirant parti de la déclaration faite par le prince Milosch de ne plus payer les impositions jusqu'à la fixation définitive du tribut, quoique, comme nous l'avons vu, ce dernier eût ensuite cédé sur ce point, le pacha, dis-je, niant toujours d'avoir reçu de l'argent, retint dans ses caisses la part qui était due aux pauvres yerlis.

Ces derniers et les spahis se repentirent alors, mais trop tard, d'avoir tant brigué pour rester à Belgrade. S'ils fussent partis après le hatichérif, avec le produit de la vente de leurs biens ils auraient pu aller

[1] On a vu que les enfants au berceau étaient inscrits dans cette milice, et en recevaient la paye.

s'établir ailleurs, y vivre tranquillement, exploiter utilement leur argent en s'appliquant à quelque genre d'industrie, tandis qu'en restant ils consumaient leurs dernières ressources dans une vie agitée au milieu de continuelles alarmes, et seraient sous peu obligés, pour donner du pain à leurs familles, de prier ces Serbes détestés, et jadis leurs esclaves, de leur donner du travail, même en les employant comme manœuvres.

IV.

Le dernier souverain serbe *Lazar*, montant sur le trône des Némagnas, eu égard à sa naissance[1] à l'état de décadence dans laquelle la division des partis, l'ambition et l'insubordination des grands feudataires avaient entraîné la monarchie, menacée d'autre part par la puissance rapidement croissante des osmanlis, avait cru devoir échanger le titre fastueux de roi porté par ses ancêtres, pour celui plus modeste de knès (prince). Après la conquête, les Turcs soit par insouciance, soit peut-être dans l'intention de dégrader ce titre, le donnèrent, ou le laissèrent prendre, aux officiers municipaux chrétiens qu'ils avaient alors préposés à l'administration de l'état conquis, et qui ne rougirent pas de prendre ou d'accepter un nom qui, dans leur position, devenait pour eux un ridicule sobriquet. Dans la suite les notables Serbes des villes, et

[1] Il était enfant naturel du dernier roi *Miloutin*.

même des villages, et l'officier municipal le plus subalterne, jusqu'à l'huissier des communes, prirent le titre de knès. Hadgi Mustapha-Pacha lui redonna quelque relief en l'accordant officiellement aux administrateurs des nahiès, et aux commandants des troupes serbes levées par lui contre Passwan-Oglou, et en y attachant des prérogatives et des distinctions. Lors de la première insurrection sous Cara-George il fut donné aux fonctionnaires administratifs et judiciaires. A l'époque où nous sommes arrivés, presque tous les employés s'appelaient knès.

La Porte en donnant à l'instance de la députation serbe la qualification de *knèslek* (principauté) à la Serbie, et le titre de *Bass-Knès* à Milosch, et à ses successeurs, ne pensait certainement pas aux conséquences politiques qui devaient en résulter; elle était loin de croire que ces qualifications infirmaient, pour ainsi-dire, la prescription que la conquête et quatre siècles d'esclavage faisaient peser sur la nationalité serbe.

Afin de lui redonner tout son sens et son importance après le hatichérif et le bérat, le titre de knès, on knias resta affecté au seul prince régnant, et il fut défendu à qui que ce soit de le porter.

Les fonctionnaires publics échangèrent ce titre contre d'autres plus convenables aux charges qu'ils occupaient. L'administrateur d'une nahia s'appela *serdar*; le commandant d'un district, *capitaine;* le président du tribunal, *Ispravnik.*

A quelque temps de là, comme on le verra par la suite, une nouvelle organisation classifia, d'après le système russe, les employés par grades militaires.

suivant leurs mérites personnels et les services rendus au pays, et suivant l'importance des charges qu'ils occupaient. Ce système est encore suivi actuellement.

V.

Quoique depuis quelques années la cour de Vienne, cachant mal sa sympathie et sa partialité pour la Turquie, eût tenu avec les Serbes une conduite équivoque, et contrecarré secrètement leurs négociations à Constantinople, elle fut pourtant la première puissance européenne qui reconnût officiellement la nouvelle condition politique de la Serbie, devenue légale par les derniers actes de la S. P. en sa faveur. Deux officiers supérieurs autrichiens, peu de semaines après la promulgation du hatichérif portèrent au prince Milosch, de la part de l'empereur François I, le grand cordon de la Couronne de fer et une lettre de congratulation pour l'heureuse solution de la question serbe et la sanction du sultan aux vœux de la nation qui l'avait proclamé son prince, avec droit d'hérédité dans sa famille.

Abraham Pétronievitch, et Zvetko Raiovitch, envoyés à Saint-Pétersbourg, porter au czar Nicolas l'expression de la profonde reconnaissance du peuple serbe pour la sollicitude et la bienveillance impériales qu'il n'avait cessé de lui montrer, au retour portaient au prince la grande Croix de Sainte Anne.

Ces deux messieurs avaient reçu dans la capitale

de l'empire russe un accueil distingué : ils furent présentés à l'empereur dans une audience particulière. Nicolas aborda les envoyés serbe en disant : *Vous avez maintenant un prince héréditaire, je vous en fais mon compliment.* La nouvelle que Milosch l'avait emporté sur la question de l'hérédité venait de lui arriver la veille de la légation russe de Constantinople. Les deux envoyés l'avaient su avant d'être présentés au czar, mais ils feignirent de l'ignorer, et le remercièrent de la bonne nouvelle, ils crurent pourtant voir quelque chose de contraint, d'affecté et de sardonique dans le compliment du czar. Les ministres russes, et surtout le chef du département asiatique, conseiller d'état *Rodofinik* (le même qui avait été envoyé en Serbie lors de la première insurrection) ne purent cacher aux deux Serbes leur étonnement de la victoire remportée à Constantinople sur la question de l'hérédité. Ce dernier se laissa aller jusqu'à leur avouer que l'empereur en avait été contrarié. Pendant leur séjour à Saint-Pétersbourg, Pétronievitch et Raiovitch furent reçus par les ministres, et présentés dans la haute société. On aimait à les faire parler des mœurs, des habitudes et des événements de leur pays, du caractère du peuple ; mais c'était surtout sur le prince Milosch, sur ses vues politiques, sur son administration et sur ses sentiments à l'égard de la Russie, qu'on aimait à les faire jaser. L'un d'eux plus verbeux et plus vif que l'autre, emporté par son tempéramment, et souvent aussi par les fumets de la table, laissa échapper sur ce sujet des particularités et des détails que la confiance que Milosch avait placée

en lui, la reconnaissance qu'il lui devait, et un peu plus de réflexion auraient dû lui faire taire. *Déjà le cabinet de Saint-Pétersbourg se méfiait un peu du prince serbe; il n'avait pas beaucoup de confiance dans son dévouement et sa docilité aux volontés russes; on se doutait qu'il ne serait pas si facile à manier que les princes de Valachie et de Moldavie. Les imprudents discours de l'envoyé serbe finirent de le convaincre que Milosch ne serait jamais un instrument aveugle dont on pourrait disposer à son gré. Depuis lors on le fit surveiller de près, on lui suscita des entraves dans l'intérieur, et on commença à préparer de longue main les moyens de le faire tomber.*

Les envoyés serbes reçurent avant de quitter Saint-Pétersbourg l'ordre de Saint-Vladimir de 4me classe, des lettres-patentes de noblesse russe avec les prérogatives y attachées, et chacun un cadeau de 500 sequins d'or. Ils rentrèrent en Serbie pleins d'admiration et d'enthousiasme pour la Russie, prêts et disposés, si l'occasion se présentait, à lui donner des preuves de leur dévouement, et de leur reconnaissance.

Trois grandes puissances, la Turquie, la Russie et l'Autriche venaient donc de reconnaître la nationalité et la condition politique actuelle de la Serbie, ainsi que la *légitimité* du prince Milosch.

Peu de temps après la promulgation du hatichérif une nuée de Serbes de la Hongrie vint s'abattre sur la Serbie, en quête d'emplois, persuadés que la supériorité qu'ils croyaient avoir sur les gens du pays ne leur laisserait que l'embarras du choix.

Sortis en grande partie des bancs des écoles, ou de

quelque comptoir de commerce, avec une éducation à peine ébauchée, presque tous se faisaient d'étranges illusions sur leur mérite et sur le rôle qu'ils se croyaient destinés à jouer. Parce que la plupart des gens du pays étaient illettrés, ils s'imaginaient que la Serbie n'était qu'un séjour de barbares à demi-sauvages, propres seulement au maniement des armes, mais incapables de se gouverner, et qu'en conséquence ils étaient eux-mêmes appelés à les policer. A les entendre, c'était leur vie qu'ils venaient sacrifier sur l'autel de la patrie de leur ancêtres. Sacrifice un peu tardif à la vérité, maintenant que les dangers étaient passés, et qu'il ne s'agissait plus que d'occuper des emplois paisibles dont les appointements surpassaient de beaucoup ce qu'ils auraient pu espérer de gagner dans leur pays.

Dans sa nouvelle condition politique, et d'après l'organisation administrative que le gouvernement voulait y introduire, la Serbie avait besoin d'hommes instruits, et comme on le disait naïvement, d'*hommes de plume,* et dans sa bonne foi elle accepta ceux qui se présentèrent.

Les nouveaux arrivés ne tardèrent pas à se montrer tels qu'ils étaient : peu instruits, légers, présomptueux, confondant l'épicurisme, la licence et les vices de la société européenne avec la vraie civilisation, l'indifférentisme, l'incrédulité, le matérialisme et l'immoralité avec la philosophie ; froissant par leur conduite et leurs paroles les anciennes habitudes, les mœurs et les croyances populaires, ils finirent bientôt par répandre le discrédit et la méfiance des

institutions et de la civilisation dont ils prétendaient passer pour les représentants et les apôtres.

Il est juste toutefois, et je me hâte de le dire, qu'il y eut parmi eux d'assez nombreuses et honorables exceptions.

Une plaie du même genre vint à cette époque-là peser encore plus fort sur la Serbie. Ce fut la rentrée du reste des chefs serbes émigrés depuis 1813 et retirés dans la Bessarabie. Tant que la Russie leur avait payé de riches pensions à titre de subside, ces messieurs n'avaient pas songé qu'ils avaient une patrie, mais après la solution heureuse de la question serbe on eut soin de les en faire ressouvenir.

Le cabinet russe leur fit signifier que la condition politique de la Serbie étant désormais assurée, et le gouvernement serbe, sur sa recommandation, disposé à les recevoir et à leur donner des emplois, rien ne s'opposait à ce qu'ils rentrassent dans leur pays natal, pour y offrir le reste de leur vie au service de leurs co-nationaux.

Comme on l'a dit avec raison des émigrés français, ces messieurs n'avaient rien appris, ni rien oublié dans leur exil. Sans tenir compte du temps, des événements et de la différence de position politique de leur pays ils auraient voulu, en y rentrant, retrouver la Serbie de 25 ans auparavant, reprendre les places qu'ils y avaient occupées alors, et avoir, comme plus anciens, le pas sur les hommes nouveaux qui, en leur absence, avaient su par leur mérite et leurs services se distinguer et parvenir à des positions honorables. Ils oubliaient que leurs discordes, leur insubordination

et leurs jalousies avaient causé les désastres de 1813, et que le honteux abandon de leur poste avait livré la patrie sans défense aux terribles représailles d'un ennemi irrité et implacable. Ils paraissaient ignorer que, tandis qu'ils passaient en Bessarabie des jours joyeux et tranquilles, à faire bonne chère, à s'amuser, et à donner aux étrangers le scandaleux spectacle de leurs dissentions, et même de leurs rixes journalières, leurs compatriotes périssaient par centaines dans les plus affreux supplices; qu'enfin des autres hommes qui étaient restés à leur postes, et avaient partagé le sort commun, poussés à bout à la vue de la position insupportable de leur patrie, s'étaient mis à la tête d'une nouvelle insurrection qui, bien guidée et plus modérée dans son but que la première, avait fini par amener les résultats les plus heureux que la Serbie pût jamais espérer dans sa condition et d'après les principes politiques des cabinets européens à cette époque.

Les émigrés apportaient de la Bessarabie une admiration outrée et des idées mal conçues sur la Russie, son gouvernement et son état social qui, selon eux, étaient l'idéal de la perfection. A les entendre on aurait dû adopter en Serbie, non-seulement les institutions politiques et civiles, mais aussi les mœurs, les coutumes et la manière de vivre des Russes. Pour eux il n'y avait rien de beau, de bon et de bien fait, s'il n'était *à la russe (Porouski)*; les travers, les excès, et même les vices des russes leur paraissaient des qualités qu'il était de bon ton d'imiter. Cette russomanie qui choquait les mœurs des Serbes finit par les

rendre ridicules, et donner une mauvaise idée des Russes eux-mêmes.

Le prince Milosch les reçut avec cordialité et distinction, surtout le vieux Jacob Nénadovitch, son ancien ami, jadis rival de Cara-George, et un des plus puissants et plus respectés voïvodes d'alors. Son grand âge et ses infirmités ne lui permettant plus d'occuper un emploi, Milosch lui fit don d'une maison, de terres, et de moulins à Valievo, jadis chef-lieu de sa voïvodie, d'un revenu assez considérable. Son fils Ephrem fut créé commandant de la même nahïa, tous les autres furent placés non comme ils l'auraient prétendu, mais d'après leur mérite, et leurs capacités. Comme on peut le penser, aucun d'eux, à quelque rare exception près, ne fut content de l'emploi qu'on lui avait donné; presque tous murmurèrent, et ne tardèrent pas à s'associer aux mécontents qui, à cette époque à peu près, commencèrent à se manifester contre l'administration du prince.

Milosch n'avait pas cru prudent de permettre à la veuve et au fils de Cara-George de rentrer en Serbie. Les événements qui eurent lieu douze ans après font voir qu'il avait eu raison; toutefois il leur assigna une pension sur sa cassette particulière, et mit à leur disposition une très-belle maison de campagne qu'il possédait en Valachie aux environs de Galatz.

Les besoins factices, les passions et les vices de la civilisation moderne s'introduisirent en Serbie avec les Serbes-Hongrois et les émigrés rentrés. La bonne chère, la débauche, les jeux de hasard, presqu'inconnus jusqu'alors, commencèrent à trouver des amateurs

surtout dans les villes, et les gros bourgs. Les employés rougirent de s'adonner comme auparavant aux travaux de l'agriculture avec leurs familles, d'envoyer leurs enfants apprendre quelque métier, et de marier leurs filles à des artisans. Le nom de frère (*Brate*) qu'on échangeait jusque-là avec tout le monde, ne sonnait déjà plus agréablement à quelques oreilles; on aimait, quelqu'un prétendait même, suivant le système russe, le titre de noblesse attaché à la charge dont il était revêtu. Dès ce moment il y eut des nobles tout simples (*Blagorodni*), de plus nobles (*Vissoko-Blagorodni*) et des très-nobles, ou hautement nés (*Vissokorodnu*). On cessa de se tutoyer, on se parla même à la troisième personne ce qui est très-ridicule dans la langue serbe. Tels furent les premiers résultats de la civilisation européenne qu'on prétendait introduire.

VI.

Vers la moitié de 1831 l'empire Ottoman fortement ébranlé par la dernière guerre, miné à l'intérieur par des intrigues de tout genre, par le mécontentement général et les troubles qui n'avaient cessé de l'agiter, fut menacé d'une secousse qui pouvait le bouleverser de fond en comble, avant que les puissances d'Europe, encore étourdies de la révolution de juillet, et occupées des mouvements de la Pologne et de la Belgique, eussent le temps de s'entendre, et d'y aller à l'encontre.

On a vu qu'en 1829 Mustapha-Pacha de Scodra excité par les populations turques de la Roumélie, et poussé aussi par ses propres intérêts, avait été sur le point de se mettre à la tête d'un soulèvement général. Ce projet que la présence de l'armée russe et les conseils de Milosch avaient fait ajourner, n'avait pas été abandonné.

Sans la guerre avec la Russie, et les prétentions récentes de Méhemed-Ali sur la Syrie, le Grand-Seigneur aurait depuis quelques années déposé le pacha de Scutari de son gouvernement héréditaire, unique grand *Hodgiac* (foyer féodal) qui existât encore après la destruction des janissaires dans la Turquie d'Europe. Indépendamment de cela, le sultan avait des comptes à régler avec lui pour sa désobéissance et son étrange conduite en 1829; ainsi personne plus que Mustapha-Pacha ne devait être intéressé à l'explosion et au succès d'une révolte générale contre le sultan.

Avec les subsides qu'il recevait secrètement du vice-roi d'Égypte il entretenait une armée qui, avec les contingents des pachas à deux queues, ses subordonnés et ses adhérents, pouvait être portée à 45,000 hommes.

A cette époque le mécontentement excité par les réformes du Sultan Mahmoud était parvenu à son comble; tous les regards étaient tournés vers le pacha albanais; on attendait avec impatience qu'il descendît dans la Roumélie pour se déclarer en sa faveur; de toutes parts il recevait des adresses d'adhésion, des offres de service et des avis qui le pressaient de

donner le signal du mouvement général. Il avait des complices ou des adhérents secrets dans presque tous les hauts fonctionnaires de la Turquie européenne, dans le divan de Constantinople et à la cour même du sultan. Les circonstances ne pouvaient être plus favorables, le moment plus opportun pour ôter son masque, lever l'étendard de la révolte, et soulever la Turquie d'Europe toute entière.

L'Epire soulevée par *Poda* ancien *Selictar* (porte épée) d'Ali Tépélenli de Janina, n'avait pas encore été entièrement soumise. Les Bosniaques ayant à leur tête le jeune *Husseïn Capétan* de *Gradiska* avaient déposé le gouverneur général *Namik-Ali-Pacha*, et le tenaient en ôtage à *Travnik*[1]. Husseïn d'accord avec les autres chefs ses compatriotes, ayant fabriqué un faux firman d'investiture, s'était constitué Visir de la Bosnie, avait aboli les réformes, et rétabli les choses comme du temps des janissaires. La Roumélie était inondée d'aventuriers vagabonds, anciens soldats indisciplinés, *Seymens*, ou *Delhis* sans emploi et sans pain, qui ne demandaient pas autre chose qu'un soulèvement pour grossir le nombre des insurgés. Pour tenir tête à l'orage qui menacait de l'emporter, le Grand-Seigneur n'avait à sa disposition que quelques milliers de *Nizams* (troupes régulières) en grande partie conscrits, peu exercés à la discipline et à la guerre, et disséminés dans l'Épire, l'Albanie méridionale et la Macédoine. Ils étaient, il est vrai, commandés par le

[1] Plus tard les Bosniaques le laissèrent s'enfuir sur le territoire autrichien d'où il passa ensuite à Constantinople.

grand-vizir Reschid-Méhémet-Pacha, homme intrépide et sûr, plein d'activité, d'énergie et de zèle pour le service de son maître; bon soldat et le meilleur général de la Turquie [1]; mais que pouvait-il faire avec si peu de soldats, au milieu d'un foyer de mécontents, et d'une insurrection générale, en face d'une armée six fois supérieure en nombre à la sienne? Il fallait toute l'ineptie d'un adversaire tel que le pacha albanais pour sortir victorieux d'une lutte si inégale et si disproportionnée.

Les liens d'amitié et de bonne intelligence entre le prince serbe et le pacha de Scodra s'étaient resserrés de plus en plus depuis 1829. Ce dernier, par l'intermédiaire d'un certain Anasthase Économe, plus connu sous le nom d'*Armach* [2], son homme de confiance qu'il envoyait souvent à Milosch, entretenait celui-ci de ses projets, et lui demandait des conseils. Dans l'état où se trouvaient les choses, était-il prudent

[1] Le même qui assiégea Missolonghi, perdit la bataille de Kolévdtka contre les Russes, et qui plus tard fut fait prisonnier par Ibrahim-Pacha à la bataille de Cogna.

[2] Il y a de la fatalité attachée à certaines personnes qui portent, pour ainsi dire, le malheur attaché à leurs pas. Anasthase Économe avait été homme de confiance (*Bazerïam-Bachi*) du fameux Redgeb-Aga gouverneur d'Ada-Kalé, qui l'avait fait créer Armach (capitaine) premier degré de boïardise valaque par le prince Callimaki et peu de temps après Redgeb était assassiné par ordre de la Porte. Véli-Pacha, fils de Tépécenli l'avait pris ensuite à son service lorsqu'il avait été envoyé soumettre Ada-Kalé, et un an après Véli est décapité. Armach passe au service de Mustapha-Pacha-Scodrali et celui-ci est défait et perd son héritage. Il entre enfin au service de Milosch, et Milosch aussi peu de temps après est chassé de la Serbie.

et politique de la part du prince de se brouiller avec un homme qui, dans le cas très-probable de succès, allait devenir, au moins pour quelque temps, l'arbitre et le maître de l'Empire Ottoman, et qui pouvait défendre et protéger la Serbie contre les ennemis qui la menaçaient?

Les Turcs des provinces limitrophes, irrités contre les Serbes à cause de leurs réclamations sur les districts à réunir à la nouvelle principauté, parlaient hautement d'une attaque prochaine. Les Turcs de Belgrade rehaussaient la tête, et se vantaient publiquement qu'une fois le sultan apostat détrôné, aidés par leurs corréligionnaires des provinces voisines et surtout de la Bosnie, ils rentreraient en possession de leurs anciens droits, et mettraient les chrétiens à la raison. Husseïn-Pacha tolérait ces discours, et encourageait secrètement leurs espérances. Le pacha de Scodra, victorieux, se déclarant l'ami des Serbes, pouvait seul les prémunir de toute réaction de la part des Turcs; il convenait donc de cultiver même, au prix de quelque sacrifice d'argent, une amitié qui pouvait, suivant toute probabilité, devenir si utile. Ceux qui, dans la suite, ont accusé Milosch d'avoir entretenu des relations avec les ennemis de son suzerain, et d'en avoir soutenu la rébellion avec l'argent de la nation, bien loin de le blâmer en louaient alors la prévision et la prudence. S'il eut dans tout ceci un tort, ce fut de nier le prêt des 200,000 piastres[1] fait à Scodrali lors-

[1] Ce fut par erreur que j'ai porté ailleurs cette somme à 250,000 piastres; elle ne fut effectivement que de 200,000.

que la chose était incontestable ; il aurait dû l'avouer hautement, en déclarant les raisons qui le lui avaient conseillé. Le sultan Mahmoud fut plus juste envers le prince serbe ; il sut comprendre et apprécier les motifs qui l'avaient guidé dans cette circonstance, et jamais il lui en fit des reproches.

VII.

Nous l'avons dit, Mustapha-Pacha n'était pas à la hauteur du rôle qu'on lui assignait et qu'il prétendait jouer. Venu presqu'adolescent au pouvoir, le *harem,* le libertinage, l'adulation, un despotisme absolu, et sans contrôle avaient émoussé son énergie, et ses facultés morales et physiques ; plein de présomption et ayant une haute idée de lui-même, il était léger, nonchalant, irrésolu et tardif dans l'idée comme dans l'action; dépourvu de connaissances stratégiques, il manquait de ce coup d'œil, de cet instinct naturel, qui créent et improvisent quelquefois le général. Sans plan définitivement arrêté, sans avoir songé aux incidents qui pouvaient se présenter, aux difficultés et aux obstacles qui ne manqueraient de surgir à chaque pas, il croyait n'avoir qu'à se présenter pour vaincre, et à marcher pour réussir; il se fiait entièrement aux rapports de ses courtisans sur l'état des affaires, sans se donner la peine de les explorer par lui-même.

Mahmoud-Pacha de Prisren, ami sûr et dévoué, homme de conseil et d'action, soldat intrépide, franc

et loyal, mais mauvais courtisan, l'avait à plusieurs reprises averti et supplié même de se méfier d'*Ivzi-Pacha* d'*Uscup* qu'il soupçonnait à raison d'entretenir des intelligences avec le grand-vizir. Vain conseil! Ivzi, souple et adroit, savait flatter les faiblesses du vizir albanais et capter en même temps toute sa confiance; il rencontra plus de foi que Mahmoud, et poussa Mustapha à sa perte.

Avant de s'ébranler de Scodra avec son armée, celui-ci se fit précéder d'une colonne de huit mille hommes ramassis d'aventuriers de toutes les parties de l'empire; reste en grande partie des delhis, et des janissaires, troupes excellentes, mais indisciplinées, difficiles à guider, avides de butin et de carnage. Cette avant-garde sous les ordres d'Ali-Beg fils du fameux Cara-Feïzi[1] passant par Prisrend et par Vragna,

[1] Cara-Feïzi, homme du peuple et soldat de fortune, proscrit pour crime, forma une bande de brigands, qui prit bientôt les proportions d'une armée composée de gens de toute race et de toute religion, et avec laquelle il ravagea la Roumélie. En vain la Porte envoya contre lui des corps d'armée commandés par des pachas de premier ordre, il sut ou les battre ou leur échapper, et plus souvent acheter avec de l'or leur inaction. Après avoir pillé la foire d'*Uzumdgiova* (la plus considérable et la plus riche de la Turquie), que le pacha d'Adrianople ne put protéger avec un corps considérable de troupes, après avoir porté la terreur jusqu'aux portes de Constantinople, le Grand-Seigneur sultan Sélim fut obligé pour délivrer la Roumélie d'un tel fléau, de descendre a traiter avec le chef des brigands. Cinq cadiliks (districts) du Sandgiacat de Sophia furent érigés en *Ayanlik* (gouvernement de 3e classe) et donnés en fief héréditaire (hodgiak) à Cara-Feïzi qui y mourut, dans son lit, chargé d'années et de richesses.

occupa *Sophia* capitale de la Roumélie, où elle devait attendre l'arrivé, ou les ordres de Mustapha-Pacha.

Les autorités de la ville, quoique en secrète intelligence avec les rebelles, crurent, pour ne pas se compromettre, et pour sauver les apparences, devoir faire un simulacre de résistance. Ali-Beg qui avait d'anciens griefs personnels contre cette ville, saisit ce prétexte pour la traiter en ville ennemie et conquise; il permit à ses soldats des désordres et des violences envers les habitants, et le pillage des quartiers juifs et chrétiens; il imposa une forte contribution de guerre, et fit décapiter quatre principaux fonctionnaires musulmans, ses ennemis personnels.

Une conduite si déplorable et si impolitique dépopularisa de beaucoup l'insurrection et fit naître des doutes sur les intentions du pacha de Scodra. On se ressouvint de sa conduite équivoque en 1829, on soupçonna que la restauration de l'islamisme dans la pureté primitive, souillée, à ce que l'on croyait, par les réformes du sultan, n'était pour lui qu'un prétexte à de sanglantes réactions, à des vengeances particuliè-

Son fils Ali-Beg, né pendant les expéditions de son père, d'une *Guvendi* (bayadère bohémienne) qui suivait les brigands avec une bande de prostituées comme une troupe comique, avait les traits de sa race maternelle, sa physionomie bronzée était repoussante; il avait pourtant de l'instruction, du talent et beaucoup de courage, et à la place de Mustapha-Pacha il aurait peut-être réussi. Amnistié, mais dépossédé de son *Ayanlik* et de ses biens qui servirent à indemniser les familles de ceux qu'il avait fait décapiter à Sophia, il mourut quelque temps après pauvre et oublié à Constantinople.

res, au pillage et à l'envahissement. *Nischa*, *Philippopoli* et autres villes se préparèrent à la résistance.

Le grand-vizir Reschid-Méhémed profita habilement des fautes des rebelles, de l'incapacité et des lenteurs de leur chef. De futiles querelles de préséance, de supériorité de rang entre le pacha de Scodra, et le soi-disant gouverneur-général de la Bosnie (Bosna-Valessi) [1] jointes à l'ancienne antipathie nationale, ayant jetté de la froideur dans les rapports entre les Albanais et les Bosniaques qu'une cause identique et la communauté des intérêts auraient dû étroitement réunir, Reschid-Méhémed-Pacha sut en tirer parti pour écarter ces derniers de la lutte qu'il allait engager avec les insurgés. Le sac de Sophia avait jeté l'épouvante parmi les raïas intéressés d'ailleurs, par les avantages que leur apportaient les réformes, au triomphe de la cause du sultan. Reschid fit un appel à leur fidélité et en obtint des sommes considérables d'argent, restituées plus tard, qui lui servirent à payer ses soldats, à enrôler des troupes irrégulières et un petit corps d'excellents tirailleurs grecs, ainsi qu'à corrompre quelques chefs albanais attachés au pacha rebelle.

Avec six mille Nizlams, les troupes nouvellement engagées et quelques pièces d'artillerie, le grand-vizir

[1] En sa qualité de gouverneur-général, vice-roi de Bosnie, (*Vallessi*) Husseïn-Capétan prétendait être au moins l'égal du pacha de Scodra; mais celui-ci ne voulait pas lui reconnaître cette qualité, parce qu'il n'en était pas légalement investi: comme si l'état de rébellion, où ils étaient tous les deux n'égalisait pas leurs positions.

établit son quartier général à Monastir dans la Macédoine pour y attendre l'armée de Scodrali, et l'empêcher, s'il le pouvait, de descendre en Roumélie.

Après bien des tâtonnements et bien des indécisions Mustapha-Pacha accompagné de sept mirimirans (pachas à deux queues) ses compatriotes, du prince Leck, chef des Myrdites, suivi de tout l'attirail d'une cour orientale et d'une troupe de baladins (*keutchek*), partit de Scodra à la tête de 40,000 hommes, et arriva sans obstacle à Prélep où il perdit trois jours à rallier quelques troupes dont il aurait pu se passer, et consuma son temps à donner des festins aux pachas de sa suite.

Cette perte d'un temps précieux en face d'un ennemi actif et vigilant fut une des principales causes de sa défaite. Le grand-vizir eut tout le loisir de concerter par ses agents avec Ivzi-Pacha le piége dans lequel il voulait le faire tomber; il put suborner avec de l'or quelques chefs albanais en sous-ordre, examiner attentivement le terrain sur lequel il comptait attaquer l'ennemi et y préparer ses soldats.

L'armée albanaise, partie le quatrième jour de Prélep vint camper dans une forte position sur les hauteurs du Mont *Baboussa* dominant les gorges qui mènent à Monastir. Le quartier-général resta trois heures en arrière au *han* (caravansérail) dit de baboussa (*Baboussa-hani*) où Mustapha avec les pachas de sa suite et les principaux chefs passa la nuit à faire bonne chère, et à s'amuser avec la musique et les baladins jusqu'au jour, comme pour fêter d'avance la victoire

qu'il se croyait sûr de remporter le lendemain sur le grand-vizir.

L'idée que celui-ci osât prendre l'initiative et venir l'attaquer avec une poignée de soldats dans une situation formidable était si loin de sa pensée, qu'il ne daigna pas même prendre les mesures qu'un général quelconque, un chef même de bande ne néglige jamais, fût-il campé à cent lieues de l'ennemi. Pas un émissaire ne fut envoyé en exploration, aucune sentinelle ne fut posée, pas de mot d'ordre donné, et pour comble d'ineptie et d'insouciance, tous les chefs de quelque considération étaient restés en arrière à faire bombance et passer la nuit avec Mustapha-Pacha.

Au point du jour le grand-visir avec ses six mille nizams et toutes les troupes qu'il avait pu recueillir, se présenta aux pieds des hauteurs de Baboussa. Après une courte et énergique harangue à ses soldats dans laquelle il leur exposa la critique position ou la perte de la bataille placerait l'empire ottoman, la confiance que le sultan et lui mettaient dans leur bravoure et dans leur discipline, la gloire dont ils allaient se couvrir en battant, eux une poignée de braves, une armée bien supérieure en nombre, mais infiniment inférieure en bravoure et en discipline, dont le prétendu zèle pour la religion n'était qu'un masque pour cacher leur connivence avec les Russes et les ghiaours, ennemis de l'islamisme[1]; la lance au poing, il se mit à leur tête et marcha droit à l'ennemi.

[1] Les Albanais, en général, ne jouissent pas d'une trop bonne réputation comme musulmans; on croit que comme ils ont em-

Les nizams au centre, dans la gorge où la route est pavée de gros cailloux et sur les bas versants qui y aboutissent, flanqués de quelques pièces d'artillerie, qui tiraient sur les groupes les plus compactes de l'ennemi, marchaient au pas de charge à l'assaut des hauteurs, tandis qu'aux ailes les troupes irrégulières, sur les crêtes des collines engageaient la bataille en tirailleurs.

Les Albanais étourdis d'une attaque si soudaine et si inattendue, sans chef pour les coordonner et prendre les premières dispositions pour la résistance jusqu'à l'arrivée des pachas, hésitèrent; les premières lignes refluèrent sur les secondes, et en augmentèrent le désordre; leur supériorité numérique, loin de leur donner un avantage sur l'ennemi, ne servait qu'à les embarrasser et à gêner leurs mouvements dans le défilé étroit où ils avaient campé; les boulets, la mitraille et le feu bien nourri et bien dirigé des nizams faisaient des trouées profondes dans leurs masses compactes et désordonnées. Le contingent d'Ivzi-Pacha, dont les chefs avaient le mot d'ordre de leur maître, se débandant au premier feu de l'ennemi, donna le signal de la déroute générale. Elle fut complète, et telle que les troupes albanaises en présentent presque seules le déplorable spectacle[1]. En peu d'heu-

brassé l'islamisme, il retourneraient facilement au christianisme dont ils n'étaient pas non plus très-zélés observateurs.

[1] Les déroutes albanaises sont proverbiales. Autant les albanais sont excellents soldats lorsqu'ils sont bien guidés et ont de la confiance dans leur chef, autant ils sont faciles à se démonter, si la méfiance et la panique se met dans leurs rangs.

res on aurait eu de la peine à trouver un seul peloton réuni; chaque soldat prit la route de chez soi. Mustapha-Pacha qui avec ses mirimirans avait prolongé l'orgie jusqu'à l'aube du jour au kan de Baboussa, venait de se jeter sur le lit lorsqu'arriva l'annonce de l'attaque soudaine du grand-vizir. A peine était-il monté à demi habillé à cheval que de nouveaux rapports suivis de près par de nombreuses bandes de fuyards lui annoncèrent la déroute complète de son armée; le ronflement du canon qui s'approchait à chaque instant indiquait que l'ennemi s'avançait. Mahmoud, pacha de Prisren, voulut essayer de retenir et rallier les fuyards, il faillit en être écrasé. Une prompte retraite était devenue inévitable si l'on ne voulait pas tomber au pouvoir du visir.

On vit alors combien les soupçons du pacha de Prisren sur Ivzi étaient fondés. A peine avait-il aperçu les premiers groupes de fuyards, Ivzi-Pacha se doutant qu'ils devaient être des siens, s'apprêta à les rejoindre. Mahmoud voulut y mettre obstacle, arrêter le traître et en faire justice, mais Mustapha et les autres pachas s'y opposèrent.

Après avoir adressé de justes et amers reproches au pacha de Scodra sur son insouciance, sa présomption et son aveugle confiance dans un traître dont il

S'ils commencent à plier et qu'ils ne soient pas soutenus, leur déroute devient bientôt complète. Le canon surtout les épouvante et les éparpille comme des troupeaux de moutons. S'ils sont près de leurs provinces ils s'enfuyent chez eux, s'ils en sont éloignés ou s'ils n'en connaissent pas le chemin, ils perdent la tête et se laissent tuer comme des enfants.

avait été averti de se méfier, les mirimirans albanais prirent chacun la route le leur pays pour y attendre le sort qui leur serait réservé. Mustapha-Pacha, accompagné de quelques officiers de sa cour, abandonnant au grand-vizir sa tente, son équipage et tout l'attirail qu'il avait entraîné à sa suite, courut s'enfermer dans la forteresse imprénable de Scodra où il avait fait à l'avance les préparatifs nécessaires pour résister à un long siége: seule précaution prise par lui contre la possibilité d'un revers, espérant de pouvoir de là, comme son prédécesseur Cara-Mahmoud, soulever de nouveau l'Albanie, rétablir ses affaires et prendre sa revanche.

Le jour même de la déroute de Baboussa, Milosch expédiait les 200,000 piastres que Scodrali lui avait demandées en emprunt, et qu'un homme de confiance était venu chercher à Kragoévatz. Le pacha de Nicha déjà informé de la victoire du grand-vizir, lorsque l'envoyé albanais, accompagné d'un courrier (*tatar*) serbe, entrait avec l'argent dans la ville, fit arrêter l'Albanais et mit, malgré les protestations du tatare serbe, le séquestre sur les 200,000 piastres qu'il envoya ensuite à Constantinople.

Afin de donner le change sur leur provenance et leur destination, et peut-être aussi dans l'espoir d'en recouvrer une partie, Milosch fit agir un M. Antoine Jubani négociant et agent consulaire d'Autriche à Scodra, qui réclama la somme comme lui appartenant, et comme un envoi qu'une maison de commerce de Vienne lui avait fait par l'intermédiaire du prince serbe, mais ce subterfuge ne servit à rien; la chose était

trop patente; Jubani perdit le procès. Ce fut, je le répète, l'unique tort de Milosch; loin de nier ce prêt, il aurait dû l'avouer sans réticence avec les motifs qui l'avaient porté à le faire. La Porte pouvait peut-être lui en faire quelque reproche, mais ses compatriotes n'ont nulle raison de le blâmer de ce petit sacrifice fait à la sureté future de leur pays.

Le grand-visir soumettant sans opposition et sans difficulté l'Albanie, alla assiéger Mustapha-Pacha dans la forteresse de Scodra. Celui-ci était loin de ressembler à Cara-Mahmoud [1]. D'ailleurs les temps n'étaient plus les mêmes. Après une année de blocus Mustapha se rendit, et fut envoyé avec sa famille à Constantinople. Il avait donné trop de preuves de sa nullité et de son incapacité politique et militaire, pour inspirer des craintes pour l'avenir. Le sultan Mahmoud fut magnanime et généreux envers lui, comme il le fut aussi pour d'autres rebelles; il lui assigna la ville de Constantinople et sa banlieue pour prison, avec un

[1] Cara-Mahmoud rebelle au Grand-Seigneur et *Fizmanli* (mis hors la loi), battu dans plusieurs rencontres, avait été réduit à s'enfermer dans la forteresse de Scodra avec une garnison d'élite. Malgré le siége étroit dans lequel le tenait le Capudan-Pacha (grand-amiral) il parvint à renouer des intelligences avec les chefs albanais et à embaucher des troupes ennemies. Au jour fixé il fit une sortie, se réunit à ses adhérents, battit complètement les troupes du Grand-Seigneur, fit prisonnier le Capudan-Pacha, et descendu en Roumélie, força le sultan non-seulement à retirer le firman de destitution et de mort, mais encore à ajouter à sa charge de pacha d'Albanie celle de Rouméli-Valessi. Cara-Mahmoud était grand-oncle de Mustapha, et non son père, comme quelqu'un le prétend.

subside de 100 mille piastres par an, créa son fils presqu'adolescent officier d'ordonnance, et en fit dans la suite un général de division (*Férik-Pacha*). Le sultan Abdul-Medgid réintégra, il y a quelques années, Mustapha de Scodra dans son ancienne dignité de pacha à trois queues, et l'investit d'un pachalik dans l'Anatolie.

Avec l'hodgiak des Bouchatli, qui datait de la conquête ottomane, et de George Castriot (Scanderbeg) tombèrent les autres maisons féodales de l'Albanie. Mahmoud, pacha de Prisren, fit une résistance désespérée contre les troupes envoyées contre lui, et mourut de chagrin peu de temps après avoir perdu son pachalik. Ivzi fut récompensé de sa trahison contre Scodrali, et fait plus tard pacha à trois queues, se distingua par des services rendus à l'état. Ainsi finit une insurrection qui menacait d'ébranler l'empire ottoman, et pouvait avoir pour la Serbie des conséquences incalculables.

VIII.

Vers la moitié de la même année 1831, la commission turco-russe avait terminé ses travaux sur la nouvelle délimitation de la principauté serbe. Comme on l'a vu, la position des avant-postes serbes à l'époque du traité de Bukarest devait servir de base à cette délimitation. Les commissaires russes avaient tout fait: les Turcs n'avaient été que spectacteurs et témoins.

Les premiers dressèrent une carte de la Serbie avec les districts réclamés et en envoyèrent une copie à Saint-Pétersbourg et une autre à la légation russe à Constantinople. Ils permirent à Esréf-Effendi, ingénieur de la commission turque, incapable d'en dresser une originale, d'en calquer une copie pour être envoyée à la S. P. Le prince Milosch désirait aussi, comme il paraissait juste, d'en avoir une, mais le chef de la commission russe ne se crut pas autorisé à la lui donner; on lui en laissa pourtant un exemplaire pour peu d'heures, ne croyant pas qu'il pût se trouver dans le pays un homme capable de le recopier en si peu de temps. Cet homme heureusement se trouva. Abraham Gasparovitch, en moins de trois heures, acheva ce travail avec une telle perfection, qu'on aurait pu difficilement le distinguer de l'original, s'il n'avait été obligé, faute de temps d'omettre le nom des localités que l'on écrivit ensuite. Cet habile dessinateur, à beaucoup de talent naturel, joignait beaucoup d'instruction et tous les agréments d'une éducation soignée. Né à Séguedin en Hongrie il était venu offrir ses services à la patrie de ses ancêtres lorsqu'il y avait encore beaucoup de danger à en suivre le sort. Il en fut mal récompensé. Étranger à l'intrigue et à l'art de se faire valoir, il végéta longtemps dans des emplois subalternes; ses qualités physiques l'ayant fait remarquer (il était un des plus beaux hommes du pays), le prince se le fit présenter; et, concevant une plus juste idée de ses talents, il le nomma précepteur et gouverneur de ses deux fils; mais supplanté après quelques années dans cette charge par un homme qui était loin

de le valoir, il ne put jamais se consoler de cette disgrâce. Il aimait les jeunes princes comme un père. Victime de la méchanceté et des intrigues, rongé par des chagrins domestiques dont il aurait pu se délivrer, s'il eût été moins honnête homme, sa santé et sa raison même s'altérèrent; il mourut à la fleur de l'âge regretté de tous ceux qui l'avaient connu de près, et su apprécier ses qualités.

Le divan chargea Husseïn-Pacha et la commission turque de traiter à l'amiable avec le knias serbe la question des limites. Il croyait qu'en mettant de suite Milosch en possession d'une portion du territoire réclamé, il se désisterait de ses prétentions sur le reste, d'autant plus qu'en se tenant strictement à la lettre du traité d'Andrinople, les Serbes n'avaient droit qu'à la cession de six nouveaux districts et que suivant l'interprétation que l'on pouvait donner à ce mot, le territoire que, d'après la carte rédigée par la commission, ils réclamaient maintenant, formait plus de douze districts.

Comme s'il ne fût pas notoire que, durant le long cours des négociations, les Serbes avaient toujours réclamé la réunion à la Serbie des pays insurgés et occupés par eux à l'époque du traité de Bukarest. la Porte voulait insister sur la lettre du traité d'Andrinople et prétendait que le mot *district* ne désignait pas une division administrative (nahïa, cadilik ou musselimlik), mais seulement un canton ou subdivision (Srez-Sempt, Hsmi): dans ce sens le cadilik ou nahïa de Craïna composé des cantons de Cladovo, de Baza-Palanka et de Négotin devait être compté comme trois

districts : Jadka et Radgévina formant celui de la Drina (Brinska) pour deux, et ainsi du reste. Ce n'est pas qu'elle crût avoir raison, surtout d'après les relations de ses propres commissaires, d'accord avec les Russes, mais la condescendance de la Russie dans la question de Belgrade lui donnait espoir de quelque succès dans celle-ci.

Ce qui contrariait le plus la Porte, c'était la cession aux Serbes de la nahïa de Craïna qui leur donnerait une libre communication avec la Valachie, et en conséquence avec les Russes; et les cantons de Gourgouschévatz, de Sverlik et de Bagna qui allaient les mettre en contact immédiat avec la Bulgarie; en conséquence ses instructions au pacha de Belgrade lui inculquaient surtout de tenir bon sur ces deux points. Mais les mêmes raisons qui faisaient désirer au divan la conservation du district de Craïna, faisaient aussi désirer à la Russie d'en voir les Serbes en possession. Elle voulait que ses agents pussent aller et venir librement dans la nouvelle principauté sans être obligés, comme jusque-là, de passer sur le territoire turc ou autrichien.

Milosch, connaissant les intentions du cabinet russe à cet égard, ne se souciait pas beaucoup de combattre les arguments du pacha, disposé, disait-il, à se soumettre à tout ce que la Porte et la Russie de commun accord décideraient au sujet de ce district. Mais, quant au reste, il tenait ferme, bien résolu de ne rien céder de ce que la commission mixte avait reconnu avoir appartenu aux Serbes lors du traité de Bukarest.

Malgré toute sa fermeté, pourtant peu s'en fallut que

la Serbie ne perdît les cantons de Bagna, de Sverlik et de Gourgouschévatz par les intrigues et l'ambition d'un agent russe. Ce monsieur désirant ajouter la décoration turque aux brimborions dont sa poitrine était déjà chargée, quoique sans autorisation de son gouvernement, alla trouver Husseïn-Pacha et lui offrit ses bons offices pour induire les Serbes à renoncer auxdits cantons, si la Porte reconnaissait ce service en lui accordant son o r d r e (décoration). Sans comprendre ce que l'officier russe entendait par le mot o r d r e, le pacha promit en termes généraux que la Porte récompenserait généreusement ce service.

Sur cette vague promesse, l'agent russe se mit aussitôt à l'œuvre; mais Milosch déclina avec humeur cette médiation officieuse. La malheureuse issue de la question de Belgrade lui avait appris à se méfier des arbitrages; d'ailleurs il était décidé à ne pas transiger, et à entrer de gré ou de force en possession de tout le pays, que le traité de Bukarest, la vérification et le rapport de la commission mixte adjugeaient à la Serbie. Quelques conseillers étaient d'un avis contraire; ils opinaient que pour terminer promptement la question épineuse des frontières, et s'assurer la jouissance du reste, on pourrait bien céder les trois cantons qui en formaient à peine la huitième partie; mais le prince fut inébranlable; on ne devait ni on ne pouvait, disait-il, sacrifier l'indépendance et la liberté de plusieurs milliers de compatriotes et de frères à aucune sorte de transaction; les Serbes des trois cantons en question avaient les mêmes droits à la liberté et à leur réunion à la Serbie, que ceux des autres districts;

les abandonner sans avoir tenté tous les moyens possibles et toute espèce de sacrifices pour les délivrer, c'aurait été une lâcheté indigne de gens qui avaient tout souffert et tout exposé pour conquérir leur indépendance.

Cette malencontreuse intervention de l'officier russe fut pour long-temps un obstacle à la solution de la question des frontières, et en conséquence de celle du tribut; et qui sait jusqu'où les choses auraient été poussées, si plus tard l'ambassadeur russe, M. de Boutenieff, informé du motif de l'obstination du divan, et se faisant un point d'honneur de réparer le mal causé par l'intrigue d'un agent subalterne de son gouvernement, n'eût appuyé de son influence, alors toute-puissante, les réclamations des députés serbes. Ainsi sans la fermeté du prince Milosch et l'énergique intervention de M. de Boutenieff plusieurs milliers de chrétiens restaient dans l'esclavage, victimes de la ridicule ambition d'un agent subalterne qui désirait voir briller sur sa poitrine un colifichet de plus. Voilà à quoi sont souvent sacrifiés le bien-être et la liberté des peuples[1].

---

[1] A quelque temps de là, M. Alexis Simitch faisait part à Husseïn-Pacha que son frère Stoïan, ainsi que Davidovitch et Lazar Théodorovitch venaient de recevoir de la Russie *l'ordre* de Saint-Vladimir; au mot *ordre*, le pacha interpella Alexis sur la signification de ce mot. *C'est le nischan:* répondit celui-ci. *Le nischan?* dit Husseïn *que ne l'ai-je su? Je me serais empressé d'en demander un à la Porte pour ce pauvre* W... *qui le désirait tant.* Ces mots échappés au pacha donnèrent la clef de la conduite de *l'officier russe: on prit des informations et on parvint à savoir toute l'intrigue que je viens de raconter.*

IX.

Les Bosniaques qui n'avaient pas voulu prendre une part active à l'expédition du pacha de Scodra contre le sultan, soit par antipathie, soit à cause des questions de préséance entre les deux chefs, soit aussi enfin parce que, faisant peu de cas de l'orthodoxie des Albanais qui passent en général pour des musulmans peu sincères et peu zélés, ils ne voulaient pas se montrer à leur côté et en second rang, dans une querelle qui avait un caractère religieux après la bataille de Baboussa et la dispersion de l'armée albanaise, s'apprêtèrent à entrer en lice à leur tour contre les troupes du grand-vizir, à descendre en Roumélie et y proclamer la guerre sainte.

Le jeune Husseïn-Capétan de Gradachatz qui, comme il a été dit, avait pris le titre de vizir et de gouverneur général de la Bosnie, ayant réuni une armée de 25,000 hommes de troupes choisies, allait descendre dans la fameuse plaine de Kossova, où il espérait battre les soldats du sultan et venger la honte de la défaite que ses ancêtres y avaient essuyée en 1389[1].

[1] Les Bosniaques, en partant pour Kossova, chantaient une chanson composée par un de leurs poètes extemporains conçue à peu près en ces termes:

«C'est dans la plaine de Kossova que nos ancêtres perdirent leur foi et leur gloire, etc.»

«C'est dans la plaine de Kossova que va se décider le sort de notre foi et de notre gloire.»

Le knias serbe, on conçoit difficilement dans quel but, si ce n'est celui de se rendre agréable au sultan et pallier en quelque manière le prétendu tort de ses relations précédentes avec le pacha de Scodra, écrivit, contre l'avis de presque tous ses conseillers qui en prévoyaient le résultat, une lettre à Husseïn-Capétan dans laquelle, lui rappelant la mauvaise issue de l'essai fait récemment par le pacha albanais, il lui conseillait de renoncer à ses projets hostiles contre son souverain, de faire rentrer ses compatriotes dans l'obéissance et la soumission à la S. P., offrant sa médiation pour leur obtenir de la magnanimité du sultan l'oubli entier du passé, et pour lui en particulier les bonnes grâces et des marques de la faveur impériale. Il le prévenait enfin que s'il persistait dans la révolte et s'obstinait à vouloir porter les armes contre son souverain, les Serbes et lui le regarderaient ainsi que les Bosniaques comme des ennemis et les traiteraient en conséquence.

Un musulman bosniaque de la trempe d'Husseïn-Capétan, fier des titres de vizir, de héros de Bosnie (*Bossanski vités*), et de défenseur de la foi que ses compatriotes lui avaient décernés, et qui se croyait en conséquence l'égal au moins d'un roi chrétien, dût se trouver profondément blessé du ton cavalier de la lettre de Milosch; de Milosch qui, à ses yeux, comme à ceux des Turcs en général, n'était qu'un brigand

«C'est de la plaine de Kossova qu'avec l'aide de Dieu nous «reviendrons victorieux, vengeurs de notre foi et de notre «gloire.»

(haïdouk) parvenu, élevé à un pouvoir éphémère par la coupable condescendance d'un sultan apostat et l'objet de la haine des musulmans, plutôt que par ses qualités, par la victoire, et en vertu des traités solennels, auxquels la Porte avait dû se soumettre.

Husseïn parut surtout indigné qu'un infidèle, un vlah[1], comme il appelait Milosch, osât offrir sa médiation et se mêler dans une question de religion entre musulmans; sa réponse, comme il était à prévoir, conçue en termes grossiers et cyniques, avec des figures vulgaires, mais expressives regorgeait de dédain, d'insultes et de provocation; elle disait en substance au prince serbe qu'on n'avait pas besoin de ses conseils, qu'on les méprisait ainsi que l'offre de ses bons offices et ses menaces; qu'il eût à s'occuper de ses propres affaires sans avoir la prétention de se mêler dans des questions, qu'il n'était ni requis, ni compétent à juger; elle finissait par ces mots: *la lame de ton sabre n'était pas encore forgée que celle du mien coupait les têtes des vlahs;* ce qui était une fanfaronnade ridicule, puisque Husseïn était encore dans les langes lorsque le sabre des Serbes et de Milosch à *Michar*, à *Tchatchak* et ailleurs portait le deuil,

[1] Ce sobriquet avilissant dans la bouche des musulmans bosniaques correspond à peu près au *vilain* des Français avant la révolution de 1789. Les chrétiens de la Serbie et de la Bosnie ne sont jamais autrement désignés par leurs compatriotes islamites. Les appeler Serbes (*Srb, Srbin*), ce serait remémorer leur communauté de race et l'apostasie de leurs ancêtres; or il répugne au Bosniaque musulman d'admettre une affinité quelconque, même très-éloignée, avec les ghiaours de leur pays.

comme disent les chansons populaires serbes et bosniaques, dans le harem du capitaine de Gradachatz et faisait verser des pleurs aux vierges musulmanes de la Bosnie.

Milosch irrité au dernier point de cette réponse pleine d'insultes et de mépris à sa lettre écrite en termes polis, quoique à la vérité un peu froissante pour l'orgueil musulman, riposta sur le même ton. Husseïn répliqua et aucun des deux ne voulant rester en arrière, il en survint un échange d'injures et de provocations indigne des deux chefs ; et qui, peu s'en fallut, n'aboutît à une conflagration entre les deux provinces et à des conséquences déplorables, si à la fin le prince serbe n'eût compris combien était au-dessous de sa dignité, la continuation d'une pareille lutte qui devait pourtant avoir des résultats qu'on ne prévoyait pas alors.

L'armée insurrectionnelle bosniaque, forte comme on l'a vu de 25,000 hommes de troupes excellentes, quoique irrégulières, ayant Husseïn-Capétan à leur tête, se mit en marche pour la Roumélie vers la fin de l'été 1831. Elle eut dans la fameuse plaine de Kossova comme on l'avait habilement prévu, une première rencontre avec un fort corps de l'armée du grand-vizir qui fut complétement battu.

Ce premier avantage des insurgés sur un champ de bataille plein de souvenirs et de prestiges à leurs yeux, enflamma leur courage, ranima leurs espérances et leur fanatisme. Dans un second combat près d'Jpek, après une lutte opiniâtre et sanglante, il mirent encore en déroute complète un corps considérable de

troupes impériales qu'ils chassèrent d'une forte position et poursuivirent l'épée dans les reins jusqu'aux portes d'Jpek. Vidaïk-Ali-Pacha dit l'ivrogne, avec 5000 Bosniaques d'élite seulement, emporta le lendemain d'assaut cette place assez bien fortifiée et gardée par une nombreuse garnison qui fut en grande partie passée au fil de l'épée ou faite prisonnière. Les insurgés étaient vainqueurs sur tous les points; rien ne leur résistait.

Le grand-vizir, Méhémed-Reschid, effrayé de leurs progrès rapides, craignant que leur intention ne fût de faire lever le siége de Scodra, délivrer Mustapha-Pacha, soulever de nouveau l'Albanie mal soumise encore, et rallumer dans la Turquie européenne la conflagration générale, qui couvait encore sous les cendres, et désespérant de réduire les rebelles par la force, eut recours à la ruse, suivant l'ancienne tactique des Osmanlis. Comme s'il ignorait encore les motifs de l'insurrection, il leur fit demander par des parlementaires qu'il envoya au camp des Bosniaques quels étaient les griefs dont ils avaient à se plaindre, leur promettant d'y faire droit, si leurs plaintes étaient justes; en attendant il demandait qu'ils suspendissent leur marche et que les hostilités cessassent pour venir, s'il était possible, à une conciliation.

Husseïn-Capétan accepta la proposition du grand-vizir et envoya à son quartier général quelques chefs et ulémas de sa confiance pour exposer les griefs et les réclamations de ses compatriotes et les siennes.

Imputant la cause des troubles et des malheurs qui depuis long-temps affligeaient la Bosnie, à l'avarice, à

la malversation et à la mauvaise administration des pachas vice-rois, étrangers à la langue, aux mœurs, au caractère national et aux intérêts du pays, attribuant la cause de l'insurrection actuelle à la brusque transition qu'on voulait leur imposer des institutions et des usages séculaires à des réformes et des innovations pour lesquelles on avait une répugnance insurmontable, et qui, à leurs yeux, blessaient les croyances religieuses et la pureté de l'islamisme, les envoyés bosniaques demandaient au grand-vizir, comme prix de leur soumission; 1° Qu'Husseïn-Capétan, qui jouissait de la confiance générale et connaissait les besoins du pays, fût légalement investi de la dignité et du titre de gouverneur général de la Bosnie, que le vœu de ses compatriotes lui avait déjà décerné. 2° Que les innovations et les réformes ordonnées par le sultan dans les autres provinces de l'empire ne leur fussent pas imposées, et que leur pays gardât ses constitutions, ses priviléges et son ancienne administration. 3° Ils insistaient surtout pour être exemptés de la conscription et de n'être jamais obligés de faire les exercices militaires à l'européenne, s'engageant pourtant, en cas de guerre, de fournir à la Porte un corps de 25,000 hommes de toutes armes commandés par leurs propres chefs.

A ces conditions ils promettaient une soumission entière, et un dévouement sans bornes à la S. P.

Le grand-vizir promit d'en référer de suite au Grand-Seigneur pour la forme seulement, leur donnant d'avance sa parole que toutes leurs demandes seraient accordées. En attendant, afin de ménager la dignité

du sultan, et n'avoir pas l'air de lui avoir arraché, le pistolet sur la gorge, les concessions qu'il allait leur accorder, il leur conseillait de se retirer et d'aller attendre chez eux le firman impérial qui allait investir du gouvernement général l'homme de leur choix, et sanctionner les privilèges dont ils venaient de lui faire la demande.

A la suite de la polémique envenimée entre Husseïn et Milosch, le bruit s'était repandu que les Serbes, d'après un ordre du Grand-Seigneur lui-même n'attendaient que le départ et l'éloignement de l'armée insurrectionnelle, pour entrer en Bosnie, y soulever les raïas et mettre les musulmans à la raison. Depuis la prise d'Jpek ce bruit avait pris une plus grande consistance dans le camp bosniaque; on disait même que les Serbes avaient passé la Drina; les agents du grand-vizir répandus parmi les insurgés confirmaient en partie ces alarmes. Les chefs dont les districts confinaient à la Serbie ou étaient près des frontières, demandaient à se retirer, d'autant plus, disaient-ils, que la paix venant de se conclure avec le grand-vizir, leur présence à l'armée devenait inutile. Déjà même des bandes de soldats avaient quitté les drapeaux pour rentrer chez eux; il était à craindre que cet exemple ne fût bientôt suivi par d'autres et que, suivant l'usage des troupes bosniaques, la désertion ne devînt tout d'un coup générale, et que les chefs ne restassent seuls au camp comme cela était arrivé en 1828 à Orlovo-Polié.

Cette crainte détermina Husseïn et les autres chefs à une prompte retraite qui leur donnait au moins, aux

yeux du grand-vizir, le mérite d'une entière confiance dans sa parole et d'une respectueuse soumission à ses conseils, allant attendre chez eux les firmans qu'il leur avait promis de solliciter de Constantinople.

Ainsi la fausse démarche du prince Milosch auprès d'Husseïn contribua, comme je l'ai dit, à un résultat qu'on était loin de prévoir.

X.

Le danger une fois éloigné par la retraite des insurgés, la Porte ne pensa plus aux promesses que le grand-vizir leur avait faites. Elle fit la sourde-oreille aux demandes réitérées que lui adressait Husseïn pour son investiture; elle l'envoyait au grand-vizir qui le renvoyait encore à la Porte. En attendant la forteresse de Scodra ouvrait ses portes; l'Albanie et l'Epire étaient entièrement soumis, et la discorde commençait à se manifester en Bosnie. Les agents de la Porte et du grand-vizir excitaient et répandaient parmi les chefs la jalousie et la méfiance contre Husseïn-Capétan dont l'orgueil et le despotisme étaient quelquefois insupportables. Il s'attribuait à lui seul tout le mérite des succès de la campagne et des résultats qu'on croyait avoir obtenus. Au retour de l'expédition il avait établi sa résidence dans la ville de Seraïevo contre les anciens usages, et en dépit des riches et puissants habitants de cette ville populeuse qui n'ont ja-

mais aimé avoir chez eux le siége du gouvernement[1], et comme s'il eût déjà été légalement investi par le sultan de la charge de Bosnavalessi, il y étala un faste qui blessait les habitudes simples et modestes de ses compatriotes, et une morgue qui choquait les autres chefs qu'il affectait de tenir à une certaine distance, quoique ils fussent en effet encore ses égaux. Vrai ou faux, le bruit s'était répandu partout que le futur gouverneur général s'était secrètement engagé avec la Porte et le grand-vizir de forcer ses compatriotes à accepter les réformes, les exercices et même la conscription militaire, s'il était effectivement investi du gouvernement de la Bosnie.

Le peuple, méfiant de nature, crut voir dans la conduite d'Husseïn quelque chose qui paraissait confirmer ce bruit et la confiance qu'on avait en lui commença à s'ébranler. Pendant l'hiver les menées de ses adversaires et des agents secrets de la Porte accrurent le mécontentement, la méfiance publique et la jalousie des autres chefs contre lui. Le capitaine de Touzla, un des plus puissants d'entre eux, séduit par de fausses promesses d'avancement qu'on lui fit au nom du sultan, fut un des premiers à se détacher du parti d'Husseïn; beaucoup d'autres suivirent son exemple; *Vidaïtch-Mahmoud*, pacha de Zvornik, qui n'avait pas voulu reconnaître l'autorité du soi-disant vizir de Bosnie, s'enferma avec une forte garnison dans cette

[1] Les villes turques se souciaient très-peu jusqu'à présent d'être le siége d'un pacha dont le gouvernement était le synonyme d'oppression et de vexations de tout genre.

place presqu'inexpugnable, déclarant qu'il la défendrait jusqu'à la dernière extrémité pour le Grand-Seigneur. Le fameux *Ali-Aga de Stolatz* élevé peu de temps après au gouvernement de l'Herzégovine[1] avec titre et dignité de pacha à trois-queues, menaçait les rebelles d'une irruption en Bosnie à la tête d'une armée à laquelle s'était adjoint un corps de chrétiens. Au printemps de 1832 la position d'Husseïn était devenue très-critique, mais dans son orgueil il cherchait à se la dissimuler, croyant qu'au moment décisif la nation se rallierait sous ses drapeaux et forcerait ses chefs à la suivre.

Sous l'empire de cette illusion il réitéra encore une fois la demande de son investiture à la Porte et somma le grand-vizir de lui tenir sa parole. On lui répondit en nommant gouverneur général de Bosnie *Cara-Mahmoud-Pacha*, sélictar (porte-épée) du saderazem, qui eut ordre d'aller prendre possession de son pachalik à la tête d'une armée de 35,000 hommes composée, à l'exception de quelques régiments de ligne, presqu'entièrement d'Albanais qui, à leur ancienne antipathie nationale pour les Bosniaques joignaient le grief récent d'avoir été abandonnés par eux dans leur lutte pour la même cause, et devaient en conséquence se montrer ennemis acharnés.

Husseïn n'avait à opposer à cette armée, et pour

[1] La province d'Herzégovine dépendait, depuis la conquête des Ottomans, du gouvernement général de Bosnie de laquelle des rivalités municipales la divisent depuis des siècles. Ce fut pour faire contre-poids à cette dernière que la Porte l'érigea en 1832 en pachalik indépendant.

contenir ses ennemis à l'intérieur, qu'une dixaine de mille hommes, dont 5 à 6000 de troupes d'élite en grande partie de sa *capitainie* autour de lui à Seraïevo, qu'il n'osait pas quitter, de crainte d'une réaction en faveur du nouveau gouverneur; le reste à la frontière, divisé en divers petits corps, sous différents chefs. Il n'avait pas encore perdu l'espoir qu'à l'approche de l'armée ennemie, surtout par la circonstance qu'elle était en grande partie composée d'Albanais si antipathiques aux Bosniaques, ceux-ci accourraient aux frontières grossir les rangs de ceux qui étaient chargés de les défendre; mais si, contre son attente cet espoir ne se réalisait pas, et que l'ennemi pénétrât en Bosnie, son plan définitif était de rallier sur Seraïevo les divers petits corps qu'il pourrait réunir, d'y attendre l'ennemi, de lui livrer bataille devant cette ville, et s'il la perdait, comme c'était probable, de s'y enfermer et de la défendre jusqu'à la dernière extrémité, et même de s'ensevelir sous ses ruines.

Si ce plan eût pu être exécuté comme il avait été conçu, il aurait probablement changé la face entière des choses, ou du moins aurait vengé Husseïn et les siens de la mauvaise volonté et de l'abandon où le laissaient ses compatriotes et surtout les habitants de Seraïevo, toujours les premiers et les plus chauds instigateurs de l'opposition à la Porte et presque toujours les premiers à transiger au moment du danger et de la crise. Il paraissait en effet que ceux-ci ne dussent avoir d'autre alternative que d'unir leurs efforts à ceux d'Husseïn-Capétan pour tenir l'ennemi éloigné de leurs murs, ou d'exposer la ville à un bombarde-

ment et à une prise d'assaut par une armée formée en grande partie d'Albanais indisciplinés, fameux pillards et leurs ennemis implacables. Si les Séraïlis se fussent décidés pour le premier parti, pas de doute que leur exemple n'eût été suivi par beaucoup de leurs compatriotes des districts voisins; les choses eussent pu se rétablir, et une victoire des insurgés sous les murs de leur capitale eût certainement décidé une nouvelle insurrection générale et amené la destruction entière de l'armée du nouveau vizir. Mais rarement une ville riche et commerçante met en enjeu son existence et ses richesses dans l'intérêt général d'une nation: pour le riche marchand de Séraïevo, comme pour le négociant de Paris, de Londres ou de Pékin, la patrie est dans son magasin et son coffrefort. Les principaux notables de la riche et populeuse capitale de la Bosnie avaient déjà entamé des intelligences avec Cara-Mahmoud, et lui avaient promis de lui livrer la ville à condition que les personnes et les propriétés seraient épargnées; et malheureusement pour lui, au moment critique, Husseïn fut privé des moyens de compromettre les Séraïlis en les forçant à faire cause commune avec lui.

L'armée impériale entra en Bosnie sans presque trouver de résistance. L'Alaï-Beg *Teodorovitch* ayant voulu avec un petit corps de 1500 hommes tenir tête à *Bagniska* près de l'Ibar, fut enveloppé et pris avec presque tous les siens. *Hadgi-Mouïo*, voulant avec trois mille hommes défendre le pont de l'Ibar à Novi-bazar, fut complétement battu et lui-même, tombé au pouvoir des Albanais, fut promené sur un

âne dans le camp ennemi et dans la ville où il avait été musselim. Ce qui restait de Bosniaques sur d'autres points se débanda sans attendre les ennemis. L'armée de Mahmoud - Pacha marcha en masse sur Séraïévo.

Husseïn, voyant le nombre de ses troupes réduit à ce qui restait autour de lui, avait ordonné une levée en masse dans sa capitainie de Gradachatz; tout ce qu'il y restait d'hommes en état de porter les armes, musulmans et chrétiens, vint à la hâte le rejoindre: bon nombre de volontaires, honteux d'abandonner la cause de la patrie, que des chrétiens mêmes couraient défendre, imitèrent leur exemple. Les habitants de Séraïévo, pour mieux cacher leurs secrets desseins, et aussi pour ne pas exposer la ville au courroux des insurgés par une conduite équivoque, feignirent de se mettre aux ordres d'Husseïn-Capétan qui crut volontiers à leurs bonnes dispositions et s'apprêta en conséquence à donner suite au plan qu'il avait conçu. Ayant laissé la garde de la citadelle et des portes de la ville à une petite garnison sur laquelle il croyait pouvoir compter, il parvint à réunir 18 à 20,000 hommes avec lesquels il marcha à la rencontre de l'ennemi, décidé à lui livrer bataille, quoique les éléments dont sa petite armée était composée dussent lui donner peu d'espoir de succès.

Arrivés sur le plateau du mont *Vités*, à cinq lieues de Séraïévo, les Bosniaques aperçurent l'armée de Cara-Mahmoud qu'ils se décidèrent à attendre dans cette position assez avantageuse et que suivant leur

coutume, ils travaillèrent de suite à retrancher[1], mais l'ennemi ne leur en donna pas le temps, et se hâta de les attaquer. Ali-Pacha Vidaïtch, fidèle et inébranlable ami d'Husseïn placé au centre avec les 4 ou 5000 hommes d'élite, reste de la précédente campagne, soutint bravement le premier choc et fit reculer ceux qui l'avaient attaqué, mais sur les autres points les choses allaient bien différemment. Les chrétiens engagés malgré eux dans une cause contraire à leurs intérêts et dont le triomphe les aurait privés des bienfaits des réformes du sultan, avantageuses surtout aux raïas, les chrétiens dis-je, se battant à contre-cœur furent les premiers à plier, et leur exemple fut suivi par tous ceux à qui la bonne volonté manquait, ou qui à la vue de la force trop supérieure de l'ennemi, avaient perdu l'espoir de lui résister.

La retraite pourtant soutenue par Ali-Pacha et par Husseïn lui-même qui, à la tête de ses itch-agas fit des prodiges de valeur, s'opéra en assez bon ordre jusqu'à une lieue de Séraïévo. Là les deux chefs apprirent que les séraïlis s'étant rendus maîtres des portes de la ville allaient leur en défendre l'entrée: d'autre part ils furent informés que Ali-Aga de Stolatz marchait avec un corps d'Herzégoviens sur leurs flancs. A ces annonces tout effort ultérieur pour continuer la campagne devenant inutile, Husseïn pensa à se retirer dans sa capitainie de Gradachatz.

[1] Les Bosniaques comme les Serbes ne se battent presque jamais en rase campagne sans avoir derrière eux des camps retranchés.

Le brave et malheureux Husseïn arriva chez lui avec quelques troupes qui ne l'avaient pas abandonné et les chefs qui lui étaient resté fidèles, décidé à s'ensevelir sous les ruines de Gradachatz plutôt que de tomber vivant dans les mains du nouveau vizir. Mais la pensée de la destruction de sa ville natale et des terribles représailles auxquelles cette détermination désespérée allait exposer sa famille et ses vassaux, lui fit changer de résolution et le décida à se réfugier sur le territoire autrichien. Quelques chefs parmi lesquels Vidaïtch-Ali-Pacha, le capitaine de Groupa et le mollah de Séraïévo, presque tous ses itch-agas et plusieurs serviteurs dévoués qui ne voulurent pas le quitter, en tout 250 individus à peu près, l'y suivirent. Husseïn-Capétan avait toujours vécu en bonne intelligence avec tes autorités autrichiennes et avait contribué avec elles à maintenir l'ordre. Il reçut d'elles un accueil distingué; la ville d'Essek en Esclavonie lui fut assignée pour résidence.

Tel fut le dénouement de l'insurrectien bosniaque qui, sans la crainte d'une irruption serbe, et sans la trop aveugle confiance des chefs dans la parole du grand-vizir, aurait peut-être provoqué une nouvelle insurrection de l'Albanie, rallumé dans la Roumélie la *conflagration mal éteinte,* ou pour le moins mis la Bosnie dans un état de presqu'indépendance; ce qui aurait été pour la Serbie un grand malheur à cause des conflits que n'auraient manqué de faire surgir à tout moment les haines séculaires qui divisent ces deux provinces.

L'insurrection bosniaque domptée, le grand-vizir,

soit pour reconnaître le service que les Serbes venaient de lui rendre, quoique indirectement, soit pour acte de justice et de prévoyance, leur céda la paisible possession des districts d'Iodra et de Radgevina, sur lesquels leurs droits étaient incontestables. Le district de *Starivlah* dans la province de Novi-bazar, habité par des chrétiens, était en butte à toute sorte de vexations de la part des musulmans bosniaques, depuis que l'on savait qu'il devait être incorporé à la Serbie. A l'instigation du prince Milosch, les kmets exposant dans un mémoire leur intolérable condition au grand-vizir, le supplièrent de hâter leur réunion à la Serbie.

Reconnaissant la justice de leurs griefs contre les musulmans, mais ne pouvant faire droit à leur demande jusqu'à ce que la réunion de leur district à la Serbie, que l'on disputait à Constantinople, ne fût résolue, le sader-azem pour apprendre aux Bosniaques que la ferme volonté du sultan était que désormais les raïas fussent respectés et que l'arbitraire et l'oppression contre eux ne serait plus tolérée, défendit sévèrement aux musulmans de s'immiscer dans les affaires du Starivlah ou de mettre le pied sur son territoire, autorisant les kmets de ce district à choisir parmi eux une délégation pour administrer le pays et percevoir les impositions légales qui seraient remises à qui de droit dès que le sort du district serait décidé. La délégation nommée sous l'influence du prince Milosch se mit complétement à ses ordres et le Starivlah appartint de fait depuis lors à la principauté serbe. Les Bosniaques subirent la perte des districts d'Iadra, de Radgévina et de Starivlah comme une punition de leur ré-

volte et une conséquence de leur défaite. L'énergie bien connue et la volonté de fer du grand-vizir leur imposaient trop pour qu'ils osassent lutter contre ses décisions. Mais leur résignation ne fut pas toujour la même, et l'opiniâtre résistance que quelque temps après ils opposèrent aux Serbes qui voulaient prendre possession de quelques fragments de territoire qui leur avaient été adjugés, fit apprécier davantage par ces derniers l'opportunité et l'importance des concessions faites par le grand-vizir. Il n'y a pas de doute que si la disjonction de la Bosnie, des trois districts susdits et leur annexion à la Serbie n'eussent par été alors un fait accompli, les complications les plus graves, dont il serait difficile de préciser la solution, n'auraient pas manqué de s'ensuivre. Concluons donc que l'insurrection bosniaque de 1831, et sa répression surtout fut pour les Serbes un événement plus heureux que le gain d'une bataille, puisque, sans coup férir, il leur donnait les confins naturels qu'ils désiraient avoir du côté de la Bosnie.

Le faste vraiment oriental qu'étalait Husseïn-Capétan, la grande dépense que sa suite se permettait, faisaient prévoir que ses ressources allaient bientôt s'épuiser. Le gouvernement Autrichien très-peu disposé à donner des subsides à des émigrés, surtout à des émigrés pour rébellion au souverain *légitime*, craignant probablement d'être un jour obligé d'en venir là avec Husseïn et les siens, lui fit insinuer, par le canal du commandant d'Essek, de demander sa grâce au sultan, lui promettant d'employer son influence et ses bons offices pour la lui faire obtenir.

Le chef bosniaque qui venait de faire à ses propres dépens l'expérience du peu de compte qu'on pouvait faire sur les promesses de la Porte et qui peut-être calculait sur de nouveaux troubles pour rentrer dans son pays, ne paraissait pas trop disposé à suivre les conseils du gouvernement autrichien. Mais on lui fit entendre que, d'après la demande formelle de la Porte en suite des craintes d'une nouvelle agitation par son fait dans la Bosnie, on pourrait bien non-seulement l'éloigner des frontières, mais l'enfermer dans quelque forteresse de la Hongrie. L'infortuné Husseïn, voyant alors que l'Autriche voulait se débarrasser de lui, n'hésita plus et fit la démarche qu'on lui imposait sous l'apparence d'un conseil amical.

De leur côté Vidaïtch-Ali-Pacha, le capitaine de Groupa et deux chefs albanais émigrés avec eux, connaissant le crédit du prince Milosch près du sultan et du grand-vizir, recoururent à ses bons offices pour demander leur grâce. La Porte accueillit avec empressement ces demandes qui la délivraient de l'inquiétude, où la tenait la présence des chefs rebelles près des frontières de la Bosnie et se hâta d'expédier au pacha de Belgrade les firmans d'amnistie.

Husseïn-Capétan et tous les siens furent invités de se rendre à Semlin (ville autrichienne vis-à-vis de Belgrade) pour prendre connaissance des firmans qui les concernaient et qu'un commissaire envoyé par le pacha de Belgrade devait leur communiquer en présence du général Foith, commandant de la ville, des autorités de la ville et de quelques délégués du prince serbe. Le jeune chef bosniaque, monté sur un su-

perbe étalon arabe richement caparaçonné précédé, comme un véritable pacha à trois queues, des kavas (gendarmes, appariteurs), des *tchaous* (huissiers) suivi de tous ses itch-agas, du pacha Ali-Vidaïtch et des autres chefs qui tous professaient pour lui les mêmes égards et le respect qu'ils lui avaient montré dans le moment le plus brillant de sa fortune et de son pouvoir, se rendit au palais du général autrichien. Ali-Pacha et le capitaine de Groupa lui tinrent l'étrier à sa descente de cheval. Il entra dans la salle où il était attendu non comme un proscrit, mais comme un dignitaire ottoman du premier ordre qui viendrait recevoir des hommages et fut s'asseoir à la place d'honneur, où il entendit la lecture de l'acte d'amnistie avec le même calme et la même dignité qu'il aurait montré à la lecture du firman d'investiture, qu'il avait si longtemps attendu.

L'amnistie était pleine et sans conditions pour tous les impliqués dans l'insurrection bosniaque, émigrés en Autriche; le séquestre mis sur leurs biens était levé; ils étaient libres de rentrer chez eux, ou de s'établir où bon leur semblerait dans toute l'étendue de l'empire. Husseïn-Capétan et Ali-Pacha étaient seuls exceptés de cette dernière faveur; ils devaient se rendre à Constantinople pour y recevoir les ordres du Grand-Seigneur sur leur future résidence. Cette disposition accabla le pauvre Husseïn, il crut qu'on voulait l'attirer dans la capitale pour se défaire de lui, suivant l'ancienne coutume. Malgré les assurances du général Autrichien, du commissaire du pacha de Belgrade et des fonctionnaires serbes, il ne pouvait se

persuader que la Porte fût revenue entièrement de son ancien système, il hésita un moment s'il devait rejeter le pardon qu'on lui offrait; mais la perspective d'une prison perpétuelle dans une forteresse autrichienne lui fit changer de suite de résolution. Il aimait mieux mourir parmi les musulmans que vivre prisonnier des ghiaours. Il passa le même jour à Belgrade; c'était vers la fin d'octobre.

Les Turcs de cette ville le reçurent non-seulement avec les marques de respect qu'on aurait eu pour un des premiers personnages de l'empire, mais avec la vénération et l'enthousiasme dû à un saint martyr de son zèle pour la religion. Durant son séjour à Belgrade ils furent en adoration perpétuelle devant lui. Husseïn-Pacha lui prodigua tous les soins et les égards dus à la valeur malheureuse. Le chagrin et le souci de son avenir l'ayant fait tomber malade, je fus appelé pour lui prêter les secours de mon art, et j'eus ainsi l'occasion d'avoir des fréquentes relations avec lui et ceux qui l'entouraient. J'appris de sa bouche plusieurs détails curieux sur sa malheureuse entreprise, dont j'ai consigné ici une partie. Ali-Pacha m'assura que la crainte de l'invasion serbe avait été la cause principale de leur retraite de l'année précédente, et par conséquent du mauvais succès de l'insurrection. Les chefs bosniaques, disait-il, avaient fait d'amers reproches à Husseïn sur l'imprudence commise à l'égard de Milosch, qu'il fallait caresser au lieu de le blesser et de s'en faire un ennemi dangereux, comme il pouvait le devenir.

Husseïn-Capétan avait l'âge de 30 ans à peu près;

sa stature était moyenne, sa physionomie intéressante, son regard doux et melancolique, son sourire plein de charmes et de tristesse, ses grands yeux noirs surmontés de sourcils épais et croisés, la blancheur de sa peau offraient plutôt le type géorgien de sa mère que celui du Bosniaque fier, rude et demi-sauvage. On aurait eu peine à croire que sous cette constitution frêle et délicate pût se cacher une âme energique, des talents militaires, une grande ambition et surtout un courage personnel poussé quelquefois jusqu'à la témérité. Musulman sincère et zélé, il observait scrupuleusement les pratiques extérieures de sa religion et les préceptes du Coran; pour rien au monde il aurait omis les cinq prières de la journée rigoureusement prescrites à tout musulman et dont rien ne peut le dispenser; souvent même, en conversation, on le voyait tourner ses yeux vers le ciel et réciter tout bas quelque jaewtatoire ou des versets du Coran; et contre la généralité de ses compatriotes, il s'abstenait scrupuleusement des liqueurs fermentées et alcooliques proscrites par les lois de l'islamisme. La capitainie d'Husseïn était la mieux administrée et la plus prospère de toute la Bosnie, quoique méprisant d'instinct les raïas comme presque tous ses corréligionnaires, il les protégeait pourtant et ne permettait pas qu'on les vexât sans raison. Il était généralement aimé de tous ses administrés, et les autorités autrichiennes l'estimaient comme je l'ai dit, parce qu'il savait maintenir l'ordre et la bonne intelligence sur la frontière. Persuadé qu'une mort violente l'attendait à Constantinople et peut-être même en route, il ne pouvait se

décider à quitter Belgrade; mais à la fin il fallut partir. Husseïn-Pacha lui fit comprendre avec tout les ménagements possibles que, suivant les instructions qu'il avait reçues, il ne pouvait emmener avec lui que deux ou trois domestiques, il dut en conséquence congédier ses serviteurs fidèles et ses itch-agas qui lui étaient restés attachés dans le malheur comme dans la prospérité; ils le quittèrent tous avec le plus grand regret, quoique le peu de ressources qui lui restait ne lui permît pas de les récompenser comme il aurait désiré. Le prince Milosch informé de la détresse pécuniaire du jeune chef naguère son ennemi mortel, oubliant les anciennes animosités, vint généreusement à son secours, en lui offrant, ainsi qu'à Ali-Pacha le prêt d'une somme assez considérable que tous les deux acceptèrent avec reconnaissance, et sans laquelle ils se seraient trouvés bien embarrassés.

Pendant les deux ou trois mois de son séjour à Constantinople on offrit à Husseïn-Capétan un grade supérieur dans le nizam (troupes régulières), espérant que son exemple entraînerait ses compatriotes à l'imiter et à accepter de bon gré les réformes; mais Husseïn résista à toutes les propositions et promesses d'un rapide avancement; il voulut être conséquent à ses principes; il s'était mis à la tête de l'insurrection de son pays pour se soustraire aux réformes et à des innovations que, dans sa conscience, il croyait en opposition aux dogmes de l'islamisme, et il ne voulait pas donner à ses compatriotes le scandaleux exemple de les adopter par crainte ou par ambition. Dépité de ce refus obstiné, le sultan le relégua à Trébisonde

où, travaillé de la nostalgie, il ne vécut que peu de mois et mourut avec la réputation d'un saint. Ainsi termina sa carrière Husseïn-Capétan qui, s'il eût été secondé par ses compatriotes, aurait peut-être acquis à sa patrie, sinon une entière indépendance, au moins une libre administration intérieure et une condition politique pareille à celle de la Serbie.

Si, en décrivant l'insurrection bosniaque, je me suis étendu hors des limites que ma tâche m'impose, c'était pour donner à ceux de mes lecteurs qui connaissent peu ces pays, une idée des éléments de force et de puissance que renferme en soi la nationalité slavo-méridionale dont jusqu'à présent on n'a pas encore en Europe assez apprécié l'importance.

LIVRE SEPTIÈME.

I.

La conformité de position politique, les rapports de commerce et de voisinage, que les nouvelles limites allaient établir entre la Serbie et la Valachie, et quelques motifs particuliers [1] firent désirer au prince Milosch d'ouvrir des relations plus intimes et plus étroites que par le passé avec le gouvernement valaque, et d'établir à Bukarest une agence ou consulat serbe. En conséquence, sous le prétexte de complimenter le nouvel hospodar Alexandre Ghika qui, à la suite du traité d'Andrinople, venait d'être élevé à la dignité de prince de la Valachie, il envoya à Bukarest le conseiller Stoïan Simitch vice-président du grand tribunal national.

Pour un pays comme la Valachie où les préjugés

[1] On supposait au prince valaque l'intention de demander la main de Mlle. Elisabeth *Savra* fille de Milosch, et celui-ci voulait acheter des biens en Valachie.

aristocratiques sont poussés jusqu'au ridicule, ce choix n'était pas heureux. Quoique rempli d'esprit et de tact et très-habile dans le maniement des affaires, Stoïan Simitch, connu précédemment pour un homme de peine, puis comme domestique et pandour de Michel Germani, ne pouvait guère, dans l'esprit des boyards valaques, faire honneur à sa mission, ni au prince qui l'avait accrédité. Mais indépendemment de sa connaissance des usages et de la langue du pays, ce fut précisément à cause de ses précédents que Milosch se décida à le choisir.

Il voulait montrer aux valaques que le mérite et les talents suffisaient en Serbie pour parvenir aux honneurs et aux premières charges, et qu'il savait les distinguer et les prendre dans quelque degré de l'ordre social qu'ils pussent se trouver. En effet, par son esprit et son habileté, l'envoyé serbe sut bientôt se concilier l'estime et le respect des boyards.

La mission et le séjour de Simitch à Bukarest, eurent par la suite des conséquences déplorables pour la Serbie et surtout pour le prince Milosch. La vie licencieuse et insouciante, le faste ridicule, les privilèges légaux ou usurpés par la noblesse valaque sur les masses abruties par l'esclavage et la misère, son mépris des lois et son insubordination au prince; en un mot les abus et les vices d'une caste oppressive et corrompue qui avait justement dégoûté et indigné l'ancien pileur de tabac, le pauvre et malheureux pandour de Michel Germani, parurent moins hideux aux yeux de l'envoyé serbe fêté, choyé et appelé à participer à cette vie de plaisirs et d'insouciant scepti-

cisme. Les sarcasmes des boyards le firent rougir de la vie simple, frugale et presque austère des fonctionnaires serbes, de leur soumission respectueuse au prince, aux lois et aux usages du pays et de l'avilissement de leur état social, qui les assimilait presqu'à la brute.

Stoïan Simitch qui jadis ne trouvait pas de termes assez énergiques pour flétrir la mollesse et la corruption de l'aristocratie valaque, le système oppresseur, abrutissant et impolitique sous lequel elle écrase les pauvres paysans et étouffe en eux tout sentiment de dignité individuelle, de patriotisme et de nationalité, changea de langage au retour de sa mission, et de censeur qu'il était du système valaque, il s'en fit l'apologiste. La manière de vivre des boyards, leur maintien et leur conduite envers les paysans[1] ne lui semblaient plus si à condamner qu'autrefois, comme la condition de ces derniers ne lui paraissait plus si

[1] En Valachie on ne trouve pas de vrai peuple il; n'y a que les boyards et les serfs, le maître et l'esclave; aussi est-on étonné que parfois des têtes ardentes aient conçu la pensée d'y susciter des révolutions qui se sont toujours éteintes comme des feux de paille à la première apparition des baïonnettes turques ou russes. Si en 1821 il y eut quelque résistance, on la dût aux aventuriers gréco-serbes et aux Albanais que les éthéristes y avaient attirés. Quel intérêt peut avoir aux destinées de la patrie une multitude ignorante et opprimée par une caste avide et égoïste? Le paysan valaque est si peu libre qu'il ne peut pas même changer de demeure, s'éloigner d'un territoire qui ne peut le nourrir, ou que les vexations du maître et même d'un agent subalterne lui feraient désirer de quitter. Si on ne le vend pas à l'enchère comme on vend le *zigane* (Bohémien), on l'enchaîne à la glèbe, lui et toute sa famille.

misérable et si à plaindre. Il trouvait politique et même juste que l'aristocratie, maîtresse du sol et ayant droit à toutes les grandes charges de l'État, jouit de certaines prérogatives en dehors de la loi commune et s'entourât d'un certain faste qui inspirait à la foule plus de respect et de soumission. Il excusait, justifiait même les rigueurs et les abus de la féodalité par cet axiome barbare et inhumain que le despotisme et la tyrannie voudraient faire passer pour philantropique : la nécessité de stimuler l'activité des paysans qui, s'ils étaient abandonnés à leur inertie naturelle, laisseraient les terres incultes et s'exposeraient à mourir de faim, eux et leurs familles. A l'appui de cette maxime il citait l'exemple de ce qui, suivant lui, avait lieu depuis deux ans en Serbie. De ce que la perception des dîmes en nature, depuis que le gouvernement exploitait lui-même les fiefs militaires *(spahïlik)*, n'avait donné que de faibles produits, Simitch en inférait une considérable diminution des productions agricoles, diminution qu'il attribuait au relâchement du travail causé, suivant lui, par la négligence que les kmets mettaient à faire observer dans leurs villages respectifs, les lois et les usages féodaux maintenus en vigueur par les spahis lorsqu'ils avaient la jouissance des *timars*[1].

[1] Si on laissait un champ inculte, le spahis avait le droit d'en déposséder le propriétaire, de le donner à un autre, ou de le faire cultiver pour son compte au moyen de corvées auxquelles les villageois étaient tenus. La conséquence de cette loi était sans doute que peu de terres resteraient en friche. Si, dans les années 1830 et 1831, les dîmes avaient donné peu

Il en concluait que, si les choses continuaient ainsi, les Serbes finiraient par ne plus cultiver que ce qui leur suffirait strictement pour la consommation annuelle, et qu'en cas de disette le pays serait exposé à toutes les terribles conséquences de la famine. Afin de prévenir de si tristes éventualités il ne trouvait d'autre expédient que d'organiser, à quelques modifications près, le régime féodal, comme dans les principautés danubiennes vendant, ou affermant les fiefs ci-devant possédés par les spahis. C'était toucher une corde dont la vibration trouverait de l'écho dans le cœur de presque tous les anciens fonctionnaires. Dès qu'on avait entrevu la possibilité d'obtenir de la Porte l'expropriation des spahis, on avait formé le plan de se substituer à ceux-ci moyennant une légère redevance annuelle, ou une certaine somme d'argent une fois payée au trésor national. On croyait que c'était là une mesure de toute justice pour récompenser de longs services rendus à la cause nationale. Les ci-devant knès Vasso-Popovitch et Paul Rodomirovitch, personnages qui jouissaient d'une grande considération, avaient les premiers mis en avant ce projet

de produit, il ne faut pas en attribuer la cause au relâchement du travail comme Simitch le prétend ici, mais à l'indolence et à l'indulgence des percepteurs, aux diverses mains par lesquelles elles passaient avant d'arriver jusqu'aux magasins du gouvernement et à la sécheresse qui avait fait manquer la récolte, surtout dans la dernière année. D'ailleurs dans ces temps-là la Serbie cultivait peu, parce que les produits de l'agriculture n'avaient point de débouché, faute de voies de communications. On préférait en conséquence l'élève des bestiaux, surtout des porcs que l'on faisait passer plus facilement à l'étranger.

et avaient souvent sondé les intentions du prince à ce sujet, sans avoir pu toutefois obtenir qu'il expliquât sa pensée. On conservait pourtant encore l'espoir de réussir, d'autant plus que le knias, réalisant de grands bénéfices sur le fermage des moukatas *(fiefs impériaux)*, paraissait intéressé à maintenir le régime féodal. Le vice-président du grand tribunal fomentait ces projets auxquels il prêtait par son adhésion un caractère de justice, et ses commentaires servaient à encourager les prétentions de ses partisans dont il augmentait ainsi le nombre.

Dans son apologie du système valaque, Stoïan Simitch aimait surtout à mettre en relief la grande différence qui existait entre la position politique et sociale de boyards valaques, et celle des fonctionnaires et notables serbes. Il comparait l'indépendance des premiers à l'égard du prince, qui n'était pour eux que le *primus inter pares,* et les priviléges en vertu desquels ils étaient soustraits à la loi commune, avec la soumission des seconds, à un prince dur et absolu qui exigeait de ceux-ci pour son gouvernement et les lois du pays, un respect, un service et une obéissance incompatibles avec la dignité humaine. A la vie somptueuse, épicurienne, à la magnificence des palais, au luxe des équipages de Bukarest, il opposait la vie frugale, parcimonieuse même et monotone qu'on menait à Kragujewatz, les maisons de bois, la vaisselle d'étain et l'humble charriot du *Tchinovnik* (fonctionnaire) serbe. En un mot la mission de cet homme en Valachie paraissait avoir eu pour but d'inspirer aux notables serbes le mépris et le dégoût de leur ancienne

manière de vivre, de leur position sociale et des institutions du pays, et l'envie de les échanger avec celles des principautés trans-danubiennes.

II.

Les maximes et l'exemple des Serbes de la Hongrie et des émigrés rentrés de la Bessarabie avaient, nous l'avons dit, déjà porté leurs fruits; des besoins jusqu'alors inconnus s'étaient introduits dans le pays. On commençait à savourer les plaisirs de la bonne chère, à chercher les distractions de société, les émotions des jeux de hasard. Les émigrés et les serbo-hongrois étaient fiers d'avoir commencé l'éducation de leurs compatriotes, de les avoir initiés aux raffinements de la vie européenne et aux bienfaits de la civilisation telle qu'ils l'entendaient.

Le régime valaque convenait également aux partisans du système austro-hongrois, à ceux du système russe et à ceux qui voulaient un changement quelconque dans la condition des fonctionnaires, pourvu qu'il se fît en mieux; tous désiraient la création d'une aristocratie qui eût le monopole des emplois, la jouissance des spahïliks, et en conséquence les moyens de mener un plus grand genre de vie et de jouir de plus de considération. Toutefois ces utopies n'avaient été jusque là que les désirs vagues d'un avenir éloigné, à la réalisation duquel personne n'avait encore sérieusement songé. Simitch de retour de sa mission,

peignant avec les plus belles et les plus attrayantes couleurs les délices de la vie aristocratique, réveilla plus ardents que jamais ces désirs jusque là assoupis; tandis qu'en répétant à toute occasion et exagérant à dessein les sarcasmes vrais ou supposés que les boyards de Bukarest lui avaient souvent lancés, disait-il, sur la vie mesquine et monotone des fonctionnaires serbes, sur leur soumission aveugle et débonnaire aux volontés du knias et à la loi commune, il piquait l'amour-propre de ceux-ci et les amenait tous à former un même vœu, celui d'un prochain changement dans leur condition politique et sociale.

III.

La volonté du knias Milosch était le plus grand et presque l'unique obstacle qu'on prévît à la réalisation de ces beaux projets Quoiqu'il ne se fût pas encore expliqué au sujet des spahïliks, il avait pourtant laissé entrevoir que la création d'une aristocratie féodale n'entrait pas dans ses projets pour l'avenir. En effet, connaissant mieux que personne ses compatriotes, il savait que jamais le peuple serbe, après s'être, au prix de tant de sang et de sacrifices, délivré du joug des feudataires turcs, ne se soumettrait pas volontairement à être serf de ses propres compatriotes, ni à souffrir patiemment la morgue et le faste de ceux qui avaient été ses égaux, qui pour la plupart devaient

leur élévation moins à leur mérite personnel, qu'à l'intrigue ou à la faveur du prince. Simitch et quelques-uns des anciens fonctionnaires avaient trop de bon sens et connaissaient trop le caractère national pour ne pas partager sur ce point l'opinion du knias pour ne pas être convaincus que jamais les Serbes ne se seraient prêtés comme les paysans valaques aux exigences et à l'oppression d'une aristocratie indigène; et s'ils feignaient de ne pas apercevoir dans le caractère du peuple et dans l'opinion publique, un obstacle bien plus insurmontable que la volonté de Milosch à l'accomplissement du projet d'introduire en Serbie toutes les institutions sociales et politiques des principautés trans-danubiennes, c'était pour faire retomber sur le prince le mécontentement et la haine de tous ceux qui voulaient un changement dans ce sens.

Stoïan Simitch avait eu à Bukarest des relations secrètes avec le consul général russe chargé par sa cour de surveiller la Serbie et surtout le prince Milosch. Déjà contrariée dans ses vues politiques par l'affaire de l'hérédité, la Russie avait acquis la conviction que jamais le prince serbe ne se plierait, comme ceux de la Moldavie et de la Valachie, à être l'instrument docile de ses projets futurs dans la question d'Orient, surtout s'ils étaient opposés aux intérêts de son pays; il lui convenait en conséquence, sinon de le déposséder, au moins de borner son autorité de manière qu'il ne fût pas un grand obstacle à sa politique. Une constitution analogue à celle que le ci-devant gouverneur général russe, M. de Kisselief, venait de donner aux deux principautés danubiennes, atteignait ce but. Mais la Serbie ayant, d'après les traités et la

lettre du hatichérif le droit de libre administration, le cabinet de St. Pétersbourg ne pouvait pas lui imposer une constitution contre son gré, et comme il n'était pas probable que le knias voulût de son chef mettre des limites au pouvoir qu'il avait reçu de la nation et que le sultan avait confirmé, il n'y avait d'autre moyen pour l'y forcer, qu'une révolution intérieure.

Simitch oubliant qu'il devait tout ce qu'il était au prince Milosch, mû par des espérances ambitieuses[1], *séduit par les caresses, encouragé par l'appui que la Russie lui promettait*, se prêta volontiers au rôle de principal provocateur d'une conspiration contre son bienfaiteur. Il était d'autant plus dangereux qu'il était loin d'être soupçonné par celui-ci, qui lui continuait toute sa confiance; il put donc aisément et sans danger nouer tous les fils du complot.

On vient de voir avec quelle habilité il sut répandre et fomenter le germe du mécontentement parmi les fonctionnaires, en établissant un parallèle entre leur condition et celle des boyards valaques, en fai-

[1] Quelques semaines avant la chute du prince Milosch, dans une conversation que j'ai eue avec les Simitch, dans leur propre maison, Stoïan faisant l'énumération des services qu'ils avaient rendus et qui, suivant lui, n'avaient pas reçu leur juste récompense, exprima ouvertement son regret d'avoir contribué à la solution de la question de l'hérédité en faveur de la famille de Milosch. *C'est un grand sacrifice*, disait-il, *que nous avons fait en renonçant ainsi pour nous et nos enfans à l'éventualité très-probable de devenir princes à notre tour.* Ces mots n'ont pas besoin de commentaire; ils expliquent la conduite hostile que Stoïan Simitch tint ultérieurement contre le prince Milosch et contre toute la famille Obrénovitch.

sant entrevoir dans le knias l'unique obstacle à l'introduction des institutions moldo-valaques et à toute autre amélioration politique et sociale. Tout en entretenant adroitement ce mécontentement, il augmentait le nombre des ennemis de Milosch, se ménageait des adhérents nombreux pour mieux assurer l'exécution de ses projets, et d'utiles auxiliaires pour le moment où il jugerait à propos de faire éclater le complot. Parmi les principaux et les plus influents fonctionnaires, le prince avait d'anciens ennemis, dont les uns, ayant jadis été ses égaux, ne lui pardonnaient pas son élévation, les autres avaient, ou croyaient avoir à lui reprocher des torts. Simitch les connaissait tous et était sûr de pouvoir compter sur leur coopération; *il n'hésita donc pas à s'ouvrir à eux et leur communiquer ses projets, ses relations avec le consul russe de Bukarest et les promesses d'appui qu'il en avait reçues.*

Comme les interminables questions des frontières, de la fixation du tribut annuel et de la remise de l'administration des douanes, restaient encore à régler avec la Porte, et que Simitch devait faire partie d'une nouvelle commission chargée d'aller solliciter à Constantinople la solution de ces questions, on décida d'attendre son retour pour arrêter définitivement le plan de la conspiration, dont l'exécution n'aurait lieu que lorsque la Serbie serait entrée en possession des nouveaux districts et en jouissance de la douane.

En attendant on convint de travailler sourdement à flétrir à l'étranger, par le moyen de quelques journaux allemands, la réputation de Milosch, à le compromettre en l'entraînant par des conseils perfides

dans des faux pas; enfin à miner son autorité et à le dépopulariser. En le circonvenant par d'apparentes démonstrations de zèle et de dévouement à sa personne et à ses volontés, en feignant d'approuver tous ses actes politiques et administratifs, en un mot mettant en œuvre les artifices de la plus basse adulation et de la plus lâche complaisance, ils devaient capter toute la confiance du knias, en tenir éloignés ceux qui par un sincère dévouement à ses intérêts et au bien-être du pays auraient pu l'éclairer sur le véritable état des choses, sur l'opinion publique, sur les besoins et les désirs de la nation. Ce plan devait d'autant mieux réussir que ses auteurs n'étaient que trop secondés par la plupart de ceux qui entouraient Milosch; serviteurs et amis dévoués, mais maladroits, ils croyaient servir leur maître en flattant ses faiblesses et en lui cachant, pour ne pas troubler son calme, ce qu'il aurait dû savoir dans son propre intérêt et dans celui de la nation.

Je me borne pour le moment à donner un échantillon de la tactique perfide des adversaires du knias, et de la maladresse de ses courtisans et de ses amis qui agissaient comme s'ils se fussent concertés pour le dépopulariser et le perdre.

IV.

Soit par défaut d'esprit spéculatif, soit par insouciance, les Serbes étaient alors bien éloignés de savoir tirer parti de toutes les productions qu'ils devaient à

la richesse de leur pays. De son côté le gouvernement, afin d'obtenir de la Porte des conditions moins onéreuses et avoir un tribut plus modique à lui payer, faisait passer la Serbie pour un pays pauvre et peu productif, et en conséquence il négligeait l'industrie. De superbes et immenses forêts de chênes dont son territoire est couvert, on n'avait, jusque-là retiré d'autre produit que la récolte du gland qui, dans les bonnes années, servait à nourrir et à engraisser leurs nombreux troupeaux de porcs. Quand le gland manquait on récoltait souvent une abondante quantité de noix de galle; mais faute d'acheteurs, cette denrée pourrissait dans les bois à l'exception de quelque partie insignifiante qu'on vendait à bas prix à des commissionnaires de la frontière hongroise. En 1830 et 1831, si je ne me trompe, la récolte ayant été abondante, la noix de galle fut tellement recherchée, et les acheteurs accourus de toutes parts firent renchérir cette marchandise à un tel point qu'elle s'éleva rapidement à un prix inoui et presque fabuleux, eu égard au peu de valeur qu'elle avait eu jusqu'alors. C'était là une source de revenus pour bien des gens, mais surtout pour les pauvres, qui allaient avec leurs enfants ramasser cette noix dans les forêts pour la vendre aux petits marchands des polankas (bourgs) qui de leur côté réalisaient des bénéfices assez considérables en la revendant aux négociants des échelles du Danube et de la Save, où les acheteurs étrangers venaient la chercher.

Ce fut là une des premières occasions dont les ennemis secrets de Milosch se servirent pour compro-

mettre sa popularité et sa réputation. Aidés des amis courtisans, mais maladroits de celui-ci, ils parvinrent à lui persuader que, les forêts appartenant à l'état, leur produit lui appartenait aussi de droit, et qu'en conséquence c'était au trésor public et non au commerce que revenait le produit de cette récolte. Ce raisonnement était peut-être juste[1]; puisque le gouvernement avait succédé, d'après le hatichérif, aux spahis auxquels les forêts appartenaient; mais ce fut une faute énorme de la part de Milosch d'y avoir cédé et arrêté en conséquence que tous ceux qui avaient acheté de la noix de galle, seraient tenus sous peine de confiscation de la livrer aux magasins du gouvernement, à un prix déterminé, peu supérieur au prix d'achat, et que les pauvres gens qui les cueillaient dans les bois dussent les remettre aux collecteurs du gouvernement à un prix calculé, sur la moyenne des ventes antérieures, au-dessous du prix courant, et bien plus encore de celui auquel les recherches continuelles et la grande concurrence des acheteurs ne pouvaient manquer de faire monter ce produit. Pour surcroît d'inconséquence et de maladresse on fit construire à la hâte, par le moyen des corvées, comme si ç'eût été pour une œuvre d'utilité

[1] Les forêts appartenaient aux fiefs dans la circonscription desquels elles étaient situées. Lorsqu'il y avait récolte de glands on payait au spahi dix paras (six centimes à peu-près) par tête de porc que l'on y conduisait pour les engraisser; ce droit s'appelait *Girovnitza* On payait aussi un droit pour la coupe des bois de construction ou à brûler, si l'on en faisait commerce.

publique, les granges *(kosch-ambar)*, dont on manquait pour y emmagasiner les noix de galle jusqu'à ce qu'elles eussent atteint le prix auquel les demandes toujours croissantes devaient les porter (jusqu'à 350 francs le quintal).

Quelques conseillers honnêtes et consciencieux, et notamment Davidovitch, voulurent en vain détourner le prince d'une mesure si impolitique dont tout l'odieux allait retomber sur lui seul; ils lui représentèrent le mécontentement, les murmures et les plaintes qu'elle ne pouvait manquer d'exciter, le tort qu'elle ferait au commerce et l'impopularité que ce monopole jetterait sur lui et sur son gouvernement; ils tâchèrent de lui prouver que ce qui est rigoureusement juste en droit est souvent inopportun dans la pratique. Que si l'État succédait aux spahis dans leurs droits sur les forêts, la raison, la prudence et une saine politique voulaient qu'on se montrât non-seulement moins exigeant, mais beaucoup plus libéral et plus large qu'eux dans l'exercice de ses droits, afin de ne pas donner lieu de croire que l'une des concessions du hatichérif les plus importantes et les plus ardemment désirées, la cession des fiefs turcs, au lieu d'améliorer la condition des villageois, c'est-à-dire, de la masse de la nation, allait au contraire l'empirer. Car les spahis n'auraient jamais songé à cette malencontreuse détermination qu'on venait de prendre. D'ailleurs, ajoutaient ces conseillers judicieux, si l'on veut absolument que l'État ait sa part aux bénéfices de cette espèce de bonne fortune due à la richesse des récoltes faites dans cette année, et du prix élevé des noix de galle, pourquoi

ne pas établir plutôt un droit de sortie équitable, basé sur la moyenne de l'exportation de cette denrée? Cette mesure, quoique un peu injuste elle aussi, puisque le commerce n'en avait pas été préalablement averti, aurait eu toutefois beaucoup moins d'inconvénients. Mais elle fut aussi repoussée par le prince. Les conseils perfides prévalurent; d'autant plus qu'ils étaient conformes, il faut l'avouer, au penchant souvent irrésistible et bien connu par ses adversaires, qui entraînait Milosch malgré lui et contre le sentiment de sa dignité à s'immiscer personnellement, quoique sans intérêt, dans des opérations de commerce; ou plutôt, si j'osais m'exprimer ainsi, dans des tripotages mercantiles auxquels il trouvait une espèce de passe-temps, bien qu'il ne se fît point illusion sur le tort qu'il se faisait dans l'opinion publique.

Ce qui était facile à prévoir arriva. De toutes parts on cria à l'injustice, au monopole, à l'oppression, à la spoliation. Des bruits fâcheux et inquiétants pour l'avenir se répandirent parmi le peuple; *la Serbie, comme l'Égypte, allait devenir une vaste ferme*, répétaient partout les malveillants et les alarmistes; *qu'une famille devenue toute-puissante allait exploiter à son profit et dont le hatichérif était le bail.* Quoique le gain résultant de l'opération eût été versé en entier dans la caisse nationale, beaucoup de gens ne voulurent pas le croire. En effet on ne concevait pas que Milosch eût si gravement compromis sa popularité et provoqué tant de clameurs pour ne pas se réserver, sinon en totalité, du moins en grande partie les bénéfices obtenus par un si criant abus de pouvoir. La triste

impression produite sur l'esprit public et surtout dans le commerce, qui conçut des craintes sérieuses pour son avenir, fut longue et difficile à effacer.

Le prince aurait dû profiter de cette leçon et se mettre en garde contre les suggestions de certains conseillers, et s'abstenir surtout de se mêler à l'avenir, soit directement, soit indirectement de spéculations commerciales de quelque genre qu'elles fussent et qui devaient être nécessairement fort compromettant pour sa dignité; malheureusement il n'en fut point ainsi, et nous allons le voir encore s'engager inconsidérément dans une autre spéculation qui devait porter une atteinte encore plus grave que les autres à sa considération et à sa popularité.



LIVRE HUITIÈME.

I.

Nous avons déjà dit que le travail de la commission russo-turque sur la délimitation de la Serbie d'après le traité de Bukarest, était depuis longtemps terminé; mais que les Turcs, sous mille prétextes, traînaient les choses en longueur, s'attendant toujours à trouver de la part de la Russie la même condescendance dans cette question, que dans celle de la ville de Belgrade et ne sachant se résoudre à perdre une aussi vaste portion de territoire et surtout à céder les districts qui allaient mettre la Serbie en communication avec la Bulgarie et les principautés trans-danubiennes.

Mais cette foi, comme nous venons de le dire, la Porte avait contre elle les intérêts de la Russie aussi bien que ceux des Serbes, et si la légation russe de Constantinople ne la pressait par sur ce point, c'est qu'elle voulait la ménager et lui laisser croire à la possibilité d'un sacrifice des intérêts serbes à son ami-

tié pour elle, l'amener ainsi à la signature du célèbre traité connu depuis sous le nom de traité d'*Unkiar-Skellessi.*

De leur côté le prince serbe et la nation entière avec lui étaient décidés à faire valoir leurs droits à tout prix, dussent-ils employer la force ouverte, d'autant plus, que les autorités ottomanes et les Turcs habitant les districts en question paraissaient, par leur conduite inique et vexatoire envers les chrétiens du pays, vouloir pousser à bout la patience des Serbes et leur jeter un défi. En effet depuis qu'ils savaient que ces districts devaient, d'après le rapport de la commission russo-turque, être réunis à la Serbie, ils les traitaient en pays de conquête. Il n'y avait genre de vexations et de mauvais traitements dont ils n'accablassent les pauvres raïas pour les punir du contentement qu'ils devaient ressentir d'être bientôt délivrés de leur tyrannie et réunis à leurs frères. En vain le prince Milosch s'était-il adressé aux autorités constituées du pays et même à la Porte pour faire cesser un tel état de choses. Ses prières ne faisaient que provoquer davantage les mauvais procédés et la rapacité des Turcs.

De toutes parts l'indignation était à son comble et menaçait d'éclater. Cependant le prince avant de venir à un parti décisif, porta encore une fois ses plaintes au ministère russe à Saint-Pétersbourg, déclarant que si dans le plus court délai possible on ne terminait pas la question des frontières, mettant les Serbes en possession des districts que la décision de la commission mixte leur avait adjugés, ou que du moins

on fît cesser les vexations des Turcs, une collision sanglante devenait inévitable, et que lui, pour ne pas s'exposer à perdre sa popularité et à voir son autorité méconnue, il serait obligé de se mettre à la tête du mouvement pour le diriger et épargner ainsi de plus grands malheurs.

En même temps il fit savoir aux chrétiens des districts en question, qu'ayant écrit à l'empereur Nicolas lui-même pour le supplier de hâter leur réunion à leurs frères de l'ancien pachalik de Belgrade, si une réponse favorable tardait à venir dans un délai fixe, il était résolu de prendre par force possession de leur pays et de l'unir à la patrie commune, dût-il lui en coûter la vie. Cette déclaration avait calmé l'effervescence publique, et par l'espoir d'une délivrance prochaine engagé les districts à la résignation.

Le temps déterminé pour recevoir une réponse de Saint-Pétersbourg s'étant écoulé sans qu'elle arrivât, le prince Milosch résolut de saisir la première occasion, que lui fourniraient l'arrogance et la barbarie des Turcs, pour provoquer dans les districts qu'ils vexaient une insurrection des chrétiens qui lui donnerait prétexte et même droit d'intervention. Cette occasion ne pouvait tarder à se présenter.

De tous les genres d'oppression que les Turcs faisaient peser sur les chrétiens, le plus intolérable et celui qui les poussait le plus à la vengeance, aux représailles et souvent à des partis désespérés, était la séduction, l'enlèvement et quelquefois le viol de leurs filles, pour lesquelles les musulmans de race slave surtout ont un penchant plus marqué que pour celles

de leur religion. Il est vrai que souvent, après les avoir enlevés, ils les épousent ; mais une fille chrétienne accoutumée à une certaine liberté et attachée à sa religion, n'aime pas à perdre entièrement l'une et renier l'autre, ainsi que sa propre famille, pour entrer dans un harem et y partager souvent l'affection du mari avec d'autres femmes, épouses légitimes comme elles, mais plus souvent esclaves concubines

Il arriva donc que vers le commencement de 1833 deux frères, jeunes spahis, de la famille Frentchevitch, la plus riche et la plus considérée de la ville de Krouscevatz, enlevèrent deux jeunes villageoises des alentours, cousines germaines, qu'ils enfermèrent dans leurs harems, après les avoir forcées à embrasser l'islamisme. Cette violence exaspéra au dernier point les esprits; et les deux districts de Kronscevatz et de Parakin se levèrent comme un seul homme pour reprendre aux Turcs leur proie et venger l'outrage qu'ils venaient de faire à leurs corréligionnaires. C'était l'occasion que Milosch attendait. Aussitôt par ses ordres les autorités serbes limitrophes se mirent en relation avec les insurgés, et ses nombreux agents, parcourant en tout sens le pays, enflammaient les esprits, dirigeaient le mouvement et distribuaient des armes.

Les Turcs abasourdis de la hardiesse, de la spontanéité et de l'ensemble du soulèvement, épouvantés de la présence et de la coopération de beaucoup de Serbes de la principauté, n'osèrent faire résistance, ni marcher contre les insurgés, et abandonnant à la hâte les districts soulevés, se retirèrent dans les villes de

Kronscevatz et de Parakin et s'y fortifièrent. Un grand nombre se réfugia à Leskovatz et à Nicha, chef-lieu des pachaliks dont dépendaient les pays insurgés, afin d'implorer et d'y attendre les secours des deux pachas gouverneurs pour étouffer l'insurrection et rentrer dans leurs foyers.

Le prince Milosch, voyant l'heureux résultat du soulèvement, se hâta, pour épargner un conflit et l'effusion du sang, d'offrir sa médiation aux deux pachas, dont les pays insurgés relevaient, déclarant que s'ils s'obstinaient à marcher contre les soulevés, il se trouverait dans l'impossibilité de s'opposer à ce que la Serbie entière ne prît les armes et n'intervînt dans la lutte. En conséquence il proposa une trêve durant laquelle les districts insurgés seraient, comme le Stari-Vlah, administré par une commission centrale dans chacun des deux chefs-lieux, nommée par les kmets de chaque village et chargée de veiller à l'ordre, d'administrer la justice, et de recueillir les impôts légaux pour les transmettre aux deux pachas respectifs, jusqu'à ce que le sort de ces districts fût décidé à Constantinople. En outre, comme les insurgés demandaient la restitution des deux jeunes filles enlevées, menaçant d'aller les prendre à Leskovatz où on les avait transportées, et les ravisseurs refusaient de les rendre, protestant qu'elles les avaient suivis de plein gré, et que d'ailleurs ayant embrassé l'islamisme, elles ne pouvaient être restituées à des ghiaours; d'autant plus que, contentes de leur sort, elles ne voulaient ni abandonner leurs maris, ni la nouvelle foi qu'elles avaient embrassée, le prince proposait qu'on priât

la Porte de nommer une commission pour décider cette affaire, et que les deux parties se rapportassent entièrement à sa décision. Le knias laissait aux deux pachas la responsabilité de la lutte qui s'ensuivrait, s'ils refusaient d'accepter cet arrangement.

La crainte d'un mauvais résultat en cas de conflit plus que toute autre considération, engagea ces deux fonctionnaires turcs à accepter la proposition du prince serbe. L'esposé des faits diversement relatés, suivant l'intérêt des parties et la demande d'une commission d'enquête, furent en conséquence expédiés à Constantinople par des *tatars* (*courriers*) extraordinaires. Mais celui du prince serbe payant mieux ses guides, gagna quelques heures sur ceux des pachas, qui n'arrivèrent qu'après que le drogman de la légation russe et la députation serbe avaient déjà exposé les faits à la Porte. C'était un avantage réel, parce que chez les Turcs, plus qu'ailleurs, le premier qui arrive et qui se plaint a souvent raison sur ceux qui le suivent.

Sur les représentations de la légation russe et de la députation serbe, le divan confirma l'espèce de convention conclue entre Milosch et les pachas de Nicha et de Leskovatz, et ordonna à ces derniers de laisser jusqu'à nouvel ordre l'administration des districts insurgés, et le soin de distribuer et de percevoir les impôts aux kmets et aux notables chrétiens, que ceux-ci choisiraient pour former les deux commissions centrales de Krouscevatz et de Parakin, avec défense aux Turcs de se mêler dans les affaires de ces pays pour ce qui regardait la question de l'enlèvement des

deux jeunes filles, et la demande de les rendre à leurs familles, ainsi que les autres griefs des chrétiens contre les Turcs, la Porte envoya un commissaire qui, après avoir pris sur les lieux les informations nécessaires, fit citer les deux parties adverses à comparaître à Belgrade devant lui et le gouverneur Husseïn-Pacha, qui devait juger la question en dernier ressort. Les deux spahis Frentchevitch avec leur mère et les deux jeunes villageoises devenues leurs épouses, et dont l'une était enceinte, accompagnaient le commissaire de la Porte, ainsi que les pères des deux jeunes filles escortés d'une nombreuse suite de témoins et d'amis. A peine la comitive entra dans les anciennes limites serbes, le peuple indigné de voir leurs jeunes compatriotes habillées à la turque, voilées et en compagnie de leurs ravisseurs, se jeta sur leur voiture, et malgré la résistance que les deux turcs armés de leur sabre tentèrent d'opposer, il les enleva et les rendit à leur pères. Et bien leur en prit car, comme tout le faisait supposer, ces jeunes personnes, s'étant déjà habituées à la vie molle et oisive du harem et à la bonne chère, séduites par les cajoleries de leur belle-mère, et surtout commençant à prendre le l'affection pour leurs ravisseurs, auraient peut-être declaré devant le pacha et le commissaire de la Porte, que de leur plein gré elles les avaient suivis et embrassé l'islamisme: ce qui aurait étrangement compromis leurs compatriotes et les projets de Milosch, et en même temps ôté à l'insurrection tout ce qui pouvait la justifier. Les prières et les larmes de leurs vieux parents, les menaces d'une vengeance sanglante, la

promesse d'un mariage avec quelque fonctionnaire ou négociant, et surtout, il faut l'avouer, le sentiment de la religion et les reproches de la conscience, leur inspirèrent de meilleurs sentiments qu'elles ne renièrent pas devant les juges.

Un millier de sequins d'or donnés par Milosch au commissaire turc et au pacha décidèrent d'avance la question en faveur des chrétiens. Les deux spahis furent condamnés, et malgré les préceptes les plus positifs[1] du Coran, les deux jeunes personnes furent rendues à leurs parents avec le trousseau, les riches habits, les bijoux d'un prix assez considérable qu'elles avaient reçus en cadeau à l'époque de leur conversion à l'islamisme et de leur mariage, ainsi que la dôt que, suivant la loi, leurs ci-devant époux leur avaient constituée; en outre les frères Frentchevitch furent condamnés à une forte amende que les deux commissaires se partagèrent.

Ainsi finit ce procès dont le résultat fut l'union définitive des districts insurgés à la principauté serbe. Il va sans dire que, quoique cette réunion ne fût pas encore légalement consentie par la Porte, néanmoins le knias Milosch ne laissa pas d'administrer de fait ces provinces qui furent dès ce moment organisées comme le reste de la Serbie.

---

[1] Les lois du coran punissent de la peine de mort ceux qui, de gré ou de force, ayant embrassé l'islamisme, retournent à leur ancienne croyance.

II.

A l'époque où nous sommes arrivés, le petit pachalik à deux queues d'Ada-Calé avec la Craïna, formant les nahïés de Cladova et de Négotin, avait été annexé au pachalik de Vidin. La Craïna et la nahïa de *Zaitchar*, à quelque petit reste près, formaient la plus importante des provinces que la Serbie réclamait et dont elle n'avait pas encore réussi à prendre possession de fait comme elle venait de le faire à l'égard des nahïés de Krouscevatz et de Parakin, et avant cela, de celles de Iadra-Radgevina et du Stari-Vlah.

Le pacha de Vidin était un Turc de la vieille roche, peu ami des nouvelles réformes du sultan, ennemi acharné des Russes et par conséquent des Serbes leurs clients, choqué des prétentions de ceux-ci sur les trois plus importantes nahïés de son gouvernement, haïssant mortellement Milosch à cause de sa fortune, voulant enfin punir les chrétiens de ces districts du désir qu'ils ne pouvaient cacher d'être bientôt délivrés du joug Turc, exhalait contre ceux-ci tout son courroux. Le mussélim choisi par lui pour administrer ces malheureux pays, était son sélictar (porte-épée, premier officier de la maison des pachas) et son confident, qui partageait s'il ne surpassait pas les sentiments haineux de son maître, plus une avidité insatiable d'argent. Les remontrances du prince Milosch d'abord amicales, menaçantes ensuite; le soulèvement de Krouscevatz et de Parakin, qui aurait dû servir de leçon au pacha de Vidin et à son ministre,

loin de leur inspirer de la modération et des sentiments plus humains, les aigrissaient davantage; les extorsions, les taxes arbitraires et illégales, les mauvais traitements envers ceux qui n'étaient pas en état de les payer, augmentaient de jour en jour. La condition des malheureux chrétiens devenait insupportable.

Dans le printemps de 1833 un nouvel impôt arbitraire et onéreux sur les bestiaux mit le comble au désespoir des pauvres opprimés. Les kmets réunis en scoupstina le 24 avril, prirent la résolution d'envoyer une députation au musselim, afin de lui présenter au nom du peuple de respectueuses représentations sur l'illégalité et le poids de l'impôt et des humbles instances pour qu'il le rapportât, ou du moins le modifiât.

Loin de faire droit à leur réclamations, le féroce sélictar chassa à coups de bâton de sa présence les kmets députés, et les fit jeter dans la prison de Zaïtchar, les fers aux pieds.

La nouvelle de cet acte inhumain jeta dans la consternation et l'épouvante toute la population. Les parents des détenus, les kmets, les hommes les plus considérables du pays et une foule nombreuse d'autres personnes, résolurent (le 27 avril) d'aller en masse implorer la grâce et l'élargissement des kmets arrêtés.

Quoique informé par ses émissaires de la nature et du but de la démarche que les chrétiens allaient faire près de lui, le féroce musselim voulut y voir un essai d'insurrection. A leur approche il fit donc prendre

les armes à ses satellites, et bien que l'attitude humble et suppliante de cette multitude désarmée et accompagnée de femmes parentes des prisonniers indiquât rien moins que des intentions hostiles, lorsque ces malheureux furent à portée de fusil, il leur fit tirer dessus, sortant ensuite à la tête de sa troupe, il les éparpilla à coups de sabre et de iatagan, sans égard pour l'âge et le sexe. La plume se refuse à décrire cette scène d'horreur et de carnage; plusieurs restèrent morts sur la place, un plus grand nombre fut blessé. Ce ne fut qu'un cri de douleur, d'indignation et de vengeance dans les trois nahïes; tous coururent aux armes pour se venger, ou périr.

La nouvelle de la sanglante catastrophe se répandit avec la rapidité de l'éclair dans toute la Serbie, les habitants des pays limitrophes aux trois districts s'apprêtèrent à courir au secours de leurs frères, s'ils étaient menacés de nouvelles attaques. Peu d'heures après ce funeste événement, Milosch, qui se trouvait à Pojarevatz, en fut informé, et partit sur le champ pour Kragoïvatz, afin de consulter les hauts fonctionnaires sur les mesures à prendre, pour empêcher de nouvelles agressions contre les chrétiens, et se tenir prêt aux événements. Outre les troupes régulières appelées toutes sous les drapeaux, il ordonna l'armement d'un grand nombre de milices qui devaient être prêtes à marcher au premier ordre.

En attendant les Turcs des trois nahïés, qui n'avaient pas cru les chrétiens capables d'une résolution courageuse, voyant l'ardeur avec laquelle ils couraient aux armes, et leur ferme résolution d'opposer la force

à la force, épouvantés de leur attitude ainsi que des préparatifs du prince Milosch, se retirèrent dans les palankas et les endroits forts afin d'y attendre les secours que leur enverrait le pacha de Vidin, qui effectivement faisait lui aussi à la hâte des préparatifs pour venir à leur aide et marcher ensemble contre les insurgés.

Après les affaires de Krouscevatz et de Parakin, le cabinet de Saint-Pétersbourg s'étant persuadé de ce que le knias serbe lui avait écrit, appréhendant la probabilité d'une collision entre les Turcs et les Serbes, qui à part le sang qu'elle pouvait coûter, entravait aussi les calculs de sa politique, prit le parti d'envoyer un commissaire qui, après avoir pris sur les lieux les renseignements nécessaires et conféré avec le prince serbe, se rendrait à Constantinople près de la légation russe, pour lui communiquer les instructions et les ordres de l'empereur d'après ce qu'il aurait vu et les informations qu'il aurait prises.

Ce commissaire, colonel de l'état major, aide-de-camp du czar, à peine arrivé à Bukarest, apprenant la catastrophe de Zeïtchar, se porta immédiatement sur les lieux; il put encore voir et compter sur le terrain les cadavres des victimes, visiter les blessés et recueillir des nombreux témoins et acteurs de cette scène de carnage, tous les renseignements qu'il put désirer. Il passa ensuite à Kragoivatz pour conseiller au prince de se borner à la défense des chrétiens des trois districts, sans prendre lui le premier l'offensive contre les Turcs et surtout contre le pacha de Vidin, de tenter au contraire toutes les voies pacifiques pour venir

à un arrangement jusqu'à l'arrivée d'une décision de Constantinople. Milosch promit de se conformer à ces conseils d'autant plus que lui et les fonctionnaires qu'il avait consulté étaient du même avis.

Aussitôt le commissaire russe parti, Milosch prévoyant une attaque prochaine de la part du pacha de Vidin qui faisait des grands préparatifs, se hâta d'occuper la Craïna à la tête de toutes ses troupes régulières et de bon nombre de milices choisies. Mais décidé, comme je viens de le dire, de rester sur la défensive, le knias ne chercha pas à molester les Turcs retirés dans les palankas, et après avoir fait sur le Timok les dispositions nécessaires afin d'en contester le passage à l'ennemi, il essaya une dernière tentative d'accommodement près du pacha.

Le nombre et l'attitude de l'armée chrétienne, la crainte des conséquences d'une défaite qui aurait peut-être entraîné une insurrection générale en Bulgarie, l'idée de la responsabilité qui, dans ce cas, serait tombée sur lui, ayant calmé l'ardeur belliqueuse de ce vizir, il se décida à accepter les propositions du chef serbe.

Les deux parties en conséquence conclurent une convention verbale, portant que le prince Milosch se retirerait avec ses troupes sur l'ancienne frontière serbe, où il pourrait établir un cordon d'observation; que le pacha s'engagerait sous serment à renoncer à l'invasion du pays insurgé, qu'il en rappellerait le musselim, ses soldats et tous les Turcs étrangers aux trois districts avec sévère défense d'y rentrer; que l'administration intérieure et le recouvrement des im-

pôts seraient laissés aux kmets et aux chefs que les habitants réunis en scoupstina choisiraient; que le knias se rendrait garant du versement des impositions légales et des taxes féodales dans les caisses du pacha, ainsi que de la sûreté des personnes et des biens des familles turques établies dans le pays et qui ne voudraient pas le quitter. Cette convention devait être maintenue jusqu'à ce que la sublime Porte fît connaître ses déterminations.

III.

L'arrivée de l'aide de camp de l'empereur Nicolas, et les pressantes instructions qu'il portait, aiguillonèrent l'activité de la légation russe pour les affaires serbes. L'ambassadeur baron de Bouténieff demanda immédiatement au reis-effendi une conférence qui devait être la dernière sur cette question, et qui eut lieu le 25 mai (v. s.) dans les bureaux de ce ministre. L'ambassadeur demandait que tous les districts désignés sur la carte dressée par les commissaires, fussent immédiatement réunis à la principauté. Le reis-effendi chercha d'abord d'en exclure la craïna, mais M. de Bouténieff répondit que sur elle précisément les droits des Serbes étaient les plus incontestables, puisque c'était par la craïna que, en 1807, ceux-ci avaient fait leur jonction à l'armée russe; il était en conséquence hors de doute qu'elle leur appartenait à l'époque du traité de Bukarest. Alors le mi-

nistre turc réclama au moins Gourgoscévat, Sverlik et Bagna, s'appuyant sur la proposition faite à cet égard par l'agent russe au pacha de Belgrade, et dont nous avons parlé ailleurs, l'ambassadeur répliqua avec vivacité que cet agent n'ayant ni instructions, ni pouvoir de faire aucune espèce de proposition, c'était pour lui un motif de plus d'insister à l'égard de ces districts, ne fût-ce que pour le désavouer. Après de longs débats où par sa fermeté M. de Bouténieff sut déjouer toutes les tergiversations du reis-effendi, on conclut dans cette même conférence, que tout le territoire marqué sur la carte de la commission serait sans autre délai réuni à la principauté serbe.

La nouvelle de cet heureux succès parvint au prince par un courrier extraordinaire envoyé par la députation ; elle fut de suite communiquée à la nation. La Serbie entière solennisa cet heureux événement par des fêtes publiques, des actions de grâce dans les temples, des bénédictions et des vœux sincères pour le prince.

Ce point important gagné, il ne restait plus pour la complète exécution du hatichérif que la remise de la douane de Belgrade et la fixation du tribut.

Le pacha de Belgrade Husseïn, qui pour se conserver le revenu de la douane, retardait sous différentes excuses l'envoi des renseignements, que le divan lui demandait, venait enfin d'obtenir sa promotion à la place de Rouméli-valessi (vice-roi de la Roumélie), qu'il négociait depuis longtemps[1]. Le mirimiran Mé-

[1] *Négocier* c'est le mot ; car cette place lui coûtait, disait-on,

hemed-Végilir, gouverneur d'Andrinople à l'époque de l'occupation russe, ensuite pacha de Salonique, élevé à la dignité de pacha à trois queues, remplaçait Husseïn-Pacha à Belgrade. Né à Angora, pauvre orphelin en bas-age et très-bel enfant, plein d'esprit et de vivacité, il plut à un riche seigneur, général des bombardiers (*Koumbaradgi-Bachi*), qui après avoir

500,000 piastres en cadeaux au sultan et aux membres du divan. Cet argent, il venait de l'escroquer (c'est encore le mot) aux pauvres turcs de Belgrade: Voici comment? Nous avons déjà dit que, feignant de plaindre la misère de ceux-ci, il avait demandé et obtenu du knias, après quelques façons un à-compte de 1500 bourses (750,000 piastres) sur les produits des trois années échues des fiefs militaires, dont 1000 étaient destinées, disait-il, aux spahis, 500 aux yerlis. L'argent une fois reçu, il fit adroitement insinuer aux premiers qu'en acceptant cet à-compte qui équivalait à peine au quart de leur rente annuelle, ils seraient peut-être obligés de renoncer à tout ce qui leur était dû des trois années échues et donneraient motif de fixer à l'avenir le produit annuel des fiefs à 1000 bourses seulement. Aux yerlis de même il fit dire, que le gouvernement étant en arrière de trois semestres avec eux, s'ils acceptaient l'à-compte offert par Milosch, correspondant à peine au tiers de leur créance, il se tiendrait quitte de sa dette envers eux. Il ajouta qu'ayant fait de très-vives instances à ce sujet, il attendait de la Porte une réponse favorable, c'est-à-dire une pressante injonction à Milosch de payer tous les arriérés dont il était débiteur. Les pauvres turcs donnèrent dans le piége. Husseïn retint l'argent comme un à-compte d'une prétendue créance envers la Porte et acheta, comme nous avons dit, le gouvernement de Roumélie.

L'hiver précédent Milosch, touché de l'affreuse misère des Turcs de Belgrade, envoya au pacha 25,000 ocas de farine (35,000 kilogrammes environ) pour être distribués aux pauvres de cette religion.

pourvu aux frais de son éducation, lui donna sa fille unique en mariage, et le fit entrer comme écrivain dans les bureaux de la Porte. Devenu secrétaire d'état (*hodgia-kian*), l'oncle paternel de sa femme Saïd-Pacha le fit son kiaïn-beg, et après lui avoir obtenu le grade de pacha à deux queues le laissa, lors de la guerre, caïmacan (*vice-gouverneur*) d'Andrinople, dont il était gouverneur. Ce fut Végin-Pacha qui signa la capitulation de cette ville avec les Russes, qui le confirmèrent dans sa charge.

L'éducation soignée qu'il avait reçue, la plus grande partie de sa jeunesse passée dans la haute société de Constantinople, les relations qu'il avait eu avec les personnages les plus élevés de l'état-major russe, et ensuite avec les consuls et les négociants européens à Salonique, l'avaient presqu'entièrement corrigé de ces préjugés, fruits d'une éducation vulgaire et bornée qui inspirent aux Turcs la sotte et ridicule prétention d'une supériorité physique et morale sur tout ce qui n'est pas musulman; et en avaient fait un homme poli, affable, assez instruit, capable d'apprécier la situation de l'empire ottoman et ses véritables intérêts. Les Serbes espéraient donc qu'avec de telles qualités, le nouveau lieutenant du sultan se prêterait plus facilement que l'avare et fin Husseïn, à une prompte solution des deux points importants, qui restaient encore à résoudre. Un honnête cadeau en argent fut pourtant jugé nécessaire par le prince afin de stimuler la bonne volonté du nouveau pacha; cet argent fut bien dépensé. Les renseignements sur la douane de Belgrade, la situation et les revenus moyens des fiefs militaires,

qu'on demandait depuis si longtemps à Husseïn, furent expédiés à Constantinople dans un court délai après l'arrivée de Végilir, rédigés dans un sens assez favorables aux intérêts serbes.

Davidovitch, Stoïan-Simitch et Lazar Théodorovitch, qui avaient stipulé avec la Porte les conditions du hatichérif de 1830, étaient repartis pour Constantinople, afin de négocier et conclure, avec la remise de l'administration de la douane, la fixation du tribut. Leurs instructions les autorisaient à souscrire et même à surpasser d'un ou de deux cent mille la somme de trois millions de piastres turques par an, leur enjoignant de demander que, sur le cours du jour, on convertît cette somme en tant de sequins d'or autrichiens de 12 francs.

Les pachas qui avaient gouverné la Serbie, pour ne pas exciter l'avidité des membres du divan sur les revenus qu'ils en tiraient, avaient toujours eu soin d'exagérer la pauvreté du pays et l'exiguité de ses ressources. Les revenus de la douane, tant à cause du gaspillage des administrateurs que de la part que le pacha prélevait à son profit, avaient toujours été représentés comme de peu de valeur et presque nuls. De leur côté, les spahis riches, lorsqu'on leur avait demandé l'état de leurs revenus, dans l'espérance, qui peut-être aujourd'hui encore ne les a pas abandonnés, de rentrer en possession de leurs fiefs et dans la crainte que, vu l'importance de ces revenus, le gouvernement n'abolît les spahiliks, ou pour le moins ne les partageât entre plusieurs titulaires, avaient donné des chiffres bien inférieurs à la réalité. Tout cela fut

cause que la Porte fut plus modérée dans ses demandes de ce qu'on aurait pu le croire.

Les députés serbes s'étant récriés sur la première demande de 3,000,000 par an, et allégant la pauvreté de leur pays, son impossibilité de soutenir une telle charge, ayant à faire face aux frais de l'administration, au maintien de la force armée pour tutéler l'ordre et la sûreté intérieure, à l'apanage du Knias, et à tant d'autres dépenses; la Porte après quelques débats, réduisit graduellement cette somme à deux millions et demi de piastres.

Les députés serbes pour la forme seulement, et pour ne pas montrer trop d'empressement à accepter cette dernière proposition, persistaient dans l'offre qu'ils avaient d'abord faite de 2,000,000, mais agréablement surpris de la modération du divan, et heureux de pouvoir enfin mettre un terme à tous les différents de leur pays avec la Turquie, ils s'apprêtaient à souscrire à la demande des 2,000,000 et demi, lorsque Davidovitch pria ses collègues de différer encore quelques jours et d'essayer de nouvelles tentatives pour obtenir s'il était possible une réduction. Ce fut contre leur gré que Simitch, et Theodorovitch pressés de finir, et de retourner chez eux, ou craignant peut-être que la porte ne revînt de sa dernière proposition, accédèrent à la demande de leur collègue; et bien leur en prit, car celui-ci sollicitant vivement l'intervention de la légation russe, et insistant auprès du divan sur la prétendue pauvreté de la Serbie, parvint à obtenir encore la réduction de 200,000 piastres, et le tribut annuel fut définitivement arrêté à 2,300,000 piastres.

Quoique le sequin d'or autrichien eût alors dans le commerce la valeur de 49 — 50 piastres turques, et que les députés serbes offrissent de le fixer invariablement à 45, la Porte, dans l'espoir de pouvoir peut-être un jour améliorer son système monétaire, refusa opiniâtrement d'acquiescer à leur demande renouvelée plusieurs fois avec de vives instances. Cette question pourtant n'avait pas l'importance qu'on lui donnait; car la crainte d'un côté, et l'espérance de l'autre, que la finance turque fût en état d'améliorer son système monétaire, et qu'ainsi le tribut de la Serbie pût être considérablement augmenté à cause d'une plus grand valeur intrinsèque de la piastre, étaient de beaucoup exagérées. Par le refus obstiné de la Porte de fixer le sequin à 45 piastres, la Serbie gagne depuis 1833 dix pour cent au moins sur le tribut qu'elle lui paye, car au lieu d'augmenter, la valeur de la monnaie turque à diminué, et le sequin vaut à présent 52 piastres, si je suis bien informé.

Davidovitch, Stoïan-Simitch et Theodorovitch par leurs talents, leur adresse, et le patriotisme montré dans la négociation du hatichérif de 1830 et dans celle-ci, avaient bien mérité de la patrie, et avaient droit à une récompense. Le prince Milosch crut reconnaître assez leurs services, et payer la dette de gratitude que la Serbie avait contracté envers eux en leur obtenant de la Russie la décoration de St.-Vladimir de 4e classe. Pour Simitch déjà fort riche, et Theodorovitch aisé et sans enfants, ce pouvait être assez, faute d'autres moyens convenables de les mieux récompenser; mais ne l'était pas pour le pauvre Davidovitch, qui n'avait d'autre

ressource que ses minces appointements et qui, indépendamment des services importants qu'il avait rendus venait comme on l'a vu d'épargner à son pays la somme considérable de 200,000 piastres par an. Je le dis avec douleur, le prince Milosch se montra peu reconnaissant et peu juste envers cet illustre patriote. Malgré quelques défauts et quelques erreurs, Davidovich, par ses talents, son activité, sa bonne volonté et son patriotisme sincère et éclairé, fut sans contredit un de ceux qui rendirent le plus de véritables services à son pays auquel il sacrifia sa fortune et celles des deux femmes qu'il avait épousées. Pauvre et épuisé, par le travail et une maladie de poitrine qui le conduisait au tombeau, la pensée de laisser après lui sa femme et ses trois enfants presque dans la misère, le rongeait jour et nuit; une somme d'argent, comme c'est l'usage en Orient, équivalente sinon à une annualité, du moins à la moitié de l'épargne qu'il venait d'obtenir sur le tribut, l'aurait bien plus satisfait qu'un bout de ruban rouge liseré de noir, d'autant moins appréciable qu'il est trop prodigué.

IV.

Toutes les contestations des Serbes avec la Porte venaient enfin d'avoir un terme; il ne restait plus que l'expédition des firmans nécessaires que le divan se fit encore bien prier avant de les livrer aux députés. Il fallut encore recourir à l'argument irrésistible de l'or, sans lequel les Turcs ne font rien, pour stimuler l'a-

pathie des secrétaires chargés de la rédaction de ces actes ; mais enfin on parvint à les leur arracher, et la députation extraordinaire put enfin partir de Constantinople avec un hatichérif et les autres firmans accessoires.

Son arrivée en Serbie vers la fin de novembre 1833 avec la bonne nouvelle de l'heureux résultat de sa mission, donna encore lieu à des réjouissances publiques dans toute la Serbie, mais surtout dans les districts nouvellement acquis. On était convaincu que le hatichérif de 1830 était devenu une vérité dans toutes ses clauses.

L'acte organique souverain, quoique adressé au prince serbe, devait être lu publiquement aux Turcs de Belgrade, et enregistré ensuite au Makémé de cette ville. Cette lecture eut lieu en présence des spahis, des yerlis et de tous les officiers des canoniers, et des troupes turques de la garnison, ainsi que des fonctionnaires et de bon nombre de kmets et négociants chrétiens. Le hatichérif contenait les dispositions suivantes. L'annexion définitive et à perpétuité à la principauté Serbe des districts dont les noms et les limites étaient tracés sur la carte dressée par la commission russo-turque et annexée au présent firman ; la récognition et la démarcation devaient en être faites par des commissaires turcs, nommés par Vegihi-Pacha, et des Serbes nommés par Milosch, unis et de bon accord. Les autorités turques de qui ces territoires dépendaient, pouvaient aussi leur adjoindre des commissaires pour y assister en contradictoire. En confirmation du hatichérif de 1830 on renouvelait aux Musulmans la défense d'habiter tant les nouvelles que les anciennes provinces de la Serbie,

excepté les forteresses; libre à eux de disposer de leurs biens, soit en les vendant, soit en les affermant aux chrétiens. Quant à la ville de Belgrade, elle devait être, comme par le passé, habitée par les Turcs et les chrétiens de bon accord, disait le firman; la police en était confiée au pacha et au knias, qui veilleraient de concert à la sûreté et à l'union des habitants. L'administration et la jouissance des fiefs militaires, ainsi que ceux du domaine impérial (moukatas), étaient confirmées à perpétuités aux Serbes; il était défendu en conséquence aux spahis, timariotes et zaïms d'aller quérir dans les villages les dîmes et autres taxes féodales. Enfin l'administration de la douane de Belgrade devait être immédiatement remise au prince Serbe. Le tribut annuel, qui devait être versé par semestres échus dans le trésor impérial de Belgrade, était, comme on l'a vu, de 2,300,0000 piastres ou 4,600,000 bourses (késsé), tout compris; de cette somme 1000 bourses devaient servir à indemniser les spahis, d'après l'état des revenus respectifs présenté par eux (c'était le quart à peine de ce qu'ils percevaient avant). 600 bourses étaient destinées à la paye des milices du pays (yerlis).

Le prince Milosch qui n'avait pas voulu avoir l'air d'insulter par sa présence et l'étalage de son bonheur à l'humiliation des Turcs, qui n'avaient jamais pu croire à une issue si heureuse de ses projets, n'était pas venu à Belgrade assister à la lecture du hatichérif, s'y rendit peu de jours après pour voir le pacha, et prendre possession de la douane. A son entrée dans la ville, les canons de la forteresse lui firent le salut comme à un pacha de premier rang: ce qui ne scandalisa pas mé-

diocrement les Turcs, parceque jamais canon musulman de Belgrade n'avait salué un raïa. Le lendemain Vegihi-Pacha, en grande tenue, accompagné de tous ses officiers, fit au prince Milosch la remise de la douane, et les employés serbes nommés par le knias entrèrent de suite en fonction.

Au mois de février suivant, une *scoupstina* (assemblée) extraordinaire et très-nombreuse de kmets et de notables fut convoquée à Kragoïvatz. Après lui avoir communiqué le contenu du dernier hatichérif qui confirmait la bonne nouvelle publiée à la fin de novembre de l'heureuse issue des affaires, le prince Milosch déclara que les relations avec la Porte étant définitivement réglées, tout son temps et ses soins seraient désormais consacrés à l'administration intérieure qui avait besoin de grandes et nombreuses réformes. « Tout est à créer « chez nous, disait-il, nous manquons de lois, d'un sys- « tème administratif, financier et judiciaire. Jusqu'à pré- « sent notre bon sens a été notre seul guide. Dans la « situation précaire où nous nous trouvions, dans l'incer- « titude de l'avenir, cela pouvait nous suffire, mais main- « tenant que nous sommes libres, que nous formons « une nation, nous devons montrer au monde civilisé « que nous ne sommes pas un tas de brigands barbares, « incapables de nous gouverner par nous-mêmes, comme « nos ennemis se plaisent à nous représenter; mais bien « un peuple brave et digne de la liberté que nous avons « conquise les armes à la main, et que nous saurons « conserver au prix de notre sang et affermir par de « bonnes institutions. Malgré les immenses dépenses « que nous avons dû faire pour hâter nos négociations

«avec la Porte, et les amener à bon terme, nous n'avons «pas une obole de dette, et même à force d'économie «nous avons dans nos caisses quelques millions en ré-«serve que je gardais pour faire face aux accidents «imprévus qui auraient pu se présenter. Mais n'ayant «plus, grâce à Dieu et à notre heureuse position ac-«tuelle, à supporter de pareilles dépenses, les écono-«mies que nous parviendrons à faire seront employées «à améliorer les conditions physiques et morales de «notre pays. Les employés qui m'ont prêté leur con-«cours ont été jusqu'à présent mal rétribués de leurs «services; leurs minces appointements sont à peine suf-«fisants, non-seulement pour soutenir la dignité de leur «position, mais même aux exigences d'une vie rangée «et parcimonieuse; rien n'est plus juste que d'améliorer «leur condition sous ce rapport, et d'avoir égard à leurs «services. Ne craignez pas qu'il soit pour cela néces-«saire de surcharger les impôts; ils seront autant que «possible modiques, et partagés avec équité suivant «les facultés des contribuables. Dans une prochaine «assemblée j'espère pouvoir vous soumettre les travaux «que j'ai ordonnés à cet égard. Les spahis ne viendront «plus troubler par leur odieuse présence la tranquillité «et la paix de nos villages, et partager avec vous le «fruit de votre travail et de vos sueurs; le *féodalisme* «*est à jamais aboli en Serbie, et ne sera plus rétabli* «*sous aucune forme.*»

Cette déclaration positive et solennelle, du knias fut reçue avec joie par les kmets et les notables présents à l'assemblée, et tranquillisa la nation entière alarmée depuis quelque temps des bruits qui

circulaient sourdement sur le rétablissement des spahiliks en faveur des fonctionnaires publics, mais en même temps elle accrut contre le prince le mécontentement des partisans du régime aristocratique et féodal, qui, avant que Milosch se fût catégoriquement expliqué, n'avaient pas encore désespéré de réaliser leurs projets.

V.

Dans l'automne de 1833, sans que je puisse en préciser l'époque, il y eut entre le knias et Voutchitch un nouveau sujet de scandale, dont le tort apparent retomba sur le premier à cause de la violation des formes, et de la malheureuse habitude dont ni les conseils, ni les leçons de l'expérience n'avaient encore pu le corriger, d'évoquer quelquefois à lui le jugement des causes qu'il aurait dû envoyer aux tribunaux.

Milosch, je l'ai dit, n'est pas rancuneux, et malgré les motifs d'aversion qui devaient exister entre lui et Voutchitch, loin de lehaïr, au fond du cœur, il l'aimait et appréciait sa bravoure, sa franchise, quoique un peu sauvage, son intelligence et sa capacité dans les affaires; et comme il avait dès sa jeunesse contracté l'habitude de sa société, et souffrait de son absence, il aurait bien voulu se le rapprocher; il ne croyait pourtant pas devoir lui faire des avances et attendait que Voutchitch fît le premier pas vers une réconciliation, et lui demandât sa grâce; je crois même qu'il le lui fit in-

directement sentir; mais celui-ci, dans l'idée d'être ou de se faire passer pour victime d'une persécution de la part du prince, ne voulait pas s'humilier. Fatigué pourtant de l'ennuyeux séjour de Poretch, surtout depuis que cette petite île du Danube ne présentait plus les avantages qu'elle avait offert durant la dernière guerre sous le rapport commercial, pressé par les prières de sa jeune et belle épouse dont la santé souffrait du climat, Voutchitch demanda son changement de séjour de Poretch à Schabatz. Accueillant favorablement sa demande, Milosch lui fit même offrir un logement dans le palais de son frère Efren, alors gouverneur de Belgrade, avec la seule charge d'avoir soin du palais et de ses dépendances. C'était une occasion de réconciliation qu'il lui offrait; mais le fier Voutchitch ne voulut pas en profiter. Il vivait en particulier dans cette ville où, quoique privé et sans emploi, on avait pour lui beaucoup de respect et de déférence; il continuait à faire le commerce du sel, mais les bénéfices n'étaient plus ni si considérables ni si rapides qu'à Poretch au temps de la guerre. Beaucoup de négociants plus riches ou plus alertes lui faisaient concurrence, entre autres un Jovan-Terkitch qui jouissait d'une grande considération et était premier kmet de la ville. Un incendie éclata un soir dans une grange dépendante du palais; beaucoup de monde accourut pour l'éteindre; Voutchitch fut des premiers, il dirigeait l'ensemble des travaux pour arrêter les progrès du feu. Mais bientôt, comme il arrive en pareils cas, il y eut plus de monde qu'il n'en fallait pour la besogne; tous voulaient avoir l'air de faire quelque chose, les autorités de la ville

et les kmets donnaient des ordres en contradiction les uns des autres; l'incendie, au lieu de s'éteindre, faisait des progrès. Voyant ses dispositions contrariées, Voutchitch outré de colère, vomissant un torrent d'injures, un bâton à la main, se jeta sur Jovan Terkitch et le frappa brutalement plusieurs fois, allégant que celui-ci, par méchanceté contre lui, donnait des ordres opposés aux siens.

Cet acte vilain et injuste contre un homme respectable indigna profondément les témoins. Terkitch avait des amis fort en crédit auprès du knias dont il était lui-même avantageusement connu. Il vint le lendemain à Top-cideré se jeter à ses pieds et lui demander justice.

Si Voutchitch eût été présent, il aurait eu sans doute un mauvais quart d'heure à passer, car le premier éclat de la colère du prince était terrible. Il donna cependant l'ordre de l'arrêter immédiatement et de le conduire en sa présence. Mais heureusement pour Voutchitch, il y a vingt lieues entre Schabatz et Top-cideré; et, avant qu'il fût arrivé, le prince eut le temps de se calmer, et la princesse Lioubitza, l'hospodar Ephrem, Terkitch même implorèrent sa grâce. Le prince se contenta de le tenir enfermé pour quelques jours dans une salle de la caserne de ses momaks, les fers aux pieds.

Ce n'était pas certainement ce que Voutchitch méritait, et la peine que le tribunal investi de son procès lui aurait décernée, aurait été bien plus grave. Voutchitch lui-même parut l'avouer lorsqu'il vint d'un air profondément humilié et presque les larmes aux yeux, remercier le prince du pardon qu'il lui accordait. Cependant

ce mépris des formes ordinaires de la justice de la part du prince mettait en appréhension tous ceux qui désiraient un gouvernement légal, et donnait quelque apparence de vérité à ceux qui l'accusaient de vouloir continuer la tradition des pachas qu'il avait remplacés.

Si quelque chose peut excuser le prince c'est le défaut de lois écrites qui laissait les tribunaux eux-mêmes sans autre guide que le bon sens des juges et les anciens usages. Le peuple serbe d'ailleurs connaissait si peu notre manière d'administrer la justice, ou avait si peu de confiance dans ses juges ordinaires, que presque tous les litigeants, comme s'il n'y avait pas eu des tribunaux, s'en rapportaient au prince pour le jugement de leurs querelles.

LIVRE NEUVIÈME.

I.

La condition politique de la Serbie venant enfin d'être arrêtée, il fallait songer à son administration intérieure. C'était un état nouveau où tout était encore à faire, ou à refaire. Organiser le gouvernement, répartir équitablement les charges publiques, promulguer un code de lois, généraliser les moyens de s'instruire, marquer les limites de la jurisdiction civile et de l'ecclésiastique, pourvoir à ce que le jeune clergé eût une éducation convenable; tels étaient les besoins les plus pressants de la Serbie et les premiers devoirs de Milosch.

Cette tâche était bien lourde pour lui; car il avait à combattre des passions et des espérances tout à fait opposées. Ceux qui étaient assez instruits pour lire les journaux européens, voulaient pour la Serbie un gouvernement modelé sur celui des États les plus civilisés du monde, sans songer qu'ils vivaient dans un pays encore barbare et qui venait à peine de sortir d'un esclavage abrutissant qui durait depuis quatre siècles.

Le peuple au contraire ne demandait pas autre chose, que de payer le moins possible, de vivre suivant ses anciennes habitudes et de ne plus être jugé et puni arbitrairement par ses supérieurs.

Les désirs des employés qui, comme nous l'avons déjà dit, auraient voulu remplacer les spahis pour fonder une aristocratie oppressive pour le peuple et insubordonnée au prince, aidaient à compliquer la question.

Entre ces différents partis, Milosch, à défaut d'hommes doués d'assez d'instruction et d'expérience pour s'éclairer de leurs conseils, résolut de faire lui-même ce qu'il savait s'accorder avec les désirs raisonnables de la grande majorité de la nation, prêt à adopter les réformes que les progrès de l'instruction auraient réclamés dans la suite.

Il continua donc de convoquer régulièrement la scoupstina deux fois par an, conserva le tribunal suprême qui siégeait à Belgrade, dont il forma toutefois une espèce de conseil d'État qu'il consultait dans toutes les affaires de quelque importance. Il ne changea rien à l'ancienne division de la principauté en nahiés, et des nahiés en districts et à la manière de les administrer, au titre près des administrateurs.

Quant aux impôts, depuis 1830 il avait aboli l'haratch (capitation), le plus humiliant de tous, car on le payait aux Turcs en reconnaissance de la vie qu'ils avaient laissée aux chrétiens. Mais il en restait encore bien d'autres non moins vexatoires, tels que le tchibouk (impôt sur les bestiaux), la dimnitza (taxe des évêques), l'impôt personnel, la taxe des mariages, celle des moulins et des instruments distillatoires pour l'eau de vie,

celle des glands pour l'engraissement des cochons, la dîme du maïs, du blé, de l'orge, des ruches, etc., qui donnaient lieu à des vétilles sans fin, et accablaient le peuple sans rapporter en proportion au trésor public.

En vue de ces inconvénients, Milosch prit le parti de les abolir tous et de ne conserver que le povés (impôt personnel), le portant à un chiffre qui suffit aux besoins de l'État. Restait à définir ce chiffre, ainsi que la manière de le répartir entre les contribuables, et il se réserva de soumettre ces questions à la scoupstina qui devait s'assembler au mois d'août et dont nous parlerons bientôt.

II.

Une autre tâche encore plus embarrassante pour Milosch c'était de donner à la nation un corps de lois écrites. Jusqu'alors les tribunaux serbes n'avaient d'autre loi que leur bon sens. Mais si cette manière d'administrer la justice était de toutes la plus expéditive, souvent aussi le caprice ou la passion égaraient les juges, et leurs arrêts devenaient une source intarissable de tracas. Tout le monde sentait donc le besoin de lois écrites sur lesquelles les tribunaux eussent à prononcer leurs sentences en les motivant. Mais là était la difficulté. Des anciennes lois serbes il n'y avait plus que le statut d'Étienne-le-Vaillant promulgué en 1349. Or, quoique ce statut montrât que le caractère et les habitudes des serbes n'avaient guère changé pendant le

laps de ces cinq cents ans, il ne pouvait pourtant plus leur convenir à présent que quelques idées nouvelles s'étaient infiltrées en Serbie, et qu'ils n'étaient plus, comme jadis, serfs de la glèbe, ni au pouvoir de nobles tout-puissants. Cependant il n'y avait pas en Serbie des hommes capables de compiler un code propre aux nouveaux besoins. Davidovitch, Isaïlovitch, Nadicevitch, les trois personnages les plus illustres du pays, avaient avoué hautement qu'ils ne se sentaient pas de force pour une pareille entreprise. Il est vrai que plusieurs parmi les Serbo-Hongrois, jadis greffiers dans quelque bureau de notaire, ou commis marchands, ou commissaires de police dans le Banat, ne croyaient pas cette tâche au-dessus de leurs talents; mais le prince savait ce que valaient ces fanfarons et en riait de bon cœur.

Puisqu'il n'y avait donc pas de Solon en Serbie, et qu'il y fallait des lois, on prit le parti d'y introduire un code étranger. Davidovitch proposa alors d'adopter le code criminel que l'empereur Joseph II avait mis en vigueur dans les frontières militaires autrichiennes. La simplicité de ce code, le peu de complication des formes judiciaires qu'il prescrit, et plus que tout cela, la nature toute serbe des populations pour lesquelles il avait été compilé et la ressemblance de leur administration avec celle de la Serbie actuelle, devaient faire agréer la proposition de Davidovitch. Mais le prince avait si souvent entendu parler du code Napoléon, les journaux et les livres qu'on lui lisait en faisaient tant d'éloges, qu'il voulut à tout prix l'introduire en Serbie. Il en fit donc faire une version en dialecte serbe et

ordonna à un conseil de vieux juges de l'examiner article par article et de voir ce qui convenait ou ne convenait pas au pays.

Mais la Serbie diffère en tant de choses de la France, que ces messieurs ne comprenaient absolument rien à plusieurs lois dont ils n'avaient jamais entendu parler ni eu besoin pendant leur longue carrière ; et malgré toute leur bonne volonté, après un an de travail ils n'avaient pas encore fait un pas en avant, et ils durent à la fin renoncer à leur tâche. Eussent-ils réussi, l'effectuation de ce code aurait encore après tout rencontré deux difficultés insurmontables : c'est-à-dire, qu'il ne pouvait servir de règle à des juges ignorants en matière légale et que des avocats étaient nécessaires aux plaideurs. Or il n'y a pas d'avocats en Serbie. Le Serbe au contraire en a une peur si grande, que souvent il renonce à des créances incontestables pour ne pas paraître devant les tribunaux Autrichiens, et avoir affaire à des avocats. La Serbie alors n'avait besoin que de peu de lois bien simples et bien claires pour protéger la propriété, en régler la transmission, défendre l'innocence et le bon droit contre la mauvaise foi, la fraude, l'arrogance, et mettre des limites à l'arbitraire des juges. Le temps, en modifiant les mœurs, les opinions, les intérêts, pouvait seul rendre un jour nécessaire une législation plus étendue, plus explicite, plus conforme à un état social plus avancé.

III.

Pour arriver à ce point, il fallait avant tout pourvoir à l'instruction de la jeunesse et l'acheminer sur la voie de cette civilisation à laquelle on voulait arriver. En cela Milosch ne faillit pas à son devoir.

Près de chaque église il fit bâtir une salle destinée à une école élémentaire. Ainsi tous les villages eurent leur maître et leur école fréquentée par toute la jeunesse du pays, de manière que si autrefois il était très-rare de rencontrer un homme qui sût lire et écrire, à présent, dans tous les coins de la Serbie il y en a plusieurs d'assez instruits pour rédiger passablement une lettre en moins de temps que ne le savaient faire auparavant ceux à qui on recourait de plusieurs lieues à la ronde pour cette besogne.

Outre ces écoles élémentaires, il en fonda des primaires entretenues par l'État dans tous les chef-lieux des *Nahiès.* Enfin il ouvrit à Kragoëvatz un gymnase central où l'on enseignait le latin, le grec, la réthorique, la logique, la physique, la géographie et l'histoire. Il fit venir à cet effet des professeurs de l'Autriche, et il envoyait à ses frais les élèves qui s'y distinguaient poursuivre leurs études à Pesth, à Vienne, et quelquefois même à Paris.

Il institua aussi à Belgrade une école de théologie où étaient admis les jeunes ecclésiastiques qui avaient achevé le cours des écoles primaires, pour s'y préparer au sacerdoce. Personne ne pouvait plus être promu aux Ordres sacrés, avant d'y être resté deux ans

au moins. De cette manière le jeune clergé s'élevait beaucoup plus instruit que l'ancien, dont plusieurs membres ne savaient pas même lire, ou ne connaissaient d'autres livres que le rituel; et tandis que cette instruction lui apprenait à accomplir plus dignement les devoirs de son ministère, elle le mettait à même de tenir les registres de l'état civil, ce que les prêtres ne savaient pas faire auparavant.

Afin que l'instruction du clergé et de la jeunesse serbe en général pût faire des progrès, des livres étaient indispensables. Il n'y avait pas de livres en langue slave qui pussent convenir à la Serbie. Milosch fit donc venir de Russie tout ce qu'il fallait pour fonder une imprimerie. Adolphe Bermann, Prussien de beaucoup de capacité en fut nommé directeur, et les plus habiles imprimeurs allemands qu'on put trouver furent appliqués sous ses ordres au service de cette imprimerie qui en peu de temps eut sept presses en activité. Les premiers livres qu'on y imprima furent les liturgiques, dont le manque était le plus grand et le besoin le plus urgent. On en fit une édition magnifique qui, sous le rapport de la correction, de l'élégance et même du luxe typographique ne laissait rien à désirer. Elle trouva de nombreux acheteurs non-seulement en Serbie, mais aussi en Bulgarie, en Bosnie et dans tous les pays qui sont plus près de la Serbie que de la Russie.

Cet ouvrage terminé, on commenca l'impression des livres d'école, surtout élémentaires. Ensuite l'imprimerie fut laissée à la disposition de tous ceux qui avaient quelque ouvrage à publier. Alors le libraire Grégoire Voizarovitch entreprit une seconde édition des écrits

du philosophe serbe Dosithée-Obradovitch, ex-moine, ancien précepteur des enfans de Cara-George, et son premier ministre. Ces écrits respirent le plus sincère patriotisme; mais son esprit indépendant et caustique le porte souvent à émettre des opinions très-libres en matière de religion et à dévoiler hardiment les vices du clergé, qu'il accuse de vouloir s'opposer au progrès de la Serbie dans la voie de la civilisation. Aussi la réimpression de ses œuvres rencontra de la part du clergé serbe et hongrois, qui avait fait disparaître presqu'en entier la première édition, une opposition très-sérieuse, dont Milosch ne fit cependant aucun cas.

Ce fut le seul ouvrage original de quelque prix qui sortît des presses serbes. Davidovitch, Isaïlovitch et quelques autres qui possédaient l'art d'écrire, n'en avaient pas le temps, et n'étaient pas assez riches pour supporter les frais de l'impression dont ils n'auraient jamais pu se dédommager, à cause du peu de lecteurs qu'il y a encore en Serbie. Quant à Vouk-Stéphanovitch, l'homme qui a le mieux mérité de la littérature serbe, grâce aux intrigues de quelques envieux, ne put jamais obtenir qu'on imprimât ses œuvres parce qu'on voulait le forcer à adopter dans ses écrits une ortographe qui répugnait à son bon sens[1]).

[1]) Je ne suis pas en état de prononcer sur le mérite des modifications de l'alphabet et de l'ortographe slave adoptées par M. Vouk et proposées par lui aux écrivains serbes. Je les ai cependant entendu juger très-favorablement par des personnes assez compétentes en cette matière. Ce qui est certain, c'est qu'il y avait de la stupidité à l'accuser de vouloir porter les Gréco-Slaves vers la religion romaine, parce qu'il avait adopté l'J du latin qui manquait à l'alphabet slave sur-

Nous avons déjà dit que Milosch, quoique sans lettres lui-même, par la lecture qu'on lui faisait des journaux européens qu'il suivait avec une grande attention ainsi que de quelques ouvrages d'histoire, de géographie et de statistique, était parvenu à se faire un capital de connaissances qui l'aidaient dans le gouvernement de l'État et l'avait guéri de bon nombre de préjugés en matière politique, et de cette manière étroite de juger les puissances étrangères, qui était commun à ses compatriotes.

Or pour répandre parmi le peuple ces bienfaits de l'instruction, il fonda un journal qui prit le titre de *Gazette serbe* (Serbsche Novine), dont il confia la direction à Davidovitch, ordonnant à tous les employés, aux communes, aux archiprêtres et aux curés de s'y abonner.

Le but de cette Gazette n'était point, comme le prétend M. Boué[1]), de tromper l'Europe sur le véritable état de la Serbie, mais d'instruire le peuple en lui faisant connaître les institutions et les événements de l'Europe qui pouvaient l'éclairer et lui inspirer le noble désir de marcher lui aussi dans la voie du progrès. La manière dont s'y prit Davidovitch dès les premières feuilles eut un succès complet; son journal était lu partout avec plaisir, et le peuple qui n'avait jusqu'alors regardé

abondant d'autres lettres inutiles qu'il en avait rayées. On croira difficilement que ce malheureux J servit de prétexte à des calomnies atroces, et même à des persécutions contre le pauvre Vouk. Peu s'en fallut que ses livres et lui-même ne fussent frappés d'anathème.

[1] Boué — *La Turquie d'Europe.* — Paris 1840.

qu'avec la plus grande indifférence ce qui ne touchait pas de près à ses intérêts, et partagé l'opinion des Turcs qui donnent à tous les pays non musulmans le nom méprisant de *Ghiaourska Semlia* (terre des infidèles), commença à s'intéresser à ce qui se passait en Europe, à modifier ses préjugés à l'égard des étrangers qui ne sont pas de sa religion, et, comparant la position politique et sociale des nations civilisées avec la sienne, à comprendre l'importance et la nécessité des réformes qu'il fallait introduire dans son pays pour atteindre ce degré de civilisation où il désirait arriver. Dans les réunions de village, la conversation ne roulait plus seulement sur des sujets futiles, ou d'inutiles commérages, mais le curé ou quelque jeune homme initié dans les lettres y lisait la Gazette, la commentait bien ou mal, donnant et demandant des éclaircissements, et on prenait goût ainsi à s'occuper des affaires publiques et à suivre la marche du gouvernement.

IV.

Après avoir pourvu à l'instruction et à l'éducation du clergé, Milosch s'appliqua aussi à régler les relations de l'Église avec l'État.

L'Église de Serbie, après son émancipation, était gouvernée par des évêques nationaux nommés par le prince sur l'expression de l'opinion publique, et investis formellement de leur charge par le synode de Constantinople. L'accroissement continuel de la popula-

tion et l'annexion des districts récemment adjugés à la Serbie nécessitèrent la fondation de deux nouveaux évêchés. Le diocèse de Schabatz et d'Ousitza fut partagé en deux et l'on créa le diocèse du Timok, dont le siége épiscopal fut établi à Zaitchlav. Tous ces évêques étaient suffragants du métropolitain de Belgrade.

Chaque diocèse eut son synode ou tribunal ecclésiastique. Celui de Belgrade, siége du métropolitain forma une espèce de cour d'appel ou de tribunal suprême, dont étaient passibles tous les membres du clergé, y compris l'archevêque, s'il se rendait coupable de quelque faute dans sa conduite ou dans son administration. Dans les cas extraordinaires tous les évêques sont de droit membres de ce synode auquel les ecclésiastiques peuvent appeler des décisions de celui de leur diocèse. Il forme aussi le conseil du métropolitain pour les affaires religieuses. Lorsque quelque réforme de la discipline ecclésiastique est jugée nécessaire, ou qu'il y a quelque grande question religieuse à résoudre, le métropolitain invite ses suffragants à s'unir à lui dans le grand synode pour en décider.

Dans les causes criminelles qui regardent la discipline ecclésiastique, les prêtres sont jugés par le synode diocésain ou métropolitain, suivant la gravité du crime. Ces synodes peuvent condamner le coupable non-seulement aux peines portées par les canons, mais aussi à un châtiment corporel, c'est-à-dire à la prison ou à des coups de bâton. Dans ce dernier cas la peine est infligée à huis clos par quelque domestique de l'évêque, ou même par un prêtre. Mais lorsqu'il s'agit de quelque crime plus grave, l'évêque après avoir dégradé le

prêtre coupable, lui fait raser la barbe, et le livre au bras séculier.

Les causes civiles entre ecclésiastiques sont jugées par le synode; mais entre un ecclésiastique et un laïque, elles sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Le prince Milosch, en maintenant au clergé le privilége d'un for particulier avec le droit de n'être justiciable que par ses pairs, crut devoir le contrebalancer par l'exclusion de tous les emplois civils. Un prêtre en Serbie ne peut pas être élu kmet, ni faire part des conseils communaux, ni être nommé député à la *scoupstina.* Les quelques membres du clergé supérieur qui y assistaient par fois, y étaient invités par le prince pour donner plus d'éclat à ces assemblées et y célébrer les cérémonies religieuses. Depuis le jour où il fut investi de l'autorité suprême, ce fut pour lui une maxime inviolable de ne pas accorder au clergé une influence quelconque dans les affaires de l'État. La conduite des évêques grecs, lorsqu'ils avaient encore quelque autorité sur leurs diocésains, et surtout l'exemple de Melcutié, évêque de Schabatz, l'avaient convaincu du danger qu'il y a à donner de la prépondérance au clergé dans tout ce qui n'a pas rapport au service divin. Son plus cher ami Melentic-Paolovitch, archimandrite puis archevêque de Belgrade, et quelques autres ecclésiastiques qui jouissaient de son estime et de son affection, ne reçurent jamais de lui aucun emploi public. Il répétait souvent qu'un prêtre ne doit se mêler que de son ministère.

V.

Ces soins ne faisaient point oublier à Milosch les améliorations matérielles réclamées par l'état du pays.

La Drina, la plus rapide des rivières serbes, causait chaque année par ses débordements des dégâts énormes dans les terrains qui la côtoient. Milosch fit venir tout exprès deux ingénieurs étrangers (MM. Janke, Allemand et le baron Cordon, Bohème) pour tracer et diriger les travaux nécessaires à la contenir. Ces travaux furent poursuivis avec une surprenante activité, et en peu de temps l'agriculture y gagna quelques milliers d'arpents d'un terrain excellent, le meilleur peut-être de la Serbie, où le prince établit plusieurs familles de Chrétiens que les persécutions des Turcs avaient forcés à émigrer de Bosnie, calculant sagement qu'elles auraient opposé une vigoureuse résistance aux excursions que leurs compatriotes seraient tentés de faire sur le territoire serbe.

Quoique l'état des routes, grâce aux soins que Milosch avait apporté à cette partie de l'administration, permît déjà de parcourir presque tout le pays en voiture, néanmoins dans certaines localités, pendant la saison des pluies, elles devenaient encore impraticables et rendaient toute comunication impossible entre quelques nahiés et le reste du pays. A l'aide des mêmes ingénieurs qu'il avait employés autour de la Drina, Milosch obvia à cet inconvénient. Et si malgré cela, les routes en Serbie ne sont pas encore comparables à celles de France ou d'Angleterre, elles sont toutefois ce que l'on peut espérer de mieux dans un pays où l'on

ne pourrait avoir ce qu'il faut pour les rendre solides, qu'à des frais bien supérieurs à ses moyens.

Afin de prévenir des accidents fâcheux qui tôt ou tard devaient dériver de la résidence dans la même ville de deux peuples que de vieilles haines rendaient ennemis irréconciliables, le prince ayant perdu pour longtemps l'espoir d'éloigner les Turcs de Belgrade, conçut le dessein d'en faire sortir peu à peu la population chrétienne et de bâtir sur les rives de la save une nouvelle ville, où les Turcs n'auraient pas le droit de venir s'établir. Il choisit à cet effet un terrain près de la porte du Varos sur la pente occidentale du Vratchiar, le long des immenses prairies qui s'étendent jusqu'au confluent de la Save et du Danube. Sur ce terrain cédé jadis au prince par Mavachli, et sa propriété exclusive, on avait construit le petit hameau de Sava-Mahle, composé de cent cinquante misérables masures habitées par des émigrés bulgares ou hongrois. Milosch dans les premiers temps de son gouvernement avait permis l'établissement de ce village, et exemptés ses habitants de toute sorte d'impôts, les obligeant à certaines corvées auxquelles les Serbes étaient tenus envers le pacha.

A l'arrangement définitif des affaires avec la Porte cette obligation ayant cessé, Milosch, dans l'idée de bâtir sur l'emplacement de ce hameau la nouvelle ville, ordonna aux Sava-Mahlais de le débarrasser. Leur assignant un terrain plus sain et plus commode près du village de Palilalla à un quart de lieue de Belgrade pour y rebâtir leurs maisons, et une indemnité convenable pour celles qu'ils devaient

quitter et démolir. Il leur accorda une année de temps pour cette opération, et chargea le directeur de la police Zvetco - Najovitch de veiller à l'exécution de ces ordres et à ce que les Sava-Mahlais pussent se pourvoir dans les forêts nationales du bois nécessaire à la construction de leurs nouvelles habitations.

L'année accordée aux habitants de Sava-Mahlé venait de s'écouler lorsque le prince arriva à Top-cidéré pour faire lui-même la distribution de l'emplacement de ce village aux Belgradiotes qui voulaient y construire des maisons. Il s'attendait à trouver suivant ses ordres, le terrain débarrassé et nivelé; mais au contraire tout était encore à sa place comme avant son départ. Sa colère fut extrême, et Najovitch aurait sans doute porté la peine de sa négligence si les Sava-Mahlais ne se fussent pas chargés d'une partie de sa faute en avouant que malgré ses injonctions, ils avaient voulu attendre un ordre exprès du prince pour déménager, et ne s'offraient pas de démolir tout de suite leurs maisons et de déblayer le terrain, promettant que dans deux jours tout serait fini.

Mais l'impatience de Milosch ne souffrait aucun retard; il voulut qu'on se mît immédiatement à l'œuvre. Ses *Momaks* s'unissent donc aux Sava-Mahlais et à coups de poings et à coups de pieds ils jettent à terre en peu d'heures ces misérables cabanes faites avec des branches d'arbre entrelacées à des pieux et enduites de glaise. Les meubles, c'est-à-dire, quelques poteries de terre, les portes, qui sont la partie la plus coûteuse de ces édifices, les bois qui présentaient quelque solidité et dont on pouvait encore tirer parti furent emportés

par les propriétaires, qui vinrent habiter leurs nouvelles maisons à Palilulla. A midi du même jour, Sava-Mahlé n'était plus qu'un amas de décombres. Ils devaient encore débarrasser le terrain; mais ils demandèrent au prince la permission d'y mettre le feu, pour s'épargner cette peine, et le reste du jour fut employé par eux à attiser les flammes qui avaient de la peine à consumer ce qui restait de bois mêlé à l'argile.

Le seul tort de Milosch dans tout ceci fut de ne pas avoir accordé aux Sava-Malhais quelques jours de délai pour abattre leurs maisons. Aussi son impatience lui nuisit dans l'opinion publique et fut taxée de tyrannie par ses ennemis. Mais elle est loin de mériter l'invective de M. Cyprien Robert, qui se plut à décrire cet événement avec les plus sombres couleurs et comme une barbarie qui ne trouve de comparaison que dans l'incendie de Rome ordonné par Néron [1].

VI.

Au mois d'août de cette année (1834) Milosch ne put convoquer la grande *scoupstina*, parce que les

[1] Femmes et vieillards, dit-il, prirent la fuite en s'efforçant de sauver quelques débris de leur pauvre ménage; mais le feu excité par le vent roula ses langues ardentes qui léchèrent la colline. Ce trait d'éloquence est si vrai que deux jours après on ne se souvenait plus de cet incendie, et le soir même les habitants du village dansaient autour des ruines fumantes de leurs anciennes maisons!

fourrages manquaient à Kragoëvatz, et que rien n'était encore prêt des projets de réformes administratives qu'il voulait soumettre à l'assemblée.

Il convoqua cependant en petit conseil les premiers kmets et employés de la nation. Dans ce conseil on débattit la question de l'impôt unique que Milosch voulait établir, et du taux auquel il fallait le porter. La première question se compliquait avec celle des dîmes, savoir, si l'on devait continuer à les percevoir en nature, comme au temps des spahïs, ou en argent, les conglobant avec le porés. Sur ce point l'assemblée se partagea en deux partis. Ceux qui n'avaient pas encore abandonné tout à fait l'espoir d'obtenir un jour l'investiture des spahiliks opinaient pour la perception en nature. Les hommes de bon sens, au contraire, pensaient que ce mode de perception offrait aux percepteurs une trop grande facilité de s'enrichir aux dépens du public. L'expérience venait à l'appui de cette assertion, car on avait d'abord calculé que le produit de ces dîmes aurait suffi à payer en entier le tribut à la Porte; et cependant elles avaient à peine rapporté les cinquante piastres d'indemnité due aux spahïs. Or on savait que cette somme formait à peine le quart de ce que les spahïs en retiraient, lorsqu'ils étaient encore en possession de leurs fiefs; il était donc évident que d'une manière ou d'une autre on dilapidait ce revenu. Ces raisons firent prévaloir le parti de convertir la dîme en une taxe en argent, et adopter par conséquent un impôt unique sous le nom de porés.

Mais il restait encore une difficulté très-grave à résoudre, c'est-à-dire la manière dont on répartirait cet

impôt sur les contribuables. A défaut de cadastre et d'hommes capables d'en dresser un pour le moment, on ne pouvait songer à en grever la propriété foncière. On résolut donc d'adopter le système turc, c'est-à-dire de l'imposer sur les familles. A cet effet on ordonna un dénombrement exact de toutes les familles, les comptant par couples mariés, de façon qu'un père devait payer autant de taxes qu'il avait d'enfants mariés dans sa maison. Le taux du porés fut porté à six thalers par an, payables en deux termes qui échéaient à la Saint-George et à la Saint-Démétrius.

Ce système présentait des inconvénients très-graves. D'abord le sol de la Serbie n'est pas également fertile partout. Il y a même à cet égard des différences fort sensibles de district à district, de village à village. Mais en les supposant même partout d'une fertilité égale, la difficulté d'en débiter les produits, surtout à cause des routes presqu'impraticables pendant l'hiver, et pas trop commodes dans les autres saisons, fait que les districts de l'intérieur du pays sont beaucoup plus pauvres que ceux qui longent le Danube ou la Save, et que l'impôt, léger pour ceux-ci, est très onéreux pour ceux-là.

En outre cette taxe ne frappant que les familles (car les célibataires, quoique fort riches ne payaient rien), il était à craindre qu'elle n'éloignât les jeunes gens du mariage, et ne portât les parents à en refuser la permission à leurs enfants pour ne pas surcharger la maison d'un double impôt.

Il était aussi difficile de bien proportionner cette taxe aux moyens de chaque contribuable, car, bien que

l'État exigeât en total une somme équivalente à six thalers par famille, il n'était pas juste que celui qui avait moins payât comme celui qui avait plus.

Le prince et ses conseillers connaissaient tous les désagréments de cette répartition; mais après tout ils ne savaient pas comment y porter remède; et lors même qu'ils auraient pu introduire en Serbie les modes de perception adoptés en Europe ils auraient trop coûté pour les faire accepter de bon gré aux Serbes. Milosch qui connaissait parfaitement ses compatriotes, disait que leur premier désir était d'avoir un gouvernement à bon marché, et que leur demander de l'argent c'était les blesser au cœur.

Ce point important arrêté, Milosch déclara de nouveau que les spahiliks étaient à jamais abolis et qu'il ne rétablirait aucune espèce de féodalisme en faveur de qui que ce soit. Il promit de promulguer, aussitôt qu'il serait prêt, le code de lois civiles et criminelles auquel on travaillait sans relâche, et d'introduire toutes les réformes réclamées par la civilisation. Il protesta qu'il se soumettrait le premier aux lois qu'il proclamerait, et les ferait respecter par tout le monde. Il parla de ce qu'il y avait encore à faire et de la difficulté de le faire vite et bien au milieu d'un peuple tout récemment sorti de l'esclavage et gouverné par des hommes qui n'avaient d'autre guide que leur bon sens et manquaient presque tous de l'instruction et de l'expérience si nécessaires aux chefs des nations. Il donna enfin sa parole de rassembler au plus tôt la grande *scoupstina* pour lui soumettre les réformes pro-

jetées, et décréta cependant que jusqu'à ce jour on ne changerait rien à l'administration.

Les kmets présents acceptèrent avec reconnaissance les déclarations et les promesses du prince, et dans une adresse collective ils le remercièrent de tous les avantages qu'il avait procurés à la nation; ils approuvèrent tout ce qu'il avait fait, et se confiant entièrement à sa sagesse, à son patriotisme et à son amour pour le peuple, ils confirmèrent d'avance toutes les innovations et les réformes qu'il lui plairait d'introduire pour le bien de la patrie.

A cette petite *scoupstina* assistaient MM. le baron de Bois-le-comte et le comte de la Noue qui par ordre du gouvernement français devaient visiter les trois principautés danubiennes, ainsi que la Roumélie et la Grèce.

A propos de ces deux personnages, voilà comment s'exprime M. Cyprien Robert : «Ces deux diplomates «avaient parcouru plusieurs nahiés escortés d'une garde «d'honneur et surveillés à leur insu par Zuetko-Najovitch, «drogman du prince. On conçoit que, voyageant sous «de tels auspices ils n'aient entendu qu'un concert de «louanges en faveur du knias. Leurs entretiens avec «le knias avaient lieu par l'intermédiaire de M. Zoritch, «le seul qui parlât passablement le français. Pour faire «sa cour au czar russe, Milosch s'exprimait sur Louis-«Philippe et son usurpation en termes tellement grossiers, «que l'interprète, craignant un scandale, se voyait forcé «de les traduire en compliments, auxquels les deux «Français répondaient par de profonds saluts.»

Mais d'abord il est faux que Zoritch ait servi d'inter-

médiaire entre ces messieurs et Milosch; ce fut Davidovitch qui savait aussi *passablement* le français; ensuite il est incroyable que M. de Bois-le-Comte qui avait séjourné plusieurs années en Russie comprît si peu le dialecte serbe si approchant de la langue russe pour accepter comme des compliments les outrages que Milosch prononçait contre son roi, et pour des concerts de louanges les malédictions que, suivant M. Cyprien Robert, les Serbes lançaient contre leur prince. Enfin il faudrait supposer que Milosch eût perdu le sens commun pour parler en termes grossiers du roi des Français en présence de ses envoyés, afin de faire la cour au czar russe qui ne pouvait en être informé et par conséquent lui en savoir gré.

Le libelle de M. Robert ne mériterait pas l'honneur d'une réfutation, s'il parlait d'un pays visité par les étrangers, et où les feuilles quotidiennes peuvent rectifier les erreurs de l'écrivain; mais comme il parle des événements de la Serbie, ses billevesées pourraient nuire dans l'opinion publique à un homme à qui, malgré ses torts, ce pays doit tout, et il est du devoir de l'historien de les signaler.

LIVRE DIXIÈME.

I.

A son retour de Constantinople, Simitch reprit les fils du complot qu'il avait ourdi contre le prince avant son départ. Pendant son absence ses alliés avaient incessamment travaillé à décrier le prince, à semer le mécontentement contre lui ou à lui aliéner le cœur de ceux qui étaient sincèrement attachés à sa cause, à organiser et à consolider leur parti. Les moyens dont ils se servirent à cet effet, sentent le machiavélisme le plus consommé. Exagérations, calomnies, conseils perfides, programmes menteurs, rien ne fut épargné.

La présence de Simitch ranima leurs efforts, et l'ardeur avec laquelle ils travaillaient leur fit oublier les règles de la prudence à ce point, que des personnes dévouées au prince sans arrière-pensée purent s'apercevoir que l'on tramait quelque chose contre lui. Les basses flatteries que lui prodiguaient en sa présence ceux qui le calomniaient absent, les chuchottements

que l'on avait soin d'interrompre à l'approche de quelqu'un qui n'était pas du parti, les signes d'intelligence qu'on les voyait s'échanger en public et quelques autres indices de cette nature, avaient suffi pour éveiller les soupçons.

Mais le prince averti par eux, ne donna pas à ces menées toute l'attention qu'elles méritaient. Il ne pouvait croire les Simitch capables de le trahir; tant d'ingratitude lui paraissait impossible; personne, même parmi ses plus proches parents, n'avait reçu de lui des marques plus éclatantes d'affection que ces deux frères, qu'il avait tirés du néant, fait riches à millions, unis à sa famille par les liens de la parenté spirituelle, presqu'aussi sacrée en Serbie que celle du sang. Dernièrement encore ayant manifesté le désir d'aller s'établir à Krouschevatz où ils étaient nés du temps que leur père y avait un commandement sous Cara-Georges, le prince avait acheté les biens des Frentchevitch, les plus riches propriétaires de ces endroits-là, et leur en avait fait cadeau, les nommant en même temps serdars de ce district récemment uni à la Serbie. Ils étaient donc les derniers hommes que le prince dût s'attendre à voir tremper dans un complot contre lui.

D'ailleurs, même en les supposant coupables d'une trahison si infame, il ne pouvait croire les Simitch et leurs adhérents si à craindre, qu'il dût prendre des précautions contre eux. Il savait qu'ils n'étaient pas généralement aimés, et ne leur supposait pas assez d'influence pour exciter un mouvement qui pût avoir des conséquences fâcheuses pour lui. Il se reposait

tranquille sur l'amour de son peuple. Ce fut cette idée qui l'empêcha de rien faire pour prévenir une émeute qui faillit le perdre.

Les conspirateurs informés à leur tour qu'ils étaient soupçonnés, mirent plus de soins à cacher leurs rélations, et attendirent une occasion pour s'assembler en sûreté et arrêter définitivement le plan et les rôles de la lutte qu'ils allaient engager avec le prince.

Sur ces entrefaites, Stoïan-Simitch dut encore partir pour Bucharest chargé d'une nouvelle mission. Ce voyage où il s'extasia encore une fois à la vue de ces bienheureux boyards et eut de nouveaux rapports avec le consul russe, le confirma de plus en plus dans l'idée de travailler à renverser le pouvoir du prince.

II.

A son retour, vers la fin de l'année 1834, sa femme accoucha d'un garçon, et le fils aîné du prince ayant assisté comme parrain à son mariage, devait aussi selon l'usage du pays tenir ses enfants sur les fonts de baptême. Comme on était en hiver, pour ne pas déranger dans cette saison une femme à peine accouchée en l'obligeant de venir à Belgrade, le prince donna à Simitch une nouvelle preuve de son affection en faisant partir pour Krouschevatz la princesse Licubitza et le plus jeune de ses enfants, pour y passer les fêtes de Noël, et assister en même temps au

baptême. Pour donner plus d'éclat aux fêtes qui ont ordinairement lieu dans ces occasions, il les fit accompagner par un détachement d'artillerie avec une pièce de canon, et la musique militaire de sa maison.

Simitch fit un accueil flatteur à la princesse, et sous le prétexte de lui procurer pendant son séjour à Krouschevatz une compagnie agréable, il y convia tous les chefs de la conjuration, espérant de pouvoir s'entretenir à son aise avec eux sans éveiller les soupçons. Ces chefs étaient Abraham Pétroniévitch lié, lui aussi, par la parenté spirituelle à la famille du prince, et Kyaia, c'est-à-dire intendant et premier ministre de Milosch, Miléta-Badoïeovitch et Milojav-Sdanokovitz membres du tribunal suprême, le capitaine Milutin, frère du fameux Haiduk Velko. Alexis Simitch, frère de Stoïan, trempait lui aussi dans tous les secrets de la conspiration; mais moins ardent que son frère, quoiqu'il partageât tous ses sentiments, il affectait de s'en tenir à l'écart et ne voulut point paraître à Krouschevatz dans cette occasion. Mais prétextant une commission du prince, il s'arrêta à Nicha jusqu'au retour de la princesse à Belgrade. De cette manière il aurait toujours trouvé son compte, quelle que fût le parti victorieux.

Les fêtes du baptême furent très-splendides et durèrent plusieurs jours. Dans les festins on portait des toasts à la santé du prince, et les conjurés applaudissaient plus haut que les autres, et prononçaient des vœux hypocrites pour le bonheur de celui dont ils méditaient la perte. Puis le soir venu, lorsque la princesse et son monde s'étaient retirés, ils s'assemblaient

en conseil secret dans une salle écartée, et y débattaient les moyens de mettre à exécution leurs desseins. Le plan qu'ils arrêtèrent d'un commun accord fut de travailler à corrompre le plus grand nombre possible des députés de la grande *scoupstina* qui devait se tenir au mois de février; leur révéler en partie le but du complot, et les engager à signer une pétition au prince pour l'inviter à donner à la Serbie une constitution conforme aux intérêts et aux vœux des notables, et à faire au peuple quelques concessions qu'il réclamait depuis long-temps, savoir: abolir les corvées; rendre commun à tous l'usage des forêts détruisant les barrières que quelques employés, du consentement du gouvernement, y avaient élevées, et supprimer certains droits d'exportation sur le bétail. Ces concessions ils les demandaient pour s'assurer la faveur du peuple et de ceux qu'ils représentaient, sauf à les retirer plus tard s'ils étaient vainqueurs.

Si le prince rejetait ces demandes, on devait se lever en armes et chercher à les obtenir par la force. Milosare-Resavatz promettait l'appui du district de Resava; Mileta-Radoicovitch, celui de ceux de Sagodina, Kupri et Parakin, où il exerçait une grande influence; Stoïan Simitch celui de celui de Krouschévatz. Le cas échéant, les milices de ces districts ralliant sur la route tous les hommes de bonne volonté, devaient marcher sur Kragoëvatz, lorsque la scoupstina y serait assemblée, y garder le prince à vue et ne pas le laisser partir avant qu'il eût donné son adhésion à tout ce qu'ils demandaient.

Quelques-uns des plus ardents parmi ces conspira-

teurs proposaient, comme plus expéditif et plus sûr, le parti de forcer Milosch à abdiquer en faveur de son fils aîné, et d'instituer une régence; quelques autres encore plus violents, comme Georges Protitch et, à ce qu'on m'a assuré, Stoïan Simitch lui-même, proposaient de le faire assassiner. Mais la majorité s'opposa vivement à ces infamies, et Mileta-Radoïeovitch, sur l'énergie duquel on comptait beaucoup, déclara hautement qu'il se serait opposé de toutes ses forces à quiconque aurait attenté à la vie du prince, ou essayé de le faire abdiquer.

III.

Les fêtes du baptême terminées, la princesse Lioubitza et son enfant retournèrent à Kragoëvatz. Anastase Buluk-bachi (chef des momaks), et Pékéta (courrier du prince) étaient de sa suite. Ces deux fidèles serviteurs mis en éveil par tout ce qu'ils avaient vu à la cour et à Krouschévatz, avaient couçu des soupçons sur ce que l'on tramait contre le prince, sans toutefois pouvoir se former une idée précise de ce qui allait arriver. Ils s'entretenaient en route sur ce sujet, et se communiquaient les observations qu'ils avaient faites, tâchant de voir clair au fond de ce mystère. A la suite de la princesse venait aussi le capitaine Milutin, un des chefs de la conspiration qui, ayant remarqué les entretiens secrets d'Anastase et de Pékéta, se douta qu'ils avaient eu vent de la conspiration; d'au-

tant plus que s'étant plusieurs fois approché d'eux pour saisir le sens de leurs paroles et entrer en conversation, il s'étaient tus soudainement et avaient hâté ou ralenti le pas pour rester seuls.

Se croyant donc perdu, il entra franchement en discours avec eux en disant qu'il était bien inutile de lui faire des mystères, qu'il connaissait ce dont ils parlaient, et qu'il n'avait pris part à la conjuration que pour la déceler au prince. Anastase et Pékéta étonnés de cet aveu, et doutant de sa sincérité, profitèrent de ce moment d'abandon du capitaine pour tirer de lui le plus de renseignements possibles et les rapporter au prince, si Milutin ne le faisait pas lui-même. Ils feignirent donc d'être informés de la chose beaucoup plus qu'ils ne l'étaient réellement, et le pauvre capitaine dévoila tout ce qu'il savait sur le but et les intentions des conjurés.

Arrivés à Posarévatz, Anastase et Pékéta s'empressèrent d'informer le prince de leur découverte. Milutin lui renouvela aussi ses aveux et y ajouta de nouveaux détails, assurant que le projet de Protitch et de Simitch était de se débarrasser de lui par un assassinat.

Milutin était un soldat d'une bravoure à toute épreuve, mais il n'avait ni la tête, ni le cœur d'un intrigant. Dans cette circonstance, épouvanté par le maintien des deux serviteurs du prince, n'ayant personne à qui demander conseil, il trahit ses compagnons sans retourner toutefois à la dévotion du prince; car, à peine lui avait-il révélé ce qu'il savait, que s'apercevant qu'il avait été trop loin, et voulant cacher sa faute,

il écrivit de suite à Simitch pour l'avertir que le prince avait tout découvert.

IV.

Cette nouvelle alarmante déconcerta les plans des conjurés et leur fit hâter le mouvement qu'ils méditaient et pour lequel tout n'était par encore prêt. Milojav-Résavatz, Mileta-Radoïeovitch et Simitch partirent sans délai pour les districts de Résava, Kupri, Jagodina et Krouschévatz pour en soulever les populations et marcher ensuite sur Kragoëvatz, point de réunion des conjurés. De là ils espéraient insurrectionner les autres nahiés, et recruter une force suffisante pour marcher sur Pojarévatz avant que Milosch eût le temps de revenir du trouble où devait l'avoir jeté la découverte du complot.

Cependant Rance-Maïstorevitch et Georges-Protitch, au nom du tribunal dont ils étaient membres, envoyèrent aux serdars et aux capitaines de presque tous les districts un prétendu ordre du prince, qui leur enjoignait de rassembler au plus vite tous les hommes disponibles, et de se rendre à marches forcées à Kragoëvatz où devaient se réunir toutes les milices de la Serbie pour s'opposer à une insurrection des Turcs.

Milosch était encore sous le coup de la découverte qu'il venait de faire, lorsqu'on lui annonça que Miléta et Simitch, à la tête des milices de leurs districts marchaient sur Kragoëvatz où se trouvaient le trésor et

les archives de la nation. A cette nouvelle, il manda sans perdre de temps à Voutchitch, général en chef des troupes régulières serbes, de protéger cette ville, et de repousser les révoltés par la force, si les moyens de conciliation devenaient inutiles.

Milosch ne comptait guère sur la fidélité de Voutchitch, mais Milutin assurait qu'il n'était pas du complot, et d'ailleurs on ne savait point pour le moment comment sauver du pillage le trésor de la nation et le palais du prince. Voutchitch de son côté, en recevant les ordres du prince, avait promis de lui rester fidèle.

Cependant Miléta-Radoïeovitch ayant fait à Sagodina, à la tête d'un millier d'hommes, sa jonction avec Simitch qui avait eu de la peine à en ramasser une cinquantaine: et le 6 janvier au matin, en compagnie d'Abraham-Pétroniévitch, il prit la route de Kragoëvatz, et arriva le soir même au Han de Taboritche, à trois lieues de cette ville. Là Pétroniévitch ayant pris la parole au nom des conjurés, manifesta aux milices le but de cette expédition. Son discours fut d'abord un acte violent d'accusation contre le prince. Il l'accusa de vouloir exploiter à son profit exclusif la condition actuelle de la Serbie qui avait coûté tant de sang au peuple, et de continuer l'œuvre des Turcs en surchargeant d'impôts le pays comme s'il était sa propriété, et le peuple son esclave. Se mettant ensuite à examiner la vie privée du prince, il en dévoila les déréglements, et dit que désormais tous ceux qui avaient une femme ou des filles ne sauraient plus les mettre à l'abri de son libertinage qui paraissait acquérir de nouvelles forces à mesure qu'il avançait en âge; qu'il ne respectait

aucune loi de la religion, et ne se faisait aucun scrupule de violer ouvertement les jeûnes et les carêmes, et que c'était à cause de ces péchés-là que Dieu avait envoyé la sécheresse, et les grêles qui avaient désolé la Serbie pendant les dernières années. Il concluait que Milosch étant désormais devenu odieux à tous ceux qui l'approchaient, et à sa famille même, sans en excepter la princesse Lioubitza, sa sainte femme, qui, malgré qu'elle fût un modèle de résignation et de patience, s'était pourtant lassée de son mari, et avait approuvé ce mouvement dont on lui avait fait part lors de son voyage à Krouschévatz; tous les bons patriotes devaient donc marcher sans crainte contre lui, et entrer d'abord dans Kragoëvatz où ils étaient attendus par les habitants, et où toute la Serbie viendrait bientôt les rejoindre.

Cette conclusion n'étant pas accueillie avec tout l'enthousiasme qu'il s'attendait, Pétroniévitch changea de ton avec une prodigieuse habileté, et il ajouta hypocritement que personne plus que lui, compère du prince, comblé de ses bienfaits et son lieutenant, était aux regrets de ce que l'amour du bien public lui imposât le triste devoir de se révolter contre lui : devoir qui lui coûterait probablement la vie, mais que la patrie devant passer avant tout, il était prêt à tout lui sacrifier. Il rappela ensuite adroitement le bien que Milosch avait fait à la Serbie en la délivrant des Turcs ; et passant à son administration il ne parla plus de ses fautes que pour en déverser la cause sur ceux qui l'entouraient et qu'il accusa d'abuser de sa confiance pour l'entraîner dans une voie funeste au peuple, pré-

judiciable à la réputation du prince même. Venez-donc, s'écria-t-il délivrons-le de ce maudit entourage, faisons-lui entendre nos plaintes, et prions-le d'apporter un remède à nos maux. Toute la Serbie sera avec nous.

Ces déclarations hypocrites trompèrent les milices, qui, voyant qu'il ne s'agissait que d'une remontrance respectueuse, s'apprêtèrent à suivre leurs chefs quelque part qu'on voulût les conduire.

Mais avant d'entrer dans Kragoëvatz, les conjurés voulurent sonder les intentions de ses habitants, et surtout de Voutchitch qui y commandait les troupes régulières, quoiqu'ils ne doutassent guère que ce dernier, pour les raisons qu'il avait d'être mécontent du prince, n'embrassât leur cause avec ardeur; et ne songeant point qu'en fait de soulèvement et de guerre, un jour, et quelquefois une heure de perdus peuvent faire échouer une entreprise heureusement commencée, ils restèrent encore à Taboritche toute la journée du sept janvier.

V.

Quelle était cependant la conduite de Voutchitch? Il fit prendre les armes aux milices de Kragoëvatz, les joignit aux troupes régulières et les mit de garde au palais du prince. Il envoya ensuite ordre aux villages des alentours de s'armer et de venir sans délai à Kragoëvatz. Puis ayant laissé le commandement aux capi-

taine Tuzzacovitch de Groussa, homme dévoué au prince, avec ordre de faire résistance si pendant son absence il était attaqué, il se mit à la tête d'un détachement de cavalerie, et sortit à la rencontre des insurgés.

Miléta, Simitch et Pétroniévitch le reçurent comme un ami. Mais Voutchitch leur parla de l'opposition qu'ils auraient rencontrée dans toute la nahia de Kragoëvatz, prête comme tout le reste de la Serbie à soutenir la cause de Milosch, et protesta qu'il défendrait de toutes ses forces le palais du knias, comme il l'avait promis. Il demanda ensuite quels étaient leurs intentions et leurs desseins.

Mais les conjurés n'avaient pas encore de plan arrêté. Pétroniévitch proposait de marcher directement sur Posarevatz pour y surprendre le prince avant qu'il se préparât à la résistance, le forcer à abdiquer, ou s'en débarrasser d'une manière quelconque. Ce plan était appyué par Simitch, ainsi que par Protitch et Moïstorovitch, venus le jour même de Kragoëvatz au camp des insurgés. Mais Miléta s'opposa à ce parti violent, et somma les conjurés de se tenir au plan arrêté à Krouschévatz, c'est-à-dire d'inviter les chefs les plus influents du pays à signer une pétition adressée au prince, où l'on exposerait les motifs de cette levée de boucliers et les griefs dont on avait à se plaindre. C'était selon lui le seul moyen de donner à la nation le temps de déclarer ses intentions, d'éviter par là une guerre civile et d'amener Milosch à la modération en cas d'insuccès.

Voutchitch prit alors la parole pour dire que s'ils embrassaient ce parti, il permettrait à leurs milices

d'entrer dans la ville. Toutes les forces étant presque à la disposition de Mileta, et Voutchitch de son côté pouvant facilement les écraser si l'on en venait aux mains, les insurgés durent forcément se rendre à ce qu'ils proposaient. On convint alors qu'ils entreraient dans Kragoëvatz, et s'y logeraient dans le palais du grand tribunal et les maisons voisines, tandis que Voutchitch, avec ses troupes, occuperait le palais du prince; que toute communication entre les deux petites armées serait sévèrement interdite, que les conjurés surtout observeraient la plus rigoureuse discipline, et ne pourraient sortir de leurs quartiers en armes. Cette convention fut ponctuellement observée; et tant que les conjurés restèrent à Kragoëvatz, on n'eut aucun désordre à déplorer.

On a voulu voir une trahison dans la conduite de Voutchitch en cette circonstance; mais outre qu'il n'aurait jamais trempé dans une conspiration dont il n'eût pas été le chef, sa conduite a été la seule que la prudence ait pu lui dicter, car en en venant aux mains avec les conjurés, il ne pouvait remporter qu'une victoire souillée par le sang de ses concitoyens, et dans le cas, peu probable à la vérité, mais toujours possible, d'une défaite, Kragoëvatz restait sans défense. L'appât du butin y aurait appelé des soldats de tous côtés et les conjurés auraient pu marcher hardiment sur Posarévatz, y surprendre le prince non encore préparé à la résistance et l'obliger de faire tout ce qu'ils voudraient. D'ailleurs les instructions du prince lui enjoignaient d'essayer, avant de combattre, tous les moyens de conciliation. Sa conduite ne peut donc mériter que des éloges.

VI.

Cependant à Posarévatz, où se trouvait Milosch, on répandait les nouvelles les plus alarmantes. On y disait que Voutchitch avait fait cause commune avec les insurgés, que de tous les coins de la Serbie, à l'appel du tribunal suprême, des nouvelles milices accouraient à Kragoëvatz, que si Milosch tombait dans leurs mains ils se porteraient contre lui aux dernières extrémités. Ces alarmes étaient accréditées par des courtisans qui, d'accord avec les rebelles exagéraient au prince les dangers de la situation pour l'engager à fuir en Autriche. A leur tête était le knés Jokso en qui le prince avait une entière confiance. Toujours à ses côtés, il faisait tous ses efforts pour empêcher la vérité de pénétrer jusqu'à lui, et par des prières, et des descriptions horribles du péril qu'il courait en restant à Posarévatz, il était arrivé à l'ébranler et à lui persuader de quitter la Serbie. Milosch fit donc en toute hâte ses préparatifs de départ, et comme Jokso répétait souvent que la princesse et le reste de sa famille étaient d'accord avec les insurgés, il partit sans même leur faire ses adieux.

Parmi ceux qui accompagnaient le prince dans sa fuite, il y en avait à qui elle paraissait à la fois une imprudence et une lâcheté. Le serdar Kotza entre autres, homme d'un dévouement sans bornes, cherchait une occasion pour dire au prince ce qu'il en pensait, mais il lui avait été jusque-là impossible de l'approcher. Voyant toutefois qu'il n'y avait pas de temps à perdre,

à son instante prière Abraham Stoïeovitch, homme de confiance du prince, lui ménagea une audience. Milosch le reçut avec plaisir, et Kotza se jetant à ses pieds, le supplia pour amour de lui-même et de la Serbie de suspendre son départ, le rassurant sur l'affection du peuple, que l'on trompait, et qui finirait par tourner sa colère contre ceux qui l'avaient abusé. Enfin, dit-il, il vaut bien mieux mourir à son poste que de le quitter sans coup-férir devant une poignée de rebelles et d'ingrats. Teux ceux qui assistaient à cette entrevue s'unirent à Kotza, et malgré les remontrances de Jokso, le prince se rendit à leurs conseils et revint à Posarévatz.

De là il envoya dans la naïa de Semendria l'ordre d'y rassembler toutes les milices, et le jour même Jovanche-Spatchitch lui en amenait la plus grande partie, pendant que le reste s'armait et se disposait à le suivre dans le plus court délai.

La ville et la nahïa de Posarévatz se leva, elle aussi, en armes pour le prince. Le capitaine Milutin qui, après avoir trahi ses complices, trahissait maintenant le prince, fut arrêté dans son district par ceux-là mêmes à qui il était venu prêcher la révolte. Milosar venu à Résava avait donné ordre aux milices de partir immédiatement pour Kragoëvatz où il les précéderait, mais on lui avait répondu que personne ne bougerait que sur un ordre exprès du prince. Les autres serdars et capitaines impliqués dans le complot, attendant pour se déclarer de connaître la tournure que prendraient les choses, ne se hâtèrent pas non plus d'obéir à l'appel que Protitch leur avait fait au nom du tribunal suprême. Quant à ceux qui n'y avaient point pris part, la forme

de cet appel leur avait paru si étrange, qu'avant d'y croire ils avaient demandé des éclaircissements à quelque membre du tribunal, ou à quelque employé qu'ils savaient ami du prince, et qui les avait instruits du véritable but de cet appel.

VII.

Cependant les milices de Jagodina qui étaient venues à Kragoëvatz à la suite de Miléta, ne voyant paraître personne à la réunion qui, comme on le leur avait dit, devait avoir lieu dans cette ville, commencèrent à murmurer d'avoir été trompées par de fausses promesses, et menaçaient de se débander. Toute l'autorité de Miléta, qui était très-grande, suffisait à peine pour les contenir. Les chefs de la conjuration ne savaient plus quel parti prendre, Voutchitch assistait à tous les conciliabules et proposait de descendre aux accords avec le prince, offrant de se porter médiateur auprès de lui. Mais avant de prendre ce parti, ils rassemblèrent tous les employés présents à Kragoëvatz et avec eux les kmets et les notables de la ville et des alentours, à quelque parti qu'ils appartinssent, et leur expliquèrent les motifs qui les avaient engagés à se soulever, protestant de leur patriotisme et de la pureté de leur intentions. Georges Protitch, le plus enragé de tous, dans un discours, où débordait la haîne que depuis long-temps il nourrissait contre le prince, dit que Milosch était un tyran infâme, qui trai-

tait ses sujets pis que des esclaves, que, ni son innocence ni sa qualité de premier secrétaire du grand tribunal n'avait pu le sauver d'un châtiment qu'il ne méritait pas, que la cause des révoltés était très-juste et que c'était un devoir pour tous les bons patriotes de se ranger sous son drapeau pour abattre le tyran, parce que tant qu'il vivrait il n'y aurait ni paix, ni liberté à espérer pour la Serbie.

Cette violente sortie fut réprouvée par tous les assistants, et Miléta protesta que jamais il n'avait eu l'intention d'attenter aux jours de Milosch, ou d'en flétrir la dignité, mais seulement de le prier de soulager le peuple de quelque charge dont il avait raison de se plaindre. La plus grande partie des conjurés parla dans le même sens.

Alors Davidovitch, que le prince avait aussi envoyé à Kragoëvatz pour savoir où en étaient les choses, et qui était présent à ce conseil, demanda ce qu'on voulait du prince, et quelles étaient les plaintes qu'ils avaient à lui présenter.

Ils répondirent que leurs intentions, en prenant les armes, avaient été de demander au prince quelques réformes administratives, et un code de lois civiles et criminelles qui sanctionnât l'inviolabilité des propriétés et des personnes. Davidovitch leur assura qu'on travaillait depuis long-temps à ces réformes qui ne pouvaient pas être l'œuvre d'un jour, et leur promit au nom du prince que bientôt on aurait aboli tous les abus qui déplaisaient au peuple, et qu'à la *scoupstina* qu'il convoquerait au mois de février il aurait publié un statut organique qui comblerait tous les voeux.

De vives acclamations accueillirent ces paroles de Davidovitch qui conseilla aux chefs de congédier sur le champ leurs troupes, et de se remettre entièrement à la clémence du prince dont il leur assurait le pardon.

Ce conseil ne fut pas écouté. Les révoltés voulurent rester en armes jusqu'à ce qu'ils eussent d'autres garanties des intentions pacifiques du prince. Ils demandèrent au contraire que l'on convoquât de suite la scoupstina pour terminer à l'instant même tous les différends.

Mais le temps de dicter des conditions était passé pour eux. Quinze cents hommes des milices du district de Grousa venaient d'arriver sous Kragoëvatz, et Pierre Tuzzakovitch qui en avait pris le commandement provisoire s'apprêtait à en chasser les rebelles. De nouveaux renforts lui arrivaient tous les jours de toutes les parties de la Serbie, et les insurgés ne pouvaient plus désormais se flatter de l'espérance de pouvoir résister. Mais Davidovitch qui connaissait l'intention du prince d'éviter, s'il était possible, toute effusion de sang, le persuada d'attendre l'issue des négociations qu'il avait entamées.

Alors Voutchitch que tous les partis accusaient de trahison, et se voyait supplanter dans le commandement suprême des troupes par Tuzzakovitch partit pour Posarévatz pour se justifier, et tâcher en même temps d'obtenir du prince le pardon des insurgés.

Le prince accepta les excuses de Voutchitch et promit aux rebelles un pardon complet s'ils déposaient immédiatement les armes et se retiraient.

A peine connut-on à Kragoëvatz cette promesse, qu'on arrêta que les milices partiraient la nuit même.

Elles se débandèrent en effet par petites troupes sans bruit, et chacun retourna chez soi, sans que le pays qu'elles traversèrent eût à se plaindre du moindre désordre.

VIII.

Ainsi finit cette insurrection qui faillit être fatale à Milosch, et qui cependant se termina sans la moindre effusion de sang. Il nous en reste maintenant à conter quelques épisodes. La discorde avait éclaté parmi les conspirateurs avant qu'ils se débandassent. Miléta reprochait amèrement à Résavatz d'avoir promis le concours du district de Résava qui cependant, au moment du besoin n'avait point paru. Une vive altercation s'ensuivit entre ces deux chefs et peut-être Résavatz y aurait perdu la vie sans les bons offices de leurs amis communs. Ne se croyant pourtant plus en sûreté chez lui, il vint chercher un refuge au palais du prince, mais les soldats qui y étaient de garde le reçurent avec des imprécations, le renversèrent de cheval, l'appelant traître à tous les partis et l'accablant de toute sorte de vilenies. Alors le pauvre Résavatz, craignant pour ses jours, pria Davidovitch de lui permettre en compagnie avec lui jusqu'à Posarévatz où il comptait aller pour se présenter au prince et implorer son pardon. Mais Davidovitch lui refusa cette faveur, en disant que sa présence ne le sauverait point des mauvais traitements que sans doute il rencontrerait partout. Il se vit donc

forcé de se cacher aux yeux de tout le monde jusqu'au départ de ceux avec qui il avait conspiré contre le prince. Telle a été la digne récompense de cet homme que nous trouvons impliqué dans tous les complots, et toujours prêt à trahir ses complices.

La nouvelle de l'insurrection avait produit des inquiétudes sérieuses à Belgrade, soit à cause de l'amour sincère qu'on y portait au prince, soit parce que Belgrade étant une ville commerçante, rien ne l'alarmait plus que les désordres politiques, soit enfin parce que les spahïs turcs pouvaient y trouver un prétexte pour reprendre de force ce qu'ils avaient été obligés de quitter. Mais Veggih-Pacha délivra bientôt les Belgradiotes de cette dernière crainte; car non-seulement il contint les spahïs qui commençaient à lever la tête, mais il offrit de s'unir à Milosch pour l'aider à faire rentrer les rebelles dans l'ordre. Milosch accueillit cette offre avec plaisir, parce qu'elle le délivrait de toute inquiétude de la part des Turcs, mais il refusa poliment le secours du pacha pour ne pas donner un prétexte à lui ou à ses successeur de se mêler à l'avenir des affaires intérieures de la Serbie.

IX.

Parmi les employés présents alors à Belgrade il y en avait plusieurs à qui les progrès des insurgés étaient loin de déplaire; cependant crainte de se compromettre ils affectaient une tristesse qu'ils ne ressentaient

pas réellement. Le seul Zvetko Raïovitch ne sut pas se tenir assez sur ses gardes, et peu s'en fallut qu'il ne payât son imprudence de sa tête.

En apprenant les nouvelles qui couraient le matin à Belgrade il avait, comme les autres, simulé une grande inquiétude pour la situation critique que les rebelles avaiente faite à Milosch, et lancé contre eux force imprécations, les appelant ingrats, infâmes, etc. Mais l'après-dîner, ayant bu quelques rasades de plus qu'à l'ordinaire, sur le bruit qui s'était repandu que Miléta se trouvait à la tête de deux mille hommes, et que Milosch avait abdiqué et pris la fuite, Raïovitch changea de ton; les rebelles devinrent d'excellents citoyens et Milosch un barbare, un tyran qui ne recevait que ce qu'il méritait. On le pria de se taire, mais il renchérit encore sur ses déclamations.

Par malheur pour lui le jour même Minto Tchibouktchi et Jovo Cavégé de la maison du prince partirent de Belgrade pour Posarévatz où interrogés sur ce que l'on faisait à Belgrade, ils répondirent que tous le monde paraissait fâché de ce qui arrivait, et était prêt à accourir au secours du prince, le seul Raïovitch excepté, qui travaillait à le décrier par ses calomnies, et étalait toute son éloquence pour justifier la révolte.

Ce rapport irrita profondément le prince, car Raïovitch, comme Simitch et Pétroniévitch était un de ceux qui avaient toujours joui de toute sa confiance, et il était douloureusement affecté de se voir trahi par eux tous. En conséquence il donna ordre de l'arrêter immédiatement, et de le conduire enchaîné à Posarévatz. Le lendemain deux membres du tribunal venus de Bel-

grade confirmèrent ce qu'on lui avait déjà rapporté, en y ajoutant de nouveaux renseignements. Alors la colère du prince ne connut plus de bornes; il fit sur-le-champ partir deux capitaines de ses gardes avec ordre d'attendre le prisonnier à Sémendria, et de le faire fusiller sans autre formalité.

Par bonheur ces deux capitaines, hommes d'un sens droit et pleins d'humanité avant d'arriver à Sémendria, rencontrèrent en route le Gospodar Ephrem qui ayant appris de Belgrade la mauvaise issue du soulèvement, venait présenter à Milosch ses congratulations. Ils lui révélèrent la mission dont ils étaient chargés, et leur hésitation à l'accomplir, étant persuadés que Milosch regretterait bientôt l'arrêt que dans son courroux il avait prononcé contre Raïovitch. Le gospodar loua beaucoup leur humanité, et les pria de suspendre l'exécution des ordres qu'ils avaient reçus; et afin que le prince ne pût leur en faire un grief, il leur conseilla de prendre une route par laquelle ils savaient que Raïovitch ne passerait pas, afin de pouvoir dire ne pas l'avoir rencontré.

Ils accédèrent de bon gré à ces conseils, s'engagèrent sur une route qui n'était praticable qu'en été, tandis que Raïovitch et son escorte arrivaient par une autre à Posarévatz. Cependant les bonnes nouvelles qu'on recevait d'heure en heure de Kragoëvatz avaient apaisé la colère du prince. Ephrem alors crut le moment venu d'intercéder en faveur de Raïovitch; il raconta à son frère comment les choses s'étaient passées; le prince lui sut gré de cette infraction à ses ordres qui lui épargnait le regret d'une faute irréparable; et

Raïovitch qui avait été à deux doigts de sa perte, en fut quitte pour une sévère réprimande.

X.

Le calme étant désormais rétabli, Milosch, le 12 de janvier, se fit précéder à Kragoëvatz par Ephrem qui devait tout préparer pour sa réception. Il écrivit le même jour à Miléta, Simitch et Pétroniévitch, leur assurant de nouveau son pardon; il congédia ensuite les serdars, les capitaines, et les milices qui étaient accourues de tous les endroits de la Serbie pour le défendre, les remerciant du zèle qu'elles avaient montré pour lui. Le jour suivant il partit lui-même pour Kragoëvatz, accompagné de quelques gardes qui étaient son cortége ordinaire lorsqu'il voyageait. Les employés, la plus grande partie des habitants de cette ville, une foule immense accourue des villages voisins l'attendaient aux portes de la ville. Les chefs des insurgés s'y trouvaient eux aussi et formaient un groupe à part.

Les cloches en branle et les volées de canon saluèrent l'arrivée du prince qui fut reçu par des acclamations unanimes. Les conjurés qui, à dessein, s'étaient tenus à l'écart, à peine le prince descendit de son cheval, se jetèrent à ses pieds en implorant leur pardon. Milosch les releva, les embrassa, les larmes aux yeux, les assura qu'il avait déjà pardonné et qu'il pardonnait encore de bon cœur, et ajouta ces mémorables paro-

les; «Nous tous avons des torts; moi aussi j'ai souvent commis des fautes; tâchons de les réparer et «pardonnons-nous mutuellement.» Ces paroles chez un prince absolu, qui tenait en ses mains les chefs d'un complot qui avait mis en danger son trône et sa vie, prouvent une vraie grandeur d'âme, et sont une réponse triomphante à toutes les injures et à toutes les calomnies dont on le gratifia pour dénigrer son cœur et la nature de son gouvernement.

Pour tout châtiment, Milosch se contenta d'appeler, le jour après, en sa présence Simitch, Pétroniévitch, et Miléta, et de leur dire avec une bonté paternelle qu'il n'avait jamais méprisé les bons conseils de personne, et que par conséquent ceux qui n'avaient d'autre but que le bien public, avant d'en venir à des démonstrations hostiles contre lui, auraient dû lui manifester franchement en quoi il avait failli, et l'avertir de ses fautes à cœur ouvert, mais jamais lui faire de l'opposition par système et par orgueil, ni avancer des prétentions déraisonnables et contraires au bonheur de la Serbie. Ensuite, pour mieux les rassurer sur ses intentions, il les invita à venir avec lui à l'église, où il jura sur les Évangiles, qu'il leur avait pardonné. Les conjurés à leur tour lui jurèrent fidélité et obéissance. Le serment du prince était sincère, et le temps le prouva; il l'était aussi celui de Miléta, homme d'un caractère généreux et loyal; mais on ne peut pas dire de même des deux autres, car les lâches pardonnent les bienfaits moins encore que les outrages. Peut-être à l'instant même qu'ils juraient fidélité au prince, ressentant la rage de l'insuccès de leurs complots, se promet-

taient-ils au fond de leur cœur de mieux réussir une autre fois.

Tous les amis du prince étaient si bien convaincus du peu de sincérité de Simitch dont l'ingratitude était vraiment révoltante, que le pardon accordé par le prince leur paraissait une imprudence. Ephrem surtout murmurait de la clémence de son frère; il avait toujours jalousé la fortune des Simitch, et voyant le prince prêt à se laisser encore abuser par eux, et à leur rendre sa confiance, il en était indigné et ne dissimulait pas ses sentiments, même en public, présageant les plus sinistres conséquences de la conduite du prince en cette occasion. Mais le prince, par un égard de délicatesse envers les vaincus, publia un décret qui défendait de parler des événements passés, ou d'y faire directement ou indirectement allusion, et pria son frère spécialement de se comporter avec les conjurés comme avant l'insurrection.



LIVRE ONZIÈME.

I.

Milosch convoqua pour le 2 février 1838 une scoupstina très-nombreuse, à laquelle devaient assister les premiers kmets de tous les villages, plus un député sur cent familles, et un certain nombre des représentants des arts et métiers de toutes les villes. Cette scoupstina devait être la plus solennelle qu'on eût tenue jusqu'alors en Serbie. On devait y traiter beaucoup de choses de haute importance; mais la plus importante de toutes, fut celle aussi qui devait être la plus fatale au prince et au pays, c'est-à-dire la charte constitutionnelle qu'il y proclama.

Milosch savait fort bien que tous les agitateurs de la Serbie n'étaient mus que par l'égoïsme; mais comme ils protestaient toujours que le seul amour du bien public les faisait agir, il voulut les prendre au mot en octroyant aux Serbes une constitution qui pût établir sur des bases solides le bien-être et la liberté du

peuple, sans trop accorder aux employés et à tous ceux qui voulaient le dominer. Davidovitch, homme d'un talent incontestable, et peut-être le plus savant parmi les Serbes, s'était souvent vanté d'avoir étudié à fond cette partie et d'être à même de rédiger en très-peu de temps une constitution conforme en tout aux besoins de la Serbie. Il fut donc chargé d'en improviser une, et en quelques jours il acheva son travail. Nous verrons sous peu si vraiment elle répondait aux intentions du prince, et au but qu'il se proposait.

Une autre affaire de quelque importance sur laquelle Milosch voulait aussi consulter la scoupstina c'était de savoir s'il devait accepter l'invitation que la Porte lui faisait de se rendre à Constantinople pour présenter ses hommages au sultan, à l'exemple des deux princes de Valachie et de Moldavie. Il avait déjà interpellé à ce propos la légation russe qui l'avait encouragé à accepter, l'assurant que, loin de courir aucun risque, il recevrait à Constantinople l'accueil le plus flatteur. Mais ses conseillers ordinaires ne partageaient pas tous le même avis. Plusieurs, espérant que le prince les aurait choisis pour ses compagnons de voyage, et convoitant les riches cadeaux que la Porte ne manquerait pas de leur faire, le pressaient d'accepter, se fondant sur le lustre qui reviendrait à la Serbie des honneurs rendus à son prince à Constantinople, sur l'influence qu'il acquerrait parmi les populations chrétiennes de la Roumélie qu'il visiterait à son passage, sur le dépit qu'en ressentiraient les Turcs de Belgrade et de la Bosnie, et tous les ennemis de la Serbie, en voyant honoré

par l'empereur, celui qu'ils ne considéraient encore que comme un chef de bandits et d'assassins. Mais quelques autres peut-être plus sages comptaient pour peu de chose ces frivoles avantages que Milosch pouvait retirer de son voyage à Constantinople, et tâchaient de l'en dissuader. Le premier d'entre eux était Davidovitch qui, connaissant de longue main le prince, craignait qu'en se présentant en personne à la Porte il ne perdît le prestige qui l'entourait actuellement, à cause de son manque d'expérience du grand monde, et de cette éducation soignée qui seule peut nous préserver de beaucoup d'imprudences dans la conversation. Il craignait encore que les Turcs, à force de le cajoler et de le flatter avec cette habileté qu'ils possèdent à un degré éminent, ne parvinssent à lui arracher quelques secrets qu'il importait de garder soigneusement, ou à le faire désister de la poursuite de certains droits, ou abandonner certaines concessions contre l'intérêt du pays. Il craignait enfin que le prince qui, par moments, lorsqu'on savait s'y prendre, devenait très-expansif, ne révélât le véritable état des forces et des richesses de la Serbie, sur lequel il était de la plus grande importance de tenir la Porte dans la plus complète ignorance. La bienséance ne permettait pas à Davidovitch de manifester ses craintes au prince. Il s'attachait donc à lui prouver qu'il y allait de sa dignité à entreprendre un si long voyage pour se jeter aux pieds d'un empereur turc et le remercier des concessions faites à la Serbie; comme si ces concessions n'avaient pas été arrachées les armes à la main, et par des sacrifices incalculables. Il insistait encore sur les

dépenses énormes de ce voyage, car dans aucun pays du monde un voyage est aussi coûteux qu'en Turquie, où à chaque pas il faut faire des cadeaux, donner des étrennes, laisser des aumônes.

Entre ces différents avis Milosch ne sachant quel parti prendre, s'était déterminé à consulter la scoupstina.

II.

Elle eut lieu au jour indiqué à Kragoëvatz. Les députés étaient au delà de 4000, et la foule des curieux accourus de tous les points de la Serbie était si nombreuse que la ville ne pouvant contenir tant de monde, plusieurs furent obligés de chercher un gîte dans les villages voisins où ils furent hébergés avec l'affectueuse hospitalité propre aux Serbes qui pensent qu'un étranger apporte le bonheur dans la maison qui le reçoit. La plus joyeuse cordialité régnait partout, et tous les festins étaient égayés par les toasts qu'on portait à la prospérité de la Serbie et du prince que, dans leur langage figuré, ils appelaient *Colonne* du pays, *Oncle*, *Père*, etc.

Le 2 février, fête de la purification, après les cérémonies religieuses, tous les membres de la *scoupstina* se rassemblèrent dans un pré, où l'on avait préparé une loge pour le prince, l'archevêque et les premiers employés, parmi lesquels on vit aussi paraître avec une imperturbable assurance Stoïan-

Simitch [1]. Le prince après avoir salué l'assemblée ordonna à Davidovitch de lire le discours suivant que lui-même avait dicté à son secrétaire qui, en le retouchant, s'était permis d'altérer le sens de quelques passages, et d'y faire quelques additions [2].

«Il y a une année que nous nous étions rassemblés «en plus grand nombre, et pour des affaires plus im«portantes. Nous espérions pouvoir nous réunir de «nouveau à la Saint-Georges, mais le manque de four«rages pour une si grande quantité de chevaux a rendu «nécessaire que l'assemblée de la Saint-George fût ré«duite à un petit nombre de personnes. Pendant l'été «et l'automne nous ne pûmes convoquer une plus «grande assemblée, d'abord à cause de la sécheresse «extraordinaire et le manque de foin et d'eau, et puis «parce que nous n'avions pas terminé tous les travaux «qui devaient être soumis à l'assemblée générale. Il «nous a été même impossible jusqu'ici d'achever le «recensement de tous les habitants et le calcul du pro«duit total de la dîme et d'autres chapitres du revenu.

«Je ne pouvais terminer dans un si court espace de «temps les arrangements nécessaires que je désirais

[1] Pétroniévitch, après son apparente réconciliation avec le prince, ne cherchait qu'à s'effacer tant qu'il pouvait; Simitch au contraire recherchait toutes les occasions de paraître en public, embrassait tous les amis qu'il rencontrait sur son chemin et à ceux qui lui rappelaient les événements passés, il répondait avec une révoltante impudence: Que voulez-vous, nous avons voulu faire une merveille et n'avons fait qu'une bêtise. *Ktelisme ciudo, a posralismo se.* Je n'ose pas traduire à la lettre ces paroles.

[2] Je me suis servi de la traduction de Boné, *de la Turquie d'Europe*, *Tome III.*

«prendre. Nous ne sommes devenus de nouveaux «hommes que depuis un an, c'est-à-dire depuis que «nos rapports avec la Porte sont réglés. La Serbie «n'est un État que depuis un an, et à la fondation de «tout État, surtout d'un nouveau, il faut bien prendre «garde de se trop presser, et de ne pas même publier «une seule parole qu'on soit peut-être obligé de ré- «tracter ensuite à son propre détriment et à celui de «la communauté. La fondation des États actuels dans «le monde a demandé des siècles; cependant on trouve «encore toujours quelque chose à y ajouter. La Ser- «bie ne peut pas suivre une autre voie; ce pays ne «peut pas devenir dans une année un État complète- «ment réglé sans qu'il n'y reste rien à désirer. Le «peuple serbe a plusieurs particularités nationales «qu'il faut d'abord tâcher d'adapter à la civilisation et «aux lumières de l'Europe pour prendre peu à peu «une place honorable dans ses rangs. Le principal est «qu'il n'y a pas parmi nous assez d'hommes capables «pour conduire nos affaires de gouvernement de la «manière dont cela se pratique dans les autres États «européens. Tout cela a retardé jusqu'ici les institu- «tions dont je vous ai entretenus l'an passé à la Saint- «Eryphon, et que je désirais, comme je vous l'ai dit, «établir dans notre pays.

«Maintenant nous voilà réunis dans une assemblée «solennelle entouré des membres de ma famille chérie, «de notre vénérable métropolitain et de nos évêques, «des membres du tribunal national serbe, de ceux des «tribunaux de districts, des capitaines de district, des «kmets principaux de la nation serbe. Je viens donc,

«chers frères, vous rappeler ce discours tenu l'an passé «imprimé et distribué parmi vous.

«Je vous y disais combien je désirais 1⁰ que toutes «les affaires nationales fussent arrangées et sanctionées; «2⁰ que les impôts fussent établis sur le taux le plus «modique et d'après le mode le plus équitable et en «même temps le plus profitable pour le trésor; 3⁰ que «toutes les dettes de nos précédents évêques pesant sur «les nouveaux districts acquis fussent éteintes. Je vous ai «laissé la liberté et le temps de discuter ensemble et chez «vous avec le peuple mes propositions, et de me com-«muniquer là dessus vos idées et celles du peuple. De-«puis ce temps-là, les dettes diocésaines des nouvelles «acquisitions on été payées comptant, mais les deux «premiers points demandent encore nos soins.

«Depuis ce moment-là jusqu'à présent, nous avons «eu tout le temps d'y réfléchir et de nous concerter à «cet égard. De mon côté, l'an passé, j'ai été occupé «dans mon cabinet et avec le tribunal supérieur à voir «comment on pourrait établir le mieux ce qui serait le «plus nécessaire et le plus utile à notre patrie, et je «me suis décidé positivement aux mesures suivantes.

«1⁰ De rédiger et publier un statut pour la Serbie «dans lequel seront définis les droits et les devoirs «du prince et des autorités serbes. Ce statut vous sera «lu: vous y verrez que les droits généraux de la nation «ou ceux de chaque Serbe sont fixés en détail comme «l'humanité le prescrit. Vous y trouverez la liberté «personnelle pour chacun, comme aussi que chaque «Serbe est maître de sa propriété. Nous devons tous «prêter serment d'observer ce statut, nous ici présents

«aussi bien que le reste de nos frères absents. Nous «devons prêter serment les uns aux autres, le prince «aux autorités et à la nation, et celle-ci au prince et «aux autorités, que nous observerons ce statut aussi «religieusement et entièrement que l'Évangile, et que «nous n'en dévierons pas de la largeur d'un doigt, sans «le concours et le consentement de nous tous et du «peuple entier.

«2⁰ Je me suis décidé à ériger un conseil d'État com- «posé de conseillers et de six administrateurs ou mi- «nistres, parmi lesquels toutes les branches du service «national seront distribuées. Les administrateurs pré- «pareront les affaires, les conseillers les jugeront «et discuteront; et ensuite ces actes seront soumis «à ma sanction. Les administrateurs comme les con- «seillers seront responsables de leurs travaux au prince; «et à la nation, et en général ils auront à répondre de «tout abus qui deviendrait sensible dans les affaires «de la nation.

«3⁰ Depuis un an nous travaillons à la rédaction «d'un code de lois civiles et criminelles. Lorsqu'il sera «publié chaque Serbe y trouvera protection et justice, «non pas, comme jusqu'ici, d'après le bon sens du juge, «mais d'après la loi elle-même. Par de tels règlements «je pense que l'administration intérieure s'enchaînera «le mieux. Le peuple sera sous ses kmets, les capi- «taines et les tribunaux; ceux-ci sous le conseil d'État; «ce dernier sous le prince et à côté de lui, mais le «prince sous la loi et en connivence continue avec le «conseil. Par cette institution, jespère qu'on remé- «diera à tout acte arbitraire de nous tous ensemble

«ou de chacun en particulier. Il est possible qu'on «remarque quelques omissions dans ces institutions, «mais elles disparaîtront avec le temps et à mesure «quelles deviendront sensibles. Jusqu'ici ni mon savoir, «ni mes connaissances, ni mon temps, n'ont suffi pour «achever un ouvrage si important, c'est-à-dire qu'on «puisse dire que personne ne peut objecter à mon «ouvrage des omissions, et que c'est l'ouvrage le plus «complet du monde.

«En tenant ainsi ma promesse d'établir une admi-«nistration intérieure légale, je passe maintenant à un «autre point important de mon discours de l'an passé, «savoir à la manière dont les impôts doivent être ré-«partis parmi la nation. Le peuple serbe est obligé de «faire face aux dépenses suivantes : le tribut du sultan, «la liste civile du prince et de sa famille, la solde des «employés de l'État et des évêques, les dépenses pour «l'entretien des troupes nécessaires à la paix, et au «bon ordre entre nous, les dépenses pour l'entretien «des gardes aux frontières qui nous défendent, afin «que personne du dehors ne nous surprenne, les «dépenses de la poste, pour la bâtisse et l'entretien «des lazarets, les dépenses pour la députation à Con-«stantinople, celles pour les agents dans d'autres pays, «enfin les dépenses accidentelles ou imprévues. Toutes «ces dépenses ont été payées jusqu'ici au moyen de «revenus très-divers, et la nation serbe est obligée de «les acquitter.

«Nous nous sommes efforcés jusqu'ici, moi et notre «tribu national, de trouver un moyen qui satisfît à toutes «les exigences de la nécessité, de la manière la plus

«aisée et la plus juste pour le peuple et la plus fa-«vorable pour notre gouvernement. Nous avons très-«souvent débattu cette question l'an passé, et nous dif-«férions d'opinion à cet égard. A la fin, il me parut, «que je ne pouvais mieux arranger cette affaire qu'en «réunissant en une somme tous les impôts de la Serbie «et les faisant rassembler sous cette forme en deux «termes, savoir à la Saint-George et à la Saint-Dé-«métrius, afin que la nation eût assez de temps pour «acquitter ses impôts de l'une à l'autre époque.

«Pour que le peuple ne soit plus tourmenté par des «vétilles, j'ai proposé un seul impôt de 3 écus par tête «pour chaque semestre, sans qu'il lui soit rien demandé «de plus pour les impôts subsistant jusqu'ici, savoir le «hratsch, le tschibuk, la taxe de l'évêque, l'impôt person-«nel, la taxe des mariages, celle des moulins, et des instru-«ments distillatoires pour l'eau de vie, celle pour l'en-«graissement des cochons au moyen des glands, la dîme «du maïs, du blé, de l'orge, des ruches et du vin; enfin le «peuple ne sera plus tenu envers les employés à des cor-«vées, excepté pour des constructions faites par le gou-«vernement et entreprises pour l'utilité générale, mais le «gouvernement paiera même ces corvées, au moins aux «gens qui y seront occupés tout un jour. Les villages «devront néanmoins s'entendre entre eux pour la con-«struction des chemins et des ponts.

«Les forêts des villages et leur pâturage seront à «l'avenir un bien communal. Toute la nation paie pour «cela des droits, donc elle doit jouir du droit de les «employer. Dès ce moment, il n'appartient à personne, «pas plus à notre gouvernement qu'à un kmet, un em-

«ployé, un marchand, un villageois ou tout autre in-«dividu, de les entourer de palissades, n'y eût-il que «dix arbres, ou bien d'empêcher ses frères d'autres vil-«lages ou districts de s'en servir.

«Si le peuple réfléchit que ces 3 écus pour chaque «semestre remplacent toutes les taxes précédentes, «que les honoraires des évêques y sont compris, et «qu'il n'aura plus d'autres impôts partiels; que la «dîme des récoltes que Dieu lui accorde lui restera «désormais, qu'il pourra jouir des forêts et des pâtu-«rages, que les corvées pour les employés cessent, et «que le gouvernement paie celles auxquelles on se «soumet pour lui, si, dis-je, la nation prend ces diffé-«rents avantages en mûre considération, j'espère que «chacun reconnaîtra que 3 écus par tête pour chaque «semestre est un des impôts les plus modiques qu'un «peuple ait jamais supporté en Europe. Nous verrons «si nous pourrons faire face aux dépenses avec cet im-«pôt. Notre gouvernement essayera s'il suffit ou non. «Ce sera le devoir de l'administrateur des finances de «présenter, après un an, à moi, au conseil d'État et «à l'assemblée nationale, le compte exact des recettes «et des dépenses.

«Afin que cette modique somme de 3 écus par se-«mestre soit répartie le plus équitablement parmi le «peuple, et afin que le plus riche comme le plus pauvre «Serbe soit content, je vous soumets ici le tableau des «hommes mariés et des célibataires avec l'indication de «leur avoir, et de leur bien; d'ailleurs chaque kmet ou «chaque ancien connaît combien chacun de ses frères «a eu à payer de dîme. L'impôt sera réparti d'après

«ces tableaux, et d'après la fortune, mais mon soin et «celui de mon gouvernement ne sera point celui de «déterminer combien chaque frère aura à supporter, «ce sera l'office des anciens des communautés. Ces «derniers devront prendre connaissance des tableaux, «y comparer la dîme de chacun, et se concertant avec «les capitaines et les juges, distribuer le plus équi- «tablement possible l'impôt d'après la fortune de «chaque frère, afin que les pauvres ne puissent pas se «plaindre d'injustice et m'accabler de leurs dolé- «ances.

«Je vous soumets tous ces détails, mes frères et «messieurs, et je souhaite de vous tous, de chaque «district pour lui, par écrit, votre opinion générale, «franche et non déguisée, pour savoir si vous êtes «satisfaits de mes règlements, autant que de la quotité «et du mode de paiement des impôts. Que ceux qui «sont rassemblés ici me disent leur opinion; après «cela, ayant prêté serment aux statuts de l'État, choi- «sissez les individus les plus capables, et laissez-leur «une procuration en qualité de vos députés, afin que «je puisse, conjointement avec le conseil d'État, prendre «avec eux les mesures ultérieures. Ces dernières se- «ront communiquées plus tard à la nation qui apprendra «ainsi ce qui aura été fait. Ces mêmes individus «choisis seront vos députés et envoyés aux frais de «ceux qui les délèguent; ils assisteront à chaque as- «semblée pour réviser les comptes et en référer au «peuple. Une si grande foule de monde ne peut pas «s'assembler chaque année sans de grandes dépenses; «mais des députés tels que je propose existent dans

«tous les États, représentatifs et ils nous sont néces-
«saires.»

III.

La lecture de ce discours achevée, le prince leva la séance. On se ressembla de nouveau le lendemain. Le prince accompagné de sa famille, du haut clergé et des dignitaires de l'État, alla s'asseoir à sa place, et dans le plus profond silence. Radicevitch lut la constitution rédigée par Davidovitch, que nous examinerons bientôt. Ensuite sans donner aux membres de la scoupstina le temps d'y faire la moindre réflexion, l'archevêque lut la formule du serment que Milosch devait prêter et qu'il répéta parole par parole, et de celui que devaient aussi prononcer les membres de la scoupstina qui se levèrent en criant; «*Au nom de la Très-Sainte* «*Trinité nous le jurons.*» Cela fait, le prince parla de l'invitation qu'il avait reçue de la Porte de se rendre à Constantinople, et demanda l'avis de l'assemblée. Les kmets et les députés des villages craignaient que cette invitation ne cachât quelque piége et qu'on ne voulût amener par de fausses caresses le prince à Constantinople pour le faire périr, comme c'était autrefois l'usage de la Porte; aussi à peine entendirent-ils cette proposition, qu'ils se levèrent en criant: «N'y vas pas, «Seigneur, nous ne le voulons pas. Envoie un de tes «fils ou de tes frères, mais n'expose pas tes jours en y «allant toi-même.» Milosch, après avoir remercié l'as-

semblée de la sollicitude qu'elle montrait pour sa personne, répondit qu'il ferait de plus mûres réflexions avant que de s'y résoudre

Dans la séance de ce même jour, eut lieu un incident dont aucun des écrivains qui ont parlé de la Serbie n'a encore fait mention et qui cependant pouvait avoir des suites fâcheuses. Nous avons déjà observé que les hommes restés fidèles au prince dans la dernière insurrection, c'est-à-dire, la plus grande partie des Serbes, tout en applaudissant au pardon généreux que le prince avait accordé aux rebelles, ne pouvaient trouver également bon qu'il leur eût rendu les anciennes charges, et les places qu'ils occupaient auparavant dans ses conseils et dans sa confiance, soit parce qu'ils prévoyaient qu'ils en abuseraient de nouveau, soit parce que si l'on récompensait les traîtres de cette manière, comment pouvait-on donc récompenser ceux qui étaient restés fidèles; c'est pourquoi plusieurs chefs de quelque importance, et entre autres Jovan Mitchitch, serdar du district de Sokos, le capitaine Paul Danilovitch d'Ub, Élie Popovitch de Rudnik, Jovitza Milutinovitch de Valliévo, résolurent de s'expliquer franchement avec le prince sur ce sujet en pleine assemblée. Il ne leur fut pas difficile de trouver bon nombre de kmets et de députés prêts à se joindre à eux, et il est très-probable que le gospodar Ephrem ne fut pas étranger à cette démarche. Le prince informé de ce que l'on méditait, avait fait prier les principaux auteurs de ce projet de n'en rien faire. Ceux-ci avaient promis d'obéir, mais sans intention de tenir leur promesse.

En effet, pendant qu'on lisait le texte de la Constitution, ceux qui devaient prendre la parole étaient venus se placer en face de la loge du prince; de là ils faisaient signe de s'approcher aux kmets qui étaient d'accord avec eux. Davidovitch et moi, nous étions près de la loge, et voyant tous ces kmets armés échanger entre eux des signes d'intelligence, tandis qu'ils s'approchaient, nous redoutâmes un moment qu'on voulût tenter quelque chose de sinistre. Mais rassurés bientôt par la présence de plusieurs que nous savions très-dévoués au prince, et nous rappelant que le jour précédent nous avions entendu parler d'une remontrance qu'on voulait présenter au knias, notre crainte se changea en curiosité. Simitch, qui se trouvait de nouveau dans la loge du prince, était couvert d'une pâleur mortelle. Le prince absorbé alors dans une profonde méditation n'avait rien aperçu jusqu'à ce que, après avoir parlé de son voyage à Constantinople, entendant Davidovitch qui, dans un moment de silence commençait à dire : *Bien, ô prince, mais les traîtres qui sont près de toi*,.. il comprit ce dont il s'agissait, et élevant sa voix mâle et sonore, il couvrit celle du serdar. Il fit de même avec les autres qui essayèrent de parler, pendant que du regard il leur imposait silence.

La conduite de Milosch dans cette occasion mérite beaucoup d'éloges, non parce qu'il sauvait des traîtres qui plus tard devaient le perdre, mais d'abord parce qu'il était généreux à lui de défendre ses ennemis, et puis parce que la remontrance qu'on voulait lui faire aurait peut-être coûté la vie à Simitch et à ses complices. Ce qui indépendamment des considérations d'un autre

ordre aurait sans doute porté atteinte à l'autorité de Milosch, comme impuissant à contenir pas sa présence un mouvement populaire, et accoutumé le peuple à se faire justice lui-même.

IV.

La scoupstina après la lecture de la Constitution ayant nommé ses députés pour discuter le budget allait être congédiée lorsqu'une députation se présenta en son nom à Milosch, le priant de fixer le jour et le lieu où il daignerait accepter une marque de l'affection de son peuple reconnaissant du bien qu'il lui avait fait. Milosch fixa le jour suivant et le lieu même des précédentes assemblées.

Déjà en 1834, à la scoupstina de février le grand tribunal avait proposé aux représentants du peuple de donner à Milosch quelque témoignage de la reconnaissance publique. L'assemblée avait accueilli par des applaudissements unanimes cette proposition, et délibéré d'offrir à Milosch un sabre d'or garni en diamants, et une coupe du même métal. Sur un dessin de Gasparovitch, dont nous avons déjà parlé, on avait commandé à Vienne cet ouvrage, qui était réussi d'une perfection merveilleuse. Sur la gaîne on lisait écrits en rubis et turquoises les mots : *Svomo Kniasa Miloschin Obrenvich Blagodrano Serbia*, c'est-à-dire : *A son knias Milosch Obrénovitch la Serbie recconnaissante.* Les cadeaux devaient être présentés au prince avec une allocution qui exprimait les

sentiments de respect et d'amour de tout le pays. A cet effet, les députés de la scoupstina s'étaient rassemblés dans la cour du grand tribunal où on leur avait donné lecture de cette allocution, qui avait été unanimement approuvée.

Le matin du 4, une population immense accourue même des provinces turques limitrophes attendait le prince. Lorsqu'il parut on le salua par de bruyantes acclamations. Monté à sa loge, les magistrats suprêmes de la Serbie, et parmi eux Miléta Radoïeovitch, lui présentèrent sur des coussins de velours le sabre, la coupe pleine de vin, un pain et du sel; nous verrons bientôt ce que signifiaient ces présents. On lut ensuite l'allocution qui était conçue en ces termes: [1]

«Altesse et gracieux Seigneur, nous avons reçu hier «des mains de votre altesse le statut de la Serbie qui «fonde notre gouvernement et définit les droits de «chaque serbe. Maintenant nous voyons que nos voeux «sont comblés. Ce que vous avez cherché à établir «par votre valeur et vos longues veilles marche rapi-«dement vers le but désiré, au moyen de vos institu-«tions sages et bienfaisantes. Ainsi se consolide l'é-«difice des droits mutuels des Serbes. Les hatiché-«rifs du sultan sont des actes résultant de la grâce il-«limitée impériale, de la bienveillance d'un Empereur, «comme de la protection d'un autre; mais, prince et «Seigneur, l'édifice des droits réciproques des Serbes «est uniquement l'ouvrage de votre patriotisme, de «votre justice, de votre bienfaisance, de votre raison,

[1] C'est toujours la traduction de M. Boué Operit.

«et de vos veilles. Nous ne pouvons prévoir l'étendue «que pourra prendre par la suite cet édifice, et l'utilité «qui en résultera pour la Serbie. Mais nous savons et «comprenons que la liberté personnelle, la sûreté de «la propriété et la modicité des taxes que vous nous «avez accordées sont des bienfaits que Dieu nous a «octroyés par l'intermédaire de votre Altesse. Remer- «cions d'abord Dieu, puis le très-gracieux Empereur, «mais nous prions à genoux votre Altesse tous ensem- «ble, grands et petits, en notre nom, et au nom de «toute la nation serbe dans l'empire ottoman, jetez seu- «lement un regard sur notre visage et vous serez as- «suré de notre reconnaissance. Nous ne sommes pas «capables d'exprimer par des mots cette dernière, mais «nous savons tous que le même vif sentiment animera «pour toujours nos âmes et nous guidera comme des «enfants dans nos devoirs d'obéissance, de soumission, «et d'inaltérable affection pour vous, prince, ainsi que «pour vos héritiers, et toute votre haute famille. Quel- «que fort que nos cœur aient battu jusqu'ici pour «vous et pour votre haute famille, dès à présent ils «brûleront encore mille fois plus vivement pour la gloire «et l'honneur de Votre Altesse princière et de votre «haute famille.

«Regardez-nous tous, prince, et toute la nation «serbe comme vos fils fidèles et obéissants. Si l'homme «a quelque chose de sacré au monde, croyez bien que «nous regardons à tout jamais comme notre devoir «le plus saint de vous témoigner notre reconnaissance «par des paroles autant que par des faits. Ce qui nous «peine le plus, c'est que la langue et la plume sont

«incapables d'exprimer notre reconnaissance. Ce que «la faiblesse de notre entendement, notre langue et la «plume ne peuvent exprimer doit être remplacé par «le symbole de nos sentiments avec lesquels nous ap- «portons à votre altesse de la part de la nation serbe «les quatre présents répondant aux vôtres, savoir: le «sel et le pain, le sabre et la coupe; le sel et le pain «pour nos prisonniers, et les prisonniers étrangers «rachetés et nourris par vous, le sabre pour celui «avec lequel vous avez défendu le pays, et le verre «pour le calice de salut et de bonheur que vous nous «avez offert hier.

«Gracieux Seigneur et princes veuillez accepter ces «présents avec la même joie vive avec laquelle nous «vous les offrons; mangez le sel et le pain pour le sel «et le pain que vous avez donnés à nos prisonniers «rachetés par vous; portez le sabre pour la défense «future de la nation, et videz le verre à notre recon- «naissance comme vous comblez de bonne heure nous «et notre chère patrie.

«Comme le sel et le pain nourrissent l'âme et le «corps, votre âme nourrira notre fidélité et notre «soumission. Comme les pierres précieuses du sabre «pour la défense du pays éblouissent les yeux, de «même la manière dont vous avez défendu le peuple, «et la Serbie devra éblouir les yeux de tous les dé- «fenseurs de notre nation.

«Que l'édifice que vous avez élevé soit aussi du- «rable que les gemmes du sabre et du verre, qui n'ont «rien à craindre de la faux du temps et des hommes.

«Comme le symbole de notre reconnaissance est

«orné de la corne d'abondance, que toute espèce de «bonheur et d'abondance vous accompagne, prince, «jusqu'au terme le plus éloigné et autant d'années «qu'il y a de gouttes dans le verre que nous vous «offrons. Nous nous aimons autant mutuellement que «le sel et le pain se marient bien ensemble. Comme «les gouttes dans le verre ne sont pas séparées, de «même nous ne nous séparerons jamais de vous et «de votre haute famille, ni vous et votre haute famille «de nous.

«En offrant ces présents à votre altesse, nous la «prions à genoux de les vouloir accepter dans votre «grâce, et nous vous assurons solennellement au «nom de notre nation et de tout le peuple serbe «que nous serons tous, jusqu'à la mort, avec un res- «pect filial, vos très-fidèles (sujets), les membres «soussignés de l'assemblée.

«Kragoëvatz, le 16. février 1835.»

Ce discours d'un goût tout à fait oriental exprimait cependant les sentiments de la nation.

Cette lecture achevée, Milosch debout remercia l'assemblée des cadeaux qu'elle lui avait présentés, et plus encore des sentiments qu'on lui manifestait; il rompit ensuite un morceau du pain, y mit dessus un peu de sel, et après l'avoir mangé il dit:

«Puisse ce symbole que vous me présentez con- «firmer toujours parmi nous la concorde et l'amour. «Puissent nos sentiments s'accorder toujours comme «ce pain et ce sel; j'accepte l'aubaine que vous m'en «faites. Le pain que vous m'offrez est aussi le sym- «bole de cette générosité avec laquelle vous contri-

«buer à ma subsistance et à celle de ma famille qui «depuis tant d'années mange le pain de la nation. Si «j'ai travaillé pour la patrie, vous m'en récompensez «par votre affection et vos bienfaits. Moi et les miens «nous vous en sommes reconnaissants, je vous fais de «nouveau le serment de me dévouer à la patrie, de «donner tous mes soins au bien public et à la pros-«périté du pays. Nous pouvons manquer tous, et moi «peut-être j'ai fait bien des fautes et je puis encore en «faire; mais je proteste que mes intentions ont tou-«jours été pures et dirigées seulement vers le bien de la «patrie; elles seront toujours les mêmes. Puissent le «pain que je mange et le vin que je bois se changer «pour moi en poison, si jamais je manque sciemment «aux devoirs que ma condition m'impose! Puissent «nos cœurs rester toujours unis et confondus dans les «mêmes sentiments comme les gouttes de la liqueur «qui remplit cette coupe et que je bois à la prospérité «de la nation, à notre bonheur individuel et à votre «retour au sein de vos familles au milieu de vos frères «que je vous prie de saluer en mon nom et de les «assurer de toute mon affection.»

Ce discours improvisé fut accueilli par des tonnerres d'applaudissements; et le prince, après avoir congédié l'assemblée fut, entouré par le peuple qui le souleva sur ses bras et le porta en triomphe au milieu des acclamations les plus vives, jusqu'à son palais.

Quelques heures après, la plus grande partie des kmets avaient quitté Kragoëvatz où ne restèrent plus que ceux qui avaient été élus pour former une espèce de chambre de représentants, et devaient discuter le bud-

get et donner leur avis sur quelques mesures relatives à la mise en pratique de la constitution, dont il est temps que nous parlions.

V.

Cette constitution improvisée par Davidovich devait être désormais la loi fondamentale de l'État. Elle était divisée en quatorze chapitres, dont chacun se subdivisait en plus ou moins d'articles.

Le 1er chapitre, en deux articles, traçait les limites de la Serbie selon la carte rédigée par la commission turco-russe ; il déclarait la Serbie constituée en principauté avec un knias héréditaire de mâle en mâle, établissait la loi de la succession, par laquelle, en cas d'extinction de la ligne masculine directe de Milosch, le trône passait à la descendance de son frère Jean, puis à celle de son frère Ephrem ; ensuite, aux descendants de la fille aînée de Milosch, etc.

Le 2ème désignait les armes de la Serbie et les couleurs du drapeau national.

Le 3ème parlait des divers employés civils et militaires, et prescrivait qu'aucun d'eux ne pût être destitué sans le consentement du conseil d'État.

Le 4ème, en 8 articles, traitait de la législation, de l'administration publique et du mode de percevoir les impôts.

Le 5ème, en 30 articles, traitait de l'autorité suprême du prince, et de la liste civile.

Le 6ème, en 32 articles, du conseil d'État.

Le 7ème, en 5 articles, des tribunaux.

Le 8ème, en 10 articles, des diètes.

Le 9ème, en 7 articles, de l'Église et du clergé.

Le 10ème, en 9 articles, des finances.

Le 11ème, en 24 articles, des droits des Serbes.

Le 12ème, en 38 articles, des droits des employés.

Le 13ème, en 2 articles, des modifications à apporter à la constitution.

Le dernier en un seul article, du serment à prêter à la constitution.

Cette constitution que M. Boné appelle avec raison l'œuvre d'un écolier fourmillait d'absurdités, et, prise à la lettre elle aurait rendu tout gouvernement impossible en Serbie, parce qu'elle mettait en opposition constante les divers pouvoirs qu'elle établissait.

En effet, tandis qu'elle réservait au prince la nomination à tous les emplois, elle lui défendait de destituer les employés sans un arrêt du tribunal suprême, s'ils se rendaient coupables de quelque crime puni par les lois, ou sans le consentement du conseil d'État s'ils n'avaient manqué qu'aux devoirs de leur charge. L'employé ainsi destitué pouvait encore plaider sa cause devant l'assemblée nationale qui pouvait le rétablir à sa place si elle le jugeait à propos.

La constitution proclamait tous les Serbes égaux devant la loi, abolissait le Kouluk (corvées), rendait à l'usage commun ce qui était propriété commune : les forêts et les pâcages. Elle ôtait au prince toute sorte de juridiction en matière administrative : de façon que

le kmet de village avait une autorité qui était refusée au chef de la nation.

Tout venait aboutir dans un conseil d'État composé de seize membres dont quatre devaient toujours rester à côté du prince, en apparence, pour lui servir de conseillers; en réalité pour espionner ses actions et ses pensées. Tous ces sénateurs étaient inamovibles; la seule assemblée nationale pouvait les déposer.

Cependant la charte même établissait une hiérarchie par laquelle le kmet était supérieur au simple citoyen, le capitaine de district au kmet, le Serdar au capitaine, le conseil d'État au Serdar, le prince au conseil d'État. Graduation illusoire! Car le prince ne pouvait rien faire sans le conseil d'État, tandis que ce conseil pouvait tout sans le prince. En effet lorsque le conseil d'État présentait une loi à la sanction du prince, celui-ci, quelle que fût son opinion ne pouvait pas la lui refuser. Voici les propres termes de cet article curieux: «Le «conseil d'État a le droit de présenter à l'acceptation «du prince les projets de lois qu'il jugera à propos. «Le prince pourra, vingt jours après, refuser son con-«sentement et renvoyer le projet au conseil. Si le con-«seil, après l'avoir de nouveau examiné le soumettra «une seconde fois à la sanction du souverain, celui-ci «pourra encore la refuser. Mais si le conseil insiste «et le lui présente une troisième fois, le *knias devra «l'approuver et le signer.*» Le Veto réservé au prince par cet article n'est donc qu'une illusion. Les ministres (qui étaient six) appartenaient au conseil d'État et par conséquent devenaient aussi inamovibles.

Et tandis que le grand tribunal n'avait aucune au-

torité, si ce n'était en matière judiciaire, le conseil d'État s'érigeait parfois en cour suprême de cassation.

Quelle était donc la branche du pouvoir qui n'appartînt pas à ce conseil? Il proposait les employés et pouvait seul les destituer, il s'ingérait dans l'administration; il était le législateur, et le juge suprême. Le prince sous ce conseil n'était plus qu'un mannequin, à qui la nation, pour la peine qu'il se donnait de porter le nom de prince, payait une liste civile de 100,000 thalers par an, plus 25,000 à sa femme, 20,000 à son fils aîné, 15,000 à l'autre.

Il est bien vrai que Davidovitch, en dépouillant le prince de toute autorité voulut par sa constitution donner au gouvernement de Serbie une apparence démocratique; car il soumit le tout puissant conseil d'État et ses arrêts à la Scoupstina. Mais ce n'était là qu'une nouvelle illusion, car la Scoupstina ne se rassemblait que deux fois l'année, ne siégeait que peu de jours, et ne se composait pour la plupart que d'hommes très-ignorants, extrêmement sensibles aux cajoleries de tout ce qui est placé au-dessus d'eux, et sur lesquels il était facile au conseil d'État d'exercer une très-grande influence, d'autant plus que personne ne pouvait y prendre la parole, mais les deputés de chaque district s'y formaient en comités, et présentaient un vote collectif. Or les comités étaient présidés par les capitaines des districts respectifs, qui étant des employés, dépendaient du conseil, qui seul pouvait les destituer.

VI.

Une pareille constitution ne pouvait manquer d'attirer sur la Serbie des malheurs sans fin, car le prince qui l'avait approuvée sans en comprendre la portée, n'était pas homme à abdiquer sans autre façon son pouvoir en faveur du nouveau conseil d'État; tandis que de son côté ce conseil aurait fait tous ses efforts pour s'emparer de ce pouvoir que la constitution lui octroyait et que le prince avait fait serment de lui maintenir.

Mais encore, comment le peuple ignorant et sans éducation aurait-il compris les principes sur lesquels se basait cette constitution que M. Cyprien Robert appelle avec raison une implantation française dans les forêts de la Turquie? C'était une folie que de comparer le Serbe au Français, à l'Anglais ou à tout autre peuple de l'Europe civilisée. Après quelques siècles de régime féodal, la Serbie avait langui dans un long esclavage sous les turcs qui lui faisaient souffrir tout ce qu'un peuple peut souffrir, et personne dans ce pays n'était capable de comprendre l'organisme complexe d'un gouvernement constitutionnel. Pour le Serbe, il faut le répéter, l'idéal du gouvernement c'était de payer le moins possible, de voir sa propriété respectée, et réprimés les abus de pouvoir de ses supérieurs immédiats. La Serbie avait tant souffert sur ces points qu'elle se croyait heureuse d'un état social qui lui assurait la jouissance de ces biens; tout le reste elle n'était pas encore capable de le comprendre.

Comment donc Davidovitch avait-il proposé une pareille constitution? On doit d'abord attribuer cette faute à son manque total de connaissances pratiques indispensables pour un travail de cette nature. Davidovitch n'avait jamais vu de pays gouvernés constitutionnellement. Il avait formé son éducation politique sur les journaux d'Europe, et ne connaissait le monde que par les livres et les théories. Il ne savait donc guère ce qu'il faisait en rédigeant sa constitution. Mais il avait aussi, en la proposant, quelques vues personnelles. Davidovitch était sans doute un homme de beaucoup de talent et d'un savoir peu commun; mais il avait aussi une grande idée de ses talents et de son savoir. Il croyait que si le prince jurait une constitution, qui créait un conseil d'État délibérant, la somme des choses devait lui échoir, car tous ses collégues auraient eu, suivant l'opinion qu'il avait de son mérite, une grande déférence pour sa manière de penser, et s'en seraient rapportés entièrement à lui.

Cette supposition devient toujours plus probable si nous considérons la manière dont il se comporta pour faire accepter sa constitution. Milosch, qui professait hautement de rien comprendre à cette innovation, lui avait ordonné de lire son travail à des hommes capables d'en porter un jugement. Mais Davidovitch se garda bien de le faire, surtout quant aux parties les plus attaquables. Et le jour même où elle fut communiquée à la scoupstina, comme nous l'avons déjà dit, on ne laissa à personne le temps de l'examiner. Certes, les membres de la scoupstina n'étaient pour la plupart que des paysans incapables de porter un jugement sur ces

institutions des pays civilisés; mais les hommes de bon sens ne manquaient pas parmi eux, et en leur permettant d'y réflechir à loisir, ils auraient peut-être découvert au moins les défauts les plus saillants de cette constitution; mis alors sur ses gardes, le prince l'aurait soumise à un nouvel examen et peut-être rejetée. Malgré tout le patriotisme de Davidovitch on ne peut donc pas l'excuser d'avoir abusé de la bonne foi du prince et surpris l'assemblée nationale pour les amener à accepter une constitution qui ne devait produire aucun bien.

LIVRE DOUZIÈME.

I.

Aussitôt la constitution publiée, le prince sur une liste qui lui fut présentée par les députés de la scoupstina nomma les seize conseillers d'État et les six ministres. Il changea le titre de *Sérénité* contre celui *d'Altesse.* Les conseillers d'État se nommèrent *Excellences;* le président et les ministres *Hautes Excellences.* Les ministres furent Abraham Pétroniévitch aux affaires étrangères, Davidovitch à l'intérieur, Voutchitch à la guerre, Alexis Simitch aux finances, Tenker Stéphanovitch à l'instruction publique, Lazar Féodorovitch à la justice. La chancellerie du prince prit le nom de cabinet d'État, et les greffiers se nommèrent secrétaires d'État. Pour faire honneur à ces titres pompeux, qu'ils portaient avec assez de suffisance, les nouvelles Excellences, les nouveaux secrétaires d'État imaginèrent un habit d'uniforme d'une magnificence fabuleuse.

La passion des uniformes avait fait en Serbie des progrès rapides. Le prince s'était laissé aller à changer

l'habit national simple et charmant contre un habillement à la russe très-incommode, pour ses troupes régulières. A la futaine blanche, aux justaucorps rouges, aux guêtres, à la ceinture à plusieurs couleurs, au fetz pourpre, aux sandales légères qui donnaient un air si original, et faisaient si bien ressortir la taille svelte de la jeunesse serbe, on substitua la tunique verte avec des passements rouges, le pantalon bleu, le schako, les bottes de l'infanterie hongroise qui gênaient la marche des soldats et les rendaient imapables de soutenir une longue course.

Ce changement avait choqué les Serbes qui, comme toutes les populations chrétiennes qui vivent parmi les Turcs, avaient plus ou moins contracté la haine que ces derniers portent au *ghiaour — robassi* (mode de s'habiller des infidèles). Les Turcs trouvent cet habillement mesquin, ridicule et indécent. Il ne savent pas comprendre l'usage des basques et du collet de nos habits, et dans les mascarades publiques, dans les comédies improvisées pour égayer leurs fêtes le polichinelle, l'arlequin, le bouffon, le personnage en somme qui doit faire les frais des rires de la multitude est toujours affublé d'un habit à l'européenne. De plus les Serbes, comme tous les autres raïas, détestaient on ne peut plus les lois turques qui leur prescrivaient certaines façons d'habits humiliantes et qui leur rappelaient sans cesse leur servitude. Pour s'affranchir de cet opprobre, plusieurs, même contre leurs intérêts, entraient au Service d'un turc ou achetaient chèrement un *bérat* qui les autorisait à s'habiller à leur gré. Maintenant donc que la Serbie avait reconquis la liberté et

partout l'affranchissement de ces lois somptuaires, ils auraient aimé les riches habits à la turque pour en faire parade sous les yeux de leurs ci-devant maîtres. C'était donc bien malgré eux qu'ils prenaient un uniforme méprisé par les Turcs.

Comme nous disions, les employés Serbes, après la proclamation de la constitution, avaient aussi pris un uniforme. Les partisans les plus acharnés de cette innovation étaient les Serbo-hongrois qui, à leur arrivée en Serbie, s'étaient empressés d'adopter l'habit national Serbe, parce que sans cela ils auraient toujours été regardés comme des Suabes, c'est-à-dire, comme des étrangers.

Mais à présent qu'aux nouveaux titres dont la constitution les décorait, se joignait l'exemple de la Valachie où, par l'influence surtout du gouverneur comte de Pahlen, avec la discipline européenne des troupes, on avait aussi introduit un habit à la russe pour les employés, ils firent de nouvelles instances auprès du prince pour lui arracher la permission de prendre aussi cet uniforme.

II.

Pour les satisfaire on imagina donc de donner au gouvernement serbe les formes militaires du russe, de façon que chaque degré de la hiérarchie civile avait un degré correspondant dans la hiérarchie militaire, et le droit de porter l'uniforme propre de ce grade,

avec cette différence que l'habit des militaires était bleu foncé avec des devises rouges, et des passements d'or, et celui des employés civils était couleur maron avec des devises en velours violet bordées d'un cordon rouge, et des passements d'argent. Tous portaient l'épée et le Kalpak (bonnet de martre).

Le ministre de la guerre les commandants des naïés et des districts, leurs aides et leurs secrétaires étaient considérés comme employés militaires. Les conseillers d'État, les membres des tribunaux, leurs secrétaires, les autres ministres et en un mot tous les fonctionnaires qui en temps de guerre n'auraient pas à se mettre à la tête des troupes, étaient considérés comme employés civils.

Le prince avait le droit (sans dépendre en cela du conseil d'État) de conférer ces grades civils-militaires; et comme plusieurs ambitieux au petit pied les sollicitaient, et que lui-même désirait de donner quelque distinction honorable à tous ceux qui lui avaient rendu quelque service, au commencement de son gouvernement constitutionel, il créa une foule de colonels, de capitaines, etc., qui auraient suffi pour un empire cent fois plus grand que la Serbie.

Comme ces titres n'avaient aucun traitement affecté, c'était à la vérité une façon bien commode d'apaiser certaines velléités d'ambition, et de récompenser de petits services sans surcharger pour cela le budget. Toutefois elle engendra une telle confusion dans l'ordre hiérarchique de la société serbe, qu'à la longue elle entrava la marche des affaires publiques, parce qu'un inférieur par son emploi civil était supérieur par son

grade militaire ; et il arriva souvent qu'un capitaine avait en sous ordre dans l'exercice de sa charge un major ou un colonel qui devait nécessairement en dépendre. L'insubordination fut une conséquence de cette confusion.

Cette vanité des titres une fois apaisée, les employés supérieurs conçurent encore le désir de se voir entourés par cette cohue de subalternes qui fourmillent dans les chancelleries européennes; secrétaires, sous-secrétaires, archivistes, greffiers, etc., véritables sangsues du trésor public, doublement inutiles en Serbie, petit État, où l'administration n'a pas cette complication qui rend ailleurs nécessaire ce fatras prodigieux de paperasses sans but qui encombrent les archives.

Milosch fut aussi amené à satisfaire cette autre petite ambition. Et comme un désir satisfait en enfante toujours un autre, après les titres sonores et l'entourage de subalternes, ils demandèrent encore une garde d'honneur.

Déjà en 1825, malgré les protestations d'Abd-ul-rahim-pacha, Milosch, par un certain Glumatz serbo-hongrois qui avait fait les campagnes de l'Autriche contre Napoléon, avait fait instruire à l'européenne des jeunes gens d'élite qui formèrent d'excellents officiers et disciplinèrent à leur tour en peu de temps les milices serbes, dont on aurait pu au besoin former une petite armée. A la conclusion de la paix il avait congédié les troupes devenues inutiles, pour soulager l'État de cette dépense, et n'en avait gardé que le nombre strictement nécessaire pour la police intérieure.

Mais ses conseillers devenus des Excellences, se

croyant quelque chose de grand, parce qu'ils en avaient les dehors, répétaient sans cesse que la Serbie devait aussi avoir des troupes régulières avec le titre de gardes du prince. Milosch à la fin céda aussi sur ce point et forma deux régiments d'infanterie, quelques escadrons de cavalerie et quelques compagnies d'artilleurs, dont il envoya les officiers à la guerre du Caucase pour y apprendre le mécanisme de ces armes à l'école des russes. Ainsi le prince eut une garde magnifique autour de sa personne, et les excellentissimes ministres en eurent aussi une à la porte de leurs palais (nom dont ils honoraient leurs humbles maisons de quelques chambres) et le décorum de la nation fut sauvé.

De cette manière allait en se relâchant de l'ancienne simplicité du gouvernement serbe. Cinq secrétaires avaient suffi à Milosch pour tout ce qu'il avait fait jusqu'alors; ce qui n'était pas peu de chose. Et encore ces secrétaires n'employèrent à leur besogne que la moitié du jour. Qu'allaient-ils donc faire les six ministres et cette nuée de barbouilleurs de papier qui les environnaient? C'était jeter l'argent de l'État et se rendre ridicule par dessus le marché. Aussi les ennemise du prince n'oublièrent pas de lui rappeler la fable de la grenouille et du boeuf.

———

III.

Si tous ces messieurs avaient ressenti quelque peu de cet amour de la patrie, dont ils faisaient un si pompeux étalage pour masquer leur égoïsme, n'auraient-ils pas eu de meilleurs conseils à donner au prince pour la prospérité de son pays? Combien d'institutions utiles on aurait pu fonder en Serbie avec l'argent qu'on dépensait si mal dans ce luxe administratif à la fois ridicule et inutile? L'agriculture commençait à peine à se développer; les arts de première nécessité, tels que ceux du menuisier, du forgeron, du tanneur, y étaient presque inconnus; l'instruction malgré les encouragements du prince, laissait encore beaucoup à désirer, les routes, quoique restaurées étaient encore loin d'égaler celles d'Europe, mille autres choses de ce genre étaient encore à faire, avant que de jeter l'argent public dans cette magnificence absurde de formes gouvernementales.

Le bon sens de Milosch ne lui permettait pas de croire qu'il eût bien fait de se laisser aller au gré de ses employés, ou que ces innovations pussent durer; ce fut chez lui un acte de dépit plutôt que de condescendance. Il était persuadé que la grande majorité de la nation ne savait que faire ni de la constitution, ni des changements qu'elle avait amenés; mais importuné par les instances continuelles de Serbes, (Serbo-hongrois) il leur accorda ce qu'ils désiraient, laissant au temps le soin de prouver combien ces désirs étaient hors de propos.

Quant aux limites que la constitution apportait à son autorité et aux droits qu'elle attribuait au conseil, il croyait fermement que les conseillers y réfléchiraient à deux fois avant que d'en user, persuadés, comme ils devaient l'être qu'il pouvait d'un souffle faire disparaître la constitution et tomber leur autorité. D'ailleurs dans ce conseil même, il n'y avait personne capable de comprendre toute la portée des droits que la constitution leur donnait et de résister ouvertement au prince, quand même on en aurait eu l'envie.

Les prévisions de Milosch ne tardèrent pas à se vérifier. Il avait fait entrer dans le conseil d'État tous les chefs du soulèvement, à l'exception de Motitch qu'il nomma président du grand tribunal. Or tous ces gens là jugeant Milosch d'après eux mêmes, ne purent jamais se persuader qu'il leur eût sincèrement pardonné; et les uns sur un prétexte quelconque avaient entrepris des voyages à l'étranger, d'autres redoutant toujours sa colère n'osaient proposer la moindre chose en conseil sans son consentement préalable.

Les séances du conseil, lorsque la discussion sortait d'une certaine sphère n'étaient plus que des scènes plaisantes et risibles; et cela devait être, car la plus grande partie de ces conseillers ne comprenaient pas à ce dont il s'agissait; mais de crainte de paraître manger inutilement le pain de l'État s'ils restaient sans prendre la parole à quelque propos que ce fût, ils avançaient souvent des observations déplacées en prenant des airs d'orateurs, s'échauffaient dans les débats, descendant à des personnalités et ripostant à de bonnes rai-

rons par des vilenies et des outrages. Il arrivait souvent que ni les uns ni les autres comprenaient les questions qu'ils débattaient, et alors avaient lieu des quiproquo fort curieux.

Cependant ces hommes-là étaient les personnages les plus éclairés de la Serbie, et tant que l'administration conserva les formes simples introduites par Milosch au commencement de son régime, ils s'étaient faits remarquer par un bon sens et une fermeté qui leur faisait beaucoup d'honneur même devant les étrangers qui visitaient la Serbie. Mais à présent, avec des institutions supérieures, à leurs lumières et à leur éducation, ils n'étaient plus guère bons qu'à faire rire.

En outre aucun des pouvoirs constitués ne comprenait bien ses attributions. Tantôt c'était le prince qui représentait le pouvoir législatif, et le conseil d'État l'exécutif; tantôt c'était tout le contraire. Les divers ministères usurpaient aussi souvent les attributions l'un de l'autre, et comme il y avait beaucoup plus d'employés que d'affaires à expédier, et que chacun désirait se mettre en évidence, si l'on laissait volontiers à Davidovitch, pour lequel on avait beaucoup de déférence, l'initiative de toutes les innovations, lorsqu'il s'agissait de les mettre en exécution, chacun prétendait que c'était du ressort de son ministère, ce qui faisait que les subalternes ne savaient plus de qui ils dépendaient, ni à qui s'en rapporter, et que les affaires marchaient avec beaucoup plus de lenteur et beaucoup moins d'ensemble que lorsqu'elles étaient expédiées par les quelques secrétaires de Milosch. Mais cela importait peu à Leurs Excellences, pourvu que leur nom

figurât au pied des actes du gouvernement imprimés dans la gazette officielle. Vain étalage d'une importance éphémère !

IV.

Si la constitution était si mal comprise par les premiers employés de l'État, on peut se figurer comment la comprenait le peuple encore plus ignorant et sans éducation; le peuple qui, dans les pays même les plus policés, n'entre presque jamais avec modération en possession de ses droits.

A la dernière scoupstina le prince, dans son discours d'ouverture, avait dit: «Les forêts des villages et «leurs pâturages servent à l'avenir au bien communal.... «Depuis ce moment il n'appartient plus à personne, pas «plus à notre gouvernement, qu'au kmet, à l'employé, «au marchand, au villageois ou à tout autre individu «de les entourer de palissades, ne dût-il y avoir que «dix arbres, ou bien d'empêcher les frères d'autres «villages ou districts de s'en servir.» Ces paroles furent prises à la lettre, et des désordres très-graves s'ensuivirent.

Sous la domination des Turcs les forêts appartenaient au Sphahi, qui, moyennant une taxe de dix paras (quatre centimes) par tête de bétail, les affermait au village du territoire dont elles faisaient partie. Une année abondante de glands était une bonne fortune pour la Serbie; on pouvait alors engraisser les cochons,

et le commerce prospérait. Mais chaque village en payant sa contribution pouvait exclure des forêts de son territoire les villages voisins, sauf le cas d'une abondance extraordinaire, où, moyennant une légère indemnité, on leur permettait de paître ce qui restait. Quant à la coupe des arbres, elle était réglée par d'autres lois qui défendaient d'abattre les plantes fruitières ou d'éclaircir excessivement les forêts, forteresse naturelle du pays.

Après la constitution les paysans, croyant ces lois abolies et les forêts devenues communes, accoururent de tous côtés avec leurs troupeaux où la récolte des glands abondait, et en peu de jours elle fut dévorée sans apporter d'avantages à personne.

Quant aux palissades qui entouraient les forêts en plusieurs endroits, le prince avait bien dit qu'il ne serait plus permis à personne d'en élever de nouvelles, mais il n'avait point permis d'abattre celles qui existaient; ç'aurait été une injustice de sa part, car les propriétaires en avaient acheté le droit des anciens Spahis, et l'on ne pouvait les en déposséder sans les rembourser de ce qu'ils avaient payé. Mais le peuple qui les détestait comme un attentat à la propriété commune, ne voulut pas entendre raison; il démolit ces enceintes et abattit les arbres qu'elles renfermaient et qui étaient les plus beaux et les plus productifs de la Serbie.

Il y eut de plus que quelques familles chrétiennes tout récemment immigrées ayant occupé, avec la permission du gouvernement, quelques terrains à la lisière des bois, les avaient clos par des haies, avant d'en avoir abattu toutes les plantes, soit parce qu'il y

en avait de singulièrement productives, soit aussi parce que le temps de la cultivation était imminent. Ces haies furent aussi renversées, et les clos envahis par les troupeaux qui foulèrent aux pieds les terrains ensemencés, et réduisirent ces pauvres gens à manquer de moyens de subsistance.

Tous ces dégâts ne pouvaient pas se commettre sans rencontrer quelque résistance de la part des propriétaires; aussi des désordres s'ensuivirent, et en plusieurs endroits l'on en vint à des voies de fait. Les autorités intervenues pour faire respecter le bon droit furent méconnues. A leurs sommations on répondait: Le prince a dit que nous sommes tous égaux.

Et ce ne fut pas encore là le seul point de la constitution qu'on eût mal entendu. Elle donnait à tout Serbe le droit de porter des plaintes contre les fonctionnaires publics et même d'en demander la destitution. Il arrivait donc souvent que lorsqu'un administrateur voulait porter une plus grande attention au maintien de l'ordre et à la répression des perturbateurs, on avait pour ennemis des hommes influants dans le pays, le peuple mis en jeu par quelque intrigant, en demandait le remplacement que le conseil d'État s'empressait d'accorder, soit pour ne pas le rebuter au commencement du régime constitutionnel, soit aussi pour faire parade de son autorité. Delà la faiblesse des administrateurs qui, de crainte d'être destitués, se comportaient non selon les lois et la justice, mais au gré de ceux qui pouvaient en provoquer le licenciement.

En outre les Serbes sous la longue domination des Turcs, à cause du mauvais exemple qu'ils avaient tou-

jours sous les yeux de l'indolence de leurs maîtres et parce que ceux-ci ne leur laissaient des fruits de la terre qu'ils cultivaient que le strict nécessaire, aimaient peu le travail, et lorsqu'ils avaient fait assez de besogne pour avoir de quoi payer l'eau-de-vie et un morceau de pain bis, ils quittaient les champs pour le cabaret. Avant la constitution, les kmets, les capitaines, les serdars pouvaient arrêter et punir ces insouciants, et c'était une loi fort sage dans un pays où les bras manquent au travail; mais depuis la constitution qui laissait chacun libre de disposer de sa personne et de son temps, la voix des kmets n'était plus écoutée. Les tavernes se remplissaient de fainéants et dans l'intérieur des familles les femmes et les enfants manquaient du nécessaire; le sol ne produisait plus comme auparavant, le mœurs se corrompaient et tout le pays changea d'aspect en peu de mois.

Les employés n'abusèrent pas moins que le peuple de la nouvelle liberté. Les Souabes contenus jusqu'alors par l'exemple et l'autorité du prince n'avaient pas osé franchir les limites de cette vie sobre qu'on menait en Serbie. Mais à présent, avec des appointements plus considérables et une constitution qui leur assuraient plus d'indépendance, leurs désirs ne connurent plus de bornes. La parcimonie des Serbes les révoltant, ils firent venir des cuisiniers de la Hongrie, tirèrent des vins de l'étranger; la viande même et le pain du pays n'allait plus à leur goût. Le peuple murmurait en voyant ces aventuriers, comme ils les appelait, dépenser avec tant d'impudence sous ses yeux l'argent du public. Il disait avec raison qu'au lieu de

nourrir tant de parasites, le prince aurait mieux fait de les chasser tous et de diminuer le porès de tout ce qu'ils coûtaient.

Des plaintes arrivaient donc de tous côtés sur les mauvais effets de la constitution. Les magistrats de la province se plaignaient de ce que leur autorité était méconnue, les propriétaires de ce que les fruits de leurs travaux étaient gaspillés par les malveillants et les paresseux que la constitution protégeait; les pauvres, de ce que la vie jadis si paisible de leurs familles était à présent troublée par l'esprit de vagabondage, d'oisiveté, d'intempérance que la constitution paraissait autoriser. Les employés supérieurs de leur côté assuraient que la constitution était vraiment prématurée et ne répondait guère aux exigences de la Serbie. Tous sentaient la nécessité d'apporter un remède à cet ordre, ou plutôt à ce désordre de choses. Cependant lorsque Milosch voulut s'en charger, il rencontra en quelques endroits une vive opposition et on osa lui dire que ce n'était plus au prince à réformer la constitution. Toutefois le nombre de ces opposants était bien petit, et le prince, après s'en être débarrassé à sa manière, fit tout ce qu'il jugea devoir faire. Quant à la constitution, elle devait bientôt subir un choc violent des puissances voisines.

V.

L'Autriche n'avait pas vu de bon oeil la Serbie se constituer en nation indépendante. Cela s'opposait peut-être à ses vues sur le démembrement prochain de l'empire ottoman. Mais ce n'était pas sans inquiétude qu'elle l'avait maintenant entendue proclamer la constitution. Ennemie de toute institution libérale, elle en a peur surtout lorsque le peuple qui les adopte avoisine ses frontières, et elle se montre toujours prête à faire ce qui est en son pouvoir pour les éteindre. Elle avait d'autant plus raison de les craindre en Serbie, que la Hongrie était alors toute remplie de Serbes émigrés de toutes les époques, lesquels jugeant de loin le nouvel ordre des choses l'avaient salué avec enthousiasme. Cela pouvait être un mauvais exemple pour des sujets qui ne doivent rien faire ni penser qu'au gré du gouvernement. De plus la Serbie pouvait servir de noyau à la nationalité slave qui commençait à s'agiter; et à Vienne où l'on savait que dans l'état actuel de la Serbie une constitution était un hors-d'œuvre, on pouvait justement y soupçonner l'intention cachée d'éveiller le désir de cette nationalité parmi les populations slaves sujettes en grande partie de l'Autriche. Enfin elle détestait jusqu'au nom de constitution, et les Serbo-Hongrois faisaient tant de bruit à ce propos que ses soupçons s'en accrurent. Elle présenta donc des remontrances officieuses à Milosch et la demande formelle à la Russie et à la Porte que cette constitution fût abolie et qu'on éteignît à sa naissance

cette étincelle qui pouvait allumer un incendie et qui donnait déjà des inquiétudes sérieuses pour la tranquillité présente et future des États limitrophes.

La Rusie saisit volontiers cette occasion que l'Autriche lui offrait de faire entendre à la Serbie qu'elle ne souffrirait jamais qu'on introduisît aucune innovation dans cette principauté sans son consentement. Elle aussi s'était alarmée de la constitution Serbe, parce que, prétendant à une tutelle exclusive sur ce pays, elle soupçonnait que cette constitution ne fût l'ouvrage de quelque parti français auquel appartînt Milosch lui-même. Ses soupçons venaient de ce que les deux diplomates français MM. de Bois-le-comte et De la Noue avaient si longtemps séjourné en Serbie.

Le cabinet russe arrèta donc que la constitution serbe serait abrogée; *et soit pour s'assurer si ses soupçons étaient fondés, soit pour faire sentir aux Serbes sa puissance*, il envoya en Serbie un commissaire avec ordre de faire connaître au prince ses volontés, d'explorer l'esprit du pays, de s'informer des causes des événements de janvier, et d'arranger les différends qui existaient entre le prince et le parti des mécontents. Il chargea de cette mission son agent et consul-général dans les principautés danubiennes le baron de Buchmann, dont nous parlerons bientôt.

La Porte de son côté, comme il lui importait fort peu la manière dont se gouvernerait la Serbie, maintenant qu'elle n'était plus sous sa domination directe, sans les instances de la Russie et de l'Autriche, n'aurait aucunement songé à s'opposer à la constitution, d'au-

tant plus qu'elle ne prenait pas la chose aussi au sérieux que ces deux puissances, étant persuadée qu'on en faisait plus de bruit qu'elle ne méritait. Satisfaite pourtant d'avoir un prétexte de s'immiscer aux affaires intérieures de ce pays, appuyant le vœu de la Russie et de l'Autriche, elle fit parvenir à Milosch leurs réclamations et lui ordonna de ramener une constitution contraire aux lois fondamentales de l'empire, aux formes de gouvernement des autres provinces qui en dépendaient, aux traités de la Porte avec l'Autriche, et qui ne convenait guère à l'état politique, social et administratif de la Serbie.

Milosch, comme on l'a vu, s'était déjà apperçu d'avoir commis une faute en publiant la constitution, et il se serait de bien bon cœur rendu aux instances des trois puissances. Mais il avait fait serment de la conserver. Ce n'est pas que ce serment le gênât beaucoup, car en le prononçant il en avait estropié la formule de manière à lui faire rendre un sens tout différent de celui qu'elle avait, et grâce à ce subterfuge de nouvelle invention, il croyait sa conscience à couvert, maintenant qu'il était obligé de faire tout le contraire de ce qu'il avait juré. Mais le peuple très-religieux en Serbie aurait sans doute été scandalisé de voir publiquement méconnu un serment aussi solennellement prêté et qu'il n'avait aucune raison pour croire fait avec des restrictions mentales.

Milosch aurait pu certainement, pour s'en excuser, déclarer en public de quelle part lui venait l'ordre de cette démarche et la violence qu'on lui faisait; mais il craignait qu'on ne dît alors qu'il n'était pas le maître

chez lui. Il embrassa donc un parti moyen. Laissant subsister de nom la constitution, peu à peu il abrogea toutes les franchises qu'elle accordait. Il conserva le conseil d'État, le ministère et toute la sequelle de nouveaux emplois qu'il avait créé ; mais il contint ceux qui voulaient jouir de la liberté que leur assurait la constitution. Ce tempérament ne satisfit pas les puissances car le nom même de constitution leur était odieux, tandis que ses ennemis à l'intérieur y trouvèrent un prétexte pour lui aliéner le cœur de son peuple à qui l'on faisait croire que Milosch violait à tout moment la constitution qu'il avait jurée, par envie de régner despotiquement.

VI.

La Porte, pendant qu'elle lui enjoignait de supprimer la constitution, l'invitait de nouveau à Constantinople. Cette fois Milosch ne sut, ou n'osa pas résister. Il commença donc les préparatifs de ce voyage auquel il voulait donner un éclat à éclipser celui que les deux princes de Valachie et de Moldavie avaient accompli avant lui ; ses épargnes lui permettaient cette fantaisie. A l'exemple des deux princes susdits, il arrêta de se présenter à la Porte en costume européen, et choisit pour se faire accompagner les jeunes gens les mieux pris et les plus élégants du pays. Il fit venir de Vienne et de Leipsic des habillements très-riches, des joyaux et des objets d'art d'un grand prix pour faire les cadeaux d'usage

au sultan, à la famille impériale, aux grands officiers de l'empire, à tous ceux dont il aurait en route accepté l'hospitalité.

La Porte de son côté lui préparait un accueil non moins splendide. Le sultan, informé que le prince désirait faire son voyage sur le Danube jusqu'a Roustchouk et de là par terre jusqu'à Varna où il s'embarquerait pour Constantinople, envoya l'attendre dans ce port un bateau à vapeur de l'État, et députa Kiamil-Bey alors colonel de la garde impériale, maintenant muchir et gouverneur de Seida pour l'accompagner pendant le voyage.

VII.

Tandis que Milosch était tout aux préparatifs de ce voyage, on lui annonça que l'envoyé russe, baron de Buchmann venait d'arriver. Il était un de ces nobles allemands qui exercent en Russie tous les emplois de son ordre dédaignés par la haute noblesse du pays. Homme à la fois servile et hautain; car la servilité en Russie est la plus indispensable de toutes les qualités pour parvenir à quelque chose, et l'homme servile, dans quelque condition qu'il se trouve, aime à faire peser sa supériorité sur ces inférieurs, lorsqu'il en a. La servilité et l'orgueil sont des vices communs à presque tous les agents russes, et c'est là une des causes principales de l'éloignement que les populations chrétiennes de la Turquie éprouvent pour cette puissance;

c'est là aussi ce qui porta Milosch dans les derniers temps à désirer d'en secouer le joug.

Le baron Buchmann haïssait personnellement Milosch depuis longtemps et il venait en Serbie avec le parti pris de lui faire tout le mal possible. Quelques paroles échappées au prince dans un moment de bonne ou de mauvaise humeur sur le compte du baron, avaient été la cause de cette haine. La conduite de ce monsieur dans les deux principautés avait donné lieu à bien des propos. Il prétendait y commander en roi, se mêlait de l'administration, du gouvernement, de toutes les affaires publiques; le prince Alexandre Ghika lui-même était à cause de lui dans la plus complète dépendance. Devenu amoureux d'une belle-sœur de ce prince, après avoir longtemps vécu avec elle dans une scandaleuse intimité, il en fit décréter le divorce et l'épousa. Une autre belle-sœur du même prince s'était permis de flétrir publiquement la conduite du baron, et de reprocher au prince sa lâche soumission envers lui, le baron exigea qu'on l'exilât et ainsi fut fait. Ses excès connus en Serbie indignaient Milosch qui dans ses causeries familières avait fait quelque sortie sur le baron, ainsi que sur la docilité des valaques. Le baron, par ordre de son gouvernement avait acheté quelque-uns des soi-disant amis de Milosch, qui le tenaient au courant de tout ce qu'il disait ou faisait. Il ne tarda donc pas à être informé des propos échappés à Milosch, et jura d'en tirer vengeance.

Il venait cependant en Serbie avec une fausse idée des Serbes. *Accoutumé à commander à la baguette en Valachie, il croyait faire de même en Serbie où le peuple,* à

son avis, *était encore plus* grossier et ignorant. Il supposait bien qu'il y rencontrerait quelque velléité de résistance; mais «un froncement de ses sourcils ou tout au plus quelque rebuffade suffirait» selon lui, pour les ramener à la raison. En cela, je l'ai dit, il se trompait, car le Serbe d'un caractère ordinairement droit, entier flegmatique est d'une docilité extrême envers ceux qui le gouvernent, s'ils savent le prendre par son bon côté; mais lorsqu'on prétend l'intimider, ou le faire céder par des menaces, il s'emporte facilement et oppose la plus opiniâtre résistance. L'histoire des révolutions serbes prouve la vérité de ce que j'avance.

Milosch avait daigné venir à la rencontre du baron jusqu'à Posarévatz, où il lui fit un accueil des plus honorables, comme il convenait à l'envoyé d'une puissance protectrice de la Serbie. Mais le baron pour montrer du premier abord qu'il voulait se réserver le rôle d'arbitre suprême entre le prince et la nation, sans paraître aucunement flatté des marques de distinction que le prince lui donnait, lui demanda tout de suite les détails les plus minutieux sur les événements de janvier, ainsi que sur la promulgation de la constitution qui en était la conséquence. Milosch, par son secrétaire Zivanovitch, lui fournit tous les renseignements qu'il désirait, et protesta qu'en promulgant la constitution il n'avait eu d'autres intentions, que de faire le bonheur de son pays et de combler les vœux de tous les partis; qu'il n'aurait jamais songé qu'elle pût donner lieu à des réclamations surtout de la part de la Russie, dont lui et ses concitoyens étaient toujours prêts à suivre les conseils, malgré le privilége que la Porte

leur avait accordé d'adopter la forme de gouvernement qui leur semblerait la plus convenable; mais qu'à peine il avait été informé qu'elle déplaisait à son auguste protecteur, il l'avait considéré comme non avenue, et que c'était uniquement pour éviter des cancans à l'étranger, et des scandales à l'intérieur, qu'il ne la révoquait pas par un acte public dans lequel il lui faudrait dire les raisons qui le forçaient à cette mesure.

VIII.

Le russe écouta ces raisons comme un juge écoute un coupable convaincu, à qui on permet de se défendre uniquement pour la forme. Il prit lui-même ensuite la parole, et commença par reprocher amèrement aux Serbes d'avoir osé penser qu'ils formaient une nation indépendante, tandis qu'ils n'étaient que des raïas de la Porte à qui, par intercession de la Russie on avait accordé quelques franchises, dont toutefois il n'auraient jamais dû abuser jusqu'à se constituer en peuple libre, sans avoir préalablement consulté la Russie à qui ils devaient tout. Il ajouta qu'il y avait lieu de s'étonner qu'on eût poussé la témérité jusqu'à proclamer une constitution qui consacrait ces principes révolutionnaires que la Russie et l'Autriche avaient toujours combattus et qu'aucune nation même de premier ordre, n'aurait été assez hardie d'adopter sans leur consentement. Venant ensuite à examiner cette constitution, il accusa d'arrogance le chapitre qui fixait la succesison à la

principauté Serbe dans la famille des Obrénovitch. *Milosch* dit-il: «*n'est qu'un lieutenant du Grand-Seigneur.* «*chargé de gouverner en son nom le pays tant qu'il se* «*conservera fidèle à ses devoirs, et sa famille ne peut* «*prétendre aux droits dont jouissent en Europe les fa-*«*milles souveraines des États indépendants. La Serbie n'ap-*«*partient qu'au sultan*».

Ces paroles fournissaient une preuve de plus du dépit que la Russie avait éprouvé lorsque, contre sa volonté, la principauté de Serbie avait été déclarée héréditaire dans la famille des Obrénovitch. Elles montraient encore qu'à la première occasion elle n'aurait pas hésité un moment à violer cette concession, et que cette occasion serait de la part de Milosch la transgression de ses devoirs dont le premier était une entière soumission à la Russie.

L'envoyé russe demanda ensuite d'un ton de sarcasme et de mépris ce que signifiait la bannière adoptée par la Serbie, et la couronne ducale qui la surmontait, et répéta que la Serbie était sujette de la Porte, et ne pouvait avoir d'autres armoiries que celles de la puissance dont elle relevait. Il semblait goûter le cruel plaisir d'humilier les Serbes, leur rappelant à tout propos leur état de sujétion à l'égard des Turcs.

Continuant sur le même ton, il demanda encore qu'on lui dît, puisqu'on avait créé un ministère de la guerre et un autre des affaires étrangères, contre qu'elle puissance et avec quelles armées ils entendaient faire la guerre, et quels étaient les traités qu'ils avaient à conclure; et si par hasard ils ne voulaient pas combattre pour la liberté du monde d'accord avec la France, dont ils avaient adopté les principes et les institutions. Il

termina cette espèce de réquisitoire en priant d'un air moqueur Zivanovitch de lui indiquer le jour où il pourrait être présenté à leurs Excellences les ministres.

A ces observations justes au fond en partie, mais indécentes et offensantes par la forme et la manière dont elles étaient débitées, Zivanovitch répondit que les fautes du gouvernement serbe ne devaient pas être attribuées à la présomption, ou au mauvais vouloir, comme le prétendait M. le baron, mais au manque d'expérience et à l'ignorance des formes et des pointilleries de la diplomatie; que le prince et le peuple serbe connaissaient assez leurs devoirs et n'avaient jamais eu l'intention de s'en éloigner; que par leurs propres efforts et la haute protection de la Russie ils se croyaient sortis de l'état de raïas où M. le baron se plaisait à les replacer; que le sultan ayant reconnu héréditaire dans la famille des Obrénovitch la dignité de prince, et donné le titre de Knias à Milosch et à ses descendants ils ne pouvaient penser avoir fait de tort à personne ou usurpé une autorité qui ne leur compétait pas, en réglant par une loi fondamentale l'ordre de succession, pour éviter toute contestation à l'avenir; que le titre d'altesse pris par Milosch était le même que portaient les princes de Valachie et de Moldavie, mais que Milosch y attachait si peu d'importance qu'il était prêt à le quitter pour un autre que la Russie agréât d'avantage; qu'ils ne croyaient pas un crime si grand d'avoir adopté une bannière et des armoiries, puisque cela se pouvait faire par le plus pauvre capitaine turc et le plus chétif village d'Europe sans que pour cela on les accusât de vouloir se rendre indépendants; que

la couronne ducale qui surmontait les armoiries Serbes ne pouvait blesser la souveraineté du sultan, comme les couronnes de comte, de baron, etc., russes ne blessaient pas celle du Czar. Que c'était peut-être un enfantillage que d'avoir créé six ministères pour si peu d'affaires, mais que Milosch avait pris ce parti pour apaiser certaines ambitions qui sans cela auraient peut-être troublé le pays; que d'ailleurs si les secrétaires chargés des relations de la Serbie avec la Porte, l'Autriche, la Russie et les provinces confinantes de la Turquie, et de ce qui avait rapport aux troupes que la Porte permettait à la Serbie d'entretenir pour la police intérieure, s'appelaient ministres des affaires extérieures et de la guerre, cela ne devait alarmer d'aucune façon la Russie, et qu'il serait ridicule d'y chercher des intentions qu'on n'avait jamais eues, parce que la protection russe suffisait à la Serbie qui n'aurait jamais cherché à avoir des relations avec d'autres puissances. Quant à l'analogie que la constitution serbe pouvait avoir avec celle de la France, ce n'était pas la faute de Milosch qui ne connaissait cette dernière que de nom et n'avait approuvé la première que pour le bien de son peuple et le contentement de ceux qui se plaignaient de la manière dont la Serbie était administrée auparavant, et non pour soutenir et répandre des principes désagréables à l'Autriche ou à la Russie.

Cette réponse, quoique assez ferme, était cependant très-modérée, et le baron prenant cette modération pour de la timidité, se confirma dans sa résolution d'amener les Serbes à lui demander merci, les traitant avec hauteur et cherchant à tout propos à les humilier.

Quoique, avant même de venir en Serbie il eût déjà en son cœur condamné le prince, et qu'à son arrivée il eût reçu plusieurs des compromis dans la dernière émeute et provoqué à lui porter leur plaintes contre le prince ceux-là même qui n'avaient pas intention de le faire; toutefois pour se donner une plus grande importance et montrer qu'il voulait se comporter en juge impartial, il l'invita à rassembler les premiers officiers de l'État ainsi que les chefs de l'insurrection de janvier sous le prétexte d'entendre ce qu'ils avaient à dire pour se justifier, et de connaître quelles étaient leurs pensées pour l'avenir.

Milosch, malgré la connaissance qu'il avait de cet homme et des relations nouées par lui avec ses ennemis les plus acharnés, lui accorda ce qu'il demandait, et convoqua dans une salle du quartier des momaks attenante à son palais tous les personnages à qui il désirait parler.

Le baron se présenta à cette assemblée presque en souverain; il demanda d'abord quels étaient les raisons qui les avaient poussés à prendre les armes contre le prince. Davidovitch prit la parole au nom de ses collègues, et dit que ce mouvement avait été excité par le besoin d'obtenir quelques réformes réclamées par la position actuelle de la Serbie, qui, en mettant un frein à l'arbitraire rendissent plus stable la condition des employés, plus sûrs les biens et les personnes des citoyens. Mais qu'aucun des insurgés n'avait eu l'intention d'attenter à la vie ou au pouvoir de Milosch, ou de soulever une guerre civile.

Après Davidovitch, le baron écouta tous ceux qui

avaient à se plaindre de torts vrais ou supposés de la part du prince; puis, prenant à son tour la parole, il dit que les Serbes pouvaient compter sur la protection de l'empereur son maître, tant qu'ils resteraient fidèles à leurs devoirs de sujets de la Porte et de protégés de la Russie; mais que s'ils les méconnaissaient, non-seulement l'empereur les abandonnerait à leur sort, mais s'unirait à la Porte pour les mettre à la raison. Il leur reprocha ensuite leur peu de déférence pour les Turcs et de soumission pour les conseils de la Russie et fit une critique amère de la manière dont la Serbie était gouvernée. Tout le monde comprit que ces paroles s'adressaient au prince absent.

Se tournant ensuite du côté de Davidovitch, de façon à faire comprendre que c'était de lui qu'il voulait parler, il ajouta qu'il y avait en Serbie des têtes exaltées, qui désiraient y propager des principes révolutionnaires, et y prêcher l'amour pour les puissances qui soutenaient ces principes, qu'on avait les yeux ouverts sur ces individus qui devaient se bien garder de s'attirer, en continuant, la colère de la Russie, dont les conséquences seraient des plus fâcheuses pour eux et pour leur pays. Il repéta encore que les Serbes n'étaient que des raïas de la Porte et qu'ils ne pouvaient avoir des relations politiques qu'avec leur souverain. Il finit par les exhorter à rester tranquilles et à réparer les fautes qu'ils avaient commises jusqu'alors, les assurant que personne ne serait inquiété à l'avenir pour le parti pris dans les troubles passés.

IX.

Après cette conférence, le baron se présenta au prince résolu de se montrer avec lui encore plus hautain et méprisant. Il commença par une critique sanglante de tous les actes de son administration, lui faisant comprendre que dans l'entretien qu'il venait d'avoir avec ses premiers officiers il avait acquis la certitude que tous les torts étaient de son côté et que la conspiration de Krouschévatz n'aurait pas eu lieu sans sa mauvaise conduite. Il poussa ensuite l'inconvenance jusqu'à se permettre de faire l'objet de ses sarcasmes la vie privée du prince et ses rapports de famille, et à lui enjoindre sans aucun ménagement de se bien garder de violer la promesse de pardon faite aux rebelles, de leur confier les charges les plus délicates de l'État comme aux hommes les plus capables de la Serbie et de priver de tout emploi Davidovitch le seul qui n'eût point trempé dans la conspiration. Il lui traça enfin la route qu'il avait à suivre et jusqu'à la manière dont il devait se comporter avec sa famille.

Le prince l'écouta jusqu'à la fin sans l'interrompre; il fit même des efforts pour paraître calme; mais ceux qui le connaissaient voyaient sur son visage la peine qu'il éprouvait à contenir son indignation. Lorsque le baron eut fini et que peut-être il se flattait déjà d'avoir su humilier un homme que l'on représentait comme indomptable et insensible aux menaces, Milosch lui répondit que s'il était tombé dans quelque faute, on ne devait pas l'attribuer à de mauvaises intentions, mais à son manque d'expérience, et souriant ironiquement il ajouta qu'il aurait bien voulu voir tant de personnages

qui se vantaient d'une grande habileté en diplomatie et d'une intelligence supérieure en administration dans la position où il s'était trouvé au milieu du choc des partis, des guerres à l'extérieur, des discordes à l'intérieur pour savoir s'ils auraient fait mieux que lui par rapport aux conspirateurs; de quelque côté que fût le tort, il protesta d'avoir sincèrement pardonné avant même que d'y être engagé par personne; mais il déclara que ce pardon ne servirait point aux rebelles de sauvegarde pour l'avenir, et que s'ils abusaient de sa clémence pour exciter de nouveaux troubles ils les frapperait selon toute la rigueur des lois quelle que fût leur position sociale ou la protection dont ils se targuaient; que, si malgré sa parole quelques-uns d'entre eux ne se croyaient pas assez en sûreté en Serbie, ils pouvaient s'en aller où bon leur semblerait, qu'il n'y mettrait pas le moindre obstacle; qu'à ce qu'il voyait, ces messieurs, de leur côté, ne lui avaient pas aussi sincèrement pardonné d'avoir déjoué leurs complots; mais que malgré cela, il les conserverait tous selon sa promesse dans leurs emplois tant qu'ils resteraient fidèles à leurs devoirs

Quant aux formes administratives il déclara qu'il accepterait de bon gré les conseils de M. le baron, comme de tous ceux qui s'intéresseraient au sort de la Serbie, lorsqu'on les lui proposerait avec les égards qui lui étaient dus. Mais que, si M. le baron prétendait faire accepter les siens comme des ordres, lui Milosch, chef de la nation et gardien de ses droits les repousserait résolument, puisque la Porte avait autorisé la Serbie à se gouverner comme bon lui sem-

blerait, et que la Russie elle-même à qui il avait demandé des instructions à cet égard avait répondu que personne mieux que le prince n'était à même de connaître les besoins de son pays et de choisir la forme de gouvernement qui lui convenait le plus.

Il ajouta qu'il lui était impossible de mettre d'accord la conduite antérieure du cabinet russe avec les instructions que M. le baron assurait en avoir reçu; et que si les instructions dont il se disait muni étaient vraiment aussi explicites qu'il l'affirmait, il eût la bonté de les lui faire voir, ou du moins de lui laisser une note par écrit; ce à quoi les envoyés russes s'étaient toujours refusés.

Il finit en disant, que, comme il devait partir pour Constantinople, il ne changerait rien aux formes de son gouvernement jusqu'à son retour; qu'alors il verrait ce qu'il avait à faire dans l'intérêt de son pays, à moins que le cabinet russe ne daignât enfin lui prescrire dans des formes convenables la manière de gouverner la Serbie.

Le ton ferme de Milosch couvainquit enfin le baron Buchmann qu'il n'avait pas bien jugé le caractère de ce prince et qu'il avait affaire à un tout autre homme qu'il ne pensait *Mais puisque Milosch paraissait vouloir décidément s'opposer aux vues de la Russie, sachant que l'empereur son maître se déciderait aussi à le perdre*, avant de quitter Possarévatz, il eut encore plusieurs entrevues avec les Serbes mécontents, et leur traça la conduite qu'ils devaient tenir *afin de préparer la voie à la Russie pour atteindre au but auquel se dirigeaient leurs efforts.*

LIVRE TREIZIEME.

I.

Milosch, avant de se mettre en route pour Constantinople, voyant que la compilation des codes marchait très-lentement à cause de l'incapacité de ceux qui s'en étaient chargés, résolut d'appeler de l'étranger quelques jurisconsultes habiles pour y travailler. Il connaissait personnellement un Basile Lazzarévitch bourgmestre et capitaine de Semlin, homme probe et légiste savant, qui avait eu occasion d'étudier à fond le caractère, les mœurs, la langue des Serbes. Il avait aussi entendu parler avec beaucoup d'avantage d'un Jean Hagitch avocat à la cour royale hongroise de Pesth, connu par plusieurs ouvrages poétiques qu'il avait publiés en langue serbe sous le pseudonyme de Milosch Zvétich et qu'on célébrait comme très-versé dans les matières légales. Après avoir pressenti leurs intentions, il les pria de vouloir se charger de ce travail, leur offrant des conditions fort avantageuses qu'ils

acceptèrent. Le gouvernement autrichien, sur l'instance de Milosch, s'empressa de leur accorder le congé nécessaire et leur recommanda de faire tout ce qu'ils pouvaient pour répondre à l'attente du prince et de la nation. Nous aurons encore dans la suite à nous entretenir de ces messieurs.

Une autre disposition non moins utile à son pays fut encore prise par Milosch avant son départ. Une ancienne tradition disait que le pays abondait en mines exploitées jadis, abandonnées ensuite par les Turcs, parce que, à cause de leur mauvaise administration elles ne rapportaient presque plus rien à l'État. Plusieurs savants voyageurs qui avaient parcouru en détail les montagnes serbes, affirmaient aussi qu'il y avait des mines de plomb, de fer et d'argent. Il était enfin incontestable que les rives du Danube étaient fort riches en charbon minéral. Le prince, pour s'en assurer, invita le baron Herder, fils du célèbre philosophe de ce nom et très-savant minéralogiste lui-même, et pria le roi de Saxe de lui accorder un congé. Il arriva en Serbie après que Milosch en était parti, et termina ses explorations avant qu'il fût de retour, de façon qu'ils ne purent se voir, ce que tous les deux regrettèrent vivement.

Après avoir mis ordre à ces points importants, Milosch institua une régence chargée de gouverner les choses publiques en son absente. Il en nomma président son frère Ephrem, et lui donna pour principal conseiller un des chefs de la conspiration de janvier, Miléta Nadoïcovitch, pour montrer qu'il lui avait sincèrement pardonné et croyait aussi à la sincérité du repentir

que celui-ci avait témoigné. Quoique le conseil d'État n'eût plus toute l'importance que la constitution lui attribuait, il recommanda cependant au conseil de régence de ne rien entreprendre sans le consulter, et en cas de différend d'en référer directement à lui à Constantinople.

II.

Les choses ainsi arrangées et tous les préparatifs achevés, Milosch se mit en route pour la capitale turque le 19 juillet. Il s'était déterminé d'aller par terre jusqu'à Vidin et de s'embarquer de là sur la Danube. Presque toute sa famille et une longue suite d'officiers de l'État, de kmets et de notables l'accompagnèrent jusqu'à la frontière et le quittèrent en faisant des vœux pour lui. Aucun deux n'était absolument sans crainte pour la sûreté personnelle du prince; ils craignaient toujours que la Porte ne l'eût invité à Constantinople que pour se débarrasser à son aise d'un homme qui lui avait donné tant de graves soucis et pouvait encore lui en donner de plus graves.

Arrivé à Négotin il y rencontra Osman-Pacha gouverneur d'Ada-Calé, venu jusque là pour le recevoir. Il était fils du fameux Soliman qui avait poussé les Serbes à la seconde insurrection, et, comme son père, Bosniaque de naissance et de cœur. Milosch avait fait la guerre à son père, et l'avait forcé de quitter la Serbie dans un état misérable. A sa mort, Osman se trouva

pauvre et pourtant incapable de se procurer une charge qui lui donnât de quoi vivre d'une manière digne de sa naissance. Milosch oubliant alors le mal que son père avait fait à son pays et à lui-même, n'épargna ni son crédit, ni sa bourse pour lui procurer la charge qu'il désirait. De son côté Osman, croyant en vrai musulman, que l'inimitié de son père avec Milosch et la victoire de ce dernier n'était que l'œuvre du destin aveugle et inexorable dont il lui fallait subir les conséquences, n'hésita pas un moment à accepter les bienfaits de Milosch pour qui dès-lors il professa la plus vive reconnaissance, comme à son second père.

C'est pour cela qu'il était venu à sa rencontre jusqu'à Négotin où, contre les usages de l'Orient, oubliant la morgue musulmane, et au risque de scandaliser sérieusement tous les vrais croyants, il lui baisa respectueusement le bas de la robe. Cette marque d'honneur que les seuls pachas à trois queues reçoivent de leurs subalternes, le dernier d'entre eux refuserait de la donner au plus puissant parmi les infidèles; aussi Milosch lui-même en eut presque honte, et relevant son ami, il le pressa contre son cœur et le salua du nom de frère.

Arrivés en face d'Ada-Calé, l'artillerie de la citadelle et des forts fit une décharge générale pour saluer le prince. On lui avait préparé sur les bords du Danube un banquet très-somptueux; car Osman, quoique encore pauvre, n'avait rien voulu épargner pour fêter son bienfaiteur. La journée se passa joyeusement et les canons de la citadelle répondaient aux toasts des conviés. On but ce jour-là une énorme

quantité de champagne; Turcs et chrétiens y laissèrent en partie leur raison, Milosch excepté, qui, comme nous l'avons déjà dit, n'était pas un grand buveur.

De nouvelles fêtes l'attendaient à Vidin, où était gouverneur le célèbre Aga-Pacha Usseïn, qui, par ses conseils et sa coopération, avait puissamment contribué à la destruction des jannissaires. Il était l'un des visirs les plus puissants et certainement le plus riche de l'empire. Le Grand-Seigneur l'envoyant contre Ibrahim-Pacha avait créé tout exprès pour lui la charge de grand maréchal de l'empire, titre qui ne fut donné à personne ni avant, ni après lui et qui conférait une autorité sans bornes. Il pouvait expédier des firmans avec l'anagramme du sultan, créer et destituer les visirs et les Pachas dans toute l'Anatolie, y exercer en un mot le pouvoir suprême. A son retour de cette expédition où sans jamais venir à une bataille rangée avec l'ennemi, il perdit presque toute son armée, sans perdre pourtant la faveur de son maître. Sa santé altérée exigeant de grands soins, il demanda et obtint le pachalik de Vidin, dans l'espoir que l'air de son lieu natal lui serait salutaire.

Aga-Usseïn et Milosch avant de se connaître personnellement avaient déjà eu des relations d'amitié. Il y avait entre eux plus d'un trait de ressemblance: l'un, de gardien de troupaux et l'autre de soldat de fortune s'étaient élevés à des postes très-éminents. Ni l'un, ni l'autre n'avaient reçu aucune sorte d'éducation et tous les deux étaient parfaitement illettrés. Ils ne devaient leur élévation qu'au courage, à l'intelligence et au bonheur. Une espèce de sympathie les attirait l'un

vers l'autre, et Usseïn à peine entré en possession du pachalik de Vidin avait invité Milosch à une entrevue, et ils avaient passé joyeusement plusieurs jours ensemble. C'était pour se ménager l'occasion de le revoir que Milosch avait voulu venir par terre jusqu'à Vidin.

Le pacha qui l'attendait de bon cœur envoya aux frontières pour le recevoir un des premiers officiers de sa maison avec une garde d'honneur. Son kjaia (lieutenant) l'attendait aux portes de la ville, où un régiment tout entier des troupes régulières, musique en tête, lui rendit les honneurs militaires et l'accompagna ensuite jusqu'au palais. Une foule immense était accourue des villages voisins. Les femmes turques surtout, dont il n'y en a pas au monde de plus curieuses, se pressaient sur son passage, pour voir un homme qui, de gardeur de porcs, était devenu plus grand qu'un pacha à trois queues, et avait forcé les sept rois [1] et le Grand-Seigneur Roi des Rois à le reconnaître pour prince. L'archevêque et les plus notables parmi les chrétiens de la ville, lui présentèrent les vœux de ses corréligionnaires qui espéraient d'être un jour délivrés par lui du joug ottoman.

Le pacha descendit à la rencontre de Milosch jusqu'à la porte de son palais : honneur qu'il n'aurait certainement rendu à aucun prince chrétien, sans un

[1] Le peuple turc croit que les souverains de l'Europe ne sont que sept, qu'il appelle les sept rois (Jedi kral) et que pour devenir tels, ils doivent recevoir du sultan roi des rois (padischiah) la couronne royale; sans cette condition ils ne seraient pas rois légitimes.

ordre exprès du sultan. Il l'embrassa, et le tenant par la main, l'introduisit dans le divan (salle de réception) où il lui présenta les premières autorités et les notables de Vidin.

Milosch dut s'arrêter deux jours chez le pacha qui le fêta avec toute la cordialité d'un Turc hospitalier et généreux et tout le luxe que les usages d'Europe avaient introduit en Turquie après les réformes de Mahmoud. Usseïn était un buveur de première force; sa cave était toujours richement fournie des meilleurs vins de Hongrie, de Roumélie et de France, dont tous les soirs il faisait une consommation énorme, sans toutefois s'enivrer. Il y était habitué depuis le temps qu'il était sergent dans les jannissaires. Il hantait alors les cabarets de la capitale en compagnie de chrétiens[1]. Devenu puissant, Usseïn fit la fortune de plusieurs de ses anciens compagnons, qui peut-être, lorsqu'il était pauvre, lui avaient payé à boire.

Ses vins couronnaient donc la table où il traitait le prince serbe qui s'efforcait de son mieux pour faire honneur au *papers-carassi* (vin noir du prêtre) l'un des vins les plus exquis de Roumélie que le pacha aimait de préférence.

Ces deux jours que Milosch passa à la cour d'Usseïn lui furent d'une grande utilité. Dans ses entretiens avec le pacha il put puiser à son aise tous les renseignements dont il avait besoin pour régler sa conduite à

[1] Les Turcs qui boivent du vin ont toujours moins d'aversion pour les chrétiens; ils aiment au contraire à faire bombance avec eux, les prennent en amitié, et au besoin les protégent et les favorisent.

Constantinople. Usseïn qui connaissait à fond le sultan et sa cour lui donna à ce propos des conseils bien précieux.

Plein de prévenances pour son ami, il lui avait offert pour son séjour à Constantinople la superbe maison de campagne qu'il possédait au bord du Bosphore, et Milosch l'avait acceptée. Au moment du départ il lui recommanda d'en user comme d'un bien à lui, le prévenant que tout y serait prêt pour le recevoir et que son intendant et son banquier étaient à sa disposition tant qu'il resterait à Constantinople.

Sensible à l'accueil à la fois splendide et cordial qu'il avait reçu à Vidin, et aux preuves d'amitié que le pacha lui avait données, le prince, après lui avoir témoigné sa reconnaissance, poursuivit sa route par le Danube jusqu'à Roustchouk sur un bateau que le visir lui-même lui avait fait préparer et où il trouva toutes les commodités qui pouvaient lui rendre agréable ce petit trajet.

A Roustchouk il fut reçu avec la même distinction que s'il eût été un grand dignitaire de l'Empire. L'évêque, le clergé, les notables parmi les chrétiens vinrent lui présenter leurs hommages. Ces marques de respect données à un prince de leur religion, qui, les armes à la main, avait forcé le sultan à émanciper sa patrie, auraient, quelques années auparavant, gravement compromis les chrétiens. Mais depuis le système de modération adopté par la Porte envers les raïas, c'étaient les autorités turques elles-mêmes qui les engageaient à cette démarche.

La voiture même du visir de Roustchouk conduisit

le prince jusqu'à Rasgat où il passa la nuit chez le gouverneur Ibrahim-Aga, qui avait eu de fréquentes relations avec Milosch lorsqu'il était kjaia Abd-ul-Rahim-Pacha à Belgrade. Il reçut le prince, conformément aux instructions qu'il avait reçues de la Porte avec les honneurs dus à son rang; mais il y mit cette cordialité affectueuse qu'en général tout musulman montre pour ses anciennes connaissances[1]. Il avait mangé, disait-il, sept années de suite *le pain et le sel* en Serbie; le prince l'avait plusieurs fois reçu dans sa maison, et il était maintenant heureux de pouvoir à son tour le fêter chez lui. Les officiers de la suite du prince étaient presque tous de sa connaissance; aussi ils passèrent ensemble une grande partie de la nuit à parler de la Serbie.

Partout où il passait, le prince laissait des marques de sa munificence. Pour faire honneur à la nation qu'il représentait il crut devoir s'écarter pendant ce voyage du sage système d'économie qu'il avait suivi jusqu'alors. Quoique dans aucun pays il ne soit aussi difficile qu'en Turquie de satisfaire sur ce point à toutes les exigences, les cadeaux qu'il laissait à ses hôtes. l'argent qu'il prodiguait aux domestiques étaient si considérables qu'il acquit la réputation d'être le plus généreux parmi les hauts dignitaires de l'Empire.

Un accueil non moins flatteur l'attendait à Varna. Le Mihmandar Kiamil-Bey qui devait par ordre du sultan l'accompagner jusqu'à Constantinople et rester

[1] En général autant les Turcs sont durs, mécréants, grossiers envers ceux qui leur sont antipathiques à cause des préjugés religieux, autant ils sont obligeants et empressés pour ceux qui ont eu avec eux des relations d'amitié.

à sa disposition pendant son séjour dans cette capitale, vint à sa rencontre hors des portes de la ville et le conduisit aux appartements qu'on lui avait préparés. Il le prévint qu'un bateau à vapeur de l'État se trouvait à sa disposition dans la rade de Varna et qu'il n'attendait que ses ordres pour partir.

Ni Milosch, ni les gens de sa suite n'avaient jamais fait de voyage sur mer. Aussi ils en éprouvaient une certaine appréhension; et avant de monter à bord le prince désira assister à un service dans l'église grecque. L'évêque entouré de son clergé et d'une foule immense de raïas accourue pour voir le prince, le reçut à la porte de l'église avec le livre des Évangiles ouvert et les images sacrées qu'il baisa respectueusement. On l'introduisit dans le sanctuaire au milieu des cantiques que la liturgie grecque prescrit lorsqu'un souverain chrétien entre dans l'église. Malgré la présence des Turcs venus pour lui faire honneur, les chrétiens ne purent retenir leurs acclamations. Ainsi Milosch recevait dans des villes fortes les plus importantes de la Turquie ces démonstrations de respect et de sympathie qu'un souverain bien-aimé reçoit à peine au milieu de ses sujets. Cet acte de dévotion accompli, Milosch accompagné du Mihmandar et des principaux officiers de la ville visita encore les fortifications qu'on y élevait alors et qui devaient faire de Varna la prémière place d'armes de l'empire; ensuite il monta à bord.

Son voyage d'abord heureux, ne le fut pas jusqu'à la fin. La mer, sans être orageuse, était cependant agitée; et les Serbes en souffraient horriblement. Pour comble de malheur la machine à vapeur souffrit quelques

avaries : ce qui porta au dernier point la terreur des voyageurs, qui pensèrent un moment que tout cela n'était qu'un guet-à-pens combiné d'avance pour les perdre. Milosch était tenté de prendre terre au plus proche rivage ; mais la honte le retint ; d'ailleurs le capitaine, anglais de nation, déclarait que cet accident n'avait point d'importance et qu'on pouvait en toute sûreté poursuivre le voyage. On arriva enfin à Constantinople. Milosch en quittant le bateau se promit du fond du cœur de revenir par terre en Serbie.

III.

A la maison de campagne d'Aga-Pacha-Usseïn, où il était venu débarquer, il trouva tout en ordre pour le recevoir lui et sa suite. Indépendamment de l'homme d'affaires de l'Aga-Pacha la Porte députa pour lui servir d'intendants, pendant son séjour à Constantinople, deux banquiers arméniens. A son arrivée le grand-visir et les premiers dignitaires de l'empire l'envoyèrent complimenter sur son heureux voyage. Les visites officielles ne devaient avoir lieu qu'après quelques jours de repos, suivant l'usage reçu en Orient.

Le premier qu'il visita fut, comme de coutume le grand-visir. Et à cette occasion le sultan lui fit annoncer qu'il le recevrait en audience solennelle le 16. août (v. s.) dans son palais d'été.

Ce jour arrivé, Milosch monté sur un superbe étalon, présent du Grand-Seigneur, et accompagné de sa suite,

du Mihmandar et de quelques officiers turcs, se présenta au palais de *stavro* où on lui rendit les honneurs militaires comme à un grand dignitaire de l'empire. Il fut reçu par le maréchal du palais qui le conduisit à ses appartements où l'attendaient le gendre du sultan Halil-Pacha, le séraskier-Pacha et quelques autres dignitaires de la cour impériale. Après un moment de repos il fut introduit avec quelques personnages de sa suite dans la salle d'audience.

Le sultan Mahmoud y était assis sur son divan, paré de l'Harvani (manteau) impérial et du grand cordon du Nichan-Iphtihar, et couvert du féz de cérémonie. Après les trois révérences prescrites par le cérémonial de cour, le prince debout entre le gendre du sultan et le Séraskier-Pacha, prononça en langue serbe le discours suivant, qui fut aussitôt traduit en grec par Abraham Pétroniévitch et répété en turc par Bogosidi, prince de Samos, le drogman du sultan.

«Très-puissant monarque! Les décrets du Très-Haut «me réservaient le bonheur inespéré de paraître en vo-«tre auguste présence comme représentant de ma na-«tion. Mon cœur déborde de joie, puisqu'il m'est «permis de pouvoir exprimer à votre Majesté, mon «auguste empereur, les sentiments de reconnaissance «dont mon peuple et moi nous sommes tous compris «pour vos bienfaits. L'esprit de sagesse et de justice «dont le tout-puissant vous à comblé, a su mettre un «terme aux querelles et aux dissentiments qui affli-«geaient vos peuples, et fonder des institutions qui font «l'admiration de tous les monarques et de tous les «peuples du monde civilisé. Votre nom vivra dans

«l'histoire glorieux comme celui d'un roi réformateur. «Chef de la nation serbe, et honoré de la haute con-«fiance et des faveurs de Votre Majesté, je suis venu «pour vous prier de recevoir l'expression de notre re-«connaissance filiale.»

Le sultan lui répondit avec bonté; «Que tu sois le «bienvenu, ô prince Milosch; je reçois avec plaisir de «ta bouche l'expression des sentiments des Serbes. «Tant que vous ne vous écarterez pas de vos devoirs, «j'aurai toujours pour vous les égards paternels qu'un «souverain doit à ses vassaux, aux sujets que la Pro-«vidence lui à confiés. Vous serez toujours à part de «ma sollicitude impériale..»

Après ces paroles le sultan donna au prince son portrait monté en diamants. Le séraskier le reçut de la main de l'empereur, et après l'avoir respectueusement baisé, le présenta au prince et le lui passa au cou. Ensuite il lui ceignit une riche épée aussi garnie en diamants et le revêtit d'un harvani brodé en or et au fermoir en brillants. Le prince Milosch remercia alors le Grand-Seigneur et lui baisa les genoux[1].

Après ces formalités de l'audience solennelle, le sultan s'entretint familièrement avec le prince sur des sujets qui avaient rapport aux événements du jour. Le discours étant tombé sur la Bosnie, le prince exposa son opinion sur les causes qui tenaient ce pays dans un état de rébellion permanente, et indiqua les moyens

[1] Lorsque le sultan est assis on lui baise les genoux au lieu des pieds, et il fait toujours semblant de vouloir empêcher cette marque de respect, rigoureusement prescrite par le cérémonial turc.

qu'il croyait les plus propres à mettre un terme à ces turbulences, qui d'ailleurs, dit-il, ne sont que des piqûres de mouche à votre grand pouvoir, très-auguste monarque!

Ayant ensuite présenté au sultan les personnages les plus remarquables de sa suite, il sortit de la salle d'audience, et le sultan recommanda aux pachas qui étaient présents de lui faire voir le nouveau palais impérial et toutes les curiosités de Constantinople, et de le faire traiter de sorte qu'il n'eût pas à s'ennuyer pendant son séjour dans la capitale.

Le jour après Milosch fit présenter au sultan les cadeaux d'usage [1]. Ils étaient remarquables autant par la richesse que par le goût. Le sultan en parut très-satisfait et fit des éloges de la générosité de Milosch.

IV.

Le grand-visir fut le premier à fêter le prince. Il donna en son honneur un festin auquel assistaient les grands dignitaires de la Porte et les notabilités du corps diplomatique. Une des premières innovations qui aient été introduites en Turquie à la suite des réformes de Mahmoud, ce fut la manière de banqueter à l'européenne. Jusqu'alors les ottomans passaient bien peu de temps à table; une demi-heure suffisait

[1] Il est d'usage en Orient de faire des cadeaux aux personnes de distinction auxquelles on fait ou rend des visites.

aux plus somptueux repas; on mangeait en silence et on ne buvait que de l'eau fraîche et des sorbets. Ce n'était qu'au soir que les musulmans les moins scrupuleux, comme il y en avait beaucoup se dédommageaient dans leur Mabeïn[1] avec quelques intimes, de la sobriété du jour. Ils arrosaient alors de copieuses libations de vin et de liqueurs fortes les mets exquis et piquants du souper qu'ils prolongeaient bien avant dans la nuit. Personne n'aurait osé pousser le mépris des lois du Prophète[2] jusqu'à prendre en public les boissons qu'elles proscrivaient. Mais après les réformes ces scrupules disparurent, et la sobriété ottomane fit place au comfort et au luxe européens. Les Rigials (dignitaires de la Porte) eurent bientôt des tables servies à la française, où ils savouraient à leur aise les mets les plus délicats de la cuisine moderne, et furent à même de soutenir les plus savantes discussions sur le mérite du champagne, du bordeaux, etc., comme le premier gourmet français.

Après le grand-visir, plusieurs parmi les ministres, les pachas et les généraux s'empressèrent d'inviter Milosch. Le sultan Mahmoud assistait presque toujours incognito dans une salle voisine à ces banquets. Les conviés étaient avertis de la présence du souverain qui pouvait tout voir sans être vu, et qui de son sanc-

[1] Mabeïn: Appartement intérieur attenant au Harem où l'on reçoit les amis et les personnes de confiance.

[2] Ce n'est pas un précepte rigoureux, mais seulement un conseil du Prophète qui défend aux musulmans l'usage du vin et des liqueurs fermentées. Aussi cette trangression n'est considérée que comme une espèce de péché véniel.

tuaire ne manquait jamais de goûter aux mets que l'on servait sur la table du festin et de faire raison aux toasts qu'on y portait. Il aimait la bonne chère et le champagne, ce qui, joint à de trop violents exercices corporels, ne contribua pas peu à lui abréger la vie.

L'étiquette de la cour ottomane ne permettait pas au souverain d'honorer de sa présence la table d'un de ses sujets ou de l'inviter à la sienne. Mahmoud, malgré son esprit novateur, n'osa jamais s'émanciper de cet usage, de peur de blesser la susceptibilité des ulémas qui n'auraient pas manqué de répandre des doutes sur son orthodoxie, s'ils l'avaient vu manger en public comme un ghiaour. D'ailleurs, assistant sans être vu aux banquets auxquels prenait part quelque personnage dont il voulait connaître le caractère et les intentions, il lui était plus facile de le surprendre dans un moment d'oubli, que s'il l'avait eu à sa table.

Comme il lui importait beaucoup de connaître à fond le prince serbe qui pouvait exercer une influence si grande sur les populations chrétiennes de la Roumélie, les Rigials de Constantinople, beaucoup plus adroits qu'on ne le suppose en général en Europe, avaient reçu l'ordre de caresser le prince et ceux qui l'accompagnaient de montrer avec eux un certain abandon et de porter à table la gaité à ce dégré où l'homme devient expansif afin de pouvoir les faire jaser sur des choses que peut-être ils auraient voulu taire. Personne plus qu'un Turc ne sait au besoin se rendre aimable pour réussir dans ces manéges. C'est pour cela que Davidovitch avait cherché à détourner le prince du voyage de Constantinople. Il faut cependant croire

que rien de semblable n'est arrivé au prince, puisqu'il partit de Constantinople emportant la considération et la bienveillance du sultan, qui dès lors conçut une idée encore plus avantageuse de Milosch et de son pays.

Tant qu'il resta à Constantinople, le Grand-Seigneur le recevait souvent avec infiniment de bonté, s'informait de sa santé, demandait son avis sur tout ce qu'il avait vu dans la capitale, lui parlait de ses projets de réforme, s'en faisait accompagner aux revues militaires, lui adressant souvent la parole en public pour montrer le cas qu'il en faisait. Il le conduisit lui-même visiter quelques établissements qu'il avait créés; à l'arsenal il lui fit cadeau de six canons de différent calibre avec tout l'attelage nécessaire. Aux ateliers des effets militaires, où l'on confectionne tout ce qu'il faut pour habiller et chausser un soldat, pour lui prouver la qualité supérieure des objets qu'on y fabriquait, il choisit lui-même une paire de bottes dont il fit présent au prince.

Toutes ces petites attentions du monarque ottoman, qui pourraient paraître ne point mériter qu'on en fît mention, ont pourtant une grande signification, eu égard aux anciens préjugés des musulmans, à l'orgueil excessif des sultans, à leur mépris pour les ghiaours. Elles font voir les progrès qu'avaient faits en peu de temps les réformes de Mahmoud et l'estime qu'il nourrissait pour un homme que dix ans auparavant on aurait jugé digne du dernier supplice s'il avait osé espérer d'être présenté au *commandant suprême des croyants.*

V.

A peine arrivé à Constantinople le prince serbe avait reçu la visite de l'ambassadeur russe, baron de Bouténieff. Le cabinet russe avait encouragé Milosch à ce voyage dans le but de mieux le connaître. En Serbie on ne pouvait envoyer que quelque agent secondaire, tandis qu'à Constantinople se trouvaient les plus habiles diplomates russes, qui avaient mille occasions de l'approcher à toute heure et dans toute circonstance. Le sultan, le divan, le corps diplomatique, le synode grec, les chrétiens qui y jouissaient d'une haute considération et représentaient les partis politiques, devaient servir à mettre en évidence la conduite, les sentiments les pensées de Milosch, et à éclairer la Russie sur le compte qu'on en pouvait faire, et s'il était vraiment l'homme qu'il fallait à son but et à ses intérêts. Le baron de Bouténieff avait reçu à ce propos des instructions très-détaillées; il devait tâcher de savoir si Milosch avait cette obéissance aveugle et cette abnégation que la Russie exige pour prix de ses bienfaits.

VI.

A l'approche de la mauvaise saison, Milosch demanda au Grand-Seigneur son audience de congé. Dans cette audience le sultan assura de nouveau le knias de sa bienveillance, le chargea de saluer en son

nom sa famille et toute la nation serbe, protestant de sa sollicitude pour elle; lui donna une étoile garnie en diamants pour la princesse sa femme, et vingt-deux décorations pour les Serbes que le prince lui avait désignés comme ceux qui avaient le mieux mérité de la patrie, et entre elles quatre plus riches destinées à ses fils et à ses frères. Milosch, après avoir remercié le sultan, revint à son habitation au milieu du même cortége qui l'avait accompagné à sa première audience, et se prépara au départ qui devait, comme de coutume, avoir lieu trois jours après.

LIVRE QUATORZIÈME.

I.

Pendant l'absence du prince, la Serbie avait été parfaitement tranquille, et aucun événement d'importance n'avait eu lieu, si ce n'est l'arrivée du pacha Joussouf, et du baron Herder qui, après avoir fait un tour dans les montagnes, était reparti sans attendre le retour du prince, emportant des échantillons de quelques mines de cuivre et de fer qu'il croyait avoir découvertes dans les montagnes.

Plus tard il fit connaître au prince le résultat de ses expériences et sur les instances de celui-ci il promit de faire un second voyage en Serbie, mais la mort le prévint, et les événements postérieurs empêchèrent Milosch de tirer parti des découvertes du minéralogiste saxon.

La distribution des 22 décorations du Nichan aux personnes indiquées par le prince fit autant de mécontents, qu'il y avait d'ambitieux qui se croyaient dignes d'être préférés à ceux qui les avaient obtenues;

et quoique tout en excluant les chefs du soulèvement de janvier, pour ne pas paraître vouloir récompenser des rebelles, Milosch eut la délicatesse d'y comprendre quelqu'un de leurs proches, ou des membres mêmes de leur famille, ils se plaignirent plus amèrement que les autres de cette exclusion.

Ce fut cependant une faute de la part de Milosch de n'en avoir pas demandé une pour Voutchitch, qui, malgré ses efforts pour cacher son dépit, en fut vivement piqué et en conçut une nouvelle haine contre le prince, dont il n'avait pas trahi la cause dans la dernière émeute, et qui devait, avec la générosité de ses procédés, lui ôter tout prétexte de jouer la victime de sa jalousie ou des intrigues de sa cour.

II.

La constitution de Davidovitch, pour les raisons que nous avons exposées, était morte au berceau. Cependant quelques-unes de ses créations subsistaient encore, au moins en apparence. Ainsi le conseil d'État et le ministère avec ses accessoires continuait ses fonctions; mais le premier n'eut plus l'initiative des propositions à adopter et son vote ne fut plus que consultatif, de délibératif qu'il était, le second ne fut plus que l'organe, et l'exécuteur des volontés du prince, et responsable de ses actes à lui seul; amovible l'un et l'autre, à son bon plaisir. Le trésor public resta en dépôt près du conseil d'État, et les finances sous sa

surveillance. La liste civile demeura telle qu'elle avait été fixée par le statut et approuvée par la diète nationale. Aucun des conseillers d'État, pas même les principaux complices de la dernière émeute ne fut renvoyé. Le seul Davidovitch à cause des instances tres-pressantes de la Russie, de la Porte et peut-être aussi de l'Autriche dut quitter le ministère. Mais il reçut le titre de conseiller d'État avec les appointements de 600 thalers, sans en exercer les fonctions. Pour adoucir ce que cette démission devait avoir de blessant pour un homme d'un aussi grand mérite, Milosch lui notifia qu'il le dispensait de tout service, afin qu'il pût soigner sa santé qui se trouvait alors réellement bien faible, et lui permettait de se retirer dans ses terres, à Semendria, dont le climat paraissait lui être bien favorable. Sa retraite des affaires n'eut donc point l'air d'une disgrace, et il s'en serait d'ailleurs fort aisément consolé, sans le dommage qu'il en ressentait dans ses intérêts pécuniaires. Quelques milliers de thalers que ses services avaient si bien mérités auraient au contraire rendu sa retraite agréable, car il sentait sa fin approcher, et la crainte de laisser ses enfans dans la détresse, était la seule pensée capable de le tourmenter.

III.

Quoique dégagé désormais de toutes les entraves que la constitution lui avait imposées, Milosch eût

reconquis la plénitude de son ancien pouvoir, on remarqua cependant un grand changement dans sa conduite. Il ne semblait plus le même homme, et tout en conservant son affabilité et ce laisser aller qu'il montra toujours dans l'intimité avec ses familiers, il sut modérer sa vivacité et montrer plus de tenue, d'à propos, de dignité dans son maintien, plus de réserve dans ses manières lorsqu'il paraissait en public. Il ne s'abaissa plus à de certains détails d'économie domestique, ni à certains amusements peu conformes à sa haute position; il cessa de s'immiscer à l'administration de la justice qu'il laissa entièrement aux tribunaux; et n'infligea plus de châtiments corporels aux personnes attachées à son service, comme il avait jusqu'alors pratiqué.

Informé de l'abus que faisaient de son nom plusieurs de ses associés dans le commerce des produits indigènes, pour prouver qu'il n'avait point pris part aux supercheries dont ils s'étaient rendus coupables, il les fit mettre en jugement, pour que justice en fût faite selon la rigueur des lois; et afin de prévenir ces abus à l'avenir, il renonça dès lors à tout commerce dans l'intérieur du pays, déclarant qu'à l'échéance du contrat avec les gouvernements de Valachie et de Moldavie pour l'exploitation des mines de sel, il ne se mêlerait plus d'aucune opération commerciale.

Il possédait en divers endroits des prés et des terres aratoires, dont la culture était à la charge des communes où elles étaient situées. Les produits de ces possessions venaient s'entasser dans ses konaks ou il hébergeait les fonctionnaires que le service du gou-

vernement appelait auprès de lui, et qui y faisaient un dégât énorme de toute sorte de denrées. Cet usage donnait lieu à beaucoup de plaintes de la part des paysans obligés aux corvées, et les ennemis du prince y trouvaient un prétexte pour dire qu'il faisait exploiter par le peuple d'immenses terrains, dont il vendait les produits à son profit exclusif. Pour faire cesser ces murmures le prince donna des dispositions pour que les fonctionnaires trouvassent des auberges assez commodes dans les lieux de sa résidence ordinaire, et il céda les terres de la propriété aux communes qui devaient les cultiver, ou il en gratifia quelques-uns de ses serviteurs.

Pendant qu'on travaillait à la compilation des codes il défendit sévèrement la torture dont on avait fait usage jusqu'alors, quoiqu'avec bien plus de modération qu'en Turquie, et recommanda aux tribunaux de ne plus appliquer si souvent que par le passé des peines corporelles, surtout lorsqu'il s'agissait de personnes d'une certaine considération et de permettre à tous les condamnés de racheter ces peines par des amendes pécuniaires.

IV.

Afin de diminuer le nombre des procès, assez fréquents chez les Serbes, comme chez tout peuple inculte dont l'esprit litigieux est toujours en raison inverse de la civilisation, il ordonna qu'aucune cause ne pût

être portée devant les tribunaux avant qu'elle fût jugée par les kmets, ou les chefs des corporations des artisans, et que celui qui appelait de leurs jugements aux tribunaux fût tenu, en cas de condamnation, à payer les frais du procès, plus une légère amende, et à indemniser la partie adverse de la perte de temps qu'il lui avait occasionnée en la citant devant les tribunaux qui étaient quelquefois à des distances considérables.

Comme il n'y avait pas en Serbie de bureaux d'enregistrement, il ordonna encore à chaque tribunal de tenir un registre, où les créanciers pussent, sur des titres légaux, faire inscrire leurs créances. Cette inscription donnait un droit d'hypothèque sur les immeubles que le débiteur affectait à la sûreté de ses obligations.

Les employés publics ne furent plus comme auparavant destitués par caprice. Si l'on avait quelque plainte à faire contre eux on devait la déposer aux tribunaux ordinaires qui, après avoir pris les informations nécessaires remettaient la cause au grand tribunal national qui, à son tour, trouvant l'accusation fondée, la faisait passer au conseil d'État qui en référait au prince. Le prince acceptait toujours les conclusions du conseil et le chargeait de poursuivre le procès et de faire exécuter la sentence.

Les promotions, sauf le cas d'une habileté supérieure, n'avaient lieu que par ancienneté, et le prince ne nommait plus à aucun emploi que sur l'avis du conseil d'État ou du ministère respectif. Il fixa aussi des pen-

sions de retraite aux fonctionnaires que l'âge ou la maladie mettaient hors de service; et afin de ne plus donner prise à ceux qui l'accusaient de despotisme, il cessa de s'informer de la vie privée des officiers publics ou de se mêler de régler leurs dépenses et le train de leurs maisons, comme il l'avait pratiqué jusqu'alors, pour les empêcher de se ruiner et de choquer trop vivement la susceptibilité du peuple toujours porté à murmurer contre un luxe contraire à ses habitudes et trop en contraste avec sa pauvreté. Chacun put dépenser son argent comme bon lui semblait.

Il s'abstint aussi de leur faire directement des reproches sur leur conduite, laissant ce soin à leurs supérieurs immédiats, ou, lorsque le cas était grave au grand tribunal et au conseil d'État à quiil appartenait de les punir suivant les circonstances.

V.

Il porta aussi des soins attentifs à la prospérité du commerce. Grâce à la protection que leur assuraient les passeports du prince, soit en Turquie, soit en Autriche, et aux lettres de recommandation qu'il leur livrait pour les autorités et les négociants de ces deux pays, les Serbes qui jusqu'alors avaient presqu'entièrement négligé tout commerce à l'étranger, commencèrent à paraître aux foires de la Roumélie, de la Hongrie, de l'Allemagne. Pour les encourager, Milosch, mit à la dis-

position des premiers négociants de Belgrade une somme considérable d'argent que l'on devait prêter à un taux modique à ceux qui, présentant des garanties suffisantes, voulaient en profiter pour des spéculations commerciales. Les frères Germani ses banquiers avaient ordre d'ouvrir des crédits près de négociants autrichiens aux Serbes connus comme des commerçants habiles, qui jouissaient ainsi d'une réputation excellente sur les places de Vienne, de Pesth, de Trieste. Le prince veillait avec la plus grande attention à ce que cette réputation ne souffrît aucune atteinte. Lorsqu'un négociant, par un accident quelconque n'était pas en état de faire honneur à des engagements contractés à l'étranger, s'adressant à lui, il était sûr d'être tiré d'embarras. Cette sollicitude de Milosch pour le commerce fit en peu de temps de Belgrade une des places les plus florissantes de la Turquie d'Europe. Les autres villes de la Serbie s'accrurent aussi en proportion, et tout le monde y jouissait d'une sûreté, d'une aisance depuis bien des siècles inconnues dans ce pays.

VI.

Tout en conservant la division du territoire en nahies et districts, le prince partagea la Serbie en quatre commandements généraux qui s'appelèrent de la Drina et Sava, chef-lieu Schabatz, du Danube et Timok, chef-lieu Négotin, de la Morava, chef-lieu Alexinitza, de la Choumadia, chef-lieu Kragoëvatz. La ville de Belgrade

à cause de sa position commerciale et politique tout-à-fait exceptionnelle ne fut comprise dans aucun de commandements; elle continua d'avoir un gouverneur à elle, avec un tribunal de commerce et un de police qui relevait directement du ministère.

A la tête de ces grandes divisions il plaça un officier supérieur avec le titre de commandant (Vojeni - Komendant) et le grade de colonel (Polkovnik). Indépendamment du commandement général, cet officier retenait aussi l'administration de la nahie du chef-lieu de sa résidence. Il avait sous ses ordres un lieutenant, deux aides de camp, un secrétaire et deux écrivains. Les intendants des nahies, les capitaines des districts les tribunaux pour ce qui était du criminel, et de la police devaient au moins une fois par semaine lui faire un rapport détaillé de tout ce qui se passait dans les lieux qui en dépendaient, et exécuter les ordres qu'en cas d'urgence il aurait jugé à propos de leur donner sur la responsabilité, avant que d'en référer au gouvernement. Il recevait les plaintes que les tribunaux lui présentaient contre les employés ses subalternes et les faisait passer au conseil d'État. Les intendants des nahies versaient dans ses mains le produit des impôts qu'ils recevaient des capitaines de district; il révisait leurs comptes avant de les envoyer au conseil d'État, et versait l'argent au trésor. De cette manière il exerçait une espèce de contrôle entre le ministère des finances et les intendants. Il surveillait la conduite de ses subalternes, explorait l'état de l'opinion publique et faisait ses rapports directement au prince. Il avait enfin le commandement général des

milices et des troupes régulières de la division, désignait les hommes qui devaient partir pour la garde des frontières et du cordon sanitaire, et nommait les officiers pour les commander. En un mot il exerçait une jurisdiction suprême sur toutes les branches de l'administration civile et militaire et sur toutes les autorités de la division, les seuls fonctionnaires judiciaires exceptés, qui ne dépendaient que du grand tribunal national et du ministère de la justice. Ses appointements étaient de 2000 thalers.

Cette charge si importante et si lucrative tentait l'ambition de beaucoup de monde. Aussi les solliciteurs ne manquèrent pas, même parmi ceux qui l'avaient trahi en 1835. Malheureusement le prince n'avait que quatre places à donner. Il ne pouvait donc manquer de faire des mécontents prêts à se venger par des murmures et des calomnies. Mais il eut le bon sens de se rendre supérieur à tous ces caquets et de ne choisir pour cet emploi d'une si haute importance que des gens d'un dévouement éprouvé à sa personne et à sa cause.

VII.

Ces efforts du prince pour donner de la régularité et de la consistance à son gouvernement, engageaient les Serbes à avoir plus de confiance dans leur chef et à espérer que l'on marcherait désormais dans la voie du progrès vers cette civilisation qu'ils désiraient d'in-

stinct comme un effet de l'indépendance qu'ils avaient conquise au prix de tant de sacrifices.

Le pays jouissait à cette époque d'une profonde tranquillité et les heureux effets de quelques lois qui d'abord avaient paru choquer la liberté individuelle, faisaient agréer par le peuple les réformes qu'on voulait introduire, lors même qu'il n'était pas en état d'en apprécier la portée.

Tel fut le sort d'une loi qui défendait aux femmes certaines coiffures étranges [1] qui avaient pour résultat de les dépouiller de leurs cheveux avant les trente ans et de leur causer des maladies non moins hideuses que dangereuses. Lorsque cette loi fut publiée, toutes les femmes qui aimaient d'habitude ces coiffures poussèrent de hauts cris; et les maris prenant fait et cause pour leurs filles et leurs compagnes, il fallut recourir à la force pour la faire observer. Mais au bout de quelques mois on s'aperçut qu'elle avait été dictée par la plus sage prévoyance et l'on ne tarda pas à bénir une mesure qu'on avait taxée de tyrannique.

Une autre loi qui défendait de manger du poisson en été avait excité des plaintes non moins amères; cependant il était prouvé, que cette nourriture donnait des dyssenteries mortelles et faisait d'horribles ravages pendant les mois chauds. La cessation de cette

[1] Dans quelques districts la manière de se coiffer était si absurde et si incommode qu'une femme n'était plus libre de ses mouvements et ne pouvait tourner la tête sans se tourner elle-même tout d'une pièce; comme cette coiffure exigeait beaucoup de temps, elles ne faisaient leur toilette qu'une ou deux fois par mois!

maladie fit bientôt connaître la sagesse de cette loi et changea en reconnaissance l'irritation avec laquelle on l'avait tout d'abord accueillie.

Il n'est pas besoin de dire que l'introduction du vaccin rencontra aussi une forte opposition. Dans les pays même les plus éclairés de l'Europe il ne fut pas adopté sans contradiction, comment aurait-il pu l'être en Serbie où l'on faisait à peine les premiers pas dans la voie de la civilisation? Toutefois lorsqu'en 1835 on vit que la petite vérole qui y faisait de nombreuses victimes épargnait tous ceux qui avaient été vaccinés, on combla de bénédictions le prince et tous ceux qui avaient aidé à l'introduction de cette salutaire invention.

Ainsi toutes ces dispositions contre lesquelles on s'était d'abord récrié et dont on avait dû bientôt avouer la sagesse, inspiraient une grande confiance dans les lumières et les bonnes intentions du prince et de son gouvernement. Il faut aussi ajouter que l'instruction toujours croissante du peuple le mettait à même d'apprécier certaines innovations qu'autrefois il n'eût pas été capable de comprendre. L'esprit public se développait rapidement; et c'est là une preuve que l'instruction, quoiqu'incomplète, a toujours une influence merveilleuse sur l'état social d'un peuple. Le Serbe de 1835 n'était plus sous aucun rapport comparable à celui de vingt ans auparavant.

LIVRE QUINZIÈME.

I.

Malgré tout le bien que Milosch faisait à son pays et l'espoir que l'on pouvait nourrir qu'il travaillerait toujours de toutes ses forces à sa prospérité, ses ennemis ne cessaient pas de s'acharner au but qu'ils poursuivaient depuis longtemps, c'est-à-dire à renverser son pouvoir. Aveugles et emportés, comme tous les hommes à passions égoïstes, il ne se souciaient guère de troubler la tranquillité de leur pays, de le faire rétrograder vers la barbarie dont il sortait à peine, de le plonger peut-être dans toutes les horreurs de la guerre civile, et de compromettre son indépendance. Il ne s'agissait pour eux que d'assouvir leur haine et leur ambition, dût-il s'ensuivre la ruine de leur patrie!

La défaite qu'ils avaient essuyée en janvier 1835, les marques d'attachement, et je dirai même d'amour, que le peuple donnait tous les jours au prince; la bienveillance que le sultan lui avait témoignée lors de son

voyage à Constantinople, n'avaient pu les décourager. *Ils avaient confiance dans l'appui de la Russie qui les aidait sous main et travaillait avec eux et par eux à la chute de Milosch. A cette époque ils formaient déjà un parti compacte et bien organisé.*

Un comité établi à Bukarest dirigeait les fils de cette machination; le comité ne devait agir que conformément aux instructions qu'il recevrait *de plus haut, et de manière à ne pas se compromettre et à pouvoir toujours désavouer ses relations avec les conspirateurs de Serbie. Il ne donnait en conséquence que des ordres verbaux,* et un homme dont la haine contre Milosch était connue et qui jouissait d'une certaine autorité parmi ses compatriotes servait d'intermédiaire à ces relations criminelles. Cet homme était Stoïan Simitch.

Le prince lui avait généreusement pardonné son ingratitude, et oubliant la part qu'il avait prise dans la révolte de 1835, il avait continué à combler de ses bienfaits lui et sa famille. Stoïan, en retour, ne songeait qu'à le trahir. Prétextant quelques affaires d'intérêt, quoiqu'il fût alors membre du conseil d'État, il demanda la permission, qui lui fut accordée, d'aller passer quelque temps à Bukarest. Mais à peine arrivé dans cette ville, il déclara avoir quitté la Serbie, parce que ses jours y étaient en danger et que Milosch, tout en simulant des procédés genéreux, n'avait jamais sincèrement pardonné ni à lui, ni à aucun de ceux qui cherchaient à mettre un frein à son despotisme. Pour accréditer cet indigne mensonge il renia sa qualité de Serbe, prit un haratch du pacha de Vidin et se fit déclarer raïa de la Porte.

Par cette conduite peu honorable, mais habile, pendant qu'il donnait à entendre qu'il n'y avait pas de sûreté pour lui, même en Valachie, tant qu'il restait sujet de Milosch, il cherchait aussi à convaincre la Russie qu'il n'était pas, comme on le supposait attaché à l'Autriche [1].

Il fut en conséquence considéré par les envoyés russes à Bukarest comme un de leurs agents les plus actifs, et ils se servirent de son entremise pour mener les intrigues qui aboutirent plus tard à la déchéance de Milosch.

II.

Vers cette époque Georges Protitch quittait aussi dans le même but la Serbie. Nous avons déjà dit que le prince, après la révolte de 1835, à cause des partis

[1] Simitch, né d'un père qui était mort au service de cette puissance, pouvait en réclamer la protection. Il ne le voulut pas, pour faire cesser les soupçons qui planaient sur lui de vouloir servir deux maîtres en même temps. Cela ne suffit pas cependant aux agents russes en Valachie pour croire à sa sincérité. Il dut fournir d'autres preuves. J'ai moi-même entendu un jour Alexis, son frère, dire à ce propos: «La «Russie a longtemps douté de nous, nous croyant partisans de «l'Autriche, et nous avons dû lui fournir des preuves irrécu-«sables de nos intentions et de la résolution que nous avions «embrassée de travailler pour elle dans le sens qu'elle nous «indiquerait. Il me serait peut-être aisé de deviner, quelles «étaient ces preuves, mais je ne veux pas avancer une chose «que je ne puis ni prouver, ni affirmer»

violents qu'il avait cherché à faire adopter contre lui, ne l'avait plus voulu auprès de sa personne, et qu'en conséquence il l'avait exclus du conseil d'État qui résidait à Kragoëvatz, et nommé président du tribunal civil de Belgrade. Or le conseil municipal de cette ville avait des griefs assez graves contre son premier kmet Pierre Miloïcovitch dit Péro-Bélo Poliatz (pierre de la plaine blanche). Cet homme astucieux et avare paraissait vouloir s'inféoder l'administration de la ville. Il s'était toujours refusé, sur des prétextes spécieux, de se soumettre, comme d'usage, à une nouvelle élection à la fin de son triennat, et n'avait jamais convoqué la *Longia* (conseil général de la ville auquel assistaient aussi les chefs des corporations de métiers) pour rendre, comme c'était son devoir chaque semestre, les comptes de sa gestion.

D'accord avec une petite camarilla composée de trois ou quatre de ses adhérents, il prenait des délibérations très-importantes sans consulter le conseil, et proposait comme l'expression du vœu public des mesures qui n'étaient avantageuses qu'à lui-même, ou à quelques-uns de ses amis. Il administrait encore les fonds de l'Église métropolitaine et y était aussi soupçonné de malversation.

Ces désordres furent par quelques notables de Belgrade dénoncés au prince qui ordonna au kmet de rendre ses comptes à la *Longia* légalement assemblée sous l'inspection du président du tribunal civil. Mais cette fois aussi, outre les adhérents de Miloïcovitch, ne furent appelées que quelques personnes tout à fait incompétentes en cette matière, qui, comme on peut le

croire, ne trouvèrent rien à redire sur la conduite du kmet; après quoi Protitch écrivit au prince que les notables convoqués, selon ses ordres, avaient sévèrement examiné les comptes de Miloïcovitch et les avaient trouvés parfaitement en règle.

Mais les auteurs de la réclamation ne voulant pas rester sous le coup de cette décision qui pouvait les faire passer pour des calomniateurs, après avoir recueilli secrètement des preuves irrécusables de ce qu'ils avaient avancé, présentèrent un nouveau mémoire au prince, où ils accusaient le président du tribunal de connivence avec le kmet, et le suppliaient d'envoyer de Kragoëvatz une commission tout exprès pour en examiner la conduite et les comptes, offrant d'en supporter eux-mêmes les frais si l'on trouvait qu'ils avaient tort. Le prince ne put se refuser à cette demande, et une commission partit aussitôt pour Belgrade, avec ordre d'inviter le président du tribunal, si on le trouvait en faute, à se présenter à lui pour rendre raison de ses procédés. Cet ordre n'avait rien d'alarmant pour Protitch lors même qu'il eût été coupable, car le prince, tenant à prouver qu'il ne gardait rancune contre aucun de ceux qui avaient trempé dans le complot de 1835, ce dont ses ennemis paraissaient encore douter, était disposé à le traiter avec indulgence. Mais Protitch ne jugeant pas à propos d'attendre le résultat de l'enquête dont était chargée la commission, quitta à la hâte la Serbie et se réfugia à Pautchiova dans le banat de Témeswar où, lui aussi, jouant le rôle de victime, s'efforça de faire croire qu'il avait pris la fuite de crainte que Milosch ne le fît

assassiner pour se venger de lui et s'emparer de ses richesses.

Protitch avait été jusque là l'ennemi mortel de Simitch qui, quoique son frère adoptif, lui avait joué plus d'un tour infâme. Mais la haine contre Milosch, et l'ardeur avec laquelle tous les deux poursuivaient un but commun, les réunit momentanément. Ces deux hommes étaient d'un caractère entièrement opposé; aussi leur conduite respective fut conforme à leur caractère.

Simitch dissimulateur habile, ménageait Milosch en public, et pendant qu'il transmettait aux conspirateurs de Serbie les plans qu'on ourdissait contre lui dans le comité de Bukarest et qu'il tenait ce comité au courant de tout ce qui arrivait en Serbie, n'oubliant rien qui pût lui nuire, il faisait à Milosch des excuses pour sa conduite, tâchant de lui fairre croire que de très-graves intérêts l'avaient seuls engagé à se faire raïa de la Porte. Milosch, se laissant encore tromper par ces protestations, ne retira jamais entièrement sa confiance de son frère Alexis.

Protitch, au contraire, d'un naturel fougueux et incapable de simulation, se laissait emporter par la haine aux plus violentes déclamations contre le prince; et des rives du Danube où il se trouvait, il prêchait, pour ainsi dire, aux Serbes la révolte avec tant de fureur, que le gouvernement autrichien crut de son devoir de l'éloigner des frontières. Alors, à l'instigation de Simitch et du comité de Bukarest, il envoya au cabinet de Saint-Pétersbourg, au nom de la nation serbe un long mémoire où il peignait avec les plus noires

couleurs l'état de la Serbie et la conduite de Milosch, suppliant l'empereur de vouloir mettre un terme à la tyrannie qui désolait ce malheureux pays.

Il s'adressa ensuite à je ne sais plus quel pacha des bords du Danube, et lui révéla de prétendues intrigues de Milosch avec les chrétiens de la Roumélie dans le but de préparer une insurrection générale contre les Turcs et de les chasser de l'Europe. Le pacha le fit aussitôt partir pour Constantinople ou il répéta toutes ses calomnies, inventant des faits et des arguments pour donner à ses mensonges quelque apparence de vérité. A l'entendre, Milosch était d'accord avec le pacha d'Egypte, comme il l'avait été avec celui d'Albanie pour abattre l'empire du sultan; il amassait continuellement des armes et l'argent nécessaires à cette entreprise, et la Porte n'avait pas d'ennemi plus dangereux que lui

---

III.

Les rapports du pacha de Belgrade Joussouf confirmaient en partie ces assertions. Milosch avait acheté à Vienne six pièces de canon, et pour ne pas s'exposer à aucune tracasserie de la part des Turcs qui n'auraient pas manqué de pousser de hauts cris, s'ils l'avaient su, il voulait d'abord garder le secret sur cette acquisition, mais, depuis que le sultan lui avait fait cadeau de six autres pièces, il ne s'était plus donné la peine de cacher les siennes, et les avait étalées toutes aux

yeux du public sous un hangar à Kragoëvatz, ainsi que quelques caissons de projectiles, qui lui étaient aussi arrivés de Vienne. Dans tout cela il n'y avait rien qui pût alarmer la Porte, car Milosch venait de créer quelques compagnies d'artilleurs, et il lui fallait des canons et des munitions pour les exercer. Mais Joussouf, fidèle au rôle qu'on lui avait tracé en l'envoyant à Belgrade, y voyait les plus sinistres projets, et exagérant tout il dénonçait à Constantinople tous les colis qui arrivaient à Belgrade à l'adresse du prince, comme contenant des munitions.

C'est ainsi que les conspirateurs s'attachaient à exciter des soupçons contre Milosch, et à ébranler la bienveillance que le sultan lui témoignait et qui formait une des plus fortes entraves à leurs mauvais desseins.

Mais l'effet des rapports mensongers de Joussouf et des calomnies de Protitch fut en grande partie neutralisé par une proposition que ce dernier eut l'inconcevable audace de faire à la Porte au nom de toute la nation; c'est-à-dire que la Serbie aurait augmenté la somme du tribut annuel, et abandonné aux autorités turques l'administration de la ville de Belgrade, y compris la douane, avec une lieue de territoire à la ronde pour prix de la déposition de Milosch. Quelles que fussent les illusions que la Porte se faisait à cet égard, il lui était impossible de croire que la Serbie voulût de bon gré faire de tels sacrifices, et par conséquent que Protitch parlât dans le sens de l'immense majorité de ses compatriotes. On vint donc à penser qu'il n'était que l'émissaire de quelques intrigants qui s'arrogeaient le mandat de représenter à eux seuls tout un

pays et que Milosch n'était peut-être pas ce tyran impitoyable et perfide, cet ennemi si dangereux de l'empire ottoman qu'on voulait faire croire. On décida en conséquence de ne pas agir précipitamment contre lui.

IV.

Pendant que Simitch et Protitch intriguaient à l'extérieur, les mécontents à l'intérieur ne restaient pas oisifs, et profitaient de toutes les occasions, se servaient de tous les moyens pour fortifier et étendre leur parti.

A Davidovitch qui jouissait en Serbie d'une popularité si bien acquise avait succédé, en qualité de secrétaire du prince, Jacob Zivanovitch, jadis professeur au gymnase serbe de Carlovitch dans le Sirmium. Ce jeune homme avec beaucoup de talents, d'honnêtete et une instruction assez solide, était malheureusement trop systématique, et lorsqu'il se vit en possession de la confiance du prince, il attira dans la chancellerie, et y plaça en qualité de secrétaires plusieurs de ses amis sur lesquels il pouvait compter de manière à être exactement informé de tout ce qui s'y passait et à pouvoir par leur moyen se mêler de toutes les affaires importantes de l'État.

Malheureusement les amis de Zivanovitch étaient tous, comme lui, des Serbo-Hongrois pour lesquels nous avons déjà vu que le peuple n'était pas favorablement prévenu. C'était là une occasion excellente

pour décrier le prince que ses ennemis ne laissèrent pas échapper. On répandit donc partout que Milosch était entièrement dominé par ce Zivanovitch et ses Souabes, et ne voyait que par leurs yeux, n'entendait que par leurs oreilles; que tous ses anciens serviteurs se verraient forcés de s'en éloigner, et qu'à la place de ces vieux Serbes (pravi Serbi) qui s'étaient vaillamment battus pour la patrie on n'aurait bientôt plus à Kragoëvatz, à Belgrade et partout ailleurs que des jeunes gens sans mœurs, sans religion, sans patriotisme, qui n'étaient venus en Serbie que pour s'enrichir aux dépens du pauvre peuple qu'ils méprisaient et trahissaient, car ils étaient tous vendus à l'Autriche.

Par ces exagérations, les factieux semaient partout l'inquiétude et la défiance contre le prince.

On avait tort cependant de croire à tous ces propos sur les Souabes; car ils étaient loin d'avoir dans les affaires de l'État l'influence qu'on leur attribuait; plusieurs même d'entre eux, malgré leur sotte vanité et leur suffisance, étaient animés du meilleur esprit et travaillaient sincèrement à la prospérité de la Serbie, ne songeant à rien moins qu'à trahir le prince qui les aurait infailliblement entraînés après lui dans sa chute; car une fois au pouvoir, les mécontents les auraient chassés tous sans merci.

Mais c'était justement là leur grief principal aux yeux des ennemis de Milosch, qui, après avoir excité par ces alarmes habilement répandues l'antipathie de la nation et surtout des Serbes de la vieille roche contre ceux qui restaient fidèles à leurs devoirs l'exploitaient

ensuite à leur profit, comme un moyen d'affaiblir la popularité du prince qui les protégeait.

V.

Cette popularité du prince était un des obstacles les plus difficiles à surmonter, qui s'opposât aux desseins de ses ennemis; aussi ils dirigeaient tous leurs efforts à la renverser.

Malheureusement le prince, trompé par des conseils perfides et de faux rapports sur l'état de l'opinion et des besoins publics, ou mal servi par le mauvais vouloir, la maladresse et même l'excès de zèle de ses fonctionnaires, prêtait lui-même des armes à ses ennemis. Dans le discours qu'il avait prononcé à la dernière scoupstina il avait dit: «Le peuple ne sera plus tenu «envers les employés à des corvées, excepté pour «des constructions faites par le gouvernement et entre«prises pour l'utilité générale; le gouvernement paiera «même ces corvées, à ceux du moins qui y seront «occupés toute une journée.» Ces paroles avaient été accueillies avec de vrais transports de joie par les paysans, qui, quoique toujours disposés à travailler gratuitement pour leur curé, leur Église, leur kmet et même pour de pauvres familles, lorsqu'ils peuvent le faire à leur gré, s'y prêtent peu volontiers, quoiqu'on les paie, lorsqu'on veut les y forcer.

Mais le prince ne tint pas entièrement sa promesse. Entraîné par un esprit d'économie malentendue, il eut

la faiblesse de se laisser persuader par ses mauvais conseillers que le gouvernement c'était lui, et que ce que l'on faisait pour lui avait un but d'utilité générale. En conséquence il continua d'exiger les corvées pour la cultivation des terres nécessaires à l'entretien de sa maison. Il est juste de dire que ces corvées étaient loin d'être aussi vexatoires qu'elles l'étaient lorsque tout employé y avait droit, et que la rétribution d'un demi-zvantzig qu'on payait à chaque laboureur en compensait au moins en partie l'injustice; mais aussi tout l'odieux de cette charge impopulaire retombait exclusivement sur le prince, qui seul en profitait contre sa parole, d'autant plus que, sur le prétexte qu'on payait leur journée, les laboureurs étaient souvent maltraités et accablés de fatigue par les agens chargés d'en surveiller les travaux.

Lors même qu'il s'agissait de quelques corvées pour des travaux du gouvernement et d'utilité générale, si l'on en confiait la direction à quelques-uns des ennemis de Milosch, la manière dont ils traitaient les paysans, était vraiment faite pour le rendre un objet d'exécration. Voutchitch, créé dernièrement colonel, pour ne pas rester près de Milosch et pouvoir vivre et intriguer plus à son aise, avait laissé entendre qu'il préférait à tout autre emploi celui de *Bina-Emini* (intendant des constructions). Le prince satisfait du zèle et de l'intelligence qu'il avait en d'autres occasions déployé dans cette charge, l'envoya à Belgrade pour y surveiller les bâtiments qu'on élevait hors des portes de la ville. Voutchitch était alors l'âme de tous les complots ourdis contre Milosch par les conspirateurs

du dedans. En correspondance avec Simitch Protitch et le comité de Bukarest, il se mit aussi en relation avec Joussouf-pacha, qui, de son côté travaillait dans le même sens; et voyant le mal qu'il pouvait faire au prince dans son nouvel emploi, il s'y appliqua avec cette force de volonté qui lui était propre.

Les bâtiments en construction étaient tous pour le service public; on pouvait donc exiger du peuple les corvées nécessaires; cependant les murmures et les plaintes ne manquaient pas; mais ce n'était que de ces mécontentements qui se renouvellent toujours, lors qu'il y a quelque chose d'antipathique à faire et qu'avec un peu de douceur on peut très-facilement apaiser, en Serbie surtout, où le peuple est toujours sensible au moindre témoignage de bonté de la part de ses supérieurs. Mais Voutchitch, au lieu de les calmer, faisait tout ce qui était en son pouvoir pour irriter les esprits. Il arrêtait les manœuvres plus longtemps qu'il ne devait, les surchargeait de fatigues, leur donnait très-peu de repos et se plaisait à distribuer lui-même des coups de bâton à ceux qui lui paraissaient rester en arrière, répétant aux kmets et aux notables des villages qui conduisaient aux corvées leurs administrés qu'il était bien fâché d'avoir à déployer contre eux une si grande rigueur, mais que la faute en était au prince, d'après les ordres duquel il agissait. Quelques ouvriers moururent sous ses coups, parce qu'étant malades, ils ne pouvaient pas travailler, et c'était toujours le prince qui lui commandait cela[1]

Cette conduite aussi lâche qu'atroce ne convenait pas moins à sa haine contre Milosch, qu'aux féroces

penchants de son cœur. Mais si elle à pu en quelque sorte entamer la popularité de Milosch, elle doit flétrir à jamais le nom de celui qui s'en glorifiait. M. Cyprien Robert a beau dire que Voutchitch était un héros: les faits démontrent qu'il ne fut jamais qu'un barbare.

VI.

C'était le destin de Milosch de n'avoir sous ses ordres que des gens qui ne le comprenaient pas ou ne voulaient pas le comprendre.

Le porès était quelquefois très-onéreux aux familles pauvres qui ne pouvaient que bien difficilement trouver à jour fixe la somme de 3 thalers pour payer leur semestre. Le prince avait donné ordre exprès aux capitaines des districts chargés de la perception de cet impôt, de ne l'exiger que par douzièmes et de se permettre le moins de vexations possibles. Peu importe, disait-il, que le produit du porès soit versé au trésor quelques mois plus tard, pourvu qu'il le soit à la fin de chaque semestre; il faut laisser au pauvre tout le temps et le loisir possibles. Mais la plupart des capitaines ne tenaient pas compte de cette recommandation. Quelques-uns par excès de zèle, d'autres par spéculation, plusieurs enfin pour nuire au prince dans l'opinion publique, à peine les jours de la Saint-Georges ou de la Saint-Démétrius (23. avril et 26. octobre) arrivés, commençaient le tour des villages de leur district, insistant pour que tous les contribuables pay-

assent le porès tout d'un coup et recouraient à des mesures coërcitives contre les retardataires. Si l'argent manquait, souvent ils en prêtaient eux-mêmes, à condition d'être remboursés tout de suite, ou à une époque donnée, par des denrées en nature, dont ils fixaient eux-mêmes le prix. Lersqu'on se plaignait de cette insistance, ils répondaient qu'eux aussi étaient pressés d'en haut, que le prince avait besoin d'argent, et qu'ils n'exécutaient que ses ordres. Or, comme ces ordres, s'il les eût donnés auraient été contraires à la promesse qu'il avait aussi faite à la scoupstina d'user de tous les ménagements et de tous les égards conciliables avec les besoins de l'État dans la perception du porès, il est aisé de voir combien l'intolérance des capitaines nuisait à sa popularité.

VII.

Quelques autres mesures que le prince avait prises dans des vues d'intérêt public et avec les meilleures intentions, mais qui étaient peut-être poussées un peu loin, donnaient aussi à ses ennemis matière à l'accuser; telle fut la prohibition de tout jeu de cartes.

Depuis longtemps Milosch, convaincu de leur immoralité avait défendu sous des peines rigoureuses les jeux de hasard. Malgré cette défense, quelques employés Serbo-Hongrois continuaient à jouer, d'abord avec quelques précautions, ensuite sans aucune gène dans les cafés et autres lieux publics. Entraînés par

cet exemple, les Serbes peu à peu contractèrent, eux aussi, le goût du jeu; et cette passion prenait un développement effrayant, surtout à Kragoëvatz, à Sémendria, à Belgrade. Quelques tricheurs de profession y gagnaient des sommes considérables. Deux ou trois petits négociants de Kragoëvatz avaient en peu de temps perdu tout ce qu'ils possédaient. Des plaintes furent portées par leurs familles au prince qui donna les ordres nécessaires pour les surprendre en flagrant délit; ce qui fut fait. Une enquête eut lieu; les coupables furent condamnés à rendre l'argent qu'ils avaient volé au jeu et à subir le châtiment public prescrit par la loi. Les employés qu'on n'avait pu surprendre eurent à essuyer de sévères réprimandes. Et pour ôter à jamais toute occasion à cette funeste passion, le prince défendit rigoureusement tout jeu de cartes, non-seulement dans les cafés et les auberges, mais aussi dans les maisons particulières.

Une prohibition aussi absolue fit un mauvais effet sur cette partie de citoyens aisés qui étaient habitués à chercher dans des jeux fort innocents une occasion d'honnête délassement. Ils trouvaient étrange que pour mieux frapper les coupables ou châtiât aussi les innocents. Mais le prince ne se laissa pas ébranler par ces murmures, et tant qu'il resta à la tête du gouvernement, les cartes restèrent absolument bannies de la Serbie.

Une telle mesure lui était suggérée par un principe de haute moralité et d'ordre public. Ce principe était peut-être outré; mais le seul amour du bien le lui avait inspiré. Ses ennemis y voulurent cependant trouver

un acte d'insupportable tyrannie, un outrage fait au bon sens ainsi qu'à la liberté individuelle des Serbes.

Une autre loi du même genre donna lieu à des critiques non moins stupides, ce fut la défense de porter des armes. Milosch avait déjà, comme nous l'avons vu, sévèrement défendu de décharger des armes à feu dans des lieux habités et surtout de tirer à balle dans les occasions de nôces ou de fêtes publiques. Cependant, par une ancienne habitude, on portait toujours des pistolets à la ceinture. Cet usage, maintenant que le pays était tranquille n'avait plus aucun but, pendant qu'il était souvent cause d'accidents déplorables. Milosch, en conséquence crut bien faire de l'interdire. En même temps, pour éviter les malheurs que l'explosion de la poudre à canon pouvait occasionner, il défendit d'en conserver une certaine quantité dans les lieux habités et ordonna à ceux qui s'adonnaient à ce commerce de transporter leurs dépôts dans des maisons bâties exprès hors des villages, sauf quelques douzaines de cartouches qu'ils pouvaient mettre en vente, moyennant une permission des autorités locales.

Il n'y avait rien que de très-louable dans ces dispositions. Mais tout ce que le prince faisait fournissait à ses ennemis un sujet de censure; et lorsque les faits ne s'y prêtaient pas, ou les défigurait, ou l'on s'en prenait à ses intentions. Ils criaient donc partout que le droit de porter des armes les Serbes l'avaient acquis au prix de leur sang; qu'il était la marque la plus éclatante de l'indépendance de leur pays, que c'était une honte pour eux que de sortir désarmés comme des femmes ou comme des raïas et d'être exposés

à l'insolence des Turcs qui désormais pouvaient les insulter impunément; enfin, que la défense de porter des armes n'était qu'un premier pas pour arriver au désarmement général: Supposition absurde, car Milosch savait mieux que personne que le Serbe se serait fait égorger plutôt que de céder ses armes.

Tous ces bruits colportés par l'intrigue et la malveillance n'étaient pas aveuglement reçus par le peuple qui conservait avec reconnaissance le souvenir de ce que Milosch avait fait pour son pays et lui était toujours dévoué, parce qu'il le savait le seul homme capable de bien gouverner la Serbie. Cependant ils ne manquaient pas de produire un certain effet, et à voir l'acharnement que mettaient à le dénigrer ceux qui auraient dû le servir avec une plus grande fidélité, on ne pouvait se défendre d'une certaine inquiétude sur l'avenir du pays.

VIII.

Les revenus publics n'étaient pas seulement plus que suffisants aux dépenses courantes; mais ils présentaient tous les ans un excédent de quelque considération. Cet état florissant des finances serbes fait d'autant plus honneur au gouvernement du prince Milosch, que la Serbie, sans compter les désastres de 1813 et la guerre de la seconde insurrection qui l'avaient réduite à la dernière extrémité, sortait à peine d'un esclavage qui avait tari toutes les sources de la

prospérité publique et n'avait guère laissé au peuple que les yeux pour pleurer. Du temps de Marachli-Ali-Pacha on ne retrouvait pas en Serbie, excepté deux ou trois négociants juifs, une seule famille qui eût à sa disposition sept ou 8000 francs. Le pays demeurait presque inculte, la population épargnée par la guerre ou la peste était errante ou émigrée, les animaux domestiques, qui en forment la principale ressource avaient été pillés par les Turcs, ou étaient morts faute de soins.

Mais à l'époque dont nous parlons la population avait triplé [1]); ou remarquait partout une certaine aisance, et des fortunes assez considérables commençaient à s'élever non-seulement parmi les négociants, mais aussi dans les autres classes; l'agriculture et le commerce florissaient de plus en plus, et le pays rassuré sur son avenir, confiant dans son chef, aurait dans peu d'années atteint un degré de prospérité digne d'envie si les intentions du prince n'avaient pas été méconnues et contrariés par des gens aveuglés par l'ambition, ou vendues à des intérêts étrangers.

[1] Cet accroissement de population était dû en partie aux nombreuses immigrations de familles bulgares et valaques qui venaient chercher en Serbie un gouvernement plus stable et moins oppresseur. Elles étaient si considérables, que les princes de Valachie et de Moldavie, ainsi que le pacha de Roumélie s'en récrièrent auprès de la Porte qui invita le prince à se conformer à la lettre des traités qui lui défendaient de recevoir en Serbie les familles qui émigraient sans permission des autorités respectives.

IX.

Grâce à cet état de choses, les finances serbes avaient tellement prospéré que Milosch aurait pu sans inconvénient réduire l'impôt d'un sixième. Mais il était déjà bien modique, et le prince voulait se ménager les moyens de mettre à exécution quelques grands projets d'utilité publique qu'il méditait depuis longtemps, tels que l'introduction d'un système complet d'irrigation pour obvier aux dommages souvent causés par la sécheresse dans un pays où les eaux abondent partout, et la canalisation de la Morava, rivière que l'on peut aisément rendre navigable, et qui traversant la Serbie dans toute sa longueur avant de se jeter dans le Danube et arrosant ses provinces les plus fertiles, aurait donné un nouvel essort au commerce d'exportation et par cela encouragé la culture des terres et l'élève des bestiaux. Plusieurs ingénieurs étrangers qui avaient étudié les localités affirmaient qu'avec des moyens proportionnés ces deux projets étaient réalisables. C'est à cette fin que Milosch réservait l'excédant des contributions annuelles, sachant que le peuple continuerait sans murmure à payer ce qu'il payait, mais que les impôts une fois réduits, il aurait rencontré des oppositions sérieuses à les augmenter de nouveau [1]).

[1] Cet excédant était versé dans la caisse publique qui après 1835 demeurait sous l'inspection du conseil d'État. Milosch ne voulait ni ne pouvait y toucher. C'est bien gratuitement qu'on l'a plus tard accusé d'avoir toujours puisé au trésor

Tout le monde en effet savait que les recettes dépassaient la dépense publique; personne cependant ne songeait à réclamer, ou approuvait généralement qu'il y eût toujours quelque somme en réserve, laquelle, disait-on, pouvait un jour servir à quelque chose de grand.

D'ailleurs le porès, auquel, comme on l'a dit, se réduisaient tous les impôts, était bien léger si on le compare à ce que payaient jadis les Serbes et que payent encore aujourd'hui les raïas de l'empire ottoman. La seule chose qui donnât lieu à quelque plainte c'était la manière dont le porès était reparti.

Nous avons déjà dit de quelle manière on procédait à cette répartition, qui se renouvelait tous les six mois. A cette époque c'était partout un brouhaha de plaintes, de pétitions, de recours impossible à décrire. Chacun prétendait être plus pauvre de ce qu'on le croyait, personne ne voulait être inscrit dans les premières classes, et lorsque les conseils ne prononçaient pas suivant leurs désirs ils en appelaient aux tribunaux, aux serdars, au prince même comme d'une injustice criante.

public. Les millions trouvés lors de son abdication, sont une preuve irréfragable du contraire. Dans ce moment critique ses ennemis n'auraient certainement pas manqué de lui demander des comptes s'ils l'avaient cru coupable de quelque soustraction.

X.

Depuis longtemps le prince et ses conseillers cherchaient le moyen de réparer les inconvénients de cette répartition. Plusieurs projets avaient été imaginés à cet effet, mais tous présentaient des difficultés plus ou moins graves. Le plus équitable aurait sans doute été de prendre pour base des contributions la rente de chaque famille; mais aussi rien n'eût été plus difficile que d'en constater le montant. En Serbie les revenus d'une famille sont toujours flottants; les terres mêmes ne donnent pas en proportion de ce que l'on en possède, mais de ce que l'on en peut cultiver. Le haut prix de la main d'œuvre et le très-bon marché des produits agricoles font, que le paysan propriétaire (en Serbie presque tout le monde l'est) ne trouve pas à louer les champs qu'il ne peut exploiter lui-même, et qu'il ne rentre jamais dans ses frais, s'il les exploite par des laboureurs à gages. Or en prenant la rente d'une famille de paysans pour base de sa quotité d'impôt, il aurait fallu, être juste, refaire une fois l'an et peut-être plus souvent encore les rôles des contributions; car la mort, ou seulement une maladie d'un des membres d'une famille devait nécessairement produire une altération sensible dans ses revenus.

On avait donc imaginé de créer des *soubachis* (espèce d'agents à l'instar des anciens spahis) qui tous les ans dussent s'enquérir du revenu de chaque famille, et d'accord avec les kmets et les notables des villages, les taxer en proportion. Mais indépendamment

de la dépense qu'elle nécessitait, on jugea cette mesure trop fiscale et par là odieuse au peuple. On la mit donc de côté et l'on pensa que le mieux peut-être c'était de mettre l'impôt sur les biens fonds dont les revenus étaient à peu près sûrs et moins sujets à variations.

Ces biens fonds sont en Serbie les prés entourés de palissades, les vignes, les vergers, plantés de pruniers d'où l'on tire l'eau-de-vie (slivovitza)[1], les distilleries de cette même eau-de-vie et les moulins. Le haut prix du vin, qui vaut toujours de 15 à 20 francs l'hectolitre, et du foin, qui se vend plus cher que le pain; la consommation énorme que l'on fait de l'eau-de-vie et le besoin indispensable qu'on a des moulins, élèvent beaucoup le prix de ces biens fonds qui peuvent toujours se vendre avantageusement et dont on retire toujours un produit assez considérable.

[1] Si ce projet avait réussi, il aurait aussi porté quelque remède à un mal non moins grand que l'injuste répartition du porès. Les pruniers s'étaient depuis quelque temps tellement multipliés en Serbie, que l'eau-de-vie qu'on en tire n'avait presque plus de prix; elle ne valait pour l'ordinaire qu'à peu près 5 centimes le Kilogramme). Grâce à ce bon marché, tout le monde s'y était habitué. Les femmes, les enfans mêmes, encore pour ainsi dire au berceau, en buvaient comme de l'eau, et l'habitude abrutissante de l'ivrognerie avait pris des proportions si affreuses que, non-seulement le prince, mais sous les hommes de bon sens, même parmi ses adversaires, insistaient pour qu'on songeât à mettre un frein à l'abus de cette boisson. Généralement on croyait qu'une forte taxe, sur les pruniers aurait eu à cet effet les plus heureux résultats; car plutôt que de la payer, plusieurs propriétaires auraient abattu ces arbres: ce qui diminuant la production de l'eau-de-vie, en aurait haussé le prix et restreint l'usage.

Le projet d'y mettre l'impôt paraissait donc assez raisonnable, et le conseil d'État consulté fut d'avis qu'on pouvait l'essayer. En conséquence le prince créa des commissions chargées d'en dresser le cadastre et de faire à cette même occasion un dénombrement exact des terres labourables, des pâturages et des forêts communales, ainsi que de la population de chaque village. On ordonna aux intendants des nahiés, aux capitaines des districts, aux kmets d'aider ces commissions de tous les moyens dont ils pouvaient disposer. Les renseignements qu'elles devaient recueillir étaient précieux à tous les égards. Il était à désirer qu'elles pussent accomplir leurs opérations; et certes elles n'auraient pas rencontré de difficultés, si le prince eût auparavant convoqué une scoupstina et les raisons qui devaient le faire agréer.

Mais ayant négligé cette démarche, à peine ces commissions venaient-elles de commencer leurs travaux, que le peuple qui n'en savait pas autre chose, si non qu'ils devaient servir à quelque mesure fiscale, en conçut de vives alarmes. Bientôt les adversaires du prince toujours attentifs à lui nuire, s'emparèrent de cette occasion pour exciter contre lui les plus mauvaises passions. On fit circuler mille bruits absurdes, mais qui ne trouvaient pas moins foi chez des paysans ignorants et toujours enclins à croire le mal. Les uns disaient que le prince, tout en conservant le porès actuel voulait rétablir le haratch et les dîmes, comme au temps des spahis, les autres, qu'il voulait faire un partage égal des terres, une espèce de loi agraire. On ajoutait même que ceux qui voudraient conserver

leurs propriétés seraient forcés d'en payer le prix au prince s'ils ne pouvaient prouver par des titres légaux (tapi) de les avoir achetées aux anciens spahis dont les droits étaient échus à Milosch après l'hatichérif de 1830 [1]. Or, il n'y avait presque personne qui eût de ces titres à produire.

XI.

Le serbe, quoique doué d'un sens droit et plus flegmatique que bien d'autres peuples, a toutefois lui aussi cette dose de méfiance envers son gouvernement que l'on remarque chez tous les peuples peu avancés dans la civilisation et incapables d'apprécier les efforts que l'on fait pour les pousser en avant. Il accepte de mauvais gré les innovations dont il ne comprend pas la portée, surtout lorsqu'il s'y mêle quelque question d'argent. Selon lui le plus grand avantage de l'émancipation de son pays c'est de ne plus payer que de fort modiques impôts et d'être délivré de la crainte des extorsions et des avanies dont il était accablé sous la domination des Turcs. A l'époque dont nous parlons

[1] Les Serbes qui, avec la permission des spahis, défrichaient un terrain, en devenaient les possesseurs moyennant une dîme annuelle. Mais si ce terrain n'était pas cultivé au moins une fois tous les trois ans, ou si le cultivateur transportait ailleurs son domicile ou venait à mourir sans héritiers directs, le spahi reprenait son bien et le donnait à un autre aux mêmes conditions. Ces cessions n'étaient ordinairement que verbales.

ce qu'il l'alarmait le plus c'était qu'on introduisit en Serbie le système administratif des États européens, et qu'on adoptât les mesures fiscales qui y sont en vigueur. Les Serbo-Hongrois, les transfuges autrichiens et tous ceux qui avaient fait quelque voyage à l'étranger ne parlaient que des charges qui accablent les peuples de l'Europe civilisée, des contributions directes et indirectes, des taxes que l'on paie pour acheter, pour vendre, pour hériter, pour recevoir en donation et même pour jouir de l'air et de la lumière par les portes et les fenêtres des maisons. Tout cela faisait frémir ces pauvres paysans qui dans leur gros bon sens étaient venus à penser qu'un gouvernement civilisé n'était pas autre chose qu'une machine administrative habilement combinée pour tirer sous le pompeux prétexte du bien public le plus d'argent possible du peuple qui en dépend.

Or le prince ayant omis d'en déclarer ouvertement le vrai but, on se doutait généralement que les travaux des commissions chargées de dresser le cadastre ne fussent qu'un premier pas vers ce système administratif tant redouté; et la faction qui lui était hostile eut l'art de changer ce doute en certitude.

Dès lors le peuple manifesta partout son mécontentement, et en plusieurs endroits laissa paraître l'intention bien arrêtée de s'opposer par toutes les voies aux projets du gouvernement. Les commissions furent reçues avec une froideur très-significative. Les uns leur refusèrent les renseignements qu'elles demandaient, les autres déclarèrent qu'ils étaient prêts à renoncer à leurs possessions plutôt que de les faire enrégistrer

pour en payer ensuite une taxe supérieure au produit; quelques-uns même menacèrent de s'opposer par la force à la venue des commissaires dans leurs villages et de les chasser à coups de fusil s'ils s'y présentaient. Les ennemis de Milosch faisaient tous leurs efforts pour pousser le peuple à quelque démonstration hostile au gouvernement, et, malgré que les kmets et tous les hommes sensés tâchassent de calmer les esprits, on n'aurait pas empêché tous les désordres, si le prince, informé à temps de cet état d'irritation et de la part que ses ennemis y prenaient, ne se fût désisté de son projet, se réservant d'expliquer à la première scoupstina les motifs qui l'avaient fait agir.

Les événements que je viens de raconter prouvent combien on est injuste lorsqu'on accuse Milosch de ne pas avoir fait pour son pays beaucoup plus qu'il ne fit. Rien n'est plus facile que de dresser dans son cabinet des plans de réformes; mais quand on a à faire à un peuple que l'ignorance et une oppression séculaire ont rendu méfiant et soupçonneux, rien aussi n'est plus difficile que de les mettre à exécution, surtout lorsque ceux-là même qui devraient aider le gouvernement ne cherchent qu'à lui créer des embarras.



LIVRE SEIZIÈME.

I.

Malgré les instigations dont il était l'objet, et ces petits dissentiments occasionnés par des malentendus, le peuple ne cessait pas d'aimer son prince, et ne cherchait rien moins qu'à seconder les vues de ses adversaires et à en renverser le pouvoir, auquel l'accueil flatteur qu'il venait de recevoir à Constantinople semblait au contraire avoir donné une nouvelle consistance. Les factieux eux-mêmes, sauf quelque ennemi personnel du prince, que la haine aveuglait, quoique encouragés par la Russie, doutaient plus que jamais du succès de leurs coupables desseins. Les fonctionnaires publics dont se composait presqu'exclusivement le parti des mécontents, s'en seraient assurément détachés dès que Milosch leur aurait fait quelque concession et garanti en quelque sorte leur position; car, quoique le prince, depuis son retour de Constantinople les traitât avec plus d'égards, comme nous l'avons déjà observé, ils craignaient néanmoins que cette tendance

au mieux n'eût point de durée; ils auraient aussi voulu voir la stabilité de leurs emplois en quelque sorte assurée.

De son côté, le prince était on ne peut plus disposé à leur faire des concessions à cet égard. L'agitation qui régnait autour de lui, les menées sourdes dont il était l'objet, lui inspiraient une certaine inquiétude, et sans cette fausse honte qui nous empêche souvent de faire les premières avances pour ne point paraître avouer qu'on a tort, lui-même aurait cherché à s'expliquer franchement avec les mécontents et à s'arranger avec eux. Mais si quelqu'un qui n'eût pas un intérêt direct dans la question lui eût offert le moyen de le faire sans trop compromettre sa dignité et son amour-propre, il l'aurait accepté avec empressement. Ce rôle de médiateur entre le prince et ses adversaires ne convenait à personne mieux qu'au consul Autrichien.

L'Autriche avait été la première à envoyer un consul en Serbie, comme elle avait été aussi la première à reconnaître Milosch comme prince et chef légitime de la nation serbe. Elle avait compris sur-le-champ toute l'importance que ce pays, depuis la nouvelle position qu'il s'était faite en 1830, devait avoir dans la question d'Orient, dans laquelle elle avait un si grand intérêt; et la nécessité de s'approcher d'un gouvernement qui livré aux seules inspirations de la Russie, aurait été pour elle un ennemi dangereux en cas de rupture avec cette puissance, à cause de l'influence qu'il pouvait exercer sur les populations du midi de la Hongrie, presqu'entièrement serbes. Les autorités autrichiennes eurent donc ordre d'apporter beaucoup

d'égards dans leurs relations avec les fonctionnaires et le gouvernement serbes. Le titre de prince et d'Altesse donné officiellement au knias, et l'envoi de l'ordre de la Couronne de fer de première classe, montraient que le cabinet autrichien désirait vivre en bonne harmonie et avoir des rapports plus intimes avec la Serbie.

Le commerce toujours plus actif, et les contestations qui nécessairement s'ensuivaient entre les négociants des deux pays; le nombre assez remarquable de sujets autrichiens établis en Serbie, les relations inévitables entre deux pays pour qui se touchaient par une si longue étendue de frontières, réclamaient depuis longtemps la présence d'un consul autrichien en Serbie; mais de même que la Russie, elle craignait que son exemple ne fût suivi par les autres puissances qu'elle aussi avait un grand intérêt à empêcher de se mêler des affaires de ce pays. Cependant, après le voyage du prince à Constantinople ayant su que la France et l'Angleterre s'étaient décidées à établir des consulats en Serbie et que des ouvertures avaient été faites à cet effet à la Porte, l'Autriche crut ne plus devoir différer l'envoi d'un agent à Belgrade, dont on sentait de plus en plus le besoin.

Milosch acheta dans le faubourg de la Sava une maison de construction récente et peut-être la plus commode de Belgrade pour y loger le nouveau consul autrichien qui vint s'y établir au printemps de 1836.

Le cabinet autrichien avait fait choix pour ce poste important d'un employé au ministère nommé Antoine Méanovitch, Croate de nation, homme qui ne manquait pas de talent et d'instruction, et qui parlait parfaitement

le serbe. Malheureusement il était catholique de religion et cette seule qualité pouvait l'empêcher de ne jamais acquérir sur le prince et la population de la Serbie cette influence qui était sans contredit le but principal de sa mission.

En général il y a antipathie entre les Slaves du rit grec et ceux du rit latin. Ces derniers ont l'avantage d'être admis dans les établissements d'instruction publique et, par là, de recevoir une éducation mieux soignée et de pouvoir plus rapidement avancer dans la carrière des emplois. Cet agrément ils ne le doivent qu'à leur religion; mais cela ne les empêche pas de se croire supérieurs à leurs confrères du rit grec et de les regarder avec un certain mépris, dont ceux-ci se vengent par l'aversion et la défiance.

Toutefois, malgré cette malencontreuse différence de religion, qui desunit deux peuples de frères, l'accueil qu'il avait reçu du prince et de ceux parmi ses adversaires qui, encore incertains sur l'issue de leurs intrigues, n'auraient pas dédaigné un arrangement convenable, lui promettait un plein succès lorsqu'il s'occuperait d'amener une réconciliation entre les deux partis, et par là même contrebalancer les vues et la prépondérance de la Russie sur ce pays.

Mais à cet effet il aurait dû avant tout apprendre à ménager l'amour-propre et la susceptibilité du knias, et se bien garder de le blesser en relevant brutalement, comme il faisait ses défauts et ses erreurs. Il fallait au contraire pour le moment flatter ses bonnes qualités et jusqu'à ses faiblesses, et se borner à lui insinuer adroitement les concessions et les réformes les plus

urgentes, sans avoir l'air de vouloir lui tracer la ligne de conduite qu'il aurait dû suivre. C'est de cette manière seulement que Méanovitch pouvait gagner la confiance du prince, se ménager le rôle de médiateur entre lui et le parti contraire, acquérir des titres à la reconnaissance des Serbes et assurer à l'Autriche la part d'influence que la Russie aurait perdue sur leur patrie.

Méanovitch paraît d'abord avoir saisi le point délicat de la question. Affectant de se rendre supérieur à toutes les préventions nationales et religieuses, il débuta par se glorifier de sa qualité de Serbe, et déclara que rien ne lui serait plus agréable que de pouvoir se rendre utile à ses frères.

Mais il ne sut pas conserver longtemps l'opinion favorable que ces déclarations avaient fait concevoir de lui, et l'affection du prince qu'elles commençaient à lui gagner. Au mépris qu'il ne tarda pas à montrer pour les Serbes, on dut bientôt se convaincre qu'il n'avait pas oublié sa qualité de Croate catholique et de noble Hongrois dont il ne tarda pas à se vanter.

II.

Fier de la qualité de consul Autrichien dont il se targuait à toute heure, Méanovitch regardait tout le monde de cet air de supériorité et de protection qui blesse profondément ceux qui ne croient pas avoir besoin de protecteur. Il prétendait aux hommages et à l'obéissance, non-seulement des sujets autrichiens,

mais de ceux-là même qui n'avaient rien à faire avec lui. Il aurait voulu forcer les Serbes nés en Autriche, mais qui, établis depuis longtemps en Serbie, avaient renoncé à la nationalité autrichienne à redevenir sujets de cette puissance, les menaçant en cas de refus, de les faire arrêter et d'en demander l'extradition. Quelques-uns d'entre eux étaient au service et dans l'intimité du prince, et occupaient les premières places dans son gouvernement, tels que Davidovitch et Jackchitch. Malgré cela, le consul n'en parlait qu'avec mépris, se vantant de pouvoir les renvoyer en Autriche; *car*, disait-il, *ils sont mes sujets.* Dans ses relations avec les fonctionnaires serbes il les traitait comme des inférieurs, comme des gens sous ses ordres et à ses gages. Souvent son caractère pointilleux et atrabilaire le poussait à importuner de ses plaintes le prince et les premières autorités du pays, pour des vétilles qui n'avaient pas de sens. Entouré de quelques intriguants, qui, connaissant son faible, savaient l'exploiter, le trompant par des rapports, ou entièrement faux ou exagérés, il croyait que tout le monde ne songeait qu'à lui et ne voyait partout que des complots et des ennemis.

Enhardi par la déférence que le knias lui témoignait, il se permit bientôt de se mêler de choses qui ne le regardaient pas, et de donner des conseils, qu'on ne lui avait pas demandés, avec ce ton d'assurance qui sied à peine à un homme supérieur par sa position et son expérience à celui à qui il parle. Il aurait voulu que Milosch s'en rapportât à lui pour le choix de ses employés; qu'il renvoyât ceux qui avaient le malheur de lui déplaire et les remplaçât par d'autres que lui-

même proposait ; qu'il n'écoutât que ses conseils et n'agît que sous sa tutelle. Oubliant tout à fait que sa médiation entre Milosch et ses adversaires devait être officieuse et non officielle, et qu'il n'avait d'autres droits de se mêler de cette question, hormis ceux que lui donnerait la confiance des deux partis et sa qualité de représentant d'une puissance intéressée au bien-être de la Serbie, il eut la singulière prétention de s'ériger en arbitre dans cette querelle et d'en dicter les conditions.

Ce n'était pas de cette manière qu'il pouvait réussir auprès d'un prince accoutumé depuis vingt ans à un pouvoir absolu et sans contrôle. Aussi Milosch ne tarda pas à lui retirer sa confiance et à rompre toute relation personnelle avec lui. L'espoir d'une réconciliation qui aurait épargné à la Serbie des maux sans fin s'était à jamais évanoui.

Méanovitch blessé de l'éloignement du prince ne pouvait cacher son dépit, et ses rapports avec le gouvernement serbe devinrent de plus en plus hostiles, jusqu'à traiter les hommes les plus distingués d'ignorants et de barbares, à tourner publiquement en ridicule tous les actes du prince, et à se lier ouvertement d'amitié avec ses ennemis les plus déclarés. Connaissant le caractère emporté de Milosch, son intention était peut-être de le pousser à quelque excès qui le compromît avec le gouvernement autrichien. Mais le prince vit le piége qu'il lui tendait et se garda d'y tomber. Affectant une impassibilité qui n'était pas dans sa nature, il se contenta de lui signifier que tout rapport entre eux était à jamais rompu, l'invitant à s'adresser

à l'avenir, pour les affaires concernant sa charge, aux ministères qu'elles regardaient, pendant que lui, de son côté, s'adresserait directement au cabinet autrichien pour les relations internationales.

Ce dernier coup mit le comble à l'irritation de Méanovitch. Son orgueil blessé le rendit dès lors si insupportable, que le prince se vit forcé, comme nous le verrons dans la suite, d'en demander officiellement le rappel.

III.

Quoique la Russie à cette époque n'eût pas encore envoyé de consul en Serbie, nous avons vu cependant que ses agents à Bukarest faisaient attentivement surveiller la conduite du prince, *et dirigeaient les intrigues qu'on* avait ourdies contre lui.

Nous avons déjà dit que Milosch, lorsqu'il croyait encore avec une confiance aveugle et sans bornes aux promesses de la Russie, avait demandé à Saint-Pétersbourg qu'on lui indiquât le système de gouvernement que l'on jugerait le plus convenable à la Serbie. A cette demande, soit que la Russie, attachât peu d'importance à la constitution quelle qu'elle fût de ce pays, pourvu qu'il n'échappât point à sa tutelle, soit qu'elle ne voulût pas se mettre en contradiction avec les déclarations qu'elle avait faites dans ses traités avec la Porte, que la Serbie était libre de s'administrer comme bon lui semblerait, soit enfin qu'elle craignît d'être accusée de

vouloir s'arroger sur ce pays un pouvoir dont elle venait de dépouiller la Porte, elle avait répondu qu'aucune puissance n'avait le droit d'intervenir dans l'organisation intérieure de la Serbie.

Mais ensuite, par déférence pour l'Autriche à qui la constitution de 1835 déplaisait souverainement, elle aussi avait protesté contre la forme de gouvernement adoptée à cette époque, et avait chargé le baron Buchmann d'imposer à Milosch le système qu'elle désirait le voir suivre. Milosch, comme nous l'avons dit, avait fait peu de cas de ces conseils impératifs. Prenant donc prétexte des plaintes adressées à l'empereur par la nation serbe (c'est-à-dire par Protitch, Simitch et quelqu'autre intrigant), tout en protestant de la sollicitude paternelle pour la Serbie et son prince, au mois de septembre 1836, elle envoya de Saint-Pétersbourg les bases d'une constitution, avec ordre de les adopter et laissant comprendre à Milosch qu'en cas de refus, il aurait à s'en repentir.

Le système de gouvernement que la Russie proposait par cette constitution avait pour base un conseil d'État composé de peu de membres inamovibles et qui devaient, conjointement avec le knias, administrer les affaires du pays. Le prince ne pouvait rien faire sans ce conseil et ne restait ainsi que le *primus inter pares*. On n'y parlait plus de ses prérogatives ni des droits héréditaires que le vœu de la nation et les hatichériffs du sultan avaient conférés à sa famille. On n'y faisait non plus mention de scoupstina. La nation entière ne devait plus être représentée que par 14, ou 15 con-

seillers qui, une fois investis de leur charge, ne devaient plus rendre compte à personne de leurs actions.

Il est aisé de voir le but que la Russie se proposait par cette constitution. Elle annulait le pouvoir du prince au profit d'une oligarchie qu'elle aurait complétement dominée dans tout ce qui se rapportait à la question d'Orient, et à qui, pour prix de sa soumission, elle aurait livré le pays à exploiter. De plus, dans un gouvernement, où il n'y avait plus d'unité de pouvoir, les collisions devenant inévitables; elle se ménageait le rôle d'arbitre qu'elle exercerait par ses agents diplomatiques qui devenaient en conséquence les vrais souverains de fait de la Serbie d'où elle étendrait ou consoliderait son influence sur les autres populations chrétiennes de la Turquie, et sa prépondérance dejà si démesurée sur les destinées de l'empire ottoman.

Mais ce qui convenait à la Russie, ne convenait pas également à la Serbie; et malgré que dans ce projet de constitution on étalât un grand intérêt pour le peuple, en y consacrant l'inviolabilité des personnes et des propriétés, la liberté du commerce et presque tous les principes qui forment la base de la civilisation moderne, il était évident, qu'entre deux pouvoirs rivaux, inamovibles, irresponsables, libres d'interpréter chacun à son gré, et même de violer la constitution, les droits des citoyens restaient sans garantie. Car, ou le conseil d'État et le prince auraient marché d'accord en se faisant de mutuelles concessions, et le peuple devait en faire les frais, ou la majorité du conseil aurait été en opposition avec le prince, et aucun pouvoir n'ayant le droit d'in-

tervenir dans ce conflit, une révolution devait s'ensuivre et la victoire rester au plus fort[1].

Il n'était donc pas difficile de démêler les vues intéressées et les mauvaises intentions que la Russie voulait cacher sous les apparences d'amour pour le peuple qu'elle affichait dans ce projet. Aussi Milosch ne conserva plus de doutes sur les sentiments de cette puissance à son égard, et dut se convaincre qu'elle voulait paralyser entièrement son pouvoir, et préparer sa chute.

En conséquence, sans entrer en discussion avec le cabinet russe sur les bases du système qu'on voulait lui imposer, il le remercia des avis qu'on lui avait donnés et promit de s'y conformer en tout ce qui concernait les droits que le projet sanctionnait en faveur du peuple; mais quant à la création du conseil et à la

[1] Pour ne pas fournir des preuves à ceux qui voudraient l'accuser de se mêler des affaires intérieures de la Serbie, le cabinet de Saint-Pétersbourg eut la précaution de ne pas mettre de signature au bas de ce projet de constitution qui était écrit d'une autre main que la dépêche qui l'accompagnait. Cette dépêche était aussi conçue en des termes qui ne pouvaient pas le compromettre; elle paraissait donner plutôt des conseils que des ordres, et laissait croire que les menaces que l'on faisait au prince en cas de refus venaient de toute autre part que de la Russie, quoique les déclarations du baron Buchmann et certains mots qu'on avait fait sonner à l'oreille du prince pendant son séjour à Constantinople lui laissassent tacitement deviner la nature des dangers dont il était menacé. Mais si le prince eût fait des réclamations sur les prétentions de la Russie, on ne pouvait rien tirer de cette dépêche contre elle, et en tout cas elle pouvait nier l'authenticité de ce projet de constitution.

manière de constituer les pouvoirs de l'État, il déclara ouvertement que le plan de la Russie ne pouvait aucunement convenir aux besoins, aux mœurs, à la position politique et sociale de la Serbie, et qu'il n'était pas le seul à la juger de cette manière; mais que telle était aussi l'opinion des personnes les plus remarquables du pays qu'il avait consultées et qui mieux que tout autre étaient à portée de connaître les besoins de leur patrie et la nature du gouvernement qui lui convenait.

Le cabinet russe n'avait rien à répondre à des observations aussi péremptoires et il ne répondit pas; mais on sut plus tard qu'un auguste personnage de ce pays avait laissé paraître son indignation contre *l'insolente opiniâtreté du chef serbe*, qui se permettait de négliger les avis paternels de la Russie.

Cependant le refus de Milosch de se conformer à ses projets engagea la Russie à donner une nouvelle impulsion au parti hostile au prince et à surveiller de plus près la marche des affaires pour être à même de saisir ou de provoquer une occasion favorable d'en renverser le pouvoir.

Et comme elle n'avait pas les raisons de l'Autriche pour envoyer en Serbie un agent consulaire et qu'elle ne voulait pas donner cet exemple à l'Angleterre et à la France, elle saisit le prétexte d'un traité de commerce qu'elle venait de conclure avec l'Autriche pour établir un nouveau consulat à Orsova sur la rive gauche du Danube en face de l'extrêmité orientale de la Serbie. Personne ne fut dupe de ce prétexte; tout le monde devina facilement le but que la Russie se pro-

posait par ce nouveau consulat et ne révoqua pas un moment en doute qu'Orsova allait devenir le centre des opérations et des intrigues de la Russie contre Milosch.

Le gouvernement russe choisit pour ce poste un de ses agents de second ordre qui avait donné des preuves d'une habileté consommée en matière d'intrigues et qui dans l'espoir d'y gagner ses éperons y apporta tout le zèle dont il était capable. Il s'y fit en effet si bien remarquer que, lorsque le temps fut venu de prendre cette mesure, on le nomma agent diplomatique on Serbie. Nous verrons plus tard M. Vaschenko (tel était son nom) à l'œuvre et nous en donnerons au lecteur un portrait plus fini.

IV.

Sans attendre l'exemple de la Russie au printemps de 1837 l'Angleterre, suivant la promesse que son ambassadeur en avait fait à Milosch à Constantinople, envoyait en Serbie le colonel Georges Hodges en qualité de consul et agent politique. Et pendant que le consul autrichien n'avait présenté ses lettres de créance qu'à la sublime Porte, ce qui pouvait signifier que l'Autriche ne considérait encore la Serbie que comme une province turque, le consul britannique était accrédité directement auprès du knias, à qui l'Angleterre reconnaissait ainsi le droit de nouer des relations avec des gouvernements étrangers, sans recevoir des ordres

de la Porte. C'était une preuve bien flatteuse du cas que l'on commençait à faire de la Serbie, et cette reconnaissance qu'une des plus grandes puissances de l'Europe venait de faire de ses droits politiques, pouvait devenir à l'avenir une garantie de ces mêmes droits et en assurer le respect dans le cas très-probable d'un démembrement de l'empire ottoman.

Belgrade n'offrant pas encore des logis assez commodes pour une famille habituée au comfort des grandes villes européennes, le prince offrit au consul anglais un appartement dans l'édifice de la douane; mais plus tard, informé que ce logis était insuffisant, le prince lui proposait le palais nouvellement bâti à Sava-Mablé pour le conseil d'État qui, pour une année au moins, ne devait pas encore en prendre possession, le siége du gouvernement étant pour le moment à Kragoévatz.

V.

Vers le commencement de cette même année 1837, Milosch pour faire cesser tous les propos que l'on se plaisait à répandre sur la confiance qu'il accordait à sélictar Abraham Stoïcovitch et sur la prétendue influence que celui-ci exerçait sur les affaires publiques, il se décida à l'éloigner de sa personne. Cet homme quoique décoré du titre de sélictar, n'avait jamais été que le premier domestique de Milosch, et la nature des services qu'il lui avait rendus, aurait dû inspirer à son maître une certaine défiance; mais il avait su

agir avec tant d'adresse, et dans certaines occasions donner tant de relief à son apparente honnêteté, que le prince avait fini par lui confier entièrement l'administration de sa caisse privée, et lui donner le titre honoraire de son sélictar. Un homme dans cette position a toujours des envieux ou des ennemis. On lui prêtait une influence sur le prince beaucoup trop exagérée, mais on l'accusait à raison d'abuser de la confiance de son maître pour s'enrichir. Ce n'était plus un mystère pour personne, qu'il avait placé secrètement des sommes assez considérables et qu'il possédait des joyaux et d'autres objets d'un très-grand prix. On avait déjà tâché d'appeler indirectement l'attention du prince sur quelques circonstances qui pouvaient éveiller ses soupçons sur la fidélité du sélictar; mais le prince était si persuadé du contraire qu'il n'y avait prêté aucune créance, comme a des bruits calomnieux. Toutefois, pour couper court à tous ces bruits, et donner une preuve éclatante qu'il ne se laissait maîtriser par personne, il jugea à propos de l'éloigner de sa cour, et le nomma capitaine de je ne sais plus quel district.

A peine était-il parti pour le lieu de sa destination qu'un de ses ennemis trouva le moyen de fournir à Milosch des preuves irrécusables de la mauvaise foi de Stoïcovitch. Malgré la bonne opinion qu'il en avait, Milosch dut se rendre à l'évidence. Une perquisition qui eut lieu par son ordre dans la maison de l'accusé amena la découverte de plusieurs objets d'une grande valeur, qu'il avait soustraits au prince, et de sommes d'argent supérieures à tout ce qu'il avait pu lui donner.

On dit qu'elles se montaient à 25, ou 30 mille sequins (240 mille fr. environ).

On s'attendait à quelque terrible éclat de la part du prince que Stoïcovitch condamnait en quelque sorte à rougir en face de la nation entière de s'être laissé duper par un fripon aussi madré. Mais le prince avouant ingénuement son tort d'avoir placé sa confiance dans un homme que son manque d'éducation, ses précédents et surtout l'opinion générale aurait dû lui rendre suspect, et qui par cette même confiance s'était trouvé exposé à de formidables tentations, se contenta de lui reprendre tout ce qu'il avait volé, et ne voulant pas, surtout par égard pour sa femme, le replonger dans la misère, d'où il l'avait tiré, le nomma concierge de son konak (palais) de Posarevatz.

Cette modération, et, je dirai même, cet excès de bonté de la part du prince ne rencontra pas dans Stoïcovitch la reconnaissance qu'il méritait. Il osa au contraire s'en plaindre amèrement comme d'une injustice atroce, et menaça de découvrir certains secrets, qui, disait-il, auraient gravement compromis le prince. Averti d'abord avec douceur, ensuite avec sévérité par les autorités locales, au lieu de se contenir, il s'emporta contre elles, les chargea d'injures, et ne continua pas moins à tenir des propos outrageants contre le prince.

Milosch dégoûté de tant d'impudence voulait d'abord en faire un exemple terrible; mais cette fois encore il parvint à se calmer, et borna le châtiment à 25 coups de bâton, le menaçant toutefois de le livrer aux tribunaux comme voleur et coupable de discours séditieux s'il ne se corrigeait pas.

Après avoir subi cette peine, Stoïcovitch parut entièrement changé. Il ne parla plus que des bienfaits du prince et de la reconnaissance qu'il lui devait pour l'avoir traité avec tant d'indulgence, pendant qu'il méritait les plus rigoureux châtiments. Mais ce n'était là que de la dissimulation pour endormir la vigilance des autorités de Posarévatz, qui avaient ordre de surveiller sa conduite et surtout de l'empêcher de fuir à l'étranger, où l'on prévoyait qu'il n'aurait pas manqué de mettre toutes ses fautes sur le compte du prince et de lui faire du tort en révélant les secrets, vrais ou supposés, dont il se disait possesseur, jouant, comme Simitch et Protitch la victime de sa tyrannie. Son plan ne lui réussit que trop. Ses gardiens, trompés par les apparences, ralentirent leur attention, et Stoïcovitch saisit la première occasion favorable de s'évader.

Il se réfugia d'abord à Vidin. Sachant que le pacha de cette ville Aga-Usseïn était ami de Milosch, de peur qu'il ne le renvoyât en Serbie, il se hâta de lui conter sur le compte de son maître tout ce qu'il savait pouvoir lui faire du tort dans l'opinion d'un musulman. Usseïn, sans prêter entièrement foi à ces calomnies, crut cependant son devoir d'en référer à la Porte; mais dégoûté en vrai osmanli de l'ingratitude de cet homme qui, après avoir mangé tant d'années de suite *le pain et le sel,* comme on le dit en Orient, dans la maison de Milosch, oubliait tous les bienfaits qu'il en avait reçus, et sous le prétexte de se venger de torts vrais ou supposés, trahissait maintenant la confiance dont le prince avait daigné l'honorer, se refusa de le retenir près de lui, ou de l'envoyer à Constantinople,

comme il le demandait et lui fit adroitement insinuer de passer en Valachie.

A Bukarest, poussé par Simitch et Protitch il renouvela à l'agence russe ses dépositions exagérées ou mensongères contre le prince. A l'entendre Milosch ne visait à rien moins qu'à se faire créer empereur d'Orient; il était l'ennemi déclaré des Russes, ne parlait qu'avec mépris de l'empereur Nicolas et de ses ministres, trouvait leur protection insupportable et faisait tout ce qu'il pouvait pour s'y soustraire. Stoïcovitch ajoutait toutes sortes d'infamies sur la vie privée du prince et sur les intrigues dont lui-même avait été l'instigateur et le ministre, et prétendait que le prince lui avait fait des confidences sur un terrible projet qu'il méditait depuis longtemps, de se débarrasser des notables qui lui donnaient de l'ombrage.

Simitch et les autres ennemis de Milosch à Bukarest avaient d'abord reçu Stoïcovitch comme un homme dont ils pouvaient tirer parti. Mais bientôt son impudence, sa conduite infâme, ses exagérations mêmes, surtout le crime incontestable qui avait causé sa disgrâce, le rendirent si méprisable aux yeux de tout le monde qu'ils eurent honte de paraître liés d'amitié avec lui et l'éloignèrent de leur société. Rebuté par tout ce qui jouissait de quelque considération, Stoïcovitch ne tarda pas à se liguer avec des hommes de sa sorte qu'il avait connus avant son étrange fortune et avec lesquels il hantait maintenant les cabarets et les lieux infâmes jusqu'à ce qu'encouragé peut-être par les ennemis de Milosch il se mit à recruter des vagabonds serbes, bulgares, bosniaques et autres, se proposant

de passer avec eux en Serbie et de tenter un coup de main contre le prince.

Mais le prince informé de son arrivée en Valachie et des propos qu'il y tenait, mit à sa piste quelques-uns de ses émissaires, qui surent gagner si bien sa confiance, qu'ils l'attirèrent sous le prétexte d'une conférence avec quelques partisans serbes aux rives du Danube, où, au lieu de complices, il trouva des hommes du prince qui s'emparèrent de lui et l'amenèrent enchaîné à Kragoëvatz.

Le gouvernement valaque, ou, ce qui est la même chose, l'agence russe à Bukarest protesta contre cette arrestation et réclama le coupable; mais on n'y fit pas attention. Le grand tribunal fut chargé du procès du délinquant. Nous verrons plus tard la fin de cet homme qui eut alors un grand retentissement, et qui est encore mise au nombre des torts de Milosch.

VI.

Avant d'entrer dans le dédale des intrigues politiques qui suivirent l'arrivée en Serbie du consul anglais, je dois parler d'un immense service rendu par Milosch, non-seulement à son pays, mais encore à l'Autriche et peut-être à l'Europe entière.

La peste orientale portée, comme on le croyait de l'Égypte à Cavalla dans la Macédoine, ne tarda pas à se propager dans les provinces de la Turquie d'Europe et tout le long du littoral de l'Anatolie. En 1836 elle

s'était manifestée à Constantinople, d'où elle avait envahi Andrinople et les villes situées sur la route de Serbie. Au commencement de l'été Scharkeni (Pirot des Bulgares) qui n'était qu'à deux journées de la frontière serbe, était déjà ravagée par cette terrible maladie. Le pacha de Nicha avait pris quelques précautions pour en préserver la ville de sa résidence; mais les postes militaires destinés à la garde du cordon sanitaire ne furent pas assez vigilants pour empêcher ce fléau d'y pénétrer. Il était aux portes de la Serbie.

Nous avons vu que dans le haticherif de 1830 la Porte accordait au gouvernement serbe le droit d'établir des lazarets sur ses frontières toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire. Déjà en 1832, lors de l'invasion du choléra, le prince s'était servi de ce droit; mais voyant l'inutilité de telles précautions contre cette maladie, il y avait bientôt renoncé. Mais, lorsqu'en 1836 on vit la peste orientale qui en 1814 avait décimé la Serbie, s'avancer à pas de géant, on se hâta de rétablir les cordons sanitaires, surtout à la frontière du midi sur la route de Constantinople. Au mois de septembre tout ce qui venait de la Turquie fut soumis à une quarantaine de cinq jours, que la distance des lieux alors infectés fit juger suffisante. D'ailleurs le manque de bâtiments nécessaires à ces établissements et l'affluence des voyageurs que, faute de mieux, on abritait sous des hangars mal réparés, ne permettait pas de prolonger plus longtemps leur séjour à la frontière. Cependant, sans perdre un instant, l'on se mit à bâtir des maisons assez spacieuses pour y loger commodément tous ceux qui s'y présen-

taient. A la fin du printemps de 1837 des lazarets étaient prêts à Alexinitza sur la route de Constantinople, à Radoëvatz au confluent du Timok et du Danube; à Mokra-Gora sur la frontière sud-ouest de la Bosnie et de l'Arnaoutlouk, à Lionbovik et à Racia sur la Drina. Celui d'Alexinitza est peut-être un des plus vastes établissements de ce genre. Outre une immense quantité de marchandises, il y avait ordinairement plus de mille voyageurs.

Mais ce n'était pas tout que la construction des lazarets pour préserver le pays de la peste, il fallait encore les savoir tenir d'une manière efficace. Or, en Serbie on ne connaissait d'autres précautions à prendre que celles que l'on voyait pratiquées dans les quarantaines autrichiennes. On ignorait surtout les procédés à suivre pour la désinfection des marchandises, et l'on manquait de sujets capables de veiller avec assez d'intelligence à l'exécution des lois sanitaires. D'un autre côté, les frontières serbes par où la maladie pouvait s'introduire étaient beaucoup trop étendues et difficiles à garder, et il était à craindre que les nombreux voyageurs que des affaires pressantes amenaient en Serbie, les Turcs surtout, ne voulussent point se soumettre de bon gré aux réglements sanitaires, et ne cherchassent à s'y introduire furtivement, ou par force, sans passer par les lazarets. Ces difficultés étaient si grandes, qu'il semblait impossible que sans un miracle la Serbie échappât au danger qui la menaçait. La terreur était universelle, surtout dans les villes commerçantes. Les familles tant soit peu aisées se préparaient déjà à quitter le pays, pour se réfugier sur le territoire

autrichien ou dans des villages écartés. Le commerce, l'agriculture, la tranquillité même et le bon ordre public allaient être gravement compromis si l'on ne resistait pas au fléau.

VII.

Le prince Milosch qui avait vu le mal immense que la peste de 1814 avait fait au pays, prévoyant que dans l'état florissant où il se trouvait maintenant, ses conséquences seraient encore plus terribles, se proposa de ne rien négliger pour l'en préserver. Il demanda d'abord au gouvernement autrichien, des hommes capables de bien diriger les quarantaines et d'apprendre aux employés du pays la manière d'entretenir les lazarets. L'Autriche, qui avait un intérêt presqu'aussi grand que Milosch lui-même à la préservation de la Serbie, fit aussitôt partir plusieurs officiers du lazaret de Semlin et entre autres le docteur Naggi, qui connaissait mieux que personne les lois sanitaires, ou savait les faire respecter avec plus de fermeté.

Pendant que ceux-ci travaillaient avec un zèle au-dessus de tous éloges à régler le service des quarantaines, le prince ordonnait et surveillait lui-même la construction d'une palissade tout le long des frontières turques. La Serbie fut ainsi entièrement fermée par une barrière que l'on ne pouvait franchir sans être vu des sentinelles postées de distance en distance. De nombreux corps de garde communiquant entre eux

par de fortes patrouilles furent établis tout le long de cette ligne immense.

Ces dispositions prises, le prince publia un édit qui décrétait la peine de mort contre quiconque oserait escalader les palissades et entrer en Serbie par une autre route que par celle des lazarets. Les factionnaires avaient ordre de faire feu contre tous ceux qui, après les intimations d'usage s'obstineraient à essayer le passage. Ce décret fut, à exclusion d'ignorance, communiqué aux au orités des frontières limitrophes. Quelques Turcs, qui ne pouvant se persuader que l'on osât effectuer les menaces qu'il contenait sur un musulman, payèrent de leur vie leur entêtement. Trois ou quatre de ces exemples suffirent pour convaincre tout le monde qu'on avait le moyen de faire respecter les lois sanitaires et personne n'essaya plus de les violer.

Cependant la peste s'avançait avec une rapidité effrayante. Elle venait d'envahir Lom, Leskovatz et Nicha à quelques lieues seulement de la frontière serbe. Dans cette dernière ville, sur 30 mille âmes à peine, les décès s'élevaient à cent par jour. L'imminence du danger redoubla l'attention du gouvernement et des officiers préposés aux quarantaines. Tous les passages étaient soigneusement gardés par les milices, et le peuple commençait à se rassurer. Lorsque tout à coup la nouvelle se répand que la peste avait éclaté à Jagodina et à Rasnia, portée par des recrues turques, qui s'étant dirigées sur Belgrade, l'avaient peut-être aussi communiquée à cette ville et à tous les lieux où elles s'étaient arrêtées sur la route.

La chose n'était malheureusement que trop vraie,

par la faute, quoiqu'involontaire, d'un homme de qui on devait l'attendre le moins. Quinze ou vingt conscrits Turcs destinés au 21me régiment de ligne que l'on formait à Belgrade étaient entrés au lazaret d'Alexinitza. Comme ils venaient de lieux infectés, on aurait dû les surveiller avec d'autant plus d'attention qu'ils paraissaient souffrants, et que trois d'entre eux étaient réellement malades. Mais on ne s'alarma point de l'état de leur santé, puisque, outre que ces recrues enrôlées de force, arrivaient presque toujours à la quarantaine harassées de fatigue et tourmentées par la nostalgie; l'officier qui les accompagnait, avouait de les avoir fort maltraitées en route, parce qu'elles avaient tenté de s'échapper.

Deux ou trois jours après leur entrée au lazaret, un de ces conscrits mourut. Le Docteur Meiner, qui n'avait jamais vu de peste et ne la connaissait pas même assez en théorie, après l'inspection du cadavre, prononça qu'il était mort non de la contagion, mais d'une fièvre intermittente compliquée de nostalgie et aggravée par les mauvais traitements qu'il avait endurés en route; et, contre l'avis de quelque garde, qui avait vu la peste de 1814, et les conseils d'un officier de santé envoyé par l'Autriche et appliqué à ce lazaret, persistant dans son opinion, il déclara attaqués par la même maladie deux ou trois compagnons du défunt, dont l'état, depuis qu'ils étaient entrés en quarantaine, avait toujours empiré. Aussi à peine avaient-ils purgé la quarantaine ordinaire, qu'il leur donna libre pratique et les laissa continuer leur route.

S'il y a une excuse à cette fatale obstination du Dr.

Meiner, c'est que ses soins étant réclamés par tant de monde entassé dans l'établissement, il n'avait guère le temps de faire des recherches diagnostiques trop minutieuses. Cependant, dans une question d'une importance si capitale, et d'après les avis qu'il avait reçus, il aurait dû agir avec une plus grande prudence. Sous un autre gouvernement quelconque, il aurait payé cher son entêtement et les terribles conséquences qui s'ensuivirent.

Les conscrits turcs partirent du lazaret d'Alexinitza, portant avec eux le germe de la peste. Ils passèrent la première nuit à Rasnia, la seconde à Jagodina, et y semèrent l'infection. Entre Jagodina et Kupra le plus malade d'entre eux mourut sur la route, et l'officier qui les accompagnait le fit enterrer sur-le-champ enveloppé de ses haillons. Soit que le germe de la contagion n'existât qu'en lui, ou que la Providence voulût préserver la Serbie d'un malheur plus grand, les conscrits continuèrent leur route, jusqu'à Belgrade. Là ils se mêlèrent aux autres soldats, mais aucun d'eux ne contracta plus la terrible maladie; l'infection se borna à Rasnia et à Jagodina.

En moins de deux jours tous les habitants du kan (hôtellerie) de Jagodina où les Turcs avaient séjourné, furent attaqués et moururent de la peste. La même chose arriva à Rasnia. Heureusement le commandant de Jagodina (je regrette d'en avoir oublié le nom) prit avec une rare promptitude les mesures nécessaires pour entourer d'un cordon sanitaire la maison infectée et empêcher les habitants de sortir de la ville. Un courrier qu'il expédia en toute hâte informa Milosch

de ce qui se passait. Quelques heures après la même notice lui étant arrivée de Rasnia, il ne conserva plus aucun donte; que c'étaient les conscrits turcs qui avaient semé la peste sur leur passage, et il s'attendit d'un moment à l'autre à apprendre qu'elle avait aussi éclaté à Belgrade et dans tous les lieux intermédiaires. Mais cette terrible persuasion, loin de le déconcerter, parut lui donner une nouvelle énergie. Sans perdre un instant il prit les mesures les plus promptes pour arrêter, s'il en était encore temps, les progrès du mal, Un triple cordon sanitaire fut tiré autour de Jagodina et de Rasnia. A Jagodina le cordon intérieur autour du quartier infect, où se bornaient encore les ravages de la peste, fut conservé et renforcé. Toutes les communications furent sur-le-champ interrompues avec les lieux par où les conscrits étaient passées; la ville même de Belgrade fut déclarée en quarantaine et entourée d'un cordon.

Par bonheur le Dr. Naggi se trouvait encore en Serbie. Le prince, confiant à juste titre dans son savoir et dans son expérience, lui donna pleins pouvoirs de prendre toutes les mesures qu'il jugerait convenir à la gravité des circonstances, enjoignant aux autorités serbes de lui obéir et d'aider de toutes leurs forces à l'exécution de ses ordres. Une palissade fut ajoutée au cordon sanitaire autour des lieux infectés, et une quarantaine provisoire y fut établie pour ceux qui voulaient en sortir. Les cadavres des pestiférés furent enterrés dans un cimetière à part, et tous les meubles des maisons attaquées furent brûlés sans rémission. Quelques habitants de Jagodina pris en flagrant délit

de contravention aux lois sanitaires furent immédiatement fusillés. Par ces mesures opportunes et énergiques à la fois, on parvint à empêcher la maladie d'étendre ses ravages hors des lieux qu'elle avait d'abord envahis.

VIII.

Ce que l'on craignait le plus pour le moment, c'était que la peste se déclarât à Belgrade. Avec un pacha comme Joussouf, on prévoyait qu'il aurait été impossible de fermer cette ville de manière que la contagion ne se propageât pas dans toute la Serbie. Cet homme, payé pour faire à Milosch tout le mal qu'il pouvait, aurait fait tous ses efforts pour s'opposer aux mesures de précaution que le prince eût jugé nécessaire de prendre dans cette circonstance. Non moins égoïste que poltron, il se serait enfermé au fond de son Harem, comme il l'avait déjà fait à Alep, lorsqu'il était pacha ce cette ville et que la peste y avait éclaté, et de là, assistant impassible aux ravages de ce fléau, indifférent aux malheurs des chrétiens, comme des musulmans, de ses serviteurs, comme de ses enfants, il n'aurait pas même laissé le prince faire pour le salut commun ce que lui-même aurait dû faire.

En effet à peine le cordon sanitaire venait-il de s'établir autour de Belgrade que, malgré l'urgence de cette mesure reconnue légitime par les consuls d'Au-

triche et d'Angleterre et déclarée indispensable par les autorités autrichiennes de la frontière qui connaissaient l'imminence du danger, Joussouf protesta contre cette mesure en disant que la peste n'était qu'un prétexte à l'ombre duquel Milosch voulait faire irruption dans la ville et peut-être s'emparer de la forteresse, ou forcer par la faim les musulmans à capituler, empêchant les paysans des alentours de porter, comme de coutume, les provisions au marché.

C'était pousser les soupçons jusqu'à l'absurdité, car la princesse Lioubitza, les jeunes princes ses enfans, le Gospodar Ephrem et sa famille étaient restés à Belgrade, et, si le prince avait eu les intentions que le pacha lui attribuait, sans doute il les aurait d'abord faits sortir, pour ne pas les exposer à devenir ôtages des Turcs ou de mourir de faim avec les autres habitants de la ville.

Mais Joussouf ne voulait rien voir de ce que tout le monde voyait. Il avait ses raisons pour donner à entendre que Milosch voulait bloquer Belgrade. En conséquence il fit prendre les armes aux Turcs, organisa des patrouilles dans les quartiers musulmans de la ville, avec ordre de n'y laisser pénétrer aucun chrétien pendant la nuit; il invita les familles turques qui ne s'y croyaient pas assez en sûreté à se retirer dans la forteresse. Il répondait à ceux qui lui demandaient s'ils devaient se conformer aux lois sanitaires publiées par Milosch que les musulmans n'étaient pas tenus d'obéir aux caprices des ghiaours et qu'il les autorisait à franchir le cordon, repoussant, s'il le fallait, la force par la force. Cette opposition tout à fait déraisonnable

pouvait avoir des conséquences fâcheuses, si la peste venait à se déclarer.

IX.

Mais par un bonheur aussi grand qu'inespéré, Belgrade fut préservé de ce fléau. Vingt jours s'étaient déjà écoulés depuis l'arrivée des conscrits, et les médecins au service soit des Turcs, soit des Serbes qui visitaient ensemble tous les malades ainsi que tous les cadavres de ceux qui succombaient n'avaient encore remarqué dans aucun cas le plus léger indice de la maladie que l'on craignait. Rassuré par ces rapports, Milosch, jugeant désormais cette précaution inutile, fit lever le cordon sanitaire et permit à la ville de communiquer librement avec le reste de la Serbie. Il ôta ainsi au pacha l'occasion et le prétexte d'amener une collision entre Turcs et chrétiens qui aurait troublé pour longtemps la tranquillité du pays.

Cependant les efforts de Milosch pour rémedier aux suites funestes de la négligence et de l'obstination du Dr. Meiner avaient un plein succès. Grâce au zèle infatigable, et aux sages mesures du Dr. Naggi secondé vaillamment par tous les officiers serbes sous ses ordres, la peste avait été resserrée dans Jagodina et Bosnia, et dans ces lieux mêmes on était parvenu à affaiblir ses effets. A Jagodina on l'isola dans le quartier où elle avait d'abord éclaté; et quoiqu'à Bosnia ses ravages aient été plus considérables parce que tout le bourg

en fut attaqué, il n'y eut cependant en total que 250 décès à déplorer dans l'espace de trois mois que dura son influence.

Ce terme écoulé, elle avait entièrement disparu. Sous la surveillance du Dr. Naggi l'on commença alors l'expurgation des lieux infectés, selon les plus rigoureuses lois sanitaires. Malgré les plaintes et les réclamations des propriétaires, les meubles et les draps des pestiférés furent brûlés, dans les familles mêmes qui n'avaient pas été attaquées par la contagion; les habits de quelque étoffe qu'ils fussent, les fourrures, les tapis, les meubles furent soigneusement lavés avec de l'eau et du vinaigre; toutes les maisons de Jagodina furent nettoyées, parfumées, blanchies à la chaux. Le kan (hôtellerie) qui avait été attaqué le premier et dont tous les habitants avaient succombé fut livré aux flammes. Quant à Bosnia, comme ce n'était qu'un misérable hamean situé dans un lieu malsain, et dont les maisons n'étaient que des huttes en terre recouvertes de chaume, qu'il était difficile d'expurger complétement, on le fit évacuer, et on l'incendia, accordant à ses habitants une indemnité et du terrain près du kan de Schoupéliak pour y bâtir un nouveau village. Ce ne fut que par des efforts et des dépenses aussi considérables que la Serbie fut préservée du fléau qui la menaçait, et qui, la Bosnie exceptée, avait ravagé tout le reste de la Turquie. La ville de Nicha qui n'était qu'à quatre lieues de la frontière serbe, y perdit à elle seule plus de la moitié de ses habitants (19,000 âmes environ).

Ce succès était dû surtout à l'énergie et à l'activité

de Milosch. Tout autre que lui n'aurait pu vaincre toutes les difficultés que la nature des hommes et des choses opposaient à l'accomplissement de ses vœux philanthropiques. La Serbie n'était pas encore dans un état d'indépendance si bien reconnue, qu'elle pût espérer de voir respectées les mesures qui n'avaient pour objet que son avantage à elle. Les Turcs en général, et plusieurs même des voyageurs européens prétendaient que la Serbie, comme partie de l'empire ottoman, ne pouvait pas par son chef mettre des entraves au commerce, et à la libre circulation sur la route principale de la capitale, et des provinces plus considérables de l'empire. On se demandait de quel droit le prince de Serbie arrêtait les courriers de la Porte, ou des puissances étrangères, et soumettait leurs valises aux lois sanitaires. Jamais surtout un Tatar porteur de dépêches pour Joussouf, ou un conscrit dirigé à Belgrade n'étaient arrêtés à une quarantaine sans que des réclamations s'ensuivissent de la part du pacha, qui poussa son exigence jusqu'à prétendre que le prince se chargeât des frais d'entretien des soldats, des courriers et de tous ceux qui voyageaient pour le service du gouvernement, tant qu'ils devaient rester aux lazarets, comme si l'établissement du cordon sanitaire n'avait été qu'un caprice de Milosch !

Mais plus encore que par les autres Turcs, le prince avait de la peine à faire respecter les lois sanitaires par les Bosniaques. Querelleurs et opiniâtres de leur nature, ces ennemis déclarés des Serbes ne voulaient entendre aucune raison, et il fallait toujours venir avec eux à des mesures violentes, qui amenèrent souvent

des collisions déplorables entre les habitants des deux frontières.

De son côté le pacha de Zvornik considérant l'établissement de la quarantaine à la frontière de son pachalik comme un commencement d'hostilité de la part de Milosch, défendit par représaille aux Serbes toute communication avec le pays qui dépendait de lui, portant ainsi des dommages considérables aux intérêts de leur commerce.

On avait enfin à lutter conter les préjugés l'ignorance, l'opiniâtreté des Serbes mêmes, qui ne savaient pas tous également apprécier la sagesse des mesures que l'on était forcé de prendre pour le salut commun, et n'ayant d'égard que pour leurs intérêts particuliers, ils murmuraient contre le prince, et le fatiguaient de leurs remontrances.

Mais Milosch avec une fermeté et une persévérance qui honorerait les plus grands princes, sut forcer tous ces obstacles, et le succès couronna ses efforts.

La Serbie, qui aurait vu sans lui sa population décimée, ses ressources détruites, son commerce réduit à néant, sa marche vers la civilisation arrêtée par un des plus horribles fléaux, reconnaîtra un jour que par ce seul bienfait Milosch avait bien mérité de la patrie, et rougira, en y songeant, d'avoir écouté la voix de ses ennemis et de ne pas s'être levée comme un seul homme pour le défendre.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

I.

Milosch avait fait au colonel Hodges l'accueil le plus cordial; mais cet accueil s'adressait moins au consul d'Angleterre qu'à un homme distingué par ses qualités personnelles. Quoique persuadé que la Russie ne voulait que sa ruine, Milosch par un reste de propension et de déférence habituelle pour cette puissance, hésitait encore à rompre en visière avec elle. Mais la belle prestance du colonel, son air martial, sa physionomie franche et ouverte, la courtoisie de ses manières, son affabilité, la gloire dont il s'était couvert en Portugal, les éloges que les journaux du temps avaient fait de sa bravoure, lorsqu'il était à la tête de la légion anglaise au service de Don Pédro, avaient prévenu en sa faveur, et disposé le prince à le combler des marques les plus flatteuses de distinction et de bienveillance.

Mais tout cela n'avait aucun rapport à la politique; car, outre que Milosch savait fort bien qu'à vouloir entretenir des relations amicales avec une autre puissance, il lui fallait s'attendre à une guerre à outrance de la part de la Russie: ce à quoi il n'était pas encore préparé, il ne pouvait comprendre de quel avantage lui serait l'appui de l'Angleterre si éloignée, et qui ne communiquait avec la Serbie ni par terre, ni par mer. Ne connaissant pas assez la force d'action de la diplomatie, et n'ayant pas la bonhommie de croire qu'on allumerait une guerre générale pour soutenir les intérêts de la petite principauté, il doutait, et non sans raison, comme les événements le prouvèrent, qu'en cas de besoin, cette puissance, malgré ses bonnes dispositions, pût venir à son secours. L'exemple de la Pologne, bien autrement importante que la Serbie, tombée malgré les bravades de la France, lui conseillait de ne pas trop se fier aux belles paroles qu'on pourrait lui donner.

C'est pourquoi, toutes les fois que Hodges avait voulu aborder l'objet principal de sa mission, le prince avait toujours éludé la question. Cette réserve du prince avait encore un autre motif, savoir le manque d'un homme sûr et capable pour lui servir d'interprête Voyant, pour ainsi dire, tout le monde comploter autour de sa personne, il ne savait plus à qui donner sa confiance, et ceux qui la prossédaient entièrement n'entendaient pas assez une des deux langues des interlocuteurs pour traduire exactement leurs discours. Le secrétaire Zivanovitch ne pouvait pas encore à cette époque s'exprimer en français, comme il l'aurait fait plus tard. Zvetko Raïovitch parlait assez bien l'italien

et l'allemand mais ne comprenait que médiocrement le français. L'interprète que Hodges avait amené de Londres, quoiqu'élevé en Serbie, avait presqu'oublié le serbe, et puis le prince éprouvait quelque répugnance à se servir de lui à cause de son extrême jeunesse.

A cette dificulté de conversation qui empêchait une plus intime relation entre le prince et Hodges, il faut ajouter que presque tous ceux qui entouraient Milosch, ses amis, comme ses ennemis, tous partisans de la Russie et de l'Autriche, le dissuadaient de songer à un autre appui qu'à celui de ces puissances, et à ne pas contracter de liaison plus serrée avec le consul d'Angleterre. On se demandait avec étonnement ce qu'était venu faire ce consul en Serbie où il n'y avait pas un seul négociant anglais; de quelle nature pouvaient être les relations que l'Angleterre allait ouvrir avec un pays si éloigné et qui n'avait aucun point de contact avec elle, et quels seraient les secours qu'il pouvait en attendre si, abandonné par la Russie, la Porte voulait lui retirer ses concessions? Accoutumés d'ailleurs à considérer comme non chrétien tout ce qui ne l'était pas selon le rit grec, malgré les efforts que Hodges faisait pour se rendre populaire, surtout parmi les employés, tout en le comblant des marques d'estime et de respect dues à sa qualité et à son mérite personnel, on éprouvait pour lui de l'éloignement à cause de sa religion.

En conséquence ceux qui, bien ou mal, lui servaient d'interprêtes auprès du prince ne se faisaient aucun scrupule de donner aux discours du consul un sens

tout opposé à celui qu'ils avaient. Une fois, par exemple, on lui fit dire que l'Angleterre et la France malgré les efforts apparents qu'elles faisaient en Espagne pour la cause de la reine, étaient en secret pour Don Carlos. Ces supercheries dont on se servait dans le but de faire croire à Milosch que la politique Anglaise n'était que perfidie, et qu'il en serait la victime en s'y fiant, faillirent avoir un plein succès. L'affection de Milosch pour Hodges commençait à se refroidir, leurs entrevues devenaient de plus en plus rares et courtes, leur conversation ne roulait plus que sur des sujets indifférents. Les courtisans qui ne tardèrent pas à s'apercevoir de ce changement de Milosch à l'égard du consul anglais prirent à tâche de le dégrader toujours plus dans son opinion. Parodiant ses manières, tournant en ridicule les usages de son pays, fabriquant des anecdotes sur sa vie privée, ils étaient parvenus à inspirer au prince un tel éloignement pour Hodges, que si les choses avaient encore duré quelque temps sur ce pied, il aurait rompu avec lui comme avec le consul Méanovitch.

II.

Cependant les intrigues contre Milosch allaient toujours leur train; ses ennemis recrutaient chaque jour à leur parti de nouveaux partisans. Mais comme en 1839 la très-grande majorité de ce parti ne voulait qu'un système plus légal, plus stable, et surtout moins

gênant pour les fonctionnaires, presque personne ne désirait la chute du prince. On était généralement convaincu que sa main ferme pouvait seule conduire le pays; d'ailleurs un sentiment profond de reconnaissance pour les services qu'il avait rendus au pays, et l'habitude de sa longue domination, les faisaient reculer devant l'idée de provoquer sa déchéance, d'autant plus qu'ils respectaient trop le droit héréditaire de la famille de Milosch sanctionné par les hatichérifs, pour y porter atteinte, et que Milosch n'avait pas encore de fils que l'on pût mettre à la tête d'un État. Ils voyaient donc qu'une fois le gouvernement tombé en des mains faibles, si les employés pouvaient y gagner quelque chose au point de vue de leurs intérêts, le bon ordre, la sûreté publique, la considération même et le poids politique de la Serbie y auraient beaucoup perdu. C'est pourquoi la plupart des conjurés comme nous venons de le dire, aurait déserté les files de l'opposition s'ils avaient pu prévoir que l'abdication de Milosch devait être la dernière conséquence de leurs intrigues.

Mais les chefs de ce parti, instruits par ce qui était arrivé en 1835, se gardèrent bien de laisser paraître le but qu'ils se proposaient, et n'affichèrent que l'intention d'arriver aux réformes généralement désirées de tous les employés, par une manifestation de l'opinion publique qui, engageant la Porte et surtout la Russie à intervenir d'une manière efficace entre le knias, et les mécontents, le forcerait à adopter un système de gouvernement plus conforme aux besoins et aux désirs de la nation entière.

N'étalant ainsi que des vues d'intérêt général, et le

dessein de restreindre, mais non d'abattre le pouvoir de Milosch, ils espéraient vaincre les scrupules de plusieurs parmi les hauts fonctionnaires qui hésitaient encore à entrer dans le complot. Ce plan, il faut le dire, était habilement combiné, et il sentait la finesse des agents russes. En effet, pendant que, par cette modération apparente, ils n'effarouchaient personne, ils n'étaient pas moins sûrs d'arriver au but qu'ils se proposaient, car ceux qui connaissaient le caractère emporté de Milosch savaient fort bien qu'il ne souffrirait jamais qu'on le gênât trop dans l'exercice de son pouvoir, et qu'en le mettant sous la dépendance d'un corps politique tel que le sénat proposé par la Russie dans le projet de constitution que nous avons examiné plus haut, et sous l'influence des agents des deux puissances (Russie et Porte), garantes de cette constitution, on l'aurait poussé à tout, et trouvé dans les moyens violents qu'il allait essayer pour s'émanciper, un excellent prétexte de prononcer sa déchéance.

Cette trame s'ourdissait en secret; cependant il suffisait d'avoir des yeux pour s'en apercevoir. Milosch ne le voyait pas moins que les autres, mais il éprouvait une répugnance insurmontable à recourir aux moyens de la police pour découvrir les fils de ce complot; car ce prince était si peu le tyran soupçonneux et impitoyable auquel on a voulu faire croire, qu'il a toujours eu en horreur l'espionnage, lors même qu'il s'agissait de ses plus grands intérêts. Le manque de renseignements précis lui fut doublement nuisible dans cette occasion, en ce sens, qu'il connaissait de cette conspiration ce qu'il fallait pour craindre un ennemi

dans tous ceux qui l'environnaient, mais pas assez pour être à même de conjurer l'orage qui s'amoncelait sur sa tête ; de sorte que, pendant qu'il voyait, les bras croisés, se préparer sa ruine, il arrivait souvent que, confondant amis et ennemis, il refusait les bons conseils des premiers et se fiait aux mauvaises suggestions des seconds.

III.

Les ennemis de Milosch, sachant de quelle importance serait pour eux de pouvoir compter dans leurs rangs quelques membres de la famille princière, avaient jeté les yeux sur le Gospodar Éphrem qu'ils croyaient, et non sans raison, pouvoir facilement gagner à leur cause. Les velléités ambitieuses qui avaient commencé à germer dans son cœur lors de la naissance de son fils, avaient pris de la consistance avec le temps.

En rupture ouverte avec Milosch dont il affectait de mépriser les conseils, il n'écoutait plus que les flatteurs, dont il s'environnait et qui lui persuadèrent qu'il était destiné à jouer un grand rôle dans l'histoire de la Serbie.

Connaissant cette faiblesse du gospodar, qui devait plus tard payer bien cher son aveuglement, les ennemis de Milosch surent l'exploiter à leur profit. Voutchitch, le plus audacieux de tous, se chargea de vaincre sa dernière irrésolution et de lui inspirer le courage et l'énergie dont il manquait.

Cette conquête était d'autant plus précieuse aux adversaires du prince, qu'avec le frère même de Milosch à leur tête, ils pouvaient plus facilement faire croire à la modération de leurs desseins; car, quoique tout le monde fût informé qu'il y avait quelques différends entre les deux frères, personne ne pouvait soupçonner dans Éphrem un ennemi du prince, et moins encore lui supposer l'audace d'aspirer à le remplacer un jour sur le trône. Quelque grande que fût l'idée qu'Éphrem se faisait de son mérite et de sa popularité, on était généralement persuadé que sans Milosch il n'aurait jamais été rien, et que Milosch tombé, il ne serait plus rien.

Éphrem, une fois entré dans le complot, sa maison devint le foyer des intrigues, le quartier général des conspirateurs. Là on enrôlait les partisans que la faction recrutait tous les jours; de là partaient les instructions pour les agents secrets chargés de semer le mécontentement et la défiance parmi les employés, et de répandre parmi le peuple des bruits alarmants. Quelques amis du Gospodar, qui prévoyaient les tristes conséquences de sa défection, essayèrent de lui désiller les yeux et de le faire revenir à de meilleurs sentiments. Mais ils furent si mal reçus dans sa maison, et on mit tant de soin à montrer que leur présence importunait Éphrem et les siens, qu'ils finirent par rompre toute relation avec lui.

Quoique le titre tout à fait honoraire que Milosch lui avait donné de gouverneur de Belgrade, ne l'obligeât pas à correspondre avec Joussouf-pacha, il entra néanmoins en rapport avec lui. Il allait souvent lui

rendre visite, et de mystérieux messages s'échangeaient entre la forteresse et la maison d'Éphrem. L'aversion que ces deux personnages nourrissaient contre le prince, faisait soupçonner qu'ils travaillaient d'un mutuel accord à un but commun.

IV.

Le consul autrichien Méanovitch ne pouvait pardonner à Milosch l'indifférence que celui-ci lui témoignait, et son refus d'avoir encore avec lui des relations d'aucune sorte. Portant sa querelle avec le prince dans les devoirs mêmes de sa charge, il se montrait à chaque occasion exigeant et hostile vers le gouvernement serbe, et saisissait le moindre prétexte pour élever des prétentions qu'il savait ne pouvoir être admises. Dans ses rapports au cabinet de Vienne, il présentait sous le jour le plus noir le prince, son administration, sa politique, et jusqu'à sa vie privée. Il avait eu même l'imprudence de le dire et de laisser paraître l'espoir où il était d'amener par ces rapports son gouvernement à se mêler des affaires intérieures de la Serbie, et à forcer Milosch à la gouverner selon ses vues. Le consul anglais et les autorités autrichiennes de la frontière, elles-mêmes, s'étonnaient d'une conduite aussi étrange, et personne ne pouvait croire que le cabinet de Vienne eût donné pour instruction à son agent de blesser à un tel point l'amour propre et la dignité d'un gouvernement ami. Mais le prince s'était brouillé avec

lui; il en concluait donc qu'il devait être l'ennemi de l'Autriche, et que lui, son représentant, pouvait user de représailles et s'unir à ceux qui travaillaient à en abattre le pouvoir. Les faits ont prouvé que telle était sa façon d'envisager les choses.

La troisième fille d'Éphrem, Anka (Anne), l'enfant gâté de la famille, s'était captivé le cœur du diplomate Autrichien qui avait conçu pour elle une violente passion. Cette jeune fille de 16 ans, sans être une beauté n'était pas moins une personne charmante et fort aimable. Son père, qui l'adorait, voulait lui donner une éducation complétement à l'européenne, et sur la recommandation du Dr. Steich il avait fait venir de Temesvar les époux Tyrol pour les charger de cette tâche. Démétrius Tyrol était un ancien négociant ruiné qui s'était fait homme de lettres, à l'instar de plusieurs parmi les Serbo-hongrois, dont le mérite littéraire consiste en quelque pâle traduction ou plagiat d'ouvrages allemands. Il avait publié sous le patronnage et avec le secours d'Éphrem, qui aimait à jouer le rôle de Mécène serbe, une grammaire allemande à l'usage des Serbes et un abrégé de géographie, où les méprises topographiques, même en parlant de la Serbie, étaient si fréquentes, qu'elles lui valurent le sobriquet de *transporteur de villes*. Ces deux ouvrages, avec quelques sonnets et beaucoup de prétention formaient tout le bagage littéraire de M. Tyrol. Sa femme, Christine, chargée spécialement d'élever les jeunes filles d'Éphrem n'avait reçu elle-même qu'une fort médiocre éducation. Dénuée de toutes connaissances solides, elle n'avait jamais lu d'autres livres que les

romans du jour, n'aimait que la parure, n'estimait que les qualités les plus superficielles de la femme à la mode. Si l'on ajoute à cela un penchant instinctif pour l'intrigue, une passion déclarée pour les commérages, et l'art de s'insinuer poussé à sa dernière expression, l'on aura une idée des précepteurs à qui le gospodar venait de confier ses enfants.

La jeune Anka avait reçu de la nature un des plus charmants caractères. Douce et compatissante elle avait à peine appris à parler, que ses premiers mots avaient été des prières adressées à son père en faveur des malheureux que son devoir le portaient à punir, et jamais le Gospodar, alors tout-puissant, n'avait refusé quelques chose à la belle Anka, car c'est ainsi qu'on la nommait; de sorte qu'on avait été obligé de transporter loin du Kopak du gospodar le siége du tribunal de Schabatz, car la jeune fille ne pouvait pas entendre les cris des misérables que le tribunal condamnait à quelque châtiment corporel, sans courir aussitôt se jeter aux pieds de son père pour en implorer la grâce qu'il lui était impossible de refuser à ses larmes. Affable, pleine de bonté envers tout le monde, les pauvres la trouvaient toujours prête à les secourir, et elle n'oubliait plus ceux qu'une fois elle avait vus plongés dans la misère. Douée de talents remarquables pour son sexe, avec une meilleure éducation, on aurait pu faire d'elle une des jeunes femmes les plus accomplies de toute la Serbie. Mais le choix de ses instituteurs fit évanouir toutes les espérances qu'on avait conçues à son égard.

Peu de temps suffit aux Tyrol pour opérer un chan-

gement complet dans les manières d'Anka. Un des premiers défauts dont ils la corrigèrent, ce fut cette charmante affabilité qui l'avait fait adorer par ses inférieurs, et que ses instituteurs qualifiaient d'oubli de son rang et de familiarité indécente pour une fille de sa qualité, qui avait droit à l'obéissance et au respect de tous ceux qui l'approchaient.

Aussi ne tarda-t-elle pas à contracter des habitudes de hauteur, et des manières dures qui éloignèrent d'elles ses amies d'enfance. C'était tout ce que voulait son institutrice. Désirant régner seule sur l'esprit de son élève, elle travaillait à l'isoler complétement de ceux qui l'avaient jusqu'alors approchée. Les malheureux mêmes qui jamais auparavant n'avaient imploré en vain son secours ne furent plus admis à sa auprésence, et l'argent qu'une fois elle employait en mônes, fut dépensé en des niaiseries et en objets de mode dont jusqu'alors elle s'était passée. Les bals, les fêtes, les égards qu'on à pour le beau sexe dans les pays civilisés, des anecdotes, des intrigues d'amour formaient les sujets ordinaires des conversations de la Tyrol. Et son élève à force d'entendre parler d'une manière de vivre qui était si loin de celle des femmes serbes, finit par se remplir la tête de mille idées ridicules et dangereuses. La vie simple et décente qu'elle avait menée jusqu'alors lui était devenue insupportable; les habitudes, et les usages de son pays lui parurent ridicules et absurdes, et ses compatriotes, un peuple grossier, ignorant et sauvage. Ne pouvant changer tout d'un coup Belgrade en une ville autrichienne ou française, elle voulut au moins transformer la maison

de son père en un hôtel à l'européeenne, dont elle faisait les honneurs. Elle fut la première des femmes serbes qui changeât l'habit national à la fois commode et élégant pour les modes de Paris ou de Vienne.

Toutes les belles qualités de cette enfant, jadis si aimable, avaient ainsi en peu de temps disparu sous l'influence d'une éducation vicieuse. Les flatteries qu'on lui prodiguait, l'empressement que l'on mettait à satisfaire ses moindres fantaisies, lui avaient inspiré une idée si exagérée de sa beauté, de son esprit et de la puissance de ses charmes qu'elle se croyait la plus belle fille de toute la Serbie, et ne pouvait plus souffrir ni contradiction ni avis de la part de ceux-là même qui avaient le droit de lui en donner.

Le défaut d'ordre et d'économie chez Éphrem, et son aveugle condescendance pour les caprices de sa fille bien-aimée, le mettaient dans l'impossibilité d'assigner à ses filles une dot proportionnée à son rang et à ses prétentions. Le prince qui savait que sans cela il ne pouvait, quelles que fusseut leurs qualités, les marier convenablement, l'exhortait à les élever de manière à pouvoir les marier en Serbie, lui promettant dans ce cas de pourvoir, par tous les moyens dont il pouvait disposer, à ce que le gendre qu'il choisirait, pût tenir le rang qui lui convenait comme proche parent de la famille princière. Cette proposition de Milosch n'était dictée que par un sentiment d'affection et d'interêt pour son frère et sa nièce; car il regrettait bien de ne pas avoir pris ce parti pour ses filles, qui, comme la princesse Liubitza se plaisait à le répéter, mariées en Serbie y auraient figuré parmi les premières dames,

du pays, tandis qu'en Hongrie personne ne faisait attention à elles.

Ces sages conseils parurent à Éphrem et à sa famille, inspirés par la jalouisie. Anka surtout qui, la tête pleine d'idées romantiques méprisait ses compatriotes et se croyait destinée à briller dans quelque cour européenne comme la belle des belles, les prit pour des outrages. Dans l'état d'exaltation où elle se trouvait, elle aurait mille fois préferé de renoncer au mariage, plutôt que de se marier en Serbie.

M. Méanovitch épris de ses charmes, comme nous l'avons déjà dit, se proposa pour l'épouser. Il était alors dans sa quarantième année, son physique n'était rien moins qu'attrayant, sa santé faible, et hormis la toge et l'épée, comme on dit, ses ressources étaient peu de chose. Ce n'était pas sans doute un parti bien flatteur pour la vanité, et l'ambition d'Anka; mais la nécessité d'un côté, et de l'autre les conseils des Tyrol que Méanovich avait eu l'adresse de se rendre favorables, l'emportèrent sur sa répugnance, et ce mariage aurait eu lieu, sans Milosch qui, comme nous le verrons, demanda la révocation du consul antrichien.

V.

Les relations de Méanovitch avec la famille d'Éphrem devinrent si intimes, que tout le monde en parlait. Il était facile de voir facile de voir que Mlle Anka n'était pas le seul objet de ses fréquentes visites à la maison du

gouverneur de Belgrade. Plusieurs versions circulaient à ce propos. Ceux qui connaissaient les sentiments d'Éphrem, de Méanovitch, et de Voutchitch présumaient que leurs entrevues n'avaient d'autre but que de combiner leurs plans d'attaque contre le prince. Mais on se demandait généralement si Méanovitch entrait dans ce complot comme consul autrichien, ou comme simple particulier et gendre futur d'Éphrem. On avait observé qu'il recevait très-fréquemment des dépêches qu'il se hâtait de communiquer au conventicule, mais on ignorait si ces dépêches lui venaient de son gouvernement, ou s'il n'était que l'intermédiare de quelque agent secret du parti, à la tête duquel se trouvaient Éphrem et Voutchitch.

Ces trois personnages ne faisaient aucun mystère de leur intimité, et tenaient même leurs conférences sur le balcon de la maison du gospodar à la vue de tout le monde. La femme et les filles d'Éphrem se souciaient aussi fort peu de cacher leurs sentiments à l'égard du prince, dont jusqu'alors elles n'avaient parlé que dans les termes les plus respectueux, et ce courage n'était généralement attribué qu'à l'espoir qu'elles avaient de s'émanciper bientôt de la soumission qui lui était due.

On avait même eu l'adresse d'attirer souvent à la maison d'Éphrem la princesse Liubitza, et les deux jeunes princes, auxquels on faisait toujours un accueil flatteur dans le but de donner à entendre qu'ils étaient liés à leur parti.

VI.

Les occupations du consul anglais, qui n'avait en Serbie ni compatriotes ni intérêts commerciaux à protéger, se bornaient à observer la marche des intrigues. D'après les renseignements que lui fournissaient la légation anglaise de Constantinople, ainsi que ses collègues les consuls de Valachie et les agents secrets de l'Angleterre, il n'eut pas beaucoup de peine à s'apercevoir que les dangers qui menaçaient Milosch de la part de la Russie étaient bien plus graves que lui-même ne le croyait; et, comme dans la question d'Orient, les vues politiques de l'Angleterre sont en parfaite opposition à celles de la Russie, il croyait de son devoir de soutenir Milosch, par cette même raison que le cabinet de Saint-Pétersbourg cherchait à le perdre.

Les quelques mois qu'il avait passé en Serbie avaient suffi pour le convaincre de l'extrême importance de ce pays dans la question d'Orient à cause surtout de l'influence qu'il exerce sur les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe, et que le prince Milosch, en qui se personnifiait, pour ainsi dire, cette influence, était, parmi ses compatriotes, le moins disposé à subir les exigences de la Russie, à se mettre aveuglément à ses pieds, et à lui sacrifier les intérêts de son pays, les siens propres et ceux de sa famille qu'il savait pour longtemps encore attachés à l'existence et aux destinées de l'empire Ottoman. Les idées de Milosch étaient donc parfaitement d'accord avec celles du cabinet de Londres.

Mais faisant même abstraction des intérêts de son gouvernement, le consul anglais savait que malgré ses défauts et ses erreurs, le knias Milosch était le seul qui par ses talents, son expérience et son énergie fût capable de gouverner la Serbie. Son administration laissait encore sans doute beaucoup à désirer, mais personne que lui n'aurait pu faire le bien qu'il avait fait.

D'ailleurs le colonel Hodges avait déjà eu l'occasion d'observer que le prince n'était ni si opniâtre ni si intraitable qu'on le représentait, et que ses fautes étaient bien moins l'effet de sa mauvaise volonté, que de son manque d'éducation et des conseils perfides qu'on lui donnait pour le perdre dans l'opinion publique. Ses efforts pour le bien de son pays, au milieu de tant de difficultés et avec des moyens aussi insuffisants, lui paraissaient donc doublement méritoires, et il désirait vivement lui assurer l'appui de son gouvernement.

Mais, comme je l'ai déjà dit, grâce à l'ignorance ou à la mauvaise foi des interprètes dont ils s'étaient servis jusque-là dans leurs entrevues, Milosch avait conçu des doutes sur la loyauté de l'Angleterre, et toutes les fois qu'Hodges avait voulu l'entretenir sur les relations futures de la Serbie avec cette puissance, il lui avait toujours marqué une répugnance visible à entrer dans cette matière.

Mais pendant l'été de 1837 le prince étant venu passer quelque temps à sa maison de campagne à Topcidéré, un jour que j'étais avec lui, le consul anglais vint lui annoncer (si je me le rappelle bien) la mort

du roi Guillaume et l'avénement de la reine Victoria. J'allais me retirer, lorsque le prince me retint pour lui servir d'interprète; ce à quoi je ne pus me refuser. Dans la conversation qui s'ensuivit, après les compliments d'usage, le discours venant à tomber sur la question d'Espagne, le colonel Hodges entra dans quelques détails sur le but que la France et l'Angleterre se proposaient en prenant part à la lutte entre la reine et le prétendant.

Le consul disait maintenant tout le contraire de ce qu'on lui avait fait dire sur le même sujet dans ses conversations précédentes et qui n'avait pas médiocrement scandalisé le prince sur la duplicité de la politique anglaise. Hodges eut aussi l'occasion de rectifier quelques autres malentendus qui avaient donné naissance à cette froideur que le knias lui avait témoignée.

Après cette explication, le consul anglais, voyant Milosch dans les meilleures dispositions à son égard, lui exposa de nouveau et plus catégoriquement l'objet de sa mission; il lui fit remarquer (ce que jusqu'alors ses interprètes lui avaient laissé ignorer) qu'à la différence du consul autrichien qui n'était accrédité qu'auprès des autorités turques, il l'était, lui auprès de sa personne, comme prince légitime de Serbie; ce qui faisait voir le cas que l'Angleterre faisait de lui et de son pays, dont elle reconnaisait ainsi solennellement les droits. Il lui renouvela l'assurance que son gouvernement saurait protéger ces droits et ne permettrait qu'aucune puissance les méconnût. Offrant enfin au prince le puissant appui de sa souveraine,

il déclara qu'il serait heureux de pouvoir lui être utile auprès du cabinet de Saint-James ou de la légation anglaise à Constantinople, qui avait ordre de lui rendre tous les services possibles auprès de la Porte.

Le prince accueillit avec la plus grande reconnaissance les offres que le consul anglais venait de lui faire au nom de la puissance qu'il représentait; il déclara qu'à l'occasion il profiterait des bonnes dispositions et de la générosité de l'Angleterre pour sa personne et son pays, et ne le congédia qu'après lui avoir renouvelé avec effusion ses remercîments.

VII.

Après le départ du colonel, le prince me retint auprès de lui, et revenant sur ce qu'on avait dit, il me chargea de voir le consul et de tâcher de savoir de quelle nature étaient les services que l'Angleterre pouvait lui rendre en cas de besoin; jusqu'à quel point on devait compter sur son appui, et par quels moyens cette puissance séparée par une si grande distance de la Serbie pouvait être utile à ce pays.

Le lendemain le consul vint lui-même chez moi pour me remercier du service que je lui avais rendu la veille, et me prier de vouloir désormais lui servir seul d'interprète auprès du prince,

Quoique depuis plus de dix-huit ans au service de Milosch, je n'avais jamais pris une part active aux événe-

ments et aux intrigues politiques de la Serbie. J'aimais cependant, presque comme ma propre patrie, ce pays, où je demeurais depuis si longtemps, où je m'étais marié, où mes enfants avaient vu le jour. Mes sentiments à cet égard étaient si bien connus, que, malgré ma qualité d'étranger, la différence de religion, et mes habits à l'européenne, que je n'ai jamais voulu quitter, j'étais respecté, et je jouissais de l'estime de tous les partis auxquels, jusqu'alors j'étais resté étranger. Toutefois ma position était toujours très-délicate, et je prévoyais qu'en me mêlant aux affaires politiques, même avec les meilleures intentions, j'aurais blessé les susceptibilités de beaucoup de monde et je me serais fait des ennemis puissants dout j'aurais à craindre des persécutions implacables. J'étais d'ailleurs persuadé que, malgré les protestations de son consul, l'Angleterre ne pourrait opposer qu'une bien faible résistance à la Russie dans ce pays, où elle avait tous les moyens d'agir, dont manquait l'Angleterre. Je priai donc le consul de vouloir me dispenser du service qu'il me demandait, et quoiqu'il insistât beaucoup, m'assurant que *l'Angleterre était décidée à faire tout ce qui était en son pouvoir pour traverser les desseins de la Russie, si le prince Milosch voulait se fier à elle*, et que la position du prince était bien plus fâcheuse que lui-même ne le croyait, il ne put me déterminer qu'à promettre de traduire consciencieusement et à la lettre leurs discours, lorsque, de même que le jour précédent, j'y serais invité par le prince, comme par hasard; mais que je ne voulais nullement passer pour officiellement investi de cette charge d'interprète.

Cependant, pour remplir ma commission, je lui fis les interpellations dont le prince m'avait chargé; à quoi il me répondit, que son gouvernement était intéressé et bien résolu à maintenir la Serbie dans la possession de ses droits politiques, et qu'il ne permettrait jamais à la Porte ou à la Russie d'y attenter ou de se mêler de ses affaires intérieures, en lui imposant un système de gouvernement qui ne fût pas de son gré. Quant aux moyens dont l'Angleterre se serait servie à cet effet, il tâcha de me faire comprendre l'action puissante de la diplomatie dans les affaires politiques, et quelle prépondérance ce seul moyen donnait à l'Angleterre dans toutes les questions qui pouvaient l'intéresser dans quelque partie du globe que ce fût, même plus éloignée et plus séparée géographiquement d'elle que ne l'était la Serbie. Il ajouta que, si cette influence morale ne suffisait pas, l'Angleterre avait assez de puissance matérielle pour appuyer l'action de sa diplomatie. Quant aux conditions auxquelles le gouvernement anglais promettait son appui au prince Mllosch, elles se limitaient à une seule. C'est-à-dire que le knias restât fidèle aux devoirs et aux liens qui l'unissaient à l'empire Ottoman, considérant les intérêts de la Sublime Porte comme les siens propres, et comme ses propres ennemis ceux qui chercheraient directement ou indirectement à porter atteinte à l'intégrité ou à l'indépendance de son empire.

Connaissant à fond les opinions de Milosch à cet égard, je crus pouvoir assurer de sa part le colonel Hodges, que l'Angleterre et la Sublime Porte pouvaient

à tout événement compter sur la fidélité du prince envers le Sultan, pourvu qu'on respectât les droits et les priviléges acquis par la Serbie; que le prince aussi bien que la nation étaient en général satisfaits de la condition politique dont ils jouissaient actuellement; que Milosch et les hommes les plus sensés de son pays savaient apprécier trop au juste les songes de quelque utopiste pour croire à la résurrection d'un empire slavo-méridional; qu'ils étaient tous convaincus que la Serbie n'avait rien à gagner à une révolution, et que peut-être, en passant sous une autre puissance, elle aurait cessé d'être une principauté presqu'indépendante, comme elle l'était à présent; en conséquence que la seule manière d'assurer à la Porte la fidélité, et même la coopération de la Serbie, était d'agir loyalement avec elle, de maintenir scrupuleusement les concessions qu'on lui avait faites par les hatichérifs de 1830 et 1833, et de ne pas chercher de prétextes pour les rendre illusoires, comme paraissait vouloir faire le pacha de Belgrade Joussouf.

Les réponses que je lui reportai du consul anglais firent une profonde impression sur l'esprit de Milosch, qui se prit à débattre avec moi le point très-délicat d'accepter ou de refuser les propositions qu'il venait d'entendre. Quoiqu'il ne pût désormais douter des intentions sinistres de la Russie, il croyait encore qu'elle n'oserait pas pousser les choses au point de recourir à la force ouverte contre lui. Mais il était aussi persuadé que, lorsque cette puissance le saurait influencé par la politique anglaise, elle redoublerait d'efforts

contre lui, pour ne point perdre entièrement une prépondérance dont elle s'était toujours montrée si jalouse, et il ne pouvait se persuader de même que l'Angleterre eût des moyens assez puissants pour le protéger contre la colère et la vengeance de la Russie; il ne croyait pas à la diplomatie assez de force pour faire plier le colosse Russe; il avait assez de bon sens pour ne pas songer qu'on voulût troubler pour lui la paix générale de l'Europe. D'ailleurs, s'il ne pouvait absolument souffrir de céder aux prétentions de la Russie et de se mettre entièrement sous sa tutelle pour devenir, comme les princes de Valachie et de Moldavie, un instrument aveugle de sa politique, il lui semblait aussi que ce n'était que changer de maître de se soustraire au joug de la Russie pour tomber sous celui de l'Angleterre ou d'une autre puissance quelconque. Enfin, quelles que fussent les promesses de l'Angleterre, les informations qu'il recevait de Constantinople lui représentaient l'influence russe toujours prépondérante dans le divan sur celle de l'Angleterre et de la France.

Ces réflexions tenaient le prince en suspens, et avant de se jeter ouvertement dans les bras de l'Angleterre, il prit le parti de temporiser afin d'observer la tournure que prendraient les affaires. Cependant pour ne pas éveiller les soupçons de la Russie, tant qu'il resta à Topcidéré il n'eut plus de conférences secrètes avec le consul anglais, et toutes les fois que celui-ci venait lui rendre visite, il avait la précaution de retenir près de soi quelque fonctionnaire partisan de la Russie; aussi leurs conversations, dont je fus

toujours l'interprète, ne roulaient plus que sur les nouvelles des journaux européens, ou sur quelque question de politique générale.

Je fus cependant chargé par le prince d'entretenir des relations secrètes avec le consul anglais pour ce qui avait rapport aux affaires du pays et de l'assurer qu'il était disposé à suivre les conseils de l'Angleterre, mais surtout à rester fidèle à ses devoirs envers la Sublime Porte; et dans une dernière conférence que le prince eut avec le consul, avant de quitter Topcidéré, il l'invita à se servir de moi pour intermédiaire dans toutes lés communications qu'il aurait à lui faire, et à croire à tout ce que je lui aurais communiqué de sa part.

Voilà de quelle manière je me suis trouvé engagé dans des intrigues politiques qui n'étaient rien moins que de mon goût, et que je prévoyais devoir me causer des désagréments sans fin; car, malgré le mystère dont on les enveloppait il fut aisé à ceux qui y étaient intéressés, de s'apercevoir qu'après la longue conférence où j'avais servi d'interprète, ils avaient perdu le fruit des efforts qu'ils avaient faits pour rompre l'intimité qui semblait vouloir s'établir entre le knias et le consul anglais aussitôt après l'arrivée de celui-ci. Milosch ne sut pas si bien se cacher qu'il ne laissât paraître à ceux qui le connaissaient que tout motif d'éloignement entre lui et le consul anglais était évanoui; et deux ou trois entrevues que j'eus avec le consul suffirent pour les convaincre que j'étais l'intermédiaire secret de ses relations avec le prince. Le conciliabule de la maison d'Éphrem fut le premier à s'en aperce-

voir, et ses adeptes craignant que la bonne intelligence rétablie entre le prince et Hodges ne fût un obstacle à leurs desseins, ils cherchèrent avant tout à m'éloigner au moyen du consul Méanovitch, afin de pouvoir travailler ensuite à leur aise à les brouiller de nouveau.

VIII.

Un jour que j'étais venu rendre visite au prince à Topcidéré, je fus introduit dans un salon où il était en conversation avec Voutchitch. A mon arrivée il échangea un sourire d'intelligence avec son interlocuteur, et continua de s'entretenir avec lui. Ils parlaient de Méanovitch, et le prince racontait à Voutchitch, qui jouait le surpris, que ce consul se plaignait de Benjamin Rosmirovitch, secrétaire du tribunal de Belgrade, jeune homme très-honnête et plein d'esprit; son crime était d'avoir voulu soutenir les intérêts du pays qui l'employait contre les prétentions inadmisibles du consul autrichien. En entendant cela je ne pus m'empêcher de montrer quelqu'étonnement des étranges exigences de M. Méanovitch. Alors le prince, se tournant vers moi, me dit en souriant: *Au lieu de défendre Rosmirovitch songe à te défendre toi-même; car les griefs qu'on te fait sont bien plus sérieux, et plus terribles! Tu es accusé de lèse Majesté et de conspiration contre le gouvernement autrichien.*

Je croyais que le prince plaisantait; mais il appela

un secrétaire et me donna lecture d'une note foudroyante où le consul autrichien m'accusait d'être un ancien *carbonaro* exilé de mon pays; d'entretenir des relations avec les conspirateurs de Hongrie et de comploter avec eux contre l'Autriche; d'avoir parlé avec mépris du gouvernement autrichien et surtout de S. M. I. et R.; d'être à lui, consul, embarras et obstacle dans l'exercice de ses fonctions. Il demandait en conséquence officiellement mon éloigement de la frontière, ou mieux encore mon exil de la Serbie.

Je tombai des nues à une accusation aussi ridicule et qui me paraissait d'autant plus incroyable que je passais généralement dans le pays, sinon pour être un partisan de l'Autriche, du moins pour avoir beaucoup plus de penchant pour elle que pour la Russie: ce qui me rendait quelque peu suspect aux russomanes de la Serbie.

Mais tout étrange qu'elle était, cette accusation ne laissa pas de me donner quelques inquiétudes; car si je pouvais être tranquille de la part du prince, qui, connaissant mes sentiments, n'y prêtait aucune foi, je ne l'étais pas également du côté du gouvernement autrichien lequel ne sachant pas qui j'étais, pouvait croire aux insinuations de son consul, et si je n'avais à peu près rien à craindre de lui tant que je restais en Serbie, le sort des Italiens détenus aux châteaux de Seghedin, et de Temesvar depuis tant d'années, me donnait à penser que je pourrais rencontrer un traitement égal, si j'avais un jour à passer par le territoire autrichien. Je fis en conséquence les

plus vives instances au prince, pour qu'il me justifiât, non auprès du consul, car je le croyais inutile, mais auprès du gouvernement autrichien que Méanovitch devait avoir informé des crimes qu'il m'imputait.

Le prince plus clairvoyant que moi devina tout de suite les moitifs qui avaient poussé Méanovitch à agir de la sorte et, non-seulement il promit de satisfaire à mes instances, mais il déclara en présence de Voutchitch, que la conduite de Méanovitch était désormais insupportable, et qu'il était décidé à s'en plaindre au cabinet de Vienne et à provoquer son rappel. Ensuite il m'ordonna d'aller au consulat d'Autriche demander en son nom à M. Méanovitch les preuves des étranges accusations qu'il avait lancées contre moi dans sa note, et quels étaient mes accusateurs.

Ne jugeant pas à propos de mêler le prince à une querelle qui m'était personnnelle, je ne voulus pas me présenter chez le consul autrichien comme chargé par le prince d'une communication officielle. Je fus néanmoins reçu avec assez de courtoisie, et j'entamai de suite la conversation en lui montrant mon passeport dont la date, et une apostille de la main du marquis de Gropallo, ministre sarde à Constantinople, prouvaient que je n'étais pas un proscrit politique. Ensuite je le priai de vouloir m'indiquer la source où il avait puisé les informations sur lesquelles il basait l'acte d'accusation dont j'étais l'objet dans la note qu'il avait communiquée au prince, et qui me paraissait bien plus une plaisanterie qu'un acte sérieux et réfléchi

d'un homme aussi grave que lui. Je ne pouvais penser, lui dis-je, que M. Méanovitch voulût me faire l'honneur de croire que moi, pauvre étranger, presqu'inconnu, vivant de mon travail, et qui ne connaissais ni les mœurs, ni le langage, ni l'opinion publique de l'Autriche fusse un personnage de tant d'importance à faire trembler S. M. l'Empereur et Roi son maître. J'ajoutai que j'étais fort étonné qu'un diplomate aussi fin que lui eût été victime d'une mystification ou qu'il eût servi à son insu d'instrument à quelque intriguant politique mon ennemi secret, qui avait cherché par son moyen à me perdre dans l'esprit du knias, de qui ma manière de penser était trop bien connue pour qu'il pût croire à d'aussi ridicules imputations.

Le consul me répondit avec hauteur qu'il n'était pas obligé de me rendre compte de ses actions, ni des sources où il puisait ses informations; que du reste, avant encore de venir en Serbie il savait déjà que je parlais avec bien peu de respect de l'Empereur, et de l'Impératrice envers laquelle, comme fille de mon Roi, j'avais cependant des obligations; que lui, en sa qualité de consul autrichien était chargé par son gouvernement de protéger les sujets sardes, et qu'en conséquence j'aurais dû réclamer sa protection: ce que je n'avais jamais fait. Il concluait en conséquence que ses informations étant exactes, la demande de mon éloignement qu'il avait faite au prince était juste et nécessaire. Quoique j'eusse de la peine à me contenir, je conservai néanmoins mon sang-froid et lui répliquai que nul tribunal, pas même celui d'un Pacha de quinze ans auparavant, n'aurait, comme lui, jugé un homme

sans le confronter avec son accusateur et lui exposer les faits sur lesquels on l'accusait; que si c'était un crime que de ne pas aimer l'Autriche, je n'hésitais pas à m'en avouer coupable, mais que tous mes compatriotes l'étaient également, et que les lois de mon pays ne punissaient pas cette faute.

M. Méanovitch m'interrompit pour prendre acte de cette confession et me dire que, puisque je haïssais l'Autriche il se confirmait de plus en plus dans son opinion sur ce dont il m'avait accusé.

Je l'interrompis à mon tour en disant, que c'était faire bien peu d'honneur à ses talents diplomatiques que de ne pas connaître la différence qu'ils y a entre ne pas aimer et haïr et qu'il aurait dû étudier dans les ouvrages de diplomatie l'article de la neutralité pour ne plus tomber dans une erreur aussi grave. Et pour ce qui se rapportait à mes sentiments envers ses augustes maîtres, je le priai de croire que j'avais pour eux tout le respect que méritent les oints du Seigneur et ceux surtout qui portent le titre de Majesté Impériale, Royale et Apostolique; mais que pour le moment n'avais d'ordres à recevoir que du prince de Serbie au service duquel je me trouvais, et que j'étais bien décidé à ne me laisser protéger par aucun officier autrichien, pas même par monsieur le consul.

Ce langage ironique que j'avais pris pour cacher mon dépit finit par mettre le comble à l'irritation de Méanovitch, et sa réponse me fit aussi perdre toute contenance. Dans mon emportement je laissai échapper quelque grossièreté qui le blessa et donna à notre dispute le caractère d'une altération à laquelle rien ne man-

quait, pour être tout à fait scandaleuse que les voies de fait. De l'antichambre où se trouvaient plusieurs personnes, de la rue même les passants entendirent notre dispute, lorsqu'elle s'anima; et comme les manières hautaines et la morgue insupportable de Méanovitch avaient indisposé contre lui les esprits, je pus voir, à ma sortie, que tout le monde était satisfait de la leçon que je venais de lui donner. Un employé du consul même saisit le moment où je passais près de lui pour me dire que j'avais bien fait de ne pas me laisser imposer.

Je me hâtai, en quittant la maison de Méanovitch, d'aller rendre compte au prince de la conférence orageuse que j'avais eue avec lui, et la première fois que je rencontrai l'interprète du Lazaret et du général autrichien de Semlin qui connaissait ma conduite et ma manière de penser, je lui racontai en détail ce qui s'était passé, et je le priai d'en faire le rapport au général et de témoigner si jamais, depuis tant d'années, qu'il me connaissait, j'avais donné occasion aux absurdes imputations de Méanovitch. Il me conseilla de rester tranquille, m'assurant que le général était déjà informé de cette querelle, et que le caractère remuant du consul étant assez connu, on savait le compte qu'on devait faire de ses incartades.

Si je me suis arrêté sur cet incident tout à fait personnel, c'est en premier lieu pour faire voir de quels moyens se servaient les ennemis de Milosch pour semer la défiance dans le cœur du prince contre tous ceux qui pouvaient leur donner de l'ombrage; c'est en second lieu pour démontrer combien sont quelque-

fois exorbitantes, impérieuses, contraires au droit public les exigences des agents des puissances européennes en Turquie. Il faut avoir vécu aussi longtemps que moi dans ce pays pour se faire une idée de l'état de sujétion et de dépendance où ces agents prétendent tenir les fonctionnaires publics et le gouvernement même. Il ne m'appartient pas de parler des légations des grandes puissances à Constantinople, où, sous le prétexte de quelques convenances politiques ou sociales, ils forcent souvent le divan à adopter des mesures contraires aux mœurs, aux habitudes et même à la religion de l'État, et s'arrogent le droit de se mêler à des affaires de pure administration intérieure, je dirai presque de famille. Les prétentions des agents subalternes dans les provinces turques, quoique moins importantes, n'en sont pas pourtant moins étranges ou excessives. Non contents d'exercer, au de là des limites de la justice et du droit des gens, leur protection sur les sujets des États qu'ils représentent, ils vont jusqu'à vouloir étendre cette protection sur les sujets même de la Porte, et se permettent de contrôler les actes des autorités turqués, d'en exiger le remplacement, la destitution, l'éloignement de leurs subordonnés par des raisons égales à celles dont le consul autrichien se servait contre moi et contre plusieurs des employés serbes. Un pacha qui se refuserait à ces exigences en porterait tôt ou tard la peine. Le consul ne manquerait pas de l'accuser de fautes plus ou moins imaginaires auprès de son ambassadeur à Constantinople, et finirait par en obtenir la destitution.

Il est juste de dire que souvent l'intervention des consuls dans des affaires d'administration intérieure tend à prévenir des mesures injustes et tyranniques, ou à contenir des fonctionnaires avides et sanguinaires. Mais souvent c'est le seul caprice, ou le désir de faire pompe de leur puissance, qui les poussent à se mêler d'affaires qui ne les regardent pas. Souvent aussi ils se prêtent à des intrigues indignes d'un homme d'honneur chargé de soutenir la réputation et les intérêts de la nation dont il est l'envoyé.

Quel est, je le demande, le représentant d'une puissance, même de premier ordre, qui oserait, dans le plus petit État de l'Europe civilisée, demander l'éloignement d'un employé et surtout d'un médecin, dont les fonctions n'ont aucun rapport à la politique, sous le prétexte qu'il s'est rendu coupable de conspiration contre un autre État, et sans donner aucune preuve de son assertion, exigeant qu'on le croie sur parole, même lorsqu'il s'agit d'une absurdité palpable, et cela pour complaire à quelques intriguants et favoriser leurs complots contre le chef de l'État?

La demande du consul autrichien pouvait se résumer dans ces mots: «Cet employé n'a pas le bonheur «de plaire à mes amis ; vous devez donc le chasser, «tel étant mon bon plaisir.» S'exprimant de la sorte M. Méanovitch aurait au moins agi avec plus de loyauté et de bonne foi. Mais supposer que Milosch eût si peu de bon sens pour donner dans un piége aussi grossier que celui que Méanovitch lui tendait, ou qu'il fût assez faible pour céder à ses insultantes pré-

tentions, c'était s'abuser étrangement sur l'esprit et le caractère du prince.

Aussi Milosch en même temps qu'il demandait au cabinet de Vienne l'éloignement de Méanovitch, notifiait à celui-ci que toute relation cesserait entre eux dès ce moment, et que ses notes qui ne contenaient plus que des outrages ou des prétentions ridicules, lui seraient renvoyées sans être lues.

LIVRE SEIZIÈME.

I.

On poursuivait cependant la construction de plusieurs édifices publics dans la nouvelle ville qu'on bâtissait près de Belgrade. Tant que le prince resta à Topcidéré, il visitait lui-même tous les jours les travaux, tâchant de les faire marcher avec ordre et vitesse. Mais à son départ, songeant combien une surveillance avait nécessaire, il pria son frère Éphrem de vouloir se charger de ce soin.

Quoique brouillé avec lui, et presque certain qu'il avait passé du côté de ses ennemis, Milosch ne l'aimait pas moins, et cherchait à se réconcilier. Ce service qu'il lui demandait était une espèce d'avance qu'il lui faisait pour le convaincre qu'il ne lui gardait ni rancune ni défiance. Mais Éphrem prit la chose autrement; il y vit, ou feignit d'y voir l'intention de l'humilier, en le créant *bina-emini* (intendant des fortifications), charge qu'il croyait bien au-dessous de sa qualité de frère du

prince régnant et de son titre de gouverneur de Belgrade.

Quoique la charge de Bina-emini soit en Turquie une des plus honorables, et que les premiers dignitaires de l'empire, et des pachas tels que Karaosman-Ouglou et Abdul-Rahim, ne l'aient pas dédaignée, ce n'était pas l'intention de Milosch de conférer ce titre à son frère. Seulement, sachant qu'il aimait ce genre d'occupation, dont il s'était autrefois spontanément chargé et où il avait déployé une activité et un bon goût bien rares parmi ses compatriotes, il désirait qu'il aidât de ses conseils les directeurs de ces constructions et encourageât parfois de sa présence les travaux, précisément comme il l'avait fait lui-même pendant son séjour à Topcidéré.

Mais Éphrem cherchait depuis longtemps un prétexte pour faire un éclat contre le prince. Il avait espéré que l'intimité qu'il affectait avec Méanovitch et Voutchitch, aurait excité sa colère et provoqué quelque violence qui justifiât le coup qu'il méditait; mais le prince, informé ou non de cette circonstance, avait toujours fait semblant de ne rien savoir ou de ne point s'en soucier. Cette occasion manquée, Éphrem se saisit avec empressement de la recommandation que le prince venait de lui faire, pour se répandre en plaintes amères contre lui, et crier partout qu'il avait voulu le créer maçon et surveillant des manœuvres; que c'était oublier toutes les convenances que de l'humilier de la sorte; que par ce dernier trait il avait mis le comble aux injustices dont il l'avait toujours accablé; qu'il était désormais impossible de vivre sous une

pareille tyrannie et qu'il valait bien mieux quitter sa patrie, que de souffrir plus longtemps les caprices despotiques et les persécutions d'un maître aussi peu raisonnable. Nous verrons plus tard le but de ces déclamations.

II.

Nous avons vu les raisons pour lesquelles la Russie n'osait imposer officiellement aux Serbes une constitution de son gré, et les précautions qu'elle prenait pour se ménager le moyen de désavouer les communications qu'elle faisait à Milosch sur ce sujet. Maintenant même, que les efforts de celui-ci pour se délivrer de sa tutelle exclusive l'inquiétaient sérieusement, elle n'osait intervenir sans quelque prétexte plausible qui justifiât sa démarche aux yeux des autres puissances et nécessitât le concours de la Porte.

Ce prétexte pouvait lui être fourni ou par des troubles intérieurs qui missent la tranquillité du pays, en danger ou par la violation, de la part de Milosch, des devoirs qu'il avait envers la Porte, ou enfin par une manifestation libre et spontanée de l'opinion publique contre le prince et son gouvernement. Aucune de ces éventualités ne s'était jusqu'alors vérifiée. Les quelques émeutes qui avaient eu lieu en Serbie s'étaient terminées à la plus grande gloire de Milosch et sans que la Serbie en fût gravement bouleversée. Des faits récents prouvaient d'une manière décisive que Milosch respec-

terait toujours les liens qui l'unissaient à la Porte, et quant à une manifestation de l'opinion publique contre lui, il n'y avait eu jusqu'alors que Simitch, Protitch et quelqu'autre intrigant, émigré à l'étranger, qui s'étaient ouvertement prononcés contre son gouvernement. Or, quoiqu'ils protestassent que la Serbie entière consentait avec eux, on n'osait pas, quelle que fût l'envie de faire valoir leur assertion, sur la foi de pareilles gens proclamer que la Serbie ne voulait plus de Milosch et intervenir pour le chasser; il fallait pour cela quelque chose de plus expressif, quelque témoignage plus éclatant du despotisme du prince et du désir universel comme on le prétendait, de le voir cesser.

Protitch avait présenté une adresse à l'empereur Nicolas, alors au camp de Vosnessenk, où il exposait les griefs contre Milosch, et le suppliait au nom de ses compatriotes de mettre un terme à l'insupportable tyrannie de ce prince. On lui avait, en réponse, promis l'appui de l'empereur à condition que sa requête portât un certain nombre de signatures, qui pût faire croire qu'elle était l'expression d'un vœu public. La même réponse avait été faite à Simitch par l'agence russe de Bukarest et à quelqu'autre émigré, par le consul russe à Orsova.

Mais la difficulté était de se procurer ces signatures; car Milosch, bien loin d'être généralement aussi détesté qu'on voulait le faire croire, avait pour soi l'immense majorité des notables, et ceux qui lui étaient ennemis, se trouvant épars sur toute la surface du pays, il y avait du danger à aller quérir chez eux leurs signatures. Pour ne pas faire du bruit il aurait fallu

se servir de la poste pour leur faire arriver les placets à signer. Or rien d'abord n'était moins sûr que la poste serbe en ce temps-là. Car les lettres ne partaient de Belgrade pour la résidence du prince que deux ou trois fois la semaine, portées par un postillon qui les déposait à la chancellerie. Là elles restaient jusqu'à ce qu'on trouvât une occasion de les envoyer à leur adresse, et souvent on les égarait, quelquefois aussi on les ouvrait par curiosité. Lors même qu'elles parvenaient intactes à leur destination, celui à qui elles étaient adressées, ne sachant pas les lire devait recourir à son secrétaire pour en apprendre le contenu, et les conspirateurs comprenaient combien il aurait été dangereux de confier à tant de monde un secret d'où dépendaient non-seulement le succès de leurs plans, mais aussi leur position et leur vie.

Dans l'impossibilité donc de se procurer un nombre assez imposant de signatures, ils crurent pouvoir y suppléer par l'autorité des signataires, et que le nom seul d'Éphrem aurait tenu lieu de tous; car personne ne songerait que le frère même du prince, qui seul avait fait et soutenait la fortune de sa famille, pût se tourner contre lui sans quelque puissant motif. Or ce motif ne pouvait être que l'ambition ou la haine engendrée par le despotisme de Milosch. Mais on ne pouvait supposer à Éphrem l'ambition de supplanter son frère; car, Milosch chassé, restaient encore ses deux fils et son frère Jean, avant que la succession lui échût. C'était donc la haine qui le poussait à cette démarche; combien devait donc paraître insupportable le despotisme de Milosch aux yeux des étrangers, si

son frère même ne pouvait pas s'en arranger; et combien devait-on croire que le peuple en souffrît, si les membres mêmes de la famille princière s'en plaignaient si amèrement? Voilà le sens que les factieux attachaient à la signature d'Éphrem qui s'empressa de la leur accorder.

La pétition une fois signée, il y avait encore une difficulté à surmonter; c'était de la faire parvenir au consul russe à Orsova. Tant que les soupçons du prince ne furent pas éveillés, les chefs du parti contraire purent en toute sûreté correspondre avec M. Vaschenko et souvent, sous le prétexte de je ne sais quel commerce, ils traversaient le Danube pour venir à Orsova s'entendre avec lui; mais depuis que le prince avait pris l'alarme, ils s'aperçurent qu'à Orsova ils étaient soigneusement surveillés, et qu'en continuant leurs allées et venues, ils se seraient peut-être attiré quelque désagrément. D'un autre côté la pétition signée par Éphrem était un document de trop d'importance pour le transmettre au moyen de la poste; car bien que Méanovitch, contre le droit des gens et les intentions de son gouvernement, couvrît de son sceau la correspondance des rebelles serbes avec le consul russe, comme toutes les lettres étaient ouvertes et parfumées au lazaret autrichien, il était à craindre, quelque précaution que l'on prît pour surveiller cette opération, que la signature du gospodar venant à tomber sous les yeux de quelque secrétaire, ce seul renseignement, combiné avec adresse, ne donnât lieu à des soupçons qui pouvaient amener une découverte.

Il fallait donc qu'eux-mêmes se chargeassent de la

porter à Orsova. Mais pour cela un passeport était indispensable. Or Milosch en donnait rarement à ses fonctionnaires, et à présent qu'il savait quel serait le but de leur voyage, ils ne pouvaient pas s'attendre à une plus grande condescendance de sa part. Cependant ils étaient trop engagés pour se retirer. Éphrem et Voutchitch prirent donc le parti de donner sur un prétexte quelconque leurs démissions des charges qu'ils occupaient, de demander ensuite comme simples particuliers un passeport et de partir également si on le leur refusait, se réservant en ce cas de se faire passer à l'exemple de Simitch et de Protitch pour des victimes qui fuyaient la tyrannie de Milosch.

En conséquence, Éphrem prétextant la faiblesse de sa santé et le besoin de rentrer dans la vie privée, renvoya à Milosch le brevet qui le nommait gouverneur de Belgrade et major général. En même temps Voutchitch, saisissant je ne sais plus quel motif de mécontentement, que lui-même avait fait naître, demanda aussi sa démission.

Le prince connaissait assez leurs desseins pour savoir à quoi s'en tenir sur cette conduite ; et quoiqu'il vît à regret que son frère voulait se séparer de lui scandaleusement et aller peut-être au devant de sa perte, voyant toutefois ses avances amicales dédaigneusement rejetées, il crut de sa dignité d'accepter la démission d'Éphrem, ainsi que celle de Voutchitch.

Quelques jours après on lui présenta de la part de tous les deux la demande d'un passeport pour les bains de Méhaddia, tout près d'Orsova, où Voutchitch voulait se guérir, comme il le disait ironiquement, de quelque

gêne qu'il éprouvait au bras droit, et Éphrem voulait conduire sa femme qui souffrait depuis longtemps.

La saison déjà avancée, la demande préalable de leur démission et surtout le voisinage d'Orsova, siége du consul Vaschenko et foyer des intrigues serbes, montraient assez quel était le but de ce voyage. Milosch acquit ainsi la conviction que son frère avait passé dans les rangs de ses ennemis actifs; mais, dissimulant la peine qu'il en ressentait, et ne voulant laisser paraître aucune inquiétude sur ce que l'on pouvait tramer contre lui, il leur accorda le passeport qu'ils demandaient.

Toutefois, avant de laisser son frère s'engager irrévocablement dans une démarche, dont personne ne pouvait prévoir l'issue, Milosch essaya encore indirectement de le faire revenir d'une résolution qui pouvait devenir funeste à tous les Obrénovitch. Mais Éphrem était trop opiniâtre pour se rendre à l'évidence même. Malgré les plus vives instances de quelques amis qu'il savait sincèrement attachés à sa famille, on ne put le ramener à une réconciliation avec le prince. Il partit en protestant que ce n'était par aucune mauvaise intention, et que la santé de sa femme le déterminait seule à ce départ. Personne ne fut dupe de ce prétexte, car il n'en parlait qu'en présence des amis de Milosch; partout ailleurs il ne se lassait de crier que le prince avait voulu l'humilier; que ses persécutions ne connaissaient plus de bornes, qu'il lui fallait quitter le pays pour jouir de quelques instants de répit.

Le prince avait à peine quitté Topcidéré que Voutchitch et Éphrem entraient au lazaret de Semlin. Ce

dernier amenait avec lui sa femme, son fils et sa fille Anka avec l'inséparable Madame Tyrol. Inconséquent dans ses plaintes, il se récriait que dans son passeport il n'avait été qualifié que comme *propriétaire serbe.* Il n'était plus réellement que cela depuis qu'il avait renoncé à ses titres, et il n'est pas d'usage dans les passeports de détailler le degré de parenté que le porteur peut avoir avec des personnages distingués Ce fut là, il est vrai, une vengeance de la part de Milosch qui ne montra pas dans cette occasion sa générosité habituelle; mais il était rigoureusement dans son droit, et Éphrem n'avait pas le droit de se plaindre.

III.

Peu de jours après le départ de Milosch pour Kragoëvatz, le colonel Hodges m'ayant mandé au consulat anglais, me dit qu'il fallait me préparer tout de suite à partir pour la résidence du prince pour lui faire en son nom une communication de la plus haute importance. Je le priai en vain de ne plus vouloir me mêler à des affaires politiques qui n'étaient pas de mon ressort, et de considérer que la part, quoique minime, que j'y avais prise quelques jours auparavant, m'avait attiré la note de Méanovitch et beaucoup de désagréments, et des ennemis en outre; et qu'en poursuivant je compromettrais ma tranquillité et ma position en Serbie. Tout fut inutile. Il me fit comprendre que le salut de Milosch dépendait de ce qu'il avait à lui faire

savoir, qu'il ne pouvait se fier à aucun autre qu'à moi, et que, si je persistais dans mon refus, il partirait lui-même sans délai et me demanderait officiellement de l'accompagner comme interprète. Je n'avais d'autre parti à prendre que de me résigner. Je partis donc pour Kragoëvatz chargé de dire au prince que le consul anglais avait le jour même reçu de bonne source l'avis certain qu'avant la fin de novembre aurait lieu contre lui et son administration une démonstration provoquée et appuyée par la Russie, dont le but serait de le forcer à abdiquer ou au moins de mettre à son pouvoir de telles limites, qu'il ne serait plus que l'ombre de ce qu'il était à présent; que ses ennemis étaient bien plus forts et plus nombreux qu'il ne le pensait; qu'ils gagnaient tous les jours de nouveaux partisans à leur cause, et que, malgré l'affection de son peuple et la protection du sultan, qui jusqu'alors ne s'était pas encore démentie, il était plus que probable qu'ils réussiraient dans leurs projets, si Milosch n'agissait à temps pour les déjouer; que Joussouf-Pacha était depuis longtemps vendu à ses ennemis et n'avait été envoyé à Belgrade que pour aider à leurs manéges, et que plusieurs des membres du Divan travaillaient dans le même but et cherchaient à le perdre dans l'estime du sultan.

A ces communications, Hodges ajoutait qu'il n'y avait d'autres moyens de paralyser les efforts des ennemis du prince que de proclamer tout de suite une constitution sur les bases suivantes.

1°. Abolir à jamais toute sorte de corvée, excepté pour le moment celles qu'on exigeait pour la construction

et la réparation des routes publiques, et celles que les communes s'imposeraient volontairement pour quelque œuvre d'utilité communale.

2°. Déclarer la propriété inviolable et laisser chacun libre d'en disposer, comme bon lui semblerait, par donation, cession, testament, etc.[1].

3°. Proclamer l'inviolabilité des personnes, déclarant que, hormis le cas de flagrant délit, nul Serbe ne pourrait être arrêté sans un mandat spécial de l'autorité judiciaire; que la personne arrêtée serait de suite avertie du motif de son arrestation; que la torture serait abolie, excepté les cas prévus par la loi; que personne ne serait dorénavant soumis à des châtiments corporels sans un arrêt du tribunal légal écrit et motivé.

4°. Déclarer enfin le commerce parfaitement libre et sous la protection et la surveillance du gouvernement[2].

[1] Par un sentiment de philantropie malentendue, le prince avait depuis longtemps défendu aux pères de famille de vendre ou d'hypothéquer la maison où ils s'abritaient, et avait réglé les successions de manière que le père ne fût pas libre de tester comme ils le voulait en faveur de ses enfants, et que, lorsqu'il n'avait que des filles, il dût léguer au fils de son frère une portion au moins égale à celle qu'il laissait à ses filles. C'étaient d'anciens usages qu'il désirait conserver; mais qui répugnaient à l'esprit du temps.

[2] J'ai dit ailleurs que, pour obvier à quelque inconvénient il n'était permis de faire le commerce en gros qu'à ceux qui obtenaient une patente; cette patente ne s'accordait autrefois qu'à ceux qui offraient certaines garanties, mais à présent on la livrait à tous ceux qui payaient la taxe. Ce n'était donc plus qu'une mesure fiscale et par conséquent odieuse, qui ne servait qu'à entraver le commerce.

Sur ces quatre points se fondaient tous les griefs contre Milosch, et ses ennemis y puisaient le prétexte des déclamations dont ils voilaient les mauvaises intentions qui les faisaient agir. Ils devaient les mettre en avant pour donner une apparence de philantropie à la constitution qu'ils voulaient imposer au prince et par laquelle ils restreindraient tellement son pouvoir, qu'il ne conserverait plus que le nom de prince en s'y conformant, ou donnerait un prétexte suffisant pour prononcer sa déchéance en tâchant de s'en débarrasser.

Quant à la forme à donner au gouvernement dans la constitution qui aurait pour base les quatre articles susdits, le consul pensait que le prince pourrait choisir celle qui lui agréerait davantage. Toutefois il conseillait de conserver les assemblées annuelles (scoupstinas) pour la révision du budget et la fixation du porès, et de créer une assemblée permanente sous le nom de *sénat* ou de *synode*, dont les membres seraient tous nommés par le prince et amovibles, à l'exception du président et du secrétaire.

En conseillant ces institutions, le colonel Hodges n'émettait que son opinion personnelle, tandis que l'abolition des corvées, l'inviolabilité des propriétés et des personnes, et la liberté du commerce étaient la *conditio sine qua non* de la protection efficace que ses instructions l'autorisaient à promettre au knias et à la Serbie de la part de la Grande-Bretagne, contre les intrigues de la Russie et les empiètements de la Porte. En donnant de telles bases à sa constitution, pendant que le prince enlèverait à ces deux puissances tout prétexte d'intervention, il satisferait aussi aux désirs

raisonnables de son peuple et exposerait les conspirateurs à être démentis dans leurs protestations de ne travailler que pour le bien public, s'ils continuaient à intriguer contre lui, qui, certain alors de l'amour de la nation, et fort de ses droits et de l'accomplissement de ses devoirs, pourrait agir avec toute la rigueur des lois contre ces perturbateurs de la tranquillité publique, sans que la Russie ou une autre puissance quelconque osât s'y opposer.

Persuadé que le prince ne conservait plus de doute sur le véritable but du voyage d'Éphrem, il lui conseillait d'essayer de nouveau directement ou indirectement de le ramener à de meilleurs sentiments, lui faisant voir qu'il n'était que l'instrument aveugle d'intrigants qui le trompaient, et qu'en travaillant contre le prince il travaillait à sa propre ruine. Quelques propos parvenus jusqu'à lui, Hodges, révélaient assez les intentions des conspirateurs à l'égard d'Éphrem.

Telle était la communication que le consul anglais me chargeait de porter à Milosch. L'ayant prié, de crainte d'être un jour désavoué, de me la donner par écrit, il s'y refusa, en disant que tel n'était pas l'usage en diplomatie dans les communications purement officieuses; mais il me jura sur son honneur qu'il ne m'avait rien dit qui ne fût la pure vérité, et me chargea d'en assurer le prince et de le conjurer à vouloir garder sur tout cela le plus profond secret, pour ne pas donner l'éveil à ses ennemis. Je le priai encore de me dire au moins de quelle source lui venaient les révélations qu'il venait de me faire; il me répondit que ce n'était pas un secret à lui, mais qu'elles lui ve-

naient de personnes qui s'intéressaient au prince, parce qu'elles savaient que, malgré ses défauts, il était le seul homme capable de bien gouverner la Serbie.

Les événements prouvèrent que Hodges était parfaitement bien instruit. Cependant je ne savais pas alors m'expliquer comment ces renseignements lui étaient parvenus ce jour-là même. Je savais positivement que Hodges depuis quelque temps n'était plus sorti de Belgrade; qu'aucun étranger n'était venu le trouver, et que, n'étant pas jour de poste, aucune lettre n'avait pu lui arriver. Comment avait-il donc appris ce qu'il m'avait confié? Je me répétais cette interrogation à chaque pas sur la route de Kragoévatz, sans pouvoir y répondre.

D'un autre côté je savais que le consul anglais était un homme d'honneur, incapable de vouloir tromper le prince, et malheureusement rien n'était plus probable que les notices qu'il m'avait données. Les principes sur lesquels il proposait de baser la constitution, étaient les mêmes qui forment le fondement de tout État légal et civilisé. La Serbie les réclamait hautement, et, en les proclamant, le prince aurait comblé tous les vœux, imposé silence à tous les murmures, prévenu des malheurs qui semblaient inévitables, et mis son pays sur la voie du progrès. Enfin quel intérêt la Grande-Bretagne pouvait-elle avoir que Milosch adoptât la constitution qu'elle proposait? Le seul intérêt que l'Angleterre eût en Serbie, se rattachait à la conservation de l'empire ottoman; elle ne pouvait en conséquence désirer que de voir s'y établir un gouvernement national, stable, fort et indépendant, qui portât le

pays à un tel état de prospérité que la crainte de le perdre l'empêchât de se prêter aux insinuations perfides d'une puissance ambitieuse et le maintînt dans des sentiments de fidélité et de dévotion à la Sublime Porte, à l'avenir de laquelle les intérêts de son indépendance étaient si étroitement attachés. Ces réflexions m'engagèrent à cacher au prince les doutes que j'avais conçus sur la vérité des confidences d'Hodges, et à lui conseiller de mon mieux l'adoption du plan que j'allais lui proposer.

IV.

Je partis le jour même, comme Hodges me l'avait recommandé, et j'arrivai le lendemain à Kragoëvatz. J'eus le bonheur d'entrer au Konak sans être vu de personne, et de trouver le prince, seul avec un domestique. Il pâlit à ma vue, croyant que j'étais porteur de quelque fâcheuse nouvelle de sa famille qui était restée à Belgrade. L'ayant rassuré, je le priai de m'accorder quelques instants d'audience dans son cabinet.

Lorsque je fus seul avec lui, je lui répétai à la lettre la communication dont M. Hodges m'avait chargé. Je vis à l'expression de sa physionomie, que mes paroles faisaient sur lui une profonde impression. Quand j'eus fini, il demanda si je savais de qui M. Hodges tenait ces détails; je répondis que, sans me confier le nom de personne, il m'avait assuré sur son honneur qu'il

les tenait de gens bien informés et qui s'intéressaient vivement au sort de la Serbie. Cette réponse l'intrigua beaucoup et il se perdit en mille conjectures sans y trouver une solution qui le satisfît. Il ne conçut pourtant pas le moindre doute sur la véracité du consul qu'il avait toujours beaucoup estimé. Il avoua ensuite qu'on ne lui proposait rien qui ne fût très-raisonnable, ou lui coûtât le moindre sacrifice, car le temps et l'expérience avaient beaucoup modifié ses idées sur la propriété et le commerce, et quant aux corvées il y aurait depuis longtemps renoncé, s'il avait connu toutes les plaintes qu'elles excitaient. Il paraissait donc disposé à suivre l'avis du consul anglais.

La seule chose qui l'embarassât c'était de compiler une constitution. L'essai qu'on avait fait de celle de Davidovitch l'avait convaincu que, malgré les hableries des écrivailleurs de ses secrétaireries, rien n'était plus difficile que d'en rédiger une adaptée à l'état et aux besoins du pays. Le nom seul de constitution l'alarmait. Il ne se croyait pas assez d'adresse et de patience pour pouvoir lutter avantageusement, comme les souverains constitutionnels d'Europe, contre la tactique parlementaire d'un pouvoir rival et il craignait de se trouver bientôt dans l'alternative de voir son autorité lui échapper, ou de tenter un coup d'État, dont les suites lui seraient également funestes. Il me chargea donc de dire au consul qu'il acceptait et proclamerait comme lois fondamentales de son gouvernement les quatre articles qui regardaient l'inviolabilité des personnes et des propriétés, la liberté du commerce, et l'abolition des corvées; mais que quant à la

création d'un sénat, puisqu'on se bornait à la lui conseiller comme chose d'une importance secondaire, il n'en ferait rien, parce qu'il ne voyait pas le besoin de cette institution.

Je lui répondis que le colonel Hodges croyait que tôt ou tard, en vertu des articles 3 et 20 du hatichérif de 1830, on la lui imposerait, et qu'il faudrait alors l'accepter de la main de ses ennemis, quoique absolument contraire à ses droits; que le mieux était donc d'aller au devant de cette nécessité, et de fonder lui-même un sénat de manière à le rendre, le moins possible, dangereux à son autorité. J'ajoutai que telle était aussi mon opinion et je lui soumettais un plan sur lequel M. Hodges et moi nous nous étions arrêtés, comme celui qui paraissait le mieux convenir à l'état actuel de la Serbie.

Ce plan consistait à nommer membres du sénat tous les commandants des nahies, les capitaines des districts, les membres des tribunaux, les quatre commandants suprêmes et le haut clergé. Dans ce nombre indéfini de sénateurs le prince choisirait ceux qu'il voudrait pour siéger temporairement au sénat, avec faculté de les remplacer lorsqu'il le jugerait à propos, conservant toutefois à ceux qu'il renverrait le titre de sénateur. Le prince avait ainsi le double avantage de pouvoir se débarasser d'une opposition incommode et de satisfaire à l'art. 3 du hatichérif qui prescrivait que le prince administrât et gouvernât le pays d'accord avec l'assemblée des notables; et à l'article 20, où il était dit que: «Aucun membre du sénat ne pouvait être

« destitué et privé de ses emplois, s'il ne se rendait pas « coupable envers la Porte, ou les lois du pays. ».

D'après ces raisons le prince parut se décider à suivre en tout les conseils du consul anglais; et comme la chose pressait, il voulait que moi-même je me chargeasse de lui présenter sous peu de jours un projet de constitution dans le sens que je venais de lui exposer. Mais je le priai de me dispenser de ce travail supérieur à mes forces, et que ma qualité d'étranger aurait peut-être rendu désagréable à la nation.

Avant de quitter le prince je lui renouvelai la recommandation de garder le plus grand secret sur la communication que je venais de lui faire; et pour donner le change aux conjectures qu'on ne manquerait pas de faire sur ma venue à Kragoëvatz, je le priai de vouloir en donner pour prétexte le besoin de faire authentiquer par sa chancellerie un acte légal que mes intérêts m'obligeaient d'envoyer dans ma patrie.

Soins inutiles! Malgré mes recommandations, le soir même on connaissait déjà dans toute la ville le vrai but de mon voyage. La discrétion ne fut jamais une des qualités de la petite cour serbe. Le prince avait le faible de supposer toujours dans les autres cette dose de prudente réserve qui lui manquait et dont il avait déjà en tant de fois l'occasion d'apprécier la nécessité.

Les personnes qu'il fit de suite appeler pour les mettre dans la confidence que je venais de lui faire, n'étaient pas non plus toutes heureusement choisies. Quelques-uns, gens d'épée, auraient donné cent fois pour lui leur vie, mais ne connaissant rien aux exigences

de la politique, ils manquaient tout à fait du tact et de la réserve nécessaires à un conseiller de cabinet. Quelques autres, membres du conseil d'État, étaient d'une fidélité suspecte, partisans de la Russie et prévenus contre le consul anglais. Ceux enfin qui auraient été capables de lui donner un bon conseil, n'étaient pas assez désintéressés dans la question: l'un voulant conserver sa prépondérance dans les affaires du pays par l'influence qu'il exerçait actuellement sur l'esprit du prince, l'autre nourrissant l'ambition de régénérer à lui seul le pays et rejetant toute innovation qui n'était pas de sa création; un troisième, faisant toujours de l'opposition pour se donner l'air d'un politique consommé; un quatrième enfin, jeune homme d'un talent incontestable, mais vendu à la Russie et chargé par elle de traverser adroitement tous les projets qui ne lui convenaient pas, firent, chacun de son côté et pour ses fins, ce qui était en leur pouvoir pour rendre suspects au prince les révélations et les conseils que je lui avais apportés de la part du consul anglais.

Voilà les hommes à qui le prince soumit la grave question d'où dépendait son avenir et celui de la Serbie. Avec un peu plus de réserve et de discernement de sa part, et un peu moins d'ambition et d'attachement à leurs intérêts de la part de ses conseillers, l'on aurait épargné à ce pauvre pays tous les malheurs qui suivirent l'abdication de Milosch.

Le lendemain même, lorsque je me présentai chez lui, le prince, quoiqu'encore decidé à suivre les conseils de M. Hodges, laissait déjà entrevoir qu'il ne tarderait pas à être ébranlé dans sa résolution. Par les

interrogations qu'on m'adressait, par les discours qu'on tenait en ma présence, j'appris bientôt qu'on cherchait à insinuer dans l'esprit du prince des doutes sur la vérité des révélations que j'étais venu lui faire. On disait que M. Hodges avait essayé ces moyens pour se ménager une influence dans les affaires du pays, et qu'il était impossible de croire qu'il fût mieux instruit que les observateurs fidèles que le prince avait placés dans plusieurs endroits importants. On prétendait que Milosch, fort de l'attachement de toute la nation à son système de gouvernement n'avait rien à craindre de toutes les intrigues qu'on ourdissait contre lui, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, depuis que les hatichérifs assuraient à la Serbie le droit de s'administrer elle-même ; aucun de ces conseillers imprévoyants ne songeait que la raison prévaut rarement contre la force, et qu'il fallait ôter à celle-ci tous les prétextes d'intervenir en se hâtant d'accorder au peuple ce qu'il désirait, surtout dans ce cas où l'on pouvait le satisfaire à si peu de frais.

Avant de me donner congé pour Belgrade, le prince me chargea de présenter ses remercîments au consul anglais pour le vif intérêt qu'il prenait à lui et à son pays, et surtout pour les avis qu'il lui avait donnés, Il ajouta que son désir était d'en suivre en tout point les conseils et de se mettre aussitôt à travailler à la rédaction d'une constitution conforme aux besoins de la nation. Il le priait enfin d'interposer ses bons offices auprès d'Éphrem qui était toujours en quarantaine à Semlin, lui donnant pleins pouvoirs de ménager une réconciliation durable avec lui et de lui promettre

un complet oubli du passé et le redressement de tous ses griefs.

Il me fit à moi la même recommandation, me chargeant particulièrement de dire au gospodar que, s'il persistait dans ses desseins lui aussi saurait oublier qu'il était son frère.

Mais surtout il me recommanda de cultiver l'amitié du colonel Hodges, m'assurant qu'il était intimement convaincu de bonnes intentions de l'Angleterre et d'autant plus disposé d'en adopter les vues qu'elles n'avaient d'autre but que la conservation de l'empire ottoman, à laquelle étaient attachées les destinées non-seulement de sa patrie, mais aussi les siennes propres et celles de sa famille.

Milosch en effet connaissait très-bien quelles étaient les vues de la Russie dans la question d'Orient. Il savait que ces vues une fois réalisées, la Serbie perdrait à jamais sa nationalité et la presque indépendance dont elle jouissait à présent, et que lui, ou quel que fût son successeur, irait peut-être finir ses jours dans quelque forteresse, comme le dernier des Charnovitch. Mais ces considérations toutes puissantes qu'elles étaient n'avaient aucun poids pour la presque totalité des Serbes, qui croyaient encore que la seule identité de religion et de langage, et un sentiment d'humanité avaient porté la Russie à se mêler des affaires serbes, et qu'ils retomberaient bientôt sous le joug immédiat des Turcs si elle leur retirait un moment sa protection. Ne comprenant rien à la puissance morale de la politique et de la diplomatie, les Serbes ne croyaient qu'à la force matérielle des armes, et malheureusement

l'Angleterre et la France étaient trop éloignées de leur pays, pour qu'on pût en faire étalage à leurs yeux.

Cette opinion de presque tous les notables serbes, me disait Milosch, obligera toujours le knias à rester sous la tutelle des Russes, quelle que soit la condition qu'il leur plaira de lui faire, à moins que l'Angleterre ou une des grandes puissances européennes intéressées à la conservation de l'empire ottoman, ne parviennent par quelque fait, pour ainsi dire, palpable à leur prouver qu'elles sont en état de les protéger aussi efficacement que la Russie. C'était, selon lui, le seul moyen de le délivrer des entraves que l'opinion publique, les préjugés et l'inexpérience politique des notables lui imposaient. Libre alors de suivre la route que son penchant et les intérêts de son pays et de sa famille lui traçaient, il aurait saisi la première occasion de se débarrasser du joug de la Russie qui ne pesait à personne plus qu'à lui.

Ces remarques Milosch m'ordonnait de les présenter au consul anglais comme des observations à moi, et d'y ajouter que cette preuve de fait palpable de sa puissance et de sa bonne volonté, l'Angleterre pouvait la donner aux Serbes, en faisant évacuer la ville de Belgrade par les Turcs qui y étaient restés par suite de l'arbitrage de l'empereur Nicolas, et en forçant la Porte à respecter les clauses de ses hatichérifs sans leur donner un sens qu'ils n'avaient pas.

Tels étaient les points sur lesquels il me chargeait de sonder le consul anglais, et de voir ce qu'il pouvait ou voulait faire à ce propos.

V.

Je n'étais pas encore rentré à Belgrade, que tout le monde y connaissait déjà et commentait à sa manière mon voyage à Kragoëvatz. On le connaissait aussi à la quarantaine de Semlin où, se lendemain de mon arrivée, j'allai, selon les ordres du prince, rendre visite au gospodar Éphrem et tâcher de le persuader à suspendre son voyage.

Voyant, donc qu'il était inutile de vouloir lui cacher ce dont il était informé, je pris le parti de lui avouer d'avance la vérité, et, quoique je ne conservasse pas beaucoup d'espoir que le knias suivrait les conseils du consul anglais, j'assurai Éphrem, qu'une constitution devant bientôt être proclamée, ses relations avec Milosch ne pouvaient manquer déprouver un changement favorable, d'autant plus que le prince était disposé à une réconciliation sincère avec les hommes de tous les partis, et surtout avec les membres de sa famille, et prêt à redresser tous les torts et à réparer toutes les injustices. Je m'attachai à le convaincre de la vérité de cette maxime de Napoléon, qu'il faut laver le linge sale en famille, et à lui faire comprendre le danger des interventions étrangères. Je le priai de considérer qu'en persistant dans sa résolution, il donnerait raison à ceux qui l'accusaient d'être poussé, non par l'amour sincère de son pays, mais par l'ambition et le désir de supplanter son frère, ajoutant que le prince avait appris de source certaine que ceux qui lui conseillaient cela, se moquant en secret

de sa simplicité, s'étaient vantés de l'avoir attiré dans leur parti par l'appât d'une couronne, pendant que leur intention était de se débarrasser, après Milosch, de toute la famille des Obrénovitch.

Ces derniers mots le frappèrent vivement. Son teint, de pâle qu'il était, devint livide, et je ne doute pas que sa résolution ne souffrît alors une violente secousse. Je vis le moment, et je m'en fécilitais, où il reviendrait avec moi. Sans doute son retour aurait eu pour le prince et pour toute la Serbie les plus heureux résultats. Mais ses faux amis le surveillaient de trop près pour ne pas détruire en peu d'instants l'effet salutaire de mes conseils et de mes révélations. Voutchitch, le Dr. Steïtch, Méanovitch savaient trop bien le parti qu'ils pouvaient tirer d'Éphrem contre le prince, pour le laisser échapper. Ils parvinrent bientôt à dissiper ses scrupules et à le raffermir dans sa première résolution. Les efforts du consul Hodges ne furent pas plus heureux que les miens pour le ramener à de meilleurs sentiments.

Dès lors ses conseillers ne le quittèrent plus un instant. Méanovitch surtout cherchait à lui donner du courage. Il lui promettait le concours de l'Autriche qu'il croyait décidée à agir contre Milosch par suite de ses rapports au ministère, où il le représentait comme un ennemi dangereux, pendant qu'il faisait les plus grands éloges d'Éphrem son futur beau-père. Il espérait devenir un jour gendre d'un prince régnant et son premier ministre, tout en conservant sa place de consul. Ainsi, malgré sa prétendue perspicacité et ses talents politiques, il n'avait pas été assez clairvoyant

pour découvrir les véritables desseins des ennemis de Milosch; de Voutchitch surtout, qui, quoiqu'illettré et sans éducation, parvint plus tard à se moquer de gens beaucoup plus fins que Méanovitch qui croyait alors bonnement travailler pour son futur beau-père.

Dans le visa que le consul autrichien apposa au passeport d'Éphrem, il suppléa à l'omission faite à dessein des titres du porteur, le qualifiant de frère du knias de Serbie, major général et gouverneur de Belgrade. Il fit de même relativement à Voutchitch, recommandant officiellement aux autorités des frontières de recevoir les deux voyageurs avec les égards dus à leur rang. Aussi on leur fit partout un accueil flatteur, et Éphrem eut la bonhomie de croire que les honneurs dont les officiers autrichiens le comblaient s'adressaient au futur prince de Serbie, ce dont ses compagnons de voyage riaient sous cape, car ils comprenaient, eux, que le seul soupçon que l'Autriche l'appuyait dans ses ridicules prétentions, lui aurait fait un ennemi de la Russie, jalouse de son influence exclusive sur la Serbie.

VI.

Avant de se rendre aux bains de Méhaddia ils s'arrêtèrent à Orsova, où le consul Vaschenko les attendait avec impatience. Simitch les y avait devancés et Protitch ne devait pas tarder à arriver. Sans perdre

de temps ils rédigèrent sous la direction de Vaschenko des mémoires à présenter à la Porte et à la Russie, où, après avoir répété les calomnies qu'Abraham Stoïcovitch et Protitch avaient déjà fait parvenir à ces deux puissances, ils ajoutèrent tous les détails de la vie politique, administrative et même privée du prince qui pouvaient lui faire du tort dans l'opinion du sultan ou de l'empereur Nicolas.

On affirmait alors en Serbie que plusieurs parmi les mécontents serbes avaient confié à Éphrem et à Voutchitch leurs sceaux avec permission de les apposer au bas de ces mémoires. Je dois avouer que malgré mes recherches, je n'ai pu parvenir à m'assurer de la vérité de ce fait d'ailleurs très-probable.

Le mémoire adressé au sultan représentait Milosch comme un ennemi dangereux à l'existence de l'empire turc; on lui attribuait une influence sans bornes sur les populations chrétiennes de la Turquie, et le projet de les soulever toutes contre la Porte au premier embarras que celle-ci éprouverait, et de fonder un vaste empire slave absolument indépendant. On affirmait qu'il entretenait toujours des relations secrètes avec les mécontents de Bosnie et d'Albanie; qu'il les excitait à troubler continuellement le pays et leur donnait des secours en argent. On citait à l'appui de cette assertion les 250 mille piastres envoyées par Milosch à Mustapha-Pacha de Scutari et saisies par le pacha de Nicha; sa réconciliation avec Sarhos-Ali-Pacha-Vidaïtz, et l'argent qu'il avait donné à ce chef bosniaque, malgré les outrages qu'il en avait reçus en 1827, les cadeaux qu'il avait faits à Kara-Feizi-Ali-Bey, et son

empressement à intercéder en faveur de ce rebelle et des autres chefs albanais après la défaite du pacha d'Albanie. On ajoutait que Milosch correspondait activement avec le puissant vassal égyptien, et qu'il s'était accordé avec lui pour attaquer simultanément de deux côtés le sultan et s'en rendre indépendants. On lui imputait plusieurs contraventions aux clauses du hatichérif de 1830 et surtout à celle qui lui défendait de recevoir en Serbie les chrétiens émigrants des autres provinces de l'empire, s'ils n'étaient pas munis d'un passeport en règle. On l'accusait de dureté envers les Turcs de Belgrade, à qui, disait-on, Milosch ne permettait pas de cultiver les terres de leur propriété aux environs de la ville, quoiqu'il connût leur détresse. Les notables serbes, ajoutait-on, avaient souvent engagé le knias à montrer plus de modération à l'égard des anciens maîtres du pays et de leur accorder une lieue de territoire autour de la ville de Belgrade; mais qu'il avait toujours repoussé ce conseil. On rappelait que Milosch parlait souvent avec bien peu de respect de la personne sacrée du sultan et que, loin de se conformer au hatichérif de 1833 qui lui prescrivait de se mettre d'accord avec le pacha de Belgrade pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, il se piquait de le contrarier en tout, de façon que tous les jours on avait à craindre une collision entre les deux populations. On l'accusait enfin de pousser la témérité jusqu'à sévir contre les musulmans sur lesquels il n'avait aucune sorte d'autorité, et que, comme vassal de la Porte, il devait au contraire faire respecter.

Dans toutes ces imputations il y avait au fond quelque

chose de vrai, mais on en avait tellement défiguré les circonstances, que l'on peut sans scrupule les appeler des calomnies.

Et d'abord, l'influence de Milosch sur les populations chrétiennes des provinces turques était incontestable; mais aussi personne moins que lui se ne mourrissait des chimères de quelque utopiste sur la possibilité d'une monarchie slavo-méridionale. Le seul but des relations qu'il entretenait avec elles, c'était de pouvoir s'appuyer sur une nombreuse nationalité armée dans le cas possible que la Porte voulût attenter aux priviléges acquis par la Serbie, ou que les circonstances, amenant la dislocation de l'empire ottoman, l'indépendance de sa patrie courut le danger d'être absorbée dans la division des dépouilles turques. Quant au pacha de Scutari et au fameux Sarhos-Ali-Vidaïtz, le plus intrépide maraudeur de Bosnie, nous avons déjà expliqué les motifs qui avaient dirigé la conduite de Milosch à leur égard, et je crois pouvoir affirmer que Milosch n'eut jamais de rapports avec le vice-roi d'Égypte.

Mais les adversaires du prince reniaient tous les sentiments d'un vrai Serbe lorsqu'ils faisaient un crime au prince de l'hospitalité qu'il accordait aux émigrés chrétiens des provinces turques; car il est vrai que Milosch les recevait toujours avec empressement, qu'il leur accordait des terres et trois ans d'immunité de toute taxe et contribution, et que des milliers de familles étaient venues accroître en peu de temps de presqu'un tiers la population de la Serbie. Mais il s'agissait de pauvres malheureux que la misère, la

persécution, les exactions impitoyables de fonctionnaires avides, de feudataires insatiables, chassaient de leurs foyers, et qui, dans un dénuement absolu, dans l'absence complète de toute autre ressource, venaient chercher chez leurs corréligionnaires, dans un pays mieux gouverné et moins exigeant, du pain, un abri et protection. Comment pouvait-on les repousser sans les exposer à la vengeance de leurs oppresseurs; sans blesser les sentiments d'humanité du peuple serbe, qui, compatissant et hospitalier de sa nature, ressentait pour eux la plus vive sympathie?

Il était encore vrai qu'il y avait alors rupture complète entre Milosch et Joussouf pacha de Belgrade, et qu'ils se taquinaient souvent dans les plus petites choses avec une persistance indigne de gens de si haute qualité. Mais il fallait ajouter que les choses s'étaient passées dans la meilleure entente avec Veggih-Pacha qui n'avait pas comme Joussouf mission de tracasser le prince et de contrecarrer tous ses ordres relatifs à la ville de Belgrade.

C'était enfin chose révoltante que d'entendre Éphrem et Voutchitch accuser Milosch d'avoir peu d'égards pour les Turcs; eux qui l'avaient amèrement critiqué lorsque par un sentiment d'humanité et pour se gratifier Veggih-Pacha, il leur avait temporairement permis de cultiver quelques morceaux de terrain dans les environs de Belgrade; eux qui s'étaient livrés en d'autres temps contre les Turcs à tous les excès de la plus exécrable cruauté, et qui dans les nahiés de Vallievo et de Schabatz et dans le district de Groasa les avaient pillés et massacrés sans merci par centaines.

Certainement le prince, comme gardien des droits de la nation dont il était le chef, devait veiller à ce que les Turcs ne pussent empiéter sur les concessions que la Porte avait faites à la Serbie; et s'il avait livré à ses tribunaux ceux qui s'étaient rendus coupables contre les lois du pays, ce n'avait été que lorsqu'il était certain que des pachas tels que Joussouf auraient laissé leurs crimes impunis. Le prince n'avait donc rien fait qui ne fût dans ses droits et dans ses devoirs, pendant qu'Éphrem et Voutchitch, sévissant contre les Turcs, avaient commis des cruautés arbitraires.

Les prétendues fautes de Milosch étaient par ses accusateurs attribuées à l'inexécution de l'article 20 du hatichérif de 1830 qui prescrivait l'institution d'un sénat. Ce sénat, disaient-ils, aurait veillé à ce que Milosch ne violât en rien les pactes qui liaient la Serbie à la sublime Porte, et ne se portât contre ses administrés à cet excès de despotisme qui rendait son joug insupportable au peuple et lui faisait regretter le temps où il vivait sous l'autorité immédiate de la Porte.

Tels étaient les principaux articles de cette espèce de requisitoire qu'ils avaient dressé contre Milosch et envoyé à Constantinople.

On sut plus tard que le gospodar Éphrem y avait ajouté une proposition par laquelle il promettait aux Turcs, si on le substituait à son frère dans la principauté serbe, la possession entière de la ville de Belgrade avec un lieue de territoire à l'entour, l'accroissement du tribut et la restitution de la douane de Belgrade. Éphrem nia toujours d'avoir fait cette proposition à la Porte; mais, malgré ses protestations, le

témoignage de plusieurs personnes dignes de foi qui ont vu la lettre écrite et signée de sa main, ne laisse aucun doute à cet égard.

VII.

Dans le mémoire adressé à la même époque à l'empereur Nicolas, Éphrem, Voutchitch, Simitch et Protitch, après les déclamations d'usage contre la tyrannie de Milosch, s'efforçaient de prouver son antipathie pour la Russie et sa propension pour l'Angleterre. Le consul anglais, y disaient-ils, exerce sur l'esprit du knias une influence exclusive; on ne fait plus rien sans le consulter; tous les partisans de la Russie et tous ceux qui ont le malheur de déplaire au colonel Hodges sont éloignés des affaires. Les principaux fonctionnaires et la majorité de la nation voient, non sans inquiétude, s'accroître tous les jours la prépondérance de l'Angleterre dans les affaires d'un pays dont, aux jours de détresse, elle ignorait peut-être jusqu'à l'existence, et cela dans le seul but de faire opposition à la Russie à qui on est redevable de la position politique dont on jouit actuellement.

Ils suppliaient donc Sa Majesté de ne pas confondre dans ses justes ressentiments la nation avec son prince, mais de lui continuer sa bienveillance, et de mettre par son intervention un terme aux maux qui l'accablaient, et au despotisme de son chef.

Les intrigues d'Orsova et de Méhaddia étaient si

peu dissimulées, qu'on ne tarda pas à en connaître en Serbie tous les détails; ce qui aurait dû mettre le prince et ses conseillers sur leurs gardes et les rendre plus enclins à embrasser les conseils du consul anglais. Mais il n'en fut rien. On perdit un temps précieux à proposer et à discuter divers projets de constitution, sans jamais s'accorder sur aucun. L'institution du sénat présentait toujours des difficultés insurmontables. Chacun désirait que la constitution profitât à ses intérêts, et lorsqu'un projet ne lui paraissait pas assez favorable, il trouvait toujours quelque prétexte pour l'écarter. On s'endormait ainsi dans une fatale sécurité au bord du précipice et au moment du plus grand danger.

VIII.

Cependant mes relations, toujours plus fréquentes et plus intimes avec le consul Hodges, m'avaient donné la conviction qu'il s'intéressait réellement au sort de la Serbie et de son prince. Lorsque je lui eus exposé les observations de Milosch et la nécessité de donner aux Serbes une preuve sensible de la puissance de l'Angleterre, il les approuva pleinement et me promit d'en référer à son gouvernement et de faire tout ce qui était en son pouvoir pour le faire entrer dans ces vues qui lui paraissaient d'une justesse incontestable.

La saison des bains écoulée, ou plutôt tous les accords pris avec le consul russe, Éphrem et Voutchitch

comptaient de s'en retourner en Serbie pour en attendre le résultat et pour informer leurs partisans de ce qu'ils avaient fait et les tenir prêts à agir en cas de besoin. Mais le prince indigné de ce qu'après avoir conspiré presqu'en public contre lui, ils osassent venir, pour ainsi dire, le braver jusque chez lui, ne voulait plus leur en donner la permission. Toutefois sur les représentations de ses conseillers qui redoutaient les propos qu'aurait fait naître l'exil de son frère chez tous ceux qui ne connaissaient pas les raisons qui motivaient cette mesure, il limita cette peine au seul Voutchitch, qui s'établit à Semlin d'où il pouvait facilement communiquer avec ses adhérents de Serbie.

Cette modération aurait paru de la faiblesse même dans les États les plus civilisés de l'Europe, où un prétendant quelconque, quoiqu'uni par les liens du sang au souverain régnant, aurait sans doute expié par quelques années de réclusion le crime d'avoir conspiré contre le chef de l'État aussi audacieusement que venait de le faire Éphrem.

Mais Milosch tenait à prouver qu'il n'était point le tyran sanguinaire que disaient ses ennemis. Éphrem resta en toute sûreté à Belgrade. Seulement, pour l'empêcher de faire dans le pays la propagande de la rébellion, deux ou trois jours avant son arrivée, Milosch convoqua les membres du conseil et les premiers employés de la ville et leur déclara qu'Éphrem et Voutchitch, ayant demandé leur démission et entrepris contre sa volonté expresse un voyage à l'étranger pour y intriguer contre le gouvernement de leur pays, avaient mérité un châtiment exemplaire, mais que ne

voulant pas sévir contre son propre frère et contre un homme comme Voutchitch qui avait en d'autres temps rendu des services importants à sa patrie, il se bornait à intimer à ce dernier un exil temporaire, et par des considérations de famille permettait à son frère de rentrer en Serbie, à condition qu'il ne se mêlerait plus aucunement aux affaires publiques. Il espérait, ajouta-t-il, que tous les deux reconnaîtraient bientôt leur faute et reviendraient à de meilleurs sentiments, protestant dans ce cas qu'il était prêt à oublier le passé, et à les recevoir de nouveau dans ses bonnes grâces. Mais jusqu'à ce que cet heureux présage s'accomplît, il invitait tous les bons patriotes à rompre toute relation avec eux, sous peine d'être regardés comme suspects d'adhésion à leurs desseins séditieux.

Cet isolement auquel Milosch condamnait son frère et sa famille ne fut complet qu'en apparence; car moi dont les sentiments étaient assez connus du prince pour craindre que jamais il me soupçonnât de complicité avec Éphrem, et qu'en ma qualité de médecin et d'ancien ami de sa famille, ne croyais pas que sa maison pût m'être interdite, je venais souvent soulager l'ennui de sa solitude, et j'eus lieu de m'apercevoir qu'il était exactement informé de tout ce qui se passait autour du prince et dans le reste du pays. Le consul Hodges lui rendait aussi de fréquentes visites, et tous les deux nous tâchions de lui inspirer une plus juste idée de ses devoirs et des périls de la position qu'il s'était faite. Mais M. Méanovitch, qui, après la résolution que Milosch venait de prendre de ne plus avoir aucune relation avec lui n'avait plus rien à faire,

passait avec Éphrem tout le temps qu'il avait de reste, et par les flatteries qu'il lui prodiguait et les espérances dont il le berçait, détruisait chaque jour les bons effets de nos conseils.

Cependant la persévérance avec laquelle Éphrem, malgré son peu de courage moral et physique, poursuivait son plan, me donna la certitude que le danger se faisait de plus en plus imminent et que la perte du prince était inévitable, s'il ne trouvait un appui contre les projets de la Russie dans quelque puissance qui eût à cœur la conservation de l'état actuel des choses. Cette puissance ne pouvait être, selon moi, que l'Angleterre, la seule qui eût jusque là montré des dispositions à soutenir Milosch. Je résolus en conséquence de lui dire franchement ce que j'en pensais et de le supplier de ne pas s'endormir dans une nonchalance qui pouvait lui être fatale, mais de saisir la seule planche de salut qui lui restât, la protection de l'Angleterre.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

I.

Le jour approchait où, selon les prédictions du consul anglais, une démonstration hostile devait avoir lieu contre Milosch, et cependant aucun indice d'une commotion prochaine ne paraissait encore à l'horizon politique. Ceux qui n'avaient pas ajouté foi à ces pronostics, se réjouissaient maintenant de leur perspicacité, et ceux qui préféraient l'état actuel à une constitution quelconque, profitant de l'aversion que le prince ressentait pour ce régime, avaient fini par lui persuader que le peuple étant assez content de sa condition présente, personne ne pouvait prétendre qu'on y apportât des modifications, et que la Russie, et la Porte, malgré les remontrances de Voutchitch, d'Éphrem et de leur complices, n'ayant pas encore officiellement insisté sur ce point, avouaient ne pas s'en reconnaître le droit; que les factieux ne possédaient ni assez de force, ni assez d'influence pour tenter un mouvement à l'in-

térieur et que par conséquent il pouvait continuer tranquillement à gouverner, comme il l'avait fait jusqu'alors.

Le prince savait en outre qu'en proclamant comme loi fondamentale de l'État les quatre articles dont nous avons parlé plus haut et qui devaient servir de base à la constitution, il aurait imposé silence à ses détracteurs et rassuré la nation sur la rectitude de ses intentions. Il avait en conséquence rédigé cette proclamation, et ordonné qu'on en tirât quelques milliers d'exemplaires pour les envoyer à toutes les communes et autorités du pays et de la notifier ainsi à toute la nation. Mais quelqu'un de ses conseillers les plus intimes, partisan déclaré du plus complet absolutisme, lui ayant remontré qu'il suffisait que l'on gouvernât d'après ce programme sans qu'il fût besoin d'en faire une déclaration aussi solennelle, à laquelle la force des circonstances pouvait un jour créer au prince la nécessité de déroger; Milosch qui, comme tous les princes, désirait s'engager le moins possible lorsqu'il s'agissait de compromettre la plénitude de son pouvait, eut la faiblesse de se laisser vaincre par ces sophismes, et les copies de la proclamation restèrent à l'imprimerie nationale jusqu'à l'époque dont nous allons parler.

Vers la moitié d'octobre 1837 le prince reçut de l'agence Serbe de Bukarest la nouvelle positive de l'arrivée prochaine du colonel prince Dolgorouki aide-de-camp de S. M. l'empereur Nicolas et envoyé par lui de son camp de Vosnessensk en mission extraordinaire auprès du prince de Serbie.

À la joie qui s'épanouissait sur leurs visages, à l'activité mystérieuse qu'ils déployaient, comme s'ils combinaient quelque plan pour agir de concert dans la crise qui se préparait, il était facile de s'apercevoir que les adversaires de Milosch interprétaient à leur avantage la venue de cet envoyé extraordinaire. Il allait, selon eux, dicter la loi au prince de la part de l'empereur et lui proposer l'alternative de se soumettre de bon gré à ses ordres ou de s'y voir forcé par les armes.

De son côté, si le prince ne s'attendait pas à une intimation de cette nature il n'était pourtant pas sans inquiétude. Après ce qu'il avait tâté des agents russes, auxquels il avait eu à faire, il n'était pas loin de croire que le colonel Dolgorouki n'apportât dans les rapports qu'il allait avoir avec lui la hauteur et la morgue du baron Buchmann dont nous avons parlé. Mais quoique la Serbie ne fût qu'un tout petit État microscopique comparativement au colosse russe, quoiqu'elle ne jouît pas encore d'une indépendance absolue, et que le czar son protecteur prétendît peut-être d'en regarder le prince comme un de ses subalternes, à qui il n'avait que des ordres à donner, Milosch était bien décidé à ne pas subir cette humiliation qui aurait avili son autorité aux yeux de toute la nation, mis en émoi les esprits et encouragé les intrigants de toute espèce. Il me notifiait cette résolution dans la lettre même où il m'annonçait l'arrivée prochaine de l'aide de camp de l'empereur: « En vous communiquant cette nouvelle, « disait-il, je vous recommande d'en faire part au consul « Hodges, afin que lui aussi en soit informé. Dites-lui

«que je suis parfaitement préparé à le recevoir (Dol-«gorouki), et que j'ai fait les dispositions et pris les «déterminations nécessaires à cet effet.».

Le consul anglais à qui je communiquai cette lettre me chargea de prier le prince d'avoir la plus grande déférence pour la Russie dans tout ce qui ne compromettrait pas ses droits et les intérêts de son pays, mais de ne jamais souffrir qu'elle lui imposât ses volontés comme des lois; que la mission de la Russie était de protéger la Serbie et non de la *contrôler;* de la faire respecter dans ses relations avec la Porte et non de se mêler de son administration intérieure; et que, si elle prétendait se rendre supérieure aux droits que les traités asssuraient à la Serbie, celle-ci trouverait dans les puissances européennes, et nommément dans la Grande-Bretagne, l'appui nécessaire pour les soutenir.

II.

Lorsqu'on connut à Kragoëvatz l'arrivée prochaine de l'envoyé russe, ceux qui s'étaient moqués des prédictions d'Hodges, reconnurent le tort qu'ils n'avait eu de ne pas avoir suivi ses conseils. Mais on n'avait plus le temps de publier une constitution; le prince prit donc le parti d'ajouter à la proclamation déjà imprimée des quatre articles fondamentaux la promesse de la création d'un sénat. On la réimprima à la hâte.

Mais elle ne put être envoyée dans la province que la veille même de l'arrivée du colonel russe.

Par les bruits que les mécontents répandaient, Milosch avait appris que Dolgorouki était particulièrement chargé de lui demander au nom de l'empereur amnistie complète et rétablissement dans leurs emplois pour tous ceux qui avaient trempé dans quelque complot contre lui.

Dans le nombre il y avait aussi Abraham Stoïcovitch sélictar, qui tombé au pouvoir de Milosch avait été livré aux tribunaux et condamné à mort. Le prince avait jusqu'alors hésité de faire exécuter cette sentence en souvenir de l'affection qu'il lui avait porté et dont ce malheureux avait si indignement abusé. Mais l'imprudent jeune homme ayant, du lieu de sa réclusion, entendu parler de la mission de Dolgorouki, et se fiant peut-être à quelque promesse hasardée qu'on lui avait faite en Valachie, laissa échapper des propos outrageants contre Milosch et ses tribunaux et qui décelaient chez lui la certitude d'une libération prochaine. Ces propos furent rapportés au prince qui, pour montrer que la protection russe ne pourrait pas sauver ceux qui osaient le braver, le fit immédiatement exécuter, et exposer son cadavre sur la roue comme ceux des plus vulgaires malfaiteurs.

La conduite de Stoïcovitch avait été si infâme que les ennemis même du prince ne trouvèrent rien à redire à l'acte de vigueur qui le frappait. Il eut au contraire le bon résultat de convaincre tout le monde et l'envoyé russe avant tous, que Milosch ne se laisserait imposer par personne, et qu'il aurait au besoin le

courage de se défendre contre ceux qui l'attaqueraient.

III.

Le colonel Dolgorouki arriva le 15 octobre (v. s.) à Kragoëvatz, où il fut reçu par le prince avec toutes les marques de distinction dues à son rang et au puissant empereur qu'il représentait. Leurs premières entrevues se passèrent en simples compliments de part et d'autre, sans qu'on entamât les affaires. Mais dès le premier jour Milosch fit indirectement comprendre aux hauts fonctionnaires qui l'entouraient, que le prince Dolgorouki, ayant déclaré qu'il avait été envoyé en mission spéciale auprès de lui seul, il n'était pas nécessaire que personne allât le déranger, hors de ceux à qui lui, Milosch, en donnerait l'ordre. Cette recommandation suffit pour empêcher les intrigues que les mécontents comptaient nouer pendant le séjour de Dolgorouki en Serbie.

Si les aventuriers russes, presque tous d'origine allemande, portent dans leurs relations un orgueil insupportable, la haute aristocratie au contraire, née et élevée dans les brillantes sociétés de Saint-Pétersbourg, se montre toujours pleine d'urbanité et au fait des plus légères nuances de la politesse. Tel était le jeune prince que l'empereur Nicolas envoyait en Serbie.

Loin de prendre le ton hautain et les manières in-

sultantes du baron Buchman, il montra pour le knias cette considération et ces prévenances que l'on doit au chef d'une nation, quoique petite comme la Serbie. En public surtout il ne manqua jamais à ces égards que la bienséance prescrit envers les supérieurs, et ne laissa jamais percer l'objet de sa mission, ni les motifs qui y avaient donné lieu.

Le lendemain de son arrivée, Dolgorouki entra en conférence avec le prince. Milosch comprenait passablement le russe et savait se servir du dialecte serbe de manière à se faire parfaitement comprendre par ceux-là mûne qui ne connaissaient que le russe. Ils pouvaient donc s'entretenir sans témoins, et leurs entretiens n'en furent que plus secrets et plus explicites.

La mission du prince Dolgorouki n'avait réellement, comme il était aisé à prévoir d'autre but que les intérêts de la Russie. Il commença donc par rappeler au prince tous les bienfaits dont cette puissance avait comblé la Serbie, toutes les marques de bienveillance que l'empereur son maître avait données au knias, et par là le dévouement et la reconnaissance qu'il avait droit de s'attendre de la nation et de son chef. Protestant ensuite du parfait désintéressement de la Russie, il déclara que dans tout ce qu'elle avait fait pour la Serbie, elle n'avait été dirigée que par le désir d'être utile à une nation qui avait de commun avec elle l'origine, le langage, la religion, et que les conseils qu'elle avait donnés au knias ne tendaient qu'à assurer une existence paisible et heureuse à un pays qui par tant d'efforts héroiques avait reconquis la liberté. Ces con-

quis sa liberté. Quant à ces conseils, l'empereur avait droit de s'attendre à les voir suivis avec empressement, mais malheureusement il savait que le prince, abusé peut-être par les suggestions de quelque puissance rivale de la Russie, et de quelques amis trompeurs qui avaient surpris sa confiance, se faisait un point d'honneur de les mépriser, et semblait avoir pris à cœur de montrer que la protection de la Russie lui était à charge et qu'il désirait de s'y soustraire contre l'opinion et la volonté de la grande majorité de la nation.

Il lui reprocha ensuite, toujours avec la plus parfaite politesse, son intimité avec le consul anglais, et son ingratitude de préférer l'amitié de la Grande-Bretagne à celle de la Russie. De tous les griefs de Milosch, celui-là était le plus grand aux yeux de l'empereur son maître, qui, connaissant parfaitement combien il était difficile au chef d'une nation de contenter tout le monde, savait faire la part de l'envie, de la méchanceté, des espoirs décus dans les plaintes qu'on avait portées contre lui. D'ailleurs lui (Dolgorouki) venant à Kragoëvatz, avait eu l'occasion de se convaincre par ce qu'il avait vu, que la Serbie n'était pas, bien s'en fallait, dans le triste état qu'on avait voulu le faire croire. L'activité du commerce, la prospérité de l'agriculture, le bien-être et le contentement du peuple; l'état des routes, les écoles pour l'instruction de la jeunesse, les édifices publics récemment bâtis avaient frappé ses yeux et prouvé la mauvaise foi de ceux qui accusaient le prince d'avarice, de monopole, de malversation, et il promettait d'en référer à l'empe-

reur. Mais tout cela, ajoutait-il, ne suffisait pas pour redresser la mauvaise opinion que S. M. avait conçue de lui.

Observateur scrupuleux des traités, l'empereur exigeait que toutes les stipulations faites en son nom fussent loyalement observées. Or le hatichérif de 1830, dont la Russie devait garantir l'exécution, prescrivait la formation d'un sénat dont les membres fussent inamovibles. Cette clause jusqu'alors négligée, l'empereur avait raison de prétendre à la voir observée, d'autant plus qu'à faire partie de ce sénat, devaient être appelés ces notables qui, ayant jadis vaillamment combattu pour l'affranchissement de la patrie, avaient aussi des droits à la reconnaissance de la nation et de son prince.

Les bases de la constitution telles que le prince les avait publiées dans sa dernière proclamation, suffisaient pour assurer au peuple un gouvernement fondé sur des principes sans lesquels la liberté, la propriété, la vie sont dépourvues de toute sécurité, et le prince pouvait les développer comme bon lui semblerait; mais quant à l'institution du sénat il ne pouvait pas s'écarter de la lettre du hatichérif. Les membres en devaient être choisis parmi les notables qui avaient rendu les plus grands services à la nation, et l'envoyé russe fit voir au prince la liste des candidats que l'empereur croyait les plus dignes de cet honneur. Elle se composait de tous les plus chauds partisans de la Russie. Avec cette liste il proposa aussi les bases de cette fondation. Le nombre de sénateurs devait être d'un par nahia; ils étaient en conséquence 18, plus un pré-

sident et un secrétaire avec vote consultatif. Aucun décret du prince ne pouvait avoir force de loi et recevoir son exécution sans l'approbation du sénat. Le nombre, les attributions et les appointements des employés devaient être fixés par le sénat d'accord avec le prince. Tout ce qui avait rapport au budget actif ou passif devait aussi avoir sa sanction, et tout ce qu'il croyait nécessaire d'ordonner dans un but d'utilité publique, le prince devait aussitôt le convertir en loi. Le sénat était enfin chargé de surveiller la conduite des employés et d'en provoquer la destitution s'ils se rendaient coupables contre leurs devoirs. Les sénateurs étaient déclarés inamovibles et recevaient un honoraire convenable que le sénat fixerait d'accord avec le prince.

Telles étaient les prérogatives que l'empereur de Russie voulait qu'on attribuât à ce conseil suprême qu'il permettait d'appeler sénat, synode, conseil national, conseil d'État, au gré du prince.

Même avec cette assemblée la position du knias restait encore, selon Dolgorouki, assez belle. Il conservait assez d'autorité pour contrebalancer celle du sénat; puisqu'on lui laissait le pouvoir exécutif, la nomination aux emplois, le commandement de la force armée, le droit de faire grâce. Mais, quoi qu'il en fût la volonté de l'empereur était que Milosch se conformât à ce projet; et en l'acceptant de bonne grâce il pouvait toujours compter sur sa bienveillance et sa protection; tandis qu'en s'y refusant, quelles que fussent les promesses de l'Angleterre, la Russie ne manquerait jamais de moyens pour la lui imposer. Elle seule,

qui par l'action de ses armes et de sa diplomatie avait assuré à la Serbie les priviléges dont elle jouissait, avait aussi le droit de la protéger, et elle ne permettrait jamais qu'une autre puissance partageât avec elle cette charge. Néanmoins, ajoutait Dolgorouki, elle se serait toujours abstenue de se mêler des affaires intérieures de la Serbie, et aurait laissé la nation et son chef se donner le gouvernement qu'ils jugeraient à propos, si les autres puissances eussent imité sa réserve, et surtout si les ouvertures faites au knias à ce propos eussent été refusées. Mais puisqu'on l'avait prévenue sur ce point, et que Milosch montrait de la préférence pour les conseils de cabinets dont les intérêts étaient opposés à ceux de la Russie, rien n'était plus juste à elle, que de faire valoir ses droits et demander l'exécution de pactes stipulés sous sa garantie; l'empereur ne pouvant permettre que la position et l'importance politique que son intervention avait acquis à la Serbie, profitassent à d'autres puissances.

Par ces déclarations assez explicites, Dolgorouki montrait à l'évidence que la faute capitale de Milosch était d'avoir essayé de se soustraire à la tutelle exclusive de la Russie; et sans le dire ouvertement, il faisait assez clairement comprendre au prince que s'il se décidait à rompre toute relation avec le consul anglais et à embrasser aveuglement les conseils et les vues politiques de la Russie non-seulement on le laisserait parfaitement libre de suivre le système de gouvernement qu'il aimerait le mieux, mais on soutiendrait encore son autorité contre les mécontents.

IV.

Les manières du jeune diplomate, et l'art avec lequel il avait su mitiger ce que sa mission avait de blessant pour le prince, et flatter en même temps son orgueil en donnant du relief à ce qu'il avait fait pour la Serbie, et tout en s'efforçant de lui faire envisager les choses au point de vue de la Russie, ne jamais choquer son amour-propre par des menaces ou des grossièretés, avaient fini par lui gagner la confiance de Milosch, qui lui avoua franchement que sa conduite envers la Russie avait été dictée par la persuasion, que plusieurs circonstances avaient fait naître en lui, que de protectrice elle était devenue son ennemie et ne cherchait plus que sa ruine. Dolgorouki tâcha de son mieux de le faire revenir de cette idée-là attribuant à un fâcheux malentendu la fausse position où Milosch se trouvait vis-à-vis de la Russie, et l'assurant que le cabinet de Saint-Petersbourg une fois tranquille sur les sentiments du knias à son égard, bien loin de porter atteinte à son pouvoir, le soutiendrait au contraire de tous ses moyens et chercherait à le rendre le plus possible fort et prépondérant.

Mais, ajouta-t-il, en qualité d'ami, plutôt que d'envoyé politique, je prie Votre Altesse de céder pour le moment à la volonté de l'empereur sur le point du sénat. Comme tous les puissants de la terre, l'empereur ne peut pas souffrir de contradictions, et ce qu'il veut, il le veut; mais que Votre Altesse, par cette marque de déférence

à sa volonté lui prouve qu'elle est prête à se soumettre à ses désirs, et elle peut être sûre que jamais cette soumission ne tournera à son désavantage; car si jamais le sénat, au lieu de l'aider, l'entravait dans l'administration du pays, l'empereur ne manquerait pas de lui prêter son appui pour le mettre à la raison.

Quoique le knias, par un reste de ses anciennes habitudes de déférence pour la Russie, désirât vivement de donner à l'empereur une preuve de son profond respect en embrassant ses conseils et en se rendant à ses désirs, il eut cependant assez d'esprit pour voir le piége qui se cachait sous les cajoleries et les promesses de son envoyé; et fermement résolu de ne point céder sur le point du sénat, il répondit évasivement qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour se conformer aux volontés de la Russie et à la lettre du hatichérif, eu égard aux besoins, à la position politique et sociale de son pays, ainsi qu'aux vœux de la nation.

L'envoyé russe demanda ensuite au prince une complète amnistie pour tous les compromis politiques depuis 1835, ajoutant que l'empereur son maître désirait les voir rétablis dans leurs anciens emplois.

A cette demande, le prince répondit qu'en 1835 il avait déjà amnistié tous ceux qui avaient alors conspiré contre lui; que tous étaient restés à leurs postes et aucun n'avait été inquiété, quoiqu'il eût rencontré une vive opposition de la part des fonctionnaires restés fidèles, qui avaient demandé que les conspirateurs fussent punis selon la rigueur des lois, menaçant dans le cas contraire d'en faire justice eux-mêmes. Mais qu'a-

busant de sa générosité, ils n'avaient pas moins continué à se remuer contre lui et à semer la division dans le pays; que, malgré cette conduite déloyale il n'avait jamais sévi contre personne, se contentant de les faire surveiller de manière que la tranquillité puplique n'en fut point troublée; que trois seuls d'entre eux étaient bannis de la Serbie, c'est-à-dire, Simitch, Protitch et Voutchitch; que le premier avait lui-même demandé de rester quelque temps en Valachie où ses affaires réclamaient sa présence; le second avait pris la fuite pour ne pas être convaincu de malversation; le troisième seulement se trouvait dehors par son ordre à cause de l'opposition peu respectueuse qu'il avait toujours faite à son gouvernement, des propos outrageants qu'il avait tenus contre lui pendant son séjour à Méhaddia et de l'audace avec laquelle il le bravait, semant par ses discours et ses exemples séditieux la discorde parmi le peuple; que toutefois, pour donner à S. M. I. une preuve qu'il était prêt à se conformer à ses désirs en tout ce qui ne s'opposait pas absolument aux intérêts de son pays, il allait les rappeler sans délai, et les rétablir tous dans leurs charges, ainsi que son frère Éphrem.

Il prévint cependant M. Dolgorouki qu'à l'avenir il ne souffrirait plus que sa condescendance leur acquît l'impunité s'ils persistaient dans leur système d'opposition séditieuse, et que, s'il oubliait sincèrement et complétement le passé, il était aussi décidé à faire un exemple éclatant de tous ceux qui chercheraient encore à troubler l'ordre établi.

L'envoyé russe parut agréer cette ferme déclaration

de Milosch, ainsi que la franchise avec laquelle il avouait ses torts, qui tous trouvaient une excuse dans la singularité de sa position. Avec son peu d'éducation politique, au milieu des rivalités et des intrigues de quelques chefs envieux de la haute position qu'il avait su se créer, ayant à guider un peuple qui sortait à peine de la barbarie et de l'esclavage, il avait dû se porter à des actes de fermeté et de vigueur qui avaient été taxés de tyrannie par ceux qui ne connaissaient pas la force des circonstances où il se trouvait. Mais à présent que la condition morale de son pays s'était améliorée, sa ferme résolution était de le doter de lois sages et de ne gouverner que par elles. Sans les discordes intestines provoquées par la jalousie et l'avidité insatiable de quelques notables influents qui auraient voulu changer le pays en une vaste ferme à leur profit exclusif, les choses auraient déjà pu s'arranger. Mais que pouvait-il faire parmi tant d'intrigues, tant d'exigences, tant d'obstacles qu'on lui suscitait partout ?

Le knias n'eut pas de peine à convaincre l'envoyé russe que le patriotisme n'entrait pour rien dans l'opposition que lui faisaient les mécontents ; que le dépit de leurs espoirs déchus les faisait seul agir, qu'ils s'étaient tournés vers la Russie uniquement parce qu'ils espéraient qu'elle les aiderait à se débarrasser de lui ; que ni la propension pour sa politique, ni la crainte d'en perdre la protection, ni le désir de lui conserver son exclusive prépondérance en Serbie, ne les faisaient agir. Ils auraient eu également recours à l'Autriche à la France, à l'Angleterre au Grand Mogol, s'ils avaient

espéré d'y trouver l'appui dont ils avaient besoin pour l'abattre, ou lui ravir au moins une partie de son autorité, dont ils auraient abusé pour pressurer le peuple et exploiter le pays.

Quant à son aversion pour la Russie, que Dolgorouki lui reprochait, il répondit que les services qu'il lui avait rendus dans plusieurs occasions, et surtout dans la dernière guerre, prouvaient son attachement inviolable à cette puissance, dont il se plaisait à reconnaître les bienfaits et s'était toujours empressé de suivre les conseils. Il avoua cependant que les paroles échappées à Kotzebue, les railleries et les propos méprisants que quelque haut fonctionnaire russe avait tenus sur son compte, le peu d'empressement que la Russie avait mis pour engager la Porte à l'exécution du hatichérif, le désappointement qu'elle avait laissé paraître dans l'affaire de l'hérédité à la principauté et enfin le ton hautain et inconvenant que quelque agent russe, et surtout le baron Buchman, s'était permis de prendre avec ses officiers et même avec lui, avaient quelque peu affaibli les sentiments de gratitude et la confiance illimitée que la nation aussi bien que lui avaient toujours mies dans l'affection de la Russie, et l'avaient porté à tenir des propos, peut-être imprudents, qui avaient pu engendrer des soupçons sur son dévouement envers elle ; mais que tout cela n'avait pas suffi pour rompre, comme on le prétendait, cette étroite union que les intérêts de son pays et les siens lui prescrivaient de conserver avec elle, ou à lui faire oublier ses obligations, au point de se lier à une autre puissance à son préjudice ; et quoiqu'il n'eût pu se re-

fuser à recevoir avec les égards convenables les agents que des puissances alliées de la Porte avaient envoyés en Serbie, il défiait ses adversaires de prouver qu'il entretînt avec eux des relations politiques qui pussent donner de l'ombrage à la Russie. Même avec le consul Anglais ses rapports n'avaient jamais été que personnels. Sa renommée comme soldat, et ses manières franches et ouvertes avaient gagné à cet étranger les sympathies de tous ceux qui le connaissaient et les siennes surtout. Mais il ne lui avait donné de conseils que pour lui recommander la modération et l'observance la plus scrupuleuse des égards que la Russie était en droit d'exiger de lui comme protectrice de la Serbie, ainsi que de ses devoirs vers la Sublime Porte, sa suzeraine, dont les destinées étaient enlacées à celles de la Serbie de manière qu'elle ne pouvait tomber, sans l'entraîner dans sa chute.

Le colonel russe n'avait rien à redire à ces conseils sans mettre en évidence les vues intéressées de son gouvernement. Aussi répliqua-t-il, que les idées de la Russie sur la conservation de l'empire ottoman, et l'attitude que la Serbie devait garder vis-à-vis de la Porte, étaient les mêmes que celles du consul anglais, et que si l'Empereur son maître nourrissait l'ambition de conquérir l'empire ottoman, il était assez fort pour le tenter sans le secours des Serbes; que c'était donc lui faire tort que de supposer qu'il eût quelqu'arrière-pensée dans la sollicitude qu'il montrait pour la Serbie; que ce grief on pouvait le faire à plus juste raison à d'autres puissances qui, n'ayant aucune relation de commerce ou de voisinage avec la Serbie, y envoyaient des

agents diplomatiques qui ne pouvaient avoir d'autre but que d'y nouer des intrigues politiques et d'y exercer une espèce d'espionnage sous le prétexte du bien-être du pays et de la conservation de l'Empire ottoman.

D'ailleurs il répétait encore, la Russie ne prétend nullement se mêler des affaires intérieures de la Serbie, seulement elle a droit d'exiger que les clauses du hactichérif, dont elle a garanti l'exécution soient loyalement observées. C'est pour cela seul qu'elle presse l'institution du sénat conformément à l'article 20, et qu'elle déclare qu'en cas de désobéissance de la part du prince, elle se verrait forcée de se mettre d'accord avec la Porte pour lui imposer une constitution malgré tout ce que pouvaient dire de contraire la diplomatie européenne et les puissances qui paraissent s'intéresser à la Serbie.

Milosch protesta de nouveau qu'il se conformerait aux désirs de l'Empereur tant que les circonstances et les besoins de son pays le lui permettraient, sans toutefois s'obliger positivement à suivre les injonctions qu'on lui faisait à ce propos.

V.

Les paroles de Dalgorouki révélaient assez clairement quelle était dans ses relations avec la Serbie la politique de la Russie. Malgré le droit que les traités lui reconnaissaient de protéger la Serbie, elle ne pouvait exercer cette protection que d'accord avec

la puissance suzeraine de ce pays. Or, si elle avait été aussi désintéressée qu'elle s'en vantait, son devoir était d'inviter formellement et sans mystère la Porte à se mettre d'accord avec elle pour donner une constitution à la Serbie. Mais elle redoutait que la Porte, mise sur ses gardes par les conseils de la diplomatie européenne, ne découvrît que son but, en partageant le pouvoir entre le prince et un sénat, n'était que de s'emparer elle-même du gouvernement, en devenant l'arbitre suprême entre ces deux pouvoirs rivaux, et se refusât d'adhérer à sa demande, ou lui contestât résolument le droit de prendre une part aussi directe à l'administration de ce pays. C'était sur la crainte d'un échec de cette nature, que la Russie préférait à une marche franche et ouverte, les manéges mystérieux auxquels nous l'avons vue recourir; car c'est une circonstance digne de remarque, comme nous l'avons déjà observé, que le cabinet de Saint-Pétersbourg, pour se ménager le moyen de pouvoir désavouer son intervention illégale dans les affaires Serbes, ne voulût jamais avoir des relations officielles ou écrites ni avec le prince, ni avec les mécontents; mais se limitât toujours à des communications verbales qu'elle transmettait par ses agents, en recomandant le plus grand secret sur le véritable but de leur mission; secret que le colonel Dolgorouki ne recomanda pas moins au prince sur ce qu'il lui avait dit de la part de l'Empereur, le priant surtout de n'en rien dire au consul anglais à qui il lui conseillait d'écrire qu'il avait été envoyé près de lui seul, et que la mission n'avait pas un grand intérêt politique, et rien de désagréable pour lui.

Sur cette instance, le prince m'écrivit les deux lettres que je transcris ici, et qu'il fit voir à l'envoyé russe, me chargeant de les communiquer au consul d'Angleterre.

«Cher Cunibert.»

Nr. 569.

«Sachant que le consul anglais prend un grand in-«térêt à la venue du prince Dolgorouki en Serbie, je «vous recommande de le saluer de notre part, et de lui «dire que le prince Dolgorouki est venu ici avec les «meilleures intentions; que tous ses discours ont rap-«port au bien-être de notre patrie, et qu'en général «tout se trouve dans la meilleure condition qu'on puisse «désirer. Dites-lui encore que, Dieu aidant, le prince «russe partira lundi prochain. Nos ennemis furent et «seront trompés dans leurs espérances, et la honte «en retombera sur eux.»

«Faites savoir à M. le consul que le prince Dolgo-«rouki est venu ici en mission spéciale du maître Em-«pereur, adressée à moi seul et à aucun autre.»

«Je vous salue et suis

Votre affectionné
S. Milosch Obrénovitch
knias de Serbie.

Kragoëvatz, 16 8bre v. s. 1837.»

«Cher Cunibert.

Nr. 587.

«Vous ayant fait savoir avant-hier la venue du prince «Dolgorouki, envoyé à nous par le maître Empereur «en mission spéciale, je ne veux pas omettre de vous

«informer qu'il a rempli sa mission à sa grande louange. «Aujourd'hui je lui donne un festin, il partira après-«demain.»

«Sa mission n'avait aucun but politique d'importance, «mais se rapportait seulement à des objets ordinaires, «et aux relations habituelles que j'ai jusqu'à présent «entretenues avec la Russie comme puissance protec-«trice. Dans cette occasion il a pu examiner l'état de «la Serbie et se convaincre que les accusations lan-«cées contre nous par nos détracteurs auxquels reste «la honte d'avoir menti, n'avaient point de fonde-«ment.»

«Sachant que le consul anglais prend un grand in-«térêt à la venue du prince Dolgorouki en Serbie, je «vous charge de lui communiquer la présente comme «à un ami.»

«Je suis, etc.»

«Kragoëvatz, 18 8bre v. s. 1837.»

Ces deux lettres qui présentent au lecteur un échantillon du style de la chancellerie Serbe, montrent que Milosch se faisait encore illusion sur les sentiments de la Russie à son égard, et qu'il espérait en outre qu'après les explications qu'il avait données au prince Dolgorouki, et ce que celui-ci avait vu de ses propres yeux sur l'état de la Serbie, l'Empereur reviendrait de la mauvaise opinion qu'il avait de lui et qu'au lieu d'embrasser la cause de ses ennemis il le soutiendrait contre leurs intrigues.

Il avait si longtemps partagé avec ses compatriotes l'opinion que la Russie avait vraîment à cœur le bien-être de son pays, et était assez généreuse pour oublier

avec elle ses propres intérêts, que les preuves presque évidentes du contraire n'avaient pas encore eu la force de le désabuser complétement.

Ce fut donc bien sincèrement que dans une dernière conférence avec Dolgorouki il lui renouvela l'assurance de son profond dévouement à la Russie, et de son désir de rester toujours sous sa protection.

Il était, dis-je, sincère dans ces protestations, car il croyait aussi à la sincérité des déclarations et des promesses de Dolgorouki, et il était si fatigué des tracasseries que lui suscitaient ses ennemis qu'il voulait en finir avec eux en les privant de l'appui de la Russie, même au prix de quelques sacrifices aux exigences de cette puissance. D'ailleurs la connaissance qu'il avait de la faiblesse du divan, et de l'influence que la Russie y exerçait, et le peu de secours qu'il pouvait attendre des autres grandes puissances de l'Europe trop éloignées de la Serbie, paraissaient lui créer la nécessité de saisir l'occasion qui se présentait à lui, de se réconcilier avec la Russie, espérant que, satisfaite de sa soumission, elle ne chercherait plus à rendre son autorité illusoire par l'institution d'un sénat inamovible.

En quittant Kragoëvatz après y être resté une semaine, le prince Dolgorouki satisfait, à ce qu'il disait, des déclarations de Milosch, l'affermit dans l'espoir qu'il avait conçu à propos du Sénat.

Mais nous verrons bientôt que cet espoir ne fut qu'une illusion de courte durée.

VI.

Pendant son séjour à Kragoëvatz Dolgorouki ne voulut jamais recevoir en audience secrète aucun des mécontents, et garda avec tout le monde le plus profond silence sur l'objet de sa mission. Cette circonstance, jointe au contentement qu'on pouvait lire sur les traits du prince, inspira pour quelque temps des inquiétudes sérieuses au parti de l'opposition, et quoique Milosch, pour donner sans retard une preuve de condescendance à la Russie, envoyât, aussitôt que Dolgorouki fut parti, à Voutchitch, Simitch, et Protich l'autorisation de rentrer en Serbie, avec promesse de leur rendre les places qu'ils occupaient avant de quitter leur patrie, ses ennemis crurent avoir perdu la partie, et craignant que Milosch avait réellement fait sa paix avec la cour de Saint-Pétersbourg, plusieurs d'entre eux, jugèrent à propos de prendre leurs précautions en simulant une réconciliation avec Milosch et le désir de faire cesser cette sourde opposition qui, de leur propre aveu, embarrassait la marche du gouvernement. Le colonel Hodges, qu'ils savaient ami de Milosch, et qui s'était toujours efforcé de les mettre d'accord avec lui, leur parut l'intermédiaire le plus propre pour traiter cette réconciliation. Le plus souvent c'était moi qui leur servais d'interprète auprès du colonel, et je puis en conséquence en parler avec connaissance de cause. Aucun d'eux ne disconvenait de ses torts, mais tous prétendaient trouver une excuse dans la pureté de

leurs intentions; ils avaient tous été loin d'en vouloir au prince dont ils reconnaissaient les mérites; leur haine s'adressait seulement aux conseillers qui l'environnaient et qui, venus en Serbie après que tout danger était passé, dans le seul but d'y chercher une subsistance ou de s'enrichir, étaient parvenus à s'emparer de l'esprit du prince et à y exciter la défiance contre ceux qui avaient en mille circonstances exposé leur vie pour la patrie, prétendant, parce qu'ils connaissaient quelques langues et avaient fait leurs classes de latin, être de grands hommes et faire la loi à ceux qui, quoiqu'illettrés avaient su délivrer leur pays et le gouverner tant d'années d'accord avec le prince.

Le colonel Hodges ne négligea pas dans cette occasion de mettre sous leurs yeux le triste tableau des maux qu'ils attiraient sur leur patrie par leurs malheureuses dissensions, et de leur dire de quelle honte ils se couvraient et de quelle terrible responsabilité ils se chargeaient en invoquant l'intervention étrangère dans les affaires de leur pays, reniant par le fait l'indépendance qu'ils avaient conquise au prix de tant de sang; et tout cela uniquement pour se venger de leur prince. Les paroles du consul firent sur tout ceux qui n'étaient pas entièrement corrompus une profonde impression, et je n'hésite pas à croire, qu'ils se seraient sincèrement réconciliés avec le prince. Mais malheureusement chez Éphrem, Pétroniévitch et Voutchitch, chefs du parti, ce désir de réconciliation n'était qu'une feinte pour rentrer en grâce auprès du prince, et ils continuèrent à semer la discorde et à prêcher la sédition.

De con côté le prince accueillit avec empressement

les ouvertures que le consul anglais lui faisait au nom de ses adversaires. Et pour assurer de plus en plus la réussite de ces pratiques officieuses, il ne fit jamais, en parlant avec eux, aucune allusion au passé; il les appelait souvent pour les consulter sur les affaires courantes et sur la constitution à laquelle on travaillait sans relâche et qu'il espérait devoir être prête pour la fin de l'année, pendant que par sa conduite il montrait la ferme intention de ne plus donner prise à l'avenir à ses accusateurs, et de vouloir gouverner d'après les lois fondamentales qu'il avait publiées, sans jamais s'en écarter.

VII.

En novembre le prince vint passer quelque temps à Belgrade; le colonel Hodges voulut tirer parti de cette circonstance pour amener Éphrem et Voutchitch à une réconciliation avec lui. Eux seuls, de tous les mécontents, n'avaient pas encore cherché à se rapprocher du knias; ils affectaient au contraire de se tenir le plus possible à l'écart et paraissaient avoir pris à tâche de montrer par leur conduite qu'ils se considéraient toujours comme ses ennemis. Le prince était vivement choqué de cette opiniâtreté qui décelait l'intention de le heurter de front et de le pousser peut-être à quelque mesure qui pourrait le compromettre. Et pour ceux qui connaissaient la lâcheté d'Éphrem, il était impossible de concevoir comment il osait

braver si audacieusement le prince. Il connaissait assez le caractère de son frère pour savoir que lorsqu'il était poussé à bout, aucune considération, aucune crainte des conséquences possibles n'était capable de l'arrêter dans son ressentiment.[1])

Le prince était convaincu que les seules suggestions de Voutchitch pouvaient lui donner ce courage factice, et il n'en fut que plus irrité contre celui-ci qui d'ailleurs poussait son audace à un tel point qu'un jour tout l'assendant d'Hodges sur l'esprit du prince suffit à peine pour empêcher une catastrophe.[2])

[1] Tel est en général le caractère des Serbes. Dociles, soumis, raisonnables, lorsqu'ils savent d'avoir tort; mais emportés et indomptables lorsqu'on les pousse à bout. Pendant mon long séjour en Serbie j'ai eu souvent l'occasion de voir des exemples terribles de cette particularité du caractère national.

[2] C'était vers le milieu de novembre. Le prince était allé rendre visite au consul anglais pour lui faire part des rapports qu'il avait reçus sur Voutchitch. Sa colère était d'autant plus légitime, que Voutchitch, entre autres propos insolents, avait dit que le prince n'oserait jamais sévir contre lui, quels que fussent ses torts. J'assistais à cette entrevue et jamais je n'avais vu le prince dans un plus terrible emportement. Les preuves de culpabilité contre Voutchitch abondaient. Il voulait donc le faire arrêter sur-le-champ, le traduire devant une commission, prier les consuls d'Angleterre et d'Autriche d'assister à son jugement et le faire exécuter le jour même s'il était condamné. Mais le colonel Hodges, qui avait quelque propension pour Voutchitch, et craignait des conséquences fâcheuses de cet acte de rigueur, se jeta aux pieds du prince et sut tant le prier qu'ils parvint à le calmer. Sans cela Voutchitch aurait payé de sa tête ses bravades. Je ne saurais dire les conséquences que sa mort aurait eues pour Milosch.

Le caractère actif et entreprenant de Voutchitch, la crainte qu'il inspirait au peuple, et à la foule des employés, la réputation d'homme intrépide, indomptable que ses exploits et ses vengeances terribles lui avaient acquis, en faisait le suppôt du parti de l'opposition et le plus dangereux parmi les ennemis de Milosch. Le colonel Hodges pensait donc avec raison, qu'on ne devait négliger aucun moyen pour le gagner au parti du prince. C'est pour cela qu'il avait intercédé pour lui, s'engageant à travailler de son mieux à cette conversion.

Hodges ne savait pas que de tous les sentiments dont Voutchitch était en ce moment animé, celui de sa haine contre le prince et sa famille était le plus vif et le plus implacable. Et il espérait que grâce à son bon sens et au patriotisme qu'il lui supposait il se serait rendu à des considérations de bien public et aurait oublié un instant son intérêt personnel.

Mais Voutchitch n'avait ni l'intrépidité, ni la franchise qu'on lui attribuait. Informé du danger qu'il avait couru, il se laissa prier et reprimander pour la forme par le consul, puis feignant d'être vaincu par ses raisonnements, il lui permit de faire en son nom les premiers pas auprès du prince. Ce n'était plus braver, c'était simuler de sa part. Le prince savait mieux qu'Hodges à quoi s'en tenir sur cette conversion sou-

Il est certain toutefois qu'elle aurait épargné à la Serbie beaucoup de larmes et de sang, et que la dynastie des Obrénovitch ne serait pas tombée, ni avec elle l'importance politique de la Serbie.

daine; mais pour montrer que rien ne lui était plus agréable que de pouvoir rendre sa confiance et son amitié à tous ceux qui rentreraient dans leurs devoirs, il accueillit avec empressement les avances de Voutchitch, et autorisa le colonel à lui assurer qu'ils saurait oublier le passé et réparer les torts involontaires qu'il pouvait avoir envers lui, s'engageant pour première preuve de sa sincérité, à lui obtenir de Constantinople le brevet et la décoration, qu'il ambitionnait, du Nichan-Iphtihar.

Tout différend en apparence arrangé, Hodges, pour accomplir son œuvre de réconciliation, conduisit Voutchitch chez le prince qui, ne permettant pas qu'il lui baisât la main en signe de sommission, l'embrassa cordialement, et sans faire aucune allusion au passé, lui donna des marques très-flatteuses de sa déférence, et demanda son avis sur quelques affaires d'importance dont on était venu à parler.

Presqu'en même temps et d'une manière tout à fait semblable, le consul anglais amena aussi Éphrem à une réconciliation, qui n'était pas plus sincère, avec le prince. Personne cependant ne se faisait illusion sur les sentiments de ces deux chefs du parti de l'opposition. Cette paix fut jugée ce qu'elle était en effet; une trêve insidieuse à l'ombre de laquelle ceux-ci espéraient de poursuivre leurs intrigues avec une plus grande sécurité.

Cette œuvre de réconciliation avait nécessité entre Hodges et le prince, de fréquentes entrevues auxquelles les ennemis de ce dernier ne manquèrent pas de prêter un sens politique. Mais si leurs entretiens

se prolongeaient quelquefois pour bien longtemps, et ne roulaient pas toujours sur l'objet principal de leur réunion, il est vrai de dire que l'amitié bien plus que la politique en était la cause.

Trahi par ceux-là même en qui il avait eu plus de confiance, environné de conseillers qui n'avaient en vue que leurs propres intérêts ou ceux de ses ennemis, le prince trouvait doux de pouvoir verser dans le sein du colonel Hodges, qu'il savait sincèrement attaché à lui, l'amertume dont son cœur débordait, et de chercher en lui les consolations et les conseils, que partout ailleurs il ne pouvait trouver. Ces conférences intimes n'eurent jamais d'autres témoins que moi, et une ou deux fois, le secrétaire Zivanovitch, incapable aussi d'en trahir le secret, que lui-même d'ailleurs avait intérêt à garder. Mais elles avaient lieu dans la salle peinte (Charena) du vieux Konak, qui donnait sur une galerie où un valet de confiance se tenait à la porte, pour éloigner les curieux, comme on avait coutume de le faire toutes les fois que le prince donnait audience en secret. On était donc loin de croire que certains détails de ces entretiens pussent jamais être connus de personne. Mais le prince avait à faire à un parti trop actif pour pouvoir se reposer tranquillement dans cette sécurité. Quelques-uns de ses valets, sur la fidélité desquels il croyait pouvoir compter, avaient été achetés par ses ennemis; et, tout en gardant la porte, ils restaient l'oreille au guet pour saisir quelques mots de la conversation, qu'ils amplifiaient en les rapportant à ceux qui les payaient pour cela, et qui, après de nouvelles altérations les faisaient passer à Orsova

(quartier général de toutes les intrigues) d'où elles étaient transmises, avec des commentaires, à Saint-Pétersbourg.

A l'heure où j'écris je n'ai plus aucun intérêt à cacher la vérité sur ces conférences auxquelles ou donna alors un sens qu'elles n'avaient pas, pour les faire servir à irriter la défiance de la Russie contre le knias, et à répandre dans le peuple, et dans la classe des fonctionnaires surtout, une sourde inquiétude sur la forme de gouvernement qu'on prétendait que le prince allait adopter d'après les conseils du consul anglais.

Rien n'est plus faux que les bruits que l'on faisait circuler à cette époque. Le prince, nous l'avons déjà répété, avait peu de foi dans les secours que l'Angleterre pouvait lui prêter contre la Russie; et, selon la promesse qu'il en avait faite au prince Dolgorouki, il était disposé à faire tout ce qui était en son pouvoir pour montrer de la déférence et de la soumission à cette puissance. Mais surtout il était fermement résolu à suivre ces règles de gouvernement que lui-même s'était imposées par sa dernière proclamation, et à ne plus donner à l'avenir à ses ennemis aucun prétexte de se plaindre et de l'accuser de despotisme.

De son côté le consul anglais, loin de combattre ces sages résolutions, s'efforçait à y raffermir le prince; il lui recommandait d'avoir pour la Russie toute la condescendance qui pouvait se concilier avec les intérêts de son pays; et quant à l'administration intérieure, quoique, à ce qu'il connaissait du caractère et de la condition sociale du peuple serbe, il jugeât que le vrai besoin de ce pays était celui de lois simples, justes

conformes à ses mœurs, bien plus que d'un gouvernement représentatif, dont il n'était pas encore capable d'apprécier la portée, toutefois il conseillait au prince de publier le plus tôt possible un statut organique par lequel, sans entraver son autorité suprême, comme le faisait la constitution de 1835, il pût se conformer à la lettre de l'art. 20 du hatichérif, donner une marque de soumission à la Russie, et satisfaire en même temps aux exigences que l'esprit d'innovation avait fait naître partout. Voilà les leçons de despotisme, comme on appelait les conférences dont nous parlons, qu'Hodges donnait à Milosch.

Un autre point, sur lequel le consul anglais insistait, c'était la ligne de conduite que le prince devait suivre avec les fonctionnaires qui avaient intrigué contre lui. Il devait selon lui mettre de côté tous ses ressentiments envers eux, oublier complétement le passé, leur donner des preuves de confiance, les consultant sur les réformes à faire et sur ses projets d'avenir, et acceptant de bon gré les bons avis qu'ils pouvaient lui donner sur ces matières. Mais en même temps il devait marcher avec fermeté et courage vers le but qu'il s'était proposé, malgré l'opposition systématique qu'on pouvait lui faire.

«Et si, ajoutait-il, après la modération dont V. A. «a fait épreuve, après avoir fait à tous les partis les con-«cessions qu'elle croyait nécessaires au bon ordre et à «la tranquillité du pays, il y avait encore des gens assez «hardis pour troubler la paix publique, et de connivence «avec l'étranger, créer des obstacles au gouvernement, «alors votre devoir et votre droit est de sévir contre «eux avec toute le rigueur des lois.»

«Sa modération serait une faute, et l'indulgence un «danger; et la Sublime Porte pourrait vous rendre «responsable des conséquences; car ce serait porter «atteinte à sa suzeraineté que de souffrir qu'une puis-«sance étrangère, fût-elle la Russie, exige des modifi-«cations à la constitution politique et administrative de «la Serbie, sa vasale. Lorsque ces modifications vous «paraîtront nécessaires, c'est à vous seul comme repré-«sentant de la nation, à en prendre l'initiative, et c'est «avant tout à la Porte que vous devez vous adresser «pour cela.»

Quant à l'insistance de la Russie pour la création d'un sénat inamovible, il suffirait du plus petit grain de bon sens pour s'apercevoir que le *divide et impera* était le but que cette puissance se proposait par cette exigence; et le colonel Hodges recommandait à Milosch d'y résister de toutes ses forces, sous peine de voir son autorité s'évanouir. «La Porte, disait-il encore «ne sera pas si débonnaire pour se prêter à une me-«sure qui serait toute à l'avantage de la Russie, et cette «puissance n'osera pas toute seule venir vous con-«traindre à l'adopter par la force. La nation enfin qui «n'a pas encore oublié que l'opposition insensée d'un «sénat semblable aux plans de campagne de Kara-«George à causé la catastrophe de 1813, ne se lais-«sera pas gagner par les sophismes de ceux qui van-«tent les avantages d'un sénat inamovible. Elle com-«prend assez bien qu'il vaut mieux pour elle de n'a-«voir qu'un seul maître que d'en avoir 18. D'ailleurs «elle aime le système d'administration simple et à bon «marché que vous avez adopté, et sait que vos

«adversaires, sous le prétexte de mettre des limites «à votre despotisme ne cherchent qu'à s'enrichir à ses «dépens. Fort de votre bon droit, de l'appui de la «Porte, et de l'amour de votre peuple vous n'avez «donc rien à craindre des menaces qui vous viennent «de l'étranger. Aucun gouvernement ne serait pos- «sible s'il devait conserver en charge ceux qui ont «perdu sa confiance et intriguent contre lui; ce serait «prétendre de V. A. un suicide politique que de lui impo- «ser un sénat inamovible. Mais comme un fonctionnaire «a le droit de se retirer, lorsqu'il n'est plus content de «sa position, le gouvernement doit aussi avoir celui «de le renvoyer, lorsqu'il a des raisons pour se défier «de lui.»

Tels étaient les conseils qu'Hodges donnait au prince dans ces conférences si calomniées; et je me trompe bien, ou il n'y a rien là dedans d'hostile à la Russie et de contraire aux saines maximes d'un gouvernement qui veut satisfaire aux justes désirs de son peuple plutôt qu'aux exigences d'un parti qui voudrait l'exploiter à son avantage exlusif.

VIII.

Vers la fin de 1837 le gouvernement de la Grand-Bretagne nomma le colonel Hodges consul général et agent diplomatique auprès du knias serbe. Cette mesure était très-significative, car par ce moyen l'Angle-

terre venait à reconnaître solennellement les droits politiques de la Serbie, et prenait en quelque sorte l'engagement de s'opposer à ce qu'elle tombât comme la Valachie et la Moldavie dans la dépendance absolue de la Russie.

C'est à la suite des rapports d'Hodges sur l'importance de ce pays, que la création de ce consulat avait été décrétée. Le colonel répétait sans-cesse que la Serbie, soit à cause du caractère, entreprenant, et belliqueux de son peuple, soit à cause de l'influence qu'elle exerçait sur les populations slavo-chrétiennes de la Turquie, avait bien plus de poids dans la question d'Orient, que les deux principautés transdanubiennes, et qu'il fallait en conséquence la soustraire à l'influence exclusive de la Russie, en appuyant puissamment le prince Milosch, qui connaissait très-bien les vues ambitieuses et intéressées de cette puissance, mais n'avait pas assez de force pour lutter contre elle avec avantage, surtout s'il se trouvait abandonné par la Porte, malgré l'intérêt qu'elle avait à le soutenir.

Sir David Hurquhart, et tous les hommes doués de quelque sens politique, qui ont examiné l'état de la Turquie, ont reconnu, que le plus grand péril pour la monarchie ottomane est celui d'une commotion intérieure. Or cette commotion, la Russie, par les immenses relations qu'elle s'est ménagées dans le pays, est en état de la provoquer, lorsqu'une occasion favorable se présentera. Et dans ce cas c'est à la Serbie qu'elle réserve l'initiative. L'Angleterre en 1837 paraissait avoir compris cette vérité et les consulats généraux qu'elle établit à cette époque en Turquie n'avaient

d'autre but que d'y observer les menées de la Russie et d'en paralyser les effets, surtout en Serbie, pays destiné par cette puissance à jouer le rôle principal dans le dénouement du grand drame de l'empire de Mahomet.

Malheureusement elle ne persista pas assez dans cette idée. Par des considérations d'un intérêt plus immédiat, elle abandonna plus tard et malgré ses promesses le prince serbe aux ressentiments de la Russie à qui elle-même l'avait exposé.

Par sa dépêche du 15 décembre 1837, Lord Palmerston informait le knias de la détermination de son gouvernement d'ériger le consulat britannique de Belgrade en consulat général, le priant d'agréer cette mesure comme une preuve du vif intérêt qu'il prenait au prince et à son pays. Le colonel Hodges, ajoutait le ministre, qui doit son avancement, non-seulement à ses mérites personnels, mais aussi à la confiance dont l'honore V. A. lui fera plus particulièrement connaître les bienveillantes intentions de notre gouvernement. Je la prie de lui ajouter foi, etc.

Lord Ponsomby, ambassadeur anglais à Constantinople, écrivit aussi au prince à cette occasion une longue lettre en date du 6 Janvier 1838, où, après des protestations de la plus vive bienveillance pour lui de la part de la Grande-Bretagne, il le priait de se prémunir contre les suggestions de l'étranger, et lui assurait que, continuant à marcher dans la voie légale, où il s'était mis par la proclamation des articles fondamentaux d'une nouvelle constitution, il déjouerait facilement toutes les intrigues qu'on pourrait

ourdir contre lui et pourrait au besoin compter sur le patronage de l'Angleterre et de toutes les puissances amies et alliées de la Sublime Porte qui n'avaient d'autres vœux à faire pour la Serbie que de la voir tranquille, heureuse et libre dans son administration intérieure.

Avant de parler de l'effet que produiraient sur l'esprit du prince ces offres de protection si explicites, je dois m'arrêter sur un incident de peu d'importance en soi-même, mais qui pourtant donna matière à parler aux calomniateurs de Milosch, accoutumés à interpréter méchamment ses actions, même les plus indifférentes.

Le colonel Hodges voulut célébrer sa promotion au grade de consul général, par un bal précédé d'un banquet, qu'il pria le prince d'honorer de sa présence lui laissant le choix des personnes qu'il désirait y inviter. Le prince accepta et envoya au colonel la liste de ceux qui devaient l'accompagner. Sur cette liste, outre celui de la princesse, et de ses deux enfants, figuraient les noms d'Éphrem et de sa famille, ainsi que de tous les fonctionnaires qui se trouvaient alors à Belgrade, y compris ceux qui passaient pour appartenir au parti de l'opposition, et les deux légistes hongrois Hazitch et Lazarovitch qui travaillaient à la compilation du code. Ce fut une des fêtes les plus splendides qu'on eût jamais vues en Serbie. A table où l'on évita de parler politique, régna la plus grande tranquillité, et au dessert, on porta plusieurs toasts au prince et à sa famille, à la prospérité de la Serbie et de l'empire ottoman, *dont les intérêts ne doivent jamais être séparés, puisque l'avenir et les destinées en sont*

étroitement enlacées. A ces paroles du consul Anglais le prince répondit en portant aussi des toasts à la Reine Victoire, à la prosperité de l'Angleterre alliée de la Sublime Porte, au Grand Seigneur, et au czar Nicolas. protecteur de la Serbie, à l'Empereur d'Autriche, qui avait droit à toute la reconnaissance des Serbes pour la générosité qu'il avait montrée vers leur patrie en plusieurs circonstances, et notamment pour avoir mis à la disposition du prince les deux illustres légistes chargés de la compilation des codes qui devaient régler les relations et assurer les droits de tous les Serbes; et enfin à l'union et à l'entente cordiale de tous les bons patriotes. «Puissent, s'écria-t-il, cesser à jamais «toutes les dissensions qui nous divisent; puissent le «statut organique et les codes que j'espère promulguer «satisfaire aux désirs de tout le monde, faire entrer «notre patrie bien-aimée dans le nombre des nations «civilisées, et accroître tous les jours sa prospérité! Si «Dieu daigne ne m'appeler à lui qu'après avoir comblé «ces vœux, les seuls que mon cœur ait jamais formés, «de voir assuré le bonheur et l'avenir de mon pays, la «mort me sera douce, et légère la terre qui couvrira «mes os![1])» Il y a loin de ces toasts à ceux que Cyprien Robert dit portés *au despotisme du prince* par Hodges à qui il prête encore ces paroles: «Surtout point de lois; «après le diable rien n'est plus funeste que les législa-«teurs.» Ce toast et ces paroles auraient été une faute

[1] Manière de s'exprimer usitée en Orient et surtout en Serbie, pour dire que l'âme, après la mort, ne souffrira aucune peine pour les fautes de cette vie.

politique, un outrage pour les fonctionnaires serbes, et pour les deux hongrois qui travaillaient à la législation de la Serbie, et un manque de bienséance pour tous, ce dont le colonel Hodges était incapable.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

I.

Les instructions envoyées par le foreign office à M. Hodges disaient, que le but du consulat général qu'on érigeait à Belgrade était de s'opposer à ce que la Russie ne fît de la Serbie un instrument de sa politique et de ses vues ambitieuses sur l'empire ottoman, et d'assurer le knias que, tant qu'il resterait fidèle aux devoirs que lui imposaient les traités et sa condition de vassal de la Sublime Porte, tant que la Serbie resterait tranquille à l'intérieur et n'irait pas troubler les provinces limitrophes turques ou autrichiennes, tant qu'une majorité forte et bien prononcée ne se déclarerait pas contre le gouvernement actuel, aucune puissance n'aurait le droit de lui tracer la marche qu'il devait suivre, ou de le forcer à introduire des modifications dans le système d'administration, qu'il avait suivi jusqu'alors; et qu'on espérait faire comprendre à la Porte combien sa politique exigeait qu'elle interprétât autrement que la Russie l'article 20 du hatichérif

et qu'elle concentrât l'autorité suprême dans les mains du prince Milosch dont les intérêts étaient indissolublement liés avec l'existence de l'empire ottoman. De son côté le consul général devait mettre le prince et tous les patriotes serbes en garde contre les suggestions d'une puissance quelconque, qui eussent pour but de les détourner de leurs devoirs envers la Sublime Porte; mais surtout contre les promesses qu'on pouvait leur faire d'un agrandissement de territoire ou d'une complète indépendance de leur nation; car ces promesses ne pouvaient être qu'un leurre dont on les bercerait pour les faire servir d'instrument à des vues ambitieuses. Les plans des grandes puissances limitrophes de la Serbie, en cas de dissolution de l'empire ottoman, étaient assez connus. Le sort de la Pologne lui était réservé, et la Serbie dans ce partage aurait perdu la position dont elle jouissait maintenant, et avec une partie des principautés Transdanubiennes, la Bosnie, l'Albanie et quelqu'autre province, elle serait jetée par la Russie à l'Autriche, *à peu près comme on jette un morceau de viande à un mâtin pour en apaiser les grognements.* En conséquence le seul parti qui restât à Milosch et à tous ceux qui aimaient la Serbie était de s'associer à la politique désintéressée de la Grande-Bretagne qui leur promettait *formellement* de les prendre sous sa protection, et de faire respecter les droits et les priviléges qui leur avaient été solennellement accordés. «Enfin, écrivait lord Palmerston, la création « d'un consulat général à Belgrade est une preuve de « plus de la politique franche et loyale que le cabinet « de S. M. B. veut suivre en Serbie en face de celle

«d'une autre puissance qui jusqu'à présent ne s'est ser-«vie que d'agents secrets et d'obscures intrigues. Le «consul anglais ne doit donc point se gêner d'avouer «hautement les intentions de son gouvernement à cet «égard.»

Le colonel Hodges me lut mot pour mot la dépêche qui contenait ces instructions, qu'il disait n'être qu'une répétition de celles qu'on lui avait données oralement à son départ de Londres, et il me chargea de la communiquer au prince.

Ces promesses de l'Angleterre, quoique officielles et positives, ne rassuraient pas complétement le prince, et ses conseillers. On se souvenait de la réponse que le chef de la grande députation britannique au congrès de Vienne en 1815 avait donnée au proto-pope Mathieu Nénadovitch député de la Serbie, qui le priait de s'intéresser au sort de sa malheureuse patrie. «La «Serbie est trop éloignée et hors du cercle d'action de «la Grande-Bretagne, pour que celle-ci puisse lui être «matériellement ou diplomatiquement de quelque se-«cours.» C'était le représentant des tories (le duc de Wellington), qui avait prononcé ces paroles, et il était à craindre que ce parti, revenant au pouvoir, ne reniât les promesses faites par les whigs maintenant au ministère, et n'abandonnât la Serbie à son sort. Lors même que ce changement de politique n'aurait pas lieu, que pouvait opposer l'Angleterre, à une si grande distance, aux immenses moyens d'action de la Russie qui, à une force matérielle de premier ordre, avec laquelle elle pouvait immédiatement accabler la Serbie, joignait une influence bien supérieure à celle de l'Angle-

terre sur les populations chrétiennes de la Turquie par sa religion, et sur le divan par son or? Que pouvait-elle la politique franche et loyale que l'Angleterre déclarait vouloir suivre en Serbie contre les intrigues dont la Russie, au moyen de ses innombrables agents secrets, enveloppait, comme dans un réseau, tout l'empire ottoman?

Ces considérations avaient un grand poids aux yeux de Milosch et de ses conseillers. Je fus le seul, je dois l'avouer, qui ne pensais pas comme eux, et je priai le prince de vouloir mûrement réfléchir à ces offres qu'on lui faisait. J'avais alors la simplicité de croire qu'un gouvernement quelconque ne pouvait pas, sans forfaire à l'honneur, manquer à des promesses aussi solennelles, et que quel que fût le parti qui gouvernât la Grande-Bretagne, il se serait tenu engagé par la parole de ses prédécesseurs à soutenir la cause de la Serbie. Si je n'avais pas acquis plus tard la certitude, que la perte du prince était arrêtée même avant l'arrivée du consul anglais, je ressentirais un remords éternel d'avoir contribué pour ma part à le jeter dans les bras de l'Angleterre, seul moyen qui lui restât, selon moi, de se conserver au pouvoir et de déjouer les machinations de la Russie et de tous ses ennemis.

II.

Toutefois les paroles ne suffisaient pas pour convaincre Milosch que l'Angleterre pouvait et voulait le protéger en cas de besoin. Il demandait des faits.

«Si l'on veut, disait-il, soustraire la Serbie à l'in-«fluence exclusive de la Russie, le seul moyen d'attein-«dre ce but est de faire qu'à l'avenir les Serbes n'aient «plus rien à espérer ou à craindre de cette puissance. «A cet effet on devrait persuader à la Porte de remplir «de bonne foi toutes les promesses contenues dans «ses hatichérifs et qui jusqu'alors étaient réstées inob-«servées, et à faire à la Serbie quelques nouvelles con-«cessions qui, sans nuire à ses intérêts, mettraient le «comble aux désirs de tous les Serbes. On devait en «outre engager l'Autriche et la Prusse à déclarer, «d'accord avec l'Angleterre et la France, que la Serbie, «telle qu'elle était alors constituée, restait sous la pro-«tection des grandes puissances européennes.

«La S. P., ajoutait-il, éclairée sur ses vrais intérêts «ne devait pas avoir de peine à comprendre, que «puisqu'il ne fallait plus songer à réduire la Serbie «sous son joug, il valait bien mieux s'en faire une «vassale affectionnée, et intéressée à la soutenir, que «de la jeter complétement dans les bras de la Russie «qui en ferait un instrument de ruine pour elle.

«La France, l'Autriche et la Prusse, si vraiment elles «désiraient la conservation de l'empire ottoman, de-«vaient aussi accéder volontiers à ce projet qui, pla-

« çant la constitution serbe sous la protection des grandes « puissances, ôtait à la Russie un moyen puissant de « susciter des embarras à la Turquie.

« De son côté la Russie ne pouvait pas s'y opposer « et se refuser à partager sa protection exclusive de « la Serbie avec ces puissances, sans dévoiler les vues « secrètes qui la faisaient agir. »

Le colonel Hodges voyait donc que, malgré les preuves d'amitié dont le prince le comblait, il ne réussirait pas à lui inspirer assez de confiance dans l'Angleterre, et à contrebalancer l'influence russe, en Serbie s'il ne donnait pas, une preuve matérielle de la puissance de son gouvernement, et de sa volonté de lui être utile.

Assurer aux Serbes la possesion exclusive de la ville de Belgrade, aurait eu sans doute, comme le prince même le lui avait dit, un effet immense sur leur esprit d'autant plus, que c'était grâce à un injuste arbitrage de la Russie qu'une partie de cette ville avait été conservée aux Turcs. Or M. Hodges espérait que Lord Ponsonby et la politique anglaise, ayant pour le moment le dessus sur le Divan, ce projet était facile à réaliser.

Il trouvait bien plus difficile de faire déclarer la Serbie sous la protection des grandes puissances. Toutefois il ne croyait pas la chose impossible, si, l'affaire de Belgrade arrangée, le prince et la majorité des notables en faisaient la demande formelle.

Vers la fin de cette même année 1837 l'horizon politique s'obscurcissait plus que jamais en Orient. Le puissant pacha d'Égypte laissait entrevoir quelque velléité

de se rendre indépendant. Les réformes de Mahmoud choquaient la grande majorité des musulmans qui se déclaraient partisans acharnés de l'ancien régime, et ne pouvant donner carrière à leur humeur contre le sultan, se tournaient contre les raïas qu'ils croyaient complices de ces innovations qui les protégeaient contre leur despotisme féroce et fanatique. Les chrétiens, eux aussi rongeaient le frein et tournaient sans-cesse leurs regards vers la Grèce et surtout vers la Serbie, attendant le signal de l'insurrection. D'innombrables agents secrets à la solde de la Russie attisaient adroitement ce feu qui devait amener une catastrophe finale. Jamais l'empire des Osmanlis ne fut menacé d'un péril plus grand et plus imminent.

Dans cet état de choses les puissances intéressées à la conservation de la monarchie turque devaient plus que jamais apprécier l'importance de la Serbie qui, se mettant d'accord avec le pacha d'Égypte, et soulevant les populations de la Roumélie pendant que celui-ci, par l'Anatolie, s'avançait sur Constantinople aurait pu décider du sort de l'empire avant que les puissances européennes pussent prendre les mesures nécessaires pour s'y opposer avec la force.

C'est pour cela qu'Hodges ne doutait point que son gouvernement, engagé par ces considérations, n'acceptât le projet en question, et ne le fît accepter aux autres puissances. Il écrivit en ce sens à lord Palmerston et à lord Ponsonby, et pour mieux assurer le succès de sa démarche, il m'invita à lui exposer dans une lettre les raisons que je lui avais verbalement développées sur ce propos, m'assurant que mon écrit, envoyé par

lui au ministère, anglais, pouvait contribuer à le décider à entrer dans nos vues.

Après en avoir demandé la permission au prince, je rédigeai un mémoire en forme de lettre adressée à Hodges, où, après avoir exposé la position politique et sociale de la Serbie et son importance dans la question d'Orient, j'avisais aux moyens d'en faire une puissance auxiliaire de la monarchie turque, au lieu qu'à présent elle n'était pour celle-ci qu'une source d'inquiétudes; je m'attachais surtout à prouver que ce serait de la plus mauvaise politique de livrer aux ressentiments de la Russie Milosch qui, de tous ses compatriotes était le mieux disposé à résister à son influence, quoiqu'il ne pût rien faire à lui seul, vassal d'une puissance faible influencée par la Russie même et qui, méconnaissant ses intérêts, au lieu de le soutenir, était prête à le sacrifier à l'ascendant russe et peut-être aussi à l'espoir, mal fondé de reprendre après sa chute l'autorité directe qu'elle avait perdue en Serbie. — Je tâchais ensuite de montrer les avantages et l'opportunité de déclarer la Serbie sous la protection des grandes puissances, et combien il était nécessaire de donner aux Serbes une preuve matérielle de la puissance de la Grande-Bretagne, en empêchant, de quelque manière que ce fût, le pacha de Belgrade, Joussouf, de susciter continuellement des embarras au gouvernement serbe et en faisant évacuer Belgrade par les Turcs.

III.

Les agents russes étaient trop nombreux et veillaient de trop près le prince pour que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne fût bientôt informé de ce que le consul anglais proposait à son gouvernement à l'égard de la Serbie. L'empressement qu'il mit à faire partir pour Belgrade M. Vaschenko, son consul à Orsova, fait connaître que le plan que nous avions imaginé avait quelque chance de succès, et combien il contrebalançait les projets de la Russie.

Vers le milieu de février 1838, M. Vaschenko arriva donc à Belgrade. Le prince lui fit l'accueil qui lui paraissait convenir à l'agent d'une grande puissance protectrice de la Serbie, et fit pour lui ce qu'il avait déjà fait pour les consuls d'Autriche et d'Angleterre, c'est-à-dire, le logea provisoirement dans une maison à lui, attenante à son palais, qu'il avait achetée quelque temps auparavant. Cette maison n'était pas un palais, mais depuis vingt ans qu'elle avait été bâtie par un des plus riches négociants de Belgrade, elle passait pour être la plus belle maison particulière de toute la Serbie; et M. Vaschenko qui n'avait d'autre suite qu'un domestique, pouvait bien s'en contenter puisque d'ailleurs il n'y en avait pas d'autres. Mais comparant cette habitation aux logis des consuls d'Autriche et d'Angleterre, il eut l'air de se fâcher, parce que lui, l'agent de la puissance protectrice de la Serbie, était moins bien logé que les autres. Les partisans de la Russie firent chorus à ses plaintes, ils crièrent au scandale, et

voulurent y voir une preuve de plus de l'éloignement que le knias ressentait pour la Russie, et de sa propension pour l'Autriche et surtout pour l'Angleterre.

Pour donner le change aux conjectures qu'on allait faire sur son apparition à Belgrade, le consul russe, fit répandre qu'il n'avait que temporairement quitté Orsova, où il avait laissé sa famille et ses effets, et qu'il n'était venu en Serbie, que pour accomplir une mission d'intérêt commercial plutôt que politique. — Mais personne ne fut dupe de ces bruits; tout le monde devina que sa venue n'avait d'autre but que de contrebalancer l'ascendant que le consul anglais paraissait avoir pris dans les conseils du prince, et établir, s'il était possible, en Serbie, comme en Valachie et en Moldavie, la prépondérance de l'agent russe dans les affaires du pays, à l'exclusion des autres agents européens.

IV.

Je vais remplir la promesse que j'ai faite plus haut au lecteur de lui tracer le portrait du consul Vaschenko. En Russie tout ce qui n'est pas serf de la glèbe (mucik) est, ou prétend être noble (Blagorodni). Les officiers mêmes du rang le plus bas, les décorés de quelque ordre, ont droit à la noblesse personnelle et même héréditaire selon ces cas; et M. Vaschenko chevalier de Saint-Vladimir de 4me classe, et de je ne sais plus

quelle autre chevalerie, occupant une charge qui lui donnait le titre et les insignes de major, avait certainement droit de s'appeler noble; qu'il le fut aussi de naissance, comme il le prétendait, avec écusson et généalogie, c'est ce que je ne saurais dire. Il est certain toutefois que, eût-il été de la première noblesse, il avait peu à se glorifier du côté de la fortune, et qu'il ne pouvait dire, comme tant d'autres de ses compatriotes: mon village, mes esclaves, mon palais. En 1829 et 30 la famille de Milosch, se trouvant avec le gospodar Éphrem aux eaux de Méhaddia on vint à savoir qu'il y avait dans l'établissement des bains un employé russe, frappé d'une terrible maladie, et qui manquait des moyens de se faire traiter.

La princesse Liubitza généreuse et pleine de compassion pour les malheureux, en parla à son beau-frère, qui en écrivit au prince pour l'intéresser au sort du pauvre malade. Milosch sans savoir qui il était, touché seulement par des considérations d'humanité, donna tout de suite ordre de lui faire tenir cent sequins d'or et recommanda à son frère d'y ajouter tout ce qu'il lui fallait jusqu'à sa parfaite guérison. Le Baïractar Jovan albanais fut chargé par Éphrem de porter cet argent au malade qui le reçut avec des marques de la plus grande reconnaissance. Ce malade était M. Vaschenko qui devenu maintenant, comme il s'en vantait, représentant du puissant autocrate de toutes les Russies, se plaçant au-dessus du petit prince vassal et tributaire de la Porte, auprès duquel il était envoyé, non-seulement il oublia le bienfait qu'il en avait reçu dans la détresse, mais il parut prendre à tâche de

se venger de sa misère passée qui l'avait forcé à en accepter les secours.[1])

Vaschenko commença sa carrière diplomatique au *département des affaires orientales ou asiatiques.*[2]) Mais il fut bientôt enrôlé dans cette foule innombrable d'agents secrets ou non, dont la Russie, inonde la Turquie. Les qualités que l'on demande dans les individus qui s'appliquent à ce service sont: une grande habilité dans l'intrigue, une profonde dissimulation sur les desseins de leur gouvernement à l'égard de la Turquie, beaucoup d'hypocrisie, c'est-à-dire, une observance scrupuleuse des pratiques extérieures de l'église grecque, dont ils doivent prôner l'empereur comme le plus puissant soutien, et en prédire le triomphe prochain sur toutes les autres religions, et surtout sur le catholicisme pour lequel ils doivent inspirer une aversion plus profonde que pour l'islamisme. Mais la tâche principale de ces agents est de semer la défiance entre les Turcs et les chrétiens, prêtant à la Porte des intentions sinistres contre tous les deux, et détruisant les espérances qu'ils fondent sur les réformes du sultan, qu'ils doivent représenter aux musulmans comme contraires à leur religion et à leurs droits, et

[1] Le prince ignorait le nom de l'employé russe qu'il avait secouru, et même s'il avait secouru quelqu'un. Mais après l'arrivée de Vaschenko on lui rappela l'un et l'autre.

[2] Le département oriental ou asiatique est plutôt un ministère qu'une division de ministère. Cette spécialité du cabinet de Saint-Pétersbourg, le rang et l'importance de celui qui la dirige décèle mieux que toute autre chose les projets de la Russie sur l'empire ottoman.

cause unique de la décadence de l'islamisme, et aux chrétiens comme une vaine illusion dont veut les bercer un gouvernement incorrigible.

M. Vaschenko possédait à un dégré éminent toutes ces qualités; il avait fait ses preuves dans quelque mission secondaire en Bulgarie, et dans l'archipel; et les talents qu'il y avait déployés dans toute sorte d'intrigues, avaient porté son gouvernement à le mettre à la tête du complot que l'on tramait en Serbie contre Milosch. Peu connu dans la carrière diplomatique, la Russie espérait que M. Vaschenko, nommé au poste modeste de vice-consul d'Orsova, n'aurait pas donné l'éveil au knias serbe mais lorsqu'elle vit qu'on n'avait pas réussi à lui donner le change, et que Milosch se disposait à parer le coup qu'on voulait lui porter, elle jeta en partie le masque et changea l'humble et modeste vice-consul en agent diplomatique muni de pleins-pouvoirs et de tous les moyens, nécessaires pour assurer le succès de sa mission.

J'ai déjà fait observer que les consuls Européens en Turquie, investis d'ordinaire de pouvoirs beaucoup étendus par leurs gouvernements, exerçant une autorité sans contrôle sur leurs compatriotes, et fiers de se voir à la tête de leur petite société contractent en général un certain degré d'orgueil, et une haute idée de leur importance, qu'ils font peser non-seulement sur leurs administrés mais aussi sur les indigènes, grâce à l'ascendant qu'ils savent prendre sur les autorités locales par leurs promesses et leurs menaces.

Dans toutes les échelles du Levant les Francs forment un véritable *status in statu*, dont les agents con-

sulaires sont les monarques; ils y ont leur palais, leur cour avec ses intrigues, leurs gardes, leurs sujets, leurs flatteurs, leur inviolabilité, et, pour rendre la similitude plus frappante, ces souverains au petit-pied ont aussi quelquefois, dans leur domaine mycroscopique, tout comme les grands monarques, le parti libéral ou révolutionnaire qui en trouble la tranquillité; ce parti se compose de tous les gens assez téméraires pour dire ce qu'il pensent des abus que messieurs les consuls font quelquefois de leur pouvoir, ou pour les accuser devant leurs supérieurs.

Il va sans dire que cette morgue s'accroit en proportion de la puissance du gouvernement qu'ils représentent; et par conséquence que les Russes ont pris de ce côté le dessus sur tous leurs collègues. L'ascendant que la Russie exerce sur le divan, à cause de ses dernières victoires et des traités qui s'ensuivirent; de la crainte qu'elle inspire à la Porte, et de la sympathie des raïas qui en attendent la liberté et l'indépendance, donne aux agents russes en Turquie une puissance morale et de fait supérieure à celle des autorités turques mêmes. Ils seraient, s'ils en avaient les talents et le cœur, les O'Connels de la Turquie.

M. Vaschenko après avoir joui d'une si brillante position en Bulgarie et dans l'archipel, croyait pouvoir continuer son rôle sur un théâtre plus grand et où il pouvait se mettre mieux en évidence. Il espérait rester toujours le premier personnage et le plus important.

Mais malgré son séjour de quelques mois dans le voisinage de la Serbie, et ses relations intimes avec plusieurs personnes qui depuis longtemps connais-

saient le prince, il n'avait pas une juste idée du caractère de celui-ci. Croyant avoir encore affaire aux autorités turques, et d'être environné de raïas grecs ou bulgares qui l'enivraient de leurs adulations; encouragé par les conspirateurs qui affirmaient que toutes les sympathies de la nation étaient pour lui; se flattant peut-être, par une présomption commune à tous les gens médiocres de pouvoir réussir où d'autres qui avaient la réputation d'être supérieurs à lui avaient échoué, il ne désespéra pas d'en imposer à Milosch, et de pouvoir le mener en laisse. Dès sa première entrevue il prit en conséquence le ton et la suffisance qui convenait au représentant, à l'*alter ego* du czar, et parla au prince comme le czar aurait à peine parlé à un de ses serviteurs.

Mais déjà prévenu contre M. Vaschenko dont il savait les intrigues à Orsova, et le but de sa mission en Serbie, Milosch le rappela bientôt à l'ordre, lui faisant comprendre, sans manquer toutefois aux convenances, qu'un prince dans son pays a droit aux égards de tout le monde et n'a des ordres à recevoir de personne, fût-ce du plus puissant empereur. Il lui répéta ce qu'il avait déjà dit au baron Buchmann et au prince Dolgorouki, qu'il recevrait toujours avec reconnaissance les conseils que la Russie aurait la bonté de lui donner, mais ne se laisserait jamais imposer la marche et le système qu'il avait à suivre dans l'administration de son pays. Le dignité ferme avec laquelle le prince prononça ce peu de mots désabusa le consul russe des illusions qu'il s'était faites et lui ferma la bouche, et Milosch, changeant de discours,

lui fit comprendre qu'il était inutile de revenir sur ce point.

Quoique le physique de Vachenko n'eût rien de rebutant, il y avait toutefois dans sa physionomie quelque chose qui ne prévenait pas en sa faveur. L'orgueil, la présomption, une haute idée de sa supériorité physique et morale, le mépris des hommes et des choses se lisaient sur ses traits, et ses manières ne démentaient en rien l'idée, que donnait de lui son extérieur. S'il avait mieux connu le caractère national, il se serait facilement convaincu que cette contenance ne pouvait pas avoir auprès des Serbes le même succès qu'elle avait eu auprès des Grecs et des Turcs, et il aurait pu modifier à temps son plan de conduite.

Milosch comptait passer un ou deux mois de plus à Belgrade; mais après quelques conférences qu'il, avait eues avec Vaschenko, il s'aperçut qu'il ne pouvait y rester plus longtemps sans s'exposer à faire un éclat qui aurait eu des conséquences fâcheuses. Ce Monsieur lui inspirait une répugnance invincible, et toutes les fois qu'il devait lui parler, il avait besoin de tout son sang-froid pour cacher le dégoût qu'il en ressentait. Il partit donc pour Kragoëvatz le premier jour de carême avec l'intention de ne pas retourner de sitôt à Belgrade.

V.

Milosch était à peine parti, qu'Ephrem, Voutchitch, et leurs complices, encouragés par la présence du consul russe jetèrent le masque et se moquèrent sans pudeur de la simplicité du consul anglais qui avait cru pouvoir les réconcilier malgré eux avec le prince.

Leur premier soin fut de donner quelque discipline au parti, et d'organiser la conspiration de manière à lui assurer le triomphe et à rendre inévitable la déchéance de Milosch.

La maison d'Éphrem devint le siége du comité dirigeant présidé par Vaschenko. Raïo Damianovitch secrétaire, intendant, *factotum* de la maison d'Éphrem fut nommé secrétaire du comité. Parmi quelques négociants ruinés de Belgrade on choisit des émissaires qui, sous le prétexte de leur commerce portaient les ordres et les instructions aux partisans de l'intérieur. Un vaste plan de corruption et d'espionnage fut organisé dans le but de détacher du prince tout ce qui lui était resté fidèle, et de connaître ses projets et les moyens dont il se servirait pour prévenir les effets de la conspiration. Insinuations perfides, calomnies, accusations anonymes, rien ne fut épargné pour semer la défiance entre lui et les personnes les mieux disposées à le soutenir; et l'on y réussit à un tel point que Milosch ne savait plus à qui demander un conseil, ou sur qui compter.

Calculant l'immense avantage qu'ils pourraient tirer

de ce que d'autres membres de la famille princière parussent ligués avec les conspirateurs, ils firent tous leurs efforts pour attirer à eux la princesse Liubitza et le prince héréditaire, et ils y réussirent en partie.

L'amour et le dévouement de la princesse et de son fils aîné pour le prince devaient convaincre le peuple et les notables toujours attachés au knias que le but des conspirateurs n'était pas d'attenter à la dignité et à l'autorite du prince, et cette persuasion devait les porter à s'attacher au complot ou à rester neutres. Le jeune prince héréditaire manquait trop d'expérience pour pouvoir apprécier la portée de ce qui se passait, et la princesse, malgré l'énergie et la générosité de son caractère, était femme, et l'espoir qu'on lui avait inspiré de voir tomber tous les obstacles qui s'étaient jusqu'alors opposés à l'amour exclusif de son mari, lui firent commettre l'imprudence, dont elle se repentit plus tard amèrement et qui hâta sa mort.

L'adhésion de la princesse Liubitza eut tout l'effet que l'on en attendait. La masse jusqu'alors flottante des employés et des notables entra dès ce moment en relation avec les conspirateurs, persuadée qu'on ne tramait rien de bien nuisible aux intérêts du prince là ou sa femme intervenait.

Les conspirateurs ne prenaient désormais plus de peine pour cacher leurs projets, dont ils avaient soin toutefois de ne laisser paraître que le beau côté; «Nous voulons, disaient-ils hautement, le bien de la patrie et une organisation politique et administrative qui, loin de porter atteinte au pouvoir du prince, doit au contraire le consolider. Nous voulons entourer le chef

«de la nation d'hommes sages, de bons patriotes, de «vrais serbes, capables de faire prospérer les intérêts «de la patrie et de soutenir l'honneur et la gloire du «prince et de sa dynastie. Nous voulons éloigner de «lui toute influence étrangère et les conseils de per-«sonnes sans expérience et sans connaissance du pays «qui voudraient diriger le gouvernement selon les «théories qu'ils ont apprises sur les bancs de l'école ou «dans les livres de la philosophie moderne. La princesse «Liubitza, presque toute la famille du prince, le haut «clergé, les fonctionnaires, et les notables de quelque «considération sont avec nous, et travaillent au succès «de ce projet que le prince abusé par ses conseillers «hésite encore à croire opportun et nécessaire.»

«Ce changement, ajoutaient-ils, s'opérera, sans se-«cousse, sans troubles, sans démonstrations hostiles «contre le prince, mais légalement avec l'intervention «officieuse de la Porte et de la Russie, qui, dans leur «sollicitude pour la prospérité du pays, seconderont le «vœu public, en faisant le bien de la Serbie malgré «tous les opposants.»

VI.

Cependant la constitution que le knias avait promise dans sa proclamation de l'automne précédent, venait d'être achevée. Fondée sur les quatre articles fondamentaux de la sûreté individuelle, de l'inviolabilité de la propriété, de la liberté du commerce, et de l'abolition

des corvées, du reste elle se rapprochait du projet envoyé par la Russie, excepté l'inamovibilité du sénat, les assemblées nationales (skoupstina) pour la révision du budget, que le prince voulait conserver, le titre donné à la Serbie de principauté héréditaire dans la famille des Obrénovitch, et le drapeau serbe dont la Russie n'avait point parlé. Cette constitution fut envoyée aux deux légistes chargés de la compilation du code, pour en entendre l'avis et en même temps pour tâter l'opinion du consul russe à qui Hagitch ne manquerait pas de la communiquer.

Ce Hagitch, au lieu d'imiter son compagnon Lazarovitch qui vaquait incessamment au travail pour lequel ils avaient été appelés en Serbie, et largement rétribués, s'occupait de toute autre chose. Ligué avec le consul russe et les mutins serbes, il assistait à tous leurs conciliabules, et était devenu un des détracteurs les plus acharnés de l'ordre des choses établi. Fier de la réputation d'avocat et de poète dont il jouissait parmi ses corréligionnaires de Neusatz, il espérait qu'en Serbie on aurait su apprécier ses mérites et qu'il aurait eu une part importante dans la direction des affaires et dans les conseils du knias. Déchu de ses espérances, il s'était jeté dans le parti de l'opposition, ne doutant pas que, les choses venant à changer, on ne lui rendît justice.

Méprisant les conseils de Lazarovitch et oubliant qu'on l'avait appelé en Serbie pour y travailler à la rédaction d'un code et non pour y faire de la politique, et fabriquer des constitutions, au lieu de déclarer, comme le fit son collègue, que le travail soumis à leur

examen par le prince n'était pas de leur compétence, il saisit avidement l'occasion qu'on lui présentait de montrer la supériorité à laquelle il prétendait en politique, et critiqua amèrement ce projet, mit en ridicule son auteur, en défigura le sens et l'intention, et déclara à tous ceux qui voulaient l'entendre, que la constitution de Zivanovitch n'était qu'un leurre pour continuer dans le système d'absolutisme pratiqué jusqu'alors; qu'elle ne présentait aucune garantie, qu'on devait faire son possible pour éclairer le peuple sur sa portée, et déterminer l'assemblée nationale à ne pas l'accepter; et que, si le prince voulait vraiment donner à la nation une charte libérale, il s'offrait de satisfaire les désirs de tout le monde et d'assurer à la patrie une vraie liberté.

Quoiqu'il n'entrât nullement dans les intentions de la Russie et des conspirateurs de donner à la Serbie un régime libéral fondé sur une représentation nationale, les propos d'Hagitch offraient une occasion trop belle à M. Vaschenko et à ses complices pour qu'on manquât de s'en servir comme d'un obstacle à opposer aux projets du prince et à la promulgation du statut.

Il n'y eut plus qu'un cri parmi les conspirateurs et leurs partisans contre cette constitution que la plus grande partie d'entre eux ne connaissaient pas même. On répandit partout que le knias, conseillé par le consul anglais, par Zivanovitch, par Cunibert, et appuyé de ses séïdes, ne voulait pas entendre parler de lois, de constitution, et de liberté; qu'il ne gouvernerait jamais qu'à la turque, c'est-à-dire à son caprice, et qu'il n'y aurait jamais rien à espérer de lui, si la Russie

et la Porte ne le forçaient pas à se conformer à la lettre du hatichérif et à accepter telle quelle la constitution que la Russie lui proposait et qu'il avait faussée dans sa base principale (l'inamovibilité) avec le statut dérisoire qu'il allait publier.

Cependant le consul Vaschenko de son côté protesta d'avance contre ce statut, parce qu'il le trouvait en opposition à l'article 20 du hatichérif qui prescrivait un conseil *inamovible et permanent,* pour assister le knias dans l'administration du pays, et déclarer à ce dernier que la cour de Saint-Pétersbourg s'opposerait toujours à toute constitution qui ne consécrerait pas ce point capital et insisterait auprès de la Sublime Porte, en vertu des droits que lui conféraient les traités, pour forcer le gouvernement serbe à adopter le mode d'administration stipulé par elle.

VII.

Si, après la mission de Dolgorouki, le prince avait espéré que la Russie reviendrait à des sentiments plus bienveillants à son égard, si, après la réconciliation avec les chefs de l'opposistion, il avait espéré éviter de nouvelles collisions, la conduite de Vaschenko et l'entente qu'il voyait régner entre lui et les mécontents l'avait à présent complétement détrompé. Il songea en conséquence à se défendre par tous les moyens qu'il avait à sa disposition, et ce fut alors qu'il se décida à

se jeter dans les bras de l'Angleterre et à accepter l'appui qu'elle lui offrait.

Le consul anglais, au nom de son gouvernement promit au prince, qu'en suivant les conseils de l'Angleterre, elle n'aurait aucunement permis à la Russie de provoquer sa déchéance, ni à la Porte d'y consentir, et qu'il n'avait rien à craindre si le peuple, comme tout le portait à croire, était content de lui.

J'ai toujours été, et je suis encore persuadé de la bonne foi d'Hodges en faisant ces promesses. Son amitié pour le prince et son intérêt pour la Serbie étaient on ne peut plus sincères. Il aurait fait tout ce qui dépendait de lui pour les soutenir. Le prince n'en doutait pas non plus, et je crois qu'aujourd'hui même dans son exil il se rappelle encore avec plaisir le colonel Hodges et les preuves d'attachement qu'il en reçut. Mais les événements l'emportèrent sur la bonne volonté du consul anglais.

On a écrit que l'Angleterre dans ses relations avec la Serbie n'avait en vue que les intérêts de son commerce. M. Cyprien Robert à ajouté que le colonel Hodges et Milosch, *le seul négociant libre de la Serbie*, s'étaient déjà entendus sur les bases d'un traité par lequel les métaux, les fourrures, les bois de construction, le charbon de terre et toutes les productions du pays devaient être livrées au commerce anglais en échange des calicots, indiennes, draps de Birmingham. A cette condition l'Angleterre assurait à Milosch le pouvoir le plus absolu sur ses sujets. La plus petite connaissance de la condition commerciale de la Serbie, suffit pour voir l'absurdité de cette assertion.

Milosch, vassal de la Porte, ne pouvait pas modifier les traités de commerce qu'elle avait avec les autres puissances. L'Angleterre pouvait donc commercer en Serbie aux mêmes conditions que dans les autres échelles du Levant sans devoir pour cela faire des avances au gouvernement serbe. Milosch aurait sans doute désiré donner une plus grande étendue aux relations commerciales de la Serbie, mais la position topographique de ce pays et la nature de ses produits n'allèchaient guère les négociants des autres nations à venir faire concurrence aux autrichiens qui seuls jusque-là avaient fait son commerce.

On avait déjà essayé à plusieurs reprises de tirer parti de l'immense quantité de bois de construction que possède la Serbie, mais toujours sans succès. L'exploitation des mines de charbon n'avait pas donné des résultats plus heureux. Quelques négociants avaient aussi essayé de donner un plus grand essort au commerce des porcs; mais par plusieurs raisons ces essais n'avaient pas non plus réussi.

La famille anglaise Vaade qui pendant un séjour de quelques mois en Serbie, avait eu lieu d'apprécier ses ressources territoriales avait jadis fait au gouvernement des propositions tendantes à donner un plus grand développement au commerce d'exportation, mais les conseillers du prince par un sentiment de défiance naturelle à l'ignorance, et de crainte d'indisposer la Russie avaient persuadé au prince de les rejeter.

Le prince avait plus tard reconnu la futilité des considérations qui l'avaient porté à ce refus, et désirant procurer à son peuple des leçons pratiques de com-

merce et les avantages que des relations plus étendues pouvaient lui assurer, avait prié le colonel Hodges d'inviter quelques négociants anglais à essayer quelques opérations en Serbie, les assurant qu'ils trouveraient toutes les facilités possibles de la part du gouvernement.

Ce fut, si je me rappelle bien, à la maison Shawe et Cie qu'Hodges s'adressa, et la réponse fut que les choses étant comme il le disait, il y avait d'excellentes spéculations à faire. La marine anglaise fait une énorme consommation de lard, qu'on lui fournit à un prix assez élevé. On pouvait sur cet article réaliser des profits considérables si l'on arrivait à le confectionner aux conditions requises. La maison Shawe se chargeait de faire elle-même à ses dépens les premiers essais, et si la qualité de la marchandise, sa préparation, et son transport en Angleterre par le Danube et la mer réussissaient à souhait, elle s'offrait d'établir en Serbie plusieurs abattoirs et tous les bâtiments relatifs. La concurrence que ces établissements allaient faire aux négociants hongrois aurait sans doute élevé le prix de cette principale branche du commerce serbe.

Quant aux charbons, aux bois de construction, et aux autres produits territoriaux, il était encore plus facile de s'entendre. La maison Shawe proposait de fonder une société dans laquelle pourraient entrer les négociants du pays, et qui ferait au trésor public des conditions telles que nulle autre ne pouvait en faire de plus avantageuses. Elle comptait en outre d'envoyer en Serbie des marchandises en concurrence de celles d'Allemagne. Au premier avis elle était prête

à faire partir pour la Serbie des mandataires afin de s'entendre sur tous ces points.[1])

Voilà la seule part qu'Hodges prit à cette affaire. Il n'y eut rien d'officiel, et Hodges n'a pas agi comme consul d'Angleterre, mais seulement comme ami. Sa mission, je le répète, n'était que politique, et ne regardait eu rien le commerce. Il n'a jamais reçu à cet égard ni ordres ni recommandations de son gouvernement.

Il est toutefois incontestable que si le plan d'Hodges et de la maison Shawe avait pu se réaliser, la Serbie trouvant une plus grand débouché, aurait produit davantage et délivré son commerce de la dépendance de l'Autriche. Les mines ne resteraient pas inutiles au sein des montagues, et ses bois de construction ne pourriraient pas dans ses immenses forêts. Les Serbes auraient pu faire un utile apprentisage sur diverses branches de commerce, et le trésor public y aurait

[1] Voici un tableau de l'exportation des porcs de Serbie sur les principales places d'Autriche et de Hongrie.

Provinces serbes d'où l'on fait une plus grande exportation.	Quantité Approximative exportée. de	à	Places de Hongrie ou d'Autriche où l'on tient les marchés.
Mikoviza	35,000	40,000	Mitrovitza Autrichienne
Klenka	35,000	40,000	id.
Oskonitza	45,000	50,000	Bezania près de Semlin
Visnitza	10,000	—	Paucciova
Dobravitza et Semendria	45,000	50,000	id. et Kovin
Rama	1,500	2,000	Nima Palanka
Pozece	400	600	Svignitza
Vintza sous Rama . .	1,000	1,500	Moldava
Feke	500	600	Orsova
Total	173,400	184,700.	

gagné les moyeus d'accomplir plusieurs œuvres d'utilité publique que le progrès social réclame hautement. Le Danube resté jusqu'alors propriété exclusive du commerce autrichien, aurait été ouvert à toute l'Europe; et la Serbie aurait en peu de temps atteint ce degré de prospérité matérielle à laquelle la richesse de son sol lui donne le droit d'aspirer.

Malgré qu'Hodges n'eût en vue que ces grands intérêts du pays qu'il commençait à aimer, quoiqu'étranger, on ne manqua pas de l'accuser de vouloir, d'accord avec Milosch, établir un monopole en grand, et faire à eux seuls tout le commerce de Serbie. Quelque écrivain s'est plu à répéter cette calomnie à l'étranger où l'on y a ajouté foi. Mais plus tard, plusieurs, parmi les adversaires mêmes du prince, ont dû reconnaître les immenses avantages de ce plan, et avouer que le consul anglais n'agissait que dans l'intérêt du pays. [1]).

VIII.

Sa position du prince était cependant devenue assez embarassante. D'un côté Vaschenko, Hagitch, etc. protestaient d'avance contre la constitution qu'il voulait

[1] Stoïan Simitch, après les événements de 1839 m'a ingénûment avoué qu'il reconnaissait lui-même que la chute de Milosch avait fait rétrograder la Serbie de cent ans. *Mais n'importe*, ajoutait-il, *nous nous sommes vengés.* En voilà du vrai patriotisme!

promulguer; d'un autre côté les émissaires de l'opposition répandaient parmi le peuple que la constitution qui devait conserver quatre articles que nous avons déjà cités plusieurs fois n'était qu'une vaine promesse qui ne devait jamais se réaliser. Le prince, justement irrité de ces intrigues, voulait renvoyer Hagitch, mais on lui faisait observer avec raison que les mutins profiteraient de cette circonstance pour dire qu'il ne voulait plus entendre parler de loi.

Lord Palmerston assurant le prince qu'il trouverait un appui dans le gouvernement de la Grande Bretagne, lui recommandait de vivre en bonne intelligence avec la Russie et de ne lui donner aucun prétexte de recourir à des messures hostiles contre la Serbie, mais en même temps de se mettre en garde contre ses in-insinuations en tout ce qui regardait la constitution et l'administration du pays. Or, si le prince promulgnait la consitution qu'il avait créée et contre laquelle le consul russe protestait d'avance, c'était le cas de fâcher cette puissance; si au contraire il acceptait le projet de la Russie, le seul qui pût la satisfaire, il tombait complétement dans sa dépendance et lui livrait de fait l'administration intérieure de la Serbie; si enfin, pour contrebalancer le sénat inamovible, que la Russie exigeait à tout prix, il instituait une représentation nationale, outre que ce remède pouvait devenir pire que le mal, il indisposait l'Autriche qui avait déjà protesté contre la constitution de 1835, et que lord Palmerston, Lord Ponsonby et sir Fréderik Lamb, ambassadeur anglais à Vienne lui recommandaient de

ménager, en ayant bien garde de se brouiller avec elle. [1])

Et cependant on ne pouvait pas retarder plus longtemps la publication de la constitution, sans laisser une apparence de véracité aux calomniateurs du prince, lorsqu'ils taxaient d'illusoires les promesses qu'il en avait faites. C'était, je le répète, une position assez embarrassante et qui n'avait pas d'issue.

Le consul anglais conseillait de convoquer tout de suite une assemblée nationale, de lui soumettre le projet de constitution, qu'on avait rédigé, et si, comme tout portait à le croire, elle l'acceptait, de la mettre sans délai à exécution. Mais le prince observait avec raison que, dans le cas que la skoupstina acceptât la constitution, ses adversaires n'auraient pas manqué de dire, et le consul russe de protester que ces assemblées n'exprimaient pas la véritable opinion nationale, puisque Milosch, à les entendre, pouvait toujours s'y ménager une majorité à son gré; si au contraire, comme on devait le prévoir, ses adversaires parvenaient, à l'aide de la Russie et de leurs intrigues, à se créer un parti assez fort, qui pouvait répondre que l'ordre ne fût troublé, et que dans une si grande multitude de gens armés, qui ne comprenaient rien aux usages parlementaires n'eut lieu quelque terrible col-

[1] Sir Frédérik Lamb priait Milosch de laisser croire à l'Autriche qu'il comptait sur elle plus que sur aucune autre puissance. «Les intentions de Metternich, disait-il, à l'égard de la «Serbie, sont bien différentes de ce que ses paroles pour«raient faire supposer.»

lision, dont les suites auraient été incalculables? Dans chaque hypothèse donc la prudence conseillait de ne pas convoquer d'assemblée avant que les choses ne fussent arrangées et tout différend composé.

Ce projet d'Hodges mis de côté, le cabinet anglais, informé de l'embarras où Milosch se trouvait, lui conseilla d'envoyer à Constantinople une députation pour y faire approuver la constitution contre laquelle la Russie avait protesté. L'ambassadeur anglais avait reçu l'ordre d'appuyer cette députation, et il se faisait fort de faire agréer purement et simplement à la Porte le projet de Milosch.

C'était une démarche tout aussi grave et qui pouvait paraître une atteinte portée à la plus précieuse prérogative de la nation, à son autonomie, et il répugnait singulièrement à Milosch d'infirmer le droit d'une administration libre et indépendante et de donner à la Porte un précédent sur lequel elle pouvait à l'avenir bâtir des prétentions inadmissibles. Mais on lui fit remarquer que ses ennemis en avaient déjà donné un pareil à la Russie en recourant, eux les premiers, à cette puissance, et que pour peu que l'agitation que tant d'intrigues avaient excitée dans les esprits continuât, elle donnerait naissance à des troubles qui lui serviraient de prétexte pour intervenir ouvertement dans les affaires serbes et y entraîner la Porte; qu'il était donc beaucoup plus raisonnable de s'exécuter de bonne volonté et de réclamer lui-même cette intervention de la Porte comme un acte de sollicitude paternelle du suzerain envers son vassal, que de la subir plus tard comme une nécessité. Ces raisons décidèrent

Milosch à la démarche que l'Angleterre lui proposait, comme au seul moyen de se tirer d'embarras.

Le sultan, informé par l'ambassadeur anglais de la résolution du knias, lui fit écrire qu'il recevrait très-volontiers la députation serbe, et saisirait cette occasion pour lui donner de nouvelles preuves de son impériale bienveillance.

Les circonstances ne pouvaient être plus favorables; car l'ambassadeur russe, baron de Boutenieff était absent de Constantinople et l'influence de l'Angleterre sur le divan à son apogée.

Milosch dut vaincre la répugnance qu'il éprouvait à se trouver de nouveau en contact avec M. Vaschenko, et revenir à Belgrade pour concerter avec le consul anglais les instructions qu'on devait donner à cette députation, dont le personnel était déjà nommé et se composait d'Abraham Pétroniévitch! Jovance Spassitch, commandant suprême du gouvernement de Schabatz, et Jacob Zivanovitch, secrétaire intime du prince. Ce choix manquait absolument d'à propos et le prince eut plus tard à s'en repentir.

IX.

Du côté de l'habileté et de l'expérience, Pétroniévitch était sans contredit l'homme de la Serbie le plus convenable pour cette mission; ses manières insinuantes, l'espèce d'éducation turque qu'il s'était faite pendant

ses longs séjours dans la capitale ottomane, la considération personnelle que lui donnait la dignité de Kiaïa (lieutenant) du prince, ses relations avec presque tous les membres du divan, lui assuraient beaucoup de chances de succès. Mais ses précédents rendaient suspecte la sincérité du dévouement outré qu'il affectait pour le prince. Après l'émeute de 1835, il avait su jouer si bien le rôle de converti, que le prince avait pleinement, cru à son retour à de meilleurs sentiments, et lui avait rendu toute sa confiance. Cependant tout le monde ne s'y trompait pas comme lui, et ceux qui avaient pris la peine d'observer avec tant soit peu d'attention sa conduite, étaient restés convaincus qu'il continuait à trahir le prince et à abuser contre lui de ses faveurs et de sa confiance. J'en fis la remarque au prince; mais il me répondit qu'il avait des raisons pour croire sincère l'attachement de Pétroniévitch, et resta ferme dans sa résolution.

Si un dévouement sans bornes, une fidélité à toute épreuve, un patriotisme ardent et sincère eût suffi pour réussir, le colonel Jovance Spassitch possédait à un haut degré ces qualités. Il adorait dans Milosch un bienfaiteur, un père, le libérateur et le soutien de sa patrie, et aucun sacrifice pour sa cause ne lui aurait coûté. Mais malheureusement ses moyens intellectuels ne correspondaient pas à sa bonne volonté. Homme d'exécution avant tout, il avait su avec une rare bravoure, se tirer d'embarras dans des circonstances fort difficiles; mais il n'était pas au courant des mystères de la haute politique, et moins encore en état de soutenir une discussion sur cette matière. D'ailleurs, quoi-

qu'investi d'une des premières charges de la Serbie, récompense due à ses longs et loyaux services, il n'était connu à Constantinople que sous le nom de *tatar* (courrier) Jovance, et ce nom n'était pas fait pour lui donner la considération qu'il aurait fallu à l'importance de sa mission.

Pour les talents, l'instruction et l'habileté, le secrétaire Zivanovitch aurait pu être le compétiteur de Pétrovitch; mais partout ailleurs qu'à Constantinople et avec de tout autres diplomates que des Turcs. Il ne connaissait pas un mot de leur langue, bien peu de leur caractère et moins encore les manières que doit prendre avec eux un ghiaour qui en attend quelque faveur. Il ne pouvait en conséquence que jouer un rôle secondaire dans cette députation, et passer par ce que dirait, ou ferait Pétroniévitch. Ayant l'occasion de l'observer de près, il s'était aperçu de la duplicité de celui-ci et prévoyait l'embarras dans lequel il allait se trouver; mais sachant qu'on l'accusait de vouloir exclusivement dominer sur l'esprit du prince, il n'avait pas osé lui dire ce qu'il en pensait, de crainte de passer pour son rival. Pétroniévitch, de son côté, le haïssait en secret, parce qu'il lui donnait de l'ombrage et se doutait d'en être connu et estimé à sa juste valeur.

Les amis du prince, qui connaissaient justement ces personnages, ne pouvaient s'empêcher de concevoir des inquiétudes sérieuses sur l'issue d'une mission dont le premier rôle allait échoir à Pétroniévitch; et les assurances du consul général d'Angleterre tempéraient seules ces inquiétudes.

Le prince arriva le 12 Mars (v. s.) à Belgrade, et le

14 il eut une longue conférence avec M. Hodges, suivie de plusieurs autres, dont le but étaient les instructions à donner aux députés qui allaient partir pour Constantinople, et les rapports qu'ils devaient avoir avec la légation anglaise. Le colonel Hodges avait été autorisé par son gouvernement à accompagner la députation serbe à Constantinople, ou à y aller plus tard pour en diriger la marche. Il avait offert au prince de partir tout de suite, s'il le croyait nécessaire. Mais le prince, craignant que ce départ ne poussât la Russie à des mesures décisives, jugea prudent de le différer.

Le prince notifia officiellement l'objet de cette mission à M. Vaschenko, ainsi qu'au colonel Philippovitch, qui avait remplacé Méanovitch au consulat autrichien.

Pendant son court séjour à Belgrade, le prince eut avec le consul russe plusieurs entrevues qui se passèrent toutes dans les règles de la plus parfaite bienséance. Il reçut aussi plusieurs fois Éphrem et Voutchitch, qui, quoique démissionaires, continuaient par son ordre à toucher leurs appointements, et, quoique ennemis, à recevoir de lui des marques de distinction et de bienveillance. Ils interprétaient cette générosité de Milosch comme une preuve de la crainte qu'ils lui inspiraient.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

I.

Après les fêtes de Pâques, la députation partit pour Constantinople où elle entra aussitôt en relation avec le Divan. Le prince de Sames, Bogoridi, et son gendre Mussuri, furent chargés l'un par la Porte, l'autre par Lord Ponsonby de leur servir d'intermédiaires auprès des députés serbes.

La question fut de suite soumise par le ministre des affaires étrangères au Conseil d'État, d'où elle devait immédiatement passer au Sultan. L'accueil fait aux députés, l'empressement du Divan pour une prompte résolution de cette affaire, l'intérêt que le Sultan montrait toujours pour Milosch et la Serbie, faisaient espérer que les choses marcheraient rapidement à une conclusion satisfaisante. Des lettres de Pétroniévitch étaient arrivées à ses amis en Serbie ; ils en paraissaient abattus et s'apprêtaient à tourner casaque et à se rapprocher du prince.

Vers la fin d'avril le consul anglais reçut de Milord Ponsonby une dépêche confidentielle, avec ordre de la communiquer au prince; mais comme après le départ de Zivanovitch il avait acquis la certitude que le contenu de quelques lettres qu'il avait communiquées au prince était venu à la connaissance de personnes qui auraient dû l'ignorer; soupçonnant que le nouveau secrétaire du prince Paou Jankovitch trahît son maître, il ne voulait plus envoyer par écrit les dépêches confidentielles qu'il recevait de son gouvernement, et il me pria d'en faire savoir au prince les motifs et de lui demander la permission de venir les lui communiquer verbalement lui-même. Le prince hésita quelques instants avant de lui donner cette permission, prévoyant que la Russie ne manquerait pas de lui en faire un grief; mais songeant que, puisque tôt ou tard on aurait connu la nature des relations qu'il entretenait avec le consul anglais, il valait mieux agir ouvertement, il se décida à la lui accorder. M. Hodges partit donc pour Kragoëvatz le 3 de mai et je l'accompagnai dans ce voyage pour lui servir d'interprète. Notre arrivée à la résidence du prince, donna lieu, comme nous nous y attendions, à des conjectures et à des commentaires sans fin.

La dépêche, que le consul anglais avait ordre de communiquer au prince, portait que le noble Lord était, on ne peut plus satisfait de l'empressement que le prince avait mis à envoyer la députation à Constantinople; qu'il avait la certitude que les désirs du prince seraient comblés, sauf pourtant un seul point, c'est-à-dire l'entière possession de la ville de Belgrade, dont

il ne jugeait pas à propos de parler avant d'avoir terminé d'autres affaires plus importantes. Mais que cet objet même n'était pas difficile à obtenir lorsque le moment serait venu d'en traiter avec la Porte. Le but de la mission serbe à Constantinople, continuait lord Ponsonby, avait été atteint par lui-même avant l'arrivée des députés. Il ajoutait que les affaires se traiteraient avec toutes les formalités, et la gravité possibles, que le projet d'un sénat inamovible, serait formellement et positivement écarté, que le Sultan déclarerait solennellement sa haute satisfaction pour la conduite de Milosch envers lui et la sublime Porte, que si le prince avait quelque autre désir à exprimer, il pouvait s'adresser librement à lui (lord Ponsonby), qui s'empresserait d'obtenir de la Sublime Porte ce qu'il désirait, que le sultan souhaitait de rendre *ses relations toujours plus étroites avec le prince,*[1]) que le gouvernement anglais s'était déjà allié à lui.[2])

«Il faut mander, ajoutait-il, encore à Abraham Pé-«troniévitch d'avoir pleine confiance dans le prince Bo-«goridi pour les affaires qui doivent se traiter à Con-«stantinople; mais il faut encore pour quelque temps «cacher à Zivanovitch que le prince jouit de toute la «confiance de l'ambassadeur anglais. On voudrait avant «tout épier la conduite de Zivanovitch. Pétroniévitch

[1] Ces mots étaient soulignés, dans la dépêche.

[2] *Sugar and whip,* ajoutait la dépêche, c'est-à-dire *sucre et fouet.* Ces mots, selon l'interprétation du consul anglais signifiaient que, pour maintenir la Porte dans ses bonnes dispositions, le prince et l'ambassadeur devaient tour à tour recourir à la douceur et à la vigueur.

«doit seul correspondre avec lord Ponsonby au moyen «du consul général d'Angleterre à Constantinople. [1]) «Au besoin on lui enverra un homme de confiance. Il «traitera seul avec lui sans le concours de Zivano-«vitch.»

«Les affaires de Serbie ont une très-grande impor-«tance dans la question d'Orient, et intéressent au plus «haut point le gouvernement britannique.»

«On recommande instamment au prince la meilleure «intelligence avec les autorités autrichiennes qui sont «en relation avec lui, pour ne pas prévenir contre lui «le prince Metternich.»

«Joussouf-Pacha fut sévèrement réprimandé par le «Divan à cause de sa conduite envers Milosch et de «son manque d'égards avec le consul anglais[2]). Lord «Ponsonby aurait aisément pu en obtenir la destitu-«tion; mais il lui répugna de persécuter un pauvre «diable.»

[1] Lord Ponsonby demeurait à Thérapia sur le Bosphore, et le consul-général à Péra.

[2] Joussouf-pacha avait insulté le consul anglais à l'occasion de la première visite que celui-ci lui fit. Blessé dans son orgueil, parce qu'il avait visité avant lui le prince, auprès duquel il était accrédité, ce pacha, lorsque le consul se présenta à lui, le reçut assis sur son sopha, sans même daigner se lever. Le consul, à cette vue, revint sur ses pas, sans lui adresser la parole. Lorsque Hodges fut nommé consul-général, le pacha le fit inviter à une entrevue par son médecin. Le consul, croyant qu'après la première leçon qu'il lui avait donnée, il se comporterait avec plus de bienséance, accepta cette invitation; mais le pacha étant resté assis comme la première fois, il s'en alla de nouveau sans lui parler.

«Les affaires de la Bosnie sont favorables au prince «Serbe.»

«*Le prince ne doit point négliger ses forces militaires.* «*Quoiqu'il puisse ne pas en avoir besoin, il fera bien* «*toutefois de se tenir prêt et sur ses gardes.*»[1])

«Mais surtout il faut qu'il se garde bien *d'éveiller* «*des soupçons et des doutes sur sa conduite* «*future*[2]) par des préparatifs qui puissent faire croire «à une attaque de sa part, ou donner lieu à lui de- «mander des explications.»

Milosch reçut avec reconnaissance les conseils de l'ambassadeur anglais et pria Hodges de lui en faire des remercîments. Cependant la confiance que lord Ponsonby paraissait mettre en Pétroniévitch le confirmait dans l'opinion qu'il s'en était formée, c'est-à-dire qu'il voulait expier le passé par une conduite irréprochable à l'avenir; et comme je persistais toujours dans mes doutes, il m'en fit presque des reproches, en disant que mon attachement pour lui (le prince) me rendait injuste envers un homme qui avait pour un moment succombé à la faiblesse de son caractère, mais qui avait bientôt reconnu et réparé ses torts. Malgré cela, je ne cessais pas de dire ce que j'en pensais à M. Hodges que je trouvai de mon avis et qui, à mon instance, pria l'ambassadeur d'observer la conduite de Pétroniévitch bien plus que celle de Zivanovitch qui,

[1] Le consul anglais ne savait pas dire si cet avertissement avait rapport à une émeute à l'intérieur, ou à une attaque du dehors.

[2] Ces mots étaient dans la dépêche doublement soulignés.

par conviction et par intérêt servait certainement le prince de tout son cœur, pendant que les précédents de Pétroniévitch le plaçant dans une position fausse vis-à-vis du prince le porteraient à faire échouer la mission dont il était chargé. Lord Ponsonby ne tarda pas à découvrir que nous avions raison.

II.

A peine le cabinet de Saint-Pétersbourg fut-il informé que Milosch envoyait à Constantinople une députation pour obtenir l'adhésion du sultan à son projet de constitution, il donna l'ordre à M. de Boutenieff de se rendre sans délai à son poste, et fit en attendant partir pour Constantinople le baron Buchmann, avec ordre de faire tous ses efforts pour apporter quelque sursis à la solution de cette question.

M. de Boutenieff, fin et habile diplomate, par des moyens auxquels on résiste difficilement, surtout en Turquie, et que la Russie prodigue à ses agents, était parvenu à gagner plusieurs membres du divan et par là une influence dans les conseils de la Porte, qu'une parcimonie mal entendue de la part de leurs gouvernements ne permet pas aux agents des autres puissances d'y exercer.

Pour le moment, il est vrai, l'influence de l'Angleterre l'emportait sur celle de la Russie, parce qu'à la tête des relations étrangères se trouvait l'illustre et éclairé Rechid-Pacha qui, inaccessible à la corruption,

guidé par le plus pur patriotisme, dévoué aux intérêts de son souverain, n'avait en vue que le bien de l'État, et était parvenu à gagner la confiance de son maître et l'estime de ceux parmi ses collègues qui savaient apprécier au juste ses talents et sa probité. Mais la jalousie et ce sentiment de haine, que le méchant ressent toujours pour l'honnête homme, lui avaient aussi créé dans le divan des ennemis aussi puissants qu'acharnés, et un caprice du Sultan, la force des événements, et surtout l'or de la Russie, pouvaient faire perdre à l'illustre ministre sa position avantageuse et rétablir la prépondérance russe dans les conseils de la Porte. Il fallait donc se hâter, pendant que les circonstances étaient encore favorables, et tâcher de venir à une conclusion, avant l'arrivée de M. de Bouteniеff, pour avoir un ennemi de moins sur les bras.

Ces considérations, jointes à l'inquiétude que lui inspirait l'opinion de Lord Ponsonby sur les sentiments de Pétroniévitch et de Zivanovitch, décidèrent M. Hodges à partir lui-même pour Constantinople.

Milosch fut très-sensible à cette preuve d'amitié de la part du consul anglais et pour lui donner une marque de sa reconnaissance, il lui laissa pleins pouvoirs de traiter les affaires de la Serbie comme il les entendrait, et même de modifier le projet de constitution, s'il le jugeait nécessaire. Il ordonna en conséquence à ses députés de se mettre d'accord avec lui, et pria Lord Ponsonby de se rapporter pour tout ce qui regardait cette question au colonel Hodges qui possédait toute sa confiance et connaissait à fond ses intentions, ainsi que les conditions du pays.

Le consul anglais, partant pour Constantinople passa par Kragoëvatz et eut une dernière conférence avec le prince. Si jusqu'alors quelque doute était resté dans l'esprit de ceux qui environnaient le prince sur la nature de ces relations avec le consul anglais, le doute était devenu impossible à présent et en continuant de faire un mystère de ces relations, c'eût été presqu'avouer, qu'on avait des intentions qu'il fallait cacher et donner raison à ses adversaires et au consul Vaschenko surtout, qui répétait sans cesse que Milosch voulait refuser la protection de la Russie, parce que cette puissance voulait le forcer à adopter un système de gouvernement plus conforme aux besoins et aux désirs du pays; pendant que l'Angleterre, à qui il avait recours, lui promettait de l'aider à rétablir le Kolouk (corvées), à gouverner à sa fantaisie sans lois ni constitution, à opprimer les fonctionnaires et à pressurer le peuple.

A la suite de ces considérations, à peine le consul anglais parti, le prince déclara aux officiers qui se trouvaient à sa résidence, qu'il avait accepté la protection de l'Angleterre dans l'espoir, que cette puissance lui obtiendrait quelque concession qui serait comme le complément des concessions contenues dans le hatichérif de 1830, et entre autres l'évacuation de Belgrade par les Turcs; mais qu'en acceptant l'appui de l'Angleterre, il n'avait pas l'intention de renoncer à la puissante protection de la Russie qui, ayant tant de fois déclaré qu'elle n'avait d'autre but que le bien-être de la nation serbe, ne pouvait pas trouver mauvais que la Serbie acceptât les bons offices

d'une autre puissance, dont elle pouvait espérer de nouveaux avantages. Dans la condition où se trouvait l'empire ottoman et parmi les troubles qui en menaçaient l'existence, ne valait-il pas mieux que la condition politique de la Serbie fût reconnue et garantie par un plus grand nombre de puissances intéressées à sa conservation? Dieu fasse, ajoutait le prince, que toutes les grandes puissances de l'Europe prennent la Serbie sous leur protection! Son avenir n'en sera que plus assuré et nous n'aurons plus rien à craindre pour sa nationalité.

III.

Peu de temps après son arrivée à Constantinople, le consul anglais écrivait que les choses y allaient bien, quoique avec quelque lenteur; que les nouvelles d'Égypte apportaient des délais dans les affaires de la Serbie, mais qu'elles reprendaient bientôt leur cours. Il recommandait au prince d'attendre patiemment l'issue des négociations et l'assurait de leur succès. Les députés écrivaient à peu-près la même chose. On savait aussi que M. Vaschenko recevait souvent des nouvelles de la capitale ottomane, et le dépit qu'il avait de la peine à cacher, prouvait que ces nouvelles n'étaient pas tout à fait de son goût.

Mais le prince qui connaissait mieux que personne l'instabilité de la politique turque, ne se faisait point

illusion et pressait incessamment les députés et ses autres amis de Constantinople de solliciter à tout prix de la Porte une prompte décision, pendant que le sultan était encore favorablement prévenu à son égard et Rechid-pacha ministre des affaires étrangères. Milosch savait que si la Russie parvenait à gagner du temps, jusqu'à ce qu'une intrigue de palais, ou la puissance de son or eût amené un changement de ministère, et par suite sa prépondérance sur le divan, elle l'aurait emporté sur les efforts réunis de toute la diplomatie européenne. Il fallait donc ou emporter la question d'emblée, ou se préparer à un échec.

Pour surcroît de malheur, Lord Ponsonby préoccupé du fameux traité de commerce avec la Porte, qu'on discutait alors, et qui fut signé le 16 août de la même année, et de la question d'Égypte qui approchait d'une crise et qui pouvait avoir des conséquences incalculables, avait peu de loisir à donner aux affaires serbes, considérées par lui comme d'une importance secondaire, et d'autant moins qu'il était généralement accusé d'avoir pendant son long séjour en Turquie contracté cette apathie qui forme le fond du caractère oriental, et que le climat de Constantinople rend presque contagieuse. On disait de lui qu'il *s'abandonnait au sommeil pendant qu'il fallait veiller.*

Je ne sais s'il y a du vrai dans ce reproche; il est toutefois certain que si Lord Ponsonby avait porté dans la question serbe la moitié, seulement de l'activité que les agents russes déployaient dans des affaires de moindre importance, il avait toutes les chances pour lui. C'était pourtant d'après ses conseils et à son

instance que le prince serbe, presque malgré lui, s'était décidé à demander au sultan un agrément dont il pouvait se passer, et qui lésait en quelque sorte les droits de la Serbie. C'était à l'instigation de l'Angleterre que la Serbie fournissait ainsi à la Porte un précédent qui pouvait lui devenir dangereux avec le temps, et il paraît que son honneur était en jeu pour assurer les succès de cette démarche.

En date du 6 juillet, M. Hodges écrivait de nouveau que les affaires marchaient à souhait, qu'au lieu d'un sénat inamovible on aurait un conseil d'État à l'instar de celui que la Porte venait de créer; que le sultan déclarerait au corps diplomatique sa ferme volonté de maintenir Milosch dans la plénitude de son autorité; qu'un nouveau pacha remplacerait bientôt Jousouff au gouvernement de Belgrade; qu'on espérait d'obtenir de la Porte tout ce qu'on désirait, mais qu'il ne fallait pas trop demander pour le moment; que Belgrade serait bientôt évacué par les Turcs, mais qu'il ne fallait pas insister sur ce point pour ne pas nuire à la question principale qu'il fallait emporter avant tout; que la France devait envoyer un consul en Serbie. Mais il priait le prince de garder sur ce point le silence le plus absolu, pour ne pas donner d'ombrage à l'Autriche qui pouvait s'unir à la Russie contre lui. L'Autriche, ajoutait-il, resta neutre, et cela n'est pas peu de chose pour le moment.

Il écrivait encore qu'Abraham Pétroniévitch avait été invité à dîner chez Rechid-Pacha; qu'il avait eu avec lui une longue conférence, et qu'en cette occasion on avait beaucoup travaillé pour la question serbe;

que les Russes en étaient furieux et menaçaient de faire destituer Rechid-Pacha; que les mécontents, d'accord avec la Russie, avaient réellement offert à la Porte une lieue et demie de territoire autour de la forteresse de Belgrade; mais que la Porte ayant compris le but de cette proposition, n'y avait pas même répondu; que l'intention de la Russie était de susciter par ce moyen une émeute populaire; mais que la chose n'avait pas réussi.

Cette dépêche, quelque peu obscure et contradictoire, me donna quelque inquiétude, malgré les bonnes nouvelles qu'elle renfermait. Il me paraissait, et j'en suis maintenant convaincu, qu'Hodges dans sa sollicitude pour les affaires de Serbie, prenait ses souhaits et ses espérances pour des réalités.

Deux jours après, le prince, le colonel Hodges et Zivanovitch me chargèrent simultanément de dresser un état exact de la population de Belgrade, la forteresse exceptée; de préciser le nombre des Turcs établis dans la ville, des maisons qu'ils y possédaient, des propriétés qu'ils retenaient encore soit dans les faubourgs, soit dans le territoire; de spécifier la condition de ces Turcs, l'arme à laquelle ils appartenaient, le genre d'industrie qu'ils exerçaient; enfin de me procurer des renseignements précis sur la garnison de la forteresse, le nombre de troupes régulières et irrégulières qui formaient la maison militaire du pacha.

Rien n'était plus facile que de se procurer les renseignements qu'on me demandait sur la population chrétienne, juive et étrangère de Belgrade. Le tribunal de cette ville en avait fait un recensement exact

une année auparavant. Il suffisait de le compulser; et les chefs des corporation d'arts et métiers, ainsi que les notables juifs s'empressèrent de me donner les détails les plus précis et les plus minutieux à cet effet. Mais la difficulté était plus grande à l'égard des Turcs. Sur la demande du gouvernement, Joussouf-Pacha en avait, l'année précédente, ordonné le dénombrement, mais le plus profond secret avait été prescrit à ceux qu'il avait chargés de cette opération. Pour plusieurs raisons le pacha avait de beaucoup exagéré le nombre des habitants de la ville et de la forteresse de Belgrade, et il ne lui convenait pas que la vérité se fît jour.

Mais en Turquie avec de l'argent on sait tout ce que l'on veut savoir; et le prince, m'ayant autorisé à en dépenser tant qu'il fallait, j'ai pu en peu de jours me procurer les renseignements qu'on me demandait avec la plus grande exactitude. [1])

[1] Pour le lecteur qui aimerait connaître quelle était à cette époque la population de la ville de Belgrade, la plus importante de toute la Serbie, ainsi que la garnison de sa forteresse, voici un résumé de mon travail.

Maisons serbes	1389
Maisons turques	830
Maisons juives	210
Total	2429.

Population de la ville:

Chrétiens	8483
Turcs, les femmes comprises	2700
Juifs	1530
Étrangers	250
Total	12963.

Outre ces renseignements le consul anglais me demandait un mémoire sur la question de l'évacuation de Belgrade par les Turcs, conçu à peu près comme celui que j'avais déjà écrit pour être envoyé au ministère anglais. Ce mémoire qui fut présenté au Sultan, envisageant la question sous les divers aspects, politique, financier et stratégique, démontrait l'utilité et l'opportunité de l'évacuation de Belgrade. Je le transcris ici, parce qu'il peut servir à faire mieux connaître l'état de l'administration turque dans les provinces éloignées de la capitale, et les intentions de la Russie.

Détails sur la population mâle turque de la ville:

Spaïs et Zaïims (anciens possesseurs des fiefs militaires, tous mariés	350
Jerlis (milices)	900
Seymens (troupes irrégulières préposées à la garde des portes de la ville, dont quelques-uns mariés)	280
Étrangers sans domicile	190
Total	1720.

Garnison de la forteresse de Belgrade:

Troupes régulières, y compris les offficiers	1217
Cannoniers réguliers	325
Békiars (vagabonds employés au service des écuries, etc., tous en état de porter les armes	190
Officiers de la maison du pacha	96
Total	1828.

Outre les 830 maisons, les Turcs ne possédaient dans la ville et ses environs que 4 moulins, 5 jardins dont trois incultes, et 47 magasins.

Voilà dans quel état de misère et d'abjection était tombée en 1838 la population turque de Belgrade jadis si nombreuse et si florissante.

«Je ne doute point, écrivais-je, que la Sublime Porte, «d'après les rapports de ses pachas et surtout d'après «le dernier recensement de Joussouf, n'ait des idées «exagérées de la condition et du nombre des Turcs de «Belgrade. Dans ce recensement tous les mâles, même «ceux qui se trouvaient encore au berceau, furent por-«tés sur le registre, comme autant de familles.»

«Les pachas, qui se succédèrent dans le gouverne-«ment de Belgrade, eurent toujours intérêt à exagérer «le chiffre de la population turque de cette ville, pour «faire croire à son importance et en empêcher l'éva-«cuation, et parce que c'est sur les fonds que la S. P. «leur envoie pour l'entretien des Jerlis et des Spahis «qu'ils savent se créer un des principaux revenus de «leur charge. La S. P. paie annuellement trois mille «bourses pour la solde de ces troupes. Une moitié «au moins de cette somme les pachas la détournent «à leur profit, et le parti qu'en cas de besoin, on pour-«rait tirer de ces soldats indisciplinés, mécontents, «ennemis des réformes et du gouvernement, accablés «par la misère et les souffrances, serait à peu près «nul; pendant qu'avec cet argent la S. P. pourrait entre-«tenir dans la forteresse deux mille hommes de troupes «régulières, sur lesquelles elle pourrait compter.»

«On me demande si les Turcs préféraient de partir «ou de rester à Belgrade. Sans aucun doute ils pré-«fèreraient de partir: la preuve en est que les pachas «furent toujours obligés de les surveiller et quelque-«fois de recourir à des mesures de rigueur pour les «empêcher de vendre le peu qui leur reste et de s'en «aller. Et quel avantage auraient-ils à rester? Sauf un

«très-petit nombre de commerçants, ce ne sont que «des misérables ouvriers qui vivent à la journée et «qui, n'ayant ni vignobles, ni jardins, ni terres à cul-«tiver, gagnent à peine de quoi pourvoir aux plus «pressantes nécessités de leurs familles; et, lorsque le «travail manque ils tombent dans le plus absolu dénue-«ment. Pendant l'hiver passé leur misère surpassa «tout ce que l'on pourrait imaginer d'affreux. Des «essaims de femmes turques assiégeaient nos portes «pour implorer de la pitié des chrétiens de quoi «nourrir leurs enfants et un peu de bois pour les ré-«chauffer. Il y en eut qui, après s'être défait pièce à «piece de tout leur misérable mobilier et même de «leurs vêtements, découvrirent une partie de leurs mai-«sons pour en vendre les tuiles. [1]) Qu'on ajoute à ces «misères matérielles l'alarme dans laquelle ces pauvres «gens vivent continuellement à cause de la mésintel-«ligence du pacha avec le gouvernement serbe et des «inquiétudes que ses propos imprudents et son étrange «conduite font naître à tout moment, et l'on verra que «leur condition ne peut pas être plus malheureuse. Au «moindre bruit la terreur s'empare de leur esprit, et

[1] Hussein, Végih, Abdul-Rahim pachas, faisaient toujours des distributions aux familles pauvres, surtout pendant le ramadan, où chacune d'elles recevait le riz pour le pilau; mais Joussouf ne donnait jamais rien et faisait chasser les pauvres qui allaient demander l'aumône dans la forteresse. Au dire de ses officiers mêmes, il éprouvait naturellement de la répugnance à donner quelque chose à qui que ce soit, fût-ce même à ses enfants. Ceux qui administraient son bien pouvaient impunément le voler; mais il ne leur donnait jamais la moindre chose.

«aux cris de leurs femmes et de leurs enfants, ils pren-
«nent les armes et se retireraient au milieu de la nuit
«dans la forteresse, si on le leur permettait, pour
«se sauver de dangers imaginaires enfantés par la
«peur.»

«On ne peut donc pas douter qu'ils ne quittassent
«volontiers une ville où ils traînent une existence si
«misérable.»

«Depuis 1832 ces malheureux ont à plusieurs reprises
«demandé la permission de s'en aller; mais les pachas
«à qui ils s'adressaient pour faire parvenir leur de-
«mande à la Sublime Porte, tenaient trop à leurs inté-
«rêts pour laisser partir une population dont ils par-
«tageaient la solde.»

«Ce n'est donc pas aux Pachas, aux Agas, aux Jer-
«lis, aux Zaïns que la Porte doit s'adresser pour
«savoir l'opinion des Turcs sur l'évacuation de Bel-
«grade. Ces gens-là sont tous intéressés à lui cacher
«la vérité. Mais il lui faudrait consulter quelque
«bon et loyal musulman, le Muphti, par exemple, ou
«envoyer sur les lieux une commission capable de
«voir les choses par ses yeux.»

«Du côté politique cette évacuation ne pourrait être
«plus avantageuse à la Porte. Quels que soient les bruits
«que des mal intentionnés se plaisent à répandre sur
«les intentions des Serbes à son égard, il est certain
«que la grande majorité de la nation et surtout le prince
«régnant, savent apprécier les avantages de leur liai-
«son avec l'empire ottoman. Les idées qu'on leur sup-
«pose d'une restauration de la monarchie serbe, d'une
«propagande panslave, d'une insurrection des slaves

«méridionaux, pour reconquérir leur nationalité et leur «indépendance ne sont que des chimères de quelque «songe-creux, ou des épouvantails habilement in-«ventés par une certaine puissance, pour donner des «inquiétudes, non-seulement à la Porte; mais aussi à «un État voisin qui compte beaucoup de sujets d'une «origine slave. Les Serbes, quoique nouveaux en poli-«tique, comprennent fort bien que leur complète indé-«pendance ne sera jamais qu'une utopie, et que, dans «un remaniement de l'empire turc, ils ne pourraient «s'attendre qu'à voir leur pays incorporé à quelque «autre monarchie, ou tout au plus à conserver encore «pour quelque temps et en partie seulement, les pri-«viléges dont ils jouissent à présent sous la suzerai-«neté de quelque autre puissance. Or, à ces conditions «il préfèrent rester vassaux de la Sublime Porte.»

«De son côté la Sublime Porte devrait aussi faire tout «ce qu'elle peut pour maintenir les Serbes dans ces «bonnes dispositions et chercher à se les attacher de «plus en plus par une conduite franche et loyale et par «quelque concession qu'ils sauraient apprécier quelque «petite qu'elle fût. Surtout elle devrait tâcher de sous-«traire la Serbie à toute influence de puissances étran-«gères et faire en sorte qu'elle n'eût plus rien à es-«pérer de leur intervention.»

«Dans une crise quelconque la Serbie mécontente «et en butte aux intrigues de ses ennemis, sera tou-«jours un embarras pour la Porte; mais contente et «attachée à elle par la communauté des intérêts et la «reconnaissance, elle sera une puissance auxiliaire tant «par ses moyens matériels que par l'influence qu'elle

«exerce sur les populations slaves de la Turquie d'Eu-
«rope.»

«La cession de la ville de Belgrade serait le moyen «le plus propre pour atteindre ce but. Quoique d'après «la lettre du hatichérif de 1830 les Serbes croient «avoir des droits à l'exclusive possession de cette ville, «néanmoins, après l'injuste arbitrage de la Russie, ils «la recevraient des mains du sultan comme un bien-«fait et avec la plus vive reconnaissance. La question «de Belgrade est une pomme de discorde que la Russie «saura toujours habilement jeter pour tenir vive la «défiance entre les Serbes et la Porte: car les Serbes «ne croiront jamais à la loyauté de la Porte tant qu'ils «ne se verront pas en possession de cette ville, objet «de tous leurs désirs. Ce fut cette considération jointe «à l'opportunité qui se présentait de se gratifier la «Porte pour en obtenir le traité d'Unkiar-Skélessi, qui «détermina le czar à se prononcer contre les Serbes «malgré leurs droits dans la question de Belgrade.»

«Ces mots: *ce sera pour une autre fois*, que la Rus-«sie jeta aux Serbes après son étrange arbitrage, pour «ne pas trop les fâcher, auraient dû ouvrir les yeux à «la Sublime Porte sur les intentions de sa puissante «rivale, et la porter à lui ôter, par la cession de Bel-«grade un des plus efficaces moyens d'influence sur la «Serbie.»

«Il importe bien peu aux Serbes que les forteresses «restent aux mains des Turcs; leurs forêts immenses, «leurs montagnes inaccessibles sont pour eux des for-«teresses bien plus imprenables que les murailles d'une «citadelle que, livrés à eux seuls ils ne pourraient pas

«défendre.[1]) Ils les voient donc sans inquiétude gar-«dées par des garnisons turques. Ils désireraient seu-«lement que ces garnisons ne fussent composées que «de troupes régulières dont la conduite en Serbie a «toujours été parfaite. Mais ils ne peuvent souffrir dans «leurs villes la vue des Turcs descendants de ces ja-«nissaires qui les forcèrent à l'insurrection de 1804 et «amenèrent les terribles représailles qui ensanglan-«tèrent leur pays. Leur haine mutuelle ne s'éteindra ja-«mais et enfantera quelque jour une sanglante collision «qui sera à jamais fatale aux relations de la Sublime «Porte avec les Serbes.»

«Quoiqu'il ne soit pas de ma compétence de juger «cette question du côté stratégique, je crois néanmoins «pouvoir affirmer que la demi-possession de la ville «de Belgrade n'aiderait en rien à la défense de sa for-«teresse. Les Spahis et les Jerlis dont se compose la «population turque de cette ville, avec leurs femmes «et leurs enfants, ne seraient qu'un embarras dans le «cas d'une attaque; ils sont d'ailleurs de tous les Turcs «de la monarchie les plus hostiles au gouvernement

[1] Les forteresses de la Serbie se trouvent presque toutes aux bords du Danube ou de la Save, elles seraient donc inutiles aux Serbes pour défendre leur pays contre les Turcs, qui ne pourraient arriver sous leurs murs qu'après l'avoir entièrement envahi. Elles ne leur serviraient donc que contre l'Autriche, avec laquelle ils ne se sentent pas de force à lutter. D'ailleurs ces forteresses et surtout Belgrade exigent des moyens de défense supérieurs à leurs forces actuelles. J'ai souvent entendu dire avec raison au prince, que Kara-Georges, lorsqu'il eut le bonheur de s'en emparer, aurait bien mieux fait de les raser, que de se ruiner pour les réparer.

«et aux sages réformes qu'il cherche à introduire. Les «troupes régulières et leurs officiers surtout sont à «leurs yeux des objets de haine et presque d'horreur. «Le sultan même n'est pas à l'abri de leurs propos in-«solents. Il est toutefois juste de dire que la masse des «musulmans belgradiotes est moins contraire au gou-«vernement que les Agas, les Spahis, et en général ceux «qui perçoivent les meilleurs appointements. Ce dont «les pauvres se plaignent plus hautement c'est de se voir «dépouillés du droit de propriété et de la liberté dont «disent-ils, jouissent tous les sujets de la Sublime Porte «jusqu'au dernier *bohémien*, d'aller s'établir partout où «il leur plaît.»

«En effet, après les sages réformes du sultan ré-«gnant et ses immenses efforts pour faire cesser l'ar-«bitraire dans toutes les branches de l'administration, «n'est-ce pas une injustice criante que de retenir de «force une population dans un endroit où elle ne peut «pas subsister, et de lui défendre d'aliéner le peu «qui lui reste et de s'en aller vivre ailleurs plus à son «aise? N'est-ce pas aussi une anomalie qu'une ville «partagée entre deux maîtres, gouvernée par deux «lois différentes, habitée par deux populations enne-«mies irréconciliables et toujours prêtes à en venir aux «mains? Quel ordre, quelle sûreté, quelle prospérité «pourra-t-on jamais espérer dans une ville composée «d'éléments si hétérogènes?»

«Si la Sublime Porte croit son honneur intéressé à «la conservation de Belgrade, elle se trompe. La vue «de ces Turcs en haillons et voués aux plus ignobles «métiers; l'aspect de leurs maisons délabrées, leur

«misère comparée à la prospérité des chrétiens, doivent «faire bien peu d'honneur à la Porte dans le juge-«ment des étrangers qui visitent celle ville. Les Turcs «y ont l'apparence de prisonniers ou d'ôtages bien plus «que de maîtres. D'ailleurs la souveraineté de Bel-«grade, lors même qu'elle ne serait habitée que par «des chrétiens, cesse-t-elle d'appartenir au sultan? «Le drapeau turc laissé sur la citadelle qui domine la «ville, n'atteste-t-il pas cette souveraineté bien mieux «que cette misérable population turque?»

«Si l'on voulait forcer la main à la Porte et l'obli-«ger à rendre cette ville aux chrétiens, son honneur «je le comprends serait de résister. Mais en adoptant «elle-même de son gré cette mesure dans les circon-«stances actuelles, bien loin de se déshonorer, elle ferait «un acte de justice, de prudence et de saine politique.»

IV.

Le prince sachant combien il importait de ne pas se prêter à être pris en faute par ses ennemis sentait aussi la nécessité de ne pas s'écarter de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Il se conforma donc scrupuleusement aux principes qu'il avait proclamés l'automne précédent; abolissant entièrement les corvées respectant et faisant respecter la propriété, la liberté individuelle et celle du commerce.

Il soumettait à l'examen du conseil d'État chaque mesure administrative ou politique de quelque impor-

tance, avant de l'adopter. Aux séances de ce conseil il appelait non-seulement les conseillers en titre, mais aussi les fonctionnaires de quelque crédit que le hasard, ou les devoirs de leurs charges amenaient, à Kragoëvatz, et de préférence ceux qu'il savait attachés au parti des mécontents, les traitant toujours avec une considération spéciale et les comblant quelquefois de faveurs ou de cadeaux en argent.

Cette conduite du prince ne donnant plus de prise sur lui à ses ennemis, ils parurent vouloir se désister des intrigues odieuses jusqu'alors pratiquées pour le rendre impopulaire. Mais ils ne briguèrent qu'avec plus d'acharnement à l'étranger, forgeant des calomnies pour mettre en doute sa bonne volonté de persévérer sur la voie de la légalité, dans laquelle il était entré.

Vers cette époque je reçus encore en même temps une lettre du colonel Hodges et une autre de Zivanovitch datées du 11 juillet (v. s.). Le premier me chargeait de représenter au prince le tort que lui avait fait auprès de l'internonciature autrichienne la mesure qu'il venait de prendre, d'imposer un droit de passage sur les marchandises de l'Autriche destinées pour Constantinople. Ce droit illégal, écrivait le consul anglais, ne manquera pas de provoquer des réclamations sérieuses, étant contraire aux traités en vigueur, et peut-être attirera-t-il sur le prince l'animosité de l'Autriche, dont il importe de ne pas se faire un ennemi dans les circonstances actuelles. Priez donc le prince, concluait-il, de révoquer à l'instant cette disposition im-

prudente, et d'en faire des excuses au gouvernement autrichien.

Zivanovitch, sans dire un mot de tout cela, m'écrivait: «Nos affaires vont bien sur tous les points, vous «pouvez en assurer le prince. La seule chose qui «pourrait s'opposer au plein succès de notre députa-«tion c'est le bruit qu'on à répandu de quelques nou-«velles dissentions en Serbie causée par des actes de «persécution de la part du prince. Quoique je doute «de la vérité de ce bruit, considérant combien le prince «doit être convaincu, que la plus grande modération «lui est nécessaire dans les circonstances actuelles, je «vous prie cependant de faire tous vos efforts pour «lui persuader de rester tranquille et de ne pas donner «le moindre motif de mécontentement à son peuple. «C'est la seule chose que moi et mes collègues lui, «demandions, et à cette condition nous répondons du «succès de notre mission.»

Il ajoutait que le consul anglais, lui (Zivanovitch) et moi nous étions accusés de nous être emparés de l'esprit du prince et de le conduire à notre gré. Il me recommandait en conséquence de rendre plus rares mes visites au prince et m'indiquait un secrétaire appliqué à la chancellerie, auquel je pourrais entièrement me fier pour correspondre avec le prince.

Quoique bien sûr il n'y rien eût de vrai dans tous ces bruits que l'on faisait courir à Constantinople sur le compte du prince, je voulus néanmoins prendre sur ces points les informations les plus minutieuses. Je m'adressai en conséquence à tous les négociants autrichiens de Belgrade, ainsi qu'à la direction des

paquebots du Danube pour savoir si les choses étaient comme M. Hodges m'écrivait; mais on me repondit, que personne, n'avait jamais eu à se plaindre aucunement ni de la douane de Belgrade, ni des autorités serbes. Ils protestaient au contraire leur reconnaissance au prince pour les facilités qu'il leur avait accordées dans le transport par terre de leurs marchandises provenant de Constantinople et la permission d'établir tout le long du Danube des magasins de dépôt, sans prétendre le paiement d'aucun droit, comme, à la rigueur, il aurait pu le faire.

Quant aux discussions intérieures dont parlait Zivanovitch nous avions alors sous les yeux une preuve palpable du contraire. Le prince à cette époque se trouvait à Boukovitch, où beaucoup de monde accourait pour essayer la vertu des eaux qu'on y avait récemment découvertes. La princesse, avec ses enfants, l'archevêque de Belgrade et plusieurs notables y avaient été invités. Le prince n'avait d'autre escorte que quelques domestiques. Tout le monde logeait sous des tentes ou des baraques en bois construites à la hâte par les propriétaires des terrains contigus. La tente destinée au prince et à sa famille se trouvait au beau milieu de cette ville improvisée, ouverte à toute heure au jour et de la nuit et accessible à tout le monde. Deux jours après avoir reçu les deux lettres dont je viens de parler, et que j'avais déjà communiquées au prince, il me manda près de lui à Boukovitch. Je le trouvai entouré d'une foule de notables, de kmets, de paysans, et il me dit: Voilà la meilleure réfutation des bruits répandus à Constantinople. Si j'étais ce tyran haï par

le peuple, que l'on veut faire croire, je prendrais plus de précautions pour la sûreté de ma personne. A cette sortie du prince, des centaines de voix répondirent; «Qui dit cela? Que Dieu te conserve, ô Seigneur, et «que le pain étouffe ceux qui se plaignent de toi! [1]) «Qui ose dire que le peuple ne t'aime pas?»

Milosch avait raison de le dire: l'aspect que présentaient alors les eaux de Boukovitch démentait solennellement ses calomniateurs. Au milieu de cette foule, il avait plus l'air d'un père entouré de sa famille, que d'un prince absolu. On n'entendait tout le jour et jusqu'à la nuit avancée que des vivats et des chansons populaires; on ne voyait que danses nationales au son de quelque instrument champêtre. Le prince passait d'un groupe à l'autre, et partout il était accueilli par des marques non équivoques d'affection et de dévouement. De nombreux toasts étaient portés à sa santé, auxquels il répondait souvent, acceptant le premier verre qu'on lui offrait et buvant à la prospérité et à l'union de la Serbie. Jamais le prince n'avait été aimé par son peuple comme à présent, grâce surtout à l'abolition des corvées, le seul impôt qui lui semblât dur à porter.

Que les calomnies répandues à Constantinople fussent l'œuvre des mécontents serbes, personne ne saurait en douter; mais qui pouvait les avoir disséminées? C'est ce que le prince ne devinait pas. Ses meilleurs amis savaient à la vérité à quoi s'en tenir sur ce point; mais ils n'osaient pas lui dire ce qu'ils en pensaient.

Cependant le colonel Hodges en réponse à la lettre

[1] *Haram-mu-leba.*

où je l'assurais qu'il n'y avait rien de vrai dans tout ce qu'il m'avait écrit à l'égard du prince, me disait qu'on avait par accident découvert que tous ces bruits contre le prince étaient l'œuvre d'Abraham Pétroniévitch qui, sur la foi de quelques lettres qu'il prétendait avoir reçues de Serbie, se plaisait à colporter toute sorte de calomnies contre le prince. Interpellé sur ce propos par le colonel, il ne niait pas la chose, seulement il affirmait que loin d'avoir l'intention de nuire en quelque façon à son maître, il croyait le servir; car, disait-il, convaincu, comme je le suis de la fausseté de ces accusations, j'ai voulu, en montrant les lettres accusatrices, faire voir aussi quelle foi elles méritaient et combien étaient lâches les moyens dont les ennemis du knias se servaient pour dénigrer sa réputation.

Se voyant découvert, Pétroniévitch avait écrit dans le même sens au prince qui avait eu la bonhomie de le croire, et ce ne fut que longtemps après lorsque les faits le prouvèrent à l'évidence, qu'il finit par se convaincre que cet homme l'avait toujours trahi.

V.

Si, comme je viens de le dire, les conspirateurs paraissaient vouloir se rapprocher du prince, il n'en était pas de même du pacha Joussouf et du consul Vaschenko, qui, se croyant à couvert de toute représaille de la part du prince, grâce à leur caractère de représen-

tants de puissances suzeraine ou étrangère, ne mettaient plus de mesure dans leur haine contre Milosch.

Le premier n'avait jamais à la bouche que des vilenies et des menaces contre ces misérables *gardeurs de cochons* qui osaient s'appeler prince, ministres, généraux et que la Porte chasserait prochainement de ce pays qui lui appartenait. La haine ne laissait pas à ce pacha assez de bon sens pour voir que par ces propos grossiers il décelait des intentions qui seules suffisaient pour ramener au prince ses ennemis les plus acharnés.

Le consul Vaschenko, bien plus adroit que Joussouf, ne parlait au contraire que de la nécessité de se tenir uni à la Russie qui seule pouvait protéger les Serbes contre les prétentions de la Porte, et de s'opposer à ce que Milosch n'effectuât son projet de chercher l'appui de puissances éloignées qui ne pouvaient rien pour la Serbie. Ce projet, disait-il, ne peut que mécontenter le czar qui finira par abandonner ce pays à lui-même. Dans ce cas tout le monde sait, et les menaces du pacha de Belgrade le montrent assez clairement, quel sera son sort.

Souvent, sous le prétexte de quelque communication à faire au prince, il venait à Kragoëvatz et en route il s'arrêtait dans les cabarets qu'il rencontrait. Là il faisait appeler les kmets, les notables, les prêtres, enfin tous ceux qu'il pouvait avoir, et affectant une affabilité qui n'était pas dans son caractère, pendant qu'il payait à boire à la foule dans le cabaret, il invitait à dîner les personnes principales du village qu'il traversait et partageait avec eux les liqueurs et les vins choisis qu'il avait soin de porter avec lui à cet

effet. Après les avoir charmés par ce trait de l'amitié feinte, il commençait à parler de l'intérêt que la Russie avait toujours porté à la Serbie, et à se plaindre de l'ingratitude dont les Serbes avaient payé cette puissance; leur souhaitant, malgré cela, que leurs nouveaux protecteurs fussent pour eux aussi désintéressés et aussi sincères que la Russie et eussent assez de force pour les défendre avec succès contre les attaques et les usurpations dont ils étaient continuellement menacés de la part de la Turquie.

A une sortie de cette nature ces hommes, qui ne s'étaient jamais mêlés de politique, lui demandaient avec anxiété de leur expliquer le sens de ce mystère qu'ils ne connaissaient pas. Alors Vaschenko entrait en matière et leur racontait comment le prince fâché de ce que la Russie l'avait invité à adopter un système de gouvernement qu'elle croyait plus utile à la nation, et à offrir plus de garanties pour l'avenir, poussé par des conseillers étrangers au pays, avait rejeté ce sage conseil, et craignant que d'accord avec la Porte, elle ne le forçât d'adopter ce système de gouvernement rigoureusement prescrit par le hatichérif de 1830, avait eu recours à la protection de l'Angleterre, qui, *à certaines conditions* s'était engagée à lui rendre la Porte favorable sur cette question et à lui assurer la faculté de gouverner le pays à sa fantaisie.

Une de ces conditions était, disait Vaschenko, que le prince brisât toute relation avec la Russie et accordât aux négociants anglais des priviléges qui les rendraient maîtres absolus du commerce serbe. «En vertu «de cette convention, ajoutait-il, les Serbes seront bien-

«tôt tenus à vendre leurs bestiaux aux seuls Anglais, «qui en donnerront le prix qu'ils voudront en marchan- «dises de leur pays. Les forêts nationales seront dé- «pouillées de leurs plus beaux arbres pour servir à la «construction des vaisseaux anglais, et le pays ne pourra «plus compter sur la défense naturelle de ses bois im- «pénétrables, le paysan et le journalier seront forcés «de travailler à l'abatis et au transport de ces bois et «même à l'exploitation des mines au profit de ces «étrangers qui fixeront eux-mêmes le prix de leur tra- «vail.»

«Enfin disait encore Vaschenko, qui sait si la Serbie «ne va pas bientôt se voir inondée de missionnaires «protestants qui feront la guerre à la sainte et vraie «foi de la glorieuse église orientale? Il n'est pas de «danger plus grand que celui-là! A l'état de sim- «plicité et d'innocence où se trouvent encore les «Serbes, rien n'est plus facile que de les éloigner «peu à peu de la religion de leurs pères et de leur «faire embrasser le protestantisme sans qu'ils s'en «aperçoivent. Par le peu de respect qu'ils portent «aux dogmes religieux, par le mépris qu'ils affectent «pour quelques saints commandements de l'Église (le «jeûne et l'abstinence pendant les carêmes) Milosch «et ses conseillers donneut à craindre qu'ils se sou- «cieraient bien peu de protéger le culte et la religion «nationale contre l'invasion de l'héresie et de l'apo- «stasie.»

Vaschenko poussait le mensonge jusqu'à dire avec ceux qu'il voyait disposés à tout croire que Milosch

était en contrat avec l'Angleterre pour lui vendre la Serbie.[1])

Quoique d'une absurdité évidente, ces propos de Vaschenko ne rencontraient pas moins dans le peuple des gens assez crédules pour y ajouter foi. Il est vrai de dire que ces gens-là même aimaient à les entendre réfuter par les amis du prince; mais comme les calomnies se propagent plus facilement que la vérité, il aurait été de l'intérêt du prince, et ses amis le lui conseillaient, de manifester au moyen de la gazette serbe, ou de circulaires adressées aux capitaines, aux kmets, aux curés quelles étaient les intentions de la Russie et de l'Angleterre à l'égard de la Serbie, et de prouver par des arguments palpables, comme on pouvait le faire aisément, la fausseté des bruits que Vaschenko se plaisait à répandre sur le prétendu traité de commerce avec l'Angleterre, sur les dangers que courait la religion nationale, et sur la vente imminente de la Serbie.

Mais le prince, de crainte de blesser la Russie et par un sentiment de dignité mal entendue ne voulut pas descendre à se justifier. Ce fut une erreur de sa part. Quelque absurdes que soient les propos que l'on répand contre le pouvoir, ils trouvent toujours plus de créance que le bien qu'on en dit. Il est donc toujours

[1] Je n'ai fait ici que décrire une scène arrivée au cabaret de Bélo-Savatz, ou les choses se passèrent exactement comme je viens de le raconter. Je l'ai su de plusieurs personnes qui avaient assisté à ce discours de Vaschenko, et qui me l'ont rapporté une heure après, lorsque je passais par ce village de retour de Kragoëvatz.

important de détruire le mauvais effet de ces bruits, surtout lorsqu'ils touchent de près aux intérêts le plus vitaux du pays. Quant à la Russie, elle n'aurait pas eu raison de se plaindre si les justifications de Milosch allaient jeter la lumière sur certains points de cette question, qui n'étaient pas à son honneur, puisque ces justifications avaient été provoquées par la conduite étrange et inqualifiable de son représentant. D'ailleurs son parti à elle était arrêté; elle ne cachait plus ses intentions à l'égard de Milosch, et ne serait pas moins venue à des mesures décisives contre lui pour quelque blessure de plus.

VI.

Quelles que fussent les vues cachées du cabinet de Vienne, la conduite de son consul faisait croire à l'intention de garder la neutralité dans la question qui s'agitait maintenant en Serbie.

Le colonel Philippovitch de Philipsberg avait remplacé, comme nous l'avons déjà dit, M. Méanovitch dans le consulat de Belgrade. D'un caractère tout à fait opposé à celui de son prédécesseur, il se montrait affable, jovial, franc comme un vieux militaire et un vrai allemand qu'il était. Il n'aimait ni l'intrigue ni la chicane, et quoiqu'il ne négligeât en rien les intérêts de ses compatriotes, il n'avait pas non plus la prétention de braver les autorités locales, ou de faire des

querelles hors de propos aux négociants du pays. Plein de respect pour le prince, et traitant avec les mêmes égards les hommes de tous les partis, il n'entrait jamais dans des questions politiques, et ne laissait jamais entrevoir quelles étaient ses opinions ou les intentions de son gouvernement à l'égard du prince ou de ses adversaires.

Cette conduite de son consul paraissait, comme je viens de le dire, prouver que l'Autriche voulait rester neutre dans cette question.

Dans cette supposition il aurait été facile au prince de faire pencher la balance en sa faveur, en se rendant à la demande que lui faisait depuis longtemps cette puissance, d'un cartel pour l'extradition des déserteurs et des grands délinquants, exceptés les délits politiques et les fautes contre la discipline militaire, ou les lois fiscales, contre lesquelles la législation autrichienne décerne des peines hors de toute proportion.

Ce cartel aurait été à mon avis également avantageux aux deux parties. La facilité de passer d'un État à l'autre, assurant l'impunité aux coupables, rendait les crimes plus fréquents. Les banqueroutiers, les escrocs frustraient souvent par la fuite leurs créanciers, et le commerce des deux pays en souffrait également. Les nombreuses désertions des soldats autrichiens ne nuisaient pas moins à la Serbie qu'à l'Autriche; ces déserteurs n'étaient pour l'ordinaire que la lie des régiments: poltrons, bons à rien, corrompus, ils portaient dans les villages serbes le funeste exemple de toute sorte de vices. Dans un pays où le travail d'un jour suffit pour vivre une semaine, où les boissons spiritu-

euses n'ont presque pas de valeur, ces gens-là passaient leur temps au cabaret et donnaient à eux seuls plus de souci aux autorités locales que tout le reste du pays.

Mais des considérations assez futiles fondées surtout sur l'identité de religion de ces transfuges avec les serbes, sur l'espoir d'accroître plus vite la population de son pays, ainsi que d'avoir, en cas de besoin, un certain nombre de bons soldats à sa disposition, et sur la crainte d'indisposer les Serbo-hongrois leurs compatriotes, firent persévérer le prince dans le refus de ce cartel que la bonne politique lui conseillait d'accorder, surtout dans les circonstances actuelles.

VII.

Cependant toutes les lettres de Constantinople ne parlaient que de la presque certitude où l'on était d'un plein succès de la députation, elles ajoutaient que le pacha Joussouf allait être remplacé, et Belgrade évacué par les Turcs. En attendant rien ne se terminait; le pacha restait hostile plus que jamais aux chrétiens, et les Turcs, de plus en plus insolents, se faisaient forts, au lieu de partir, de rentrer bientôt dans leurs anciens droits.

Le 6 septembre (n. s.) Lord Ponsonby adressait au prince une lettre assez volumineuse, où, après lui avoir donné en termes extrêmement polis une longue leçon sur ses devoirs envers le sultan et sur la manière de

mieux gouverner son pays, il concluait que, si le prince lui donnait sa parole d'honneur et prenait avec lui l'engagement formel et par écrit de rester fidèle au sultan et de gouverner à l'avenir selon son programme de l'automne précédente, il promettait aussi formellement de son côté de lui obtenir la sanction pure et simple du statut présenté par la députation, et d'engager le sultan à soutenir de toutes ses forces, d'accord avec l'Angleterre, le prince Milosch et sa famille dans la plénitude de ses droits, et à le protéger contre toutes les intrigues soit du dedans, soit du dehors, qui tendraient à infirmer l'autorité dont il était légalement investi.

La conclusion de cette dépêche prouvait, comme je l'ai dit plus haut, que la légation anglaise ne s'était pas encore activement occupée de la question serbe, qu'elle avait perdu un temps précieux et une occasion qui peut-être ne se présentait plus à l'avenir.

Le prince, en réponse à cette lettre, remercia le noble Lord des sages conseils qu'il lui avait donnés de la part de son gouvernement, et promit de s'y conformer de son mieux, l'assurant qu'il lui était bien facile de s'engager sur sa parole d'honneur de régler sa conduite à l'avenir sur les principes que le noble Lord lui indiquait, puisque, du moment où il avait publié les bases du statut, il avait pris la ferme résolution d'y rester inébranlablement attaché, et que cette résolution était en lui d'autant plus ferme à présent, qu'il avait déjà eu lieu d'apprécier l'opportunité, le besoin, le devoir de baser son gouvernement sur des principes aussi justes et aussi sacrés.

Quant à ses sentiments envers la Sublime Porte, le prince assurait sa Seigneurie que les desseins ambitieux qu'on lui prêtait n'étaient que des calomnies inventées par ses ennemis et démenties par sa conduite; il le priait de croire que, content de gouverner sous les auspices du Sultan, non-seulement il ne donnerait jamais à son auguste suzerain aucun motif de regretter la confiance dont il l'honorait; mais qu'il tâcherait en tout temps de lui donner par le fait des preuves indubitables de son dévouement à la conservation et à la gloire de l'empire ottoman.

VIII.

Ce fut vers cette époque que se manifestèrent les premiers symptômes de la maladie qui devait, quelques mois après emporter le prince héréditaire, Milan, et avoir tant d'influence sur les événements de la Serbie, en paralysant l'énergie du prince Milosch dans un moment où il en avait le plus grand besoin.

Depuis sa venue en Serbie, le consul Vaschenko insistait auprès du knias pour qu'il envoyât ses fils à Saint-Pétersbourg afin d'y compléter leur éducation. Le prince, sans refuser positivement une preuve si éclatante, comme le disait Vaschenko, de la bonté impériale, avait toujours cherché quelque prétexte pour s'en esquiver, décidé au fond de son cœur à n'y jamais consentir. Son désir eût été de les envoyer en France,

mais il sentait que cette démarche équivaudrait à une déclaration de guerre au cabinet de Saint-Pétersbourg. Le séjour de France est jugé trop dangereux pour les jeunes princes appelés à régner sous la protection de la Russie. Religion, mœurs, opinions, tout s'y corromprait en peu de temps. Mieux vaudrait, au dire des agents de cette puissance, les envoyer au fond de la Sibérie parmi les Tartares, que de les laisser avec ces Français ennemis de Dieu et de l'empereur Nicolas qu'ils osent attaquer dans leurs journaux ainsi que la légitimité de ses droits sur la Pologne, pour laquelle ils n'éprouvent de sympathie que parce qu'elle aussi, est turbulente et rebelle à son souverain légitime.

Mais quelles que fussent les idées de Milosch à cet égard, M. Vaschenko et les russomanes ses amis avaient su circonvenir si bien le jeune prince héréditaire et lui avaient tellement rempli la tête d'idées russes, que rien ne lui paraissait beau et bien fait s'il ne venait pas de Russie, s'il n'était pas façonné à la russe. La noblesse russe est sans doute, en général, douée de qualités excellentes; elle est polie, instruite, a des manières nobles et généreuses, aime à étudier et à travailler, et paraît avoir pris à tâche de vouloir démentir l'idée que l'on se fait généralement en Europe *des sauvages du nord.* Quoique toujours hautaine et dure envers la roture, la jeune noblesse surtout a des sentiments libéraux; elle voit que l'ordre actuel des choses n'est pas corforme à l'esprit du siècle, ni honorable pour leur pays et pour l'humanité; mais essentiellement patriote, avide de gloire militaire, et fière

du rôle brillant que la Russie à joué dans les événements de ce siècle et de la suprématie qu'elle n'hésite pas à s'attribuer sur les affaires politiques et les destinées de l'Europe entière, elle s'enorgueillit d'appartenir à une monarchie dont au fond elle n'approuve pas les principes, et lui reste attachée parce qu'elle espère avoir sa part dans le dénouement du grand drame politique européen. Le laurier civique n'a pas d'attraits à ses yeux. Ce n'est que sur la gloire militaire qu'elle dirige son ambition et ses pensées. Les idées de justice et d'humanité ne viennent qu'après. C'est pour cela que le Russe, même le plus poli et le plus instruit, a toujours quelque chose de soldatesque qui choque et répugne.

Or ce n'était pas dans ce qu'il y a de bon et d'estimable dans la noblesse russe qu'on apprenait aux enfants de Milosch, et surtout à l'aîné, à l'imiter; mais seulement à la singer dans ses façons brusques et tranchantes, dans sa tournure militaire de corps et d'esprit, dans le mépris pour tout ce qui n'est pas russe et soldat.

Il va sans dire que de cette façon on mettait le fils en complète opposition avec le père, sans même que le jeune homme le soupçonnât; car il était d'un caractère naturellement trop bon et trop sommis pour faire sciemment quelque chose qui pût lui déplaire.

Milosch connaissant la russomanie de son fils aîné et son penchant pour M. Vaschenko qui avait su s'emparer de son esprit; informé en outre que ses ennemis, abusant de la crédulité féminine de la princesse, étaient parvenus à la faire entrer, au moins en apparence,

dans leurs vues, et sachant quel tort l'opposition de sa famille pouvait lui faire dans l'opinion publique, saisit l'occasion de la maladie de son fils pour l'éloigner dans ces moments de crise de la Serbie. Cette résolution, outre qu'elle combinait avec les prescriptions des médecins qui recommandaient au malade un plus grand exercice de corps et un changement de climat, lui offrait aussi un prétexte pour éluder les instances de Vaschenko d'envoyer ses enfants en Russie.

Il les fit donc partir tous les deux avec leur mère pour le banat de Témesvar, où ils devaient rester chez sa fille Élisabeth mariée au noble Jean Nicolitch. Type du parfait honnête homme, ce gendre du prince passait habituellement la belle saison dans son fief de Macédoine à quelques milles de Témesvar. La vie qu'on y menait était un mixte de serbe, de hongrois et d'allemand. La chasse, la pêche et l'équitation présentaient aux jeunes princes des distractions utiles, et les fréquentes visites de la noblesse des environs, presque toute d'origine slavo-serbe, devait les initier aux usages et à la vie du monde, et les guérir peu à peu de leur monomanie pour les Russes. Au printemps, si l'état du malade le permettait, on pouvait lui faire entreprendre quelque petit voyage, ce qui aurait contribué à sa guérison.

Je dois à mon impartialité de faire remarquer que le Gospodar Éphrem, reconnaissant l'urgence de cette mesure pour la santé de son neveu, l'approuva sincèrement, et quoique certain que l'éloignement de sa belle-sœur, avec laquelle il paraissait vivre dans la plus par-

faite intelligence, affaiblirait les forces de son parti, il aida le prince son frère à la déterminer à ce voyage.

Le changement de climat et le nouveau genre de vie parurent d'abord influer favorablement sur la santé de Milan. La fièvre légère qui de temps en temps le tourmentait, l'avait complétement quitté, les forces lui revenaient, les inquiétudes que l'on avait conçues à son égard commençaient à se dissiper; lorsqu'à l'approche de l'hiver reparurent les funestes symptômes de la maladie qui devait l'emporter.

IX.

Vers la fin du mois d'août, Mistress Hodges, femme du colonel, fut attaquée d'une fièvre intermittente, maladie endémique à Belgrade dans cette saison, mais, nullement dangereuse. Le capitaine O'Néale secrétaire du consulat anglais, alarmé, par quelques attaques de nerfs qui accompagnent ordinairement toutes les maladies d'une femme de l'âge et du tempérament de Mme Hodges, écrivit au colonel, exagérant la chose, et le priant de revenir le plus tôt possible, certain que sa présence contribuerait beaucoup au rétablissement de sa femme qui souffrait de son absence.

L'affaire qui avait motivé le voyage de M. Hodges à Constantinople était loin d'être terminée et la découverte que l'on venait de faire, de la trahison et des intrigues de Pétroniévitch, jointe à l'annonce de l'arri-

vée prochaine de M. de Boutenieff, rendait plus que jamais nécessaire sa présence dans cette capitale. Mais rien ne put l'arrêter, malgré l'empressement que je mis à le rassurer sur l'état de sa femme qui ne présentait rien d'alarmant et fut bientôt guérie.

Il partit donc le 12 septembre sur un paquebot autrichien et arriva huit jours après au lazaret de Radoëvatz, où des ordres avaient été expédiés pour le recevoir et abréger sa quarantaine.

Dans son impatience, de s'aboucher avec lui et afin de lui épargner le voyage de Kragoëvatz qui aurait retardé de deux ou trois jours son retour auprès de sa femme, Milosch vint lui-même à sa rencontre jusqu'à Pojarevatz.

Au dire du colonel Hodges il n'y avait plus de doute sur l'issue de la question qui s'agitait à Constantinople. Il assurait d'avoir, avant son départ, arrangé les choses de manière que le succès n'était plus douteux; sans cela, disait-il, je ne serais point parti. Le sultan et son ministère étaient parfaitement convaincus que l'intérêt de la Turquie exigeait que l'on conservât à Milosch la plénitude de son autorité, ils avaient compris le but caché de la Russie en proposant un conseil d'État inamovible, et étaient résolus à ne céder à aucun prix sur ce point; d'autant plus que l'Angleterre et la France les auraient soutenus si la Russie cherchait à leur forcer la main. La cour de France avait ordonné à son ambassadeur d'agir d'accord avec celui d'Angleterre dans cette affaire, et le consul français, qui allait bientôt arriver à Belgrade, avait pour instruction de s'unir étroitement au consul anglais. La guerre qui

semblait imminente et inévitable entre le vice-roi d'Égypte et le sultan, et le soupçon assez fondé que la Russie n'était pas étrangère au mouvement de Méhémeth Ali, devait raffermir plus que jamais l'adhésion de la Porte à la politique de l'Angleterre et de la France. La prépondérance de ces deux puissances sur le Divan était désormais assurée, pendant que celle de la Russie déclinait tous les jours. La Porte s'était enfin aperçue qu'il était temps de s'opposer de toutes ses forces à l'influence que la Russie exerçait sur les populations chrétiennes vasales ou sujettes de l'empire ottoman, et de déjouer ses desseins ambitieux. Elle avait aussi compris que la Serbie était le pays qu'il fallait avant tout soustraire à cette influence, et qu'à cet effet il était nécessaire d'inspirer à la nation et au gouvernement serbe une entière confiance dans la loyauté de la Sublime Porte par une conduite sincère et sans arrière pensée, et de donner de la stabilité à la condition politique du pays en protégeant une dynastie dont le chef comprenait très-bien que son existence politique était indissolublement liée à celle de l'empire ottoman, et qui ne désirait rien que marcher d'accord avec lui.

Les affaires d'Égypte, disait encore le consul anglais, absorbant à l'heure qu'il est, toute l'attention de la Porte, étaient la seule cause du retard apporté à la solution de la question serbe. Sans cela tout serait déjà terminé au gré du prince et de la nation. Mais Lord Ponsonby avait engagé sa parole de profiter du premier moment de répit que les affaires d'Égypte laisseraient à la Porte pour l'amener à la conclusion

définitive des affaires serbes; le moment ne pouvait pas être éloigné, et lui (Hodges) avait posté des agents fidèles qui devaient épier l'occasion et en donner avis à l'ambassadeur. Le prince devait en conséquence rester tranquille sur l'heureux succès de cette question si importante.[1])

X.

Par ordre du prince qui l'avait mandé à Posarevatz, Cunibert se trouvait présent à cette entrevue; et malgré les assurances de M. Hodges, il ne put s'empêcher de croire que le départ de celui-ci de Constantinople aurait une influence funeste sur l'issue de l'affaire capitale qui se traitait devant la Porte. Il connaissait trop d'un côté le caractère dissimulé et les sentiments de Petroniévitch, ainsi que l'incapacité des deux autres députés à dejouer ses trames; d'un autre côté il avait eu assez de preuves du peu d'importance que l'ambassade anglaise, malgré toutes ses protestations attachait à la question serbe et de l'espèce de nonchalance qu'elle y apportait, pour s'abuser au point de penser que Milosch, avec de tels moyens, pût jamais l'emporter sur l'activité et les intrigues des Russes.

[1] Ici finit le MS. du Dr. Cunibert. Une longue maladie de langueur et sa mort prématurée l'empêchèrent de terminer cet ouvrage. Ce qui suit jusqu'à l'abdication de Milosch a été rédigé sur les nombreux documents qu'il a laissés à sa mort.

On avait en effet perdu jusqu'alors à Constantinople un temps précieux. Le Divan n'avait fait encore que des promesses, et tout le monde connaît la valeur des promesses à la cour du Sultan. Personne ne sait, mieux qu'un dignitaire turc, éconduire un solliciteur, traîner en longueur une affaire et malheureusement aussi, sacrifier à ses intérêts personnels toute considération de justice et de dignité.

Il est bien vrai de dire que le chef actuel du ministère turc, Réchid-Pacha, était un de ces hommes qu'on rencontre rarement partout ailleurs, et à plus forte raison en Turquie, à la tête d'un gouvernement; mais l'ambassadeur russe M. de Butenief venait de reprendre son poste, et il était assez fin diplomate, connaissait assez le pays et pouvait disposer de moyens assez efficaces pour rendre possible un changement de ministère dans un pays où tout est possible avec de l'or et de l'énergie. La suite des événements montra que les prévisions de Cunibert n'étaient que trop fondées.

En attendant, les députés serbes, ainsi que l'ambassadeur anglais mandaient toujours au prince de rester tranquille, l'assurant que les affaires marchaient selon ses désirs. Le projet de constitution venait d'être présenté au sultan et on le discutait maintenant dans son conseil où, écrivait-on, l'ambassadeur anglais l'appuyait de toute son influence alors très-puissante.

Nous avons déjà dit que les députés serbes ne traitaient avec la légation anglaise qu'au moyen de Mussury, gendre de Bogoridi prince de Samos. Malgré cette précaution qu'on avait cru nécessaire, moins pour

cacher aux Russes le cas que le prince Milosch faisait de l'appui de l'Angleterre, que pour sauver les apparences, l'ambassadeur russe avait fait des remontrances à ce sujet, se plaignant de ce que les Serbes sujets de la Porte et protégés par la Russie osaient, sans l'agrément de ces deux puissances, nouer des relations avec des gouvernements étrangers. Les députés informèrent le prince de cette nouvelle prétention de M. de Boutenief, et M. Vaschenko de son côté, fut assez hardi pour venir lui-même porter au prince à Kragoëvatz une lettre de cet ambassadeur remplie d'inconvenances, et d'y ajouter de sa part des reproches et des menaces à cause de ses relations avec l'Angleterre.

M. Vaschenko connaissait la susceptibilité du prince et tout ce qu'avait de blessant pour lui l'espèce de sommation qu'il allait lui faire; mais, loin d'y apporter quelque ménagement, il affecta au contraire de prendre avec lui un ton encore plus hautain qu'à l'ordinaire. Aussi l'on crut généralement en Serbie qu'il y avait là le but caché de pousser le prince à un de ces terribles emportements, dont il avait tant de peine à se défendre en pareilles occasions et qui provoquerait de sa part quelque mesure violente que l'on ferait passer ensuite pour un outrage à la Russie qui saurait en tirer le plus grand parti.

Mais heureusement le prince vit le piége et se garda bien d'y tomber. Il reçut Vaschenko avec sa politesse ordinaire, écouta ses reproches avec le plus grand sang froid et sans témoigner aucunement la colère qui grondait dans son cœur. Il se contenta de lui demander d'un ton calme, mais ferme si les Serbes étaient des

hommes libres et sur la réponse affirmative de Vaschenko il ajouta: «Si nous sommes des hommes «libres, personne n'a le droit de nous défendre «d'avoir des relations avec les envoyés des puis- «sances avec lesquelles la S. P. vit en bonne har- «monie. Nous considérons donc cette défense que vous «venez de nous faire comme un attentat à notre liberté, «à cette liberté pour laquelle les Serbes se sont battus, «qu'ils sauront encore défendre, et à laquelle, tant «que je serai à la tête du gouvernement je ne souf- «frirai pas qu'on porte la moindre atteinte.»

En entendant le prince parler de la sorte, Vaschenko le menaça d'en faire rapport à son gouvernement; mais il lui répondit qu'il pouvait faire ses rapports à qui bon lui semblerait, et le congédia.

Ce fut la dernière fois que le prince voulut recevoir M. Vaschenko. Il n'était pas assez sûr de lui-même pour répondre que dans d'autres entrevues il pourrait encore conserver le même sang-froid; aussi lui refusa-t-il toutes les audiences qu'il fit demander pendant son séjour à Kragoëvatz.

Cependant pour faire connaître jusqu'à quel point la Russie voulait pousser son protectorat, il envoya un récit détaillé de sa dernière entrevue avec Vaschenko à Constantinople, avec ordre de la communiquer à l'ambassadeur anglais. Le colonel Hodges, de son côté, en informa aussi Lord Palmerston et Sir Lamb, ambassadeur anglais à Vienne.

A cette relation, Milosch ajouta des nouvelles instructions pour sa députation, ainsi que la réponse

qu'elle devait faire à M. de Bouténief, s'il insistait dans dans ses prétentions envers la Serbie:

«Je ne puis pas assez m'étonner faisait-il écrire, de «ce que notre protectrice s'arroge le droit de nous «demander raison de nos démarches, de nos rapports, «de l'endroit où nous voulons aller et des personnes «avec lesquelles nous désirons causer.»

«Elle dit que ses efforts tendent à rendre inviolable «en Serbie la liberté personnelle, et cependant elle «commence par vouloir limiter la nôtre et celle de nos «députés, cherchant à nous empêcher de visiter nos «connaissances et nos amis, bien qu'elle n'ait aucune «raison de craindre que nos relations puissent lui causer «le moindre désagrément.»

«Sous le nom de protection, moi j'entends le con-«cours de tous les efforts possibles pour assurer notre «bien-être à l'intérieur et notre honneur au dehors. «Si la Russie entend ce mot dans le même sens je ne «puis pas comprendre pourquoi elle veut nous dé-«fendre d'avoir des rapports d'amitié, surtout avec des «puissances qui sont en bonne relation avec elle.»

«Mais enfin, quel que soit le sens qu'elle attache «à ce mot *protection*, nous ne pouvons pas aller jus-«qu'à lui reconnaître le droit de nous forcer à la «consulter sur les connaissances que nous pouvons «faire et de nous prescrire où, quand et avec qui nous «devons parler. Le gouvernement russe n'oserait peut-«être pas pousser ses prétentions à ce point-là, même «avec ses sujets; et comment le pourrait-il avec une «nation qui ne relève pas de lui et n'a d'autre suzerain «que la S. P. dans les limites des privilèges que celle-

«ci lui a accordés par ses hatichérifs? Or si la S. P. «ne voit pas de mauvais œil que les députés serbes «soient bien reçus par l'Angleterre, de quel droit la «Russie s'en fâcherait?»

«Nous permettons donc à notre députation de visiter «en toute liberté et sans faire attention ni à la colère, «ni aux menaces de personne, les ambassadeurs qui «voudront bien la recevoir avec amitié, et de faire «de nouvelles connaissances si l'occasion s'en présente «et que nous puissions y trouver quelque avantage. «Seulement nos députés se garderont bien d'y mettre «de l'ostentation et tâcheront au contraire de ménager «tant qu'ils pourront la susceptibilité de l'ambassade «russe, tout en cherchant à lui persuader qu'elle a «tort de se fâcher.»

Dans ces instructions Milosch prévoit les difficultés que les agents russes élèveront contre le projet serbe de constitution, et ordonne à ses députés de ne souscrire à aucune modification qu'on puisse y apporter sans le prévenir.

«L'avenir de la Serbie, dit-il, en dépend; car le «temps est maintenant arrivé où nous pouvons acquérir «ou perdre à jamais tout ce que nous désirons. Il est «donc d'une importance extrême que la députation «ne se laisse imposer ni par les menaces, ni par les «cajoleries, de quel côté qu'elles lui viennent. Il n'y «a point de rose sans épines; mais avec de la fermeté «et de la persévérance, et en se tenant fidèlement à «nos instructions, la députation viendra à bout de toutes «les difficultés.»

Il finit en recommandant surtout à Abraham Pétro-

niévitch, comme au plus connu de ses employés à Constantinople, de se régler suivant ses instructions et d'insister de toutes ses forces auprès de la Porte pour l'amener à terminer le plus tôt possible les affaires serbes.

XI.

Lord Ponsonby approuva hautement la conduite du prince envers M. Vaschenko, et lui en fit des compliments. Zivanovitch qui, suivant les ordres du prince, lui avait rapporté cet incident, écrivait à Cunibert que la S. P. avait fait de grands éloges du prince et qu'elle attachait une grande importance à cette affaire.

Cependant Vaschenko et le parti dont il était le chef en Serbie, ne rendirent pas les armes après l'échec qu'ils venaient d'essuyer; ils poursuivirent au contraire leur but avec une persévérance digne d'une meilleure cause.

Sachant que Milosch quoique fort peu disposé à souffrir qu'on l'outrageât directement, l'était encore moins lorsqu'il s'agissait de ses amis, ils se tournèrent contre le colonel Hodges. Des pamphlets remplis des plus grossières vilenies, de menaces et de phrases d'une extrême indécence, quelques jours après la dernière entrevue de Vaschenko avec le prince, furent affichés à la porte de l'habitation du consul anglais, ainsi qu'aux coins des rues principales de Belgrade.

Le prince, lorsqu'il connut ces infamies était au

comble de l'indignation. Il ordonna à la police de Belgrade, de ne rien épargner pour en découvrir les auteurs. Ses soupçons tombaient sur Vaschenko et Zoritch; quelque passage de ces pamplets lui rappelant le dernier discours qu'il avait entendu de la bouche du consul russe. La police, au contraire, signala comme les principaux coupables les Tyrols et la camarilla factieuse dont Ephrem était le chef. Milosch voulait en faire un exemple, lorsque Hodges en homme d'esprit sachant se rendre supérieur à des injures anonymes qui décelaient chez leurs auteurs une rage impuissante, le supplia de ne vouloir les punir qu'avec le mépris. Mais toute son influence sur l'esprit du prince aurait à peine suffi à le calmer, si des preuves incontestables ne l'eussent convaincu que c'était un parti pris de la part de ses ennemis de le pousser par tous moyens à quelque mesure de rigueur qui compromît la réputation de modéré qu'il voulait faire à son gouvernement et qui pouvait lui être très-utile dans la question qui s'agitait à Constantinople.

Cependant, grâce à l'impunité dont ils jouissaient et irrités par le mépris que M. Hodges leur témoignait, il n'y eut pas d'excès auquel ils ne se portassent. La correspondance du consul anglais fut souvent interceptée, et un jour le tatar qui était chargé des dépêches du consul russe pour Constantinople vint s'offrir de les lui livrer moyennant 100 piastres. Heureusement Hodges, sans soupçonner le piége et inspiré seulement par son honnêteté, refusa cette offre, que l'on sut plus tard n'être qu'un coup monté par Vaschenko lui-même, qui aurait mis la soustraction de

ses dépêches à la charge du prince, par ordre duquel le consul anglais aurait été censé avoir agi.

Toutes ces pitoyables intrigues ayant ainsi avorté, on poussa l'audace jusqu'au point de présenter au prince même contre M. Hodges une des plus horribles accusations, dans laquelle on enveloppa aussi Cunibert; voici le fait.

Le prince Milosch célébrait tous les ans la fête de Saint-Nicolas, patron de sa famille. Ce jour-là il conviait à sa résidence tous les employés de sa maison, ainsi que ses amis et Cunibert était toujours un des invités. Il se disposait donc à partir pour Kragoëvatz lorsque vint chez lui le consul serbe Panto Hadgi-Stoïlo, le priant de vouloir se charger d'une petite caisse de bouteilles de Tokai qu'il envoyait au prince. M. Hodges, peu d'instants après vint aussi lui porter la lettre de félicitation que dans ces occasions il ne manquait jamais d'écrire au prince.

Le hasard voulut que Hodges, avant de venir chez Cunibert, passât chez l'apoticaire pour y acheter certaine drogue vénéneuse, dont il avait besoin, je ne sais dans quel but. L'épicier, suivant les ordres qu'il tenait, alla dénoncer tout de suite cet achat du consul anglais à la police, qui voulut voir dans la visite de Hodges à Cunibert l'intention de mêler du poison au vin que celui-ci devait porter à Kragoëvatz, et s'empressa d'envoyer un courrier extraordinaire au prince pour lui faire part de ses soupçons et le mettre sur ses gardes.

Était-ce de la part de la police de Belgrade un excès de zèle tel qu'on en voit chez les polices de tous les pays, qui, sous le prétexte de complots imaginaires,

vont souvent troubler la paix des familles et tacher la réputation des honnêtes gens, pour montrer qu'ils font bonne garde autour du maître qui les paie, et se faire ainsi valoir auprès de lui? Ce serait une erreur que de le supposer. Le caractère des personnes que l'on accusait ainsi était trop connu, pour que la police pût jamais de bonne foi les croire capables d'un crime de cette nature. D'ailleurs l'on savait à Belgrade que la plupart des employés de police était à la solde des ennemis du prince, qui étaient toujours en quête de moyens de semer la dissension et la défiance entre le prince et ses plus dévoués amis et serviteurs.

Ce fut donc sous l'inspiration des ennemis de Milosch que cette accusation fut portée à Kragoëvatz. Leur plan était cette fois assez habilement combiné. L'atrocité même de leurs calomnies était une chance de succès, n'étant pas croyable qu'on osât lancer une pareille accusation sans de bonnes raisons. Indépendamment de cela, ils pouvaient espérer que le prince, quelqu'invraisemblables que lui parussent les soupçons de la police de Belgrade, n'aurait pas, puisqu'il s'agissait de sa vie, touché aux bouteilles de Tokai, sans en avoir préalablement fait analyser le contenu. Et comme il n'y avait pas en Serbie de chimistes assez habiles pour cela, il les aurait peut-être envoyées en Autriche, où l'on avait mille moyens de faire paraître ce qui n'était pas. Dans tous les cas un scandale semblait inévitable; et, quoique, à la fin la vérité dût se faire jour, les deux accusés n'auraient pourtant pas manqué de voir dans le procédé du prince une preuve de défiance envers eux et fini peut-être par s'éloigner

de lui. En attendant on tâcherait de donner à cette affaire une telle publicité à l'intérieur et à l'étranger que la réputation de ces deux meilleurs amis de Milosch en aurait certainement souffert.

Mais cette fois encore les choses ne tournèrent pas au gré des méchants, Milosch très-peu méfiant de sa nature, estimait trop ces amis pour jamais concevoir contre eux le moindre soupçon. Aussi le courrier de la police de Belgrade ayant devancé Cunibert et fait son rapport au prince en présence de quelques fonctionnaires, qui s'empressèrent de conseiller au prince de faire arrêter Cunibert, aussitôt arrivé, et de soumettre le vin à l'analyse, donnant ordre à Belgrade de garder à vue le consul anglais, le prince, loin de consentir à aucune de ces mesures, ordonna sévèrement à tout le monde de garder sur ce qu'ils venaient d'entendre le silence le plus absolu, se réservant d'éclaircir lui-même la chose.

Quelques instants après, Cunibert venant d'arriver, le prince le reçut avec sa bienveillance accoutumée, et lui ayant demandé s'il n'avait pas une caisse de bouteilles à lui remettre, sur sa réponse affirmative, il ordonna à un valet d'aller prendre cette caisse, de l'enfermer dans un placard de sa chambre même et de lui en apporter la clef. La soirée s'écoula sans qu'il fît la moindre allusion à ce qui venait de se passer.

Le lendemain, jour de Saint-Nicolas, tout le monde paraissait heureux autour du prince. Ceux-là surtout qui connaissaient le rapport de la police de Belgrade félicitaient le prince avec une apparence de cordialité extraordinaire, comme s'ils étaient réellement persua-

dés qu'il venait d'échapper à un des plus grands dangers qu'il eût jamais couru. Le festin se passa on ne peut plus gaiement; les toasts se succédaient sans interruption, et le prince montra toujours un enjouement qui révélait combien il était tranquille sur le parti qu'il avait pris pour découvrir la vérité. Le pauvre Cunibert lui seul essuya maints regards sinistres de la part de tous ceux qui connaissaient le secret; mais habitué depuis longtemps à ne plus les compter parmi ses amis, il attribua ces marques de haine et de dédain à leurs contrariétés politiques et n'y fit pour lors aucune attention.

Après le dîner on passa dans le salon pour y prendre le café et boire le vin du dessert. Cunibert s'étant arrêté dans la salle à manger pour s'entretenir avec quelques amis, le prince le fit aussitôt appeler; et après avoir dit qu'il l'attendait pour boire, il se fit apporter par son valet de chambre une des bouteilles du Tokai, dont il remplit deux verres; il en fit passer un à Cunibert, et prenant l'autre lui-même il dit: Goûtons à nous deux de ce vin, et s'il ne nous donne pas la mort, ces messieurs nous aideront à boire ce qui en reste. Il vida ensuite son verre en même temps que Cunibert; puis se tournant vers les autres invités: Vous voyez, leur dit-il, que ce vin ne contient pas plus de poison que le lait de nos mères. Cunibert, qui ignorait encore complétement tout ce qu'on avait voulu faire croire au prince, prit ces mots pour une plaisanterie et s'empressa de répondre: Si V. A. veut me condamner au poison, je consens à boire de celui-ci tant qu'il lui plaira. Mais le prince, lui ayant alors

montré le rapport de la police de Belgrade, ajouta: Tu vois, mon cher, le cas que je fais de ces niaiseries. Puis le prenant par la main il traversa avec lui plusieurs salons remplis de monde qui attendait avec des sentiments divers, le dénouement de cette intrigue; car, malgré les ordres du prince, la nouvelle avait couru d'un essai d'empoisonnement du prince par Cunibert. Tout le monde alors s'empressa autour du Tokai, protestant que cette accusation n'avait pas le sens commun, que c'était une des sottises habituelles du directeur de police, qui probablement était ivre lorsqu'il avait fait ce rapport.

Ainsi, grâce au bon sens du prince, se termina, au grand désappointement de ses ennemis un incident qui pouvait avoir les plus fâcheuses conséquences contre deux innocents en butte aux intrigues d'un parti auquel tous les moyens étaient bons pour atteindre le but infâme qu'il se proposait.

XII.

A cette même époque il priait M. Hodges d'écrire de sa part à lord Ponsonby pour l'intéresser à obtenir de la S. P., conformément au traité de commerce avec l'Angleterre, un firman qui supprimât dans toute l'étendue de l'empire Ottoman le monopole que les hauts fonctionnaires exerçaient partout et sur toute sorte de denrées.

Ce monopole avait été de tout temps une des plaies les plus déplorables de la domination turque et la cause principale de l'état de dénuement et de misère où languissaient les populations dans toute l'étendue de ce vaste empire. Partout il ruinait l'industrie et le commerce, n'enrichissant que quelque pacha avide au préjudice de tout le reste de la nation. En Serbie on en avait longtemps senti les malheureux effets, et à ce moments même, le pacha de Vidin, venant de conclure une convention avec le baron Rikman et le gouvernement de Valachie pour l'exportation du sel, dont les mines de ce pays fournissent presque seules toutes les populations des deux rives du bas Danube, pouvait aisément faire renchérir à son gré cette denrée et donner lieu à des plaintes et, peut-être aussi, à des troubles de la part des pauvres, que le trop haut prix de cet objet de première nécessité mettrait dans l'impossibilité de se le procurer.

Il est à regretter que la chute de Milosch l'ait empêché de poursuivre auprès de la S. P. la réalisation d'un vœu aussi généreux; mais il suffit qu'il l'ait tenté, pour prouver que ses vues étaient justes, et qu'il n'était pas ce tyran égoïste qui se repaissait des larmes de son peuple et ne se souciait que de ses trésors et de ses plaisirs.

Il est vrai de dire cependant que le peuple lorsqu'il n'était pas égaré par les calomnies des intrigants et des hommes de parti, était loin de partager, sur le compte du prince, les opinions de ses ennemis. Il saisissait au contraire toutes les occasions pour lui témoigner son amour, sa reconnaissance et la confiance

sans bornes qu'il avait en lui; ce que nous allons raconter va le prouver.

Vers la fin de ce même mois d'octobre Milosch ayant résolu de faire une visite à son frère Jean à Tschiatchiak, à peine le bruit se répandit-il de sa prochaine arrivée dans cette ville, que toute la population des environs accourut pour le voir et le saluer. Une nombreuse foule de personnes de tous les rangs ayant à la tête le gospodar Jean, les capitaines et les juges de tous les districts de la naïa, vint à sa rencontre jusqu'à deux heures de chemin de Tchiatchiak. Lorsque le prince parut, un cri unanime se leva pour lui donner la bien venue; on le saluait des beaux noms de bon maître, de père du peuple, de bienfaiteur de la nation, protestant que c'était à lui seul que l'on devait la liberté ét le bien-être dont on jouissait actuellement en Serbie, et que la reconnaissance publique serait immortelle ainsi que ses bienfaits. Aux portes de la ville il était attendu par tous les habitants sortis pour le recevoir. Les saluts et les acclamations se renouvelèrent plus bruyantes encore, et l'on voyait des vieillards aux cheveux blancs pleurer d'attendrissement et baiser la terre que le prince avait foulée de ses pieds, lui souhaitant toutes sortes de bonheur. Les coups de fusil et de pistolet, par lesquels le peuple serbe témoigne d'ordinaire sa réjouissance, ne cessèrent de toute la journée, et le soir toute la ville fut spontanément illuminée. Des transparents placés en plusieurs endroits manifestaient les sentiments dont le peuple était animé, et à la porte du Konak on avait dressé un grand tableau qui représentait la bataille de Tschiatchiak où

Milosch battit les Turcs, et où périt le Kiaïa (lieutenant) du pacha de Belgrade qui les commandait.

Ces fêtes se renouvelèrent pendant tout le temps que Milosch resta dans cette ville.

Avant son départ il convoqua le peuple sur la place publique et le remercia des preuves d'attachement qu'il venait de lui donner, protestant de sa ferme volonté de travailler, comme toujours, sans relâche à la prospérité de leur patrie commune. A ces paroles une acclamation immense retentit; et les vieillards, ainsi que tous les hommes de quelque autorité entourant le prince, le supplièrent de vouloir rester encore quelques jours parmi eux : Il y a quinze ans, lui répétait-on de tous côtés, que nous ne t'avons plus vu au milieu de nous, et voilà que tu vas déjà nous quitter !

Des cadeaux de toute espèce et même des plus magnifiques furent ce jour-là présentés au prince, non-seulement par les employés, mais aussi par les simples citoyens. Le prince les leur rendit par toute sorte de faveurs, et partit accompagné des vœux les plus sincères que toute cette population faisait pour son bonheur et celui de la patrie.

Cet accueil si cordial, ce regret si naïvement exprimé de ne pouvoir jouir plus longtemps de sa présence, ces fêtes si spontanées que j'ai décrites d'après une lettre d'Aaron Zagoritza secrétaire du prince, qui avoue ingénument n'avoir pu retenir ses larmes à la vue d'un tel enthousiasme pour son maître, prouvent combien le prince était aimé par son peuple à cette époque même, où des hommes qui se vantaient

d'un patriotisme ardent, appuyés par une puissance qui prenait le titre de protectrice de ce malheureux pays, travaillaient avec plus d'ardeur à sa ruine.

XIII.

Cependant dépêches sur dépêches arrivaient de Constantinople; elles étaient toutes rassurantes. Le projet de constitution présenté par la députation serbe avait déjà été approuvé par le conseil des ministres; il n'attendait plus que la sanction du Sultan, et l'on se donnait un grand empressement pour la solliciter. Malheureusement ce n'étaient que des paroles. Zivanovitch dans sa correspondance avec Cunibert commence à laisser percer quelque inquiétude sur l'issue finale de la question. Il se plaint des longueurs de la Porte, de la faiblesse de Nouri-effendi, qui avait succédé à Reschid-pacha; des intrigues de la Russie. Les craintes et les prévisions de Cunibert commençaient à se réaliser. L'ambassadeur anglais ne faisait rien pour soutenir Milosch; Pétroniévitch, ennemi d'autant plus dangereux qu'il jouissait encore de toute la confiance du prince, travaillait contre lui, et les agents russes, toujours actifs et vigilants, menaient leur train des intrigues qui devaient bientôt être couronnées du plus complet succès.

Pendant que lord Ponsonby écrivait à M. Hodges que la sanction souveraine qui seule manquait au pro-

jet de constitution, n'était qu'une simple formalité qui ne se ferait pas attendre longtemps, M. de Boutenieff présentait lui-même et faisait agréer au Sultan un autre projet qu'il avait rédigé d'accord avec Pétroniévitch, assurant Sa Majesté qu'il satisfaisait à tous les besoins et les désirs des Serbes et réclamant son approbation au nom des traités qui réglaient les relations de sa S. P. avec la Russie.

Entre le projet de M. de Boutenief et celui de Milosch il y avait cette différence capitale, que le premier admettait un sénat inamovible avec des attributions trop étendues et mal définies, dont l'usage ne pouvait manquer de porter le trouble dans l'administration du pays, et de créer un antagonisme dangereux entre deux pouvoirs suprêmes.

C'était là l'institution que la Russie avait déjà plusieurs fois essayé d'imposer à Milosch, et qui formait le but des intrigants serbes, jaloux du pouvoir du prince, et désirant lui assigner des limites et s'en rendre en quelque sorte indépendants.

Suivant le projet de Milosch, au contraire, les sénateurs étaient amovibles au gré du prince; et la députation serbe à Constantinople n'avait d'autre but que celui de faire approuver par le sultan cette amovibilité. Tout le reste n'était qu'accessoire. Milosch prévoyait assez juste lorsqu'il disait qu'un sénat inamovible serait le dernier malheur qui pût arriver à la Serbie.

Aussi, lorsque la constitution, approuvée par le Sultan, fut présentée aux députés serbes, ils refusèrent de l'accepter, suivant les instructions de Milosch, et

Zivanovitch eut même le courage de protester qu'elle violait les droits de la Serbie et de son prince.

De son côté lord Ponsonby, étonné du dénouement inattendu de cette question s'empressa de demander une audience du Sultan, espérant le faire revenir sur la résolution qu'il venait de prendre. Il eut avec lui une longue conférence à ce sujet; mais à toutes ses instances le Sultan répondait qu'il n'avait avec l'Angleterre aucun traité qui regardât la Serbie pendant que de tels traités existaient avec la Russie et que le hatichérif de 1830 lui donnait le droit d'exiger du prince serbe l'institution d'un sénat inamovible.

Le Sultan venait de dire son dernier mot; l'ambassadeur russe l'avait définitivement emporté; le temps seul et l'expérience pouvaient fournir une occasion de reprendre à l'avenir cette question avec de meilleures chances de succès; pour le moment il fallait se résigner. C'est ce que lord Ponsonby écrivait à Milosch en décembre 1838, le priant de rester entièrement passif et tranquille. Il ajoute toutefois dans cette même dépêche que le prince doit être assez satisfait de la constitution que la S. P. lui impose, puisque cette constitution est beaucoup plus favorable à son pouvoir que ne l'était le projet présenté par ses députés. «Je ne crois pas, conclut-il, «que les députés serbes aient agi de bon gré contre «le prince; mais il est singulier qu'ils aient fait de telles «propositions, et j'ai le bonheur de dire qu'on n'en «trouvera pas de pareilles dans le nouveau hatichérif.»

Cette assertion est assez singulière et l'on ne peut l'expliquer qu'en disant que l'on avait présenté un projet tout autre que celui proposé par Milosch au Sultan,

pour en surprendre la bonne foi et remporter son assentiment au projet russe d'une apparence plus libérale ou, ce qui est plus probable, que lord Ponsonby avait donné si peu d'attention aux affaires serbes, qu'il n'avait pas même compris que le point essentiel de toutes les démarches de Milosch était le sénat inamovible que la constitution russe admettait.

Quoiqu'il en soit, la députation serbe étant partie de Constantinople sans accepter cette constitution, la Porte l'envoya au pacha de Belgrade avec ordre de la proclamer en présence du prince et de la nation. Joussouf-pacha savait jusqu'à quel point cette constitution contrariait les vues de Milosch; ce fut donc avec une joie qui perçait dans toutes ses phrases qu'il invita le prince à se rendre à Belgrade accompagné des notables du pays, pour y entendre la lecture du statut que le Grand-Seigneur daignait accorder à son peuple de Serbie.

Ce fut le 18 février 1839 (v. s.) que cette lecture eut lieu sur la place du château de Belgrade. Le prince Milosch, les hauts fonctionnaires serbes, tous ceux qui avaient pris parti pour les Russes, les quelques notables qui avaient accompagné le prince à Belgrade, les consuls des puissances étrangères et tous les officiers et employés turcs y assistaient.

Voici le texte de cet ustau (statut), tel qu'il est rapporté par M. Boué:[1])

«A toi, visir Jousouf-Mouhla-pacha, que tu sois estimé, «et au prince du peuple serbe, qu'il soit heureux.»

[1] *La Turquie d'Europe*, III, 291.

«D'après les priviléges et les libertés accordés aux «habitants de la province de Serbie pour leur fidélité «et leur attachement, et d'après le contenu de plusieurs «hatichérifs émanés de nous précédemment sous dif-«férentes dates, il a été trouvé nécessaire de donner «à cette province une organisation et une constitution «particulière, privilégiée et inaltérable, sous la condi-«tion que les Serbes observent ponctuellement les «devoirs de la fidélité et de l'obéissance, et qu'ils paient «le tribut à ma Sublime Porte exactement et aux époques «prescrites.»

«1. D'après le contenu du décret impérial que tu «as reçu précédemment, et conformément à la con-«stitution organique accordée au peuple serbe, la di-«gnité princière a été donnée à ta personne et à ta «famille, comme une récompense pour ta fidélité et «ton attachement.»

«2. Le gouvernement intérieur du pays est con-«fié à tes soins et à ta fidélité, et 4000 bourses «(500,000 francs) sont destinées annuellement à tes «dépenses.»

«3. En même temps je te confère : *A*) La nomina-«tion des employés pour les différentes branches «d'administration de la province. *B*) Le commande-«ment de toutes les troupes nécessaires pour faire la «police, maintenir l'ordre et la tranquillité du pays et «prévenir les attaques et les désordres. *C*) Le pouvoir «d'*exéquatur*. *D*) La répartition et la collecte du tribut «ainsi que la distribution des charges publiques. *E*) La «nomination des commissions nécessaires et la publi-«cation des instructions conformes à l'ordre à tous

«les employés de la province. *F*) La juridiction et le «droit de punition et de grâce pour les crimes.»

«4. Avec ce pouvoir qui t'est confié, tu auras donc «le droit entier de choisir, de nommer et d'installer «trois individus qui seront soumis à tes commandements «et formeront une administration centrale, comme cela «convient pour l'établissement d'une bonne administra-«tion du pays et des habitants; devoir qui t'est prescrit. «Un de ces individus s'occupera des affaires de l'inté-«rieur, un autre des finances, un troisième de la «justice.»

«5. Tu te formeras une chancellerie particulière et «confiée à la conduite de ton remplaçant (Namesnik), «tu le chargeras de dresser les passeports et de veiller «aux rapports des Serbes avec les puissances étran-«gères et aux intérêts nationaux.»

«6. Un conseil composé de primats (Nitschirnitzi), «de notables (Otmienii) serbes, sera constitué. Ce «conseil sera composé de 17 membres dont l'un occu-«pera la présidence.»

«7. Quiconque n'est pas né Serbe, ou n'est pas «nationalisé: de plus, quiconque n'a pas atteint l'âge «de 35 ans, ou ne possède pas d'immeubles, ne peut «pas devenir membre de ce conseil.»

«8. Le président et les membres de ce conseil se-«ront choisis par toi, sous la condition qu'ils possè-«dent la confiance entière du peuple et qu'ils aient «pour eux l'opinion publique, soit à cause de leur «habileté, et leurs autres qualités d'honnêtes gens, soit «à cause de leurs services envers la patrie.»

«9. Le choix fait, et avant d'entrer en fonctions,

«les membres du conseil, y compris toi, prêteront ser-«ment entre les mains du Métropolitain de ne pas agir «contre les intérêts du peuple; contre les devoirs pres-«crits par le service et la conscience, et contre ma «volonté impériale.»

«10. La charge du conseil sera uniquement de «veiller aux intérêts du peuple et de le soulager de ses «conseils.»

«11. Sans le consentement du conseil aucune loi «ne pourra être décrétée ni aucun impôt ordonné.»

«12. Le traitement des membres du conseil sera «fixé, par toi d'une manière convenable et de commun «accord; et quand les assemblées seront constituées «dans l'endroit du gouvernement central de la princi-«pauté, ses attributs s'étendront sur les objets suivants: «*A*) Le jugement et la décision des demandes et des «points litigieux (Parnitze) ayant rapport aux décrets «et lois du pays, à la justice, au tribut et aux autres «impots. *B*) La fixation des traitements et des ré-«munérations pour tous les employés du pays ainsi «que l'installation de nouveaux employés s'il était né-«cessaire. *C*) L'estimation des dépenses annuelles né-«cessaires à l'administration du pays, ainsi que la dé-«libération des moyens les meilleurs et les plus con-«venables pour établir et lever les impôts qui doivent «faire face aux dépenses. *D*) Enfin la délibération sur «la rédaction d'une loi qui détermine le nombre, la «solde et le réglement de service de la milice natio-«nale nécessaire pour la conservation du bon ordre «et de la tranquillité.»

«13. Ce conseil aura le droit de faire des propo-

«sitions pour des lois qui lui paraîtront utiles, en main-«tenant les raisons et en y ajoutant les noms du pré-«sident et du secrétaire; néanmoins sous la condition «que ces lois n'attaquent pas ni ne diminuent les droits «légaux de suzeraineté de ma Haute-Porte, qui est le «souverain du pays.»

«14. De pareilles demandes seront suivies de dis-«cussions, et la décision aura lieu d'après la pluralité «des voix.»

«15. Le conseil aura le droit d'exiger annuelle-«ment, en mars et avril, des trois ministres mention-«nés, un tableau de leurs mesures administratives «pour l'année écoulée, ainsi que d'examiner leurs «comptes.»

«16. Ces trois ministres, savoir de l'intérieur, des «finances et de la justice, ainsi que le directeur de la «chancellerie, assisteront, pendant la durée de leur «charge, aux séances du conseil après avoir prêté «serment.»

«17. Les 17 membres du conseil ne peuvent être «destitués avant que ma Haute-Porte en ait été avisée, «qu'ils se sont rendus coupables d'un crime de la vio-«lation d'une loi et d'autres ordonnances du pays.»

«18. Parmi les Serbes, il sera nommé et choisi un «Kapou-Kjaïa qui résidera toujours auprès de ma Haute-«Porte, pour les affaires serbes concernant une admi-«nistration conforme à mes intentions impériales, aux «libertés nationales et aux ordres sur l'organisation «du pays.»

«19. Les affaires de police, les quarantaines, l'ex-«pédition des ordres du prince aux employés des di-

«stricts, l'administration des instituts utiles et de la «poste, le soin des routes, l'exécution des ordonnances «concernant les pauvres du pays; tous ces objets ap- «partiennent au ministre de l'intérieur.»

«20. Le ministre des finances examine les comptes «de l'État, s'occupe d'encourager le commerce, de «conserver et d'adminisrer les revenus publics, dont «le budget est fixé par les lois du pays, de tenir la «main à l'exécution des lois concernant le commerce «et l'état financier, de couvrir les dépenses du pays, «d'après les comptes établis par les autres ministres. «Il aura soin qu'on dresse un cadastre ou livre des «propriétés immobilières du pays et de l'État. Il soi- «gnera l'exploitation des mines, l'aménagement des «forêts et les autres objets qui ont rapport à sa chan- «cellerie.»

«21. Celui qui est destiné à l'administration de la «justice, et qui est en même temps le directeur du «ministère de l'instruction publique et de la diffusion «des sciences, aura la charge de rechercher si les dé- «cisions prises ont été exécutées, de recevoir les «plaintes élevées contre les juges, et de prendre des «décisions à cet égard; de se convaincre de la capa- «cité de ceux destinés à la charge de juge, ainsi que «de se faire remettre tous les trois mois, par eux, une «indication de tous les procès jugés dans cet intervalle, «et de prendre soin de la construction, de la destina- «tion des prisons, aussi bien que de leur amélioration.»

«22. Il aura aussi à s'occuper de la moralité pu- «blique, de l'établissement de nouvelles écoles, et des «encouragements pour apprendre des sciences utiles.

«Il aura l'inspection sur les hôpitaux, et autres instituts «d'utilité générale, et s'entendra avec les anciens de «l'Église pour régler tout ce qui regarde la religion, «le service divin et l'Église.»

«23. Un étranger non né Serbe ou non nationalisé «ne peut remplir aucune des dignités mentionnées.»

«24. Ces trois ministres seront indépendants l'un «de l'autre dans l'exercice de leurs devoirs respectifs, «sans que l'un soit subordonné à l'autre; chacun aura «sa chancellerie particulière.»

«25. Chacune de ces divisions sera partagée en «plusieurs bureaux, et chaque publication concernant «les affaires de l'État, émanée de ces derniers doit «porter une signature. Aucune décision qui appartient «aux attributions de deux départements et a besoin «d'un double assentiment, ne sera exécutée sans la «signature des chefs de bureau, et sans avoir été por-«tée et enrégistrée dans les protocoles des bureaux «en question.»

«26. Les trois ministres rédigeront annuellement, «en mars et avril un tableau de toutes les affaires «traitées et exécutées dans leurs chancelleries et de «celles qui leur seront soumises; ils y ajouteront leur «sceau et leur signature ainsi que la signature des «chefs de bureau, et ce tableau sera soumis au conseil «de la province.»

«27. Ma volonté expresse est que les habitants de «Serbie, sujets de ma Haute-Porte, jouissent de la «liberté de propriété, de la liberté, personnelle, de la «protection dans les places honorifiques et les dignités. «Il est contraire à ma volonté impériale que qui que

«ce soit perde ses droits civils sans jugement préa-
«lable, ou qu'il vive exposé à une persécution ou puni-
«tion illégale. Pour cela on a trouvé nécessaire, d'eri-
«ger plusieurs espèces de cours de justice pour punir
«les coupables et pour reconnaître à chacun son droit,
«rendre à chacun la justice d'après les lois, en ayant
«égard au droit et à la justice, ou dans le cas contraire
«aux crimes et fautes prouvés de chacun.»

«28. Donc il ne peut pas être infligé d'amendes
«et de peines corporelles quelles qu'elles soient, à
«un Serbe avant qu'il n'ait été examiné et condamné
«d'après les lois. Ces cours de justice s'occuperont
«des contestations, décideront et jugeront les crimes
«et les violations des lois; mais dans aucun cas on ne
«pourra ordonner la confiscation des biens.»

«29. Trois espèces de cours de justice sont établies
«pour l'exercice de la justice: la première sera com-
«posée dans les villages par les anciens, et portera le
«nom de tribunaux de pair; la seconde formera la
«première instance et sera établie dans chacun des
«17 districts (Naiès) de la Serbie; enfin la troisième
«cour, appelée d'appel, se trouvera à la résidence du
«principal du gouvernement.»

«30. La justice de paix de chaque village sera com-
«posée d'un président et de deux membres élus par
«les habitants du lieu. Les attributions judiciaires de
«ce tribunal local dans la détermination des peines et
«la décision des contestations ne s'étendront dans les
«affaires criminelles qu'à une peine de trois jours d'ar-
«rêts ou de dix coups de bâton dans les affaires civiles

«aux procès qui n'ont pas rapport à plus de 100 pias-«tres (25 francs).»

«31. Les enfants et les parents des coupables ne «sont pas responsables pour leurs pères et mères et «leurs parents, et ne peuvent pas être punis pour eux.»

«32. Dans les tribunaux locaux on n'instruit que «sommairement et verbalement. Les jugements et les «procédures des deux autres cours de justice ont lieu «par écrit. Le tribunal de village renvoie au tribunal «de district tout procès dont l'objet dépasse 100 pias-«tres, ainsi que toute décision sur une violation des «lois qui est punie de plus de 80 coups de bâton.»

«33. Le tribunal de district est obligé de décider «dans les contestations en première instance, et sera «composé d'un président, de trois autres membres et «d'un personnel suffisant de chancellerie.»

«34. Ceux qui n'ont pas atteint leur trentième an-«née ne peuvent être ni président, ni conseiller de «cour.»

«35. Ce tribunal de district aura le droit de décider «des affaires criminelles et civiles.»

«36. Chaque condamné par le tribunal de district «aura huit jours pour en appeler: mais après huit «jours le jugement porté acquiert force de loi.»

«37. La cour d'appel s'occupera uniquement de «révision et des décisions portées par le tribunal de «première instance. Les quatre conseillers de cette «cour doivent avoir atteint leur trente-cinquième «année.»

«38. Les membres de la cour d'appel doivent être «nés serbes, ou être nationalisés.»

«39. Quant aux procès renvoyés d'une cour à «l'autre, le président est obligé de délivrer aux par- «ties intéressées un extrait des délibérations muni de «sa signature et de son cachet.»

«40. Un membre du tribunal de justice de paix ne «peut pas être membre des deux autres cours de jus- «tice.»

«41. Après la mort d'un membre de ces deux «cours, on fera attention dans le choix de son succes- «seur, aux années de service et à l'âge, et on se dé- «cidera d'après cela.»

«42. Aucun des membres de ces tribunaux ne peut «être démis à cause de négligence de ses devoirs ou «violation des lois, avant que la culpabilité n'ait été «légalement prouvée.»

«43. Un militaire ou employé civil, ou un ecclésia- «stique ne peut être puni qu'après que sa faute est «prouvée légalement et après un jugement légal.»

«44. Les employés civils et militaires, ainsi que les «ecclésiastiques, ne sont pas soumis aux peines cor- «porelles; on les punit par de sévères admonitions par «la prison, par la démission et par le bannissement.»

«45. La Serbie jouit de la liberté illimitée de com- «merce; donc chaque Serbe peut se vouer au com- «merce sans aucune restriction, à moins que le prince, «d'accord avec le conseil du pays, ne trouve tout-à- «fait nécessaire de limiter temporairement le com- «merce de certains articles.»

«46. Chaque Serbe, se conduisant suivant les lois, «est maître absolu et propriétaire de ses biens. Il peut «les vendre et les léguer à d'autres.»

«47. Il ne peut perdre ce droit que par un juge-
«ment d'une cour de justice du pays.»

«48. Chaque Serbe est tenu de s'adresser pour ses «contestations au tribunal du district dans lequel il vit; «il ne peut être sommé de comparaître que par le «tribunal du district où se trouve son domicile.»

«49. Aucun Serbe ne peut plus être commandé pour «des corvées ou *Robot.*»

«50. Les dépenses pour l'entretien des ponts et «l'établissement des routes sont à la charge des lieux «environnants.»

«51. Comme le gouvernement central de la prin-«cipauté a la surveillance des routes postales, des «ponts et d'autres établissements d'utilité publique, «les particuliers doivent être encouragés à porter leur «attention et leur zèle sur ces objets.»

«52. D'accord avec le conseil, tu détermineras une «paie pour les pauvres qui s'occupent de travaux «publics, et un traitement fixe des employés dans les «différentes charges.»

«53. Chaque employé peut renoncer à son service «après un certain nombre d'années de service et pour «des raisons légales. Après sa sortie, on lui assignera «une pension en rapport avec les services rendus.»

«54. Chaque charge est donnée au moyen d'un «décret princier; mais l'avancement n'a lieu que d'a-«près le rang, l'ancienneté et l'examen préalable pres-«crit.»

«55. Les personnes judiciaires doivent toujours «rester dans la justice, et sont tenues à tâcher de se «perfectionner dans cette partie.»

«56. Un employé civil ou militaire ne peut même «pas être employé provisoirement dans une cour de «justice.»

«57. Comme les Serbes sujets de la Haute-Porte «et lui devant un tribut, sont de l'Église grecque, je «leur ai donné la complète liberté d'exercer leur ser-«vice divin d'après les cérémonies en usage, ainsi que «de se choisir sous ton assistance et ta surveillance «leur métropolitain et leurs évêques, sous la condition «que, conformément aux canons de l'Église, ils soient «soumis à la puissance ecclésiastique du Patriarche «résidant à Constantinople, qui est à regarder comme «le chef de l'Église et du synode. De même il est «conforme aux priviléges et aux libertés accordées «jadis par la Porte ottomane à ses sujets chrétiens, «que les chefs du clergé administrent entièrement les «affaires de l'Église, en tant qu'elles n'ont pas de rap-«ports avec les affaires politiques. D'une autre part «les rémunérations et les dotations du métropolitain, «des évêques, des igoumenes, des ecclésiastiques et «des institutions pieuses, sont déterminées par le peuple; «ces mêmes réglements s'appliqueront donc au traite-«ment et à la dignité du métropolitain et des évêques «en Serbie.»

«58. On déterminera, en Serbie, les lieux où le «haut clergé se rassemblera pour tenir conseil sur les «affaires concernant le métropolitain, les évêques et «l'église.»

«59. Les seigneuries, les timars et les Ziamètes «sont abolis en Serbie, et cet usage ne doit jamais y «être introduit de nouveau.»

«60. Chaque Serbe est obligé de supporter l'impôt «et d'autres taxes. Les employés doivent être impo-«sés en proportion de leurs propriétés; mais le clergé «en est exempt.»

«61. Comme la Serbie est composée de plusieurs «districts et que chacun de ces derniers contient plu-«sieurs sous divisions, composées chacune de plu-«sieurs bourgs et villages, chaque chef de district aura «un aide, un secrétaire et le reste du personnel né-«cessaire.»

«62. Les chefs s'occuperont des ordres donnés «par le gouvernement et concernant les affaires de «l'État et leurs devoirs. Pour la levée et la distribution «de l'impôt il se guideront d'après les avis reçus de «l'administration des finances, qui leur donnera les «instructions nécessaires. Il ne peuvent décider les «contestations qui peuvent avoir lieu dans cette levée «et cette distribution, mais ils les soumettront à la «décision des tribunaux de district.»

«63. Le chef de chaque sous division de district «aura soin de préserver les biens et les propriétés «territoriales des villages de toute attaque, comme «de protéger le peuple contre les scélérats, les va-«gabonds et les gens qui ne sont pas en bonne re-«nommée ou ont de mauvaises mœurs.»

«64. Il est obligé d'examiner et de viser les passe-«ports des arrivants et des partants.»

«65. Il a le pouvoir de mettre en prison les per-«sonnes suspectes et de les y retenir vingt-quatre «heures, de s'adresser aux chefs de districts pour les «contestations s'élevant dans la sous division de son

«district en tant qu'elles n'ont rapport qu'à la police. «De plus il est chargé de surveiller les tribunaux de «paix; mais il n'a pas à se mêler des affaires de l'É-«glise et des écoles, ni d'attenter aux revenus qui pro-«viennent d'institutions pieuses. Pour les biens, les «terres et les propriétés destinés aux églises, aux «bourgs, aux habitants et aux institutions pieuses, «ainsi que pour les propriétés particulières des indi-«vidus, il sera délivré à chacun spécialement un do-«cument confirmant la possession et il sera inscrit «dans le livre des propriétés foncières.»

«66. Aucun Serbe ne peut être poursuivi et inquiété «ni publiquement, ni secrètement avant qu'il ait été «sommé de comparaître devant un tribunal et con-«damné.»

«Cette constitution ayant reçu la sanction de ma vo-«lonté impériale, elle te sera remise avec un firman «orné d'un beau hatichérif impérial.»

«Ayant remis à toi et à ta famille la souveraineté «de cette province impériale, seulement sous la con-«dition que tu suives exactement mes ordres, je te «charge de veiller à la sûreté et sécurité de cette pro-«vince, soit pour l'intérieur, soit pour l'extérieur, et «que tu emploies tes forces pour trouver les moyens «d'assurer le bonheur, la paix et le repos des habi-«tants du pays. Je te charge d'honorer et d'estimer «chaque état, chaque rang et dignité, surtout de tenir «la main avec zèle à l'exécution des conditions précé-«dées de la constitution, afin qu'elle reste dans son «intégrité; afin que tu me prépares la bénédiction de «toutes les classes des habitants, et que tu justifies

« ma bienveillance et ma confiance impériales. Je re-« commande à tous les Serbes en général de se sou-« mettre à tous les ordres du prince conformes aux « lois et aux institutions du pays, et d'être soigneux à « acquérir la civilisation nécessaire. J'ordonne que le « présent Hatichérif impérial soit publié, afin que le « peuple en ait connaissance; que chacun pénétré des « sentiments de gratitude et de reconnaissance pour « ces gracieux bienfaits, se conduise en toute circon-« stance et position conformément à ma volonté impé-« riale, et que les termes de la présente constitution « soient observés à la lettre pour tous les temps, sans « qu'on agisse jamais contradictoirement. »

« Et toi, mon visir, tu réuniras, d'accord avec le « prince, toutes tes forces avec celles de ce dernier « pour l'exécution ponctuelle et sévère des parties de « ce présent firman impérial. »

Ce Hatichérif est daté du mois de Scheval 1254 (décembre 1838).

Il consacre, comme on le voit, tous les principes d'un bon gouvernement. Il proclame l'égalité des citoyens devant la loi, l'inviolabilité des personnes et de la propriété, la liberté du commerce; il abolit les corvées, établit assez clairement la hiérarchie administrative et judiciaire et semble déceler chez le Sultan les meilleures intentions pour son peuple de Serbie. Ce sont à coup sûr ces considérations qui faisaient dire à lord Ponsonby que ce Hatichérif devait combler les vœux des Serbes.

Cependant il ne put satisfaire que les ennemis les plus acharnés du prince. Tout ce qu'il y avait en Serbie

d'hommes de bon sens n'y vit qu'une atteinte mortelle portée à l'autonomie de la nation, d'autant plus qu'on n'y faisait plus mention des assemblées générales du peuple (scoupstina), institution qui datait du temps de l'ancienne monarchie serbe et qui avait été conservée sous la domination même des Turcs. Aussi les notables s'accordèrent-ils pour envoyer à Constantinople une protestation énergique contre la suppression de ces assemblées.

D'ailleurs l'art. 17 qui sanctionne l'inamovibilité du sénat, et les articles 12, 13, 14 et 15 qui sembleut vouloir élever le pouvoir de ce corps au-dessus de celui du prince, renversent d'un seul coup tout le bien que la Serbie aurait pu s'attendre de cette constitution.

A l'état des choses en Serbie, quoique le choix et la nomination des sénateurs, pour la première fois, fussent exclusivement réservés au prince, celui-ci ne pouvait les prendre ailleurs que parmi ses ennemis. L'art. 8 qui lui prescrit de les choisir parmi ceux qui s'étaient signalés par leurs services envers la patrie, (malgré son apparente équité) n'avait pas d'autre but que celui-là; car, si le prince eût mis de côté les Voutchitch, les Simitch, les Protitch, etc., ils s'en seraient certainement récriés auprès de la Porte, énumérant les services rendus à la Serbie, et la Russie n'aurait pas manqué d'appuyer leurs réclamations, ni la Porte d'y faire droit.

Or, les ennemis de Milosch une fois entrés au sénat, une collision, devenait inévitable. Usant des prérogatives que la constitution leur attribuait, ils pouvaient

contrecarrer tous les actes du prince, entraver l'exercice de son autorité, proposer des lois hostiles auxquelles il ne pouvait pas refuser sa sanction, lui faire en un mot une guerre à outrance, qui aboutirait à une abdication ou à un coup d'État: deux malheurs également redoutables; car Milosch une fois retiré, la Serbie restait à la merci d'un parti antinational qui manquait de la force et de l'habilité nécessaires pour contenir les factions, et n'aurait, en conservant le pouvoir, considéré le pays que comme une propriété à exploiter à son profit exclusif. Aucune des sages institutions de Milosch n'aurait été conservée, et tous les avantages de son administration, tous les fruits de ses travaux et de sa fermeté auraient été perdus.

Quant au coup d'État, si jamais Milosch, poussé à bout, en tentait un, il ne pouvait manquer d'avoir des conséquences funestes et sanglantes. Il aurait sans doute amené la guerre civile et à sa suite l'intervention armée de la Porte et de la Russie.

En tout cas la ruine de la Serbie devait donc être l'effet prochain et inévitable d'un constitution octroyée par deux puissances dont l'une était la suzeraine, l'autre la protectrice de ce pays, où sous des apparences *libérales*, elles organisaient les différents pouvoirs de manière que tout accord devenait impossible entre eux. Ce sont les seuls actes de libéralisme que l'on puisse espérer de deux monarques qui sont chez eux la plus parfaite expression de l'absolutisme.

XIV.

Pour le moment Milosch, n'ayant d'autre parti à prendre que de se soumettre, donna un commencement d'exécution à cette malencontreuse constitution, en nommant les ministres et les membres du sénat.

Les ministres furent: Abraham Pétroniévitch aux affaires extérieures, Joko-Protitch aux intérieures, Alexas Simitch aux finances, Stéphanovitch à la justice eu au culte.

Le sénat, fut constitué comme il suit: Éphrem Obrénovitch président, Stoïan Simitch vice-président, Voutchitch Péritchitch, Mathias Nénadovitch, Miloutin Garachan, Milosatz Zdravkovitch, Lazar Théodorévitch, Miléta Radoïkovitch, Ranko Maïstarovitch, Zvetko Raïevitch, Anta Protitch, Miloutin Jabaratz, Stanko Juretchitch, Stoïanovitch Kiossa, Pop Loukar, Miloutin Velkovitch, Jovan Velkovitch Paraquinatz.

Ces nominations faites, Milosch partit aussitôt pour Kragoëvatz accompagné des ministres et des sénateurs pour y entreprendre les travaux que réclamait la nouvelle organisation de l'État. Mais avec ces travaux commencèrent aussi les dissensions. Le sénat s'opposait systématiquement à toutes les mesures proposées par le prince, qui de son côté refusait aussi sa sanction à toutes les lois dont le sénat prenait l'initiative; souvent aussi le sénat cherchait à empiéter sur les attributions du prince s'arrogeant dans le pouvoir exécutif une part qui ne lui convenait pas, pendant que le

prince, lui aussi, usurpait parfois une partie de l'autorité législative qui ne compétait qu'au sénat.

L'art. 3 du statut par exemple conférait au prince la nomination de tous les employés aux différentes branches de l'administration. Mais les sénateurs prétendaient au droit de proposer au prince ceux qu'il devait nommer, et l'empressement avec lequel ils le sollicitaient pour leurs parents, leurs amis, leurs domestiques même, sans le moindre égard aux conditions d'habileté et de probité nécessaires à un fonctionnaire public, prouve quel était le désintéressement de ces prétendus patriotes qui n'avaient jamais à la bouche que les grands mots de bien public et de prospérité nationale. Comme il était impossible que Milosch fît raison à des demandes si nombreuses et souvent si injustes, par ces refus il irrita de plus en plus ses ennemis et la discorde devint irréconciliable.

Dans toutes les affaires que le sénat avait à traiter, il se fit donc désormais un point d'honneur de faire sentir au prince son autorité. Un de ces premiers actes fut de supprimer l'apanage de 3000 thalers que depuis 1835 la nation payait aux frères du prince. Le Gospodar Éphrem, président du sénat, s'opposa en vain à cette mesure qui le touchait de si près, Voutchitch qui l'avait proposée l'emporta sur lui; et ces deux personnages qui semblaient n'en faire qu'un lorsqu'il s'agissait de comploter contre le prince, devinrent dès lors ennemis acharnés.

Cette conduite de Voutchitch et du sénat aurait dû cependant dessiller les yeux à Éphrem et lui faire connaître quels étaient à son égard les sentiments, de

ceux qui avaient le plus flatté son orgueil, et bercé ses folles espérances, lorsque son nom pouvait servir de bannière aux ennemis du prince son frère. Mais il était encore dans l'ivresse du triomphe que son parti avait naguère remporté à Constantinople, et une plus douloureuse expérience lui fut nécessaire pour le faire revenir de son aveuglement.

Sur ces entrefaites arriva de Constantinople la réponse à la protestation adressée à la Porte par les notables serbes contre la suppression des scoupstinas. C'était une simple lettre du baron de Bouténief adressée au consul russe, par laquelle il permettait aux Serbes de se réunir tous les ans, selon l'usage établi, en assemblée représentative. Cette lettre où le baron de Bouténief paraissait s'ériger en modérateur suprême de la nation, et accorder comme une grâce ce à quoi elle avait un droit incontestable, fut encore en Serbie une cause de discorde et d'irritation. Ceux-là même qui, jusqu'alors avaient pris parti pour la Russie, avouaient maintenant que cette puissance poussait trop loin ses prétentions; et tout le monde excepté ceux qui étaient entièrement vendus à l'étranger, s'accordaient à regarder cette lettre comme une réponse qu'on ne pouvait accepter sans faire acte de complète soumission à la Russie et abdiquer par là tout sentiment d'indépendance et de nationalité.

Les murmures que cette lettre excitait, et la division de plus en plus profonde et irréparable entre lui et le sénat, poussèrent Milosch à une de ces résolutions d'où dépend souvent le sort des dynasties et des empires. Prétextant une visite à sa famille qui se trouvait

alors à Semlin, où son fils aîné Milan, avait été confié aux soins d'un médecin qui promettait de le guérir de la maladie (dont il mourut peu de temps après), il quitta brusquement Kragoëvatz et s'en alla à Belgrade.

Par ce départ si inattendu, Milosch voulait peut-être se soustraire à la nécessité de se prononcer sur la lettre de M. de Bouténief, dont le sénat allait incessamment s'occuper. Peut-être aussi espérait-il que la nation indignée contre ceux qui par leurs intrigues l'avaient amenée à subir l'humiliation de recevoir des ordres des agents russes, et mécontente de la nouvelle organisation de l'État créée par la constitution, qui n'avait eu jusqu'alors d'autre résultat que de grossir les dépenses du pays, d'en entraver l'administration, d'accroître la morgue des employés, et de substituer le sénat au prince, c'est-à-dire dix-sept maîtres à un seul, se lèverait comme un seul homme en sa faveur, en déclarant sa ferme volonté de retourner à l'ancien ordre des choses.

Les sénateurs allèrent jusqu'à dire que le prince avait à cet effet noué des intelligences avec toutes les nahiés, et que son but était de les faire massacrer tous par le peuple. Aussi, à peine le départ de Milosch fut-il connu, qu'ils quittèrent en toute hâte Kragoëvatz, semant l'alarme sur leur route et dans Belgrade où ils se rendirent en corps, accompagnés des ministres.

C'était pour Milosch le moment de prendre un parti décisif. Mais quelles que fussent ses intentions à son départ de Kragoëvatz, il éprouvait une répugnance insurmontable à prendre lui-même l'initiative d'une guerre civile. Il était d'ailleurs extrêmement dégoûté

de tant de mauvaise foi et d'ingratitude de la part de ceux-là même qui devaient tout à ses bienfaits. Pour surcroît de malheur, la maladie de son fils, prenant tous les jours un caractère plus alarmant, venait encore en ce moment paralyser son énergie. Après quelque hésitation, il se détermine donc de passer à Semlin et d'y rester sous la protection du gouvernement autrichien pour y attendre les événements.

Il partit le 12 avril (v. s.) accompagné du major Jovance Spassitch, du knés Arso et de Cunibert. Arrivé à Semlin, après avoir réclamé la protection de l'Autriche par le général qui commandait dans cette ville et qui s'empressa d'en référer à Vienne, il fit aussitôt annoncer au pacha de Belgrade et aux consuls étrangers qu'il ne reviendrait plus en Serbie. A cette nouvelle Voutchitch ne pouvant maîtriser sa joie, dit publiquement: Dieu merci, nous voilà enfin débarrassés de la famille des Obrénovitch!

Le jour suivant passèrent aussi à Semlin Zivanovitch avec sa famille, et le consul anglais qui fit de son mieux pour persuader à Milosch de retourner en Serbie, y convoquer une assemblée nationale et après avoir ainsi exploré les vœux de son peuple, y reprendre d'une main ferme l'administration du pays. Ce plan hardi, suivi avec promptitude et vigueur, aurait pu avoir le plus heureux résultat; car il est plus que certain que l'appui de la nation n'aurait pas manqué à Milosch et que le sénat, en face du vœu de la nation et de l'énergie du prince aurait baissé ses prétentions. Mais le cœur faillit au prince au moment d'agir; il persista dans sa première idée de rester à Semlin et

d'y attendre tout des événements que son absence ne pouvait manquer de provoquer.

Ce parti avait aussi ses chances de succès, si le prince avait su s'y maintenir; car à la nouvelle de son départ la terreur s'empara du peuple autant que du sénat. Le peuple, se voyant sans chef, craignait de retomber sous le joug des Turcs, ou, ce qui ne valait guère mieux, de rester au pouvoir de quelques ambitieux qui avaient tous les défauts de Milosch sans une seule de ses qualités. Le sénat, de son côté, indépendamment du besoin qu'il avait de la présence du prince pour en imposer à la nation et sanctionner les mesures nécessaires à ses desseins ultérieurs, craignait lui aussi, et non sans raison, une émeute populaire, dans laquelle pas un de ses membres n'aurait échappé à une fin affreuse.

Cette crainte était si vive chez les sénateurs, qu'ils s'empressèrent d'envoyer au prince une députation pour essayer de le faire revenir en Serbie. Cette députation se composait de l'archevêque de Belgrade, de Milosch Garachan, Stoïan Simitch, Tenka (Tenka Stefan Stefanovitch) et Protitch. Ni les protestations, ni les promesses ne furent épargnées par ces messieurs. La Serbie, disaient-ils, restée sans chef, allait tomber dans toutes les horreurs de la plus complète anarchie, dont les conséquences retomberaient sur le prince, s'il ne se hâtait pas d'y retourner. La nation et le sénat avant tout, ajoutaient-ils, n'avaient pour lui et sa famille que des sentiments de fidélité, de reconnaissance et d'amour; s'il y avait eu des différends entre lui et ses plus fièdles serviteurs, à cause de quelque point mal

défini du statut, il y avait moyen de s'arranger; car tout le monde était prêt à déférer aux désirs du prince.

La résolution de Milosch commença à faiblir; il se laissait prendre encore une fois aux mensonges de ses ennemis. Le métropolite lui porta le dernier coup, le sommant au nom de Dieu de revenir à Belgrade et déclarant qu'en cas de refus il le tenait responsable devant lui de tous les désordres qui allaient éclater à cause de son absence.

Milosch ne sut résister à cette sommation. Il paraissait avoir perdu sa fermeté et sa prévoyance ordinaires au moment où il en avait un plus grand besoin. Il congédia donc la députation promettant de retourner de suite en Serbie; et ni les prières de ses amis, ni l'évidence du piége qu'on lui tendait n'ayant eu la force de le retenir, le lendemain comme il en avait donné sa parole, il quitta Semlin pour Belgrade.

Mais là on eut soin de le détromper aussitôt des illusions qu'il s'était faites. Au lieu de l'accueil cordial et du repentir sincère que la députation lui avait promis, il ne trouva que défiance et hostilité. On défendit à son secrétaire Zivanovitch de rentrer en Serbie; il ne fut plus entouré que de ses ennemis et de gens vendus à ses ennemis. On le garda à vue, et il lui fut désormais impossible de parler à personne ou de dicter une lettre sans témoins. Il fut même forcé d'approuver tous les actes, de sanctionner toutes les mesures adoptées par le sénat qui continuait ses séances à Belgrade.

Par ces moyens les ennemis du prince poursuivaient le double but, d'amener Milosch à abdiquer de guerre

lasse en faveur de son fils, et de faire croire au plus grand accord entre lui et le sénat, afin d'ôter au peuple tout prétexte de se lever en sa faveur.

Toutefois le véritable état des choses ne tarda pas à se faire jour. Le peuple fit par-ci par-là entendre des murmures, et si quelque partisan de Milosch eût été assez hardi pour se mettre à la tête du mouvement, il n'y a pas de doute que toute la Serbie ne fût accourue à la défense de son prince. Mais la population de ce pays, disséminée par petits villages sur une vaste étendue de territoire, laissée à elle seule, ne pouvait pas aisément s'entendre et se réunir dans un but quelconque. On pouvait d'ailleurs facilement la tromper en répandant de fausses alarmes et de fausses nouvelles qu'elle n'avait nul moyen de rectifier.

La seule garnison de Kragoëvatz s'insurgea; elle retint prisonniers ses officiers supérieurs, et 300 hommes de cavalerie, avec quelques pièces de canon et quelques compagnies de fantassins marchèrent sur Belgrade pour délivrer le prince. Mais n'étant partis de Kragoëvatz que sur un bruit vague, et n'ayant pu en route recueillir que des nouvelles contradictoires, ces jeunes gens, arrivés à Treschnié, craignant d'avoir été trop loin et de compromettre inutilement leur position ainsi que la tranquillité publique, s'ils continuaient à s'avancer, incertains sur le parti qu'ils avaient à prendre, résolurent de s'arrêter dans ce village et d'envoyer de là quelques-uns de leurs officiers en députation à Milosch pour explorer ses intentions ou prendre ses ordres s'il pouvait en donner.

Arrivés à Belgrade, ces députés demandèrent à être

présentés au prince qui les reçut; mais ne pouvant leur parler qu'en présence de ceux qui ne le perdaient jamais de vue, il n'eut pas moyen de les informer lui-même de la manière dont il était traité. Ils purent cependant s'apercevoir de la contrainte dans laquelle il était tenu, et des éclaircissements qu'ils recueillirent en ville, changèrent leurs soupçons en certitude. Alors avec plus de fougue juvénile que de prudence ils déclarèrent qu'ils marcheraient tout de suite sur Belgrade, si l'on ne remettait pas immédiatement le prince en liberté.

Mais c'était un temps précieux que ces jeunes gens perdaient à envoyer des députations et à faire des menaces. Voutchitch sut habilement en profiter; il ramassa à la hâte tous ses partisans ainsi qu'une partie de la milice de Belgrade, et à la tête de quelques milliers d'hommes il marcha sur Treschnié, y enferma dans son camp la petite troupe de Kragoëvatz, et la retint trois jours sans vivres. Après quoi elle fut forcée de se rendre à discrétion. Voutchitch alors lui ôta les canons et les chevaux, dépouilla les soldats et les officiers de tout ce qu'ils avaient, même de leurs habits, et ne leur laissant plus que la chemise en signe de mépris, les renvoya chez eux.

Après cette victoire qui n'avait coûté ni un homme, ni une goutte de sang, Voutchitch marcha sur Kragoëvatz, sans rencontrer nulle part de résistance. Là il s'empara de la personne du Gospodar Jovan, frère de Milosch, il le fit charger de chaînes et menaça de lui couper la tête s'il ne consignait, tont de suite l'ordre qu'on prétendait qu'il avait reçu du prince de faire in-

surger la troupe de Kragoëvatz. Mais le Gospodar, sans se laisser intimider, soutint fermement le contraire et nia toute sorte de participation à cet événement.

Voutchitch désappointé s'en retourna à Belgrade, sans avoir pu tirer d'aucun côté la moindre preuve que le mouvement de Kragoëvatz eût été instigué, ou même approuvé par Milosch. Il dut au contraire se convaincre, sur plusieurs indices, que l'esprit public n'était pas favorable au sénat et que le peuple pourrait fort bien, si un chef se présentait, se lever en masse et apporter un dénouement sanglant à la comédie qu'on jonait maintenant à Belgrade.

C'est pourquoi, de retour dans cette ville, il pressa ses amis de hâter par tous les moyens l'abdication du prince si on ne voulait pas perdre bientôt le fruit de tant d'intrigues.

De son côté Milosch voyait que sa position au milieu de ses ennemis n'était plus tenable et que son abdication était la seule issue possible des embarras où il se trouvait depuis sa rentrée à Belgrade. Cependant, comme il était convaincu que de cet acte dépendait la ruine de sa dynastie et de son pays, il ne voulait pas en venir à cette extrémité, sans avoir préalablement épuisé tous les moyens de s'en défendre. Aussi il déclara à ceux qui le pressaient d'abdiquer que, avant de le faire, il désirait se rendre à Odessa où se trouvait alors l'empereur Nicolas et de suivre les conseils et les ordres qu'il en recevrait.

Cette résolution jeta l'alarme parmi ses ennemis et consterna surtout M. Vaschenko; car, quoique le cabinet russe eût depuis longtemps résolu la déchéance

de Milosch et que ses agents eussent, d'après ses ordres, travaillé dans ce sens, ceux-ci avaient peut-être outrepassé leur mandat en prenant avec Milosch un ton de mépris et d'insulte qui l'avait poussé à bout. Certes ni les manières hautaines de M. Buchman, ni le fat orgueil de M. Vaschenko ne faisaient point partie des instructions qu'ils avaient reçues de leur gouvernement; et si à la suite de leurs procédés, Milosch s'était de plus en plus éloigné de la Russie et avait accepté la protection anglaise, il pouvait, en expliquant lui-même sa conduite à l'empereur, y trouver une excuse auprès de lui et rentrer dans ses grâces. Il n'y avait en cela rien d'improbable, depuis que l'expérience l'avait éclairé sur la valeur de la protection anglaise, ainsi que sur la force des moyens dont la Russie pouvait disposer contre lui.

Mais quelles que fussent les craintes du consul russe et de ses amis, on ne pouvait pas convenablement refuser à Milosch sa demande. Et qui sait les conséquences que cette démarche aurait eues s'il avait pu l'effectuer. Mais il devait en être autrement. Au moment même où toute sa popularité lui était nécessaire, une malheureuse passion le poussa à un excès dont il ne s'était jamais de sa vie rendu coupable, et qui ne lui laissa d'autres chances que de renoncer au pouvoir et de se retirer.

Il abdiqua le 13 juin 1839 en faveur de son fils aîné Milan, alors sérieusement malade. Aussitôt après il partit avec son autre fils, Michel, pour la Valachie escorté du sénateur Kiosso et de douze kmets, sans qu'on lui permît de rien emporter avec lui, pas même

du linge, pas même d'argent pour les frais du voyage. Il fut obligé d'emprunter à cet effet 400 sequins au major Mitcho.

Ainsi finit la carrière politique de cet homme extraordinaire qui avait su par ses talents, son énergie et son patriotisme s'élever de l'humble condition où l'avait placé sa naissance jusqu'aux premiers échelons de la hiérarchie sociale.

La Serbie lui est redevable de son indépendance, de tous ses progrès dans la voie de la civilisation, ainsi que de la considération dont elle commençait à jouir en Europe; et s'il avait trouvé plus de loyauté et de désintéressement dans ses amis et ses serviteurs, un esprit moins âpre dans les hommes de parti. et surtout une plus sincère protectrice dans la puissance qui se parait de ce titre, en restant plus longtemps au pouvoir, il aurait sans doute porté ce petit pays à un degré de prospérité qui l'aurait rendu digne d'envie.

Certes sa vie ne fut pas sans tache; mais bien plus qu'à la corruption de cœur ou de l'esprit, il faut attribuer ses fautes à son manque total d'éducation politique, aux mauvais exemples parmi lesquels il avait été élevé sous la domination turque, à la fougue de son tempérament; et à côté de ces défauts que l'on déplore, il faut aussi admirer ses brillantes qualités qui portèrent la nation à le reconnaître pour son chef et lui méritèrent l'amour de son peuple et les éloges des étrangers qui virent de près le bien qu'il avait su faire à sa patrie. Si à la fin de sa carrière il eût fait preuve de la présence d'esprit et de ce courage ferme et indomp-

table qu'il montra au commencement, il ne serait peut-être pas tombé de si tôt.

Je dis *peut-être;* car si les fautes de Milosch et l'œuvre des partis ont contribué à sa chute et en furent les causes immédiates, il est toutefois hors de doute que ce malheureux événement avait été de longue main préparé par la Russie.

La politique de cette puissance dans tous les pays de la Turquie d'Europe où s'étend son influence, est qu'ils n'agissent que dans les vues de sa vaste ambition, et en attendant que rien ne s'y affermisse, rien n'y prenne une assiette définitive. C'est une proie qu'elle convoite, et lorsque le jour viendra d'étendre sa main sur elle, il lui sera d'autant plus facile de s'en emparer et de l'incorporer, sans éprouver de résistance à son empire, que des changements continuels n'auront pas laissé aux peuples le temps de s'affectionner à aucune dynastie, ni à aucune institution

On a vu en effet, dans le cours de cette histoire, la Russie faire pompe de sa protection sur la Serbie pour se ménager les moyens d'intervenir dans les affaires particulières de ce pays et pouvoir ainsi l'entraîner à la suite de sa politique; mais en même temps borner sa protection à des secours tardifs et insuffisants, se gardant bien de l'aider à conquérir complétement son indépendance ou à établir définitivement son sort à l'égard de la Turquie. La Russie (c'est un de ses agents, initié aux mystères de son Machiavélisme, qui l'a dit) doit toujours laisser aux Serbes quelque chose à désirer d'elle. C'est pour cela qu'elle se montra peu satisfaite de l'article 3 du hatichérif de

1830 qui déclarait héréditaire dans la famille de Milosch la dignité princière de Serbie, le système électif, source intarissable de troubles et de mécontentement, convenant bien mieux à ses vues que l'héréditaire. C'est encore pour cela qu'elle se prononça pour les Turcs dans la question de la ville de Belgrade; qu'elle caressa les partis hostiles à Milosch, et envoya agents sur agents pour l'engager à octroyer à son peuple une constitution[1]) qu'elle finit par lui imposer au moyen de la Porte, dans le seul but de créer une oligarchie qui inquiétât le prince dans l'exercice de son pouvoir, et mît dans l'administration de la chose publique la confusion et le désordre.

Grâce à cette constitution Milosch tomba; et sans parler de Milan, qui ne vécut que peu de jours après son élévation, le prince Michel qui lui succéda, quoique doué des meilleures qualités d'esprit et de cœur, après une administration de courte durée et pleine d'agitation dut aussi se retirer.

Je ne sais si le prince actuel Alexandre Cara-Georgévitch obtiendra jamais de la Porte, qui dit ne l'avoir accordé qu'à Milosch, auquel était adressé le hatichérif de 1830, le droit de succession pour sa famille à la principauté serbe. Mais s'il arrive jamais à l'obtenir, il peut être certain que sa dynastie finira comme celle de Milosch. Des princes annuels, des institutions qui légitiment une rivalité impossible à concilier entre les pouvoirs constitués, et faisant naître des

[1] Une constitution de la part de la Russie! C'est le cas de dire: *Timeo Danaos et dona ferentes.*

troubles permanents, voilà ce qui convient à la Russie, jusqu'au moment où elle pourra engloutir ces provinces.

Le prince Michel Obrénovitch. [1]) Après avoir abdiqué, le 13 juin 1839, la dignité princière, en faveur du prince Milan son fils aîné, qui était censé son héritier légitime dans la principauté au hatichérif de 1830, le prince Milosch se retira dans ses terres, en Valachie, avec le prince Michel son fils cadet.

Cette démission ne fut qu'illusoire, car le prince Milan mourut d'une maladie de poitrine, peu de jours après, c'est-à-dire, le 25 juin (7 juillet) de la même année, sans avoir signé un seul acte de gouvernement.

Dans cet intervalle, le pouvoir fut confié aux trois dignitaires Éphrem Obrenovitch, frère du prince Milosch, Abraham Pétroniévitch et Thomas Voutchitch Perichbitch.

Ce fut donc le Triumvirat qui gouverna le pays, sans qu'il daignât même s'informer du prince malade, qui était confié aux soins de sa mère, la princesse Gliubitza, cette femme extraordinaire dans laquelle se

[1] Le Dr. Cunibert ayant quitté la Serbie après l'abdication de Milosch en 1839, les documents qu'il emporta avec lui n'arrivent qu'à cette époque. Mais, comme il se proposait de continuer l'histoire de ce pays jusqu'à nos jours, il dut se procurer par ses amis les renseignements qui lui étaient nécessaires pour accomplir ce travail. Ces renseignements sont nombreux. Mais entr'autres il nous a paru digne d'une remarque particulière un mémoire du Dr. Patzech sur l'administration du prince Michel Obrénovitch, dont il est l'ami. C'est surtout de ce mémoire que nous avons extrait ce qui suit.

trouvèrent heureusement réunies et les qualités sublimes de héros, et celles d'une femme tendre: La noble conduite de cette princesse attira l'attention de tous les voyageurs célèbres parmi lesquels il suffira de citer M. Blanqui, qui, dans son rapport sur l'état social des populations de la Turquie d'Europe, p. 8. s'exprime ainsi: «Ici je ne saurais tout dire; mais j'ai «emporté la conviction que le christianisme est bien «puissant dans les lieux où il produit de si grands ex-«emples.»

Après la mort du prince Milan, les susdits triumvirs continuèrent à régner, mais aussi à s'embrouiller de plus en plus. Il ne s'agissait, de la part de ceux qui avaient chassé le prince Milosch, que de concentrer tout le pouvoir dans leurs mains et de destituer la famille d'Obrénovitch tout entière: dessein dangereux qui fut enfin découvert, et auquel Éphrem Obrénovitch commença, quoiqu'un peu tard, à s'opposer.

Cette scission, qui avait pris naissance parmi les chefs du pays, se répandit en peu de temps parmi les employés de l'État, et même sur la majeure partie de la nation. Il n'y fut pas question de principes qui eussent pu servir de drapeau à ces partis, mais chacun se laissait guider par ses intérêts personnels et surtout par le désir de s'enrichir. Nous voilà maintenant en présence de deux factions, dont l'une, sous Éphrem Obrénovitch, met tout en œuvre pour conserver dans la famille de ce dernier la dignité héréditaire de prince; et l'autre, sous Voutchitch, fait jouer tous les ressorts imaginables pour enlever cette pierre de touche à ses desseins ambitieux.

On nomma une commission à l'effet de parcourir le pays et d'expliquer aux paysans le statut organique. Les membres de cette commission furent: Ilia Garachanin, Lazar Theodorovitch, Maxime Rankovitch, Relavaz, Raio Damzanovitch.

L'on conçoit sans peine que tous ces membres, adversaires déclarés de la famille Obrénovitch, n'agissaient que dans le but de faire triompher leur parti.

Après avoir ainsi démoralisé le peuple, le parti antidynastique saisit l'occasion de la mort du prince Milan, pour établir ce principe étrange, savoir: que, dans le hatichérif de 1830, la dignité héréditaire de prince n'ayant été donnée qu'à l'aîné en ligne directe, ainsi qu'à ses descendants, et que le prince Milan n'ayant laissé aucun enfant, le droit de succession était éteint et ne pouvait être revendiqué pour le fils cadet du prince Milosch.

Comme on n'osa pas gagner au large avec cette doctrine, on se contenta, pour détourner l'attention du pays, de s'arrêter à mi-chemin. On élut donc pour prince, dans le sénat, le vrai héritier, le prince Michel. Le peuple n'en comprit point le motif, il ne fut que témoin du fait.

La Porte Ottomane, à laquelle l'acte d'élection fut soumis pour qu'elle le confirmât, conçut une joie secrète à la vue de ce désistement des Serbes. Par la confirmation qu'elle ne tarda pas à donner, il était facile d'entrevoir que l'influence de la Porte dans les affaires de la Serbie s'accroîtrait, et que chaque nouvelle élection attirerait aux dignitaires Ottomans de riches présens, et une grande facilité d'entraver les

affaires du pays, dans lesquelles ils ne s'étaient point immiscés jusqu'alors. Ce qui est digne de remarque dans cette confirmation, c'est que la dignité de prince ne fut confirmée ni comme héréditaire, ni même à vie. Un commissaire nommé Nédim Effendi (le même qui mourut plus tard à Paris en qualité de secrétaire d'ambassade sous Rechid Pacha) alla remettre entre les mains du prince Michel, à Bucharest, ce diplôme préjudiciable aux droits de la nation et à ceux de la famille Obrénovitch.

Milosch éleva d'abord des difficultés, mais ensuite il consentit que son fils Michel se rendît à Constantinople pour y être investi de sa nouvelle dignité. Sa mère et une suite nombreuse, dans laquelle se trouvaient Alexa Simitch, Paul Stanichitch, Anto Protitch, etc., accompagnèrent le prince qui, après son arrivée à Constantinople, fut nommé Muchir de l'Empire et décoré du Niehan - iftichar. Le commissaire susdit reconduisit le prince en Serbie. Le 12 mars 1840, on toucha la frontière à Alexinatz. Ce fut ici seulement que le prince prit connaissance des actes qui avaient eu lieu pendant son séjour à Constantinople, par l'entremise d'Alexa Simitch et de ses confidents.

La Porte qui, à l'occasion de l'investiture, se fit un devoir de le nommer majeur, lui imposa cependant deux conseillers intimes, ou plutôt deux tuteurs, dans les personnes de Voutchitch et Pétronievitch.

La création de ces nouveaux conseillers se fit sans que ni le sénat de Serbie, ni même le troisième membre du Gouvernement provisoire, Éphrem Obrénovitch, en

eussent eu connaissance. Voutchitch et Pétronievitch seuls étaient dans le secret.

Le prince Michel n'était alors âgé que de 17 ans, et, quoique sans expérience, il était chargé de faire face aux affaires du pays, qui étaient très-épinenses et fort embrouillées. Mais la Porte l'avait déclaré majeur, et le Sultan même ne le surpassait en âge que de quelques mois; de plus, le prince pouvait puiser chez ses ministres les conseils nécessaires; le paragraphe 12, 2 du statut organique réservait au sénat la création des nouveaux emplois, et le paragraphe 3, 1 accordait au prince la nomination des employés.

En vertu de quel droit la Porte en a-t-elle agi ainsi? et un tel procédé n'était-il pas encore plus déloyal qu'illégal?

A peine fut-il dégagé des entraves des Turcs et entouré de compagnons qui, tout en lui témoignant de l'intérêt, cachaient cependant une duplicité criminelle, que le jeune prince eut la douleur de ne rencontrer devant ses pas, sur le sol natal, que les indices de nouveaux troubles. Le peuple en proie à une sourde fermentation, les notables déchirés par les partis que la haine poussait jusqu'aux dernières extrémités, tout annonçait une explosion prochaine et inévitable.

En acceptant ses tuteurs intrus, le prince courait risque de confier le sort du pays à des hommes qui étaient les ennemis déclarés de sa famille et de sa personne, et qu'il savait être plus portés à soigner leurs intérêts privés que ceux du pays. Il se déclara contre eux; le sénat en fit autant, ainsi que les kmets

arrivés à Belgrade de tous les côtés pour rendre hommage au prince.

La voix du peuple se faisait entendre contre le Bérat. On répandit le bruit qu'au lieu d'un maître on allait lui en imposer plusieurs. Les kmets, qui étaient toujours dévoués au vieux prince Milosch, formaient çà et là des groupes, les armes à la main. Ils faisaient pétitions sur pétitions à l'effet de demander 1) le retour du vieux prince, seul capable de faire face et aux Turcs et aux factions de l'intérieur; 2) la translation du gouvernement de Belgrade à Kragoévatz, pour qu'il fût à l'abri des intrigues; 3) enfin la mise en accusation de Voutchitch et de Pétronievitch. Le Prince Michel, qui ne pouvait ou ne voulait peut-être pas coujurer ce mouvement, leur fit signifier que le retour de son père ne dépendait pas de sa volonté, mais bien de la Porte Ottomane. Quant aux deux autres demandes, elles furent agréées.

Voutchitch, Pétronievitch et leurs champions n'osèrent pas aller au milieu de la nation, c'est-à-dire, à Kragoëvatz, mais ils préférèrent s'abriter sous la protection de pacha, dans la forteresse de Belgrade, d'où ils adressèrent leurs plaintes à Constantinople.

La Porte donna aussitôt son assentiment, et fit partir pour Belgrade, en qualité de commissaire extraordinaire, Moussa Effendi, qui malgré toute sa sagacité diplomatique, qu'il avait déployée dans les cercles musulmans, fut cependant obligé de s'incliner devant la fermeté des Serbes. Il se retira donc à Constantinople, suivi d'une quarantaine de mécontents, parmi lesquels se trouvèrent Voutchitch, Pétroniévitch, Stoïan Simitch,

Garachanin, Prota Nénadovitch, Lazar Théodorovitch, Stefan Stefanovitch, (Tenka) Lazar Zouban, Tcharapitch, etc. En même temps, on dispersa, sans effusion de sang, les partisans du prince Milosch qui s'avançaient des environs d'Oujitze et de Branitchevo.

On pouvait maintenant respirer un peu, et s'occuper sérieusement de l'administration intérieure du pays, ainsi que de son organisation. Le prince, aidé de ses ministres, désirait effectivement le bien du pays, quoique les moyens que l'on prît pour parvenir à ce but, ne fussent peut-être pas toujours les plus propices.

Déjà on remarquait un cours plus régulier dans les affaires judiciaires et administratives; le sort du clergé commençait à s'améliorer; on était sur le point d'introduire dans le pays la conscription et le recensement de la population; des écoles furent établies dans les principales localités, on forma à Belgrade une société littéraire et un fonds pour subvenir aux besoins des écoles; cette ville s'embellit et prit un tel accroissement qu'on y transporta de nouveau le Gouvernement, les quarantaines furent mieux organisées; la vaccination fut sérieusement mise en exécution dans tout le pays. Comme le besoin d'hommes lettrés et instruits se faisait sentir, les Serbes d'Autriche furent priés et chargés d'exercer les fonctions de professeurs, de médecins, d'ingénieurs, de secrétaires, etc.; on publia un certain nombre d'ordonnances sages et utiles; en un mot, bien des choses, qui décelaient les excellentes intentions du Gouvernement, furent exécutées ou du moins préparés.

Le peuple accueillit avec joie une partie de ces

réformes, et toléra l'autre partie ; mais ce qui le choqua beaucoup, ce fut l'élévation du porès de 5 thalers à 6, c'est-à-dire, au même taux où il était sous le Gouvernement du prince Milosch, taux qui fut abaissé plus tard, afin de gagner le peuple. Il est prouvé que la contribution de 5 thalers en Serbie ne pouvait et ne peut encore suffire aux besoins de l'État, et qu'on est au contraire forcé de recourir à la caisse de réserve pour suppléer au déficit annuel du budget. C'est en grande partie pour ce motif que les deux millions et demi de florins laissés par le prince Milosch, ont été réduits à deux millions sous le Gouvernement provisoire ; que, sous le Gouvernement du prince Michel, le statu quo à été maintenu ; et que, sous le Gouvernement actuel, de nouveaux déficits assez importants se manifestent.

Les partisans du prince Milosch trouvèrent dans cette élévation du porès un nouveau motif d'en appeler au peuple, et de lui faire voir que, sous le vieux prince, il ne paierait pas autant. Telle fut aussi la source où prirent naissance soit les émeutes partielles qui eurent lieu, soit les complots qui furent ourdis contre les ministres, nommément celui de Gaie Voukomanovitch, frère de la princesse Gliubitza.

Les deux oncles mêmes du prince Michel, Éphrem et Jean Obrénovitch, n'étaient pas d'accord entre eux. Jean, qui n'avait qu'une place d'honneur, soupirait après l'ancien régime sous lequel il espérait entrer en activité de service ; Ephrem demandait un changement partiel du ministère. D'un autre côté, les journaux disposèrent l'opinion publique en faveur des exi-

lés. Les plus faibles rencontrent ordinairement de la sympathie parmi le peuple. Ce qui y contribua beaucoup, ce fut la qualification de défenseurs de la constitution que les exilés s'attribuaient faussement; quoiqu'on puisse dire que le statut organique n'a été enfreint que par ceux-là même qui s'en sont dits les défenseurs, et qui, après être arrivés au pouvoir, l'ont violé dans tous ses points. De sorte que l'apparence, ou plutôt la duplicité l'emporta sur la réalité même.

La Porte ne cessa, pendant ce temps-là, de plaider en faveur des exilés, en sollicitant leur retour dans leur patrie. Cédant à ses instances réitérées, le prince Michel consentit que les exilés les moins dangereux rentrassent dans leurs foyers; et enfin, sur la foi du Pacha de Belgrade, qui s'était fait garant de la conduite tranquille et inoffensive de Voutchitch, de Pétroniévitch et de Simitch, ceux-ci obtinrent la permission de retourner en Serbie, au printemps de 1842.

A peine rentrés dans leur patrie, Voutchitch et ses partisans, secondés par les journaux rédigés en Autriche, commencèrent à travailler le peuple, et mirent tout en œuvre pour le faire entrer dans leurs intérêts. Ils ne voulurent d'abord demander aucun emploi, quoiqu'ils en ambitionnassent effectivement; et, malgré cela, on leur accorda des pensions assez importantes. Ensuite, par l'organe du journal serbe rédigé à Pesth, ils attaquèrent tour à tour le sénat, les ministres et le prince lui-même, mais toujours séparément, afin de semer la division parmi eux, et pour se procurer le soutien de tous ceux qui étaient épargnés. Plus tard ils tinrent, pendant la nuit, de fréquentes réunions où

ils se concertèrent soit sur les mesures à prendre en général, soit sur les rôles de chacun d'eux en particulier. En dernier lieu, ils s'enhardirent jusqu'au point d'ourdir publiquement la chute du Gouvernement, avec Kiamil Pacha, et avec le général Baron Hauer envoyé par le prince Metternich sous le prétexte de la régularisation du fleuve Save.

Les ministres du prince étaient insouciants, inactifs, faibles dans la surveillance et l'anéantissement de pareilles machinations, jusqu'au point de tourner en ridicule, ou même de réprimander ceux qui auraient osé les en avertir.

C'est ainsi que les Turcs crurent leur plan déjà assez mur pour pouvoir pousser le peuple à la révolte; Kiamil Pacha, gouverneur de Belgrade, commença par demander la destitution des ministres, et nommément celle de Protitch ministre de l'extérieur qui, par son langage hardi et quelquefois même un peu dur, avait souvent blessé sa susceptibilité. [1])

[1] Quoique nous ayons cru devoir nous en tenir, pour la majeure partie, à la lettre du récit du Dr. Pazeck comme témoin oculaire, soit comme personne capable de juger les hommes et les événemens dont il parle, cependant, si nous devons ajouter foi à des personnes non moins dignes et aussi bien informées, le gouverneur de Belgrade aurait demandé la démission du ministre parce qu'il était fortement soupçonné de n'être pas étranger aux troubles survenus à cette époque dans les environs de Vidin; d'ailleurs la Porte connaissait parfaitement Gioko Protitch et son intimité avec le consul Russe, pour en exiger la démission à tout prix. Ce qui prouve que la Porte ne se trompait pas, ce sont les pensions importantes que la Russie paie toujours aux ex-ministres du prince Michel Obrénovitch.

Chékib Effendi, nommé commissaire de la Porte, vint à Belgrade et demanda ladite démission avec plus d'instance et plus de précision encore. Le prince, se fondant sur le texte de l'oustav (statut) tint ferme et ne céda point

Les Turcs, de leur côté, donnèrent le signal de la révolte, et envoyèrent les conspirateurs, chacun dans leur pays, pour y convoquer et armer le peuple. Prota Néoradovitch Resavatz, Garachanin, Lazar Théodorovitch, Tenka, Paoun Jankovitch, furent de ce nombre.

Voutchitch lui-même se rendit à Semlin, et, après avoir obtenu un passeport du général Hauer, il passa de Pantchevo à la forteresse de Smédérèvo, d'où il se rendit en toute hâte à Kragoëvatz. Novakovitch chef des troupes régulières, et Markovitch commandant de l'artillerie, qui avaient été attirés dans le secret, lui remirent les troupes et les canons.

Voutchitch, assez rusé pour ne pas révéler au peuple son véritable dessein, commença par représenter la nécessité d'une assemblée nationale, qu'on serait forcé de demander même à main armée, pour contraindre le prince à la destitution des ministres devenus odieux. Il jura publiquement qu'il n'en voulait pas au prince, qu'il lui était au contraire tout dévoué, et disposé à mettre sa tête là où tomberait un seul cheveu de la sienne (gdè Knazeva dlaka, toù moia glava) disait-il dans le langage figuré du pays. La foule ajouta foi à ses protestations et se groupa autour de lui.

Pour comprimer la révolte, le prince partit le 19 août 1842, avec un faible bataillon et un escadron de cavalerie, mais sans aucune artillerie, ni sans au-

cune artillerie, et il se rendit de Belgrade à Kragoëvatz. Il rencontra partout des troupes auxiliaires, de sorte que, lorsqu'il se trouva devant Kragoëvatz, ses forces pouvaient être évaluées à dix mille hommes.

Le commencement de cette expédition parut favoriser le prince. Dans le district de Grotzha, le vieux Milutin Garatanin et son fils Lucas furent attaqués au moment où ils soulevaient le peuple, et comme ils ne voulurent pas se rendre, ils furent tués.

Prota Nenadovitch et Lazar Thédorovitch furent pris dans les districts de Valievo et de Chabatz. Stefanovitch, Tenka et Paoun Jankovitch se réfugièrent en Autriche, après avoir quitté les districts de Pozarevatz et Smédkrèvo, où ils avaient tenté de pousser à la révolte.

Voutchitch seul, soutenu par l'artillerie, resta à Kragoëvatz avec 2000 hommes.

La foule, qui se trouvait avec le Prince, était plutôt nuisible que favorable au succès. Le commandement n'étant pas concentré dans une seule main, chacun voulait commander. Il se trouvait parmi les chefs, des personnes qui montraient de la duplicité. Le chef du bataillon était indécis. La présence de sa mère triste et inquiète gênait le prince. Le vieil oncle Ephrem l'embarrassait plutôt qu'il ne lui aidait; et, pour comble de malheur, on était dépourvu de canons. Outre cela, on avait négligé la discipline jusqu'au point de permettre aux paysans, qui se trouvaient en face des insurgés, de se parler mutuellement. Les partisans de Voutchitch purent donc, persuader aux hommes, qui étaient dévoués au prince, que, n'ayant aucun sujet

de plainte contre le Prince lui-même, ils ne demandaient que la destitution des ministres, la diminution du porès et la convocation immédiate de l'assemblée nationale, demandes que les partisans du prince approuvèrent aussi.

Une députation, envoyée par Voutchitch, proposa au prince les conditions susdites. Mais celui-ci trouva que sa dignité ne lui permettait pas de traiter avec des insurgés, d'autant plus que, pendant ce temps-là, le sénateur Arsenie Andréiévitch, qui lui était fidèle, ayant été tué traitreusement par le capitaine Bogdan de Parakin, toute conciliation à l'amiable devenait impossible. Aux premiers coups de canon tirés par Voutchitch, la plupart des partisans du prince se dispersèrent. Celui-ci, resté presque seul avec son bataillon régulier, ne pouvant plus entrer en combat avec des forces bien supérieures, se retira à Jabari; il y avait réuni de nouveaux, renforts venus de Rondvich et de Pozega; cependant, le désaccord, dont il à été parlé plus haut, continuait toujours, et devint plus saillant encore après le premier échec. Voutchitch, renforcé par Résavatz et Bogdan, n'avait qu'à tirer encore quelques coups de canon pour disperser complétement cette foule démoralisée.

Ce fut en effet une défaite complète, sans qu'on se fût battu. Le prince prit la fuite, et lorsqu'il fut arrivé à Toptchidère, il n'accepta pas le conseil que les consuls étrangers lui donnèrent de se mettre sous la protection du Pacha de Belgrade, mais il préféra quitter le pays, et, le huitième jour après qu'il fut sorti plein

d'espoir, de Belgrade, il se trouva avec ses nombreux partisans, sur le sol étranger, à Semlin. [1])

Voutchitch prenant le titre de chef militaire de la nation (Predvoditel naroda) entra à Belgrade et s'empara du pouvoir. On organisa un gouvernement provisoire composé des triumvirs Voutchitch,

[1]) La princesse Gliubitza donna, dans cette circonstance, une preuve de ce courage et de ce sang-froid qui honorent un homme et ennoblissent une femme. Dans sa retraite précipitée, elle était accompagnée du major Jovancio Spasite qui était très-dévoué à la famille Obrénovitch, et elle n'était escortée que d'une poignée d'hommes armés. Ceux-ci, ayant rencontré les insurgés qui étaient bien supérieurs en nombre, se disposaient à la défendre jusqu'à la mort, mais elle ordonna de s'arrêter, et de ne faire paraître aucune hostilité. Les ennemis ne tardèrent pas à s'approcher nombreux et à faire des démonstrations menaçantes. Le major Jovancio effrayé se blottit au fond de la voiture; la princesse le couvrit du bord de ses habits, et sans changer de couleur ni d'attitude, elle dit à ceux qui environnaient déjà la voiture: Messieurs, avancez, vous voyez en moi la femme du brave Milosch, la mère du prince Michel, cette même Gliubitza que chaque Serbe a qualifiée jusqu'ici du nom de mère. Ce peu de paroles et la contenance ferme de cette femme firent naître des sentiments de respect dans ces hommes fiers, qui s'offrirent à protéger sa retraite; mais elle répondit: Dieu me protége. Elle ordonna de continuer la route et rejoignit son fils avec qui elle passa à Semlin. Si la princesse ne s'était pas arrêtée ou qu'elle eut opposé une inutile résistance, il n'y a pas de doute que les insurgés s'en fussent rendus maîtres vu leur grande supériorité en nombre; or, Gliubitza n'était pas femme à souffrir des insultes, et elle ne se serait point rendue vivante. Quelles n'en auraient pas été les conséquences? Combien de sang l'intrépide contenance de cette femme n'a-t-elle pas épargné?

Pétroniévitch et Stoian Simitch. On adressa au peuple une proclamation dans laquelle on lui dit: que le prince Michel avait attaqué le peuple qui ne s'était rassemblé que pour porter devant le commissaire Turc, à Belgrade, ses plaintes contre les ministres; et qu'après avoir été défait par le peuple qui se tenait sur la défensive, il s'était enfui en Autriche.

Une assemblée nationale, composée uniquement des adversaires de la famille Obrénovitch, eut lieu le 14 septembre 1842. Voutchitch, Kiamil Pacha et le commissaire Turc Chékif-Effendi, s'étant rendus à la Skoupstina, demandèrent au peuple s'il voulait encore, dans la suite, avoir pour prince, Michel Obrénovitch. Comme on devait s'y attendre, la réponse fut négative. Sur la demande: Qui est ce donc qu'on veut avoir pour prince? tous s'écrièrent: Alexandre Karageorgiévitch.

C'est le fils cadet du héros Karageorge, né en 1806, qui a reçu un commencement d'instruction dans une école primaire de Bessarabie. Après la mort de son père, il avait fixé sa demeure en Valachie, où il jouissait d'une modique pension que le prince Milosch lui avait accordée. Ayant obtenu du prince Michel la permission de rentrer en Serbie, il était en dernier lieu attaché à son service en qualité d'aide de camp. C'est un homme qui n'a hérité de son père que son nom célèbre. Il ne paraît pas qu'il ait pris aucune part aux intrigues et aux convulsions intérieures auxquelles le pays était en proie depuis si longtemps; et s'il en a eu connaissance, il n'y a certes pas pesé pour beaucoup.[1])

[1] En avançant qu'Alexandre Carageorgiévitch *n'a pas pesé*

Il fut, tout à la fois, élu, emmené et salué prince, sans qu'il ait eu le temps de comprendre parfaitement ce qui se passait. La Porte agréa volontiers la destitution du prince Michel, et s'empressa de confirmer la nouvelle élection d'Alexandre. Devenu ministre de l'intérieur et par conséquent tout puissant, Voutchitch mit tout en œuvre pour gagner les esprits au nouveau prince. Il força un grand nombre d'employés du pays à quitter leur poste et même leur patrie. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés, mis en prison, et presque tous traités ignominieusement. L'espionnage et la dénonciation allèrent leur train. Les deux millions de florins, laissés dans la caisse publique, furent bravement attaqués.

La Russie voulait réhabiliter le prince Michel, afin de pouvoir ensuite s'enquérir des plaintes portées contre son administration, par l'entremise d'une commission mixte, turquo-russe.[1]) C'est du moins de ce côté que parut pencher le général B. Liéven, envoyé

pour beaucoup dans les votes des Serbes, le Dr. Pazek peut, à notre avis, se tromper; il est vrai qu'il y avait alors peu de temps qu'il était connu en Serbie, mais le souvenir de son père, premier libérateur de la nation, y était en vénération; et entre le fils de Milosch et celui de Karageorge, les deux chefs bien méritants, de la nation, l'un jeune, presque enfant, sans expérience et entouré de personnes ou incapables, ou mal vues de la nation; l'autre, homme d'âge déjà mûr, et élevé à l'école de l'exil. Nous croyons par conséquent que son élection n'est pas due seulement aux intrigues du parti contraire aux Obrénovitch.

[1] L'empereur Nicolas écrivit de sa propre main au Sultan pour protester contre l'élection d'Alexandre Karageorgiévitch.

en qualité de commissaire à Belgrade, d'où il passa à Constantinople. Mais, lorsque le prince Metternich fut d'accord avec la Porte sur le point d'approuver la nouvelle élection et d'exclure le prince Michel, la Russie y consentit aussi, parce que tout faisait craindre que la paix ne fût compromise par ce différend. On établit un juste milieu. On conseilla à Karageorgiévitch de donner sa démission ; à Voutchitch, à Pétroniévitch et à Kiamil Pacha de s'éloigner du théâtre de la nouvelle élection.

Karageorgiévitch venait de se démettre de sa dignité, lorsqu'il fut réélu, le même jour, c'est-à-dire le 15 juin 1843, en présence des commissaires de la Turquie et de la Russie.

Quoique l'acte du remaniement de l'État fût approuvé, son titre et les personnes qui en étaient les auteurs devinrent le sujet d'une critique et d'une censure sévères. Conformément à la volonté des protecteurs et des suzerains, Voutchitch et son complice Pétroniévitch durent s'exiler du lieu de leur victoire, et aller se fixer d'abord à Chichetou et ensuite à Constantinople, d'où ils ne revinrent qu'après plusieurs mois. Ce fut ainsi qu'on joua de la politique. Karageorgiévitch reçut son bérat de confirmation, aux termes duquel il n'est ni prince héréditaire, ni même prince à vie; il y est dit au contraire qu'il ne conservera cette dignité qu'autant qu'il se montrera fidèle et obéissant à toutes les exigences de la Sublime Porte.

Redevable de sa dignité aux efforts et aux intrigues d'individus qui lui étaient étrangers, naturellement faible

et inactif, en mésintelligence avec la plupart de ceux qui furent jadis ses amis et ses bienfaiteurs, le prince Alexandre reste debout, soutenu uniquement par les véritables meneurs du pays.

De nombreux complots furent ourdis, et plusieurs révoltes, plus ou moins graves, furent découvertes et réprimées par ses agens.[1]) Le sang coula, un grand nombre d'exécutions publiques et clandestines eurent lieu; quelques victimes innocentes tombèrent aussi, sans faire mention de celles qui furent jetées dans les cachots, mises aux fers, maltraitées et réduites à la mendicité. Le prince Alexandre, il est vrai, n'est pas responsable de ces malheurs, mais on peut dire qu'il n'était pas doué de ce tact et de cette supériorité nécessaires pour savoir ou pour pouvoir prévenir et réprimer de pareilles explosions.

Le prince Michel Obrénovitch, après avoir passé en Autriche, s'arrêta quelques mois à Semlin; plus tard, afin de tranquilliser le nouveau Gouvernement de Belgrade, et pour obtempérer à sa demande, il se retira dans le Banat, et pendant quelque temps à Neusatz où la princesse Liubitza sa mère mourut, dans le courant du mois de juin 1843. Ses dépouilles mortelles furent déposées dans l'église du cloître Krouchedo situé en Syrmie.

Au mois d'août 1843, le prince Michel se rendit à

[1] La plus remarquable de ces révoltes, est celle qui éclata à Schabatz en 1844, appelée Stoyanova bonna, du nom du malheureux jeune homme qui en était le chef et qui y perdit la vie.

Vienne chez son père. Le mois de novembre suivant, il partit pour Berlin, accompagné du célèbre écrivain et philosophe serbe, Vouk Stefanovitch Karadchitch; il se livra, dans cette dernière ville, aux études politiques. En 1844 et en 1845, il voyagea en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Suisse, en Italie, il visita l'île de Malte et la Grèce. Il consacra les deux années suivantes, soit à demeurer dans ses terres en Valachie, soit à visiter les Duchés de Saxe, la Thuringe, le Salzkammergut en Autriche. Il passa l'hiver de 1847 à 1848 à St.-Pétersbourg et à Moskou, où il reçut un accueil bienveillant à la cour, et des hommages distingués chez les grands de l'empire. En 1848, année si agitée par des troubles, il se transporta dans les provinces du sud de l'Autriche, et défendit la bonne cause, soit par ses conseils, soit par des sacrifices réels. En 1849 et 1850, il alla visiter les deux États les plus civilisés de l'Europe, c'est-à-dire, la France et l'Angleterre; et termina ainsi la série de ses voyages. Enfin, il passa le reste de son temps à Vienne, dans une vie paisible et sans éclat.

On peut dire, d'un côté, qu'il est affligeant qu'un prince, doué de si belles qualités, mais dépourvu de toute expérience, sans instruction suffisante, sans amis qui pussent l'éclairer par leurs conseils, ait été obligé de prendre les rênes du Gouvernement dans sa dix-septième année, et cela dans un pays qui n'était pas encore consolidé, et dont la population, agitée et inflammable, était déchirée par les partis. D'un autre côté, c'est un bonheur pour lui d'avoir abandonné le cercle vicieux de la vie politique, car il a gagné, par

ce sacrifice, l'occasion d'acquérir une science solide et profonde dans les grandes villes de l'Europe éclairée, et d'enrichir son esprit de la connaissance des hommes et des choses. Ça été, pour le développement de ses facultés intellectuelles, une véritable école pratique, comme l'infortune précoce l'a été pour son cœur et pour son caractère.

Eclairé et soutenu par l'expérience qu'il a acquise, le prince Michel serait aujourd'hui plus circonspect et plus scrupuleux dans le choix de son entourage; il pourrait montrer plus de fermeté, au besoin plus de souplesse, et se rendre ainsi maître des événemens les plus sérieux. On ne doit cependant pas en conclure qu'il a porté en lui le germe de sa chute, ni qu'il y ait contribué par quelque acte imprudent et irréfléchi : a dû plier devant la force de ses ennemis, Turcs, Autrichiens et Serbes, qui s'étaient unis pour le faire tomber. Le trahison y joua un plus grand rôle que ne le firent les canons de Voutchitch. En tombant, il emporta avec lui la consolation et l'honneur de n'avoir point sacrifié ses officiers. En un mot, ceux qui ont eu occasion d'observer le prince Michel, pendant les deux années de son règne, ne peuvent point, s'ils veuleut être justes, lui reprocher d'avoir jamais commis sciemment un seul acte d'injustice.

Il est peu de Serbes qui soient animés d'un véritable patriotisme et qui soient disposés à sacrifier leurs intérêts particuliers aux intérêts de leur patrie. Quant au slavisme en général, il ne mérite pas qu'on en fasse mention. La plupart des Slaves ne sont que des patriotes de la Vojvodie, de la principauté de Serbie de la Bano-

vina, de la Hertzégovina, de la Tczhernagora; il en est qui se contentent d'être nommés Serbes Banatiens, Syrmiens, etc. [1]). Le prince Michel est Serbe de choix, de cœur et de sentiment: il est Slave du Sud, mais il est en même temps Slave dans le sens le plus éminent et dans la signification la plus étendue de ce grand nom. Consciencieux et juste dans toute la force du terme, même à son préjudice s'il le fallait; ennemi de la ruse, de la duplicité et du mensonge, gardant scrupuleusement la foi donnée, il déteste la flatterie et cherche la vérité par tout où il peut la rencontrer. Sans faste et sans prétentions, il sait se contenter de peu, et il est par conséquent en état de faire beaucoup de bien avec ses revenus, quelque modestes qu'ils puissent être pour un prince. S'il paraît un bon livre, un journal bien rédigé, une carte, un tableau, ou quelque autre production utile et digne de louange, c'est à ce jeune prince qu'on le doit [2]). Et tout cela se faisait sans éclat, et

[1] Nous avouons ingénument que nous ne comprenons pas la signification que le Dr. Pazek entend donner à ses paroles lorsqu'il dit: *parmi les Serbes, il y en a peu qui s'élèvent au-dessus de leurs intérêts personnels, etc.* On voit clairement le contraire dans le cours de cet ouvrage. Ce serait donc faire injure à cette noble nation qui, au prix de tant de sang et de sacrifices, parvint à acquérir toute l'indépendance qu'il lui fut possible de se procurer. Les Serbes qui habitent l'empire d'Autriche, ceux du Monténégro, de la Bosnie, de la Bulgarie, n'ont-ils pas contribué à ce résultat soit directement soit indirectement? Quant à nous, nous nous glorifions de croire que la majeure partie des Serbes sont de bons patriotes et Slaves de leur pays, excepté cependant ceux qui sont payés pour prêcher le panslavisme.

[2] Il se plaît surtout à encourager la jeunesse studieuse.

resterait même toujours ignoré, si parfois la reconnaissance ne se faisait un devoir de le publier. C'est aussi une justice à lui rendre que de déclarer qu'il n'a pris aucune part aux différentes révolutions qui ont eu lieu en Serbie depuis 1842; cependant, les occasions, les prétextes, les provocations et les motifs n'ont pas manqué; mais il aimait sa patrie, non à l'instar de certains princes déchus, mais comme un bon et vertueux citoyen doit l'aimer.

Enfin le prince Michel possède, à un haut degré, cet art si difficile de savoir temporiser; saura-t-il parfaitement comprendre son temps et le mettre à profit? C'est ce que l'avenir se chargera de nous apprendre.

aussi, parmi les jeunes Serbes qui se rendent, chaque année, à Berlin et à Paris, pour s'instruire, plusieurs y sont envoyés à ses frais.

